

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
École doctorale de géographie de Paris
UMR 8586 Prodig

Thèse

pour l'obtention du grade de
Docteur de l'Université de Paris 1
Spécialité : Géographie

Présentée et soutenue publiquement le 25 février 2021 par

Marion BENASSAYA

**Grands projets et réintégration
des marges en situation de conflit armé :
l'exemple du barrage d'Ituango en Colombie**

Devant le jury composé de :

Anne-Laure AMILHAT SZARY	Professeure des Universités, Université Grenoble-Alpes	Rapporteuse
Odile HOFFMANN	Directrice de recherche à l'IRD Recherche pour le Développement	Rapporteuse
David GARIBAY	Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2	Examineur
Thierry SANJUAN	Professeur des Universités, Paris 1- Panthéon-Sorbonne	Examineur
Évelyne MESCLIER	Directrice de recherche à l'IRD	Directrice de thèse

Résumé

Les grands projets de développement, tels que les grands barrages, entraînent des mutations profondes des territoires ruraux. Ces projets, portés par une variété d'acteurs décentralisés, publics, privés, répondent à des objectifs multiples. Le chantier du barrage d'Ituango, qui sera le plus grand barrage hydroélectrique de Colombie, démarre un an avant l'ouverture des négociations paix avec les Forces Armées Révolutionnaires Colombiennes (Farc), dans l'un des territoires les plus affectés par le conflit armé. Le territoire acquiert alors une dimension de territoire pilote d'un modèle de développement local post-conflit. Cette qualification englobe un arsenal d'actions publiques et privées visant à « intégrer ce territoire marginalisé » à un système territorial inscrit dans la mondialisation.

Ce processus suscite toutefois une opposition radicale. De ces rapports de force naissent de nouveaux conflits qui peuvent représenter un frein à la construction de la paix, ou au contraire qui permettent de construire de nouveaux schémas de gouvernance incluant les communautés locales. On analysera les interactions entre ces conflits locaux et le conflit armé.

Mots clés : marges, conflits locaux, conflits armés, cadrages, grands projets, Andes, Colombie.

Abstract

Big development projects, such as big dams, lead to deep mutations in rural territories. Those projects, carried out by various decentralized, public or private actors, serve multiple goals. The construction of the Ituango dam, that will become the biggest dam in Colombia, begins a year before the opening of the peace negotiations with the Revolutionary Armed Forces of Colombia (Farc), in one of the most affected territories by the armed conflict. In such context, the territory becomes a pilot for a local development model of the post-conflict. This qualification covers an arsenal of public and private actions in the purpose of « integrating this mariginalized territory » to a territorial system integrated into globalization.

However, this integration process raises an intense opposition. New conflicts raise from this struggle of powers. They can represent an obstacle to the peacebuilding or, opposedly, they can generate new governance schemes that include local communities. We will analyze the interactions between those local conflicts ant the armed conflict.

Keywords : margin, local conflicts, armed conflicts, framing, Andes, Colombia.

Remerciements

Je tiens à remercier ma directrice de thèse Évelyne Mesclier pour son encadrement sans frontières, ses encouragements et sa confiance. Je souhaite également remercier Elba Londoño Ciro et Denisse Rocat pour leur aide précieuse et leur intérêt, lors de l'enquête de terrain. Je remercie aussi Isabelle Saint Mézard et Béatrice Giblin pour m'avoir encouragé à m'engager dans un doctorat suite à mon master.

Je voudrais témoigner ma reconnaissance à Adriana et Alejo pour leur soutien inconditionnel tout au long de ce doctorat, à Miguel pour tous les service et les pistes que je lui dois, à Marina, à Pablo et à Rosita pour toutes leurs attentions lors de mes séjours à Bogotá,

J'adresse mes pensées à ceux qui m'ont donné envie de chercher, Grégoire, Marion, Juan, à mes amies Lisa et Clémence, à ceux qui m'ont fait aimer les cartes, les montagnes et les rivières, Jules et Jrr, à mon frère pour m'avoir montré des chemins, à ma sœur pour inspirer des détours, et à ma mère pour voir où tout cela mène. Enfin à Nicolas, qui m'aide à trouver mes mots, et à Diego qui leur donne du sens.

Table des matières

Introduction.....	23
1 Conflits et grands barrages.....	24
1.1 Les grands barrages, des objectifs multiples.....	24
1.1.1 Contrôle des crues, irrigation, hydroélectricité.....	25
1.1.2 Modèle de développement et instrument de puissance.....	27
1.1.3 Des instruments de puissance étatique.....	28
1.2 Rivalités de pouvoir.....	31
1.2.1 Typologie de conflits.....	32
1.2.2 Grands barrages, conflits locaux et coopération internationale.....	34
1.2.3 Superpositions de conflit.....	36
2 Méthodologie.....	38
2.1 Enjeux liés au terrain.....	38
2.1.1 Intérêt d'une étude de cas dans un contexte de discontinuité.....	38
2.1.2 Enjeux d'accès au terrain.....	39
2.1.3 Une situation évolutive dans le temps et l'espace.....	42
2.1.4 Bases de données disponibles.....	42
2.2 Cadre théorique.....	43
2.2.1 Les marges dans les systèmes territoriaux.....	43
2.2.2 Cadrages et construction de légitimité dans les marges.....	46
Chapitre 1 : Marges territoriales dans les campagnes.....	49
1 Concentration foncière et discontinuités spatiales.....	49
1.1 Le complexe latifundio/minifundio.....	49
1.1.1 Concentration des pouvoirs économiques et politiques.....	51
1.1.1.1 Effondrement du secteur agricole.....	52
1.1.1.2 Aggravation de la pauvreté.....	53

1.1.1.3 Conséquences environnementales.....	55
1.1.1.4 Affaiblissement de l'État.....	56
1.1.2 Tentatives de redistribution.....	58
1.1.2.1 Loi de 1936, élargir la frontière agraire.....	58
1.1.2.2 Loi de 1961, contenir les mobilisations paysannes.....	59
1.1.2.3 Des changements marginaux.....	60
1.1.2.4 Changement d'approche de la réforme agraire.....	61
1.2 Discontinuités socio-spatiales.....	62
1.2.1 Diversité des territoires.....	62
1.2.2 Un territoire inégalement intégré.....	65
1.2.3 Cas de l'Antioquia.....	69
2 Le canyon du Cauca, une marge territoriale.....	76
2.1 Situation de frontière.....	76
2.1.1 Un territoire attractif.....	76
2.1.2 Un territoire mal maîtrisé.....	77
2.1.3 En marge des politiques publiques.....	78
2.2 Le PNN Nudo de Paramillo, un « glaciais ».....	82
2.2.1Création du PNN.....	82
2.2.2 Exclusion des paysanneries.....	83
Conclusion.....	86
Chapitre 2 : Le conflit armé dans les marges.....	87
1 Conflit et concentration foncière.....	87
1.1 Moteur du conflit armé.....	88
1.1.1 Déclenchement du conflit.....	88
1.1.2 Déploiement dans le nord-ouest du pays.....	89
1.2 Coca et contre-réforme agraire.....	91

2	Rétroactions entre marginalité et conflits.....	95
2.1	Polarisation du conflit dans le canyon du Cauca.....	96
2.1.1	Intérêts aux marges de la loi.....	96
2.1.2	Déroulement du conflit dans le canyon.....	98
2.1.2.1	Structuration des fronts armés à la frontière Antioquia-Cordoba.....	99
2.1.2.2	Décennie 1990 et 2000 : compétition entre les groupes armés.....	99
2.2	Contrôle territorial.....	103
2.2.2	Contrôle par la terreur.....	103
2.2.2.1	Destruction des tissus socio-économiques.....	104
2.2.2.2	Impacts territoriaux.....	106
2.2.3	Des profits pour certains territoires.....	110
2.2.3.1	Interactions entre intérêts légaux et illégaux.....	110
2.2.3.2	Essor de l'économie d'enclave.....	111
2.2.4	Compétition de légitimité.....	112
2.2.4.1	Un État fragile.....	112
2.2.4.2	Des groupes qui se substituent à l'État.....	114
2.2.4.5	Le Nudo de Paramillo, mauvaise gestion institutionnelle au profit des groupes armés.....	115
2.3	Une multitude de conflits armés ?.....	119
2.3.1	Des situations hétérogènes.....	119
2.3.2	Enjeux de sortie de conflit.....	120
2.3.2.1	Guerre civile, terrorisme ou crime organisé ?.....	121
2.3.2.2	Identifier les moteurs du conflit.....	124
2.3.2.3	Rapports de force déséquilibrés pour la paix.....	125
	Conclusion.....	127
	Chapitre 3 : Le post-conflit.....	131
1	Tentatives de sortie de conflit.....	131

1.1 Sortie de conflit négociée.....	132
1.1.1 Processus de la Uribe, Meta.....	132
1.1.2 Changement de constitution.....	132
1.1.3 Le processus d'el Caguan.....	133
1.1.4 Une multiplicité d'intérêts contradictoires.....	134
1.2 Décennie 2000, reconstruction du contrôle territorial et affaiblissement de l'État de droit	135
1.2.1 Réimposer le contrôle de l'État.....	135
1.2.1.1 Répression militaire.....	135
1.2.1.2 Démobilisation des paramilitaires.....	136
1.2.2 Affaiblissement de L'État de droit dans les marges.....	138
1.2.2.1 Émergence des bacrim.....	139
1.2.2.2 Affaiblissement de l'État de droit.....	140
1.2.3 Concentration de la violence dans les trappes de pauvreté.....	142
2 Le processus de la Havane.....	146
2.1 Des conditions d'apaisement.....	147
2.1.1 Un contexte économique propice à l'apaisement.....	148
2.1.2 Apports des tentatives de sortie de conflit précédentes.....	149
2.1.2.1 Les guérillas dos au mur.....	149
2.1.2.2 Des systèmes de gestion des conflits non violents.....	150
2.2 La Paix Territoriale.....	151
2.2.1 Une paix maximaliste.....	151
2.2.1.1 Inégalités et violences.....	151
2.2.1.2 Interactions entre violences directes et structurelles.....	151
2.2.2 Prendre en compte la diversité des formes et moteurs de conflit sur les territoires. .	153
3 Méthodes.....	155
3.1 Transition vers la paix.....	155

3.1.1 Un moment privilégié pour des réformes d'envergure.....	156
3.1.2 Étapes du post-conflit en Colombie.....	158
3.1.2.1 Démobilisation et réintégration.....	159
3.1.2.2 Représentation politique.....	160
3.1.2.3 Réparation des victimes.....	160
3.2 La réforme Rurale Intégrale.....	162
3.2.1 Une déconcentration impulsée par le marché des terres productives.....	165
3.2.2 Approche territoriale.....	166
3.2.2.1 Délimitation de zones prioritaires.....	166
Les PDET, des programmes ciblant les trappes de pauvreté.....	166
Réactivation des ZRC pour intégrer les paysanneries aux processus de développement agricole.....	167
3.2.2.2 Un équipement planifié des campagnes pour dynamiser les systèmes productifs ruraux.....	168
3.2.3 Outils de la RRI.....	169
3.2.3.1 Le fond de terres pour la redistribution aux victimes directes et indirectes du conflit.....	169
3.2.3.2 Un cadastre réactualisé pour identifier les vocations et usages des terres.....	170
Conclusion.....	174
Chapitre 4 : Nouvelle gouvernance du développement.....	179
1 Promotion du « local ».....	180
1.1 La décentralisation en Colombie.....	180
1.1.1 Aménagement du territoire et développement local.....	180
1.1.2 Les partenariats public-privé.....	182
1.1.3 Démocratie locale ?.....	184
1.2 Avancement de la décentralisation en Colombie.....	186
1.2.1 Objectifs de consolidation de l'État.....	187

1.2.1.1 Les apports de la constitution de 1991.....	187
1.2.1.2 Aménagement Territorial.....	188
1.2.2 Des résultats limités.....	191
1.2.2.1 Défaillances des municipales.....	192
1.2.2.2 Enjeux de financement.....	194
1.2.2.3 Dysfonctionnements de la participation.....	195
1.3 Perspectives de la RRI.....	195
2 Un modèle controversé.....	197
2.1 RRI ou réforme agraire.....	198
2.1.1 Enjeux de redistribution/déconcentration.....	198
2.1.2 Libéralisation des campagnes.....	199
2.2 Le secteur agraire face aux locomotives de développement.....	200
2.2.1 Un développement des campagnes entraîné par l'industrie extractive.....	200
2.2.2 Des objectifs incompatibles ?.....	202
2.2.2.1 La paix comme instrument de légitimation.....	203
2.2.2.2 Une participation encadrée.....	203
2.2.2.3 Représentativité des intérêts extractifs.....	204
2.2.3 Légitimité de la justice transitionnelle.....	205
2.3 La paix libérale ?.....	207
Conclusion.....	209
Chapitre 5 : Le projet d'Ituango, intérêts en compétition.....	211
1 Intérêts nationaux.....	212
1.1 Répondre à la demande croissante en énergie.....	212
1.1.1 Avantages comparatifs pour l'hydroélectricité.....	212
1.1.2 Potentiel du fleuve Cauca.....	214
1.2 Ituango, un projet trop ambitieux ?.....	217

2 Intérêts de l' Antioquia.....	220
2.1 Développement hydroélectrique et industrialisation.....	220
2.2 L'influence de EPM.....	221
2.3 Hydroélectricité et intégration territoriale.....	222
3 Évolution de la gouvernance.....	226
3.1 Restructuration du secteur de la génération électrique.....	226
3.1.1 Consolidation institutionnelle.....	227
3.1.2 Dérégulation.....	228
3.2 Optimiser les bénéfices de l'hydroélectricité.....	229
3.2.1 Financer l'aménagement du territoire.....	229
3.2.2 Intégration et échanges régionaux.....	233
3.2.3 Privatisation au profit de la décentralisation.....	235
4 Convergence d'intérêts dans le post-conflit.....	237
4.1 Un projet freiné par des problèmes sécuritaires.....	237
4.2 Intégration des marges dans le post-conflit.....	238
4.3 Phases de validation du projet.....	240
Conclusion.....	242
Chapitre 6 : Expérience de développement territorial contre le conflit armé.....	245
1 Expérience de l' Axe du café.....	246
1.1 Le café, un vecteur de résistance local au conflit armé ?.....	246
1.1.1 Développement rural dans l' Axe du café.....	246
1.1.2 Vulnérabilités du modèle.....	249
1.1.3 Des représentations qui participent à la résilience du secteur.....	251
1.2 Une approche difficilement reproductible dans les territoires enclavés.....	253
1.2.1 Des stratégies reprises dans la RRI	253
1.2.2 Expériences de développement des systèmes productifs dans le canyon.....	254

2 L'urbanisme social à Medellín, un modèle d'intégration des trappes de pauvreté ?.....	259
2.1 Situation initiale.....	260
2.1.1 Une structure urbaine fragmentée.....	260
2.1.2 Superposition de conflits armés.....	261
2.2 Des politiques publiques innovantes ?.....	262
2.2.1 Des grands projets au cœur des quartiers d'invasion.....	263
2.2.2 Changements de représentation des marges.....	264
2.3 Des modèles reproductibles ?.....	267
2.3.1 Un modèle mobilisé dans le cadre de la Paix Territoriale.....	267
2.3.2 Des bilans opportunistes et controversés ?.....	268
2.3.3 L'adaptabilité des PUI à l'échelle départementale en question.....	269
Conclusion.....	273
Chapitre 7 : Grands projets et conflits socio-environnementaux.....	275
1 Le barrage de Guatapé.....	275
1.1 Un développement excluant.....	276
1.1.1 Impacts socio-économiques.....	277
1.1.2 Une gestion défailante d'EPM.....	278
1.2 Exaspération des conflits.....	278
1.2.1 Le mouvement civique de l'Oriente antioqueño.....	279
1.2.2 Interactions avec le conflit armé.....	281
1.3 Un passage en force ?.....	283
1.3.1 Des conflits qui favorisent l'imposition du projet sur le territoire.....	283
1.3.2 Des méthodes contraintes d'évoluer.....	284
2 Complexe hydroélectrique Urrá.....	285
2.1 Des objectifs multiples.....	286
2.1.1 Électricité et irrigation.....	286

2.1.2 Protection environnementale.....	287
2.2 Conflits et mauvaise gestion.....	288
2.2.1 Bouleversement socio-environnemental.....	289
2.2.1.1 Une estimation des impacts insuffisante.....	289
2.2.1.2 Des systèmes de compensation inadéquats.....	290
2.2.1.3 Mobilisation socio-environnementale.....	291
2.2.1.4 Rétroaction entre conflit armé et conflit socio-environnemental.....	293
2.2.2 Une superposition de conflits.....	295
2.2.2.1 Des groupes d'intérêts porteurs d'objectifs contradictoires.....	296
2.2.2.2 Grande hydroélectricité, paysanneries et parc naturel.....	299
3 Évolution des rapports de force socio-environnementaux dans la mondialisation.....	301
3.1 Émergence d'un mouvement mondial anti-barrage.....	302
3.1.1 Remise en question des grands barrages à différentes échelles.....	302
3.1.1.1 Mouvements paysans et Indigènes.....	302
3.1.1.2 Mobilisation internationale.....	302
3.1.2 Structuration d'alliances multiscalaires.....	303
3.2 La commission mondiale des barrages.....	306
3.2.1 Grande hydroélectricité, une énergie pas si propre.....	306
3.2.1.1 Des impacts environnementaux systématiques avec des conséquences socio-économiques.....	307
3.2.1.2 Des impacts aggravés par une mauvaise anticipation des coûts.....	308
3.2.1.3 Le déplacement, inhérent au développement de grands barrages.....	309
3.2.1.4 La question de l'équité territoriale, facteur de fragmentation.....	309
3.2.2 Recommandations de la CMB.....	310
3.2.2.1 La participation, outil pour favoriser une meilleure gestion des impacts.....	311
3.2.2.2 Privilégier les alternatives.....	312
Conclusion.....	313

Chapitre 8 : Développement intégral post-conflit dans le canyon.....	315
1 Développement local.....	316
1.1 Consolidation institutionnelle.....	316
1.1.1 Transferts financiers aux municipes.....	316
1.1.2 Maîtrise du territoire.....	317
1.2 émergence économique.....	318
1.2.1 Formalisation des activités.....	318
1.2.2 Développement des infrastructures.....	319
1.3 Réduction des antimondes.....	320
2 Structuration du canyon du Cauca en pôle de développement régional.....	322
2.1 Développement industriel.....	323
2.1.1 Développement hydroélectrique du Medio Cauca.....	323
2.1.2 Développement extractif.....	323
2.1.3 Connexion du nord-ouest colombien.....	324
2.2 Le tourisme.....	329
2.2.1 Potentiel touristique.....	330
2.2.2 Tourisme et paix.....	331
2.3 Transformation de la marge en carrefour « formel ».....	333
3 Gestion des impacts.....	336
3.1 Aspects techniques.....	336
3.1.1 Localisation des travaux.....	336
3.1.2 cadre institutionnel.....	339
3.1.2.1 Système de régulation environnementale.....	339
3.1.2.2 Des faiblesses.....	342
3.1.2.3 Environnement et post-conflit.....	343
3.1.2.4 Enjeux pour le barrage d’Ituango.....	346

3.2 Impacts environnementaux.....	346
3.2.1 Des impacts limités.....	346
3.2.2 Des écosystèmes peu résilients.....	347
3.2.3 Systèmes de compensation.....	349
3.2.4 Environnement et conflit armé.....	352
3.3 Impacts sociaux.....	353
3.3.1 Impacts directs.....	354
3.3.2 Impacts indirects.....	355
3.3.3 Systèmes de compensation.....	359
3.3.3.1 Compensation territorialisée.....	359
3.3.3.2 Définition participative des compensations.....	364
4 Enjeux de conflit armé.....	365
4.1 Réaction des groupes armés au chantier.....	366
4.2 Le plan additionnel.....	367
4.3 Partenariats pour le post-conflit.....	368
4.3.1 Un territoire déjà au centre de programmes locaux pour la paix.....	368
4.3.1.1 Le nord du canyon du Cauca, territoire prioritaire pour la restitution des terres	369
4.3.1.2 Des zones pilotes du déminage et décolonisation.....	370
4.3.1.3 Zone de réintégration et ZRC.....	371
4.3.2 Un modèle inscrit dans les principes de Paix Territoriale.....	371
4.3.2.1 Engagement des constructeurs via le département et Medellín.....	371
4.3.2.2 Instrument d'apaisement des rapports centre-marge.....	372
4.4 Paix et développement extractif, deux objectifs conciliables dans les marges ?.....	374
4.4.1 Redéfinition du territoire en fonction d'enjeux communs.....	374
4.4.2 Redéfinir les interactions entre secteur privé et conflit armé.....	376
Conclusion.....	377

Chapitre 9 : Premiers effets sur le territoire.....	379
1 Un post-conflit fragile.....	379
1.1 Un apaisement global par rapport à la décennie précédente.....	380
1.2 Une situation qui s'améliore progressivement avant de se dégrader à nouveau.....	385
1.2.1 Reprise des hostilités dans le canyon.....	386
1.2.2 Dysfonctionnements locaux de la Paix Territoriale.....	390
1.2.2.1 Réintégration des ex-combattants.....	390
1.2.2.2 Évolution des cultures de coca.....	392
1.2.2.3 Processus de restitution.....	396
1.2.2.4 Enjeux d'application locale de la Justice Transitionnelle.....	397
2 Une situation aggravée par la présence du barrage ?.....	399
2.1 Des impacts mal anticipés.....	399
2.1.1 Problèmes d'informalité.....	399
2.1.1.1 Perte d'accès au fleuve.....	400
2.1.1.2 Spéculation sur les terres agricoles.....	401
2.1.2 Des perspectives mal définies.....	402
2.1.2.1 Situation dans les centres urbains.....	402
2.1.2.2 Attentes liées au tourisme.....	403
2.1.3 Impacts au-delà de la zone d'influence.....	405
2.1.3.1 Impacts en amont et en aval.....	405
2.1.3.2 Question des impacts cumulés.....	406
2.1.3.3 Changement climatique et incertitude.....	408
2.2 Retards et surcoûts.....	410
2.2.1 Déroulement du chantier.....	410
2.2.1.1 La route barrage-Puerto Valdivia.....	410
2.2.1.2 Retards et plan d'accélération des travaux.....	411

2.2.2 Incidents d'avril 2018.....	412
2.2.2.1 Déroulement des incidents.....	412
2.2.2.2 Impacts socio-environnementaux.....	413
2.2.3 conséquences pour la paix.....	415
2.2.3.1 Mise à l'arrêt des programmes d'investigation des fosses communes.....	415
2.2.3.2 Une perte d'accès au territoire qui compromet les programmes de substitution	416
2.4 Émergence du conflit socio-environnemental.....	417
2.4.1 Une mobilisation inattendue d'opposants au projet.....	418
2.4.2 interactions entre conflit armé et conflit socio-environnemental.....	418
3 Mauvaise coordination entre les institutions.....	420
3.1 Dysfonctionnements de la gouvernance décentralisée.....	421
3.1.1 Rapports de force entre EPM et les municipales.....	421
3.1.2 Enjeux de la participation.....	423
3.2 Relations entre EPM et les organismes de Justice Transitionnelle.....	426
3.3 Relations entre EPM et les instances de régulation socio-environnementale.....	428
3.3.1 Dysfonctionnements des organismes de contrôle.....	428
3.3.2 L'intérêt général de la paix en question.....	430
3.3.3 Établissement des responsabilités.....	431
Conclusion.....	433
Chapitre 10 : Un conflit créateur ?.....	435
1 Dynamiques locales ignorées dans la marge.....	436
1.1 Une définition de la marge qui sert des objectifs des centres.....	436
1.1.1 Qualification de marge comme un espace dysfonctionnel.....	436
1.1.2 Définition des enjeux et intérêts légitimes du territoire.....	437
1.1.3 Des processus déjà observés à Urrá et à Guatapé.....	439
1.2 Systèmes socio-culturels du canyon du Cauca.....	440

1.2.1 Systèmes d'échange entre les communautés du canyon.....	441
1.2.2 Des systèmes peu résilients aux interventions extérieures.....	446
2 Résistance de la marge.....	451
2.1 Un contexte propice à l'organisation d'une opposition au barrage.....	452
2.2 Constitution d'une unité territoriale à défendre.....	454
2.2.1 Reconnaissance du barequeo dans l'espace culturel du canyon.....	455
2.2.2 Ré-indigénisation dans l'aire culturelle Nutabé.....	456
2.2.3 Unité du canyon face au conflit armé.....	460
3 Des conflits qui marginalisent le territoire ou l'articulent à des enjeux mondialisés ?.....	461
Conclusion.....	465
Limites des stratégies de cadrage du développement par projet.....	465
La marge territoriale : outil de structuration du conflit socio-environnemental.....	466
Un territoire de mobilisations aussi porteur de représentations contradictoires.....	470
Les mobilisations indigènes : facteur de re-politisation des mouvements anti-barrage ?.....	473
Bibliographie.....	477
Rapports institutionnels.....	493
ONG, mouvements sociaux.....	496
Thèses et mémoires.....	498
Sites internet.....	500
Articles de presse.....	501
Glossaire.....	503
Abréviations.....	505
Annexes.....	507
Annexe 1 : Principaux contacts pendant les enquêtes de terrain (2014-2015 et 2016).....	507
Annexe 2 : Carte de l'ONUDC sur l'évolution de la surface plantée en coca entre 2006 et 2015.....	509
Annexe 3 : Capacité des centrales de génération hydroélectrique en Colombie (en MW),	

document d’Hidroeléctrica Ituango S.A. ESP., présenté lors des réunions d’information dans les municipes du canyon en 2014.....	510
Annexe 4 : Impact territorial et social d’une sélection de grands barrages dans le monde en nombre d’habitants déplacé par MW produit (ordonnée) et en surface submergée par le réservoir par MW produit (abscisse). Document d’Hidroeléctrica Ituango S.A. ESP., présenté lors des réunions d’informations dans les municipes du canyon en 2014.....	511
Annexe 5 : Carte des projets de développement de routes touristiques autour de la zone d’influence du barrage d’Ituango. Document extrait du plan départemental de développement, 2010-2014.....	512
Annexe 6 : Schéma des sites potentiels de développement de projets de génération hydroélectrique sur le cours du Cauca Medio. Document de travail Integral S.A., non daté (obtenu en 2014).....	513
Annexe 7 : Carte des conflits socio-environnementaux de l’Observatorio de Conflictos Ambientales (OCA) de l’Université Nacional de Colombia. (https://conflictos-ambientales.net/oca_bd/ , capture d’écran, 2020).....	514
Annexe 8 : Schéma des organisations de relations socio-économiques autour des localités de Orobajo (Sabanalarga) et Barbacoas (Peque). Document de travail d’Hidroeléctrica Ituango S.A. ESP., non daté (obtenu en 2014).....	515

Introduction

La Colombie est le théâtre d'un enchevêtrement de conflits où les interactions entre groupes d'intérêts armés et non armés et entre échelles sont particulièrement complexes.

La situation en Colombie se caractérise par une concentration des terres et des inégalités entre des masses paysannes pauvres et une oligarchie qui tire son pouvoir de la spéculation foncière. Dans ce contexte ont émergé des guérillas d'extrême gauche, des milices paramilitaires, et une criminalité organisée autour de trafics internationaux.

Cette situation s'inscrit dans un schéma classique en Amérique latine au moment de la guerre froide, où des dynamiques nationales interagissent avec des dynamiques internationales, notamment du fait de la guerre d'influence entre les deux blocs en Amérique latine et des stratégies états-uniennes de lutte contre les réseaux de trafic de drogue. La situation se démarque toutefois parmi les conflits civils ayant émaillés le 20^e siècle en Amérique Latine par sa longueur et par la complexité des structures d'acteurs qu'il met en jeu.

L'action de ces différents groupes se traduit par des taux de violence au-dessus de celui des autres pays d'Amérique latine qui se poursuivent après la fin de la guerre froide, avec un pic d'intensité dans les années 1990, témoignant d'une adaptation des acteurs de ce conflit aux changements d'ordres mondiaux et de leurs effets sur les territoires. Ces violences ont provoqué la mort de 270 000 colombiens, auxquels s'ajoutent 50 000 disparus. En outre, 7,6 millions de personnes ont subi le déplacement forcé (Registro Unico de Victimias).

Toutefois, la caractérisation de cette situation comme conflit armé ne va pas de soi. Il a fallu attendre les années 2010 pour que le président colombien reconnaisse l'existence d'un conflit opposant les Forces Armées Révolutionnaires de Colombie (Farc) à L'État. Ce conflit s'est officiellement achevé en 2016, après 52 ans d'activité des Farc.

La définition du conflit colombien est complexe du fait de sa singularité. Les violences n'ont jamais donné lieu à de réelles menaces de renversement de l'État au niveau national malgré une déstructuration profonde des institutions sur certains territoires, la Colombie connaissant à ce moment-là la plus longue période démocratique de la région. Les violences se manifestent et affectent le territoire de manière très variable en fonction du temps et de l'espace. Ces spécificités, mises en évidence par le travail de sociologues (Pécaut, Gonzalez), politologues (Labrousse, Martin), découlent en partie de la situation stratégique de la Colombie et de ses caractéristiques topographiques et géo-climatiques. Elles aggravent une situation initiale de fragmentation. Elles influencent en outre les formes de relation entre les populations et leurs territoires.

En outre, les campagnes colombiennes font aussi l'objet d'une compétition d'usages entre paysanneries, secteurs minéro-énergétique et agro-industriels intensifs, acteurs de la conservation de l'environnement et des ressources. Cela donne lieu à des conflits d'usages qui tendent à s'exaspérer de manière violente dans les zones les plus affectées par le conflit armé, ce qui semble témoigner d'interaction entre les deux types de conflit.

Or, parmi les territoires colombiens où le conflit a fait le plus le plus de victimes, le nord du département d'Antioquia dans les Andes colombiennes, a la particularité d'accueillir le chantier du plus grand barrage du pays, le barrage hydroélectrique d'Ituango.

La construction de ce barrage débute en 2011, soit un an avant l'ouverture du processus de paix entre l'État colombien et la guérilla Farc, qui aboutira en 2016 à des accords de paix qualifiés d'historiques. Le chantier du barrage, lui, doit s'achever en 2021. Les deux processus sont donc concomitants. En outre, le projet de barrage s'accompagne d'un discours sur sa vocation à contribuer à la construction de la paix en favorisant la mise en œuvre locale des accords obtenus à l'échelle nationale. Cela soulève deux interrogations. Au-delà du discours, quelles relations effectives peut-on établir entre les deux processus sur un territoire particulièrement affecté par le conflit ? Et les évolutions sur le territoire en termes de conflictualité et de conditions de vie découlent-elles de la rencontre entre ces deux processus ?

1 Conflits et grands barrages

Ces interrogations relèvent de la géopolitique de l'aménagement du territoire et notamment des grands projets, qui comportent des systèmes de représentations et des objectifs générant des rapports de force complexes autour de la définition de l'intérêt général. On va voir dans un premier temps en quoi les grands projets hydroélectriques représentent des outils controversés pour servir l'intérêt général, puis comment leurs interactions avec le territoire sont à la fois génératrices de conflit et de moyens de régulation des conflits.

1.1 Les grands barrages, des objectifs multiples

Les cours d'eaux fournissent les ressources essentielles au fonctionnement des agricultures, des industries, des grandes villes. Ils conditionnent la souveraineté alimentaire des régions irriguées. Leurs rivages concentrent pour ces raisons l'essentiel des populations humaines et sont vitaux à l'organisation des sociétés.

Toutefois, parce qu'ils sont dépendants des régimes climatiques et de l'état des sols en amont, et parce que les quantités d'eau et les débits disponibles varient dans le temps et l'espace, les cours d'eau doivent faire l'objet de mesures d'aménagement et de valorisation pour être exploités de

manière optimale.

Qu'il s'agisse de barrages, de canaux de détournement des eaux d'un fleuve, de systèmes d'irrigation, l'ambition première des aménagements des cours d'eau est ainsi de répondre à l'inégale répartition des ressources (irrigation, eau potable, hydroélectricité) dans le temps et l'espace, d'atténuer les contraintes naturelles pour l'accès à ces ressources et limiter le risque de catastrophes naturelles telles que les crues et les sécheresses. L'aménagement des cours d'eau apparaît ainsi comme déterminant pour le développement et la modernisation des territoires et la réduction des inégalités d'accès aux ressources.

1.1.1 Contrôle des crues, irrigation, hydroélectricité

Certains territoires présentent plus de contraintes que d'autres. L'aménagement des cours d'eau est ainsi plus critique dans les régions arides où la faible disponibilité en eau implique de créer des réservoirs pour permettre aux populations d'assurer leurs besoins alimentaires par l'agriculture toute l'année. Dans ces régions se sont développées ce qu'Yves Lacoste (2004) qualifie de sociétés « d'irrigation ». L'espace méditerranéen est notamment une région où l'irrigation est incontournable pour le développement.

Le barrage d'Assouan, construit dans les années 1950 sur le Nil égyptien est un cas emblématique de la dimension déterminante de l'aménagement des cours d'eau pour le développement. L'ouvrage a permis de réguler et de valoriser les crues pour préserver et favoriser l'agriculture dans la vallée du Nil, seule source d'eau et axe fertile du pays au milieu du Sahara, par ailleurs pauvre en ressources naturelles (Ayeb, 2001). Dans la vallée du Nil se concentrent historiquement la population et les activités (situation ayant inspiré la formule d'Hérodote « l'Égypte est un don du Nil »). Avant la construction du barrage, les crues trop fortes détruisaient régulièrement les villages et les espaces agricoles avant les récoltes, ou les crues trop faibles laissaient mourir les cultures. Le barrage protège désormais la vallée à la fois contre les inondations et les sécheresses. Il a permis l'extension de l'irrigation, ce qui se traduit par un élargissement de la plaine fertile et une amélioration des rendements et de la productivité agricole.

Le barrage d'Assouan aurait selon Ayeb (2001) pratiquement déconnecté l'Égypte des contraintes climatiques et hydriques des pays du Sahel. Il a eu un rôle déterminant sur la croissance démographique et économique du pays, et a mis fin aux famines égyptiennes.

Dans les territoires qui ne sont pas soumis à un fort stress hydrique, l'urbanisation et les fortes densités démographiques font de l'aménagement des cours d'eau des enjeux de développement cruciaux. Il s'agit de mettre à disposition les ressources nécessaires et de limiter le risque d'aléa dans des zones de forte pression sur les ressources. Cela implique la mise en œuvre de grands

projets planifiés et intégrés dans des systèmes productifs à grande échelle, notamment dans les sociétés dites « hydrauliques » telles que la Chine (Lacoste 2004).

Outre l'irrigation et la régulation des débits, l'un des objectifs centraux de l'aménagement des cours d'eau est l'exploitation hydroélectrique. L'hydroélectricité est la source d'énergie la plus utilisée dans le monde. Elle représente 15 % de l'électricité produite dans le monde en 2019, soit une estimation de 1308 Gw (Agence internationale de l'Énergie). Elle est, dans certains cas, considérée comme une ressource renouvelable, à bas coût (les « seuls » coûts sont ceux de construction et d'exploitation des aménagements, la ressource étant gratuite), et propre car non carbonée.

Cette exploitation valorise les débits des cours d'eau pour produire de l'énergie. Elle est permise par la construction de barrages formant des réservoirs (sauf dans le cas des centrales « au fil de l'eau »). L'écoulement de l'eau à travers des turbines permet d'alimenter une centrale attenante. Les réservoirs constituent des moyens de stockage de l'énergie. À ces aménagements peuvent être associés des canaux, et conduites forcées permettant de réunir les débits de plusieurs cours d'eau, et de connecter diverses centrales sous forme de complexes hydroélectriques.

Cette source d'énergie est donc tributaire de la quantité d'eau disponible dans les cours d'eau. La topographie est aussi déterminante. L'existence de pentes et l'étroitesse des lits augmentent les débits et conditionnent la dimension des réservoirs et des digues. Enfin, la géologie doit être prise en compte, les barrages devant reposer sur des socles rocheux supportant la pression de l'eau.

De ces caractéristiques découlent des capacités de stockage et de production variables. L'Atlas du Potentiel Hydroénergétique Colombien (Upme, 2015) qualifie les centrales produisant plus de 100 MW de grandes centrales, et de méga-centrales celles qui produisent plus de 1000 MW. Les centrales les plus petites génèrent des capacités de quelques centaines de Kw.

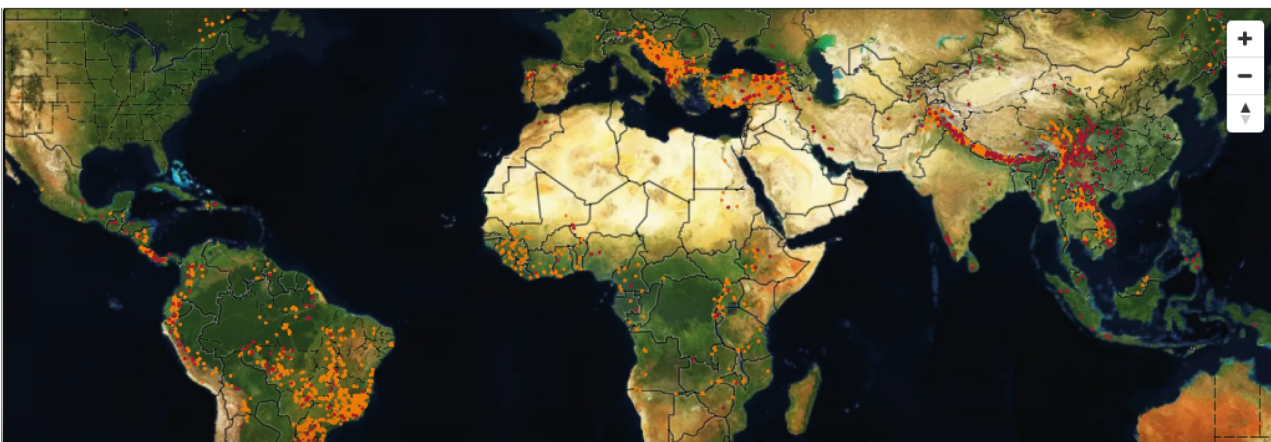
Selon la commission internationale des grands barrages (CIGB), un grand barrage, toutes fonctions confondues, est un barrage dont la digue dépasse 15 mètres ou dont le réservoir peut contenir plus de 3 millions de m³. Selon cette définition, le nombre de grands barrages en 2000 est estimé à 45 000 dans le monde. Le premier grand barrage est le Hoover dam, construit dans les années 1930 sur le Colorado aux États-Unis. La construction de grands barrages a été particulièrement intensive dans le monde entre les années 1960 et 1970.

L'observation de la carte du Global Reservoir and Dam Database Project (Grand, <http://globaldamwatch.org/map/>) témoigne de la grande concentration de réservoirs dans le pourtour méditerranéen et en Asie du sud et du sud-est, ainsi qu'en Amérique du nord.



Carte 1: Capture d'écran de la carte des grands barrages issue du Grand (Global Dam Watch, 2020)

Toutefois, si l'essentiel des barrages construits au 20^e siècle est localisé dans les pays industrialisés (Amérique du Nord, Europe, façade orientale de l'Asie), les grands barrages, et notamment les méga-barrages hydroélectriques se construisent désormais majoritairement dans les pays émergents à forte croissance (Brésil, Inde, Chine). L'Amérique latine est la région du monde où la construction de barrages se poursuit au rythme le plus soutenu depuis les années 2000.



Carte 2: Capture d'écran de la carte des grands barrages hydroélectrique en construction (rouge) ou en projet orange (Global Dam Watch, 2020).

1.1.2 Modèle de développement et instrument de puissance

En permettant d'améliorer la gestion des ressources et l'approvisionnement en services publics pour le développement des territoires et la gestion des risques, les aménagements des cours d'eau servent à priori des objectifs de développement économique et social sur les territoires où ils sont construits. Ces objectifs sont qualifiés d'intérêt général. Pour cela, ces aménagements ont longtemps été présentés comme consensuels et dépolitisés, soulevant des problématiques principalement techniques et financières (Subra 2008). Ils constituent en outre une alternative renouvelable aux

sources d'énergie carbonée, ce qui leur a conféré, au moins jusque dans les années 1990, une représentation positive.

Pourtant, la contestation dont les grands barrages font l'objet depuis les années 1990, la constitution d'un mouvement mondial anti-barrage, la création de la commission mondiale des barrages et le retrait des bailleurs de fonds de l'essentiel des nouveaux projets, témoignent que ce type d'aménagement est loin d'être consensuel. Les barrages sont en fait à l'origine de controverses sur leurs implications économiques, sociales, environnementales et sur leur justifications politiques.

Ainsi, les projets de barrages se caractérisent par leurs aspects techniques, mais aussi par les réseaux d'infrastructures dans lesquels ils s'insèrent et des systèmes de gestion politique, économique et sociale qui encadrent leur fonctionnement. Ils mettent en relation et transforment de vastes territoires et instaurent des relations de complémentarité ou de compétition entre amont et aval, à l'échelle de bassins versants parfois internationaux. Les grands barrages contribuent ainsi à structurer les systèmes territoriaux et socio-spatiaux.

Or, ces processus relèvent de choix politiques, économiques, sociaux établis par la diversité d'acteurs et de groupes d'intérêt aux différentes échelles du territoire qui interviennent dans ces projets. Ces groupes d'intérêts poursuivent des objectifs divers et éventuellement contradictoires, certains explicites et d'autres non.

Les rapports de force entre ces différents groupes d'intérêts qui interagissent avec le territoire donnent aux grands barrages une dimension géopolitique. Yves Lacoste, dans l'éditorial du numéro d'Hérodote de 2001, définit la géopolitique de l'eau comme les rivalités politiques pour l'exploitation des ressources d'un cours d'eau, entre des États, des régions, des grandes villes. Lacoste souligne que ces rivalités prennent de l'ampleur avec l'augmentation des moyens techniques pour intervenir sur les cours d'eau (détourner un fleuve, modifier son débit).

1.1.3 Des instruments de puissance étatique

Les grands barrages, avant d'être des réalisations matérielles sont des projets mobilisant une multitude de représentations et d'acteurs (privés, étatiques, décentralisés) au profit d'objectifs dépassant ceux d'équipements des territoires en services publics pour le développement économique.

Les aménagements des cours d'eau menés à grande échelle ont servi à déterminer des usages et des modèles de développement de ces territoires sur le long terme, notamment en permettant de mener des réformes agraires comme dans le cas de l'Inde au 20^e siècle (Racine 2001). Ces modèles sont présentés comme universels.

Après l'indépendance de l'Inde, Nehru a ainsi impulsé une série de grands projets étatiques dans le

but de mener la révolution verte, d'électrifier le pays, et de détourner l'eau de grands fleuves vers les métropoles. Il s'agissait de moderniser le pays et de réduire la pauvreté, d'atteindre la souveraineté alimentaire. Cela encourage la conception de projets de plus en plus ambitieux. Dans les années 1980-1990, une série d'aménagements projetée sur la rivière Narmada est destinée à promouvoir l'irrigation dans une région industrielle vulnérable à la sécheresse. Il s'agit de l'ensemble de projets de plus grande ampleur jamais entrepris par l'Inde avec plus d'une centaine de barrages prévus.

L'aménagement des cours d'eau qui s'appuie sur des moyens techniques de plus en plus performants correspond ainsi à une volonté de développement rapide, de modernisation, et donc de progrès. Or, outre le développement économique, ces aménagements ont aussi permis de consolider le fonctionnement de systèmes politiques et idéologiques, notamment dans les États centralisés, seuls à même de construire des équipements de telle envergure. Les grands barrages démontrent la capacité technique et financière de leurs constructeurs à modifier l'environnement sur de vastes espaces pour l'adapter aux besoins du pays, et à moderniser des régions à travers la fourniture d'électricité, d'eau et d'irrigation par une maîtrise « rationnelle » et durable des ressources (Gellert, Lynch, 2003). Ils ont ainsi une dimension symbolique de puissance.

Le barrage d'Assouan en Égypte lors de sa construction faisait ainsi figure de grand projet étatique représentatif du mouvement tiers-mondiste porté par Nasser, à grand renfort de symboles « pharaoniques » faisant du projet un retour de la grandeur égyptienne.

De la même manière le développement hydroélectrique sous Nehru en Inde sert de vitrine mondialisée de la puissance technique, politique et financière du pays. À ce titre Nehru qualifiait les grands barrages de « temples de l'Inde moderne » faisant de ces aménagements des symboles nationaux quasiment sacrés.

Un autre aménagement représentatif des objectifs politiques du développement hydroélectrique est le barrage des Trois Gorges en Chine, plus grand barrage du monde en termes de capacité de retenue d'eau et de production hydroélectrique.

Derrière le projet du barrage des Trois Gorges, les ambitions chinoises sont qualifiées par Sanjuan et Béreau (2001), de multiples et ambiguës. Au niveau national, le projet d'aménager le Yangtsé est évoqué depuis le début du vingtième siècle, (Sun Yat Sen d'abord, Mao ensuite) et fait l'objet de vifs débats techniques et politiques tout au long du siècle. C'est d'abord le contrôle des crues sur le Yangtsé, troisième fleuve du monde en termes de débit, qui motive le projet. Le barrage doit aussi permettre d'irriguer et développer les plaines agricoles en aval. Grâce à l'amélioration de la navigation sur le Yangtsé, le projet répond par la suite à des objectifs d'intégration du centre de la

Chine au développement de la région littorale, cœur économique du pays, pour faire face aux disparités régionales croissantes en Chine

Une ambition révélée plus tardivement consiste à détourner une partie des eaux du Yangtsé vers le nord aride. Il s'agit là d'un projet territorial de très grande ampleur, visant à irriguer et développer de nouvelles régions agricoles et industrielles jusqu'alors en friche. Enfin le projet s'accompagne d'un complexe hydroélectrique destiné à alimenter les métropoles chinoises.

Cette multiplicité d'objectifs donne lieu à des hésitations sur l'opportunité de construire plutôt un seul grand barrage ou un chapelet de petits. L'option à un seul grand projet est favorisée pour des raisons idéologiques pendant le « Grand bond en avant », notamment associée à l'idée de faire une démonstration de puissance. Le barrage des Trois Gorges en Chine apparaît ainsi comme un instrument pour L'État chinois de réaffirmer sa capacité technique et politique pour l'aménagement et le développement du territoire, notamment en Chine intérieure. La dimension exceptionnelle du projet, comparé à une « nouvelle Grande Muraille de Chine » et nourrie de multiples références à la grandeur de la Chine impériale, grande civilisation hydraulique, en appelle aussi au nationalisme chinois.

En Inde comme en Chine ou en Égypte, l'aménagement des grands barrages sert ainsi une vision de la grandeur nationale. Les barrages s'appuient pour cela sur des représentations symboliques ou historiques fortes. Les temples de l'Inde moderne, selon la formule de Nehru, une nouvelle grande muraille de Chine pour désigner les Trois Gorges, ou encore un projet « pharaonique » en référence au barrage d'Assouan en Égypte.

La construction du barrage des Trois Gorges débute en 1993 avec l'implication d'entreprises étrangères dans sa réalisation, il est en parallèle symbole d'une occidentalisation du modèle de développement de la Chine, vitrine de l'ouverture de la Chine vers l'extérieur et de sa capacité à se réformer pour s'appuyer sur l'économie mondialisée.

Au niveau local, un réaménagement des systèmes productifs entre des territoires en amont et en aval du barrage se produit, impulsés par la relocalisation des 1,4 million de personnes contraintes au déplacement par la submersion de leurs terres, selon le principe du « développement contrôlé ». Ce réaménagement permet de promouvoir l'agriculture, l'industrie et de nouveaux secteurs comme le tourisme. La région bénéficie d'un meilleur équipement en services publics, surtout en zone rurale. Les villes se retrouvent mieux reliées aux métropoles à proximité, en particulier à Shanghai. La région, initialement enclavée et assez pauvre, entre des régions plus riches, développe sa situation de carrefour économique. En contrepartie, pour une part de la population, ce développement contrôlé se traduit par un exode rural forcé vers les chefs-lieux à proximité.

Du fait de son envergure exceptionnelle, des investissements colossaux et de ses implications pour l'ensemble du bassin versant du Yangtsé, le barrage des Trois Gorges témoigne de la spécificité des grands barrages parmi les projets d'aménagement comme instruments d'organisation sur de très vastes territoires.

Les grands aménagements sur les cours d'eau participent aussi à des processus de consolidation de l'État, ou servent des stratégies de puissance au niveau international.

Les fleuves, du fait de leur influence sur la définition des systèmes productifs et culturels sont des symboles de territoires et de communautés. Ils constituent en cela des outils privilégiés d'identification, et donc de revendications entre États permettant de mobiliser les populations.

Dans la région himalayenne, le Brahmapoutre, fleuve traversant successivement la Chine, l'Inde et le Bangladesh, et ses affluents font ainsi l'objet de projets relevant de véritables défis techniques dans une sorte de compétition hydroélectrique entre l'Inde et la Chine. Cette compétition sert à la fois des objectifs d'influence régionale des deux puissances en Asie du Sud, et de contrôle territorial local dans des espaces fragiles du Tibet et du nord-est indien. Le territoire du nord-est indien en particulier fait l'objet d'un différend frontalier avec la Chine qui revendique la totalité de l'État d'Arunachal Pradesh. Le territoire fait aussi l'objet de revendications séparatistes ethniques.

Ainsi, à partir des années 2000, la région himalayenne indienne, peu peuplée et enclavée accueille divers projets de barrage de grande envergure (Teri en Himachal Pradesh, Subansiri dans le nord – est indien). Ces projets sont destinés autant à valoriser d'énormes réserves d'eau encore inexploitées pour développer et moderniser des territoires riches en ressources de l'Himalaya, qu'à réaffirmer la souveraineté indienne sur de territoires périphériques isolés et marqués par des situations d'instabilités. La consolidation de l'État dans la région doit enfin permettre à l'Inde de faire face plus efficacement aux intimidations chinoises de l'autre côté de la frontière.

En parallèle, la Chine met également en œuvre des projets de développement hydroélectrique de son côté de la frontière, au Tibet. Elle tire parti de sa situation en amont du bassin versant du fleuve Brahmapoutre pour faire pression sur l'Inde en contrôlant les débits et les quantités d'eaux qui parviennent à l'aval. Le troisième pays traversé par le Brahmapoutre, le Bangladesh, et dont l'existence est pratiquement conditionnée par une régulation du débit des trois fleuves, Gange, Meghna et Brahmapoutre dont le delta forme l'essentiel du territoire national, fait en outre l'objet de jeux d'influence entre l'Inde et la Chine à travers des propositions d'accords sur l'eau (Benassaya 2012).

1.2 Rivalités de pouvoir.

Pour mettre en œuvre un projet de barrage, les constructeurs ont besoin d'un site économiquement

exploitable, avec une bonne capacité de stockage de l'eau et où les coûts de construction sont abordables, et des infrastructures de transport et de transmission électrique à proximité.

Pour autant, la forme prise par les aménagements, leur localisation et leur planification découlent de choix politiques au moins autant que des contraintes techniques. La conjonction d'objectifs auxquels répondent les grands barrages détermine leurs caractéristiques. Le choix de construire par exemple un seul grand barrage plutôt qu'une série de petits barrages, se justifie par l'ampleur symbolique du projet ou les appels à des partenariats internationaux favorisant des alliances d'intérêts. Dans ces rapports de force, les enjeux de contrôle des territoires et des ressources peuvent ainsi contribuer à déterminer les choix d'aménagement des cours d'eau, au même titre que les besoins en gestion des risques et d'approvisionnement en ressources.

Or, ces choix modifient les usages au niveau local, transforment les systèmes territoriaux et les relations transnationales, entre villes et campagnes, entre amont et aval. Ils ont à ce titre un fort potentiel conflictuel.

1.2.1 Typologie de conflits

En sociologie, un conflit peut se définir comme des rivalités de pouvoir ou une confrontation entre différents groupes d'intérêts contradictoires, donnant lieu à l'organisation de rapports de force via des jeux d'alliance et d'opposition (Rui, 2010). Le déroulement de ces conflits vise à faire évoluer les rapports de force en fonction d'objectifs des différents acteurs. La nature de ces acteurs, leurs objectifs et les stratégies mises en œuvre pour le déroulement du conflit et sa résolution donne lieu à une très grande diversité de formes de conflit (Cattaruzza, Sintès, 2011).

Les acteurs se définissent en fonction de leur échelle, de leur nature, armés ou non, de leur « légitimité » à représenter certains intérêts. Ainsi, en fonction des acteurs impliqués, on se situe dans un conflit politique, militaire, social, familial.

Les conflits visent à faire évoluer les rapports de force dans des objectifs qui recouvrent la captation de ressources, de territoires, de pouvoir, ou la construction de représentation. Cela se traduit soit par la recherche d'une victoire pour éliminer les adversaires et imposer certaines formes de pouvoir, soit par l'obtention d'un statu quo, ou la perpétuation et l'exaspération du conflit.

Enfin, les conflits donnent lieu à des niveaux d'intensités variables entre simples tensions et confrontation armée, de structuration entre des groupes d'intérêts plus ou moins distincts. Conflits et violences ne sont pas nécessairement connectés. C'est en l'absence de moyens de concertation et de régulation pacifique permettant d'aplanir les tensions par un compromis ou l'effacement de certains intérêts, que les conflits peuvent se traduire par des violences quand ils se prolongent et

s'exacerbent (Subra, 2012).

Les rivalités autour des grands projets ne reposent pas uniquement sur des enjeux de répartition des ressources et de contrôle de territoires, mais sur des rapports de force idéologiques et des compétitions de puissance, de légitimité et de représentations à l'échelle locale, nationale, et internationale (Salcedo Montero, Cely Forero, 2015). Ils mobilisent donc une grande variété d'acteurs, d'objectifs et de modalités.

Ces rivalités multiples nous amènent à nous interroger sur la nature des conflits qui se produisent autour de ces projets de développement, leurs interactions, et les perspectives qu'on peut en attendre sur le devenir des territoires concernés.

Philippe Subra (2007) définit trois catégories de conflits, internes, externes et locaux. En géopolitique, on s'intéresse principalement aux conflits opposant plusieurs États ou aux conflits opposant un État et des groupes dissidents sur les territoires au sein d'un même pays. Dans le premier cas, on parle de conflits externes ou de guerres quand ces conflits se traduisent en affrontements violents. Dans le second, on parle de conflits internes, ou de guerres civiles.

Dans les conflits internes, les rivalités se manifestent autour de la question de l'État, de son organisation, de son contrôle, de ses limites et de sa légitimité (Subra 2012). Alimentés par des enjeux idéologiques, ethniques, de recherche de profit, ces conflits visent plus l'accaparement des ressources stratégiques permettant aux fronts de se maintenir localement que la destruction de centre de pouvoir. Les symboles politiques prennent de l'importance par rapport à la stratégie militaire (notamment dans le cas du terrorisme). Cela rend les affrontements et les épisodes de violence extrême moins décisifs dans l'issue des conflits. Il n'est plus vraiment question de détruire le pouvoir ennemi, mais d'instrumentaliser la violence pour des intérêts divers.

Pour (Subra 2012), les conflits socio-environnementaux qui se traduisent par des rivalités de pouvoir autour de politiques d'aménagement (projets d'infrastructures) de mandats politiques, d'usages et d'appropriation des ressources constituent également une catégorie de conflits géopolitiques. Subra parle de conflits locaux pour les désigner. Ces conflits se manifestent dans une combinaison de territoires restreints concentrant des enjeux et des acteurs prioritairement locaux et faisant l'objet de rivalités de pouvoir à l'intérieur de l'État. En France, ces conflits tendent à se dérouler dans le jeu démocratique et les exaspérations violentes sont évitées, ou marginales. Or, ces conflits locaux sont susceptibles de se traduire en violence quand ils interagissent avec les premières catégories.

1.2.2 Grands barrages, conflits locaux et coopération internationale

C'est a priori ce type de conflits qui se développent autour des projets de barrage. Du moins, c'est principalement sous l'angle des conflits socio-environnementaux que sont abordés les problématiques d'intégration des grands projets hydroélectriques à leur territoire.

Ainsi, S'ils sont présentés comme des instruments de développement durable, les grands barrages hydroélectriques représentent des enjeux humains et environnementaux faisant l'objet de fortes critiques. Ils modifient les usages et vocations des territoires, souvent dans des régions paysannes. Ils donnent surtout lieu à des déplacements de ressources et de population qui cristallisent les conflits entre groupes sociaux, entre usagers de l'eau favorisés ou fragilisés par le projet et entre preneurs de décisions sur un même territoire. Par ailleurs, leur dimension d'énergie renouvelable et décarbonée est particulièrement discutable. Depuis les années 1990, les projets de barrage font face à des mobilisations socio-environnementales de plus en plus systématiques. Ces oppositions mobilisent les populations affectées par les impacts des barrages, des syndicats, des organisations de représentant des minorités, de protection de l'environnement.

Toutefois, les grands barrages génèrent aussi des conflits plus strictement géopolitiques du fait de leurs enjeux de pouvoir et de représentation impliquant l'État, qui demeure le plus souvent l'acteur central des processus de décision en ce qui les concerne. Ces conflits et tensions sont liés à des enjeux de répartition et d'accès aux ressources qui peuvent a priori sembler comparables aux enjeux géopolitiques liés aux ressources fossiles, mais avec des dimensions spécifiques : Si la pression sur les territoires et les ressources augmentent, on assiste à l'apparition de concurrence pour leur contrôle. Or, les ressources hydroélectriques dépendent des cours d'eau, associées à une multitude d'usages (économiques, sociaux, symboliques) et de représentations. En outre, les cours d'eau traversent différents territoires et parfois plusieurs pays. Leur aménagement donne donc lieu à des relations de domination ou d'interdépendance entre l'amont et l'aval. Ces rapports de force se structurent aussi en fonction de la construction de représentations associées aux vocations des territoires et de leurs ressources.

Ainsi, dans les conflits autour des grands barrages, des enjeux tels que le développement durable, la reconnaissance des minorités, la décentralisation, la légitimité de l'État se développent aux côtés de ceux de l'accaparement des terres et des ressources, et de l'imposition de modèles idéologiques, et de compétition de puissance. Or, cela représente des enjeux spécifiques pour la gestion et la résolution de conflit.

Un certain nombre d'exemples témoignent que le développement de ces projets dans des contextes de tensions externes a favorisé un développement non-violent des rapports de force impliqués. Par

contre, les conflits de type socio-environnementaux tendent à s'exaspérer de manière violente quand ces projets se développent dans des contextes de tension internes.

Au niveau international, dans les zones de forte pression sur les ressources (Méditerranée), les conflits autour des aménagements des cours d'eau sont particulièrement sensibles et permettent d'anticiper d'éventuelles guerres de l'eau, associant l'eau et les débits des cours d'eau à des ressources disputées au même titre que le pétrole. Lacoste (2004) rappelle que les guerres de l'eau sont pressenties au début des années 2000 comme des enjeux majeurs des relations internationales au 21^e siècle, basés sur les exemples des tensions fluctuantes liées à l'eau au Proche Orient, entre l'Égypte et le Soudan, entre l'Inde et le Pakistan ou encore entre l'Inde, La Chine et le Bangladesh. On place alors les rivalités associées à l'aménagement des cours d'eau dans le registre des conflits géopolitiques « durs » internationaux. Lacoste fait toutefois remarquer que dans les cas évoqués, les tensions liées à l'eau se superposent en fait à des enjeux de tensions transfrontalières préexistantes.

En fait ces rivalités se manifestent rarement par l'éruption de conflits armés, sauf si elles s'ajoutent à d'autres enjeux de conflits préexistants. Pour Bethemont (2001), les aménagements qui s'organisent sur les cours d'eau peuvent alors servir de prétexte à des conflits latents entre territoires et groupes que les cours d'eau mettent en situation de rapports de domination. Pour autant, au niveau mondial, l'aménagement des cours d'eau, s'il est souvent à l'origine de discours belliqueux entre États riverains, a jusqu'à présent plutôt servi à la coopération internationale.

Lors de sa construction, le projet de barrage d'Assouan répond entre autres à des enjeux de géopolitique externe : il est promu comme un moyen de pression face au processus d'indépendance au Soudan, pays dans lequel se trouvent les sources du Nil. Ces rivalités sont alimentées par le contexte de guerre froide où Occident et URSS cherchent à faire valoir leur influence en participant au financement du barrage.

Cette manière de structurer les rapports de force entre les deux pays par la construction du barrage lui a donné une dimension, selon certains, d'« alternative à la guerre » où les rivalités internationales sont mises à profit pour financer le projet.

Les relations entre l'Inde et le Pakistan pour la gestion des eaux de l'Indus se traduisent aussi par des concertations et une coopération en matière de transfert de l'information et de protection des débits alors que les deux pays entretiennent des rapports particulièrement crispés et explosifs depuis la partition.

Dans les régions transfrontalières, les grands projets sont aussi des instruments d'intégration régionale depuis les années 1980, notamment par la valorisation et la commercialisation des ressources hydroélectriques. Ces processus favorisent la coopération entre des États par ailleurs

rivaux sur d'autres thématiques.

Ainsi, les cours d'eau internationaux donnent en règle générale et jusqu'à présent lieu à une régulation pacifique des conflits. Les nécessités de garantir la viabilité et la durabilité des grands projets permettent l'élaboration d'outils de gestion des conflits qui en font des instruments potentiels de régulation des rapports de forces internationaux. Les effets sur les rapports de forces entre territoires à l'échelle nationale sont plus ambiguës, et dépendent des systèmes de gouvernement (décentralisation, fédéralisme), des rapports de forces villes/campagnes ou centres périphériques, de l'existence de tensions ethniques ou séparatistes qui diffèrent profondément d'un État à l'autre.

En ce qui concerne les conflits socio-environnementaux, ils tendent à se manifester de manière plus virulente quand les projets se développent sur des territoires périphériques, frontaliers. Ces territoires présentent une plus grande pauvreté et un isolement réduisant les perspectives pour les populations concernées de voir leurs conditions de vie s'améliorer, et favorisent l'existence de groupes rebelles opposés à l'État. Ces situations sont particulièrement remarquables dans les États contestés ou fragiles.

Les politiques d'aménagement du territoire qui visent à intégrer ou au contraire à enclaver certains territoires pour en approprier des ressources dans ces contextes génèrent des conflits entre l'État et des groupes concurrents impliquant un autoritarisme et des interventions militaires. Les grands barrages ont alors des conséquences locales proches de celles des conflits armés : déplacements de population, appauvrissement de certains groupes, et les contestations donnent lieu à des rivalités internes parfois violentes.

1.2.3 Superpositions de conflit.

En pratique, les distinctions entre les différentes formes de conflits, locaux, internes et externes, ne sont pas si nettes et varient dans le temps. Avec la fin de la guerre froide, la distinction tensions/conflits armés, guerre interne/externe s'estompe, et les modalités et objectifs des conflits évoluent. Les conflits deviennent majoritairement internes et asymétriques, technologiquement ou en termes centre/périphérie (Bühlmann, 2012).

Des oppositions d'intérêts internationales peuvent se traduire par des affrontements qui se nourrissent d'enjeux locaux. Dans les conflits internationaux modernes, impliquant notamment des pays occidentaux, la violence de la guerre est délocalisée sur les théâtres d'opération, généralement extérieurs, où elle s'inscrit en fait dans des contextes de conflits internes. En effet, des compétitions de pouvoirs internes pour des motifs ethniques, religieux, génératrices de violence dans des

territoires « en périphérie de la mondialisation » sont souvent à l'origine de l'entrée en guerre de pays industrialisés ou d'organisation de pays. Cette entrée en guerre peut être motivée par des objectifs sécuritaires : les territoires en proie à des conflits internes peuvent à terme constituer une menace pour la stabilité régionale et l'ordre international parce qu'ils créent des foyers insurrectionnels, donnant parfois lieu au recrutement international de combattants. Ils génèrent en outre des crises humanitaires, provoquant souvent des déplacements massifs sur le territoire et hors des frontières. Ils servent ainsi d'incubateur ou de courroie de transmission de menaces sécuritaires.

L'intervention internationale répond aussi à des objectifs d'influence et d'intégration de nouveaux territoires et de leurs ressources aux marchés internationaux (Dezalay, 2008). Elle se fait en théorie dans le cadre d'une vigilance de l'ONU qui fixe les règles d'intervention et fournit les outils pour la protection des populations civiles et la reconstruction de la paix.

Enfin, les conflits « locaux » peuvent aussi avoir une dimension internationale (Serfati, Le Billon, 2007). Les rapports de pouvoir ne sont pas militaires. Ce sont des firmes transnationales et nationales qui, via des investissements directs pour la mise en œuvre de projets permettant la prise de contrôle des ressources, garantissent la domination de certains groupes et de certains projets de territoire, comme le projet d'oléoduc Keystone XL traversant des réserves indiennes entre le Canada et les États Unis. Or, ces situations peuvent s'inscrire dans des contextes de violences armées internes et peser de manière décisive sur leur issue en fonction d'intérêts privés et/ou externes (Subra, 2008).

A l'inverse, des conflits dits internationaux peuvent concerner des territoires vastes de quelques centaines de kilomètres carrés à peine, pour leur dimension stratégique ou symbolique, comme le glacier de Siachen, objet d'affrontement entre l'Inde et le Pakistan, voire quelques centaines de mètres carrés, comme l'Esplanade des mosquées à Jérusalem. Ils s'apparentent alors selon certaines perspectives, à des conflits locaux quand des politiques publiques d'aménagement y sont menées à des fins de contrôle territorial.

Les conflits autour des grands barrages s'inscrivent à priori dans ce processus de glissement entre conflits locaux et conflits internes ou externes.

À partir de là, nous faisons l'hypothèse que les grands barrages, porteurs d'enjeux de géopolitique locale et internationale, sont utilisés comme catalyseurs de ces glissements entre conflits internes, externes et locaux dans un sens ou un autre, en fonction d'objectifs divers de sortie de conflit. Ces processus de glissement entre conflits locaux, internes et externes nous amènent à nous intéresser aux grands barrages dans les contextes de conflits armés internes.

2 Méthodologie

Dans le cadre du barrage d'Ituango en Colombie, on se demande quelles conséquences les interactions entre conflit armé et conflit local qui se dessinent sur le territoire en réaction au projet de barrage peuvent favoriser ou au contraire faire obstacle à la construction de la paix au niveau local. Cela fait-il du barrage d'Ituango une alternative au conflit armé dans les rivalités géopolitiques qui persistent sur le territoire, ou au contraire un élément d'exaspération de tensions pré-existantes ?

2.1 Enjeux liés au terrain

Outre la rencontre dans le temps et l'espace de deux processus de régulation de conflits répondant à des logiques très différentes, le barrage et les accords de paix, le choix du nord de l'Antioquia comme terrain de recherche est motivé par la géographie spécifique du territoire colombien, caractérisée par une forte fragmentation socio-spatiale et une géographie physique accidentée dont le nord de l'Antioquia constitue une forme de paroxysme. Cela donne lieu à des enjeux de « frictions » qui catalysent les interactions entre conflit interne et conflit local et rendent ce terrain particulièrement représentatif de ce processus. Ces frictions, définies par Clausewitz comme l'influence du terrain sur les modalités de déploiement des belligérants, rééquilibrent les rapports de force au profit de groupes issus du terrain face à la capacité militaire des États, avec des contextes géographiques créant des zones refuges, des corridors, des réserves de ressources. Ces rééquilibrages empêchent en général une destruction mutuelle des adversaires. Ces frictions donnent aux conflits armés des enjeux liés à la maîtrise du territoire et au contrôle de ses ressources. Ces enjeux favorisent certaines stratégies d'appropriation et de contrôle du territoire et de ses ressources par les acteurs du conflit pour atteindre des objectifs. Ces stratégies diffèrent en fonction des avantages de site et de situation et des contraintes du territoire, et de la nature des acteurs (contrôle armé, développement d'infrastructures et de systèmes productifs, alliances avec des groupes d'intérêts locaux...). Cela produit une superposition de conflits internes, externes, et locaux.

2.1.1 Intérêt d'une étude de cas dans un contexte de discontinuité.

Cette problématique soulève toutefois un certain nombre d'enjeux méthodologiques.

En Colombie et en particulier dans le nord de l'Antioquia, les frictions vont faire évoluer les stratégies locales de contrôle du territoire et des ressources, en réaction à la rencontre entre ces différents groupes d'intérêts, de manière spécifique par rapport aux dynamiques à plus grande échelle de sortie de conflit armé et de développement hydroélectrique.

En s'intéressant à ce terrain, on se place dans un cadre de « discontinuité ». Pour François (2002), la

notion de discontinuité géographique décrit des lieux très proches et très dissemblables. Entre ces lieux, il existe des barrières plus ou moins franchissables qui contribuent à faire évoluer les systèmes spatiaux. Safford et Palacios (2002), qualifient les discontinuités géographiques et sociales comme une dimension fondamentale et structurante des systèmes politiques et économiques colombiens. Ces discontinuités se traduisent par un morcellement des systèmes territoriaux entre des centres qui polarisent le développement et des périphéries, très inégalement intégrées à ce développement. Cela donne lieu à des situations d'enclavement et de marginalisation de certains territoires où se concentrent les difficultés sociales, économiques et politiques. Ce morcellement se traduit par autant de modalités, d'objectifs et d'acteurs de conflits.

La singularité du territoire, du projet de barrage et du moment charnière de sa construction, et une forme de « déconnexion » du territoire avec les dynamiques du centre, semblent devoir se traduire par des processus spécifiques au territoire qui ne permettent pas d'établir de modèle généralisable sur les interactions entre conflits locaux et conflits internes. Cela semble plus généralement compromettre la possibilité d'établir une typologie des conflits, chaque conflit se déclinant en une multitude de situations en fonction des territoires.

2.1.2 Enjeux d'accès au terrain

La deuxième difficulté est d'ordre pratique. La problématique concerne un territoire difficile d'accès du fait du manque d'infrastructure et surtout du fait d'une situation sécuritaire complexe. Ces difficultés compromettent la disponibilité de sources d'information fiables. La cartographie est lacunaire, les données socio-démographiques et économiques varient en fonction des sources institutionnelles (municipales, départementales...). La situation de conflit particulièrement chaotique dans les années 1990 a longtemps fait l'objet de bilans incomplets.

Quant à l'information sur le projet de barrage, elle provient principalement des constructeurs eux-mêmes, des institutions de régulation (ministères de l'environnement, ministère des mines et de l'énergie), en ce qui concerne les aspects techniques, et des organisations de société civile opposées au barrage. Il s'agit donc de sources inscrites dans un discours politique. La recherche académique, notamment menée par la Faculté d'Anthropologie et l'Institut National d'Études Régionales (Iner) de l'université d'Antioquia, est surtout focalisée sur les enjeux socio-environnementaux du projet, notamment les menaces sur le patrimoine culturel du territoire.

L'accès au terrain pour la collecte d'informations de première main pose problème. L'enquête de terrain a donné lieu à trois séjours en Colombie de septembre 2014 à mars 2015 (à Medellín, Bogota, et dans les sous régions Occidente à Sante Fe de Antioquia, extrémité amont de la zone d'influence du barrage, en Oriente, dans la région touristique des réservoirs, et à Santa Rosa de

Osos dans les hauts plateaux de la région Norte qui surplombent le canyon), puis de février à avril 2016, (à Medellín et dans le canyon du projet), puis au mois de juin 2019 (à Bogota). Le séjour dans le canyon, réalisé à la faveur d'une « fenêtre » ouverte par le cessez-le-feu et l'affaiblissement de la pression opérée par les acteurs armés en 2015, et encadrée par les personnels de l'entreprise de construction du barrage, a permis d'accéder au site du chantier du barrage, des centres urbains des municipes de la région et des quartiers de relocalisation des populations déplacées par le réservoir. Cette visite a permis d'obtenir un aperçu général du territoire et des infrastructures en développement. Cela a aussi permis d'échanger de manière informelle, d'une part avec des ouvriers du chantier sur les conditions de travail dans la localité du chantier et les interactions avec les habitants de municipes et d'autre part avec les employés de la société Hidroeléctrica Ituango, notamment sur les conditions d'accès au terrain et les relations entre les différentes entités incluses dans le projet (maître d'œuvre, maître d'ouvrage, collectivités territoriales, organismes de régulation).

Toutefois, c'est « en périphérie du territoire » dans les villes de Medellín, capitale du département d'Antioquia, co-constructeurs du barrage, et à Bogotá, capitale nationale, que s'est déroulée l'essentiel de l'enquête de terrain auprès d'acteurs institutionnels, académiques, des constructeurs du barrage, et d'organisations de société civile, notamment d'associations indigènes, de victimes, et de groupes environnementalistes opposés au barrage. Ces entretiens, menés à partir de questionnaires semi-directifs, donnaient le plus souvent lieu à des échanges ouverts, le barrage constituant un projet de politique publique qui polarisait fortement l'opinion au moment de l'enquête à Medellín (moins à Bogotá). En ce qui concerne le processus de paix, les interlocuteurs rencontrés, plus souvent issus de milieu urbain donnaient en 2015 l'impression d'un intérêt moindre, ou plus technique, quand le sujet était abordé avec des représentants des institutions publiques ou d'ONG. Les entretiens restaient alors plus directifs.

Des visites multiples ont été réalisées dans les locaux de EPM, de l'organisation Socya et de la société Hidroeléctrica Ituango, qui se sont montrées particulièrement disposées à fournir de la documentation et à nous faire participer à des réunions et des ateliers autour de l'organisation des compensations des impacts du barrage aux populations du canyon (associé à une forte part de communication très positive sur le projet). Les membres de l'organisation Rios Vivos, principale organisation d'opposants au projet, se sont pour leur part montré très réticent à communiquer sur leur mobilisation. Cet intérêt varié pour les différentes problématique soulevé par le sujet, nous a semblé en soit constituer une donnée sur les stratégies de construction de discours par les différents acteurs impliqués dans le projet de barrage.

Des chercheurs des facultés de sociologies de l'Université Pontificia Bolivariana de Medellín

(UPB), de la faculté d'Anthropologie et de l'Institut de Recherches Régionales de l'Université d'Antioquia, souvent impliqués dans des démarches de recherche militante, notamment sur les thématiques indigènes et de justices environnementales, ont manifesté un fort intérêt pour les problématiques de notre enquête de terrain, qui ont donné lieu à de nombreux échanges et à une contribution au bulletin *InJusticia Hidrica* (Benassaya 2016) de la faculté de sociologie de l'UPB.

Plus ponctuellement, des échanges ont été réalisés avec d'anciens habitants de la région réinstallés à Medellín (deux dans le cadre de leurs études, un autre étudiant dont la famille avait subi le déplacement forcé), rencontrés par l'intermédiaire d'étudiants de l'Iner, ou de manière fortuite (deux chauffeurs de taxi originaires du territoire, un employé du Musée de la Mémoire de Medellín en situation de déplacement forcé).

L'intensité des conflits qui ont touché le territoire et l'ont profondément fragmenté se traduit aussi par une fragmentation des représentations de ses acteurs. Cette fragmentation ne complexifie pas seulement l'analyse des processus de sortie de conflit sur le territoire, mais aussi et surtout la définition même du territoire étudié, sa délimitation et l'identification des populations et groupes d'intérêt qui y interviennent, et la définition des conflits qui s'y déroulent.

Ainsi, les discours des constructeurs du barrage et ceux de groupes d'opposants au projet décrivent des situations radicalement opposées. Pour les premiers, le projet se développe dans une région sous-développée et marquée par le conflit armé qui connaît depuis les années 2010 un effondrement des taux de violence et une amélioration rapide des niveaux de vie. Pour les seconds, la région est caractérisée par une forte unité culturelle et des usages ayant longtemps garanti l'ancrage de leur population au territoire, durement frappée par l'intervention combinée d'intérêts extractifs (ici représentés par le barrage) et de groupes armés pour accaparer massivement les terres et les ressources.

La représentation de la violence est discontinue dans le temps et l'espace mais aussi dans ses formes. Les principaux faits de violence récurrents identifiés dans le conflit armé colombien sont les affrontements entre groupes armés réguliers et dissidents, les attentats, les accidents liés aux mines antipersonnel, la prise pour cible directe des civils via des menaces, extorsions, homicides, violences sexuelles, tortures, massacres (homicides groupés de quatre personnes au moins), enrôlements forcés, disparitions forcées, et le phénomène le plus massif : le déplacement forcé. L'analyse de la violence donne des représentations du phénomène différentes si l'on se place à l'échelle municipale ou départementale, en milieu rural ou urbain, et si l'on prend en compte l'ensemble des faits de violence ou certains d'entre eux en fonction du temps et de l'espace. Le récit des personnes affectées plus ou moins directement dans la région témoigne de cette variabilité.

2.1.3 Une situation évolutive dans le temps et l'espace

Cela nous amène à poser la question de la délimitation du territoire étudié. Le projet de barrage représente une multiplicité d'acteurs, d'échelles et d'interactions avec les territoires qui ne facilitent pas cette délimitation. Le projet est développé sur un site de quelques centaines de mètres carrés. Il donne lieu à la création d'un réservoir linéaire de 80 kilomètres de long dans des zones pratiquement inhabitées (officiellement, quelques centaines de familles seront déplacées). Des impacts indirects (économiques, sociaux) sont attendus dans douze municipes du département d'Antioquia (où vivent 170 000 personnes). Toutefois, le bassin du fleuve Cauca parcourt toute la région andine depuis le sud-ouest du pays. Il traverse ensuite une région densément peuplée et d'une grande fragilité environnementale dans la plaine Caraïbe en aval du barrage. Le barrage sera connecté via des réseaux routiers et de transmission électrique à d'autres zones de production hydroélectrique et de consommation énergétique, y compris dans des pays voisins. Enfin le territoire fait partie d'un foyer de conflit armé dont l'épicentre se trouve à quelques kilomètres au nord du site du barrage, dans le Parc Naturel National du Nudo de Paramillo, à la frontière entre les départements d'Antioquia et du Cordoba.

Enfin, une autre difficulté liée à la problématique est qu'elle traite de deux processus en cours. Leur évolution inciterait à une démarche prospective dans un contexte chaotique.

2.1.4 Bases de données disponibles

Toutefois, le contexte représente aussi un avantage pour la collecte de données sur le territoire colombien. Outre les données récoltées par les constructeurs du barrage pour les besoins du chantier, le processus de paix a été l'occasion de mesures visant à consolider la maîtrise du territoire et à améliorer le fonctionnement des institutions. Cela a permis la mise à disposition dès 2012 de deux bases de données : le Registre Unique des Victimes sous la responsabilité de l'Unité Victimes et Restitution, créée en 2012, et le cadastre agraire sous la responsabilité de l'Igac (Institut de Géographie Agustin Codazzi), en charge de la cartographie nationale (voir annexe).

En outre, on a mis à profit les outils de statistiques et les géoportails institutionnels (Dane : Institut National de Statistiques, Siac : système d'information environnementale de Colombie, Simco : système d'information minero-énergétique de Colombie), ainsi que les données de l'Upme (Unité de Planification Minero-Energétique), organe du ministère des mines et de l'énergie, dont l'Atlas du Potentiel Hydroénergétique Colombien, paru en 2015, et le registre des projets de génération électrique, actualisé tous les mois. Les plans quadriennaux nationaux et départementaux de développement ont été consultés. Enfin, on s'est appuyé sur les documents de planification du projet, les études de faisabilité du barrage, puis les études d'impacts environnementaux, et les plans

de gestion sociale et environnementale, et sur les documents fournis par les organismes de régulation nationaux (licence environnementale, certificat de non-présence indigène, injonction à des mesures supplémentaires).

2.2 Cadre théorique

À partir des informations récoltées sur le terrain et dans ces bases de données sur les trois grandes thématiques que sont la régulation non violente des conflits, les enjeux et objectifs du développement hydroélectrique, et l'aménagement du territoire dans le contexte de fragmentation, on va tenter de répondre aux enjeux méthodologiques représentés par le terrain et la problématique en mobilisant les notions de marge et de cadrage pour comprendre comment les grands projets de développement territorialisés permettent de faire évoluer les enjeux et objectifs de conflit en vue de leur résolution.

2.2.1 Les marges dans les systèmes territoriaux

Pour mettre en perspective les processus qui se déroulent dans le nord de l'Antioquia sur les thématiques des conflits et des grands projets, on va utiliser la notion de marge qui nous paraît adaptée au territoire étudié. On qualifie le nord de l'Antioquia de marge sociale et territoriale, sous-développé et zone rouge du conflit armé, mais aussi physiquement et culturellement éloigné du centre à proximité, Medellín,

Les phénomènes de marginalisation, à la fois sociale et territoriale, ont fait l'objet d'une recherche riche en sciences sociales en Amérique Latine (Bautès, Reginensi, 2008 ; Chouvy, 2004 ; López Pelaez, Gonzalez, 2008), où ils sont associés à d'autres concepts comme ceux de dysfonctionnements, d'antimonde, d'informalité, qui se superposent partiellement.

La notion de marge permet d'englober la très grande diversité d'interactions entre conflit armé et territoires en Colombie, parce que le processus de marginalisation apparaît comme la première résultante commune de ces interactions sur l'ensemble du territoire, mais aussi parce que le concept de marginalisation est souvent mobilisé dans les politiques publiques en Colombie. Il est utilisé pour les questions d'aménagement du territoire et de développement social visant à la « réintégration » de territoires, de ressources et de populations.

Dans l'analyse de l'organisation territoriale, la marge est initialement conçue comme un objet soit secondaire, soit extérieur aux rapports entre les centres et les périphéries qui structurent le système territorial (Pierdet 2011). La marge est toujours qualifiée par rapport à un centre, sans y être forcément subordonnée. Les flux dans l'espace laissent de côté certains territoires, souvent porteurs de handicaps, autour des points de départ et d'arrivée. Ainsi dans un système territorial, la marge

constituerait un espace non exploité ou non approprié, en retard ou en rupture. Dans cette conception, la marge est associée aux idées de passivité, d'absence de dynamiques propres.

Toutefois, les marges sont problématiques pour l'analyse de systèmes aussi bien socio-économiques que géographiques (Pierdet 2011). Constituent-elles des dysfonctionnements au sein de systèmes centre-périphérie ou des angles morts ? La situation de la marge est-elle transitoire en attendant son intégration ou sa réintégration aux systèmes territoriaux et à quels objectifs, internes ou externes, répondraient cette réintégration ?

Selon l'approche de Foucault, la marge est un élément de la compréhension d'un système, révélateur de ses dynamiques et de sa complexité. Dans la même logique, pour Stiglitz l'étude des pays en situation de sous-développement permet de comprendre les défaillances des théories économiques (Hugon 2006).

En Amérique latine, la marge est surtout étudiée en milieu urbain. Lautier (2006), qui définit la marge comme ce qui est autre mais proche, la qualifie ainsi de consubstantielle, systémique à la ville. Elle est témoin de l'évolution des systèmes territoriaux qui laissent des espaces pour compte.

Or, la marge en ville est souvent superposée à la notion d'informalité et les tentatives de s'attaquer ponctuellement au phénomène (intégration, expulsion, reprise de contrôle) tendent à se traduire par une concentration des dysfonctionnements ou la génération de nouvelles marges aux interstices.

En géographie, Brunet définit l'antimonde comme un espace à la fois dissimulé et séparé du monde, volontairement ou non, un espace d'aliénation et d'agrégation des exclus, né en réaction à la structuration d'un système et en opposition à ses règles (Brunet, Lohez, 1998). Cette définition recouvre une variété de catégories de lieux, allant des bidonvilles aux zones d'activité des économies illégales en passant par les zones franches. Les antimondes se concentrent de préférence dans des lieux difficiles d'accès, dangereux, frontaliers.

Dans sa définition, Brunet remarque que l'antimonde découle de l'existence du « monde ». Ainsi, l'instauration de normes, de législation ou encore la prohibition sont productrices d'antimonde. L'antimonde s'alimente des processus de mondialisation. Il peut participer à la viabilité d'un système en contournant ses rigidités, voir le consolider en dépassant ses défaillances. Les bidonvilles sont ainsi des éléments vitaux dans les pays émergents. L'antimonde interagit avec ce système, entretenant des relations ambiguës avec les pouvoirs officiels qu'il peut influencer, parasiter, voire subvertir (Brunet, Lohez, 1998).

Le concept d'antimonde permet d'analyser la marge comme point de rencontre conflictuel entre différentes dimensions d'un système territorial : formelles et informelles, légitimes et illégitimes,

officielles ou officieuses. La marge est alors révélatrice de la superposition et des liens entretenus entre ces dimensions.

Pour Hugon (2006), qui étudie la question de la marginalité à l'échelle des États dans les processus de mondialisation, la marge peut se trouver enfermée dans un cercle de rétroaction aggravant la discontinuité avec les centres. Dans un système territorial, la marge évolue alors en trappe de pauvreté dont la sortie nécessiterait des évolutions structurelles du système. Or, la trappe de pauvreté est susceptible de devenir un facteur de perturbation du système et peut le faire évoluer vers une situation plus ou moins dysfonctionnelle. Cela remet en question l'idée de territoire dépourvu de dynamiques propres ou en dehors des systèmes territoriaux. La marge prend dans cette approche une dimension structurante pour l'évolution de systèmes territoriaux.

Ces définitions nous permettent de qualifier les objectifs de la diversité d'acteurs qui interviennent dans le nord de l'Antioquia de processus d'intégration de la marge. Elles donnent une dimension commune de rapports de force centres-marges aux multiples conflits qui émergent de ces processus. Dans notre problématique, cela ramène à étudier les rapports de force centres-marges dans les territoires marginalisés qui apparaissent comme les lieux de convergence des conflits internes, externes et locaux.

Enfin, la notion de marge sociale et territoriale permet de délimiter le territoire où se construit le barrage d'Ituango, en fonction d'enjeux communs d'enclavement, de sous-développement et de conflit armé. Ces caractéristiques permettent l'existence de ressources naturelles « en réserve » sur le territoire qui le rendent attractif pour la mise en œuvre de projet de développement. Cette convergence d'enjeux se traduit aussi par la rencontre entre conflictualités locales, internes et externes. Le territoire ainsi délimité correspond au canyon du Cauca.



Carte 3: localisation du canyon du Cauca en Colombie (base : Igac ; auteur : Benassaya)

2.2.2 Cadrages et construction de légitimité dans les marges

Or, dans les rapports centres-marges, ce sont les centres qui définissent la marge comme telle. Cette

définition qui fait appel aux notions d'abandon, de crise, de disparition de relations, peut être contestée. Les notions d'antimonde et de marge sont associées à la notion de dysfonctionnements, suggérant que la qualification de marge est négative et problématique. À partir de là, les cadrages permettent aux différents acteurs dans la marge d'intervenir en s'appuyant sur des stratégies normatives, voire éthiques pour définir la marge, ses enjeux, ses priorités, mais aussi ce qui y relève de l'antimonde ou non, en fonction d'intérêts divers.

Dans le contexte colombien, où la marge est confondue avec le conflit, l'intégration des marges est associée à la notion de pacification (sécurisation, militarisation, reprise de contrôle social). La pacification implique un désordre initial et la fabrication d'un ordre dans la marge par le centre. La pacification est par exemple la notion utilisée pour justifier les stratégies de reprise de contrôle des favelas au Brésil (Agier, Lamotte, 2016). Elle englobe en général l'idée d'une action militaire répressive combinée à une action sociale. Dans le cadre d'un projet potentiellement conflictuel comme un grand barrage, la qualification de marge apparaît comme un processus d'étiquetage normatif permettant de légitimer le projet au nom de la paix, en vue d'objectifs des centres. Ces processus d'étiquetage permettent aussi de construire depuis les centres une définition des enjeux et priorités de la marge, justifiant leur intervention.

Toutefois, ces processus de cadrage par les centres peuvent se traduire par la structuration de représentations opposées depuis le territoire, et un « contre-cadrage » sur les enjeux d'intégration, ou non, de la marge. Dans le cas de la rencontre entre conflits locaux et conflits internes dans la marge, cela permet d'attribuer ou non une légitimité aux différents acteurs en fonction de leur vocation à participer à la réintégration du territoire et donc de légitimer certaines formes de conflit.

La notion de cadrage permet d'analyser comment s'opère le glissement entre conflits internes et conflits locaux sur le territoire via la structuration de discours des différents acteurs du territoire pour construire la légitimité d'objectifs dans la marge.

Janin (2008), qui s'intéresse à la notion de friche, proche de celle de marge, propose une caractérisation alternative de ces lieux. Ils constituent selon lui des lieux privilégiés d'interactions et d'expérimentations d'acteurs pour l'aménagement du territoire, permettant des retours d'expérience rapides. Les cadrages sur les enjeux de conflits dans la marge auxquels pourrait répondre un projet de grand barrage apparaissent alors comme des outils pour des expérimentations en termes de conciliation, de médiation entre une multitude de rapports de force. Cela implique une prise en compte de la dimension constructive ou créatrice des conflits.

Nous allons dans un premier temps nous intéresser aux processus de marginalisation qui découlent

des objectifs territorialisés des acteurs impliqués dans les conflits colombiens. Ces processus représentent en pratique un défi pour la résolution de conflit, et donc pour la réalisation des accords de paix, dont le succès dépendrait de leur capacité à répondre au morcellement de problématiques locales et aux enjeux spécifiques des trappes de pauvreté. Or, le canyon du Cauca constitue un exemple caractéristique de basculement des marges du conflit armé dans une situation de trappe de pauvreté.

Les notions de marge et de trappes de pauvreté nous permettront de décrire dans la deuxième partie comment des « centres » concentrent des moyens et des intérêts dans des territoires délimités en fonction d'enjeux communs. Ces moyens sont les projets de développement territorialisés, tel qu'est qualifié le barrage d'Ituango, et la Paix Territoriale, une méthode pour construire un « développement post-conflit » en ciblant prioritairement les territoires les plus dysfonctionnels.

Or la reconnexion des rapports de hiérarchie entre centres et marges qui résulte de ces stratégies donne lieu à de nouvelles conflictualités avec des modalités originales. On verra dans la troisième partie comment ces interventions, dans ce territoire « en marge », font face à diverses formes de résistance attribuées aux dysfonctionnements, mais issues également de dynamiques internes. Ces résistances, qui rendent incertains les différents processus à l'œuvre sur le territoire, impliquent des moyens de régulation originaux des tensions centres-marges. Pour éviter une exaspération violente de la situation, les différents acteurs du territoire utilisent des stratégies de cadrage faisant évoluer les rapports de force et permettent les glissements entre différentes formes de conflit.

Partie 1 : Le canyon du Cauca, une marge prise dans le conflit armé colombien.

Chapitre 1 : Marges territoriales dans les campagnes

Grâce à ses ressources naturelles nombreuses, à certains secteurs agraires (café, palme) et industriels (textiles) dynamiques, et avec le soutien des bailleurs de fonds internationaux en raison de la disposition du pays à se conformer aux prescriptions économiques internationales (Adams, 2005) notamment américaines, la Colombie présentait de bons indicateurs économiques avec 2,70 % de croissance en 2018, une économie diversifiée et un PIB par habitant élevé (autour de 15 000 dollars en parité de pouvoir d'achat). Le pays se plaçait au rang de quatrième économie de l'Amérique latine.

Cette bonne santé économique englobe toutefois des situations hétérogènes. Les discontinuités géographiques, telles que les définit (François, 2002), constituent l'une des caractéristiques les plus saillantes du territoire colombien. Ces discontinuités, organisationnelles, socio-spatiales, trouvent leurs origines dans des caractéristiques physiques complexes du territoire et dans des structures étatiques qui peinent à couvrir l'ensemble du territoire. Cela se traduit par des institutions aux niveaux locaux phagocytées par les intérêts partisans ou privés d'élites foncières (Stafford, Palacios, 2002).

Nous allons voir que ces discontinuités sont à l'origine de fragilités en termes de développement et en retour aggravées par elles. Le canyon du Cauca dans le nord de l'Antioquia représente un par excellence exemple des fragilités des campagnes colombiennes génératrices de marges territoriales.

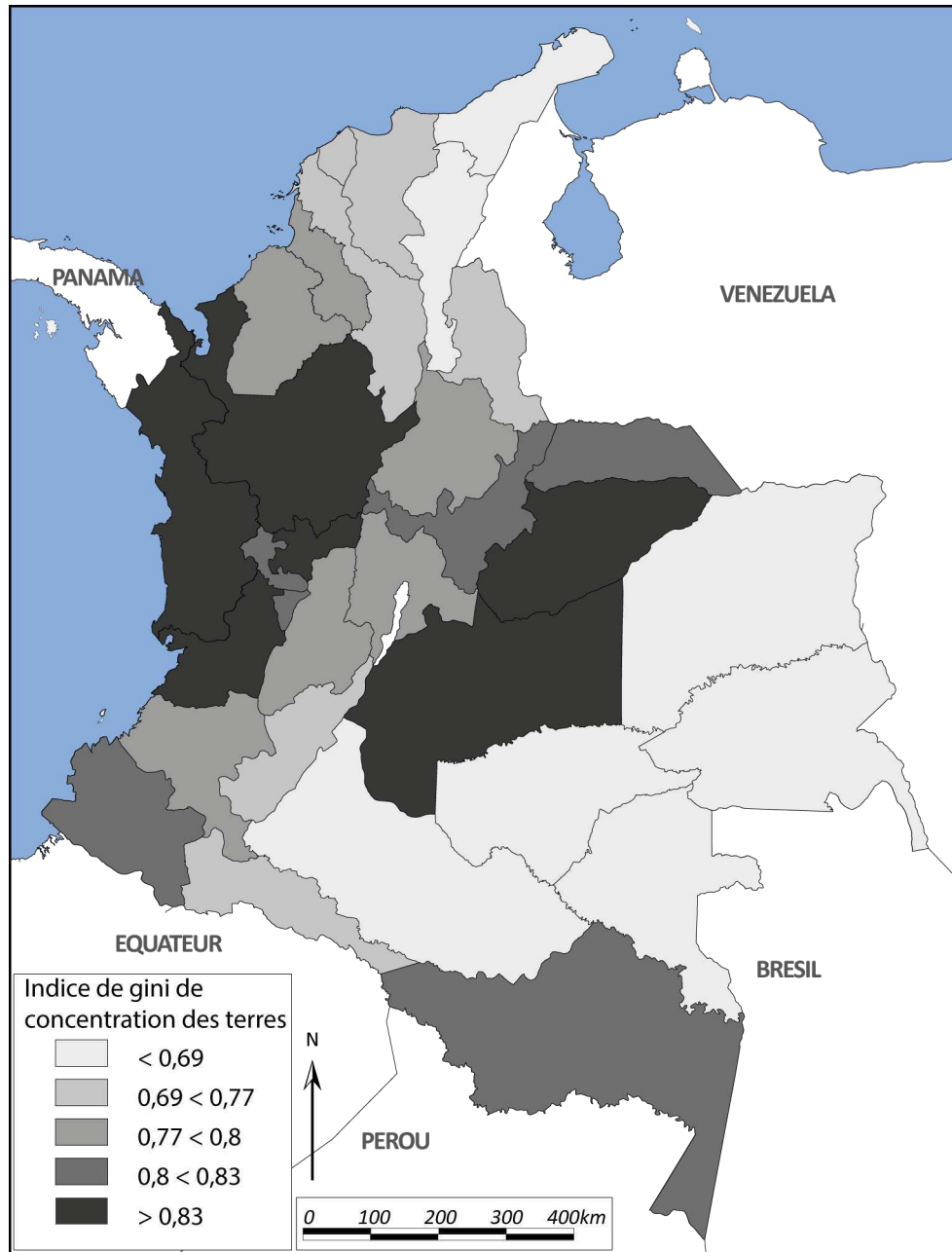
1 Concentration foncière et discontinuités spatiales.

1.1 Le complexe latifundio/minifundio.

Par structures agraires, on entend les différentes formes de possession et d'usages agropastoraux du sol, ainsi que les groupes d'intérêts et les infrastructures qui définissent ces usages dans les territoires ruraux. En Colombie, les structures agraires sont dominées par le complexe latifundio-minifundio, même s'il est de plus en plus concurrencé par d'autres organisations (Balcazar, López, Orozco, Vega, 2001). Le complexe latifundio-minifundio résulte de l'accumulation de terres par des

grands propriétaires et du morcellement des petites propriétés autour du latifundio. Cela donne lieu à une forte concentration des terres.

Selon « l'Atlas de la distribución de la propiedad rural en Colombia » élaboré par l'Institut de Géographie Agustin Codazzi (Igac) en 2012, les foyers paysans, qui représentent 90 % de la main d'œuvre agricole en Colombie occupent moins de la moitié de la surface cultivable du pays, sous forme de minifundio (moins de 10 hectares), et de microfundio (moins de 3 hectares). 1 % de la population possède 55 % des surfaces cultivables. 0,4 des propriétaires disposent de plus de 500 hectares tandis que 69,9 % disposent de moins de 5 hectares. L'indice de Gini de concentration foncière de Colombie, qui atteint de 0,87 en 2012, est l'un des plus élevés du monde.



Carte 4: Concentration des terres en 2015 (Base : Igac, données : *sipra.upra.gov.co* ; auteur Benassaya)

Ces structures agraires sont qualifiées de dysfonctionnelles dans la mesure où elles donnent lieu à de fortes inégalités, qu'elles maintiennent une majorité de la population rurale dans la pauvreté, et ne permettent pas de réguler les conflits d'usage et d'éviter leur exaspération (Gomez Jimenez, 2003).

1.1.1 Concentration des pouvoirs économiques et politiques.

La concentration foncière, caractéristique commune à l'ensemble des zones rurales d'Amérique latine, a des causes historiques qui remontent à la période coloniale. Le latifundio s'est structuré

avec la construction de l'État républicain (Torres Mora, 2019). L'accaparement vise, à l'origine, l'ouverture rapide de frontières agricoles et le peuplement des espaces frontaliers, afin de prendre le contrôle des territoires les plus riches.

La faible capacité de régulation de l'État central a permis des modes d'appropriation de la terre rurale caractérisés par une ouverture chaotique de la frontière agricole dans les jungles et dans la montagne, et par la spoliation de terres indigènes. Pendant cette période, tous les terrains sans titres sont considérés comme appartenant à la nation baldios (voir glossaire), et peuvent être acquis, à bas prix et de manière illimitée ou par simple mise en culture de terres « n'appartenant à personne », sans titres formels. L'État se contente ainsi d'encourager la colonisation agraire sans réguler la propriété ou planifier les usages.

Si le prix de la terre est peu élevé, le prix de la formulation de requête de titrage limite le phénomène à certaines catégories de la société. Cela a favorisé l'accaparement des terres par les élites économiques (Gomez Jimenez, 2003). Ces dernières accumulent ces terres dans des intérêts politiques et économiques, avec des conséquences négatives sur les économies et l'environnement des campagnes, mais aussi sur le fonctionnement de la démocratie.

1.1.1.1 Effondrement du secteur agricole.

Selon Carlson (2017), un bon usage des terres est irréalisable sur les surfaces soit trop grandes, soit trop petites. La concentration favorise un usage non agricole des terres, et se traduit par la sous-utilisation des surfaces agricoles et une sur-utilisation des zones environnementalement fragiles. Ces mauvais usages donnent lieu à un profond marasme économique en zone rurale avec des situations particulièrement critiques pour les paysanneries.

Les grands propriétaires concentrent des terres fertiles et leurs ressources sans y pratiquer d'activités agricoles demandeuses d'investissement, en contradiction avec des logiques d'optimisation de leur rentabilité. La réticence des grands propriétaires à pratiquer l'agriculture est motivée par le coût des équipements, des intrants, de la main d'œuvre, et parce que l'agriculture les expose à un risque d'aléas économiques ou climatiques. Les propriétaires privilégient une faible productivité pour minimiser ces risques. Ils n'ont pas de raison de risquer du capital pour optimiser la productivité. Pour acquérir la terre, ils disposent déjà en général d'autres ressources économiques. Ils ne dépendent pas de la terre qui représente une ressource de réserve plutôt qu'une ressource à maximiser. La concentration vise à préserver le capital par l'investissement rentier plus qu'à réaliser du profit à partir des terres. Les profits, le cas échéant sont réinvestis hors de l'agriculture, plutôt dans les secteurs bancaires ou industriels. Par ailleurs, les grands propriétaires

obtiennent des revenus d'autres activités (industrielles, financières)

Les grands propriétaires font un usage spéculatif des terres sur la réalisation de grands projets extractifs, énergétiques ou agro-industriels susceptibles de leur donner de la valeur. Ce type d'usage en marge des systèmes de production capitaliste est favorisé par la faiblesse des impôts fonciers et le potentiel minier des terres (Torres Mora, 2019). Entre-temps, les principales activités pratiquées sont l'exploitation forestière et un élevage extensif ne faisant que très marginalement l'objet d'investissements pour son amélioration. Les terres sont sous-mécanisées et sous-exploitées. Les propriétaires se contentent de prélever les loyers des éleveurs.

Cela limite la productivité du secteur rural. Alors qu'un hectare agricole en moyenne génère 12,5 fois plus de valeur qu'un hectare d'élevage extensif, cette sous utilisation des sols représente une perte économique pour le secteur rural. Avec 44,6 % du territoire colombien occupé par des terres à vocation agraire, le pays compte parmi ceux de la région qui disposent des plus grandes ressources de surface à vocation agricole (Censo Nacional Agropecuario 2015). Ce potentiel est sous-valorisé. De tels mauvais usages des sols sont mis en évidence dès le premier recensement agraire du pays en 1960, réalisé par l'Igac. En 2012 a eu lieu le troisième recensement national agraire, le plus complet. Ce recensement qui a permis de réaliser une carte bilan des conflits d'usage des sols nationaux a identifié que sur les 50 millions d'hectares aptes à l'agriculture dans le pays, seulement 22,7 % sont effectivement cultivés. Le reste est utilisé pour la mine et l'élevage sur le latifundio. L'élevage occupe une surface 1,3 fois supérieure à la surface de terres à vocation d'élevage du pays. Dans le département d'Antioquia, 26 % du sol a vocation agraire. De cette surface, seulement un cinquième est utilisé pour des activités strictement agricoles, souvent en minifundio (igac.gov.co).

1.1.1.2 Aggravation de la pauvreté

Ce système latifundio-minifundio ne donne guère de perspectives de sortie de la pauvreté pour une majorité de la population rurale (Faguet, Sánchez, Villaveces, 2015). La concentration fige le marché et prive une part croissante de cette population d'accès à la terre. Il est estimé qu'en Colombie, deux tiers des producteurs agraires manquent de terre pour subvenir à leurs besoins et accumuler du capital pour éventuellement le réinvestir afin d'améliorer leurs rendements. (PNUD, 2016). Quand il est possible de réaliser des excédants commerciaux sur les petites parcelles, la main d'œuvre familiale est privilégiée, sauf au moment des récoltes. Cela ne favorise pas l'emploi agricole.

À l'échelle des collectivités, la concentration réduit la possibilité de planifier l'organisation des systèmes productifs pour améliorer la rentabilité et le rendement des productions en petites surfaces.

En effet, les activités spéculatives ne permettent pas de créer de dynamisme économique pour les territoires, ni de revenus pour les municipalités. Cela prive ces administrations de capacités financières pour planifier l'équipement en infrastructures adaptées et moderniser l'agriculture (transport, énergie, assainissement, télécommunications) et leur entretien. Cela a pour conséquences le maintien des familles dans des situations de vulnérabilité économique. Dans ces conditions de faible productivité et de faible rentabilité, les populations des campagnes privilégient des cultures de subsistance, ou sont contraintes au métayage. Ce marasme économique, réduit en retour les revenus des administrations locales et ne permet pas l'émergence du secteur agricole.

La croissance économique rurale dépend donc de la spéculation sur la terre et de l'économie extractive, et non des usages agricoles, et cette croissance n'est pas redistribuée. Au contraire, les coefficients de Gini de concentration des terres augmentent sur les territoires en parallèle du développement de l'industrie minière, tournée vers les exportations. Les bénéfices de ces secteurs, souvent aux mains d'entreprises multinationales, sont concentrés hors des territoires. L'économie d'exportation fait en outre obstacle au développement d'une agriculture commerciale viable de petits producteurs (Allain, Bœuf, 2014). Il en résulte que si 30,4 % de la population colombienne vit en milieu rural, le secteur agricole colombien participe seulement de 6,1 % du PIB. Il fournit 16,3 % des emplois (PNUD, 2016).

Face aux difficultés chroniques du secteur agricole, l'agriculture colombienne est passée au second plan des stratégies de développement nationales dans la deuxième moitié du 20^e siècle, malgré son potentiel économique et l'importance de la population paysanne. Les efforts pour le développement et la croissance se concentrent sur le soutien à l'industrie, principalement manufacturière, en milieu urbain. Cela a polarisé les investissements et les richesses dans les villes.

Toutefois, en parallèle du latifundio à vocation spéculative, les terres sont aussi concentrées dans certaines régions de plaines pour les monocultures industrialisées, souvent mises en œuvre grâce à des investissements étrangers qui produisent des rendements intensifs, la plupart du temps destinées aux exportations (Forero Alvarez, 2009). Cela permet une intégration à la mondialisation dont les paysanneries sont toutefois exclues. Ces processus participent à la concentration des terres sans donner plus d'opportunités salariales à ceux qui ne peuvent accéder aux terres, les grandes extensions de monocultures mécanisées demandant, comme l'élevage extensif, peu de main d'œuvre. L'offre croissante de main d'œuvre, faute de terres disponibles à cultiver pour les paysans, permet dans ces conditions de diminuer son coût et d'améliorer la rentabilité sans investir plus de capital pour la modernisation.

Les exploitations sont en outre vulnérables aux cours du marché, et les ouvriers agricoles, s'ils perdent leur emploi, présentent une faible résilience. Ces ouvriers agricoles qui n'ont pas la possibilité de cultiver leur propre terre sont dépendants des marchés pour leur subsistance. Les biens de subsistance, dans une économie tournée vers l'exportation présentent des coûts élevés en comparaison des bas salaires.

Dans ces conditions, il n'a pas été possible d'améliorer les indices de développement des campagnes au niveau de ceux villes. Les inégalités se creusent entre les populations urbaines bénéficiant d'opportunités, et les groupes exclus du développement, éloignés des services et biens dus par l'État dans les campagnes (Allain, Beuf, 2014). Le sous-développement des campagnes se traduit par une pauvreté 2,5 fois supérieure à celles des zones urbaines et tendant à s'aggraver (PNUD Colombia, 2016). En Colombie, 46 % de la population vit sous le seuil de pauvreté, dont 18 % sont en situation de pauvreté extrême. Ces chiffres s'élèvent respectivement à 65 % et 32 % en milieu rural (dane.gov.co).

Or, si la concentration de la terre au bénéfice du latifundium donne en particulier lieu à une situation critique pour les foyers paysans, la sous-productivité agraire qui résulte de la concentration des terres et la discontinuité économique entre villes et paysanneries finissent par se répercuter sur le développement des villes et d'autres secteurs économiques.

La pauvreté pousse les populations agraires à chercher des opportunités en ville. L'urbanisation, souvent chaotique, va de pair avec la perte de vocation agraire des territoires ruraux. Entre production d'exportation et production de subsistance, les marchés paysans domestiques ne peuvent se développer tandis que la demande augmente dans les villes, renforçant la dépendance aux importations et handicapant l'industrie agroalimentaire.

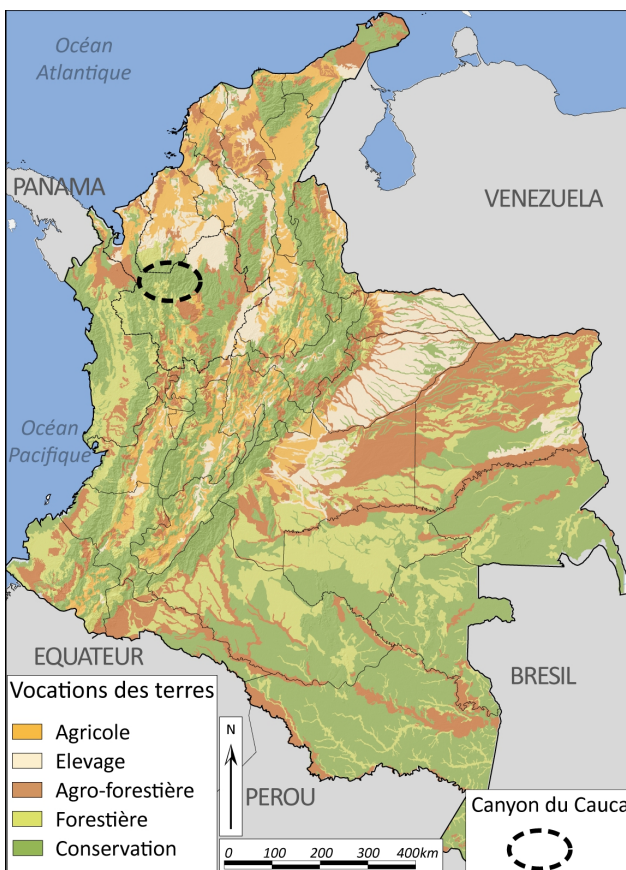
Les industries manufacturières et chimiques sont impactées par l'absence de demande de mécanisation et de modernisation des territoires ruraux. Elles peinent à se diversifier et à augmenter leur valeur ajoutée. L'industrie extractive qui empiète sur les terres à vocation agricole en tire profit. Les matières premières sont exportées sans transformation (Tarazona Barbosa, 2016) tandis que les importations en produits manufacturés et alimentaires augmentent.

1.1.1.3 Conséquences environnementales.

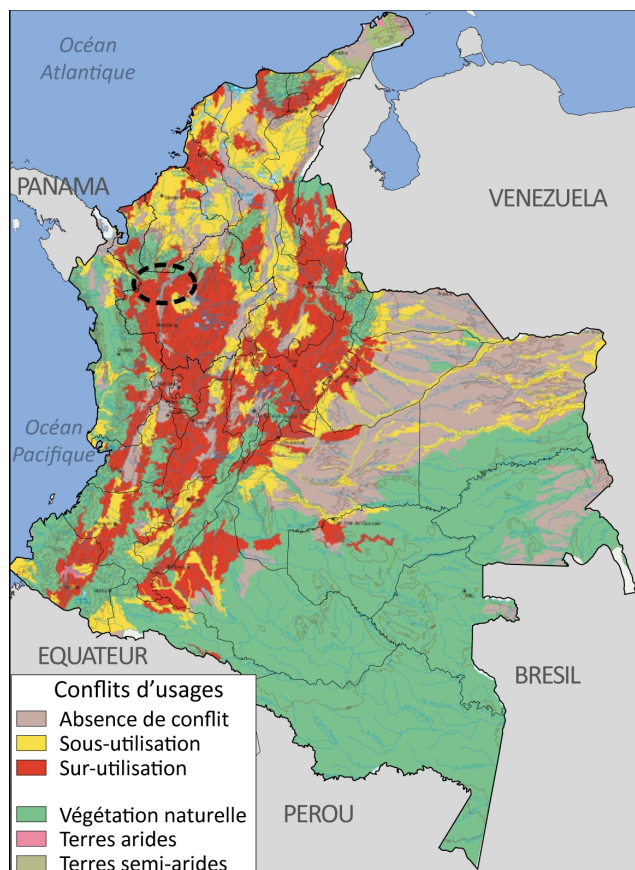
Cela a aussi des conséquences environnementales. Entre sous-utilisation et sur-utilisation, 45 % des sols sont utilisés de manière inadéquate (igac.gov.co). L'utilisation des sols ne coïncidant pas avec leurs vocations provoque des impacts environnementaux potentiellement lourds pour les écosystèmes. En 2010, 5,8 millions d'hectares sont exploités pour l'extraction de ressources non

renouvelables (Upme, 2015). La spécialisation de territoires à vocation agraire dans les activités extractives à des fins d'exportation provoque une pollution des sols et des cours d'eau et de la déforestation.

D'autre part, la forte pression démographique liée à la concentration des terres sur les minifundios donne lieu à une ouverture informelle et désordonnée de la frontière agraire dans des espaces à vocation forestière, générant une sur-utilisation des sols, notamment dans des zones sous régime de protection (Parcs Nationaux, réserves forestières, territoires indigènes et collectifs). Sans planification adéquate, les mauvais usages provoquent une dégradation des sols. À terme, cela affecte la production agricole (Córdoba, 2017).



Carte 5: Vocations des terres (source : Igac)



Carte 6: Mauvais usages (source : Igac)

1.1.1.4 Affaiblissement de l'État.

Les dysfonctionnements dans les campagnes témoignent d'une incapacité à mettre en œuvre des politiques publiques pour optimiser ce potentiel. Cela s'explique en partie par l'emprise politique du latifundium sur ces territoires.

Au-delà des intérêts spéculatifs, l'accumulation de terres répond aussi à des objectifs de

concentration de pouvoir politique et social grâce au monopole de la terre (Chonchol, 1995). À défaut d'optimisation de la production, ce monopole est en fait le principal capital du latifundio.

L'accumulation d'un maximum de terres entre les mains d'un petit nombre de propriétaires transforme les populations paysannes en ouvriers agricoles dépendant du latifundio en séparant les travailleurs de leur moyen de production (Torres Mora, 2019). L'accaparement foncier vise ainsi à priver les paysanneries de terres pour en faire une main d'œuvre disponible. Le travail est rémunéré par l'accès à des parcelles de terre du latifundio que les paysans peuvent cultiver pour leur subsistance en échange de travail ou d'une partie de leur récolte (selon le principe du quart de la production reversée au propriétaire). D'autres reçoivent salaire et nourriture contre leur travail.

En contrôlant les marchés du travail et de la terre dans les campagnes, les latifundios structurent l'espace physique et social, ainsi que les rapports de pouvoir politique. Les petits paysans et les sans terres dépendent des grands propriétaires pour l'équipement en infrastructures.

La concentration des terres permet d'exercer un contrôle social sur les paysans et les ouvriers agricoles contraints de se mettre au service des grands propriétaires. Ces derniers exercent ainsi leur influence sur le vote des paysans par des pratiques clientélistes. Cela leur donne de l'influence au sein des instances politiques et partisanes locales et leur permet de défendre au mieux leurs intérêts, notamment sur le maintien d'un système fiscal favorable à la concentration et des politiques sectorielles en leur faveur. Ainsi l'élevage est favorisé par des subventions accordées par l'État. Enfin, les grands propriétaires compromettent la mise en œuvre de sanctions dissuasives contre l'accaparement violent et illégal dont ils tirent profit. Cette situation est commune aux pays de la région où les logiques latifundiaires subsistent (Hoyos Salas, 2006). Le contrôle des terres permet également de limiter la résistance aux grands projets (pétroliers, hydrauliques) sur lesquels les grands propriétaires font de la spéculation foncière.

Les pouvoirs locaux concentrés par les grands propriétaires limitent l'ancrage de l'État dans les territoires ruraux les plus isolés des grandes villes (Córdoba, 2017). Cela donne lieu à des mauvaises pratiques faute de contrôle institutionnel et à une mauvaise coordination entre les échelles de décisions locales et nationales. Les intérêts des grands propriétaires sont surreprésentés dans les instances nationales et territoriales du pouvoir et éloignent les paysanneries des instances de décision d'un l'État, lui très centralisé. Cela compromet le fonctionnement démocratique et réduit la capacité de l'État à légiférer, en particulier pour mener une réforme agraire, pour accéder aux ressources productives et pour garantir la stabilité des communautés et de l'environnement. Dans ces rapports de pouvoir, les grands propriétaires entrent en fait en compétition avec l'État au niveau

local.

1.1.2 Tentatives de redistribution

En raison de sa faiblesse à réguler les intérêts latifundiaires, l'État ne s'est pas montré capable de fournir de réels appuis au développement des campagnes. Pour autant, la nécessité de réguler la terre se fait sentir dès le 19^e siècle en Colombie dans des objectifs politiques (contrôle territorial), économique (valorisation des ressources et dynamisation de l'économie agricole dans l'économie mondialisée) et sociaux (gestion des conflits, réduction de la pauvreté, protection des indigènes) (Córdoba, 2017). Dans ces conditions, la question d'une réforme agraire revient de manière récurrente quand les dysfonctionnements du monde rural colombien, et en particulier du complexe latifundio-minifundio, menacent la stabilité politique et économique nationale (Franco-Cañas, De los Ríos-Carmenado, 2011).

La réforme agraire se définit comme l'action des pouvoirs publics pour mener une série de changements substantiels et délibérés dans le régime de possession des terres et de contrôle des ressources dans des objectifs de réduction de la pauvreté et de l'informalité, de souveraineté alimentaire et de production de capitaux. Les réformes agraires doivent améliorer les conditions de vie des paysans, le fonctionnement démocratique dans les campagnes, et la productivité agraire qui sert de base pour la consolidation de l'industrie. Elles impliquent, en fonction d'arbitrages des États et d'orientations économiques, des mesures de redistribution des terres ou d'amélioration de la productivité.

En termes de réforme agraire, l'État colombien est intervenu de manière ponctuelle pour renforcer l'institutionnalisation et la formalisation des campagnes, sans effets décisifs sur l'organisation du complexe latifundio-minifundio (Faguet, Sánchez, Villaveces, 2015).

1.1.2.1 Loi de 1936, élargir la frontière agraire

La loi 200 de 1936 sur le régime des terres vise à promouvoir le développement agricole par un usage productif de la terre et en améliorant l'exploitation économique des baldios. Il s'agit avant tout de faire face à une offre déficitaire en aliments.

Cette loi prévoit l'extinction de propriété pour les propriétaires ne pouvant justifier d'une exploitation économique adéquate pendant une période de 10 ans sur leur terre. Le gouvernement peut ainsi confisquer des terres dépassant 2000 hectares sans indemnisation si ces terres sont insuffisamment exploitées. Il s'agit de contrôler les comportements anti-économiques des grands propriétaires qui louent la terre à des paysans sans optimisation productive, et sans contrôle de la dégradation des sols. (Stoll, 1965). Cette extinction, en théorie, doit se faire au profit des petits

producteurs à qui les terres confisquées doivent être redistribuées. Des juges agraires spécialisés sont nommés pour traiter les conflits agraires entre petits producteurs et latifundio.

Par ailleurs, cette loi facilite l'intervention de l'État pour l'adjudication et la distribution des baldios à des paysans durablement installés sur ces terres de manière informelle. Elle permet de légaliser les possessions de colons sur les fronts pionniers. L'idée est de favoriser l'accès formel des paysans à la terre et donc l'accès aux crédits et aux moyens techniques pour renforcer leur productivité au bénéfice d'un modèle d'agriculture commerciale. Ainsi, la loi de 1936 vise à assainir le problème des terres sans titres ou sous-exploitées (Faguet, Sánchez, Villaveces, 2015).

Les paysanneries sont reconnues par cette loi comme jouant un rôle fondamental pour le développement des secteurs urbains et industriels et la modernisation économique du pays. D'autre part, cette loi reconnaît pour la première fois le caractère social de la propriété de la terre. Plus qu'une ressource économique, la terre doit permettre le développement des communautés paysannes sur le territoire.

Dans la pratique, les terres distribuées sont majoritairement des baldios et les intérêts des grands propriétaires sont peu touchés. La mise en œuvre de cette loi entraîne toutefois une réaction des grands propriétaires : par crainte d'être dépossédés de leur terres, utilisées soit en métayages soit sous location par des paysans, ils chassent ces paysans (Tarazona Barbosa, 2016).

En outre, la guerre civile de 1948 va désorganiser le processus. L'obligation d'exploitation économique de la terre s'est alors retournée contre les paysans fuyant les violences, qui, suite au déplacement, perdaient leur droit sur la terre.

1.1.2.2 Loi de 1961, contenir les mobilisations paysannes

La loi 135 de réforme sociale agraire de 1961 marque une nouvelle période de mesures de réforme agraire au lendemain de la guerre civile et dans un contexte de conflit naissant avec les guérillas révolutionnaires. La mise en place de mesures pour améliorer l'accès à la terre des paysans est alors un impératif pour contenir les mobilisations paysannes, même si ces mesures ne s'attaquent jamais véritablement au latifundium.

La loi de 1961 vise aussi à augmenter la productivité pour réduire le recours aux importations. Elle reprend les dispositions de 1936 jusqu'alors peu appliquées. Elle fait pression sur les grands propriétaires pour moderniser les exploitations agricoles et organiser des usages plus adéquats du sol en prévoyant de réaffecter par voie administrative les terres faisant l'objet d'un mauvais usage. Si la terre n'est pas exploitée économiquement pendant trois années consécutives, ou qu'elle est exploitée en violation de dispositions environnementales, ou qu'elle abrite des cultures illicites, elle

peut être dépossédée.

D'autre part, la loi prévoit encore la concession de baldios pour les paysans qui les travaillent dans les fronts pionniers des plaines des Llanos orientaux. L'idée est de réduire la pression paysanne dans les Andes. Ces programmes s'accompagnent du développement d'infrastructures afin de permettre le développement d'une agriculture commerciale.

Enfin, cette loi constitue une première phase d'institutionnalisation du système agraire, en vue d'une meilleure planification de ses usages et d'une protection des producteurs. L'objectif est de doter les campagnes de services publics de base et d'articuler les terres aux systèmes productifs nationaux. Pour cela, la loi de 1961 donne lieu à la création de l'Incora, Institut Colombien de Réforme Agraire, du CNA Conseil National Agraire et du FNA Fond National Agraire. Elle définit les Unités Agricoles familiales (UAF), surfaces minimales nécessaires pour une exploitation agraire dépendante de la force de travail d'un foyer, sans main d'œuvre extérieure et permettant la réalisation d'un excédant commercial pour l'amélioration du niveau de vie de la famille. La loi 135 de 1961 sera complétée par la loi de 1968 prévoyant la création de l'Anuc (Association Nationale des Usagers Paysans) pour promouvoir les discussions entre État et paysans et favoriser l'organisation de paysans pour défendre leurs intérêts (Franco Cañas, De Los Ríos Carmenado, 2011).

Cette loi a permis à environ 50 000 familles d'accéder à la terre, notamment à des baldios. Mais elle a donné peu de résultats en ce qui concerne la concentration et l'expropriation (Faguet, Sánchez, Villaveces, 2015). L'extinction de propriété est sous responsabilité de l'Incora, avec l'appui de l'Igac. Les contestations sont tranchées par la Cour Suprême. Or ces mesures sont accompagnées de fortes garanties juridiques pour les propriétaires et la notion de terre exploitée de manière inappropriée n'a pas de définition juridique claire.

Dans une certaine mesure, la loi permet au contraire de faciliter la reproduction du modèle latifundiaire : L'ouverture de fronts pionniers dans les Llanos orientaux se traduit ainsi par l'accaparement de très vastes domaines par de grands propriétaires. Ils utilisent les programmes de titrage des terres pour formaliser la propriété. Des communautés utilisant ces terres sans titres sont alors chassées du territoire. Cette situation donne lieu à une expansion sauvage de la frontière agricole et une croissance de la très grande propriété, souvent sous-utilisée.

1.1.2.3 Des changements marginaux

Les différentes mesures de réforme agraire entre les années 1930 et 1980 ont permis de réaliser des progrès en termes de mécanisation de certaines productions, comme le riz et le maïs, et la

production de café s'est développée. Toutefois, l'influence du latifundium dans les milieux politiques a fait obstacle à des avancées significatives concernant la concentration. Il en résulte un manque d'ambition persistant dans ces réformes, en particulier pour l'intégration économique et politique des paysans et la réduction des inégalités. Il n'y a pas de volonté de réformer en profondeur la structure de propriété de la terre.

Plutôt qu'à une réelle stratégie de redistribution, les principales lois de réformes agraires servent surtout à contenir les mobilisations paysannes dans le contexte de conflit armé par des allocations marginales de baldios, ne remettant pas en cause le système de concentration des terres. Il s'agit plus d'une ouverture de la frontière agricole que de réformes agraires proprement dites. Ces baldios situées dans des espaces marginalisés ont en fait contribué à isoler durablement des paysanneries.

L'élaboration des lois reste largement profitable aux grands propriétaires au détriment des économies rurales, et préserve les activités spéculatives au côté de l'agro-industrie. Le modèle latifundiaire se trouve même consolidé. Il semble impossible de créer les conditions de transformation de la base productive des campagnes pour dynamiser le secteur paysan par rapport aux secteurs non agricoles dans les campagnes.

1.1.2.4 Changement d'approche de la réforme agraire

Jusqu'au début des années 1970, le principe de la réforme agraire est basé sur l'intervention directe de l'État dans la mise en œuvre des politiques agraires et des mesures de redistribution à l'échelle nationale. Sous l'influence du consensus de Washington et des plans d'ajustement structurel qui font de l'intégration des campagnes dans le libre-échange international des priorités pour la déconcentration des terres, la conception de la réforme agraire a évolué dans le cadre de l'ouverture de la Colombie à l'économie de marché (Franco-Cañas, De los Ríos-Carmenado, 2011). L'État cherche à promouvoir la productivité et la compétitivité des campagnes.

Les secteurs de l'agro-industrie commencent à contrebalancer l'influence du latifundium ou l'encouragent à évoluer pour permettre une modernisation des campagnes. Le modèle latifundio-minifundio reste dominant. Dans certaines régions, les cultures commerciales alimentaires et agro-alimentaires progressent sur les grandes extensions de terres. La promotion de ce modèle dans la constitution de 1991, devient l'objectif central des réformes du secteur agraire, notamment celles de 1994 (Gomez Jimenez, 2003). L'État injecte du capital pour le développement d'infrastructures planifiées pour améliorer leur productivité par la modernisation et l'industrialisation des unités de production agricole et favoriser les investissements en vue de renforcer la compétitivité. Puis la signature du TLC Traité de Libre Commerce avec les États-Unis dans les années 2000 accélère le

processus.

Cette agro-industrialisation des campagnes est loin de mettre fin à l'hyper-concentration de la terre. Elle tend plutôt à aggraver la concentration des richesses. Ces stratégies se traduisent surtout par le développement de productions agricoles intensives en monoculture (palme à huile, canne à sucre, fruitière) à grande échelle par des multinationales.

Les monocultures industrielles et l'industrie extractive se développent sous forme d'enclave. Or, leur existence ne permet ni de réduire les discontinuités ville-campagne en améliorant le développement rural, ni de remettre en question le mode d'accès à la terre pour les paysans. L'action de l'État dans les campagnes s'oriente alors vers des stratégies pour réserver ponctuellement des territoires protégés à une forme d'agriculture paysanne (Zones de réserves paysannes), moins capitalisée, moins intensive mais supposée permettre la subsistance et la reproduction économique des communautés concernées. Ces mesures correctives pour combler les retards et les inégalités dont souffrent les paysanneries, les améliorations techniques (systèmes d'irrigation) et les moyens d'articulation aux marchés (coopératives, crédits, subventions) s'avèrent inefficaces. Les paysans, non compétitifs face à l'arrivée sur le marché de produits agricoles d'importation, sont souvent incapables de rembourser leurs crédits et s'endettent. Dans les faits, si l'agro-industrie progresse depuis 1994, l'agriculture paysanne fait toujours face à de profondes difficultés.

1.2 Discontinuités socio-spatiales

La concentration foncière dans les campagnes est génératrice de pauvreté, d'inégalités socio-économiques, et de fortes discontinuités entre des centres urbains dynamiques, et des périphéries rurales (Muñetón, Vanegas, 2014 ; González Gómez, Villa Durán, Zuluaga Rivera, 2013). Or, d'autres facteurs liés à une géographie particulière et à des politiques publiques fragmentées alimentent et complexifient les discontinuités socio-spatiales en interagissant avec la concentration foncière.

1.2.1 Diversité des territoires

Située à l'extrémité nord du continent sud-américain, la Colombie est ouverte sur le Pacifique à l'ouest et la côte Caraïbes au nord-est. Le pays est traversé par trois cordillères s'élevant au-dessus de 5000 mètres d'altitudes, et séparées par les deux cours d'eau majeurs, le fleuve Magdalena et son affluent, le Cauca, qui se rejoignent en un vaste delta marécageux au niveau de la plaine Caraïbe. Une forêt primaire occupe le nord-ouest à la jonction avec l'Isthme du Panama, il s'agit du Tapon de Darien. De vastes savanes s'étendent au sud-est avant d'entrer dans la région amazonienne. Les

bassins amazoniens et de l'Orénoque forment la frontière au sud et à l'est. Ces caractéristiques donnent lieu à une grande variété de milieux et de climats sur des espaces restreints. Cette diversité fait aussi l'objet d'une grande variété d'organisations territoriales, de modèles de production et de niveaux de développement (Forero Alvarez, 2009).

On distingue cinq grandes régions avec des caractéristiques socio-géographiques, économiques et écologiques très différentes : les régions Andine, Caraïbe, Pacifique, Orénoque et Amazone. Ce découpage est défini par le SIAC, Système d'Information Environnementale de Colombie, sous l'autorité du ministère de l'environnement, en vue d'appuyer les plans nationaux de développement.

Carte 7: Régions bio-géographiques (Base : Igac ; auteur : Benassaya)

La région Amazone est couverte de forêt et très peu peuplée. Elle n'est pas reliée au réseau

électrique ni aux réseaux routiers. Le territoire y est majoritairement sous statut de réserve indigène ou de réserve forestière. Les communautés pratiquent une agriculture et un élevage de subsistance principalement. La région fait toutefois l'objet d'une colonisation informelle sous l'impulsion du narcotrafic et de la mine illégale (Machado, 2001).

Les régions Orénoque et Pacifique sont des espaces d'ouverture non planifiée de la frontière agraire caractérisés par un manque d'infrastructures et de couverture institutionnelle, où s'implantent des grandes plantations agro-industrielles (palme à huile, bananes) et des projets extractifs privés (Avila Diaz, Carvajal Escobar, 2015).

La région Andine et la façade Caraïbe ont un caractère déterminant pour la vie socio-économique du pays. Elles concentrent l'essentiel de la population et des activités. Les Andes, région du café et de la mine, ont attiré les plus fortes densités de population sur des hauts plateaux connectés entre eux et à la mer Caraïbe par les vallées des fleuves Cauca et le Magdalena. Ces fleuves ont servi d'axes commerciaux privilégiés entre le sud et le nord (Deler, Godard, 2007).

1.2.2 Un territoire inégalement intégré

Ces deux régions comportent des et de périphéries délaissées. La concentration des terres entre les mains d'un petit nombre de grands propriétaires reste la norme dans tous ces espaces. Une partie des territoires fait l'objet de restrictions d'usage pour la préservation environnementale. Si la Colombie est un pays hétérogène en termes de ressources naturelles, de géographie et de cultures, cette hétérogénéité est accentuée par des politiques nationales d'aménagement du territoire centrées sur l'urbanisation et qui laissent de côté des populations rurales dispersées sur des territoires difficiles d'accès.

L'urbanisation dans les Andes en créant une demande croissante permet toutefois le développement d'une agriculture paysanne dynamique dans les périphéries associées à proximité des villes du « quadrilatère andin » formés par les villes de Bogotá, Cali, Medellín et Bucaramanga (Cochet, Aubron, Jobbé-Duval, 2012). Ces villes dynamisent les marchés d'aliments et polarisent les infrastructures. La situation des agricultures qui forment leur ceinture alimentaire est ainsi la meilleure. Elles fournissent des productions spécialisées (pomme de terre, légumes, canne à sucre, café) avec une intensification technologique, l'emploi de main d'œuvre salariée, permettant une productivité optimisée sur de petites surfaces.

La demande agricole de produits tropicaux pour l'exportation tout au long du vingtième siècle a par ailleurs encouragé le développement d'une agriculture industrielle sur les hauts plateaux à l'intérieur du quadrilatère andin, et dans la plaine fertile autour du delta du Magdalena. Ces espaces

bénéficient de l'équipement en infrastructures, routières et fluviales connectant les villes entre elles et au chapelet de ports de la côte Caraïbe : Santa Marta, Cartagena, Baranquilla, Turbo. Les profits engrangés permettent de financer une plus grande mécanisation et l'utilisation d'intrants chimiques. Cela produit des économies d'échelle donnant aux grandes extensions le meilleur potentiel. La concentration est encouragée (Avila Diaz, Carvajal Escobar, 2015). Cette agriculture industrielle se développe sous forme d'enclaves productives agro-industrielles, souvent alimentées par des capitaux étrangers, connectés aux villes.

Les villes structurent ainsi le territoire (Hernandez Peña, 2010). En dehors des zones urbaines, les réseaux sont structurés autour du point d'intérêt ou se trouvent les ressources, et reliées aux points d'exportation (port, aéroport) par voie routière ou fluviale mais pas forcément reliées entre elles. (Deler, Godard, 2007)

Cela donne lieu à l'organisation d'une zone périphérique avec des dynamiques d'intégration aux réseaux et aux marchés inégales. Si le lieu de ressource est vaste, impliquant des processus de transformation, ou bénéficiant d'avantages comparatifs pour la labellisation de production ou le tourisme, il donne lieu à une arborescence de voies secondaires, et permet de développer des structures territoriales complexes avec des systèmes urbains hiérarchisés autour de villes secondaires bien intégrées. Dans le cas de lieu de ressources très ponctuel, l'effet d'enclave est renforcé. (Deler, Godard, 2007).

Ainsi par exemple, les zones de cultures de palmes de l'Atrato dans le Choco ou des Llanos orientaux donnent lieu à des enclaves productives intensives dans des périphéries très marginalisées (Osorio Pérez, 2015), de même que les mines à ciel ouvert de Cerrejon (Guajira) ou Cerro Matoso (Cordoba), tandis que les cultures de canne à sucre du Valle de Cauca et de café dans l'Eje Cafetero se développent sous forme de clusters productifs associés à d'autres industries, comme le tourisme et l'agroalimentaire (CEPAL, 2000). Les zones frontalières sont plus ou moins structurées en fonction de dynamiques d'intégration régionale.

La polarisation des villes et des enclaves productives a favorisé l'apparition d'angles morts de l'aménagement du territoire autour ou aux interstices de ces structures, qu'on qualifie de marges territoriales. Il s'agit souvent de territoires paysans à l'écart des voies principales ou disposant de territoires escarpés et faiblement peuplés pour lesquels l'équipement en infrastructure est jugé trop coûteux ou trop difficile. Dans ces espaces ruraux enclavés déconnectés des villes, présentant des taux de pauvreté élevés, les discontinuités d'auto-entretiennent. Peu d'investissement y sont dirigés, les faiblesses en termes d'infrastructure réduisant la rentabilité des systèmes productifs. Ils sont

confrontés à un aménagement « de fait » désordonné et sans complémentarité (Hernandez Peña, 2010).

Dans ces marges, le latifundium a eu pour conséquences de limiter la maîtrise du territoire par les institutions et leur capacité à définir et réguler un système productif cohérent au niveau national (Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperacion Internacional, 2011). Les institutions ne peuvent réguler les activités et l'usage des ressources et améliorer la valeur ajoutée des activités par des formations, de l'assistance.

Cette absence de maîtrise se traduit par une désactualisation des cadastres et des systèmes informels de transmission des terres. L'absence de titres de propriété prive les populations de possibilités d'organisation en coopérative pour réaliser des économies d'échelle, d'accéder au crédit pour l'achat de machines, d'intrants chimiques, de main d'œuvre, ou de bénéficier d'accompagnement technique. Ils ne peuvent pas dans ces conditions améliorer la qualité des sols et le rendement, ni la rentabilité. (Arango, Muñera, De Roux, 2003).

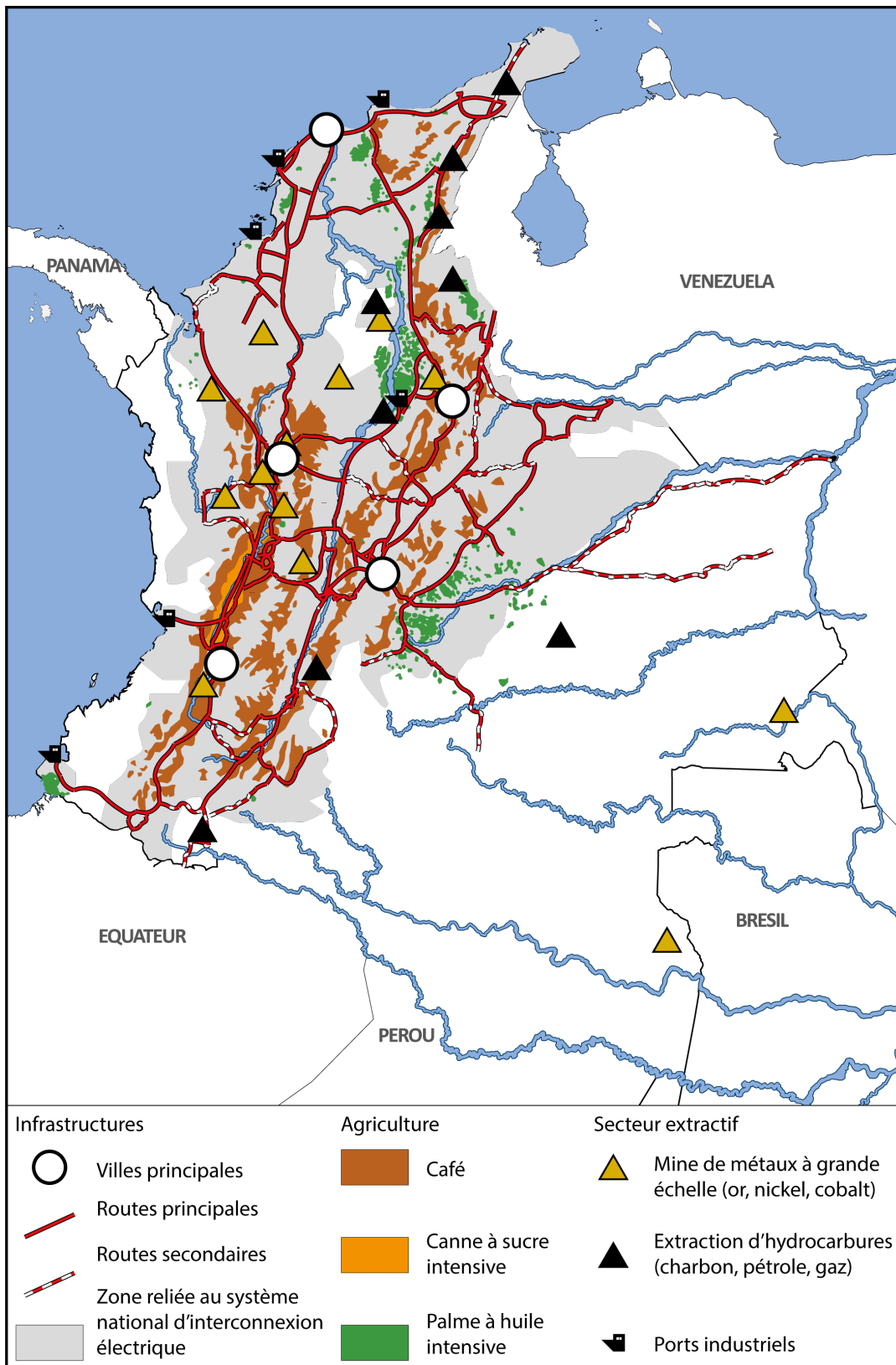
En l'absence d'intervention planifiée ou d'investissement à l'échelle nationale, notamment pour connecter et équiper le territoire et financer sa modernisation, les évolutions des systèmes agraires reposent sur des impulsions locales en fonction des atouts des territoires et d'intérêts des grands propriétaires. Cela se traduit par une mise en valeur inégale, et l'absence d'optimisation d'un modèle productif intégré. Des agricultures plus ou moins diversifiées, plus ou moins intensives en main d'œuvre et plus ou moins adaptées aux spécificités régionales, culturelles et écologiques coexistent ainsi sur le territoire national.

Plus généralement, le manque d'ancrage de l'État empêche un développement sur l'ensemble du territoire d'infrastructures et de systèmes productifs complémentaires, laissant des pans du territoire en marge des réseaux économique. Cette situation maintient et creuse les discontinuités territoriales.

Ainsi, la concentration des terres renforce les discontinuités issues d'une géographie particulière en réduisant l'ancrage de L'État sur les territoires, et en réduisant sa capacité à mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes pour améliorer le fonctionnement du secteur agricole. Les économies d'enclave extractives et de monocultures d'exportation prospèrent et permettent une poursuite des processus de concentration des terres à fin spéculative en dépit d'une orientation de plus en plus productiviste de l'agriculture colombienne.

Dans ces conditions, on assiste à des processus de fragmentation aux différentes échelles du territoire en Colombie, liés à la concentration des terres. D'une part, cette fragmentation se manifeste entre latifundio et microfundio, d'autre part entre villes et campagnes, et enfin entre

centres, périphéries intégrées, enclaves de développement et marges territoriales, au sein des villes, et au sein des campagnes.



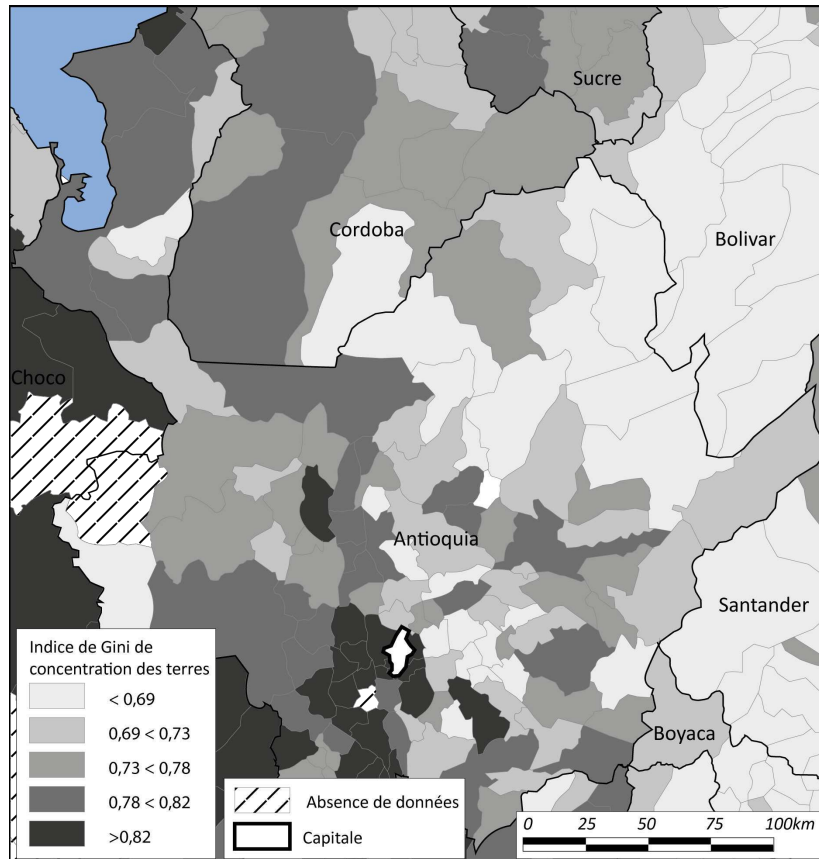
Carte 8: Organisation des systèmes productifs ruraux en Colombie. (base : Igac ; données : upme.gov.co, asocana.org, fedepalma.org, federaciondecafeteros.org ; auteur : Benassaya)

1.2.3 Cas de l'Antioquia

La situation du département d'Antioquia qui compte à la fois des territoires andins de fortes densités paysannes dominées par le latifundium, des plaines où se pratique une agriculture productive intensive et des marges enclavées convoitées par des intérêts extractifs, illustre ce morcellement territorial en termes de développement et d'intégration à la mondialisation.

L'Antioquia présente une situation géographique stratégique. Elle constitue un carrefour entre le centre du pays et l'Amérique centrale, ainsi qu'entre l'Atlantique et le Pacifique. À cheval entre les cordillères centrales et occidentales, traversé par le fleuve Cauca et délimités par le fleuve Magdalena à l'est, le fleuve Atrato à l'ouest, et ouvert au nord sur la mer Caraïbe, le département présente une grande diversité de milieux, de ressources naturelles et de potentialités économiques (Igac, 2007). Le département, qui regroupe 5,7 millions d'habitants dont 4,4 en zone urbaine (dane.gov.co), est l'un des départements les plus dynamiques du pays. Il dispose du PIB le plus haut du pays après Bogotá et représente 14 % du PIB national en 2016. Sa capitale Medellín se convertit progressivement en métropole mondialisée (Mora, Munoz, 2008).

Toutefois, le développement économique florissant de l'Antioquia est très inégal. 47 % de sa population rurale et 15 % de sa population urbaine est en situation de Nécessités Basiques Insatisfaites « NBI » (dane.gov.co), Si la capitale est considérée comme un centre économique, social, culturel, les campagnes se caractérisent par une forte concentration des terres (Carte 9). Cela témoigne de fortes inégalités et des disparités de développement liés aux stratégies de valorisation de ses ressources.



Carte 9: Concentration des terres en Antioquia en 2015 (Base : Igac ; données : sipra.upra.gov.co ; auteur Benassaya)

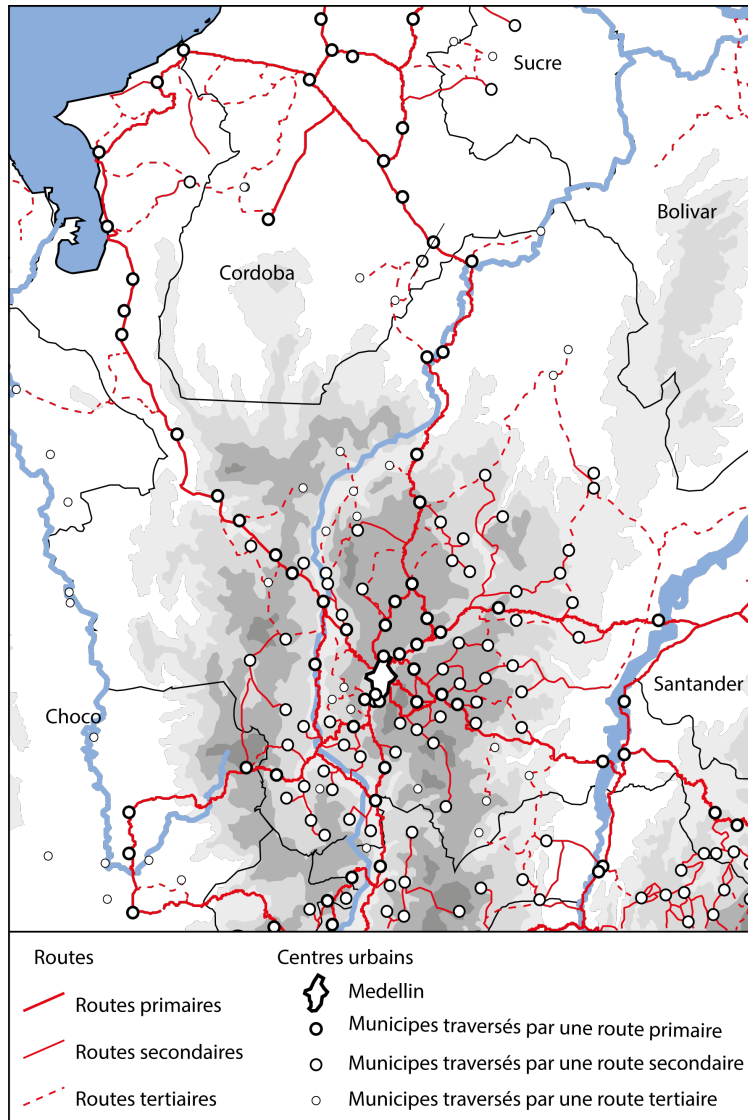
Le territoire de l'Antioquia est partagé en deux par le fleuve Cauca. La rive orientale concentre le développement, les villes et la population. La rive occidentale est moins dynamique. De part et d'autre du fleuve, les cordillères divisent également le territoire entre des zones de hauts plateaux facilement aménageables en infrastructures, et propices à l'agriculture productive, et les fonds de vallées abrupts, difficiles d'accès, et suscitant peu l'intérêt des acteurs du développement. Le département est traversé par les autoroutes Magdalena, Caraïbe et Occidentale, reliant Bogotá, Cali, et l'axe du café au sud, au Panama, à la région Pacifique et aux ports de la région Caraïbe au nord.

Pour prendre en compte cette diversité de situations dans la planification départementale, le département est divisé en neuf sous-régions (Carte 10) qui ne correspondent pas à des unités administratives propres, mais permettent de désigner des ensembles de municipes présentant une certaine homogénéité géographique et climatique. Entre elles, ces sous-régions présentent des structures agraires et des niveaux de développement très hétérogènes (Mora, Munoz, 2008).



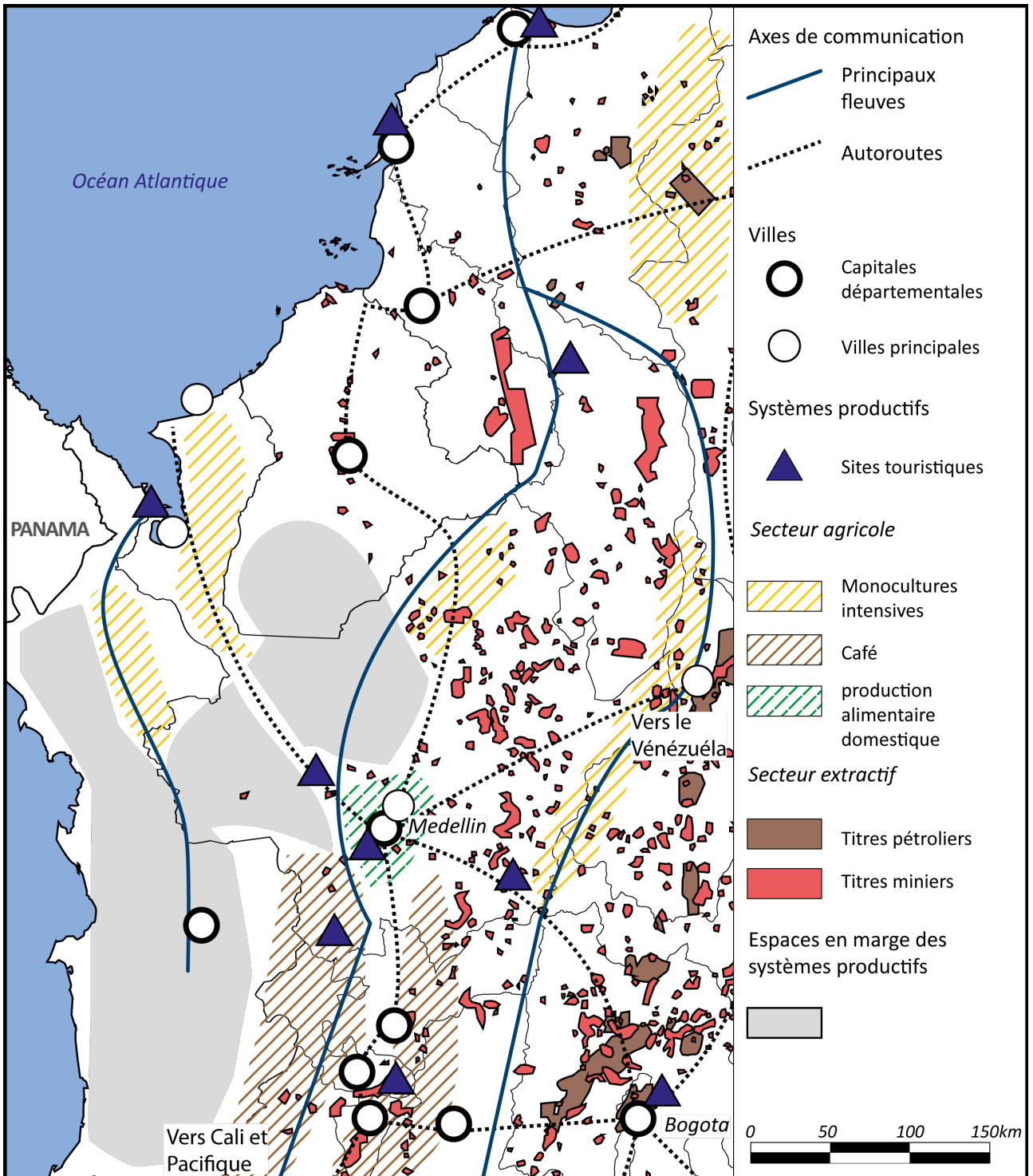
La vallée de Aburrá où se trouve Medellín regroupe trois cinquièmes de la population du département et les trois quarts de la production (Secretaria de Educacion de Antioquia 2011). Elle bénéficie d'une industrie manufacturière dynamique, surtout textile et de production de boisson et d'aliments, appuyé par l'agro-industrie dans l'Uraba et le Bajo Cauca, avantageusement situés sur la route de la région Caraïbe. Medellín, grâce au dynamisme de ses industries, constitue un centre dynamique de rayonnement international. Le Valle de Aburrá est aussi dotée en périphérie directe de Medellín d'une couronne agricole dynamique de production alimentaire domestique et d'une production de fleurs et de café destinée à l'exportation (El Mundo, 2016)

L'économie est aussi tournée vers l'extraction et les exportations de ressources naturelles, principalement l'or et le carbone, exploités dans le Bajo Cauca, le Nord-Est, le Magdalena Medio, et dans une moindre mesure dans le Sud-ouest (Igac, 2007). Par ailleurs, le marché de l'énergie se développe avec l'aménagement du gigantesque potentiel hydroélectrique du département dans l'Oriente et le Norte.



Carte 11: Polarisation de Medellín (base : Igac, auteur : Benassaya)

En dehors de ce maillage d'activité, certaines zones et certaines populations sont en marge du développement. C'est notamment le cas d'une partie des sub-régions Occidente, et Norte. Cette marginalisation découle d'un enclavement et d'un éloignement physique des villes et des axes principaux de communication. Leur situation s'aggrave avec l'exode rural qui renforce l'hyperconcentration des populations, ressources et activités à Medellín. Parmi ces territoires, le canyon du Cauca, territoire montagneux à l'extrémité de la cordillère, juste en amont de l'entrée du fleuve dans la plaine Caraïbe, est représentatif des processus de fragmentation territoriale qui découlent des dysfonctionnements de l'État vis-à-vis du secteur agricole.



Carte 12: L'Antioquia, carrefour d'espaces productifs du nord-ouest colombien. (Base : Igac ; données : Dane, Upme ; auteur : Benassaya)

2 Le canyon du Cauca, une marge territoriale

2.1 Situation de frontière

Le canyon du Cauca est déconnecté du département faute d'infrastructures. C'est un territoire paysan que l'isolement et l'informalité ont rendu vulnérable à la pauvreté. Cette situation découle à la fois de conditions géographiques difficiles et de politiques de développement manquant de continuité du fait de stratégies changeantes liées à sa situation de frontière.

2.1.1 Un territoire attractif

Le fond du canyon, réputé riche en ressources aurifères a polarisé les premiers fronts pionniers de la région au 17^e siècle (Aramburo Siegert et al, 2007). Par la suite, la perspective de défricher de vastes terres fertiles dans la variété des climats entre le fond du canyon et les hauts plateaux et d'exploiter les ressources forestières attire des paysans venus du centre de l'Antioquia jusque dans les contreforts du Nudo de Paramillo au nord du territoire. Au 19^e siècle, le développement des hauts plateaux de Santa Rosa de Osos qui disposent des terres les plus fertiles de la région donne lieu à l'ouverture de grandes fermes productives sur le versant oriental du Cauca (Londoño, 2002).

En parallèle de cette colonisation sur un modèle de front pionnier spontané vers des espaces libres, le peuplement de la région fait l'objet d'interventions planifiées de l'État et de l'Église.

L'installation de paysans dans la région est encouragée par le gouvernement départemental afin d'assurer sa prise de contrôle du territoire face au risque de compétition sur la frontière alors litigieuse avec le département de Cordoba. Il s'agit d'optimiser rapidement l'organisation à l'intérieur de la frontière, en vue de fixer sa délimitation, tout en appropriant le maximum de terres fertiles (Aramburo Siegert et al, 2007).

Pour attirer les colons, le gouvernement fait la promotion du potentiel de développement agro-industriel de la région. La « géographia de Antioquia » rédigée à la fin du 19^e par Manuel Uribe Angel, homme politique et géographe antioqueno, décrit ainsi un territoire méconnu, mais dont l'avenir est prometteur du fait de la grande fertilité des sols, de la variété de climats, de sa population majoritairement agraire et des vastes terres non-exploitées, de la proximité avec la partie navigable du Cauca pour le commerce international de l'Antioquia, des sous-sols riches et des ressources forestières.

Le secteur d'Ituango, le plus riche du canyon en ressources, et surtout disposant d'abondantes réserves d'eau, acquiert la représentation d'une terre promise, notamment pour les cultivateurs de café. Entre le fond du canyon du Cauca et les hauteurs du Nudo de Paramillo, le territoire se prête

aussi à la culture du cacao, du plantain, de la canne à sucre, du maïs, des haricots, en plus de l'élevage. Ituango obtiendra le statut de municipe en 1857.

Nombreux sont les colons à répondre aux appels pour investir la région et la population augmente rapidement. L'adjudication de terres par le gouvernement permet la consolidation de grandes propriétés. Des populations de strates supérieures investissent le territoire cherchant à capitaliser de grandes extensions de propriétés. Au 20^e siècle, des entreprises d'Antioquia, mais également européennes et américaines s'implantent à Ituango pour exploiter le bois. L'arrivée de la colonie pénitentiaire de Antado entre 1920 et 1950 provoque aussi l'installation de populations.

Le peuplement dans la région du canyon du Cauca est ainsi à la fois le fruit de fronts pionniers anarchiques ouverts par des populations flottantes en quête d'or et de terres fertiles, occupant de très petites exploitations de manière informelle, et d'une intervention stratégique par les administrations naissantes soucieuses de sécuriser leur assise dans les zones frontalières mal délimitées par l'octroi de titres formels concentrant généralement de vastes surfaces. Cela a donné lieu à une grande hétérogénéité sociale, culturelle, économique dans le canyon, et des modes de possession et d'occupation de la terre multiples sur un territoire réduit et faiblement peuplé.

2.1.2 Un territoire mal maîtrisé

Ces processus se déroulent toutefois sans planification efficace ni contrôle rigoureux. L'administration à Santa Fé de Antioquia, puis à Medellín ne maîtrise pas vraiment le territoire. Les connaissances sur les conditions géographiques, économiques et sociales du territoire sont limitées. Or, non seulement ces terres n'apparaissent plus si abondantes du fait de la concentration, elles sont aussi moins fertiles que prévu. La présence de ressources aurifères s'avère décevante, l'essentiel des ressources ne pouvant être exploitées que de manière artisanale sur les rives du fleuve avec des rendements faibles. (Hoyos Salas, 2006)

Cette situation porte un fort potentiel de conflits d'usage et d'intérêt sans régulation institutionnelle. Or, le centre urbain d'Ituango est le seul à disposer d'une administration officielle à proximité, mais le territoire est très étendu. La zone montagneuse du Nudo de Paramillo à l'extrême nord du département n'est rattachée à aucune administration municipale. Pour renforcer le maillage institutionnel, Ituango est subdivisé en plusieurs municipes. Ainsi, le municipe de Peque est créé en 1915.

En dépit de ces tentatives de renforcement institutionnel, la pression démographique engendre une compétition pour les terres entre paysans et orpailleurs artisanaux sans titre, grands propriétaires aux intérêts spéculatifs et groupes privés exploitant intensivement les ressources. Les inégalités

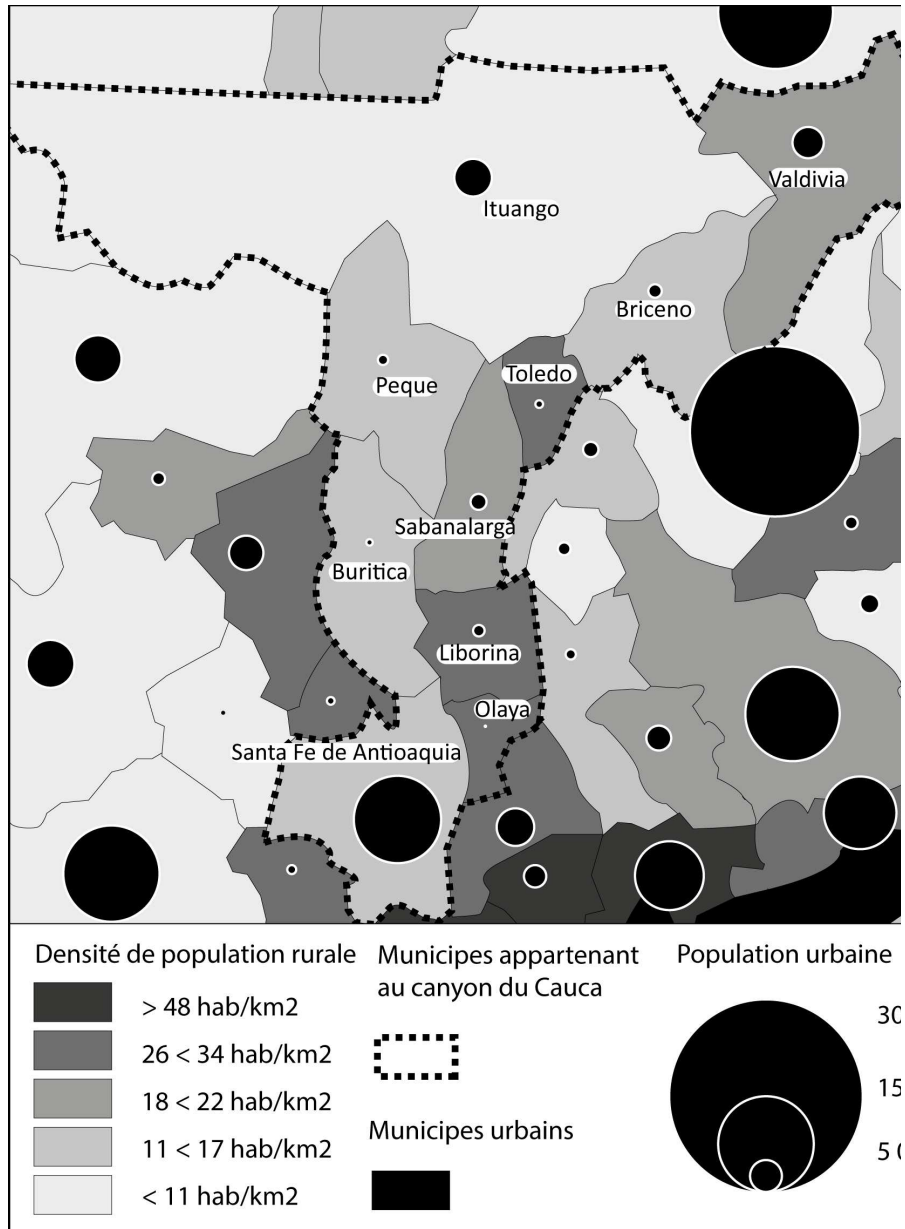
sociales et l'informalité de la propriété rend les petits exploitants vulnérables. Ils défrichent la frontière agricole, occupant des terres jusqu'à leur épuisement, ou avant de les céder aux grands propriétaires pour en ouvrir de nouvelles. En l'absence de régulation efficace de la situation par des institutions officielles trop éloignés du territoire, les grands propriétaires mettent en œuvre des rapports de domination sur les paysans qui doivent se débrouiller seuls pour faire valoir et protéger leurs droits de propriété.

2.1.3 En marge des politiques publiques

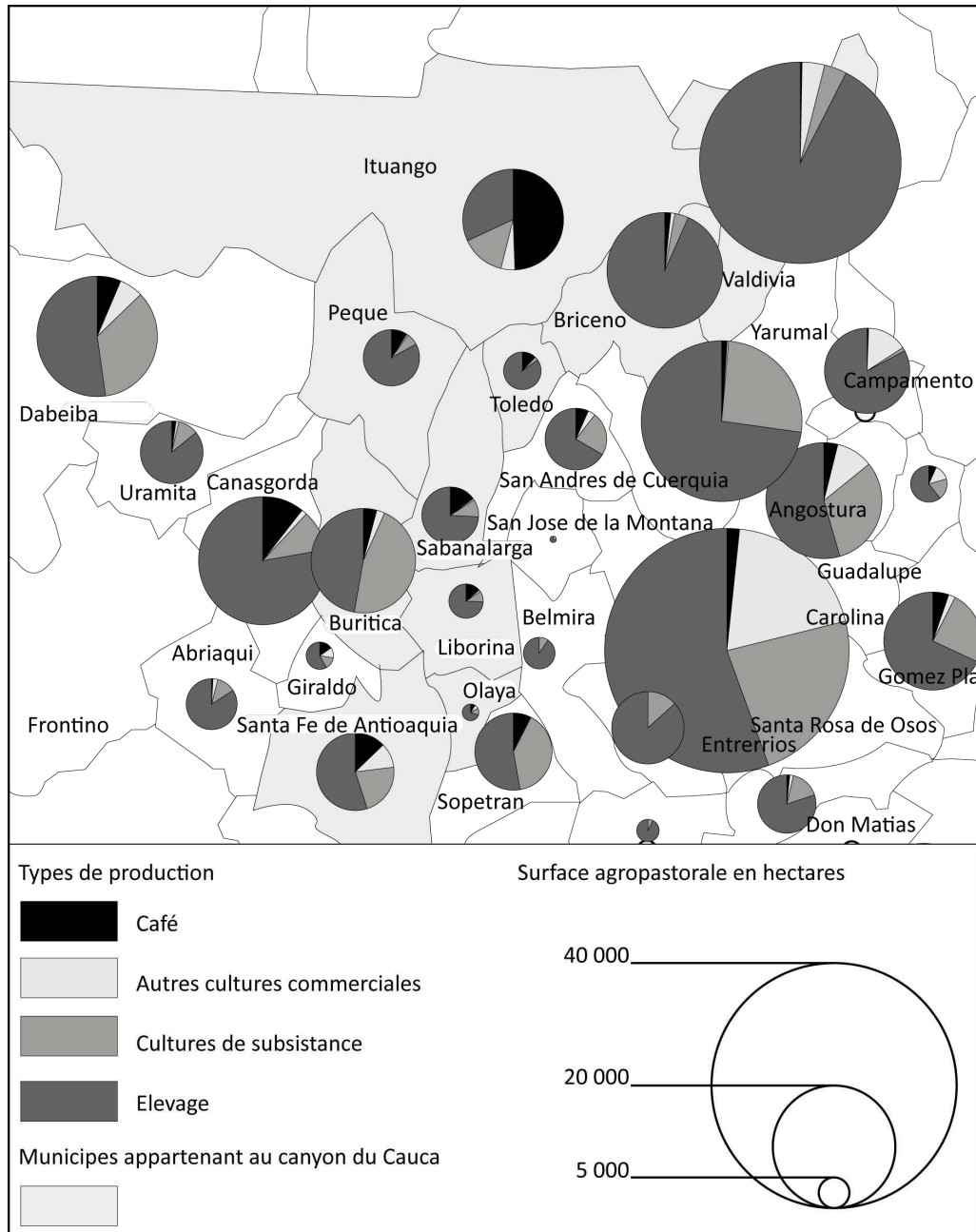
À cette fragilité institutionnelle s'ajoute une fragilité en infrastructure. L'éloignement et les conditions géographiques du territoire, avec ses reliefs abrupts et son climat tropical au fond du canyon, font obstacle à son équipement. Les voies de communication en particulier impliquent la construction de viaducs, de tunnels coûteux, et susceptibles de se dégrader rapidement du fait des glissements de terrains, des précipitations.

Ces conditions géographiques difficiles ont conduit les politiques de développement à négliger la région à partir du moment où la frontière administrative a été stabilisée. À partir de là, le centre a focalisé son attention sur d'autres territoires plus avantageux pour l'aménagement, notamment les hauts plateaux au sud-ouest du canyon autour de Santa Rosa de Osos. Des investissements publics y ont permis de développer l'industrie laitière et des cultures productives.

Le canyon du Cauca est resté enclavé et mal équipé. Le sous-équipement en infrastructure et le latifundium ont limité le développement d'une agriculture productive rentable et laissé les paysanneries locales dans des logiques de subsistance (Hoyos Salas, M. 2006). Les municipes du canyon ont certes une tradition de production de café, c'est la principale production commerciale locale et le café de la région a la réputation d'être « le meilleur de l'Antioquia » au tournant du 20^e siècle, mais cette production est marginale et peu rentable (Nieto, 2015). La commercialisation du café est compromise par l'éloignement et l'enclavement du territoire. La rareté des transports en commun et individuels sur ces voies contraint les producteurs à vendre leur marchandise à des intermédiaires (arriéros) qui fixent les prix et les vendent ensuite dans les centres urbains à proximité avec des coûts supplémentaires.



Carte 13: Le canyon du Cauca, un espace rural faiblement peuplé.
 (base : Igac ; données : Censo Nacional 2005 ; auteur : Benassaya)



Carte 14: Vocations agricoles dans le canyon (base : Igac, données : dane.gov.co ; auteur : Benassaya)

Le gouvernement d'Antioquia n'intervient pas pour améliorer les infrastructures avant la construction d'une route départementale Medellín-Ituango dans les années 1960 qui se dégradera rapidement faute d'entretien et du fait de l'intervention des groupes armés (Torres Sánchez, 2013). Seuls quelques chemins de mules s'ouvrent entre Ituango et Sans Andrés De Cuerquia. Actuellement, le municipe de Ituango dispose d'un aéroport en « conditions minimales de fonctionnement » (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

Dans la région périphérique du nord du canyon du Cauca, les caractéristiques de frontière ont ainsi déterminé les politiques du centre, le gouvernement d'Antioquia. Si elles ont encouragé une action volontariste pour l'appropriation du territoire et des ressources, elles ont aussi limité la capacité d'intervention, d'équipement, de régulation de la part de l'administration en raison de l'éloignement et de la difficulté d'accès. L'isolement et les conflits d'usages n'ont pas permis de créer une dynamique de développement et d'intégration du territoire aux dynamiques de l'Antioquia.

Le canyon dans ces conditions demeure faiblement peuplé et enclavé faute d'infrastructures adaptées à ce relief montagneux, est considéré comme une marge territoriale dysfonctionnelle. Les conditions de vie sont précaires. L'économie est artisanale et fragile (Aramburo Siegert et al, 2007). L'accès aux marchés et aux services publics est difficile et coûteux pour les communautés. Les centres urbains sont localisés sur les hauts plateaux. Les hameaux situés sur les versants et les berges du fleuve sont sommaires. Les exploitations disposent de peu d'eau pour l'irrigation, et n'étaient pas reliées à l'électricité avant le début des travaux du barrage d'Ituango en 2011. Les données du recensement de 2005 montrent que le canyon concentre les taux d'analphabétisme les plus élevés du département (en particulier Peque, Ituango, Buriticá) et une faible couverture éducative. Dans le canyon, le système scolaire trop fragile ne permet pas l'insertion professionnelle des habitants de la région, il représente un coût trop élevé, et les enfants n'ont pas le temps d'aller à l'école à cause des tâches à accomplir pour le foyer. Les possibilités de sortir de l'économie agraire de subsistance sont donc réduites.

D'autre part les localités du canyon disposent d'une faible couverture du système de sécurité sociale de santé et une déficience en infrastructures de base et en personnels. Dans ces conditions, les taux de mortalité infantiles et de morbidité restent supérieurs aux moyennes du département (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019). Les facteurs environnementaux, la pauvreté et les phénomènes de déplacement contribuent également à expliquer ces taux.

Enfin, les taux de couverture en infrastructure d'approvisionnement en électricité, en eau potable et d'évacuation des eaux usées sont en dessous des moyennes départementales. Sur les versants du canyon, la population habite dans des hameaux, appelés caserios ou bodégas sur les rives du fleuve, ou dans des habitats dispersés sur les versants. Ces zones d'habitation ne disposant souvent d'aucun accès aux services publics.

En règle général, ces populations souffrent du manque d'habitat décent, de titres de propriétés, de terres de bonne qualité, de routes, et de contrôle des prix pour améliorer leurs conditions de vie. Il n'y a pas de dynamiques internes d'émergence d'une économie productive ni d'intégration à des

processus de développement à plus grande échelle.

2.2 Le PNN Nudo de Paramillo, un « glacis »

2.2.1Création du PNN

Or, si le canyon du Cauca constitue une marge, on peut qualifier le Nudo de Paramillo, à l'extrémité nord du canyon, de « glacis » au sens de zone de réserve stratégique protégée des intérêts multiples qui le convoitent, faute de pouvoir contrôler réellement ces intérêts. Dans les années 1970, ce territoire montagneux de 460 000 ha à cheval sur les départements d'Antioquia et du Cordoba présente des problématiques majeures qui encouragent une intervention de l'État. Il s'agit d'une zone environnementalement fragile et abritant des ressources vitales pour les régions limitrophes, notamment des ressources hydriques, hydraulique et hydroélectrique. Lieux de naissance des fleuves Sinu, Ituango, San Jorge entre autres, dont les eaux se partagent entre les Rio Atrato et Rio Cauca qui alimentent les régions de « ciéneagas » de la plaine Caraïbe, le Nudo est en effet qualifié de « fabrique d'eau » extrêmement vulnérable aux aléas naturelles (crue, sécheresse). La région constitue en outre un hotspot de biodiversité, situé sur la « route du jaguar »(Igac, 2007).

D'une part, la marginalité du territoire compromet une planification et une régulation optimale de ses ressources pour assurer la pérennité des agricultures, pêcheries, et centrales hydroélectriques en aval. D'autre part, l'ouverture incontrôlée de la frontière agraire par les populations paysannes déplacées par les conflits agraires constitue une menace directe pour les écosystèmes du parc. Les pratiques de subsistance mises en œuvre par ces populations dans la forêt faute de terres fertiles disponibles, telles que l'agriculture sur brûlis et l'exploitation de produits forestiers, produisent en particulier une déforestation susceptible de nuire aux débits et au renouvellement des nappes phréatiques.

L'intervention de l'État se traduit alors par la constitution d'une réserve forestière protégée au nord du canyon du Cauca qui obtiendra le statut de Parc National Naturel (PNN) Nudo de Paramillo en 1977 (Igac, 2007). La constitution du Parc National Naturel Paramillo témoigne en priorité d'une volonté de protéger cette région stratégique des écosystèmes andins, et en particulier ses sources d'eau et ses débits, qui constituent des ressources vitales pour les villes et les zones productives en aval. Cela implique une limitation au maximum de toute activité autre que celles de conservation. (Parques Nacionales Naturales de Colombia, 2016).

La réalisation de ces objectifs doit être rendue possible par une consolidation institutionnelle du territoire, intégré aux 51 zones protégées du Système Nationale des Aires Protégées de Colombie (SINAP), sous la responsabilité de l'Unité Nationale de Parcs Naturel, en charge d'élaborer une

réglementation spécifique en délimitant des zones en fonctions d'activités et de mode d'occupation des sols autorisés.

La juridiction du parc concerne les municipes de Peque, Dabeiba, Ituango dans le canyon du Cauca en Antioquia, Montelibano et Tierralta au Cordoba. Le parc comprend une zone de protection maximale où toutes activités autres que celles de conservation, recherche, éducation récréation, culture, récupération des écosystèmes et contrôle environnemental sont prohibées. Personne n'est sensé y vivre à l'exception de quelques groupes indigènes Embera Katios. À cela s'ajoute une zone d'amortissement où les activités agropastorales, de pêche et d'exploitation forestière sont autorisées dans certaines limites.

2.2.2 Exclusion des paysanneries

Au niveau national, le système national des Parc Naturel promeut une vision « conservationniste » de la protection de l'environnement. Une telle approche exclue toutes formes d'activités humaines au profit de la préservation de la « nature » (Ballet et al, 2011), avec un degré de tolérance pour les communautés indigènes (Igac, 2007) ce qui peut se traduire par des parcs naturels sans paysans. Cette approche se base sur le constat que dans la région andine où les paysanneries forment la population la plus nombreuse, la concentration de population, le modèle d'occupation des terres et d'ouverture de la frontière agraire ont donné lieu à la déforestation, la dégradation des sols, érosion, la sédimentation et la pollution des bassins, l'altération des zones humides.

Or, cette approche, faute d'une prise en compte des enjeux sociaux et politiques locaux en parallèle des enjeux strictement écologiques, a plutôt des effets adverses en matière de contrôle institutionnel du territoire et échoue à régler les dysfonctionnements associés à la marginalité. Elle génère un conflit de représentation entre une nature vierge et les réalités des forêts andines occupées par des communautés, indigènes ou pas, exploitant les ressources naturelles y compris les ressources non-renouvelable et altérants les paysages (Ramousse, Salin, 2007). Cela va se traduire par une aggravation des conflits agraires et de la pauvreté sans amener d'amélioration décisive en matière de contrôle des usages. Cela va plutôt accélérer les processus de dégradation des ressources et intensifier l'enclavement du territoire par rapports aux départements d'Antioquia et du Cordoba..

La constitution du PNN ralentit l'ouverture de la frontière agraire sur le territoire sans y mettre un frein. D'une part, le zonage, en particulier celui de la zone d'amortissement et les activités qui y sont permises demeure très imprécis.

D'autre part, cette résolution ne fait nullement mention de l'existence préalable d'autres populations paysannes sur le territoire. L'existence de ces populations semble ignorée. Elles se sont pourtant

installées dans la région dans le cadre de campagnes de peuplement impulsées par les institutions locales depuis la fin du 19^e siècle, notamment avec la fondation de la colonie carcérale de Antado dans le municpe d' Ituango dans les années 1920 (Verdad Abierta, 2016).

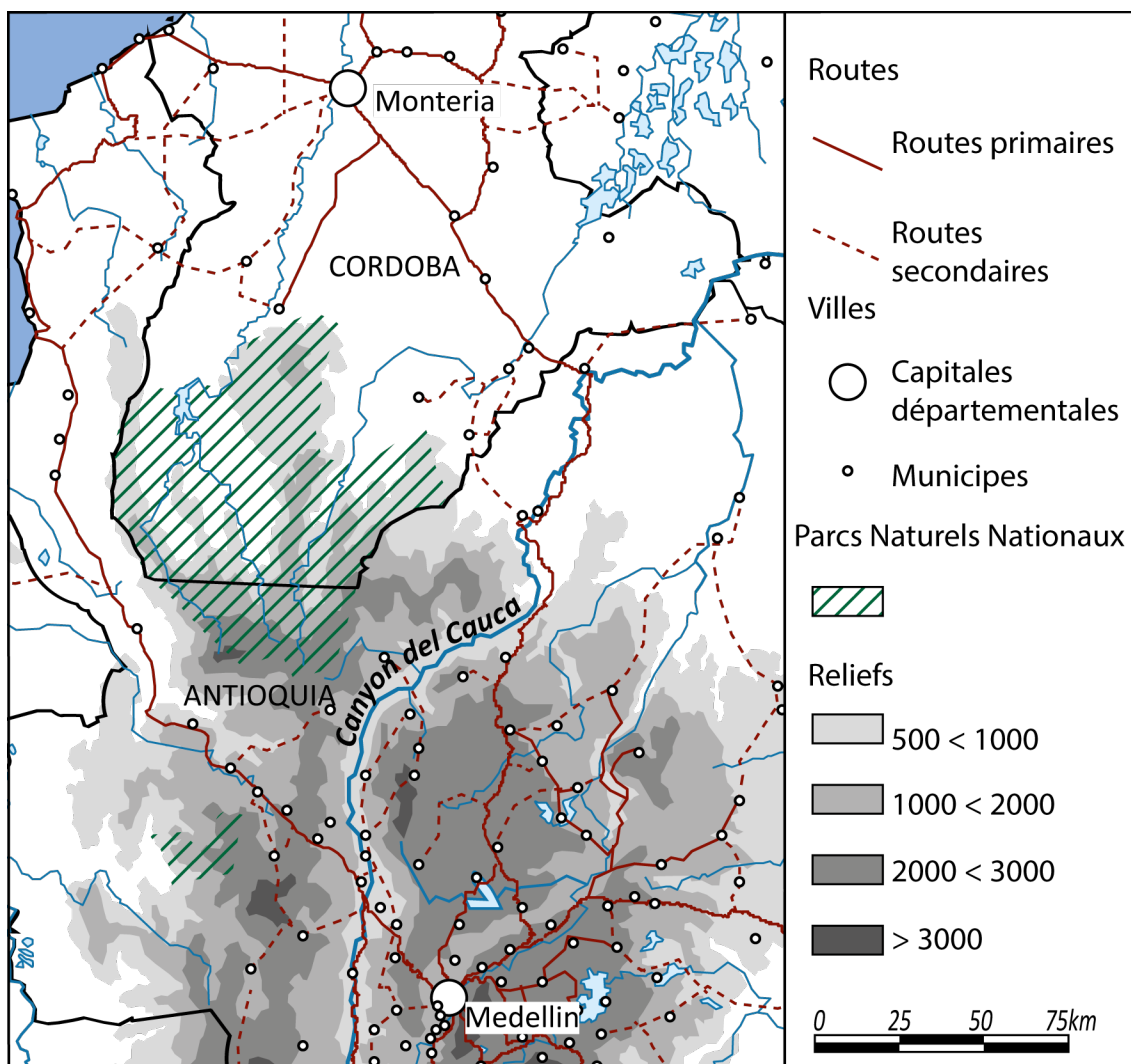
Dans les années 1950, le municpe de Tierralta et en particulier le corregimiento de Saiza qui sera intégré au territoire du PNN reçoit des vagues de colons fuyant la guerre civile en Antioquia et la concentration des terres vers des régions toujours plus escarpées. A Tierralta, ces populations sont aussi attirées par les terres fertiles et les ressources abondantes en terres n'appartenant à personne. À la fin des années 1980, la population du PNN est évaluée à 14 000 habitants. (El desplazamiento por la violencia en el departamento de Cordoba 1999-2001. (2002). Monteria.)

Ces populations ne font l'objet d'aucun recensement. Dans les années 1990, la terre dans la région est achetée sur parole, sans titres de propriété. Leur possession de la terre et leurs activités ne peuvent dans ces conditions pas être reconnue. Les populations ne sont pas informées ni consultées sur le changement de statut des terres qu'elles occupent et des nouvelles restrictions d'usage et aucune solution n'est envisagée pour leur permettre de poursuivre leurs activités ou être relogés. (Verdadabierta.com, 2016). En fait, ces populations ne se rendent elles-mêmes compte de ce changement de situation que plusieurs années plus tard. En 1983 des paysans du corregimiento de Saiza dans le municpe de Tierralta Cordoba apprennent qu'ils vivent dans un parc national quand ils se voient refuser l'assistance à la mise en œuvre d'un projet productif sur leur terre au motif qu'aucune activité agricole n'y est autorisée. En outre, le statut de PNN n'empêchent pas l'ouverture informelle de la frontière agraire par des paysanneries repoussées par les conflits et la concentration des terres.

Par contre, du fait de la constitution du parc, l'équipement en infrastructures et en services publics, quasiment inexistant dans les zones habitées du parc, sont désormais proscrit, de même, en théorie, que la formalisation de terre et de toute activité économique à l'exception de celles pratiquées par certaines communautés indigènes, qui sont tolérées. Cela aggrave la vulnérabilité des paysanneries du parc privées de toutes perspectives d'amélioration des systèmes productifs sur leur territoire, qui, s'ils existent bien, sont désormais considérés comme illégaux. En parallèle, les échanges entre Antioquia et Cordoba s'intensifient au niveau du Bajo Cauca (Antioquia) et la Apartada (Cordoba), régions d'extraction minière dans la plaine du Rio Cauca, qui contourne le Nudo de Paramillo par l'est. Par l'ouest, les échanges s'intensifient entre l'Antioquia et le Choco, régions de monocultures intensives, par la vallée du Rio Atrato. Les paysanneries du parc se retrouvent exclues de ces échanges.

Du fait de l’informalité, ces populations ne peuvent à priori prétendre à des mesures de relocalisation ou de restitution de leurs moyens de subsistance en dehors du parc, et sont d’autant plus vulnérables à des formes de concentration illégales. Dans ces conditions, le parc national génère rapidement de fortes tensions entre l’État, le Sinap et les communautés pour lesquelles aucune solution durable n’émerge. Or, ces tensions se superposent à une situation sensible de conflit armé sur le territoire, et vont s’aggraver radicalement avec la création du parc, réduisant encore davantage les possibilités de gérer les problématiques paysannes.

La frontière entre le municipe antioqueno d’Ituango et le département de Cordoba devient une version extrême des enjeux d’isolement et d’informalité du canyon du Cauca, qui se transforme en cul de sac au pied du Nudo de Paramillo.



Carte 15: Glacis à la frontière Antioquia Cordoba (Sources : base : Igac ; données : parquesnacionales.gov.co, auteur : Benassaya)

Conclusion

À l'origine de la fragmentation du territoire colombien, caractérisée par l'existence de marges territoriales aux confins de zones productives dynamiques où les dysfonctionnements s'accumulent, on peut citer en premier lieu l'échec des institutions officielles à faire de l'agriculture colombienne un atout économique en améliorant sa productivité.

Cet échec découle notamment du faible ancrage local d'un État initialement très centralisé, du manque de formalisation, de conditions physiques qui complexifient l'aménagement du territoire et l'équipement en services publics, (Franco-Cañas, De los Ríos-Carmenado, 2011), et enfin de la concentration des terres qui interagit avec tous les autres.

Dans le secteur agricole, l'influence d'une élite foncière concentrant le pouvoir économique et politique avec un fonctionnement clientéliste fait d'une part obstacle à la participation politique paysanne, et donne lieu à une grande inefficacité des institutions à réaliser leur missions de développement et de régulation socio-économique. Cela se traduit par une très faible proportion des ressources assignée au développement du secteur paysan, une dégradation des ressources, et la persistance de systèmes productifs et d'occupation des sol inefficients. Même si les campagnes sont susceptibles de produire de la croissance, cette croissance est mal redistribuée et les paysans les plus marginalisés ne sont pas en mesure de se l'approprier.

Cela donne lieu à des conflits sociaux sur l'usage des sols et les modalités de possession de la terre. Le rapport du PNUD 2011 qualifie le modèle agraire colombien de conflictuel, inéquitable, sans développement institutionnel, de croissance faible et instable, discriminatoire et sans reconnaissance des paysans. Ce modèle se caractérise aussi par son inertie et ne fait pas l'objet de réforme décisive.

Cette marginalisation de l'agriculture ne fait pas directement obstacle à une intégration lucrative dans la mondialisation pour les centres urbains et certaines enclaves de développement mais, les difficultés institutionnelles, financières et en termes d'image qui découlent de cette fragmentation ralentissent l'émergence du pays.

Cependant, cette fragmentation contribue aussi à constituer des zones de réserve de ressource. On s'intéressera dans le chapitre suivant aux enjeux que représentent les « territoires en réserve » telles que le canyon du Cauca pour le conflit armé dans ce contexte de fragmentation.

Chapitre 2 : Le conflit armé dans les marges

Dans les campagnes colombiennes, les dysfonctionnements agraires et la faiblesse du contrôle des institutions locales creusent les inégalités avec les métropoles dynamiques. Cela donne lieu à des discontinuités socio-spatiales faisant de la Colombie l'un des pays les plus inégalitaires du monde. Le conflit armé colombien, dont il est estimé qu'il a déplacé près de 5 % de la population colombienne (Ibáñez, Velásquez, 2008), interagit avec ce contexte de fragmentation.

(Pissoat, Goueset, 2002) font remarquer que si la recherche sur la violence liée au conflit armé est solidement ancrée et documentée dans les sciences sociales colombiennes et étrangères, avec un travail statistique riche, sa dimension géographique a été documentée plus tardivement et de manière plus incomplète malgré des caractéristiques de territorialisation prégnantes. Cela découle selon eux de la difficulté de rendre compte de l'hétérogénéité des manifestations violentes du conflit et des forces en présence en fonction des territoires, notamment dans la cartographie.

Ainsi, s'il semble relativement aisé de montrer l'étendue de la violence, les liens complexes qu'elle entretient avec les territoires en fonction de caractéristiques de frontière, d'interstice, sans correspondance avec les limites de municipes aux extensions et aux densités très variées et recouvrant donc des réalités très différentes par rapport à la violence, constitue un défi pour la compréhension de dynamiques de conflit, et donc sa résolution. L'existence de données lacunaires ou biaisées sur l'implantation d'intérêts souterrains, parfois très localisés, mais dont l'influence rayonne en fonction d'éléments du territoire (routes, cachettes, relais populaires, champs de mines, déplacements de populations) ne permet pas de fournir facilement une vue d'ensemble et oriente la recherche sur des monographies territorialisées permettant de se concentrer sur certains enjeux précis, souvent sur commande institutionnelle en vue d'insister sur certains aspects du phénomène (pluralité d'acteurs, conflits agraires, ressources, faiblesse de l'État démocratique), mais négligeant forcément une partie des interactions. (Pissoat, Goueset, 2002). On va s'intéresser à la dimension structurante des marges territoriale dans ces interactions.

1 Conflit et concentration foncière

Une réforme agraire visant à redistribuer la terre et le pouvoir politique aux paysans constitue l'enjeu central du conflit armé colombien au moment de son déclenchement dans les années 1960 (Faguet, Sánchez, Villaveces, 2015). Mais faute d'avancées sur cette problématique, la concentration des terres dans le contexte de conflit va encourager l'émergence des économies illégales sur le territoire, et en particulier du puissant complexe coca/cocaïne, favorisé par

l'éradication des cultures au Pérou et en Bolivie (Audet, 2005), entraînant une évolution des enjeux de conflit dans les années 1980.

1.1 Moteur du conflit armé

1.1.1 Déclenchement du conflit

La violence armée en Colombie trouve ses origines dans les luttes partisans du 19^e siècle avec des guerres civiles opposants libéraux et conservateurs (Gonzalez, 2008). En parallèle, la concentration des terres alimente des conflits agraires, en particulier dans les régions andines qui regroupent les plus fortes densités démographiques rurales du pays dans un contexte de forte concentration des terres. Ces conflits opposent une « oligarchie foncière » (grands propriétaires et producteurs agro-industriels) à des paysanneries sans terre ou disposant de terres trop petites et de droits de possession trop fragiles pour garantir leur reproduction socio-économique (Gomez Jimenez, 2003). En l'absence de moyens démocratiques efficaces de gestion des conflits, et en particulier du fait de l'éloignement des paysanneries des instances de pouvoir, ces conflits s'exacerbent souvent de manière violente et aggravent la situation des paysanneries.

Dans ce contexte d'instabilité politique et sociale, l'assassinat en 1948 du candidat aux élections présidentielles Gaitan, proche du communisme, et dont la campagne est axée sur les enjeux de redistribution des terres au profit des paysanneries, déclenche des affrontements entre les partis libéral et conservateur par l'intermédiaire de milices paysannes soutenant l'un ou l'autre.

Cette guerre civile, la Violencia, qui se prolonge jusqu'en 1958, et au cours de laquelle le pays passera sous un régime de dictature militaire sous Gustavo Rojas Pinilla en 1953, occasionne entre 80 000 et 200 000 morts (Coatsworth, 2003) et contribue à appauvrir les paysanneries andines. Les violences se traduisent par un déplacement forcé massif et dépeuplent les campagnes. Les cultures commerciales de café et de canne à sucre s'effondrent faute de main d'œuvre. Cela donnera lieu à un accaparement systématique de terres abandonnées au motif que les agriculteurs qui ne travaillent pas leur terre perdent leur droit dessus (loi agraire de 1936), ou que celles-ci ne faisaient initialement pas l'objet de titres de propriété (Gonzalez, 2008). L'influence des grands propriétaires et des industriels de Medellín est consolidée grâce au titrage de ces terres, et prive les déplacés qui tentent de rentrer de l'accès à leurs terres et à leurs conditions économiques. Cela se traduit par une aggravation de la concentration des terres et de la misère. La mise en œuvre du Frente Nacional, pacte entre les partis Libéral et Conservateur, à la chute de Rojas Pinilla, prévoit une alternance au pouvoir des partis libéral et conservateur pendant 16 ans afin de stabiliser politiquement le pays et mettre fin à la violence (Encyclopædia Britannica, 1999). Si ce pacte est approuvé lors d'un

référendum mobilisant largement la population, les deux partis représentent l'un comme l'autre les grands propriétaires qui renforcent leur hégémonie en éloignant encore les paysanneries des instances politiques.

Dans le contexte de guerre-froide, ces situations précipitent dans les années 1960 le déclenchement des insurrections d'extrême gauche, qui débouchent sur le conflit armé colombien (Garibay, 2010).

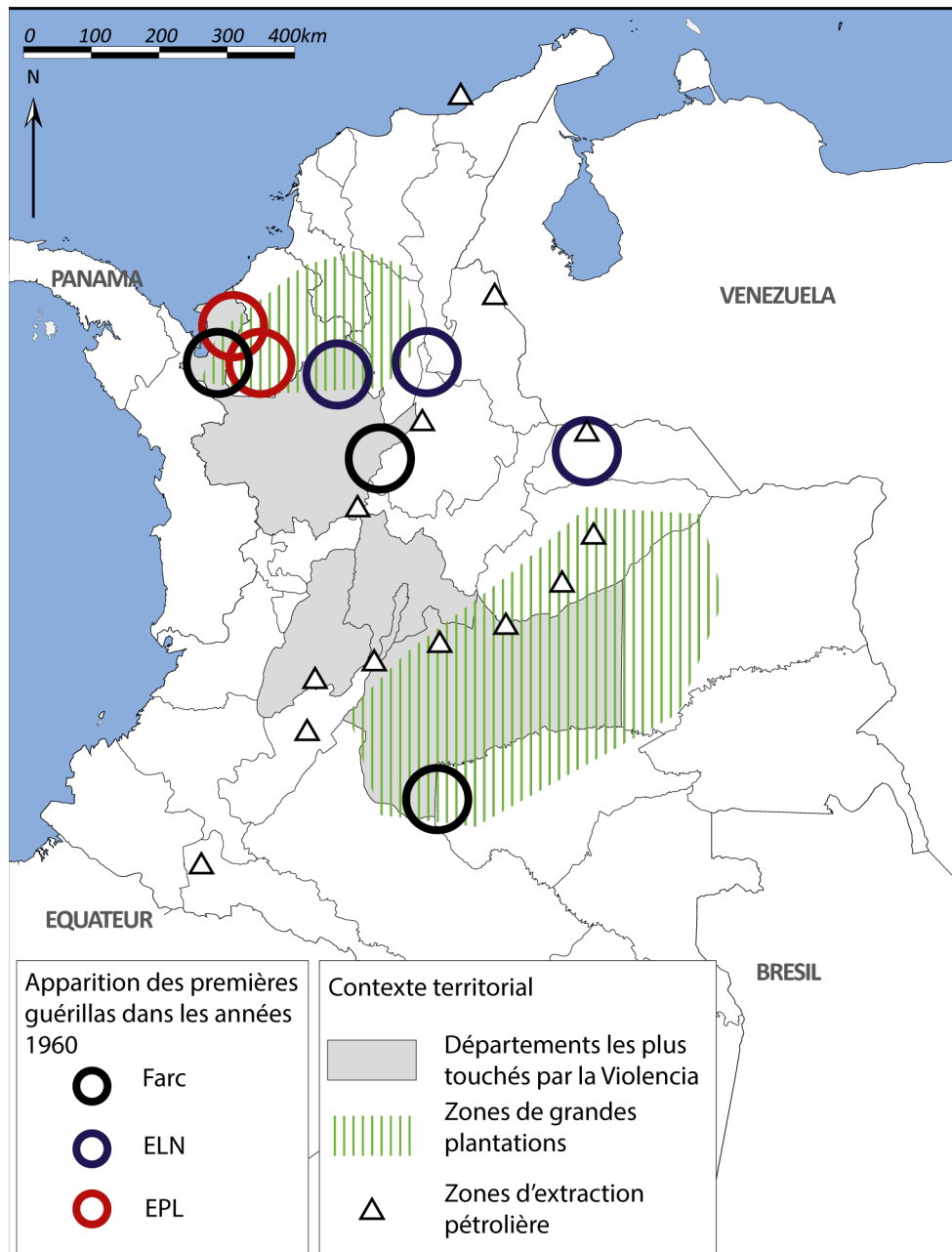
1.1.2 Déploiement dans le nord-ouest du pays

Si elle est à l'origine du conflit, la concentration foncière est aussi déterminante pour son implantation territoriale. C'est dans les territoires où la concentration est la plus forte que les guérillas se sont développées en premier, se nourrissant du mécontentement des populations paysannes qui s'intègrent au combat, et bénéficiant de l'absence de contrôle des autorités (Labrousse 2004).

Ainsi, les affrontements de la Violencia sont particulièrement intenses dans les départements andins du Tolima, du Cundinamarca et de l'Antioquia. Par la suite, des organisations communistes se forment en Uraba Antioqueño dans les années 1960 (municipes d'Apartado, Carepa, Turbo, Chigorodo et Mutata). Ces organisations participeront à la formation des Farc en 1966 (Martin, 1996). Pour cette raison, si les Farc voient le jour dans le municipe du Caguan dans le département du Cauqueta au sud du pays, elles s'implantent en Antioquia dès les premières années.

Entre le début des années 1980 et le milieu des années 1990, c'est une période d'expansion des guérillas d'extrême gauche dans la région andine, qui s'emploient à multiplier les fronts (divisions de combattants localisées). Les Farc se déploient notamment en Antioquia. Où le Front 4, formé en 1966 dans le Magdalena Medio, est rejoint en 1982 par le Front 34 à la frontière du Choco et les Fronts 35, 36, 37 dans le Nord-Est. Entre 1988 et 1991 les Fronts 46 et 47 se forment dans le Magdalena Medio et étendent leur aire d'influence jusqu'au Suroeste, et le Front 18 s'implante sur toute la frontière entre le Cordoba et le Nord de l'Antioquia au début des années 1990 (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2002).

La deuxième guérilla du pays, l'ELN fait également présence en Antioquia depuis ses origines, d'abord dans le Magdalena Medio et le Bajo Cauca. Puis elle étend son influence vers le Nord-Est en 1986, le Sud-ouest jusqu'aux limites du Choco en 1987, et vers le Nord et l'Occident entre 1989 et 1991 (Acción Contra el Hambre, 2002).



Carte 16: Émergence des premières guérillas dans les années 1960 (base : Igac ; données : crisisgroup.org, minminas.gov.co), sipra.upra.gov.co, unidadvictimas.gov.co ; auteur : Benassaya)

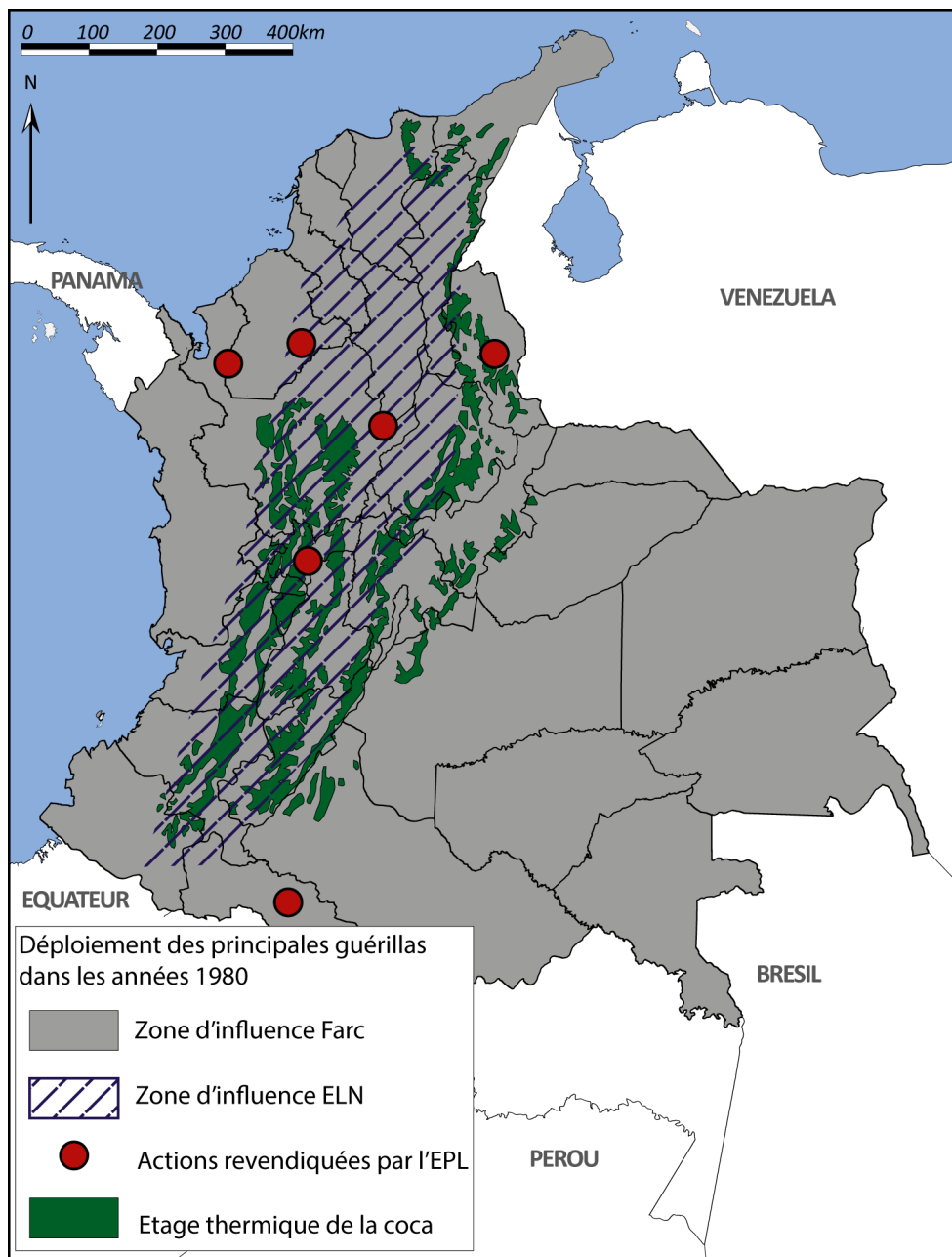
Quant aux paramilitaires, la première formation, les Accu (Autodefensas Campesinas de Cordoba y Uraba) apparaît et se développe entre l'Antioquia et le Cordoba à la fin des années 1970 quand les grands propriétaires arment des milices pour défendre leurs intérêts contre les guérillas. Ils sont alors appuyés par l'armée régulière (Arango Garcia, 2013). Présents de manière disséminée sur tout le territoire national à partir des années 1980, ils ont une concentration particulière en Antioquia où ils établissent leurs bastions dans les municipes de Amalfi et Ségovia dans le Magdalena Medio. À leur apogée en 1997, les Accu s'associent aux autres groupes paramilitaires du pays pour se donner

une influence nationale et forment les AUC, Autodefensas Unidas de Colombia, sous le commandement des frères Castaño, fondateurs des Accu.

L'expansion des guérillas se prolonge jusqu'à l'offensive paramilitaire de 1995 qui provoque leur repli, et reprend lors de la démobilisation des AUC en 2005.

1.2 Coca et contre-réforme agraire

L'autre conséquence de la concentration foncière est qu'elle favorise l'essor des cultures illégales. Cela va influencer fortement l'élaboration des systèmes d'alliance et des stratégies territoriales des acteurs du conflit armé.



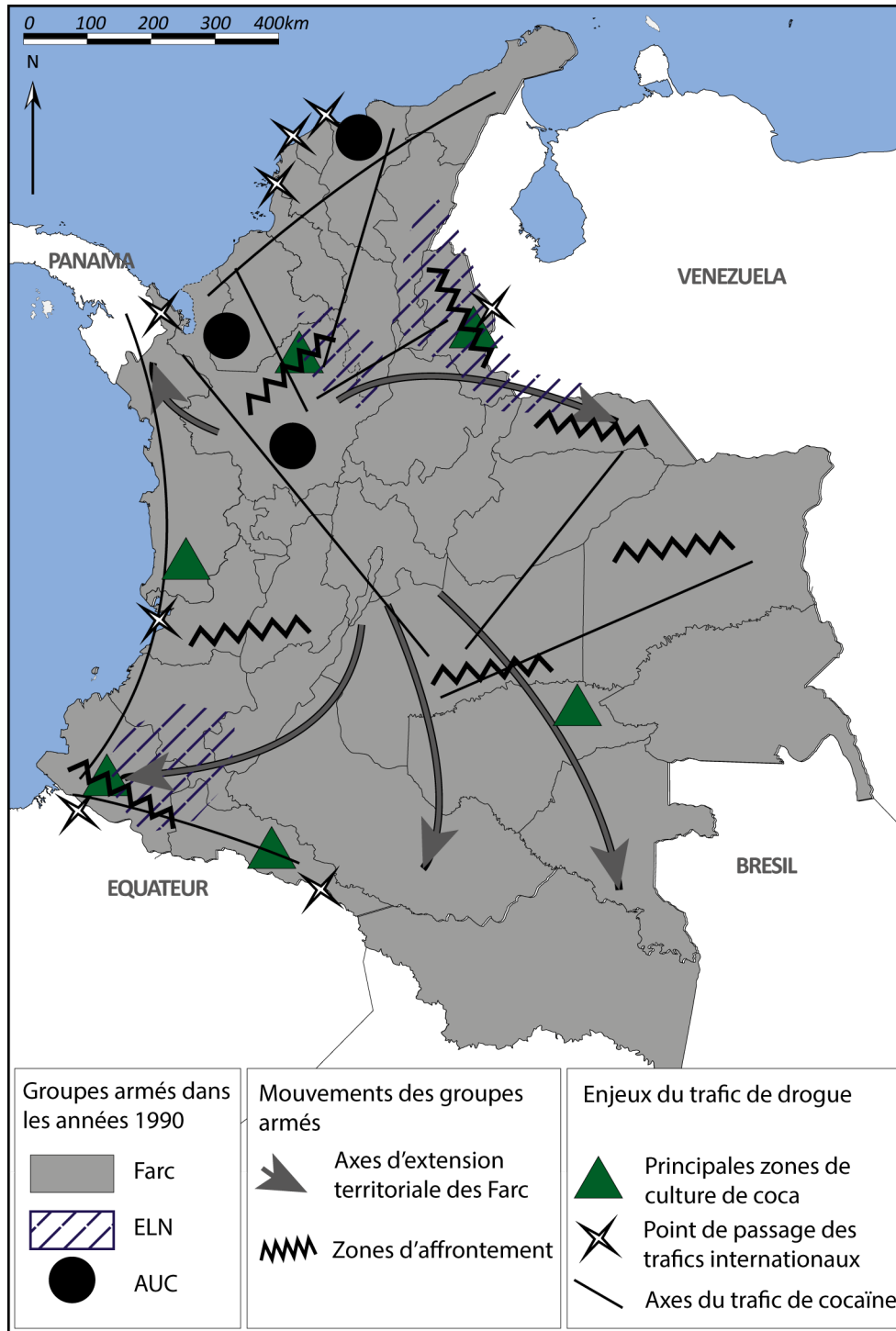
Carte 17: Expansion territoriale des guérillas dans les années 1980 (base : Igac ; données : unodc.org, unidadvictimias.gov.co ; auteur : Benassaya)

Les cultures illégales apparaissent comme des productions paysannes rentables dans les conditions de marasme agraire (Chouvy, Laniel, 2004). La marihuana émerge d'abord sur la côte Caraïbe dans les années 1960, puis la coca et le pavot se déploient dans tout le pays à partir des années 1980 et 1990 (Labrousse, 2004).

Cet essor va encourager des stratégies de financement des groupes armés basées sur l'accaparement de terres et les interactions avec la criminalité organisée (notamment les cartels de Cali et de Medellín) et les milieux des grands propriétaires. En plus des trafics, et de l'extorsion, les acteurs

armés accumulent des terres dont ils expulsent les propriétaires pour les revendre à des groupes de criminalité organisée ou pour y mettre eux-mêmes en œuvre des cultures illicites avec un enrôlement contraint des paysanneries dans ces activités. Toutefois, les différents groupes en présence tirent aussi profit de la concentration des terres pour d'autres activités, notamment d'élevage et extractives, et de la spéculation pour blanchir les recettes de la criminalité organisée. Cela donne lieu à des convergences d'intérêt avec les grands propriétaires, qui représentent ces intérêts dans les instances politiques formelles (Pécaut, 2006).

À l'origine, ces méthodes sont attribuées aux groupes paramilitaires qui défendent les intérêts du latifundium et des narco-trafiquants, et qualifiées de « contre-réforme agraire ». Les mêmes méthodes sont toutefois adoptées par les guérillas quand la violence devient un instrument d'enrichissement pour les différents groupes en présence (Labrousse, 2004). Cela va conditionner le déploiement territorial des guérillas surtout en fonction des zones de pousse des cultures illégales, et en fonction de la présence de ressources minières ou forestières. L'expansion de l'ELN est plus spécifiquement basée sur des stratégies de prédation des ressources pétrolières qui la pousse à s'implanter près des zones d'extraction.



Carte 18: Le conflit armé colombien à la fin des années 1990 (base : Igac ; données : unodc.org, unidadvictimias.gov.co ; auteur Benassaya)

Dans le contexte de faible disponibilité en terres fertiles, les cultures de coca se substituent aux cultures alimentaires commerciales et de subsistance et contribuent à inhiber le développement du secteur agricole en accaparant la main d'œuvre paysanne et les terres. Cela accentue les mauvais usages des territoires ruraux. Dans ces conditions les indices de développement se dégradent en

parallèle de l'essor de l'économie illégale.

En encourageant les pratiques spéculatives de la part de tous les acteurs, légaux et illégaux, l'effet combiné des cultures illégales et du conflit armé va créer une boucle de rétroaction entre présence armée et concentration des terres, alors même que les guérillas se sont formées initialement pour combattre le latifundium. Depuis la deuxième moitié du 20^e siècle en Colombie, il est considéré que le conflit armé colombien est devenu la cause principale de l'aggravation de la concentration (Pizarro Leongómez, 2015) Cela donne une singularité au système latifundiaire colombien : il repose à la fois sur les faibles capacités de régulation de l'Etat à mettre fin au marasme agraire, et sur l'accaparement des terres par la violence.

Ainsi, les coefficients de Gini de concentration des terres ont explosé sur certains territoires (Pilar Rodríguez, Cepeda Cuervo, 2011). En Antioquia, où la concentration des terres compte parmi les plus élevées du pays, le phénomène s'accroît avec des pics en 1982, 1995 et 2005 qui correspondent aussi aux pics d'intensité du conflit armé dans le département (Verdad Abierta, 2013).

En retour, le trafic de drogue contribue à la longévité des groupes armés. Il permet à ces derniers de se consolider économiquement mais aussi politiquement. Les interactions que le complexe coca/cocaïne favorise entre groupes armés, criminalité organisée et grands propriétaires implantés dans les instances politiques locales et nationale alimentent les mauvaises pratiques de clientélisme et de corruption. Cela constitue une menace pour le fonctionnement des institutions (Bergman, Henry, 2010). Cette faiblesse institutionnelle compromet encore davantage toute chance de mener à bien des réformes ou une régulation du secteur agraire.

2 Rétroactions entre marginalité et conflits

Les acteurs armés se déploient sur le territoire en fonction d'avantages que leur confèrent les inégalités découlant du complexe minifundio/latifundio. Or, les disparités socio-spatiales constatées à l'échelle nationale influencent aussi les formes et l'intensité du déploiement des groupes armés du conflit colombien. En particulier, les marges territoriales jouent un rôle décisif dans ces stratégies, comme en témoigne la situation du canyon du Cauca. Rétroactivement, la violence, dont le canyon constitue l'épicentre dans la configuration andine du conflit armé, accentue les dysfonctionnements internes et influence les relations du territoire avec les systèmes territoriaux environnant.

2.1 Polarisation du conflit dans le canyon du Cauca

2.1.1 Intérêts aux marges de la loi

Dans le canyon du Cauca, le contexte géographique d'isolement et de « zone frontière » riche en ressources, soumise à une mauvaise gestion institutionnelle favorisant la concentration des terres, donne lieu à une manifestation locale particulièrement intense des conflits qui opposent paysans et grands propriétaires à l'échelle du pays pour l'occupation du territoire et le partage des ressources. Ces conflits atteignent un premier pic au moment de la Violencia. La population du canyon, majoritairement libérale est intégralement déplacée pendant cette période, notamment dans le Nudo de Paramillo qui devient une zone de colonisation informelle par des populations en provenance de l'Antioquia et du Cordoba. (Hoyos Salas, 2006). Celles qui restent dans la région se retrouvent dans une situation de misère et d'informalité. C'est dans ce contexte que se déploient les acteurs du conflit armé. Or, le canyon présente des caractéristiques qui vont encourager les acteurs armés à chercher à s'implanter durablement sur le territoire.

Du fait de la dimension centrale du trafic de drogue et des activités spéculatives et minières dans le fonctionnement des groupes armés, leur déploiement se fait en fonction des conditions d'exploitation des terres (sous-développement, richesse en ressources naturelles et en terres fertiles) et de la possibilité d'ouvrir des corridors commerciaux illégaux dans un contexte d'isolement qui facilite l'accaparement forcé des terres, ressources et main d'œuvre en limitant la capacité de réponse de la part de L'État, et notamment des forces armées régulières.

L'intérêt des acteurs armés pour le territoire découle en premier lieu de la présence de nombreuses ressources facilement exploitables. Le canyon du Cauca dispose de terrains d'altitudes propices aux cultures de feuille de coca (entre 1500 et 2200 m) et de pavot (supérieurs à 2200). Des laboratoires de transformation des feuilles en pâte base sont disséminés autour des cultures par les groupes en présence. (Unidad para la Atencion y Reparacion Integral a las Vicimas, 2016). Par ailleurs, les nombreux cours d'eau se prêtent à l'exploitation artisanale de l'or d'alluvion.

Pour ces activités, la marginalité du territoire constitue un atout. En premier lieu, l'isolement physique maintient les paysanneries dans la pauvreté. En l'absence de perspectives d'amélioration de leur situation économique, elles quittent la région ou ont recours à l'économie illégale. Cela garantit aux groupes armés la disponibilité d'une main d'œuvre pour leurs activités.

Ensuite, le faible ancrage local de l'État que traduit cette marginalité facilite le développement d'activités économiques et militaires hors de tout contrôle de L'État. Les personnels municipaux sont peu formés et n'ont pas accès à l'ensemble des veredas (divisions rurales des municipes),

notamment à Ituango du fait de l'extension territoriale du municiple et de l'absence de routes (Mesa Betancur, 2018).

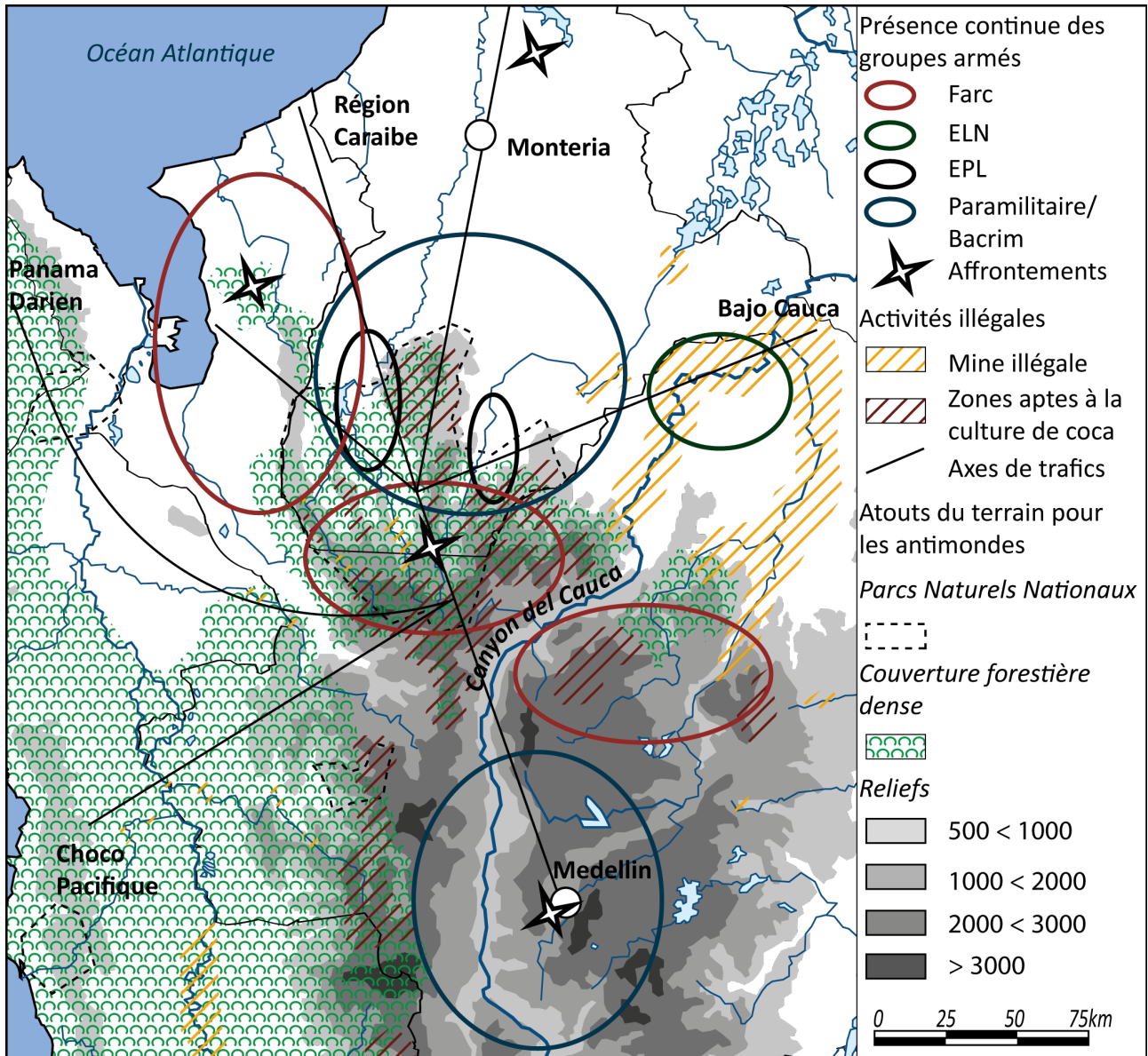
En l'absence de services publics facilement accessibles hors des centres urbains, le territoire du canyon du Cauca est confronté à une forte informalité notamment en ce qui concerne la propriété de la terre. La quasi-totalité des familles du canyon possèdent leur terre, mais celles qui disposent de titre de propriété formelles sont minoritaires du fait de la difficulté à les faire reconnaître par l'administration. Le canyon ne dispose pas de cadastre actualisé avant 2012 (Igac.gov.co). Dans ce contexte, la région est particulièrement vulnérable à l'accaparement illégal donc au déplacement forcé.

Or, plus les populations sont isolées, moins elles sont protégées par les institutions de justice face aux exactions des groupes armés (Hugon 2006). Les populations sont aussi peu informées de leurs droits en matière de réparation, reconnaissance, protection contre l'accaparement illégal du fait de cet isolement et du faible accès à l'éducation. Dans le contexte de conflit armé, le canyon du Cauca a ainsi une représentation de zone de non-droit, une zone « en dehors du contrôle de l'État » d'impunité et d'informalité. (Calderón Aristizabal, 2015).

Enfin, l'isolement, les reliefs abrupts et la couverture forestière épaisse compromettent le déploiement militaire sur le territoire et mettent les groupes aux marges de la loi relativement à l'abri de la répression par l'armée régulière pour leurs activités économiques. Le territoire apparaît à ce titre comme une base de repli stratégique.

Outre sa situation de marge, le canyon du Cauca à une situation stratégique en tant que porte d'entrée du Nudo de Paramillo. Formé par la jonction entre les massifs andins Serrania de Abibe, de Ayapel et de San Jeronimo, le Nudo (nœud) est un carrefour d'intérêts militaires et économiques pour les acteurs aux marges de la loi.

Les vallées qui séparent ces trois massifs, à l'extrémité nord de la cordillère, relient trois des foyers principaux du conflit armé colombien : l'Uraba, le Cordoba, et l'Antioquia. Elles mettent également en contact le centre de l'Antioquia (Medellín) avec les ports des Caraïbes et la frontière panaméenne, via l'Uraba et le Bajo Atrato à l'ouest, et le Bajo Cauca, le Magdalena Medio et le Delta du Magdalena à l'est. À plus grande échelle, cette région relie le sud du pays à l'Amérique centrale et du nord via les façades Pacifique (Choco) et Caraïbe et via le Tapon de Darien, une vaste zone de jungle à la frontière panaméenne. Cette position fait du Nudo de Paramillo un carrefour vital pour tous les groupes armés entre différentes routes de trafic, Ces trafics concernent principalement la coca, le pavot, et l'approvisionnement en armes (Nieto, 2015).



Carte 19: Le Nudo de Paramillo, carrefour stratégique des groupes aux marges de la loi (base : Igac ; données : parquesnaturales.gov.co ; onudc.org, Fundación Ideas Para la Paz 2016 ; auteur : Benassaya)

2.1.2 Déroulement du conflit dans le canyon

Ces processus font du canyon un territoire clé du conflit armé colombien et structurent sa géographie. La compétition pour accéder aux ressources stratégiques et économiques du Nudo de Paramillo, et dans son extension, du canyon du Cauca, font de ces territoires l'épicentre du conflit armé dans le nord-est colombien. Cela donne lieu aux affrontements parmi les plus intenses du pays tout au long du conflit. La violence atteint son principal pic d'intensité dans le département d'Antioquia entre 1990 et 2003. Ce pic culmine de 1996 à 2001 dans les marges nord et nord-est du département où se déroulent les principaux affrontements. Des fronts secondaires s'opposent dans

la vallée du Magdalena à l'est du département, et dans les montagnes du sud-ouest.

2.1.2.1 Structuration des fronts armés à la frontière Antioquia-Cordoba

Le Nudo devient d'abord une zone rouge du conflit du fait de la présence de l'EPL (Ejercito Popular de Liberacion). Entre 1967 et 1984, cette guérilla, née dans le « Llanos del Tigre » dans le Cordoba, y organise des activités économiques (élevage, exploitation forestière et minière) qui s'étendent jusqu'à l'Uraba (Necocli, San Pedro de Uraba). Côté Bajo Cauca, l'ELN réalise quelques opérations conjointes avec l'EPL dans la région sans tenter de consolider son ancrage local (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2002). Rapidement, les Farc se déploient tout autour du Nudo de Paramillo qu'elles ciblent pour en faire une base arrière.

Dans les années 1970, les Accu, se mobilisent contre l'EPL et les Farc dans le Nudo de Paramillo à la jonction des deux départements. La présence de ces milices s'intensifie dans les années 1980, alors que les Farc et l'ELN se consolident et avancent progressivement sur les territoires de l'EPL qui est sur le point de disparaître. Cela a aussi pour conséquences une intensification de la confrontation avec l'armée régulière.

Or, les années 1980 voient aussi la montée en puissance du cartel de Medellín et de ses factions armées (Villegas, 2010). Ces dernières affrontent l'armée régulière dans le Nudo de Paramillo pour sécuriser les cultures de coca, et s'allient épisodiquement avec les guérillas ou les paramilitaires.

2.1.2.2 Décennie 1990 et 2000 : compétition entre les groupes armés

En 1991, l'EPL est démobilisée. Le Nudo de Paramillo devient un bastion des Farc. Elles étendent leur influence dans les territoires montagneux de la région : Dabeiba, Ituango et Peque côté Antioquia, et Tierralta, Montelibano et Puerto Libertador côté Cordoba. Elles font présence avec près de 1600 combattants entre les fronts 5, 18, 34, 36, 57 et 58. Elles tirent des bénéfices des cultures de coca et de la mine illégale dans les municipes de Briceño, Ituango, San Andrés de Cuerquia, Peque et Sabanalarga dans le canyon du Cauca.

L'ELN est marginalement présent aux frontières est et ouest du territoire des Farc (Dabeiba à l'est, frontière entre Cordoba et Bajo Cauca Antioqueno à l'ouest), et dans les zones d'élevage au nord du Nudo de Paramillo, avec les 500 combattants déployés dans la région (Le front Nord-occidental). Leur présence est nettement plus significative dans le Bajo Cauca.

La démobilisation de l'EPL ouvre une période de calme relatif en 1991. Entre 1992 et 1994 ont lieu des affrontements entre paramilitaires et le cartel de Medellín, qui se soldent par un renforcement de l'influence paramilitaire dans la capitale départementale lors de l'effondrement du cartel. Ce

renforcement est aussi permis par les démobilisés de l'EPL, victimes de représailles des Farc, qui grossissent les rangs des Accu (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2007).

Les paramilitaires en profitent pour étendre leur domination territoriale dans les plaines qui entourent le Nudo de Paramillo en Antioquia et au Cordoba. Ils sont en outre présents à Sopetran et Santa Fé de Antioquia, sur la voie d'accès entre Medellín et le Nord de l'Antioquia. Schématiquement, leurs fronts encerclent progressivement la zone montagneuse du Nudo de Paramillo occupée par les guérillas.

Plus habitués aux territoires de plaines, les paramilitaires sont vulnérables dans les zones rurales montagneuses. Ils s'implantent donc dans les centres urbains d'où ils déploient leurs assauts vers les campagnes. À cette époque, les frères Castaño qui dirigent les Accu installent leur quartier général à Puerto Libertador dans les contreforts du Paramillo.(Verdad Abierta, 2013)

À partir de 1995, la consolidation économique et militaire des paramilitaires en Antioquia les encourage à lancer simultanément des offensives pour étendre leur contrôle dans tout le département. Jusqu'à ce moment, les municipes d'Ituango, Peque, Dabeiba, Uramita, Giraldo, Buriticá et Toledo constituent une barrière vers le nord et le Nudo de Paramillo qu'ils ne parviennent pas à franchir.

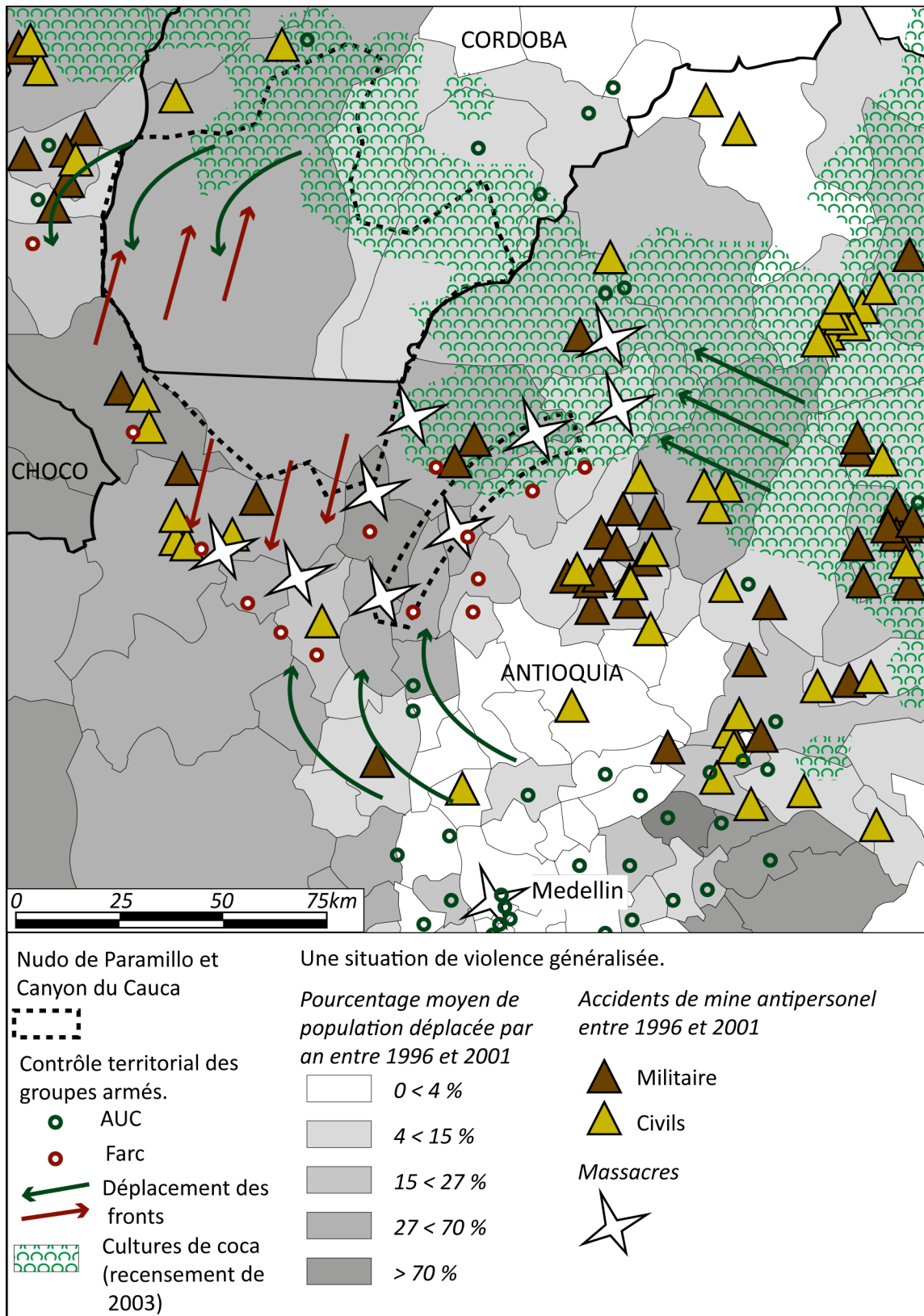
Pour les paramilitaires, il s'agit à la fois d'ouvrir une voie d'accès sécurisée entre le centre de l'Antioquia et l'Uraba, deux territoires fortement soumis à leur influence, et de prendre en sandwich les fronts de guérilla sur place, afin de les déloger d'un territoire vital pour leur organisation. 800 combattants sont déployés, ce qui représente à ce moment-là le dispositif paramilitaire le plus massif du pays.(Verdad Abierta, 2013) Cette offensive donne lieu à des affrontements sur les franges du Nudo.

Les paramilitaires entrent dans le Nudo de Paramillo par le village d'El Aro, dans le municipe d'Ituango en 1995. En parallèle, ils frappent simultanément et massivement les municipes producteurs de coca comme Valdivia au nord et Buriticá au sud, qui constituent les deux points d'accès principaux au canyon depuis l'extérieur. C'est le début du pic de violence qui va frapper la région.

L'offensive contre les Farc dans le Nudo s'intensifie avec la formation des AUC en 1997. La pression opérée par les paramilitaires depuis le sud de l'Antioquia contraint les Farc à se replier au nord de la frontière départementale, dans les montagnes des municipes de Puerto Libertador, Tierralta et Montelibano au Cordoba, et vers la frontière du Choco à l'ouest. Par le nord, les paramilitaires avancent jusqu'aux bassins des Rio Sinu et San Jorge.

Toutefois, les Farc lancent une contre-offensive dès 1998. Les fronts côté Cordoba sont appuyés par des combattants des bases arrières de l'Uraba, (Turbo, Mutata, Chigorodo), de l'Occidente (Frontino) et du bassin de l'Atrato (Riosucio, Vigia del Fuerte, Murindo).

Malgré les répliques, cette contre-offensive des Farc affaiblit les paramilitaires dans la région. Les Farc repoussent progressivement les paramilitaires du Nudo, et reprennent un contrôle quasi exclusif des municipes de Ituango, Dabeiba et Peque. En 2001, la ligne de fronts entre les deux adversaires est de nouveau au sud de ces municipes. Les Farc ré-ouvrent des corridors vers les Caraïbes dans le Cordoba. Ces combats font du Nudo de Paramillo le principal théâtre de confrontation Farc-paramilitaires du pays.



Carte 20: Conflit armé dans le canyon du Cauca à la fin des années 1990 (base : Igac ; dane.gov.co, unidadvictimas.gov.co, accioncontraminas.gov.co, unodc.org, Fundación Ideas para la paz 2016 ; auteur : Benassaya)

Entre 1995 et 2001, les institutions de l'État et l'armée régulière ne sont que marginalement impliquées dans le conflit dans le Nudo de Paramillo. Les soldats participent parfois aux affrontements. Cette intervention est de type « contre-insurrectionnelle », avec un renforcement de la présence des forces publiques, y compris au milieu des zones résidentielles. La zone urbaine d'Ituango a la particularité d'avoir une caserne militaire aménagée sur la place du village, et qui constitue une cible régulière pour les groupes rebelles jusqu'aux années 2010. (Calderon Aristizabal, 2015). L'armée régulière lance en outre des offensives contre les bases de repli des Farc, notamment sous la forme de bombardements aériens, et contre les cultures de coca, par des aspersions aériennes au glyphosate.

Le dépôt des armes par les paramilitaires en 2005 et la répression intensive des guérillas sous le gouvernement Uribe, avec l'appui militaire des États-Unis, loin de mettre un point final au conflit, se traduit par une déstructuration de tous les fronts armés et freine les stratégies d'expansion territoriale et la compétition pour le contrôle des terres et des ressources (Fundación Paz y Reconciliación, 2015).

Dans les années 2010, les Farc contrôlent toujours des cultures de coca à Toledo, San Andrés de Cuerquia et Briceño, et administrent des laboratoires de transformation de pâte de coca dans les municipes de Ituango, Briceño, San Andrés de Cuerquia, ce qui occasionne des affrontements fréquents avec l'armée régulière (Centro Nacional de Memoria Historica, 2014).

2.2 Contrôle territorial

La concentration des terres et l'économie de la coca ont influencé les stratégies économiques des groupes armés. Ensuite, l'existence de territoires « refuges » et de ressources hors du contrôle de l'État dans des zones de carrefour (près des frontières, à proximité des axes entre les centres de pouvoir et économiques), détermine leur déploiement. Cette polarisation du conflit est ensuite déterminante pour l'élaboration des stratégies militaires des différents acteurs du conflit.

En particulier, l'intérêt que représentent les marges territoriales pour les groupes armés, et les objectifs de valorisation des ressources économiques de ces territoires, déterminent l'adoption par les groupes armés de stratégies de contrôle territorial soit par la force, soit par des incitations diverses.

2.2.2 Contrôle par la terre

La violence des affrontements entre Farc et paramilitaires affecte principalement les civils, qui représentent 80 % des victimes du conflit armé colombien (Lasconjarias, 2016). Si ces derniers sont

exposés au risque d'être pris entre deux feux en cas de confrontation directe entre des factions ennemies ou avec l'armée régulière, et sont victimes des mines antipersonnel massivement semées dans la région et des blocus alimentaires, ils deviennent surtout des objectifs militaires et font l'objet d'une violence exacerbée et systématiques (Pécaut, 2012). Cela témoigne de la mise en œuvre par tous les groupes armés d'une stratégie de domination des territoires par la terreur, en prenant pour cible en priorité les civils, plutôt que par un affrontement direct. La compétition pour le contrôle du Nudo de Paramillo à la fin des années 1990 en est caractéristique.

Principaux massacres dans le canyon du Cauca pendant le pic de violence		
Véréda-Municipe	Date	Nombre de victimes
La Junta-Valdivia	31/03/96	4
La Granja-Ituango	16/06/96	4
Cristobal-Liborina	18/04/97	5
Orobajo-Sabanalarga	12/07/97	10
El Playon-Liborina	26/07/97	3
El Aro-Ituango	25-31/10/97	15
Liborina	11/05/98	9
Ochali-Yarumal	— 18/01/2000	9
Briceno	— 12/05/2000	4
Peque	4-12/07/2001	10
Chorillos-Briceño	— 5/05/2002	6
El Hoyos-San Andrés de Cuerquia	— 4/09/2003	4

Tableau 1: Source : (Registro unico de victimas)

2.2.2.1 Destruction des tissus socio-économiques

Dans un premier temps, les explosions de violences (massacres, disparitions, intimidations), aux points de collision entre les fronts ennemis provoquent des déplacements massifs qui permettent d'accaparer un maximum de terres et de moyens de production. Cela vise aussi à affaiblir matériellement l'ennemi. Or, les fait de violence sont dirigés vers des cibles stratégiques ou symboliques qui témoignent d'objectifs plus complexes.

Pendant le pic de violence dans le canyon, les paramilitaires entament une campagne d'intimidation et de persécution violente à l'encontre de la population civile paysanne, jugée favorable aux Farc au nom d'un « nettoyage » de la guérilla dans la région (Gomez Jimenez, 2003). En fait, cette avancée se traduit d'abord par la prise pour cible de certaines catégories de la population qui peuvent servir

de catalyseurs d'organisation sociale. Les groupes les plus exposés aux assassinats et aux massacres qui se succèdent dans la région sont les conseillers municipaux, représentants politiques, les professeurs, les membres d'organisations de défense des droits, les syndicalistes, les militants indigènes (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2007).

Ces incursions ont eu pour résultat une limitation de l'influence des organisations humanitaires et une destruction profonde de toute forme de société civile capable de défendre les droits et les intérêts économiques et sociaux des populations.

Ensuite, après chaque phase d'expansion, Farc comme paramilitaires organisent des déplacements de populations dans les zones de production. Ils rompent les chaînes productives, de café notamment, en détruisent les infrastructures physiques et services publics préexistant, privant les paysanneries de canaux de commercialisation pour leur production. En leur présence, la route Medellín-Ituango tombe en décrépitude au-delà de Santa Rosa de Osos (Verdad Abierta, 2013). Associées à la dispersion de mines antipersonnel et à des violations de droit systématiques, cela provoque une perte d'accès aux ressources, à l'espace et aux services publics.

Cette destruction systématique des tissus sociaux et économiques permet d'éliminer toute résistance sur le territoire pour installer leurs propres réseaux, et de placer les populations locales dans une situation de dépendance pour alimenter ces réseaux (Escobar 2003).

L'enrôlement forcé des populations dans les activités illégales donne par ailleurs lieu à une association des populations de ces territoires aux groupes armés en présence et se traduit par une stigmatisation, notamment lorsque ces populations se retrouvent confrontées au déplacement, ce qui arrive en général quand le territoire passe aux mains d'un groupe concurrent. Les communautés paysannes et indigènes font en outre l'objet d'une représentation négative au sein de la société colombienne en général qui aggrave le risque de stigmatisation, et donc leur vulnérabilité et leur dépendance aux groupes armés en présence. Les relations au sein des communautés sont dégradées du fait de ces stigmatisations, des soupçons d'appartenir à tel ou tel groupe. Cela contribue à un cercle de rétroactions entre violence et destruction des tissus sociaux qui maintient les paysanneries dans des stratégies individuelles ou localisées d'adaptation aux contraintes de leur territoire et à la présence des groupes armés (Pécaut, 2000).

L'objectif est d'alimenter des rapports violents pour la gestion des différends. Dans le contexte de faible couverture institutionnelle, cela a pour conséquences de favoriser le recours aux acteurs armés en cas de difficulté plutôt qu'une concertation au sein des instances politiques, et donc de maintenir leur domination locale et leur main mise sur les ressources.

La fragmentation des tissus sociaux du territoire contribue ainsi à sécuriser l'accumulation de terres et la valorisation des ressources de ces carrefours stratégiques contre des formes de résistance civiles « interne » tout en mettant à disposition une main d'œuvre « captive » pouvant éventuellement être enrôlée dans les activités militaires, ou servir de bouclier. C'est donc un instrument de domination territoriale pour les groupes armés en présence

2.2.2.2 Impacts territoriaux

À la fin des années 1990, l'Antioquia est le département le plus affecté par le conflit armé (Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, 2016). Il présente les taux d'homicide les plus élevés du pays. C'est le département comptant le nombre de massacres (assassinats collectifs faisant 4 victimes ou plus) et le nombre de victimes de massacre le plus élevé après le Valle de Cauca. Le département compte le plus grand nombre d'incidents et accidents liés aux mines antipersonnel. C'est aussi le département le plus affecté par les déplacements forcés avec 4,7 % de la population en situation de déplacement. Avec la sub-région Oriente, ce sont les municipes formant le canyon du Cauca qui présentent les indicateurs de violence les plus élevés. En particulier, les municipes de Ituango, Briceño, Yarumal, et Peque dans la sub-région Norte, Dabeiba dans l'Occidente, et Valdivia dans Bajo Cauca concentrent les massacres de civiles, attentats, assassinats, plantage de mines antipersonnel et recrutement forcé de mineurs (Vice Presidencia de la República de Colombia, 2007).

Graphique

38 % de la population du canyon sont considérés comme victimes du conflit (déplacements forcés, menaces, extorsions, séquestrations etc), dont 73 % dans le municipe d'Ituango, le plus impacté par la violence du département et l'un des plus impactés au niveau national. (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019)

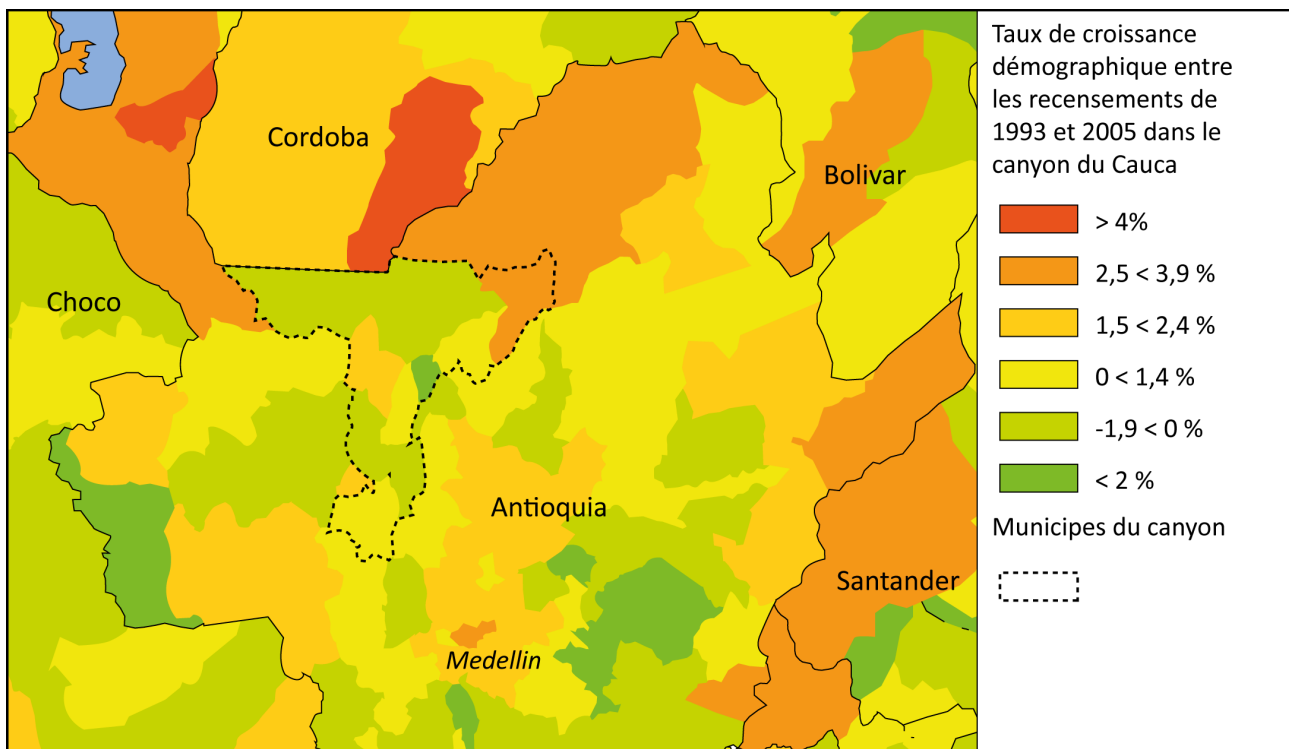
Pendant le pic de violence, on estime que 16 000 personnes sont contraintes au déplacement dans le canyon, conférant à la région le statut de « zone de risque extrême ». (Calderón Aristizabal, 2015). Le municipe d'Ituango devient le premier émetteur de populations déplacées du département. Le municipe de Peque, base arrière des fronts paramilitaires des bananeraies de l'Uraba et des cultures de palme de l'Atrato connaît aussi des déplacements de population massifs (Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, 2016).

Le déplacement et le glissement vers les activités illégales a pour conséquence une généralisation de l'informalité et une aggravation du marasme économique. Cela se traduit par une « double victimisation » des populations dans les territoires marginalisés. Outre les impacts directs de la

violence, les populations civiles subissent aussi les impacts indirects liés à la pauvreté.

Dans les zones de départ, le déplacement provoque du dépeuplement. 10 à 14 % des habitations du canyon étaient inoccupées lors du recensement de 2006. (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019) Les terres sont laissées en friche ou utilisées pour des cultures illégales. Dans ces conditions, le secteur rural formel de la région est très affaibli, déstructuré et la productivité encore réduite par l'absence de main d'œuvre. En parallèle, la fluctuation des cours du pétrole et les vols de carburant par les groupes armés, qui augmentent les coûts du transport dégrade encore la rentabilité des productions agricoles.

Le déplacement bouleverse aussi les zones de réception du déplacement forcé. Le déplacement se produit principalement depuis les zones rurales vers les zones urbaines à proximité (Dumont, 2007-2). Les centres urbains d'Ituango et Yarumal, qui regroupent l'essentiel des commerces et des services du canyon, deviennent des zones de réception de populations déplacées venues des campagnes voisines. Côté Cordoba, Puerto Libertador et Montelíbano sont les principaux récepteurs de déplacés. En second lieu, les déplacements se font en direction de Medellín et de Montería côté Cordoba. Dans les périphéries urbaines déjà marquées par une très grande pauvreté et la violence (comunas 1, 2, 13 et 8 de Medellín), l'arrivée de déplacés aggrave l'informalité des quartiers marginalisés au profit des économies illégales, perturbe le fonctionnement des services publics et aggrave les tensions sociales (Calderon Aristizabal, 2015).



Carte 21: Dépeuplement dans le canyon du Cauca pendant le pic de violence (base : Igac, données : Censo nacional 2005 ; auteur : Benassaya)

Le conflit armé a également des impacts directs sur l'environnement. Certains déplacements de population fuyant les violences se font entre zones rurales. Pendant le pic de violence dans le canyon, une partie des déplacés se dirigent vers des espaces de plus en plus reculés, loin des routes, dans la montagne au cœur du Nudo Paramillo. D'autres se dirigent vers le fond du canyon où les habitants espèrent être à l'abri. Dans la vereda de Pavorando à Mutata va s'organiser le plus grand camp de déplacés du pays. Sous l'impulsion des acteurs aux marges de la loi en parallèle des formes traditionnelles de concentration des terres, ces déplacements donnent lieu à une ouverture désordonnée de la frontière agricole et à une augmentation brutale de la pression foncière sur des territoires initialement isolés. Les populations déplacées défrichent de nouvelles terres dans les forêts et sur les pentes montagneuses sans obtenir de titre, ou vont travailler dans les laboratoires de transformation de la feuille de coca (Gomez Jimenez, 2003).

Dans le Nudo de Paramillo, les déplacements forcés concomitants aux pics de conflit des années 1990 et 2000 ont pour conséquence l'ouverture de la frontière agraire jusqu'au cœur du parc par des populations cherchant refuge toujours plus loin des zones de front, dans des territoires toujours plus enclavés. Les impacts liés à cette colonisation sont particulièrement critiques dans la zone protégée. D'une part, les activités mises en œuvre pour le fonctionnement économique des groupes aux

marges de la loi (cultures et mine illégales) sont susceptibles d'aggraver la pollution et la déforestation, avec des conséquences particulièrement critiques pour les cours d'eau du Nudo de Paramillo, dont la protection a justement justifié la création du parc. Ces derniers reçoivent les rejets chimiques de la mine informelle (mercure) et de la préparation de pâte base de cocaïne. La déforestation pour mettre en œuvre les cultures perturbe les cycles d'érosion sédimentation (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2002).

En outre, la répression des groupes armés et des cultures illégales donne lieu à des campagnes d'aspersion au glyphosate dans l'optique d'anéantir les cultures de coca. Cela représente une source supplémentaire de destruction massive des écosystèmes.

Enfin, la présence d'acteurs armés et les mines antipersonnel rendent le territoire inaccessible pour les acteurs de la conservation, notamment les scientifiques en charge de collecter des données sur les écosystèmes locaux, et pour les entités chargées de la régulation des usages. Dans ces conditions, les groupes aux marges de la loi ouvrent des routes navigables sur les nombreuses rivières, ou terrestres, cachées dans les jungles et les vallées de la région. Des pistes de vol clandestines sont également mises à profit. Le parc naturel échoue à atteindre ses objectifs de conservation.

Lors de la fondation du parc, l'Armée tente de déloger les groupes armés mais sans succès. Par la suite, l'utilisation de guides locaux par l'armée pour combattre l'EPL puis les Farc dans cette région montagneuse difficile d'accès favorisera l'émergence de groupes d'autodéfense qui participeront à la structuration de l'Accu puis des AUC. Dans le parc, dégradation environnementale, conflit armé et dégradation socio-économiques rétroagissent, mettant les paysanneries dans des situations de vulnérabilité extrême.

Dans le canyon du Cauca et le Nudo de Paramillo, la situation de marginalisation qui se traduit par de la pauvreté et de la violence est donc durable. Le conflit armé s'y est nourri des difficultés rencontrées par les systèmes agricoles dans le contexte de latifundium, au milieu naturel caractérisé par des sols peu fertiles en forte pente, peu propice à l'agriculture productive, et de la succession de conflits impliquant paysans et grands propriétaires au cours du 20^e siècle.

La prolongation de situations de violence résulte ensuite des stratégies des groupes armés de renforcer la marginalisation des territoires et de leurs populations, afin d'y perpétuer les conditions qui leur permettent d'imposer leur contrôle territorial.

On assiste en fait à une aggravation de tous les phénomènes produits à l'origine par le latifundio : marasme agraire, expansion chaotique des villes par l'exode rural, dégradation environnementale et

apparitions de marges territoriales, principalement parce que les pratiques de contrôle territoriale, finalement calquées sur les modèles du latifundio, perturbe encore d'avantage le fonctionnement des institutions.

2.2.3 Des profits pour certains territoires

La marginalisation vis-à-vis des réseaux formels est accentuée dans les territoires du conflit armé. En parallèle, les acteurs aux marges de la loi y établissent des réseaux souterrains à l'origine d'interactions entre ces territoires et d'autres, a priori moins impactés par le conflit.

2.2.3.1 Interactions entre intérêts légaux et illégaux

Si les acteurs armés évoluent surtout dans les territoires périphériques, en particulier ruraux, ils tirent profit des dynamiques commerciales formelles avec des canaux internationaux et de la création de richesses dans les centres, qu'ils alimentent en retour (Villegas, 2010). En premier lieu, la fragmentation territoriale entre zones très riches et très pauvres, très isolées et très connectées dans des carrefours d'échelles multiples sur un espace restreint constitue un avantage comparatif pour le déploiement du trafic de drogue (Chouvy, 2004). En Colombie, cela a permis de concentrer sur le territoire national toutes les étapes du trafic de drogue, ce qui fait la singularité du pays (Labrousse 2004). Certains territoires présentent des conditions avantageuses pour la culture de coca, et la transformation de pâte-base, et d'autres pour l'organisation des réseaux de commercialisation. Ainsi, les activités illégales dans le canyon du Cauca, aux confins du département d'Antioquia qui représente la deuxième économie du pays, sont dynamisés par les milieux mafieux de Medellín qui investissent dans la terre dans le canyon, et en retire des avantages. Les économies souterraines qui prospèrent dans ce contexte permettent l'injection de capital dans les zones urbaines où elles intègrent les économies formelles (Villegas, 2010) et créent des enclaves de prospérité dans certaines zones rurales.

La puissance du cartel de Medellín dans les années 1980 a donné lieu à une porosité durable entre milieux économiques et politiques formels et criminalité organisés. À Medellín, la criminalité organisée entretient aussi des liens fort avec les paramilitaires, qui favorisent leurs affaires respectives. Medellín cœur de l'influence des intérêts du latifundium, l'un des foyers du paramilitarisme, et du trafic de cocaïne (Hylton, 2015) fait alors partie des villes les plus dangereuses du monde (Courrier International, 2015).

Le cartel de Medellín, s'il a occasionné des explosions de violence dans la capitale départementale a contribué à son expansion économique. Cette expansion se poursuit au cours de la première décennie du 21e siècle.

Certaines campagnes à la périphérie de Medellín ont également fait l'objet d'investissements par des narco-trafiquants pour des résidences secondaires particulièrement luxueuses, notamment dans les municipes de Guatapé et de La Dorada.

2.2.3.2 Essor de l'économie d'enclave

Par ailleurs l'accaparement forcé et le déplacement produisent de la main d'œuvre très bon marché dans les grandes plantations et les projets miniers souvent à l'écart du contrôle des institutions. Ainsi, les secteurs extractifs et les monocultures intensives d'exportation, déjà largement favorisés dans les campagnes colombiennes par les activités spéculatives des grands propriétaires se consolident dans les régions les plus marquées par le conflit (Torres Mora, 2019).

Le secteur extractif est en outre favorisé par la déstructuration de la société civile associée au conflit armé. Durant la deuxième moitié du 20^e siècle et le début du 21^e, les conflits entre mineurs, paysans, militants d'organisations sociales, syndicales, de travailleurs mobilisés contre la concentration des terres et les dommages environnementaux provoqués par des compagnies extractives et agro-industrielles se multiplient (Naciones Unidas Colombia, 2014). Or, dans les territoires les plus impactés par la violence, non seulement les populations sont moins à même de s'organiser au sein d'une société civile influente, mais la contestation est systématiquement accusée de faire le jeu des guérillas, criminalisée et donc réprimée par l'armée régulière ou la police. Dans certain cas, les contestations sociales se heurtent directement à l'intervention des groupes paramilitaires. Les violences contre les organisations de producteurs dans les bananeraies de l'Uraba dans les années 1980 en sont un exemple caractéristique (Martin, 1996).

Les mêmes processus sont à l'œuvre contre les organisations indigènes ou afro-descendantes et ont permis en diverses occasions à des intérêts privés de s'approprier des terres communautaires au nom de la lutte contre les guérillas. Dans la vallée de l'Atrato, des groupes paramilitaires avec l'appui de l'armée régulière ont ainsi vidé des réserves de terres afro-descendantes sous prétexte de liens avec les Farc (Escobar 2003). Ces terres ont rapidement par la suite été concentrées pour la mise en œuvre de cultures de palme à huile « formelles » (Osorio Pérez 2015). La suspicion et la stigmatisation dont elles continuent à faire l'objet découragent ces populations de réclamer réparation de leurs droits et restitution de leur terre. Dans ces conditions, les paysans, indigènes, afro-descendants qui sont les principales victimes directes du conflit sont aussi ciblées par des intérêts économiques extractifs qui tirent profit du conflit pour accaparer des terres, des ressources et de la main d'œuvre.

Les stratégies de contrôle territoriale des groupes armés dans les marges favorisent donc le

développement d'économies d'enclave extractives dans les campagnes. Ainsi, le département d'Antioquia consolide sa situation dans le secteur de l'extraction aurifère et d'autres ressources des sous-sols. Entre 1990 et 2000, le département fourni 40 % de la production d'or nationale. Dans le nord du département, le Magdalena Medio, Bajo Cauca et l'Occidente, l'économie extractive et l'agro-industrie prospèrent alors que la violence fragilise les paysanneries.

Le conflit armé et les activités illégales contribuent aussi à dynamiser d'autres secteurs comme celui de l'armement et des sécurités privées qui sont mobilisés autour de ces activités (Fundación Ideas para la Paz, 2011). Les secteurs industriels, d'exportations et la finance à Medellín sont alimentés par les revenus issus de la spéculation et des activités extractives dans les marges.

Dans ces conditions, si les économies paysannes sont durement impactées par le conflit armé colombien, cette situation n'a pas empêché, voir a favorisé, le développement économique et l'émergence de nombreux territoires, principalement urbains à proximité des marges. Les acteurs armés tirent profit des disparités territoriales en matière de géographie physique, de développement économique, de contrôle institutionnel et d'intégration à des réseaux de territoires, et contribue à les accentuer.

L'existence de marges riches en ressources à proximité de centres dynamiques favorise en particulier l'implantation territoriale de groupes dissidents et l'organisation de structures économiques et sociales leur permettant de se perpétuer à travers des stratégies de terreur. Les marges territoriales contribuent donc à la structuration des systèmes territoriaux sous l'influence des intérêts informels ou illégaux qui s'y établissent.

2.2.4 Compétition de légitimité

Les stratégies de contrôle territorial des groupes armés les mettent en compétition avec l'État, à priori détenteur légitime du contrôle territorial. Aussi, l'avantage pris par les groupes armés dans cette compétition se traduit par une fragilisation de l'État dans les territoires concernés, principalement les marges, mais aussi les territoires indirectement impactés par l'influence des groupes armés.

2.2.4.1 Un État fragile

On définit un État fragile comme un État où les institutions ne fonctionnent pas de manière efficiente sur l'ensemble du territoire faute de cadre réglementaire et de moyens de contrôle efficaces.

L'État a la responsabilité centrale de permettre la coexistence pacifique et le respect des droits des

individus et des minorités (Tardy 2009). Or, les États faibles ou fragiles manquent de capacité institutionnelle pour fournir des services publics, la réglementation pour gérer le fonctionnement économique, social et sécuritaire et les arènes de participation démocratiques. Ils sont dans ces conditions incapables de garantir l'égalité et la cohésion interne au sein de la société, nécessaire à la stabilité nationale.

Ces défaillances sont en général compensées par la puissance militaire, souvent elle-même insuffisante et faisant l'objet d'un contrôle défaillant. Cela donne lieu à des difficultés socio-économiques, à un risque de violation de droits humains sur certains territoires et certains groupes sociaux vulnérables, une instabilité politique et à un risque accru de tensions susceptibles de se traduire en violences.

Les institutions perdent en représentativité face à des opposants politiques sur la base de problèmes économiques et sociaux qui favorisent la radicalité, le militantisme insurrectionnel. Ces opposants sont à un certain point, perçus comme légitimes pour prendre les armes contre l'État (Brinkerhoff, Johnson, 2009). Le fait que l'État soit trop faible pour contrôler efficacement ses frontières et les groupes violents sub-nationaux favorisent l'insécurité et les troubles à l'ordre public. Les frontières mal maîtrisées permettent aux armes et aux populations de passer sans contrôle. En cas d'éclatement d'un conflit, l'État faible est en outre incapable de reprendre rapidement et efficacement le contrôle de la situation. Enfin, la violence militaire régulière interagit dans ces conflits avec d'autres formes de violence, urbaine, sociale, crime organisé (Bonelli, 2011). Les conjonctures locales donnent lieu à des situations d'extrême violence où l'État ne se manifeste qu'à travers la répression. Dans l'ensemble du pays se développent des systèmes de justice privée, et un désinvestissement par la population du champ démocratique et une banalisation de la violence qui apparaît comme légitime et efficace face à l'impuissance de l'État (Gonzalez, Zambrano, 1995). Dans ces conditions, l'État ne parvient plus à prendre en charge son rôle de maintien de la stabilité et de garant des droits ni à maintenir le monopole de l'usage légitime de violence.

Le développement extrême d'une situation de fragilité conduit à un « état failli », avec des situations de chaos (Florez Ruiz, 2011).

En Colombie, la succession de groupes dissidents et de criminalité de droit commun défiant l'État, l'imprégnation des différents acteurs du conflit par la criminalité organisée, les représentations de clientélisme et de corruption au sein de l'État, et l'existence de marges territoriales, institutionnelles et sociales ont amené certains observateurs à qualifier le État de fragile, voire menacé d'effondrement au cours des années 1990. En fait, les groupes armés convertissent une situation de

faiblesse institutionnelle dans les marges en fragilité à l'échelle nationale.

2.2.4.2 Des groupes qui se substituent à l'État

Cette fragilisation de l'État constitue un objectif des groupes aux marges de la loi qui transparaît à travers leurs stratégies de terreur. La destruction des tissus socio-économique et d'infiltration de secteurs économiques et politiques formels qui résultent de ces stratégies participent à éliminer toute forme de représentation de l'État autre que l'armée sur le territoire (Escobar, 2003). Ce dernier est affaibli politiquement et économiquement ce qui nuit à ses capacités à aménager le territoire, gérer les services publics, et notamment certains secteurs particulièrement affectés par le conflit, comme la gestion des ressources naturelles, l'éducation. Le conflit augmente les coûts d'investissement pour les programmes de développement et les infrastructures, pour leur entretien, tout en réduisant leur efficacité. (Arrieta, Hidalgo, Fernández, 2017).

La présence des acteurs aux marges de la loi du fait de leur influence sur le fonctionnement des institutions locales empêche une planification efficace du développement adaptée aux besoins et enjeux locaux et aggrave la vulnérabilité socio-économique des populations locales. L'isolement et la fragmentation interne du territoire s'aggravent. Dans les conditions de violence et de misère des campagnes les plus touchées par le conflit armé, l'État n'apparaît ni comme un appui pour développer les systèmes productifs, ni pour protéger les populations contre les exactions, ni pour fournir des arènes de gestion pacifique des conflits.

Or, ces prérogatives qui sont en théorie du ressort de l'État sont localement accaparées par les groupes aux marges de la loi. Ils imposent alors une véritable administration parallèle et un système économique basé sur les activités illégales (culture de coca, mines illégales) ainsi qu'une gestion des infrastructures. Cela permet aux groupes aux marges de la loi de s'inscrire dans une compétition de légitimité avec l'État en parallèle de l'usage de la violence pour consolider leur contrôle territorial.

En effet, le contrôle territorial imposé par les groupes armés ne peut se réduire à une action coercitive dans un contexte d'affrontement armé entre toutes les factions. L'implantation durable sur les territoires implique l'organisation de zones « pacifiées » avec une certaine stabilité sociale dans des bases arrières protégées, zones de repli, d'entraînement et d'enrichissement afin d'en tirer un maximum de bénéfices.

Dans ces zones, les groupes qui cherchent à mettre en place une économie souterraine lucrative avec des systèmes économiques organisés basés sur l'exploitation des ressources naturelles et les cultures illégales doivent maintenir les taux de violence à des niveaux limités. Cela passe par

l'organisation de couronnes de protection contre les assauts des groupes concurrents, y compris de l'État, autour de ces bases arrières, et la fourniture de formes de protection, à la fois sociale et économique. Ils assurent une administration du territoire en fournissant les semences et les équipements, les canaux de commercialisation souterrains, mais aussi des prix minimums dont les paysans manquent pour les cultures légales. Les groupes armés organisent les systèmes d'accès à la terre et aux ressources économiques et la gestion des conflits sociaux. Les structures socio-spatiales évoluent pour s'adapter de manière plus ou moins efficace aux contraintes liées à la spécialisation des territoires dans les cultures de coca, la production de pâte base et la mine illégale.

En se présentant comme les meilleurs pourvoyeurs de moyens de subsistance pour les populations, les groupes armés se garantissent ainsi un contrôle économique et sociale sur les populations en plus du contrôle militaires. Cela favorise leur emprise territoriale et dans certains cas un soutien local de populations qui voient dans ces groupes une alternative avantageuse à un État incapable de gérer les inégalités, la privation des terres et le sous-développement. La défiance vis-à-vis de cet État, dont les manifestations sur le territoire sont presque exclusivement militaires, mais ne permettent pas pour autant de prévenir la pénétration des intérêts aux marges de la loi, peut aboutir à l'enrôlement de paysans dans les groupes armés, encouragés par la recherche de moyens de subsistance ou de profit rapide.

Le conflit, et les activités illégales qu'il promeut, perturbent aussi directement le fonctionnement des institutions en favorisant un climat d'intimidation, de clientélisme, de corruption et en nuisant au fonctionnement des organismes de contrôle.

Ainsi, la perte de légitimité et de représentativité de l'État dans les marges est comblée par une administration parallèle par les groupes aux marges de la loi qui favorise leur prise de contrôle du territoire et participe à leur consolidation. Les « ordres sociaux » du canyon du Cauca sont en partie structurés par les dynamiques de conflit armé et permettent, rétroactivement, sa perpétuation.

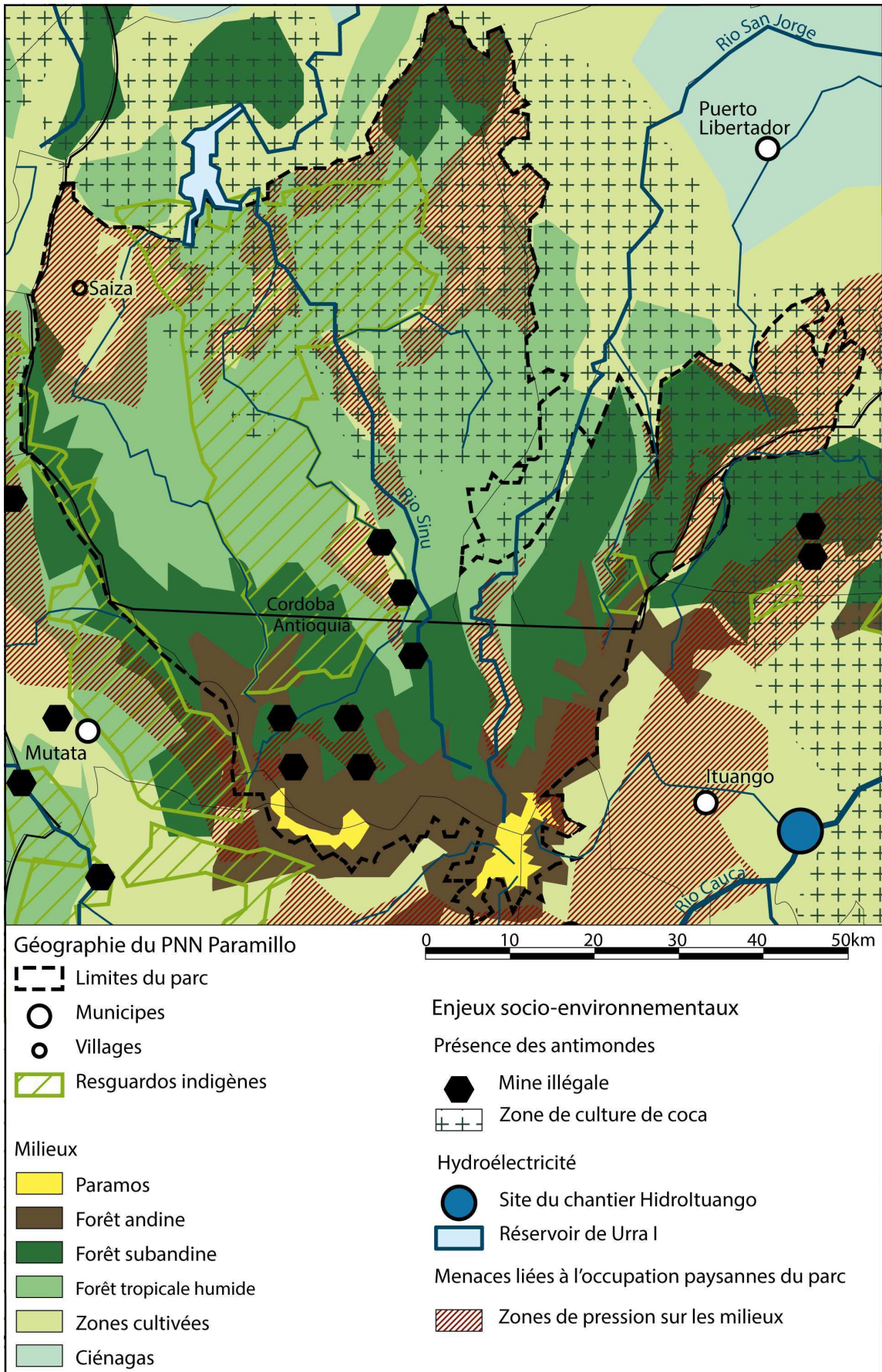
2.2.4.5 Le Nudo de Paramillo, mauvaise gestion institutionnelle au profit des groupes armés

Les dysfonctionnements qui font suite à la constitution du PNN Nudo de Paramillo sont caractéristiques d'une situation de fragilité de l'État. D'une part l'incapacité de l'État à prendre et à faire respecter des mesures adaptées aux enjeux du territoire, et d'autre part la contestation de sa légitimité à intervenir au profit de la légitimité d'autres acteurs informels ou illégaux, font basculer le territoire en dehors de tout contrôle institutionnel et renforcent les groupes dissidents.

La décision de transformer le Nudo de Paramillo en PNN sans prise en compte des populations initialement présentes dans la région contribue à transformer une situation de sous-développement

et de mauvaise gestion des ressources et des terres sous contrôle des groupes aux marges de la loi à une situation de violence explosive, sans pour autant représenter des bénéfices en matière de conservation environnementale. Cela a conforté l'ancrage territorial des groupes armés en favorisant le rejet de l'État, et de ses tentatives pour reprendre le contrôle du territoire. Dès les années 1970, les Farc y structurent l'économie de la coca. Elles achètent la pâte de coca aux paysans, régulent les coûts, organisent le transport de chlorhydrate de cocaïne avec les narcotrafiquants vers la région du Darien (Verdad Abierta, 2017). Le Nudo devient le principal hot-spot de production de coca de la région andine (Simci Unodc, 2012)

Les cultures et la mine illégale ont des impacts environnementaux lourds sur les écosystèmes colombiens. Mais dans ce contexte les systèmes de conservation dans le PNN Paramillo s'avèrent plutôt contre-productif pour limiter ces impacts, notamment du fait de l'aggravation des tensions entre populations paysannes, administration et groupes armés.



Carte 22: Enjeux de conservation dans le PNN Paramillo (base : Igac ; données : parquesnaturales.gov.co ; siac.gov.co ; unodc.org ; auteur : Benassaya)

Les habitants, déjà harcelés par la guérilla, sont pris à partie et chassés par les autorités formelles, sans réelle compensation suite à la constitution du parc, accusé de participer aux activités illégales des groupes armés. Ils reviennent en général dès que l'armée s'en va. En outre, l'intervention épisodique de l'armée régulière sur le territoire entraîne le minage de la région et des recrutements forcés. Faute d'infrastructures, il n'est pas possible d'organiser des activités alternatives aux cultures illégales et aux activités d'extraction, principalement aurifères, mais également d'espèces forestières, animales et végétales qui sont néfastes pour les écosystèmes. Enfin, si l'équipement du territoire par l'ouverture de route, l'électrification, est prohibé du fait de l'impact à craindre sur les écosystèmes, les stratégies d'éradication de la coca par l'aspersion aérienne au glyphosate sont validées dans le parc.

Dans ces conditions, les paysanneries « d'occupation » vivent dans un état d'abandon institutionnel et de répression. Les paysanneries engagées dans des activités illégales deviennent vulnérables d'une part aux exactions des acteurs illégaux concurrents, et d'autre part à la répression de l'armée régulière et aux fumigations, qui empoisonnent l'ensemble des productions agricoles et se traduit par une destruction de pratiques informelles vitales pour les populations. Ainsi, si la région demeure sous contrôle de groupes aux marges de la loi, la population reste en premier lieu en conflit avec l'État et notamment avec l'administration des Parcs Nationaux. Rapidement, les violences atteignent un niveau qui pose la question de la viabilité du parc.

Par la suite, les tentatives de normalisation de la situation ne sont pas à la hauteur des enjeux de conflit armé sur le territoire. Un recensement va ainsi être mené à la fin des années 1990 dans le secteur de Saiza, principale zone habitée du parc, en coopération entre la communauté et les responsables du parc, pour identifier les populations initialement présentes et amorcer un processus de relocalisation de ces populations en dehors du parc. Ce recensement identifie 2223 familles. Toutefois, ce processus de relocalisation est interrompu brutalement par les incursions paramilitaires au tournant des années 2000 et les affrontements entre Farc et paramilitaires qui s'ensuivent. Dans les années qui suivent, Saiza est déserté. Il est estimé que plus de 1000 familles ont fui la région. Il ne reste plus d'école, plus d'administration municipale, plus de services publics (Verdad Abierta, 2016).

Cela alimente la défiance des communautés vis-à-vis de l'État du fait de la forte suspicion de la part d'organisations de société civile locale que les incursions paramilitaires au lendemain de l'élaboration du recensement de 1999 servaient justement à épargner à l'État les processus complexe de relocalisation pour les habitants du parc. (Verdad Abierta, 2016).

2.3 Une multitude de conflits armés ?

2.3.1 Des situations hétérogènes

Les groupes armés mobilisent les ressources du territoire d'une part pour prendre l'avantage dans les rapports de force avec leurs concurrents, et d'autre part pour anéantir toute forme d'ancrage local des institutions formelles. Ces stratégies de territorialisation dans un contexte initial de fragmentation aux différentes échelles du territoire, ont des conséquences inégales sur le territoire en termes sociaux, économiques, humanitaires. Ainsi, si le contexte de discontinuités relève de caractéristiques géographiques et de l'organisation territoriale colombienne, il interagit avec le conflit armé et se trouve exacerbé par lui. Les formes prises par le conflit sont à la fois la résultante de manœuvres des différents fronts du conflit armé découlant de stratégies nationales de domination du territoire, et de pratiques de fronts locaux cherchant à tirer profit des ressources du territoire. Le conflit est donc à la fois cause et conséquence d'une fragmentation perceptible à toutes les échelles du territoire.

Or, ces disparités produisent aussi une différenciation des formes prises par la confrontation entre ces groupes en fonction des territoires et contribuent à donner au conflit armé son caractère extrêmement protéiforme. La reconfiguration permanente des systèmes d'alliances et de confrontation conditionne des stratégies variables de la part des acteurs du conflit pour s'approprier et sécuriser les terres et les ressources.

Ainsi, si le conflit s'étend sur l'ensemble du territoire national, ses acteurs, objectifs et méthodes, et donc interactions avec le territoire sont très variables. Ces interactions entre conflit et territoires n'ont pas les mêmes conséquences selon qu'il s'agisse de zones périphériques ou proches des centres, enclavées ou servant d'interface, riches en ressources, connectées aux villes ou pas, bénéficiant de structures productives plus ou moins fonctionnelles, en fonction des profils culturels et du niveau d'ancrage de l'État, etc.

Sur les territoires où les groupes armés s'implantent, les zones de fronts sont celles où se déroulent les violences les plus visibles. Sous l'influence des groupes armés, aidés par une faiblesse institutionnelle préalable (désactualisation des cadastres, clientélisme, informalité), ces zones s'appauvrissent et évoluent en zones de non-droit, d'impunité. Les groupes armés aux marges de la loi achèvent de bouleverser les systèmes de subsistance et plongent les territoires dans la crise humanitaire. Conflit armé, sous-développement et faiblesse institutionnelle rétroagissent et conduisent à des situations profondément chaotiques. Ces territoires sont alors les moins à même de se greffer aux dynamiques de croissance économique environnantes. Associés à des facteurs

externes (échanges internationaux, changement climatique) cela produit un basculement de certaines marges territoriales dans des situations de trappes de pauvreté et de conflit où les dysfonctionnements s'auto-entretiennent et s'aggravent, de même qu'une « déconnexion » croissante avec les dynamiques des centres moins impactés voir favorisés par le conflit.

Une fois passés sous contrôle d'un ou plusieurs des groupes armés, ces territoires prennent la forme de bases arrières avec des camps d'entraînement. Si la concentration des terres, associée à l'affaiblissement de l'État, s'aggrave dans ces bases arrières et que les populations subissent le contrôle social et l'extorsion, les violences directes les plus visibles perdent en intensité.

La situation des territoires évolue avec le recul et l'avancée des fronts. Les marges passent au cours du temps sous la domination successive des différents groupes, parfois en tant que zone de front, et parfois en tant que base arrière avec une exploitation intensive des ressources. Ainsi, « Statu quo » et pics de violence généralisée se relayent dans des territoires en proie à une grande vulnérabilité à proximité de zones plus stables. Les violences, en fonction de leur nature, de la durée des périodes de stabilité et de conflit ouvert, impactent ainsi les territoires à des degrés différents.

2.3.2 Enjeux de sortie de conflit

La fragmentation qui résulte des stratégies de territorialisation des groupes armés complexifie l'élaboration d'un scénario de sortie de conflit.

D'une part, ces stratégies de territorialisation donnent lieu à une forme d'équilibre entre les différents groupes armés. Favorisées par les caractéristiques du territoire (nombreuses ressources et géographie escarpée), elles ont permis une consolidation telle des adversaires qui s'y sont croisés qu'aucun ne parvient vraiment à prendre le dessus sur les autres n'y approche d'un contrôle total du territoire.

Acteurs armés et criminalité organisée, malgré des affrontements ponctuels dans le temps et l'espace, accumulent du pouvoir politique et économique et se renforcent mutuellement tout au long du conflit. Cela leur permet de se perpétuer avec des niveaux de violence variables, éloignant les perspectives d'issue au conflit. Mais surtout, l'issue du conflit, même par la victoire, n'est en fait plus une perspective pour un grand nombre de groupes d'intérêts partie prenante dans le conflit.

Ainsi, la puissance accumulée par certains groupes armés à la fin des années 1990 ne se traduit pas pour autant par un risque accru de prise de pouvoir politique d'un groupe dissident à l'échelle nationale. En effet, si le conflit se manifeste dans les années 1990 entre trois blocs principaux, Armée régulière-paramilitaires-Guérillas d'extrême gauche l'influence du narcotrafic complexifie les systèmes d'alliance en faisant primer sur certains fronts les intérêts économiques locaux sur les

enjeux idéologiques, donnant lieu à une consolidation et une autonomisation de fronts locaux plus ou moins hiérarchisées par rapport aux commandements nationaux et à une fragmentation des objectifs. Les combattants développent alors un mode de fonctionnement en cartel de criminalité organisée qui demeure une source d'enrichissement. Les ressources favorisent leur morcellement et leur multiplication, ce qui les rend plus incontrôlables et plus difficilement identifiables.

Ainsi, le front 36 des Farc, actif dans le nord de l'Antioquia, passe pour l'un des plus rentables de la guérilla. Il gérait à son apogée dans les années 1990 et 2000 l'ensemble des cultures de coca du Norte et du Bajo Cauca et les mines illégales du Nordeste (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2002) Cela a encouragé par la suite son entrée en dissidence vis-à-vis des dirigeants nationaux, notamment lors de processus de sortie de conflit engagés à l'échelle du pays.

D'autre part la fragmentation se traduit par une situation où chaque territoire à chaque époque présente une réalité du conflit armé colombien spécifique, mais les liens entre ces territoires et l'enchaînement des situations demeurent difficiles à saisir.

Cela crée au sein des populations et des groupes d'intérêts des représentations très multiples du conflit, de ses moteurs, et de ses conséquences. Pour certains groupes, la sortie de conflit est un enjeu vital, pas pour d'autres. Pour certains groupes, la sortie de conflit passe par une solution négociée, pour d'autres la solution militaire ou le statu quo sont envisagés.

2.3.2.1 Guerre civile, terrorisme ou crime organisé ?

Dans cette situation, la construction d'une définition commune du conflit armé constitue un enjeu. La diversité du vocabulaire utilisé pour désigner les différents acteurs du conflit témoigne de la grande complexité de ses formes et de ses représentations. On parle d'acteurs armés, dissidents, de guérillas d'extrême gauche contre milice d'extrême droite, de contre-insurrection mais également d'acteur illégaux, ou aux marges de la loi, armés ou non, de bandes criminelles, de narco-terroristes...

De soulèvement révolutionnaire de paysanneries contre l'État dans un contexte de guerre froide, la situation a évolué en affrontement entre guérillas, milices paramilitaires et Armée régulières avant de faire intervenir par l'intermédiaire du narcotrafic, une multitude de nouveaux acteurs économiques, de criminalité organisée et d'État étrangers faisant jouer leur influence. Les problèmes agraires jamais solutionnés efficacement passent au second plan avec le développement du trafic de drogue.

À ce contexte interne se superposent des enjeux internationaux qui vont accentuer la fragmentation et consolider certains acteurs. Principalement, les États-Unis, dans des objectifs d'abord de lutter

contre l'influence de l'URSS, accusée d'alimenter les guérillas d'extrême gauche en Amérique latine pendant la guerre froide, puis pour contrer le narcotrafic dont ils sont le premier récepteur, vont appuyer certains acteurs sur certains territoires, qui vont ensuite s'affronter mutuellement (Kourliandsky, 2003).

À cela s'ajoute l'influence des multinationales qui vont soit profiter du chaos pour acquérir des vastes terres et leurs ressources, soit faire pression sur l'État pour garantir la stabilité des investissements (Fundación Ideas para la Paz, 2011).

Si la criminalité organisée constitue a priori le principal acteur du conflit face à l'armée régulière (Capela, 2019), sa distinction par rapport à l'insurrection politique et à certains intérêts économiques formels est floue. Ces liens peuvent en outre être instrumentalisés, notamment en qualifiant les guérillas de narco-terroristes, pour saper la légitimité de revendications d'extrêmes gauche (Chouvy, Laniel, 2004)

Les logiques de confrontations et d'alliances complexes entre tous les groupes armés font qu'il ne s'agit plus d'une guerre de la drogue ni d'une guerre révolutionnaire mais d'un conflit multiple et protéiforme (Audet, 2005). De la Violencia au conflit armé colombien, on assiste donc au passage d'une situation de guerre civiles non déclarée entre deux partis politiques avec un ancrage rural, à une lutte entre un État central et des contre-pouvoirs multiples, puis à des situations de violences décentralisées avec une grande diversité de configurations locales. Il n'y a pas de rupture nette entre ces différentes phases.

Dans sa globalité, le conflit colombien est qualifié à l'extérieur du pays de conflit interne de basse intensité nourri par des enjeux internationaux que sont les trafics, les risques de « contagion révolutionnaire » (Garibay, 2010). Dans le pays par contre, jusqu'aux années 2010, il n'existe pas de définition du conflit opposant des adversaires clairement identifiables globalement acceptée. L'imbrication d'acteurs appartenant à une grande variété de secteurs et d'échelle rend difficile l'identification des parties prenantes, l'établissement des responsabilités, et des conséquences.

Cette situation de conflit de basse intensité sur l'essentiel du territoire, et la circonscription de la violence généralisée à certains espaces permettent à certains groupes d'intérêt de ne pas reconnaître la violence en Colombie comme un conflit armé mais de parler de terrorisme d'extrême gauche et de narco-terrorisme.

Avec l'avènement des paramilitaires, la société civile, les victimes et une partie de la classe politique se réfèrent à une situation de conflit armé, ou de guerre civile, notamment pour souligner le rôle de l'État dans les faits de violence vis-à-vis de la population (Lecombe, 2008). Le conflit

colombien est parfois aussi qualifié de guerre contre la société, plutôt qu'une guerre civile. En effet, la population civile ne s'identifie que très marginalement à un groupe ou à l'autre, mais elle est massivement prise pour cible (Pissoat, Goueset, 2002).

Or, parvenir à une définition du conflit constitue un enjeu de sortie de conflit dans la mesure où elle permet d'établir quels sont les acteurs légitimes pour revendiquer le contrôle des territoires ou pour poser les bases d'un processus de sortie négociée, pour organiser la reconnaissance des victimes, des responsabilités de chaque acteur, et la construction de garanties de non répétition, et le cas échéant d'établir un agenda de négociations.

Cette question de légitimité est caractéristique des conflits internes post-guerre froide, qui se manifestent principalement dans des pays pauvres du Sud, fragmentés, dotés d'États fragiles (Gaulme, 2011). Dans l'idéal type du conflit armé entre deux États, bénéficiant selon Weber « du monopole de la violence légitime », la guerre donne un cadre légitime à la violence des États. Elle se termine par la victoire de l'un des belligérants ou par la négociation des conditions de paix entre les États impliqués. Cela diffère des conflits internes où peuvent se produire des explosions de violence, compromettant la sécurité individuelle, nationale voire internationale, faisant intervenir des guérillas, groupes terroristes, milices, groupes d'intérêts plus ou moins légitimes et organisés face à l'État et à son Armée régulière eux-mêmes remis en cause.

Ainsi, la légitimité de l'État à disposer du monopole de l'usage légitime de la violence contre des groupes qualifiés de terroristes peut être remise en cause si ces mêmes groupes arrivent à être reconnus comme réels (et uniques) représentant des intérêts socio-économiques et politiques de certains groupes de la société face à un État incapable de jouer son rôle auprès de ces populations (Bonelli, 2011). Les révolutions sont ainsi le fait de civiles prenant les armes à un moment critique d'un conflit politique interne et deviennent des belligérants légitimes du fait du succès de l'action.

Ces caractéristiques s'accordent au contexte colombien. La question de la légitimité des belligérants y est toutefois particulièrement complexe dans le contexte mouvant du conflit colombien, est tour à tour perçu comme en danger d'effondrement, État-cocaïne, État-paramilitaire, ou de partenaire privilégié des bailleurs de fonds et des États unis dans la région pour son statut de démocratie libérale, qui plus est la plus durable d'Amérique latine. En face, les guérillas ne semblent plus viser d'objectifs de révolution, et la criminalité organisée s'est en diverses occasions évertuée à devenir un acteur politique reconnu (Villegas, 2010). Des moteurs régionaux spécifiques se superposent aux causes nationales de conflit et donnent lieu à une multiplicité de factions aux affiliations partisans fluctuantes et délicate à identifier (Pissoat, Goueset, 2002).

Ces différentes représentations influencent la définition de méthode de sortie de conflit : La situation de violence en Colombie constitue-t-elle exclusivement d'une source d'insécurité, de violence à l'égard des populations vulnérables, ou d'un dysfonctionnement général de l'État et de la société en Colombie ? est-on dans un cas de figure où des groupes terroristes doivent être éliminés par la répression militaire, où les réseaux de criminalité doivent être combattus et asséchés pour couper les vivres aux groupes armés ? Ou bien différents fronts, défendant des intérêts contradictoires mais légitimes en dépit d'exactions commises par l'ensemble de ces acteurs à l'encontre de la population, doivent négocier ensemble les conditions de dépôt de des armes, voire trouver des moyens de poursuivre le conflit dans des arènes politiques démocratiques ? Plus schématiquement, une solution négociée est-elle envisageable avec les guérillas colombiennes et quels acteurs doivent y être associés ? L'État doit-il répondre des violences à l'encontre de la population au même titre que les autres groupes armés ? Existe-il des alternatives à la répression des cultivateurs de coca pour mettre fin au narcotrafic ? Des acteurs pas officiellement partie prenante des conflits, mais qui influencent les formes prises par la violence au niveau local, comme les entreprises de développement, les firmes transnationales sont-elles légitimes à jouer un rôle dans la résolution de conflit ?

2.3.2.2 Identifier les moteurs du conflit.

Au-delà des enjeux de définition du conflit et de ses acteurs, et donc des options pour la résolution de conflit, une sortie de conflit effective et durable implique aussi d'identifier et de prendre en compte les moteurs du conflit et les objectifs de ses acteurs afin d'y apporter des réponses et d'éviter une réactivation à court terme des violences. Or, ces moteurs et objectifs ont eux-mêmes évolué au cours du conflit colombien, sans jamais faire l'objet de solutions décisives. Les principaux enjeux de sortie de conflit ont donc été tour à tour la réforme agraire, la gestion des économies souterraines, de l'impunité, la lutte contre les ingérences étrangères, et finalement, la fin de la violence qui semble à ce stade s'auto-alimenter indépendamment de l'influence des fronts armés sur les territoires.

Depuis les années 1990, à ces enjeux s'ajoutent des questions de reconnaissance de la multiculturalité, d'altermondialisme et de défense de l'environnement. Ainsi, les impacts dramatiques du conflit armé sur la biodiversité et sur la diversité culturelle colombienne sont des préoccupations qui émergent depuis les années 1990 au sein des institutions IGAC, Institut Humboldt, de la société civile nationale, dans les discours politiques et dans la recherche académique colombienne. Enfin, la question de la gouvernance, et notamment de la mise en œuvre de système de résolution pacifique des tensions et de participation citoyenne émergent à la même

période.

2.3.2.3 Rapports de force déséquilibrés pour la paix

Les objectifs de la sortie de conflit diffèrent aussi d'un territoire à l'autre. Or tous les territoires ne pèsent pas autant dans les processus de décisions politiques nationales. Les zones les plus impactées par le conflit sont en fait marginalisées et exclues de ces tractations. Dans les trappes de pauvreté où le conflit se manifeste comme une véritable confrontation systématique et généralisée entre groupes armés, la violence et la misère font de la paix un enjeu de développement prioritaire. Or, dans ces territoires, la perspective de sortie de conflit implique des initiatives de réforme agraire et de gestion des économies illégales. Dans un contexte de sous représentation démocratique de ces paysanneries, cela suggère donc la nécessité d'une sortie de conflit passant par la négociation avec les groupes armés

Ces enjeux sont perçus très différemment dans les centres urbains, où la violence est plus ponctuelle, ou localisée dans certains quartiers, et plus facilement assimilée à des activités criminelles de droit commun ou terroristes contre un État identifié comme légitime. Les centres urbains connaissent un meilleur dynamisme économique et une stabilité politique auxquels le conflit ne fait pas directement obstacle. Sa résolution représente moins une urgence vitale pour des populations vulnérables.

Par contre, dans ces zones se manifestent les intérêts des industries qui nécessitent l'accès aux ressources, et donc une reprise du contrôle territoriale sur les guérillas. Or, ces intérêts ne sont pas impactés par la violence qui résulte d'une intensification de la confrontation.

Enfin, la lutte contre la consommation de cocaïne produite sur des territoires extérieurs favorise dans les centres urbains des positions exclusivement prohibitionnistes vis-à-vis des cultures illégales (Chouvy, Laniel, 2004). Ces territoires privilégient finalement une approche militaire, ou de status quo vis-à-vis du conflit. Or, les villes sont les espaces de plus forte participation à la vie politique et démocratiques du pays. Il en résulte une forme d'inertie, voire d'opposition à des options négociées, faute d'accepter la recherche de solutions radicales pour s'attaquer aux causes du conflit, notamment par une réforme agraire.

Ainsi, les particularités géographiques du conflit armé colombien font que les groupes d'intérêts en capacité de participer à la recherche d'une sortie de conflit dans les sphères politiques ne sont pas ceux que la violence impacte directement.

Les résultats du vote au référendum pour le processus de paix de 2016 font la démonstration des effets de ce phénomène sur la volonté de sortir du conflit, par la voie d'une négociation

reconnaissant la légitimité des groupes opposés à l'État. Si le résultat au niveau national a donné une très courte avance aux partisans du rejet des accords, les résultats sont en fait très contrastés au niveau municipal. À l'exception de la capitale Bogotá, les villes et les campagnes peu touchées par le conflit ont voté non en nombre. Les villes sont les espaces de plus forte participation à la vie politique et démocratiques du pays. Les municipes ruraux les plus touchés par le conflit ont quant à eux voté pour la promulgation des accords dans des proportions dépassant souvent les 80 %, mais avec une participation moindre qui fait qu'ils se sont retrouvés en minorité (registraduria.gov.co).

Si ce dernier processus de paix représente toutefois des perspectives nouvelles pour le pays, cela constitue un exemple des obstacles que représente la fragmentation territoriale et l'existence de marges territoriales pour la résolution de conflit, et auxquels se sont heurtées les tentatives précédentes. L'absence de rapports de force en faveur d'un processus de paix découle d'intérêts divergents parmi les acteurs décisionnaires sur des sujets comme la réforme agraire, et de la sous-représentation des groupes directement impactés par les violences dans les processus de décision. Cette sous-représentation découle notamment de la concentration des phénomènes de violence dans des territoires en marge du contrôle des institutions, et donc où les populations sont coupées des processus électoraux.

Toutefois, si ces trappes de pauvreté sont a priori enclavées et n'affectent pas vraiment le développement économique des centres ni une certaine stabilité au niveau national, leurs dysfonctionnements peuvent à terme se diffuser en tache d'huile hors de leurs limites. À partir de ces territoires, les groupes armés consolident leur influence à plus grande échelle du fait des réseaux lucratifs qui s'organisent avec les centres, tout en se renforçant militairement et matériellement au niveau local.

Les impacts territoriaux des stratégies de territorialisation des groupes armés dans les trappes de pauvreté contribuent à renouveler les problématiques qui sont à l'origine des conflits, en particulier la concentration des terres et l'exclusion politique des paysans, et donne lieu à un cercle de rétroaction entre violence, fragmentation socio-spatiale et sous-développement. Cette prolongation de la violence a des effets critiques pour les populations en termes d'atteintes aux droits humains, de misère. Elle dégrade aussi le fonctionnement institutionnel. En conséquence, l'impossibilité de mener des politiques publiques « intégrales » et cohérentes pour le développement agraire, la protection sociale, environnementale empêche l'État de réguler l'accès aux ressources et les mauvais usages.

Cela prive l'économie nationale et le marché de ressources piégées dans les territoires sous contrôle

des groupes armés et oriente l'intégration du pays dans la mondialisation en fonction d'intérêts souterrains et multiples tirant profit de la situation. Cela contribue à augmenter le poids des intérêts en faveur d'une sortie de conflit opérationnelle, sans que se dégage une méthodologie privilégiée.

Ainsi, les marges territoriales semblent avoir une dimension structurante pour les interactions entre tous les acteurs de conflit armé et les territoires. Le basculement des marges en trappes de pauvreté apparaît comme un processus vital pour la perpétuation de différents groupes d'intérêt tirant profit du conflit. Leur prise en compte de manière systémique dans les dynamiques du conflit armé colombien et ses rapports aux territoires pourrait à ce titre contribuer à l'élaboration un modèle de sortie de conflit cohérent à l'échelle national. Un tel modèle a longtemps fait défaut en dépit d'intérêts penchant de plus en plus vers une pacification des territoires.

Conclusion

Les territoires du Nudo de Paramillo et du canyon du Cauca ont une place particulière dans le conflit armé colombien. Ils ont connu des situations de violence quasi continues pendant toute la durée du conflit, avec des pics de violence.

Territoires andins de la Violencia dans les années 1950 du fait de l'expansion du latifundium, ils sont rapidement devenus des terrains d'action des guérillas Farc et ELN pour les mêmes raisons. C'est également là que la réponse paramilitaire va s'organiser en premier sous l'influence des grands propriétaires. Ce sont enfin des espaces stratégiques du développement du narco-trafic colombien et de la délinquance commune qui prospèrent en présence des précédents, notamment sous l'égide du cartel de Medellín à la fin des années 1980. En raison de leurs liens de rivalités, d'affrontements, ou d'alliances épisodiques, tous ces groupes peuvent être considérés comme des acteurs de la violence généralisée du conflit armé colombien.

À la fois espaces périphériques, isolés mais faisant office de carrefours stratégiques pour ces groupes, ces territoires qu'on qualifie de marge présentent en fait une dimension de point central d'intérêts aux marges de la loi et de réseaux informels. La compétition entre tous les acteurs armés dans le canyon du Cauca contribue à structurer les fronts du conflit dans le nord-est colombien, en Antioquia, dans le Cordoba et dans le Choco, et à définir les rapports de force et les stratégies économiques et militaires des différents groupes en présence. En outre, la violence qui en découle contribue à la fragmentation de l'Antioquia. Ces processus font correspondre le territoire du canyon du Cauca avec la notion d'« antimonde » développée par Brunet (Brunet, Lohez, 1998).

Le canyon a favorisé la consolidation et le déploiement de tous les acteurs en présence en catalysant les interactions entre « antimondes », groupes armés, criminalités organisés, paysanneries exclues,

populations déplacés, et les interactions entre antimonde et monde « formel », secteur extractif et agro-industriel, instances politiques locales.

Autour de ces marges « carrefours des antimondes » s'élaborent des réseaux en miroir inversé des réseaux formels, où les centres économiques et les enclaves extractives sont intégrés aux systèmes mis en œuvres par les groupes armés dans les marges tandis que les zones rurales disposant d'une agriculture dynamique sont moins concernées par l'influence des acteurs armés.

Ainsi, si le conflit armé maintient les marges à l'écart des dynamiques « formelles » elles sont mises en contact via les réseaux d'antimonde avec d'autres territoires et acteurs aux échelles régionales et nationales qui sont impactés par ces relations. Les compétitions de contrôle territorial dans ces marges influencent l'organisation des rapports de force dans des systèmes territoriaux dont les groupes aux marges de la loi participent à modeler les profils économiques et sociaux au-delà des territoires directement impactés par la violence. Les marges constituent ainsi des enjeux pour la stabilité politique et économique sur l'ensemble du territoire.

Cela remet en cause la représentation des marges comme territoires extérieurs aux réseaux de relations nécessaires au fonctionnement des systèmes territoriaux. Dans le cas colombien, elles sont critiques pour le fonctionnement des acteurs armés, et donc critique dans la perspective d'une sortie de conflit. Les territoires du canyon et du Nudo de Paramillo font en outre l'objet d'une attention croissante dans la deuxième moitié du 20e siècle, portée par les administrations publiques et les entreprises ayants des intérêts économiques formels dans la région, du fait de son potentiel hydroélectrique (Vice Presidencia de la Republica de Colombia, 2002).

Partie 2 : Un barrage pour résoudre pauvreté et violence ?

Au début des années 2010, la marge territoriale du canyon du Cauca, qui est restée l'épicentre du conflit armé colombien en dépit des mutations de ce dernier depuis les années 1960, et qui constitue une trappe de pauvreté dans un contexte national de croissance économique, est confrontée à deux processus qui permettent d'envisager une évolution de la situation. D'une part, en 2012 s'ouvrent à la Havane les négociations pour un accord de sortie de conflit entre les Farc et l'État colombien. Le processus de paix de la Havane, qui se revendique d'une stratégie de construction de la paix priorisant les marges territoriales, fait du canyon l'un des territoires prioritaires du « post-conflit ». D'autre part, le canyon, espace où le fleuve Cauca perd 800 mètres d'altitude sur une distance très courte, et où le lit forme un canyon étroit générant un débit exceptionnel, est le théâtre de la construction du barrage d'Ituango dont le chantier démarre en 2011. Avec une capacité de 2400MW, il s'agira du barrage hydroélectrique le plus puissant du pays (suivi dans l'ordre par San Carlos en Antioquia également, 1240MW, Guavio au Cundinamarca, 1213MW, et Chivor au Boyaca, 1000MW), et le troisième à l'échelle de l'Amérique Latine (Après Belo Monte et Itaipu au Brésil).

Selon les plans d'expansion du secteur énergétique de l'Upme, le barrage d'Ituango doit générer à lui seul 17 % environ de l'énergie du pays, transformant de fait le canyon du Cauca en nouveau centre hydroélectrique du pays.

La centrale du barrage d'Ituango porte le nom Jose Tejada Saenz, mais on se réfère plus systématiquement pour en parler au nom de la société en charge du projet, HidroItuango. Elle sera construite entre les municipes d'Ituango et de Briceño à 170 km nord de Medellín au point de confluence des rivières Ituango et San Andrés et du fleuve Cauca, à 8 km en aval du pont Pescadero, où passe la route reliant Medellín au municipe d'Ituango. Le projet dans son ensemble occupe un territoire correspondant aux sub-région Norte de Antioquia, Bajo Cauca et Occidente. Il formera un réservoir de 80 km de long dans le canyon du Cauca. 12 municipes seront affectés par le projet, le réservoir, ou des infrastructures secondaires (hidroituango.com.co). Enfin, le site du barrage appartient à la zone d'amortissement du PNN Nudo de Paramillo.

Carte : Zone d'influence du projet dans le canyon du Cauca.

Sources : EPM

Bien que le début du chantier à Ituango corresponde à une période d'apaisement du conflit armé à

l'échelle nationale, la concomitance de ces deux processus apparaît comme fortuite, le projet de barrage s'étant structuré au cours des cinquante dernières années, à priori indépendamment des évolutions du conflit sur le territoire. Les deux processus s'accompagnent toutefois d'un discours sur leur vocation à s'appuyer mutuellement. Au-delà de ce discours, ils reposent sur des dynamiques communes en matière de gouvernance du développement qui créent de réelles interdépendances entre les deux depuis les années 1990, et qui pourraient à priori leur permettre de dépasser les dysfonctionnements associés à l'un ou l'autre de ces processus en matière d'intégration des trappes de pauvreté.

En particulier, on va analyser dans cette partie dans quelle mesure le barrage d'Ituango offre des perspectives réelles pour le développement local et la sortie de conflit.

Chapitre 3 : Le post-conflit

L'histoire du conflit armé colombien est émaillée de tentatives de sortie de conflit, visant soit l'anéantissement des adversaires, soit l'ouverture de pourparlers permettant d'envisager un dépôt des armes. Jusqu'aux années 2000, les différentes stratégies se sont soldées par des échecs pour mettre fin aux violences, en dépit d'avancées marginales sur certains aspects de gouvernance et d'accompagnement des victimes.

On va voir que depuis la fin du siècle précédent, ces stratégies intègrent progressivement les problématiques d'intégration des marges qui apparaissent de plus en plus clairement comme des enjeux incontournables de résolution d'un conflit armé multiforme et mouvant en fonction des échelles. L'État colombien tente d'y répondre en s'appuyant sur une conception des antimondes comme des menaces susceptibles de se diffuser à plus grande échelle.

Le processus de paix de la Havane initié par l'administration Santos avec les Farc présente des continuités avec les stratégies mises en œuvre la décennie précédente tout en se parant d'un discours sur une méthode de gouvernance innovantes pour intégrer les marges territoriales à ces dynamiques, avec la notion de Paix Territoriale.

On se demande dans ce chapitre en quoi ces perspectives permettent de définir le barrage d'Ituango comme un instrument de ce modèle de sortie de conflit.

1 Tentatives de sortie de conflit

Alors que la Colombie compte parmi les nouveaux pays émergents, le pays fait face à des fragilités sociales, politiques et économiques profondes que le conflit empêche de surmonter. Cela met en lumière les enjeux de la sortie de conflit pour le développement national. Les impacts du conflit sur le secteur agricole, qui entravent le développement national malgré une bonne santé économique dans les villes, l'instabilité socio-politique qui résulte des violences et les conséquences du trafic de drogue et des luttes révolutionnaires sur les relations internationales de la Colombie, notamment avec les États-Unis, imposent la recherche d'une solution pour mettre un terme aux boucles de rétroaction entre concentration des terres/économies illégales.

La paix constituerait une opportunité pour l'équité, la durabilité, une meilleure gestion des ressources du territoire. Cela dynamiserait l'économie agricole et favoriserait une meilleure articulation avec les autres secteurs économiques, tout en améliorant les conditions de vie et la protection des droits des populations rurales, et le fonctionnement démocratique.

Cela va donner lieu à une succession de tentatives de sorties de conflit basées sur des définitions, représentations et hiérarchisations variables des enjeux et acteurs du conflit. La mise en œuvre de stratégies de réintégration des marges territoriales aux réseaux économiques et aux processus de sortie de conflit apparaît progressivement comme un enjeu pour la résolution de conflit. Or, la durée du conflit armé colombien et les résultats mitigés des différentes expériences laisse supposer que cet enjeu s'est heurté jusqu'à présent à des obstacles apparemment infranchissables.

1.1 Sortie de conflit négociée

Alors que les expériences de réformes agraires pour limiter la concentration des terres qui alimente le conflit se soldent par des échecs, des tentatives de sortie de conflit négociée axées sur l'amélioration des institutions pour permettre aux groupes armés de poursuivre leurs objectifs dans le champ démocratique, et éventuellement d'impulser une transformation des rapports de force dans les campagnes s'amorcent dans les années 1980. Elles n'ont pas eu d'impact significatif sur les taux de violence (Lasconjarias, 2016).

1.1.1 Processus de la Uribe, Meta

Un premier processus de paix est entrepris de 1982 à 1985 entre les Farc et le gouvernement Betancur. Il s'agit du processus de La Uribe, Meta. La question de la participation politique des Farc en est l'enjeu principal. Elle doit être permise par une restructuration et une modernisation des institutions pour consolider la démocratie. Ainsi, si le processus ne propose pas directement de plan de réforme agraire, l'entrée des Farc en politique représente une perspective pour une politique menée au bénéfice des paysanneries. Ce processus s'ouvre sur un décret d'amnistie pour les combattants démobilisés, qui donne lieu à un cessez-le-feu en 1984. L'Union Patriotique (UP) est créée en 1985, mouvement politique portant les revendications paysannes défendues par les guérillas. L'UP récolte l'année suivante 320 conseillers municipaux, 19 représentants départementaux et 14 nationaux, ce qui est considéré comme un succès pour la gauche (Labrousse 2004).

Le processus est toutefois mis à l'arrêt avec la prise du palais de justice par le M-19 en 1985, qui est suivi par l'assassinat de 3000 à 4000 membres de l'UP par des groupes paramilitaires. Cela se traduit par l'annihilation de ce mouvement politique et par une radicalisation militaire des Farc.

1.1.2 Changement de constitution

Par la suite, des négociations s'ouvrent au Panama de 1989 et 1991 avec le gouvernement Barco, sous la pression de mobilisations citoyennes massives contre les groupes armés. Ces mobilisations,

principalement en dehors des arènes politiques traditionnelles, témoignent d'une volonté grandissante au sein de la population de construire la paix, en ville comme à la campagne. Elles revendiquent une solution qui passe par des changements au niveau de l'État, notamment une sortie du système bi-partisan pour rapprocher les citoyens du pouvoir et permettre l'émergence de solutions alternatives.

Cela pèse à terme dans les processus électoraux et pousse les représentants politiques à se saisir de la question. Cela donnera lieu à la démobilisation de l'EPL qui formera le parti politique Esperanza, Paz y Libertad, du M-19, de la guérilla indigène Quintin Lame et du PRT (Parti Révolutionnaire des Travailleurs). La démobilisation se fait en échange d'ouverture d'espaces démocratiques, et en particulier, la convocation d'une assemblée constituante qui aboutira à la Constitution de 1991. Le parti politique du M-19, devenant deuxième du pays avec 27 % des sièges (Garibay, 2005), participera de manière significative à son élaboration, de même que le mouvement Quintin Lame qui ouvrira la voie à la reconnaissance de la multiculturalité et à la protection des groupes ethniques dans la constitution (Fundación Paz y Reconciliación, 2019).

Toutefois, la nouvelle constitution est promulguée alors que s'ouvre la période la plus violente du conflit armé : les affrontements entre Farc et paramilitaires sur fond de trafic de drogue génèrent des déplacements massifs, des massacres, un appauvrissement des campagnes et de profonds dysfonctionnements au sein des institutions. En parallèle, le cadre de restructuration des campagnes visant à la déconcentration des terres prévu par la constitution et défini dans les réformes de 1994 n'a pas d'efficacité. La concentration se poursuit sous l'influence du trafic de drogue, catalysé par les déplacements.

1.1.3 Le processus d'el Caguan

Un nouveau processus de paix est entrepris entre les Farc et le gouvernement Pastrana entre 1998 et 2002. C'est le processus d'el Caguan, du nom du municipio San Vicente del Caguan, fief historique des Farc dans le Caqueta. Ce processus, qui constituait une promesse de campagne du président Pastrana donne lieu à une démilitarisation de cinq municipes du Caqueta pendant que la guerre se poursuit sur le reste du territoire.

Le processus aboutit à un fiasco : il se déroule en parallèle de l'élaboration du Plan Colombie, signé entre le gouvernement et différents États, dont les États-Unis qui versent 1,7 milliards de dollars à la Colombie en 2000 pour améliorer les capacités de l'armée colombienne (Mejia 2016). Ce plan est conditionné par un renforcement de la lutte contre la drogue, principalement par des fumigations des cultures. Cela a des conséquences désastreuses pour les paysanneries, qu'elles soient impliquées

dans les cultures illégales ou pas, parce que les terres sont massivement polluées. Au même moment, les Farc profitent de la zone démilitarisée pour reconstituer leurs forces en intensifiant les trafics. En fait, malgré les négociations, tous les acteurs profitent de la trêve pour se renforcer militairement et préparent donc les conditions d'une reprise de la violence généralisée. La prise en otage d'un ancien congressiste par les Farc en 2002 met fin au processus (Fundación Paz y Reconciliacion, 2019).

A l'issue du processus d'el Caguan, l'influence des Farc et celle des paramilitaires n'ont jamais été aussi fortes dans le pays qui connaît des pics de violences, et des nombres records de combattants dans les rangs des groupes armés (Pécaut 2006).

1.1.4 Une multiplicité d'intérêts contradictoires

Ainsi, ces différentes tentatives de sortie de conflit n'ont pas permis de réduire les violences. Pour expliquer l'échec de processus tels que celui de la Uribe Meta en 1985, l'absence d'agenda et d'objectifs clairement définis à l'avance, et l'absence de participation populaire sont des causes avancées par des organisations de promotion de la paix (Fundación Paz y Reconciliacion, 2019).

D'autre part, la question de la réparation des victimes, et celle de la protection des démobilisés, notamment contre les milices paramilitaires restent traitées marginalement, ce qui se traduit par un fort ressentiment, une perpétuation des situations de vulnérabilité et de nouvelles violences, dont témoigne le massacre de l'Union Patriótica, ainsi que le transfert de démobilisés vers d'autres groupes armés. C'est notamment le cas de combattants de l'EPL vers l'ELN lors du processus de 1991.

Les obstacles au succès de ces processus sont ainsi un manque d'efficacité des institutions pour orienter et contrôler la bonne marche des décisions prises, l'insécurité et l'impunité qui aggravent la condition des victimes et rendent la paix vulnérable à des intérêts économiques aux marges de la loi et « para-politiques ». Ces problématiques sont d'autant plus critiques dans les territoires où l'emprise institutionnelle est faible (García, 1997). À ce titre, des stratégies pour reprendre le contrôle de ces territoires ont été proposées, comme le Programme de Développement Rural Intégré, ciblant les zones frontalières sous López Michelsen (1974-78), et le Plan National de Réhabilitation pour les municipes les plus touchés par le conflit sous Bétancur (1982-86). Mais en pratique, ces plans n'ont donné lieu qu'à des renforcements de la présence militaire (Pino Uribe, 2016).

Ainsi, si l'enjeu de la concentration des terres est clairement pris en compte dans les tentatives de sortie négociée du conflit, la problématique des trappes de pauvreté hors du contrôle de l'État n'est

que marginalement posée.

1.2 Décennie 2000, reconstruction du contrôle territorial et affaiblissement de l'État de droit

1.2.1 Réimposer le contrôle de l'État

1.2.1.1 Répression militaire

Les processus de paix impliquant les guérillas pendant la décennie 1990 ont décrédibilisé la perspective d'une issue négociée au conflit. Les années 2000 s'ouvrent sur une période de défiance et de désillusion vis-à-vis des solutions négociées. La voie de la répression militaire semble favorisée. Toute perspective de négociation de paix avec les guérillas est suspendue, au profit d'un retour à la guerre intense. La Colombie se trouve alors dans une situation de violence critique. Le président Uribe (2002-2010), successeur de Pastrana, est un fervent partisan de la reprise du contrôle territorial par les armes, pour reconstruire le monopole de l'autorité de l'État face aux groupes rebelles et éradiquer les guérillas d'extrême gauche.

La présence militaire est renforcée sur tout le territoire (Garibay, 2010). Pendant cette période, 5 % du PIB sont dirigés vers l'armée. Le gouvernement Uribe dispose du soutien des États Unis dans le cadre du Plan Colombia. En 8 ans, 8 milliards de dollars d'aide américaine sont versés. Le pays passe de 110 000 à 160 000 membres des forces de police et de 203 000 à 270 000 membres des forces militaires (Mejia, 2016).

Les enjeux spécifiques de réintégrer les marges transparaissent dans ces stratégies militaires. Les programmes dits de « sécurité démocratique » et d'« État communautaire » sont mis en route. Ils s'appuient sur la constitution de réseaux d'informateurs civils dans les campagnes, l'armement et l'entraînement de soldats-paysans qui se substituent sur certains territoires à l'armée pour ses prérogatives en termes de sécurité selon le principe de coresponsabilité de l'État et de la population civile en matière de sécurité et de lutte contre les guérillas.

La pression militaire conduira pendant cette période à un affaiblissement sans précédent des guérillas. L'année 2008 en particulier est marquée par des succès militaires contre les Farc et la mort de leur fondateur. De nombreux otages sont libérés. Cela permet la désactivation de la guerre sur de nouveaux territoires témoignant du succès des opérations armées pour reprendre le contrôle des territoires aux groupes rebelles (Lasconjarias, 2016).

La libération de ces territoires de l'influence des Farc permet de refaire passer les ressources de territoires marginalisés dans des réseaux légaux. Les IDE se multiplient, le secteur du tourisme

émerge en parallèle de projets extractifs ou d'agriculture intensive. Les exportations, associées au climat économique favorable des villes où la sécurité s'améliore nettement, et contribuent à la croissance économique du pays. (Gomez Jimenez 2003).

À partir de 2008 les programmes sécuritaires s'accompagnent d'un plan de consolidation territorial, qui identifie 100 municipes prioritaires de programmes de développement économique, social et d'infrastructure avec pour objectif de limiter l'influence et le contrôle territorial des guérillas (Arrieta, Hidalgo, Fernández, 2017).

Ainsi, le programme « sécurité démocratique » mis en place par Uribe alors qu'il devient président de la république colombienne en 2002, et soutenu par les États Unis, principaux générateurs d'IDE en Colombie, témoigne de l'adoption au niveau national de stratégies associant répression militaire et développement économique pour la reprise du contrôle territorial dans les régions les plus éprouvées par le conflit armé.

Tout cela améliore l'image de la Colombie et de la solidité de l'État colombien au sein des institutions internationales. À la fin des années 2000, les Nations Unies considèrent que les derniers gouvernements ont fourni des efforts remarquables pour sortir de la situation d'« État en danger d'effondrement » des années 1990. Suite aux échecs des tentatives de sortie de conflit négociée, cette stratégie s'apparente à une recherche de solution rapide pour un peuple très durement éprouvé par le conflit. Elle rencontre au début une certaine adhésion populaire (Pécaud 2006).

1.2.1.2 Démobilisation des paramilitaires

Toutefois, cette période de pilonnage des Farc est aussi marquée par un processus de justice transitionnelle qui se déroule de 2003 à 2005 sous la présidence d'Uribe, destiné à favoriser le dépôt des armes par les groupes armés.

La justice transitionnelle, dont les premières expériences sont mises en œuvre au Rwanda et en Ex-Yougoslavie dans les années 1990, est un outil promu par les Nations Unis pour la résolution de conflit dans des contextes de conflit interne de longue durée ayant occasionné un grand nombre de victimes, et ne se terminant pas par la victoire ou la défaite d'un des camps. Elle a pour objectif de contribuer à la paix à moyen terme en favorisant la justice pour les victimes, la « réconciliation » et en limitant l'impunité.

En pratique, à l'issue de ces conflits, les impératifs de justice et de réparation des victimes soulèvent des difficultés concernant l'identification des victimes, des responsables et l'élaboration de systèmes de sanction et de réparation. Comment évaluer et rendre effectives les réparations suite à des violations de droits humains, et comment poursuivre les responsables dans la mesure où ce sont

eux qui mènent les négociations de paix et qui établissent les conditions de sortie de conflit ? En l'absence de défaite militaire, un traitement spécial est incontournable pour que les anciens guérilleros acceptent de déposer les armes, de sortir de la clandestinité de poursuivre les négociations. En effet, le dépôt des armes ne peut être volontaire et durable que s'il s'accompagne de perspectives et d'opportunités pour les populations concernées. Ils ont en effet peu d'intérêt à s'engager dans ces processus sans voies de sortie alternatives à la prison ou l'extradition. La justice transitionnelle renonce ainsi à sanctionner une partie des violences perpétrées, afin de permettre les négociations et l'établissement de la vérité.

Face à ces enjeux, la justice transitionnelle sert de cadre juridique alternatif à la justice ordinaire pour accomplir ces tâches en se basant sur des outils, tels que les tribunaux spéciaux, Commissions Vérité et Réconciliation (CVR), travaux de mémoire, mesures de réparation.

L'objectif prioritaire est de faciliter la démobilisation et la réintégration des acteurs de conflit. En principe, elle permet de sanctionner les crimes les plus graves, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. L'établissement des responsabilités est permis par la coopération des démobilisés avec les autorités, en échange de réduction de peine pour ces derniers. Le témoignage des démobilisés doit permettre de révéler les systèmes d'alliance entre acteurs aux marges de la loi et milieux politiques et économiques, et à démanteler les structures de crime organisé. L'établissement des exactions et des responsabilités ouvre la voie à la réparation des victimes, et à la réconciliation de la société. La réparation est matérielle (restitution de terres, indemnisations) et symbolique (monuments, hommages, excuses nationales). La justice transitionnelle doit donner aux victimes la garantie de ne plus subir de violation des droits à l'avenir.

Ces outils doivent en outre participer à la reconstruction de l'État, fragilisé par le conflit, via des processus de ré-institutionnalisation, d'établissement de règles pour garantir le respect des droits humains.

Cela doit permettre la non-répétition de la violence en rétablissant la confiance entre l'État et les citoyens, en dépolarisant la société, mais aussi en faisant émerger un récit des violences permettant de mieux saisir les causes et les dynamiques, afin de mettre en œuvre de moyens pour prévenir leur redémarrage. Il est ainsi établi que reconnaissance et réparation des droits des victimes à la suite de conflits internes sont indispensables pour reconstruire la société et servir de bouclier pour prévenir une réactivation de violence (Lefranc, 2008). Les difficultés à faire face à ces problématiques ont favorisé la reprise de la violence à partir des marges territoriales à l'issue des différents processus de sortie de conflit entrepris en Colombie.

La loi « Justice et Paix » est promulguée à l'issue de ce processus en 2005. Elle établit la création de la Commission Nationale de Réparation et de Réconciliation (CNRR), d'un tribunal spécial de « justice et paix », un secrétariat ministériel à la justice transitionnelle, une unité des victimes et des centres de mémoire historique. Ces institutions doivent permettre de juger les crimes des paramilitaires et guérilleros tout en favorisant leur réintégration à la vie civile, et de fournir des mécanismes pour l'établissement de la vérité pour la réparation des victimes.

Le CNRR en particulier, est chargé de construire le travail de mémoire historique, en associant les autorités locales et nationales et la société civile. C'est devant lui que sont déposées les armes des démobilisés. Les ex-combattants y sont appelés à témoigner des exactions commises durant le conflit. Ces témoignages, les « versiones libres » doivent permettre d'identifier les victimes et les responsables dans les processus de concentration des terres et de violence. Ils sont livrés en échange de réduction de peine ou d'amnistie (réduites à 5-8 ans de privation de liberté) s'ils permettent d'établir les responsabilités aux niveaux les plus élevés (Arango Garcia, 2013). Les responsables de la concentration illégale et ceux qui en ont tiré profit indûment font l'objet de sanctions et d'expropriation. Cela doit permettre la réparation des victimes via un processus de redistribution des terres. Les hauts responsables de la violence ne bénéficient pas de réduction de peine.

Ce processus aboutira officiellement à la démobilisation des paramilitaires. Le processus de justice transitionnelle ouvre des perspectives de consolidation de l'État de droit dans les territoires sous contrôle paramilitaire du fait d'un renforcement institutionnel, de mesures de lutte contre l'impunité, de la création de programmes de protection, notamment des défenseurs de droits humains, des leaders paysans et communautaires, des journalistes (Dumont, 2007-1).

Dans tout le pays, les déplacements forcés commencent en effet à décroître pour la première fois depuis 1995. En Antioquia, le taux d'homicide régresse jusqu'à rejoindre les moyennes nationales alors que ces taux dépassaient le double de ces moyennes lors de la période 1990-2002. D'autres indicateurs, comme les taux d'enlèvement, dont l'Antioquia présentait les plus élevés du pays dans les années 1990 s'améliorent, signe d'une activité réduite des groupes armés illégaux.

Graphique. Source : registro unico de victimas

1.2.2 Affaiblissement de L'État de droit dans les marges.

En dépit d'un certain enthousiasme de la communauté internationale sur l'évolution de la situation dans la deuxième moitié des années 2000, le processus de justice transitionnelle autant que le pilonnage des Farc ont des résultats ambivalents sur les territoires. En particulier, s'ils se traduisent par une amélioration des taux de violence à l'échelle nationale et une réduction des espaces sous

contrôle des groupes aux marges de la loi, la situation est hétérogène sur les territoires. En parallèle, le processus de justice transitionnelle ne prévoit finalement aucune réforme du secteur agraire ni pour l'intégration des paysanneries à la vie démocratique dans les marges, ce qui met en doute la durabilité du processus dans les marges territoriales.

1.2.2.1 Émergence des bacrim

Le processus de justice transitionnelle, montre rapidement ses faiblesses. Il est estimé que cette loi donne lieu à la démobilisation de 5 000 à 30 000 paramilitaires, dont une centaine de responsables, et à la saisie de 18 000 armes. 60 000 faits de violences, d'expropriation, de disparitions forcées sont établis, et 3000 fosses communes exhumées. 300 000 victimes sont intégrées au processus de réparation. Mais en pratique, la loi de 2005 donnera des résultats pour le travail de vérité, elle est pratiquement inopérante en termes de poursuite des hauts responsables et de réparation aux victimes. En outre, elle ne donne pas lieu à un désarmement durable (Arango Garcia, 2013).

En premier lieu, le processus adressé en particulier aux paramilitaires qui entretiennent des liens forts avec le gouvernement Uribe (Pécaud, 2006), s'avère rapidement plutôt complaisant à l'égard des hauts responsables. Il passe dans certain cas pour une forme d'impunité pour les chefs paramilitaires, et suscite l'inquiétude sur sa capacité à mettre en lumière des complicités possibles au sein des pouvoirs « réguliers », notamment dans la perpétration de crimes de guerres et de crimes contre l'humanité, les différents acteurs se protégeant mutuellement.

En fait, très peu de condamnations sont prononcées contre les hauts responsables. Beaucoup de procès n'ont pas abouti, des enquêtes sont toujours en cours dix ans plus tard. Certaines ont été interrompues par les extraditions vers les Etats-Unis de paramilitaires impliqués dans le trafic de drogue. Ces extraditions ont été autorisées en 2008, donnant le sentiment que les objectifs de lutte contre le trafic de drogue, servant les intérêts états-uniens, sont prioritaires sur ceux de la justice transitionnelle (Amnesty International, 2015).

En parallèle, les témoignages n'exigeant pas de confessions ni de preuves pour donner lieu à des bénéfices juridiques, leur contribution à une réparation effective des victimes est très limitée. Bon nombre de ces victimes abandonnent le processus du fait de la lenteur de la justice, incompatible avec l'immédiateté de leurs besoins. L'autre problème est l'absence de mécanismes de sécurité pour les victimes engageant des démarches, leur faisant craindre des représailles de la part de groupes démobilisés. De lourdes menaces pèsent ainsi sur les victimes, leurs avocats et les juges (Arango Garcia, 2013).

Enfin, la réintégration effective des démobilisés dans les communautés reste un défi. Le

désarmement et la démobilisation constituent seulement la première étape de la réinsertion. L'enjeu est d'assurer la durabilité du dépôt des armes et d'éviter le recyclage des démobilisés dans le crime organisé, notamment en donnant des moyens de subsistance alternatifs et de protection aux démobilisés.

Or, d'une part, les démobilisés sont confrontés à une menace élevée de représailles de la part d'autres groupes armés ou de criminalité organisées qui entretiennent la violence et s'inquiètent d'une loi encourageant les démobilisés à dénoncer les crimes des organisations paramilitaires et de leurs alliés.

D'autre part, la démobilisation se traduit rapidement par la reconversion d'anciens combattants au sein d'organisations criminelles violentes, les bacrim (bandes criminelles), qui se développent dans les marges territoriales, urbaines et rurales. Souvent impliquées dans des activités criminelles organisées, surtout le trafic de drogue (Villegas, 2010), la continuité de ces organisations criminelles avec les organisations paramilitaires pousse certains observateurs à les considérer comme un groupe armé politique (Centro Nacional de Memoria Historica, 2014). Même si elles sont moins structurées militairement et idéologiquement que les groupes paramilitaires, et n'ont pas la même capacité à exercer un contrôle territorial exclusif, faute de coordination entre les différentes factions, elles calquent les structures et les modes d'actions des ex-AUC : hiérarchie militaire, orientation idéologique similaire à celle des AUC, opérations militaires planifiées contre les civils, persécution de leaders sociaux et syndicalistes, contrôle social à travers des liens avec les structures économiques et politiques issus des anciens groupes paramilitaires... D'anciens cadres paramilitaires se trouvent aux postes de commandement de ces groupes. Les bacrim s'alimentent en outre du recrutement forcé ou volontaire de nouveaux et anciens membres des paramilitaires. Cela semble indiquer que la réintégration n'a souvent été que de façade dans le cadre de la loi de 2005, du fait du manque de contrôle mais aussi de l'absence de moyens investis pour rendre la réintégration des paramilitaires viables. En outre, pour faire face à l'apparition des bacrim, les Farc et l'ELN augmentent leur usage des mines antipersonnel et intensifient le recrutement forcé, contribuant une recrudescence des affrontements et des déplacements.

1.2.2.2 Affaiblissement de l'État de droit

À l'origine de la stratégie de reprise du contrôle territorial sous le gouvernement d'Alvaro Uribe, au pouvoir de 2002 à 2010, il y a l'opposition à la reconnaissance de l'existence d'un conflit armé colombien. Il préfère se référer à des groupes terroristes qu'il faut combattre sur le territoire. Dans les années 2000 les AUC comme les Farc sont d'ailleurs classées comme groupes terroristes par les États-Unis, le Canada et l'UE.

Cela permet d'occulter la part prise par l'armée régulière dans les violences sur le territoire. En refusant de parler de conflit armé, le gouvernement Uribe ne distingue pas civils et combattants quand il s'agit des groupes dissidents. Cela lui permet de considérer les populations qui appuient financièrement les groupes armés (et dont il est difficile de dire si elle le font volontairement ou pas) comme partie intégrante des mouvements de guérillas. Cela a pour conséquences de transformer la population civile en objectif militaire, y compris de l'armée régulière, et pose le problème de la reconnaissance du droit à la neutralité des populations civiles dans les zones de conflit. Celles-ci, facilement accusées de soutenir tel ou tel groupe en présence deviennent cibles des autres, y compris cibles de l'armée régulière. Les partisans d'une solution négociée au conflit tendent à être décrédibilisés par la stigmatisation et les insinuations de sympathie pour les guérillas (Serrano, 2011).

Dès 2003, Les pratiques faiblement contrôlées d'armement des civils (Programme Etat Communautaire) sont alors à l'origine de nouvelles exactions, d'abus et de violation de droit de la part des participants, et de nouvelles formes d'impunité (Arango, Muñera, De Roux, 2003). En particulier, la période est caractérisée par une augmentation exponentielle des exécutions extrajudiciaires et des persécutions de leaders sociaux, indigènes ou paysans, assimilés par l'armée et les paramilitaires à des membres des guérillas. La répression contre les guérillas s'est soldée par l'assassinat de milliers de civils par l'armée, en coopération avec les paramilitaires dans des affaires des *falsos positivos*. Ces affaires concernaient des assassinats systématiques de civils, en vue de les faire passer pour des guérilleros et améliorer les chiffres de la lutte de l'armée contre les guérillas. Révélées dans leur ampleur en 2008, elles ont entraîné la destitution de plusieurs officiers et des démissions de hauts gradés, et le président a été mis en cause. Le nombre de victimes est estimé entre 4000 et 10 000 morts (unhcr.org). La politique de sécurité démocratique sera ainsi qualifiée plus tard de para-politique (Daviaud, 2010).

Dans ces conditions, les résultats de la politique d'Uribe en termes de consolidation de l'État ne sont pas probants.

Avec le programme de sécurité démocratique, il ne s'agit plus de mettre fin au conflit au préalable pour permettre le développement des territoires, mais de forcer ce développement, quitte à déclencher des explosions de violence, dont on pourra réparer les effets une fois reconstruit le contrôle territorial et améliorées les finances des administrations.

Or, si cet enjeu est progressivement intégré aux stratégies de lutte contre les groupes armés, cela se fait jusque dans les années 2010 dans une perspective sécuritaire et descendante. La

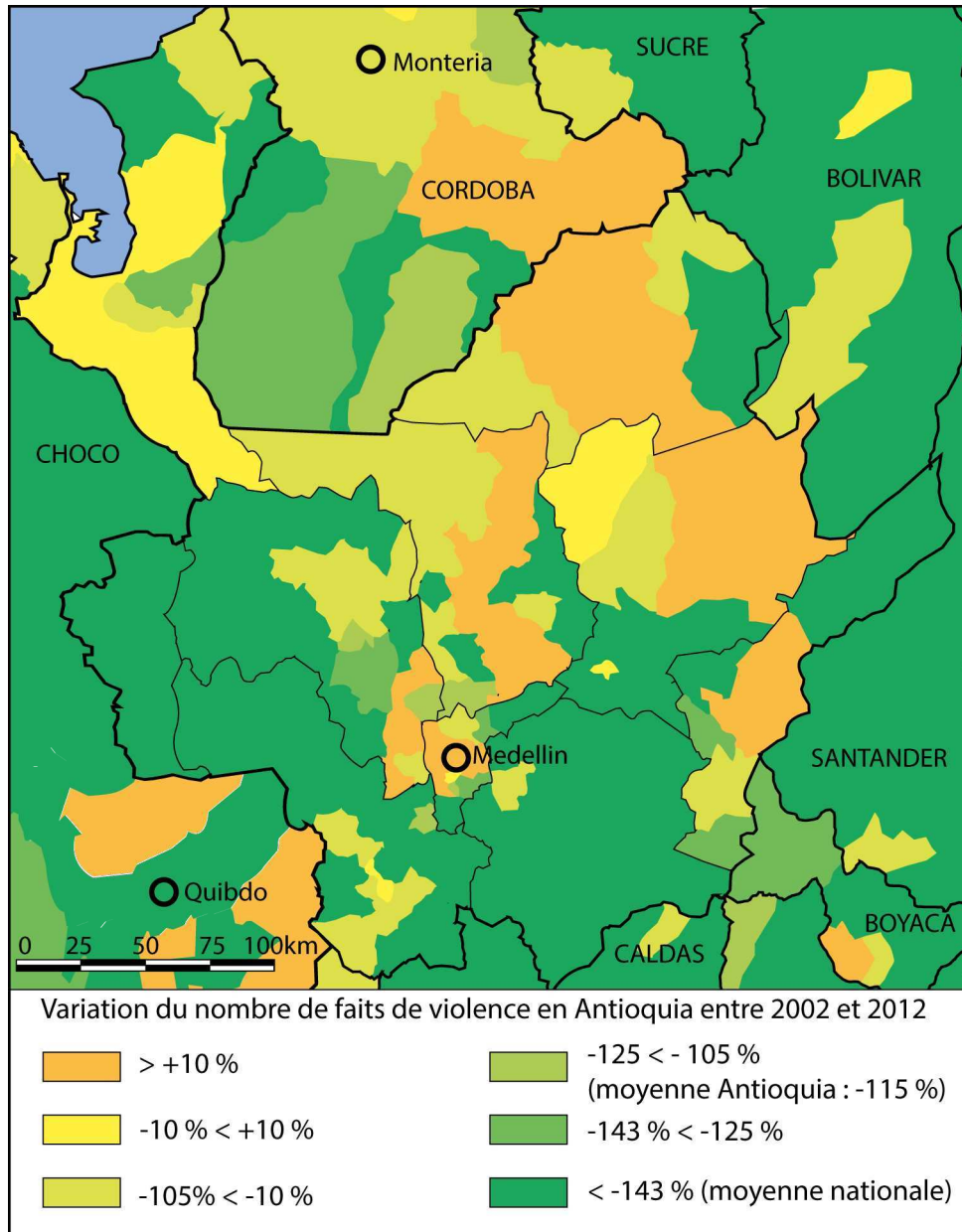
« réintégration » des territoires et de leurs ressources est rendue possible par une reprise de contrôle territorial de l'État sur ces territoires au détriment de celui des groupes armés. La substitution des réseaux d'antimonde par des réseaux « formels » sans ajustements des structures construites sur la dépendance aux « antimondes » dans un contexte de fragilité de l'État, ni prise en compte des spécificités de chaque territoire qui résulte de leur positionnement dans les systèmes territoriaux formels/informels n'est guère durable faute d'amélioration des revenus propres et de gestion interne.

En parallèle, le renforcement militaire reproduit des situations d'atteintes aux droits de l'homme. Il entraîne une dérive autoritaire éloignant le pays d'une gestion pacifiée des conflits sociaux qui sont à l'origine du conflit et aggravés par lui. Enfin, la part du PIB investie dans la défense au détriment du secteur social accélère la détérioration des indicateurs sociaux. (Florez Ruiz, 2011). Dans le contexte d'émergence des bacrim et de scandales tels que celui des *falsos positivos*, ces différents processus tendent plutôt à aggraver la crise de légitimité dans laquelle le conflit a maintenu l'État, et la grande fragilité sociale là où la violence se poursuit.

1.2.3 Concentration de la violence dans les trappes de pauvreté

Ces situations chaotiques, si elles peuvent être perçues comme transitoires, destinées à s'apaiser après la victoire militaire, conduisent en fait à une impasse. Malgré l'affaiblissement, l'armée ne vient pas à bout des Farc, ni de l'ELN. Leur affaiblissement conduit à une atomisation et une autonomisation des fronts liées à des stratégies de survie locales, sans mettre fin à leur influence sur les territoires. La mort des chefs historiques se traduit par la perte d'un vecteur d'unité au moins symbolique. En cas de dépôt des armes, cela peut favoriser le risque de dissidence tant qu'une capacité opérationnelle peut être tirée de territoires riches en ressources demeurant hors de contrôle de l'État. En parallèle, les paramilitaires restent actifs sous forme de bacrim. Dans leur sillage, on peut craindre que l'affaiblissement des Farc par la répression militaire ne conduise au même phénomène, tant qu'il ne mène pas à une annihilation définitive de la guérilla, ce qui paraît illusoire. En attendant, la confrontation s'enlise.

En Antioquia en particulier, des affrontements se poursuivent, opposant Farc, ELN et armée régulière dont la présence est renforcée dans toutes les régions frontalières du département, mais aussi au centre à Medellín (Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, 2016).



Carte 23: Evolution territoriale de la violence en Antioquia dans les années 2000 (base : Igac ; données : Registro Unico de Victimas ; auteur : Benassaya)

Dans certains territoires du département, le déplacement ainsi que des situations de violation du droit humanitaire international repartent à la hausse au lendemain de la démobilisation des AUC (Unidad para la Atencion y Reparacion Integral a las Victimas, 2013).

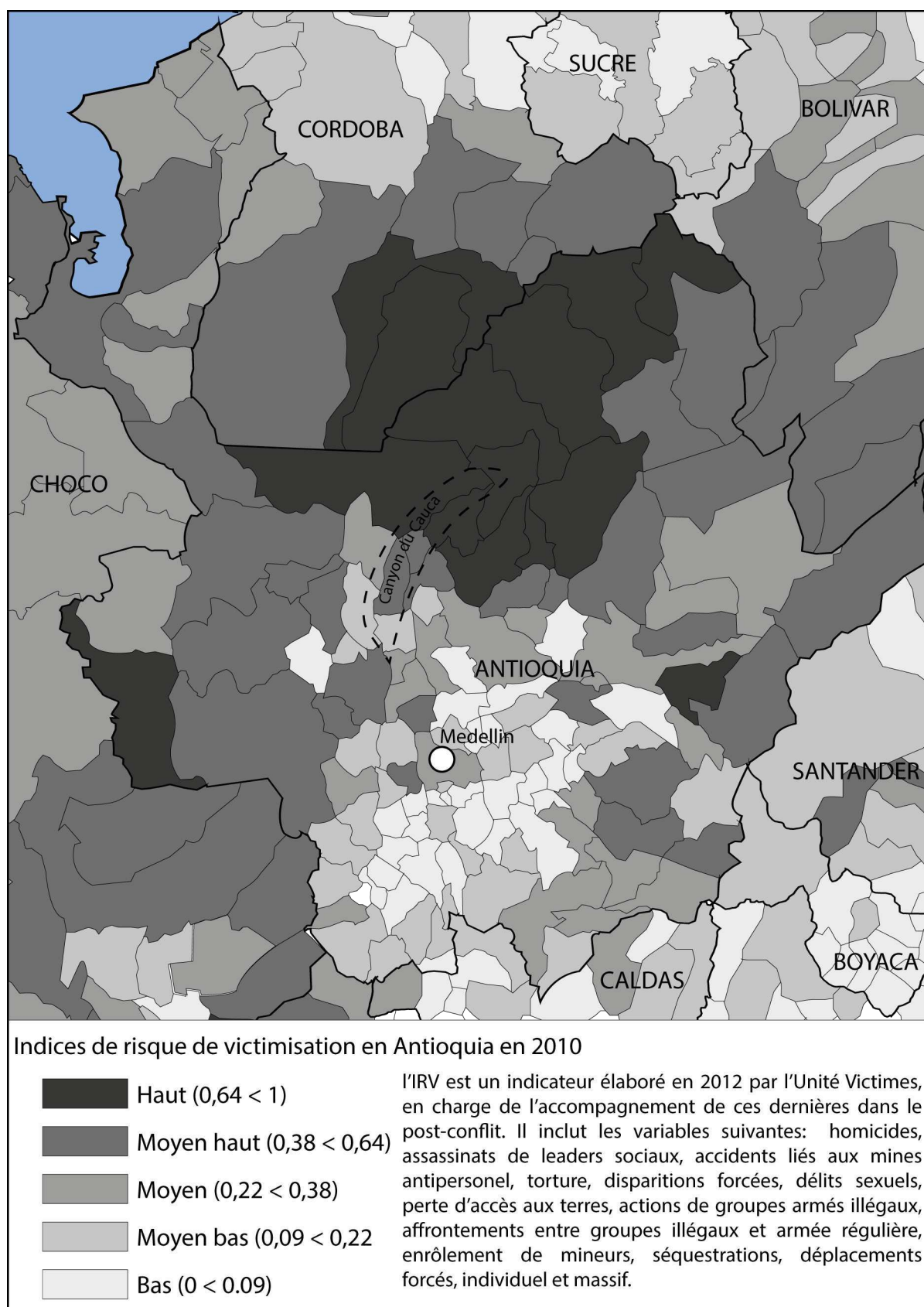
Les bacrim semblent à ce jour à l'origine d'une nouvelle vague de dépossession de terres dans les territoires d'où les guérillas sont expulsées, qui annule les effets de la justice transitionnelle pour la réparation des victimes (Fundación Paz y Reconciliacion, 2019). Ces dépossession perpétuent les stratégies déployées par les paramilitaires depuis la fin des années 1990 qui a été qualifiée de

« contre-réforme agraire ». Ces groupes jouent ainsi un rôle central dans la poursuite des violences et des dépossessions de terres après la démobilisation des paramilitaires et malgré l'affaiblissement des guérillas, qu'elles remplacent. À partir de 2005, elles se rendent coupables de la majorité des crimes de guerres et des crimes contre l'humanité perpétrés en Colombie.

Finalement, après la démobilisation des AUC en 2005, le conflit se poursuit entre une multitude de fronts plus autonomes et moins idéologiques, souvent confondus avec des groupes de criminalité organisée (Amnesty International, 2014). La période de la présidence Uribe entre 2002 et 2010, en dépit d'un repli numérique et territorial des groupes armés, connaît dans ces conditions un pic de violations de droits humains parmi les plus intenses du conflit. En 2010, la Colombie est le premier pays du monde en termes de déplacements et de faits de violence (unhcr.org/colombia).

La stratégie de sortie de conflit à cette période donne en fait lieu à une régionalisation, une concentration et un enkystement de la violence sur certains territoires, associés à une « narcotisation » du conflit.

Les territoires où perdure la violence ne sont pas répartis au hasard. Il s'agit de territoires souvent en situation de périphérie, de frontière, « angles morts du développement économique colombien » mais disposant d'une grande richesse en ressources naturelles où la concentration des terres se poursuit. Le Putumayo, à la frontière avec l'Équateur, le Darien chocoano qui constitue la voie d'accès avec le Panama, ou encore le Norte de Santander au contact du Venezuela constituent les principaux foyers frontaliers (Daviaud 2010). Le Nudo de Paramillo ou encore le parc de la Macarena dans le Meta, sont les principaux foyers « à l'intérieur » du territoire, et ont également une dimension d'interface entre la dynamique zone andine et des espaces de jungle connectés aux réseaux internationaux d'antitmonde.



Carte 24: *Persistance de la violence en Antioquia en 2010 (base : Igac ; données : dane.gov.co, Registro Unico de Victimas ; auteur : Benassaya)*

Cette violence, moins visible car plus éloignée des centres, mais aussi plus insidieuse, rend la situation des trappes de pauvreté toujours plus complexe. Ces déplacements sont désormais plus souvent individuels que massifs, donc moins visibles (Centro Nacional de Memoria Historica, 2015). Ils concernent en particulier les campagnes mais les villes sont aussi touchées par des phénomènes de déplacement inter-urbains. De la même manière, le nombre de massacres recule mais les taux d'homicides demeurent élevés (Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, 2013). Les défenseurs de droits humains et les leaders sociaux restent des cibles privilégiées de tous les acteurs armés. Cela accentue la discontinuité de ces territoires avec le reste du pays où la baisse de l'insécurité et la violence s'accompagnent d'une accélération de la croissance économique.

Dans les marges territoriales, le pilonnage des guérillas et de leurs « soutiens » s'apparente à une forme de « nettoyage » des marges riches en ressources où la présence de l'État n'est renforcée que militairement. Le reflux des groupes armés, masque un glissement accéléré vers la criminalité organisée, qui n'entrave pas l'ouverture de ces territoires accessibles aux IDE pour y amorcer des processus d'exploitation intensive des ressources, renforçant la vulnérabilité des communautés (Martin, 2018).

Ces stratégies qui allient renforcement militaire et renforcement économique territorialisé, en s'accompagnant d'un affaiblissement du bon fonctionnement de l'État échouent à lutter efficacement contre le processus de trappes de pauvreté. Sur ces territoires, la situation économique et sociale demeure loin des progrès constatés par les organismes internationaux sur une grande partie du territoire colombien.(Arango, Muñera, De Roux, 2003). Si les villes connaissent une bonne croissance, les disparités se creusent avec les campagnes. La Colombie reste ainsi le pays le plus inégalitaire de la région, ce qui alimente les conflits agraires.

Cela souligne le fait que la situation en Colombie va au-delà d'une problématique d'ordre public. La construction de la paix passe par un changement structurel au niveau de l'État et pas seulement par la victoire de l'un des acteurs (Arango, Muñera, De Roux, 2003). Or, la réforme agraire disparaît des agendas sous la présidence d'Uribe et la défiance de la population vis-à-vis des acteurs susceptibles de participer à la construction de la paix, représentants politiques, ceux des guérillas, armée, justice, aides internationales tend plutôt à s'accroître.

2 Le processus de la Havane

Les acteurs impliqués plus ou moins directement dans la résolution du conflit depuis les années 1980 poursuivent une grande variété d'intérêts contradictoires. Parmi ces intérêts, ceux qui

privilégiaient une sortie de conflit avant tout répressive ont souvent dominé les rapports de force.

Les sociétés civiles locales, fortement désorganisées dans les marges conflictuelles, sont exclues des processus démocratiques susceptibles de promouvoir une sortie de conflit concertée, tandis que le secteur entrepreneurial est plutôt mobilisé pour la solution répressive, dont témoigne l'appui des secteurs industriels d'Antioquia à Alvaro Uribe (Fundación Ideas para la Paz, 2011). Pendant cette période, les intérêts extractifs tirent avantage de cette forme de « pacification » de territoires marginalisés précédemment sous contrôle des Farc et il en résulte une aggravation de la concentration.

Dans ces conditions il n'y a pas d'émergence de modèle décisif de sortie de conflit armé ni de gestion non violente des conflits agraires. Il n'a été possible ni de mettre fin à la violence, ni de répondre aux problématiques de pauvreté et d'inégalité dans les campagnes.

À la fin des années 2000, la situation colombienne semble bloquée : la violence se poursuit et continue de modeler l'organisation des campagnes qui sont maintenues dans le sous-développement, tandis que narcotraffic et activités extractives prospèrent. La répression pour obtenir un dépôt des armes durable par les groupes rebelles ne se traduit pas en réduction des violences du fait de l'impossibilité de mener une réforme agraire d'envergure pour réduire la fragmentation et les inégalités dans les campagnes et de l'incapacité de faire appliquer localement des mesures pour la paix.

Or, la décennie 2010 s'ouvre sur une nouvelle impulsion pour la paix. Cela correspond à l'élection de Juan Manuel Santos. Pour sortir de l'impasse présentée par les solutions proposées précédemment, le président Santos, en rupture avec la stratégie de son prédécesseur Alvaro Uribe, opte pour le dialogue avec les Farc. Un processus de paix est amorcé en 2012. Le discours s'oriente sur le post-conflit et la reconstruction des tissus sociaux, politiques et économiques dans les campagnes pour surmonter les obstacles à la construction de la paix, notamment à travers une « réforme rurale intégrale ».

2.1 Des conditions d'apaisement

L'ouverture du processus de paix de la Havane est rendue possible par des conditions favorables pour faire pencher les intérêts de chaque partie prenante du conflit vers sa résolution. Ces conditions sont d'une part un affaiblissement des groupes armés poussant les combattants à chercher des voies de sortie de la clandestinité. D'autre part, le contexte économique moins favorable aux intérêts du latifundium va encourager une évolution des usages des territoires impliquant un apaisement des violences.

2.1.1 Un contexte économique propice à l'apaisement

Là où le système du latifundium et l'économie spéculative s'accommodaient de la situation de conflit armé, la progression de l'agriculture industrielle change la donne. Cette progression traduit une évolution de formes d'accumulation de profit et de pouvoir à partir de la terre, sous l'influence d'intérêts productifs dans un contexte de mondialisation (Robinson, 2013). Elle repose beaucoup sur des investissements étrangers qui impliquent une certaine stabilité, et surtout un marché des terres fluides et une sécurisation de la propriété foncière.

Par ailleurs, dans le contexte de mondialisation et de croissance de villes « pacifiées » émergent d'autres secteurs économiques en parallèle des secteurs primaires des campagnes, comme le tourisme et l'innovation pour lesquelles la persistance de poches de violence et leurs conséquences sur les infrastructures et les prix des biens de consommation représentent un obstacle majeur.

La recherche d'une solution négociée représente donc des intérêts politiques et économiques pour le gouvernement Santos. En premier lieu, l'enjeu est d'améliorer l'image de la Colombie, qualifiée tour à tour d'État failli ou d'État cocaïne dans les années 1990, puis d'État paramilitaire dans les années 2000. Il s'agit notamment d'apporter des garanties à la communauté internationale après les nombreuses révélations d'exactions de l'armée en lien avec les paramilitaires et la criminalité organisée et l'insuffisance manifeste des moyens alloués à la protection des victimes lors de la décennie précédente.

À terme, cette amélioration de l'image doit favoriser la mise en œuvre de la politique économique libérale de Santos en confirmant le statut de la Colombie de partenaire commercial stable et respectable sur la scène internationale. Les objectifs de ce changement d'image sont une accélération de l'ouverture au marché international et l'attraction d'IDE sur des territoires « libérés du conflit » afin d'en exploiter les ressources. La fin du conflit donnerait ainsi lieu à un renforcement du positionnement de la Colombie dans la mondialisation (Banque Mondiale).

L'occasion d'apparaître comme le représentant le plus crédible de la démocratie libérale dans la région est d'autant plus opportune dans un contexte de dégradation des situations au Venezuela, Équateur, et Brésil voisins où les modèles « socialistes » sont battus en brèche. L'obtention en 2016 du prix Nobel de la paix par Santos pour avoir mené le processus de paix consacre ce changement d'image.

Enfin, l'argument pour la recherche d'une solution de sortie de conflit est aussi financier. La réduction des dépenses pour la défense serait une bouffée d'oxygène pour l'État colombien et permettrait d'investir dans les services publics et le développement territorial.

2.1.2 Apports des tentatives de sortie de conflit précédentes

Malgré ces rapports de force en faveur de la paix, la fragilité de l'ancrage de l'État sur les territoires et la fragmentation d'intérêts particuliers en compétition face à lui restent de mise et impliquent l'élaboration de stratégies innovantes. Plusieurs problématiques se posent pour la sortie de conflit. Comment parvenir au retrait durable des groupes rebelles sur les territoires pour garantir la non-répétition de la violence, entre répression militaire et négociations ? Après la démobilisation, comment rétablir un réel contrôle institutionnel sur les territoires laissés vacants, avec leurs ressources, leurs équipements, mais aussi leurs terrains minés et leurs activités illégales ? Comment redistribuer les terres et y organiser des activités productives de nature à détourner la population des activités aux marges de la loi ? Ces questions se posent dans un contexte de fragilité de l'État et de polarisation de la société vis-à-vis du conflit.

Or, les différentes tentatives de sortie de conflit ont eu des externalités qui concourent à l'évolution de la situation en 2010 et pourraient permettre de contourner certaines de ces difficultés. Le gouvernement Santos va capitaliser sur certaines réussites de la période Uribe pour amorcer le processus de paix. En retour, les faiblesses et dysfonctionnements des stratégies précédentes constituent un répertoire d'expériences qui peut permettre d'améliorer la méthode afin de ne pas répéter des erreurs passées.

2.1.2.1 Les guérillas dos au mur

L'expérience d'el Caguan notamment a montré les risques liés à la démilitarisation d'une portion du territoire colombien, qui lors de ce processus a été mise à profit par les Farc pour se renforcer militairement. Le processus de la Havane doit se garder de constituer une occasion pour qu'elles se consolident à nouveau.

Santos était ministre de l'intérieur sous Uribe et l'un des artisans du pilonnage des Farc. Dans son discours, le processus de paix est rendu possible par l'affaiblissement des guérillas qui les contraint à négocier. Il part pour cela du principe que les processus de paix négociés ne peuvent se passer totalement d'une solution militaire. Pour amorcer un tel processus, il faut qu'au moins un des camps se perçoive comme trop affaibli pour vaincre.

Ainsi, le processus de paix en Colombie serait permis par un affaiblissement militaire et idéologique des Farc. Cet affaiblissement ne traduit pas pour autant une défaite. Les fronts locaux gardent la capacité de poursuivre leurs activités avec pour conséquences violences, violations de droits et essors des activités illégales. Mais la guérilla ne peut plus compter ni sur des succès militaires significatifs ni encore moins sur une victoire idéologique par les armes.

Dans ces conditions, la volonté de dirigeants Farc de s'inscrire dans un processus négocié s'apparente à une porte de sortie de la clandestinité et des perspectives de réintégration pour les combattants, et d'autre part à la possibilité de poursuivre le combat idéologique dans le domaine légal, notamment par la création d'un parti politique. En outre, en dépit d'une intégration constante de la recherche de profit à travers le trafic de drogue (Labrousse, 2003), les Farc ont fait preuve d'une volonté persistante, au sein de toutes les négociations qu'ils ont obtenues, d'obtenir une représentation politique, laissant envisager la persistance d'un noyau idéologique prêt à jouer le jeu des négociations (Arango, Muñera, De Roux, 2003).

Selon ce principe, la violence « régulière » pour affaiblir et maintenir la pression sur les groupes armés, traduite par l'absence de cessez-le-feu, reste incontournable pour maintenir ce rapport de force propice à la recherche d'une voie de sortie négociée pour les groupes rebelles.

Dans un premier temps, comme garantie que le processus de paix ne se traduira pas par une reconstitution des forces des guérillas, les négociations débutent sans cessez-le-feu préalable ni zone neutralisée afin d'éviter l'apparition de territoires de non-droit où les Farc peuvent recomposer leur forces (Lasconjarias, 2016).

2.1.2.2 Des systèmes de gestion des conflits non violents

Un autre écueil à éviter pour espérer une issue positive au processus de la Havane est celui qu'a connu la formation de l'Union Patriotique. Autrement dit, il s'agit de trouver des solutions pour garantir la sécurité et la viabilité d'une formation politique constituée d'anciens démobilisés et portant les idéologies défendues par les anciennes guérillas.

Par ailleurs se pose la question de la légitimité des acteurs impliqués dans le processus de paix. Cette légitimité est fragilisée d'une part par la défiance vis-à-vis de l'État et de sa capacité à défendre les intérêts des populations rurales, et d'autre part par l'autonomisation permise par l'exploitation des ressources des factions locales des guérillas vis-à-vis des commandements qui sont mobilisés dans le processus de paix. Ces enjeux de légitimité compromettent l'implication des échelles locales dans la mise en œuvre des mesures définies dans les processus de paix et donc leur effectivité. D'autre part, cela accentue le risque de dissidence et d'émergence de bandes criminelles. Aussi, les processus de sortie de conflit doivent s'accompagner de stratégies de construction de légitimité de la part des acteurs qui interviennent pour le développement des territoires et des stratégies pour limiter le risque de tensions au niveau local.

2.2 La Paix Territoriale

2.2.1 Une paix maximaliste

Les enjeux économiques du conflit et les apports de la paix en termes de développement des territoires constituent le fil rouge du processus de paix de la Havane, et de la politique de Santos sous ses deux mandats (Departamento Nacional de Planeación, 2014). Ce discours associe la paix au développement économique.

2.2.1.1 Inégalités et violences

La pauvreté et les inégalités ont favorisé le déclenchement et le prolongement du conflit armé. Le développement économique apparaît comme un élément de réponse centrale pour la sortie de conflit. Les négociations doivent parvenir à des accords permettant de créer les conditions pour mettre fin aux violences en donnant des opportunités économiques aux territoires. Cela permettra de mettre un frein à l'économie illégale qui sert de carburant au conflit armé et d'offrir des alternatives aux jeunes des campagnes pour bénéficier d'un niveau de vie décent via la création d'emplois et la réduction de la pauvreté. Sur le moyen terme, les recettes de la croissance économique doivent pouvoir financer les mesures de réparation aux victimes, la protection des droits humains, et l'équipement rural. Ensuite, l'apaisement devra favoriser l'émergence de ces territoires et la sortie de la pauvreté.

Pourtant, la décennie 2000 qui compte parmi les plus violentes du conflit, correspond aussi à une période de bonne croissance économique nationale. La Colombie a connu des situations de violence continues, parfois extrême dans certains territoires, en dépit de la croissance économique et de l'enrichissement des villes. Aussi, de même que le conflit armé n'enraye pas la prospérité de certains pans de l'économie, le développement économique ne permet pas à lui seul de mettre fin aux violences. Au contraire, les bénéfices tirés de la violence par certains acteurs sont une des causes de son prolongement, en parallèle du renouvellement continu de la base des groupes armés du fait de l'absence d'opportunité dans les campagnes.

Ainsi, les engagements de la paix à la Havane doivent aller plus loin que ceux du programme de consolidation territoriale sous Uribe, où contrôle territorial et croissance économique se sont traduits par une dégradation de L'État de droit.

2.2.1.2 Interactions entre violences directes et structurelles

Dans l'esprit du processus de paix tel qu'il est défendu par les gouvernements Santos (2010-2014 et 2014-2018), la sortie du conflit, c'est-à-dire la fin de la violence générée par l'affrontement des

groupes armés, ne suffit pas à établir la paix. Les participants au processus de paix reconnaissent que la violence du conflit colombien peut se présenter en deux catégories principales : la violence structurelle et la violence directe. La violence directe regroupe les actes d'intimidation, homicides, extorsions, entre autres. La violence structurelle est liée aux conditions socio-économiques : injustices, inégalités, absence d'opportunité, exclusion sociale, impunité qui résultent de la structure foncière et de la fragilité institutionnelle, et qui affectent principalement les campagnes.

Les inégalités socio-spatiales et la pauvreté dans les périphéries auxquelles l'État semble incapable de répondre, si elles ont contribué au déclenchement du conflit armé et continuent d'alimenter la violence directe, connaissent rétroactivement une aggravation provoquée par le conflit (Gonzalez, 2008). Cela permet d'affirmer que la violence structurelle est tour à tour cause et conséquence du conflit.

À cela s'ajoute une troisième catégorie, la violence "symbolique", qui relève plus de l'adaptation des populations en fonction de leur perception de la violence, (notion d'impunité, culture de la violence, polarisation de la société) et qui est absente des statistiques (Centro Memoria, Paz y Reconciliación, 2014). Or, cette forme de violence empêche d'envisager une voie alternative à la violence directe pour résoudre le conflit armé, mais aussi une grande variété de conflits sociaux qui peuvent exacerber le conflit armé. En effet dans les situations de violence généralisée, l'État et les groupes armés ne sont pas les uniques moteurs de prolongation ou de sortie de conflit. La société et les institutions restent marquées par les violences dans leurs agissements et leurs représentations. La société civile devient constitutive du phénomène, voire actrice de la violence, du fait d'une forme d'acclimatation au phénomène, facilitant l'occurrence et la répétition de nouveaux phénomènes violents (Lefranc, 2008). Toutes ces formes de violences rétroagissent et se nourrissent mutuellement. C'est donc chacune de ces catégories qui doivent être prises en compte pour arriver à une issue au conflit (Departamento Nacional de Planeación, 2014).

L'incapacité de trouver une issue coordonnée aux violences directes, structurelles et symboliques se traduit par une prolongation apparemment sans fin du conflit et une aggravation de la vulnérabilité de certains groupes.

Les tentatives de répression pure et simple constituent de mauvais choix stratégiques parce qu'elles ne répondent qu'aux enjeux de violence directe. Elles ne sont pas durables faute de solutions pour gérer les dysfonctionnements des campagnes à l'origine du conflit. En contrepartie, les options de sortie de conflit négociée mises en œuvre auparavant ont été menées dans des conditions défavorables, notamment du fait du manque de volonté politique de mettre fin aux conditions de

violence structurelle via la réforme agraire. Elles ont dans ces conditions été compromises par la persistance dans les campagnes de mobiles, de motivations et d'opportunités de renforcement des groupes armés, et donc des violences directes, en raison de la persistance des dysfonctionnements.

La durabilité d'une sortie de conflit implique donc la gestion des dysfonctionnements structurels des campagnes, et en particulier du secteur agraire à l'origine du conflit. La première de ces problématiques concerne la structure de la propriété de la terre (Anzueto, 2017). La régulation de la concentration des terres constitue un enjeu de la reconstruction des tissus sociaux et économique et politiques sur les territoires, nécessaires pour désamorcer les facteurs de renouvellement du conflit et améliorer les conditions de vie des paysans afin de parvenir à la construction d'une paix durable. Ainsi, la réparation concerne les droits spécifiques des victimes directes (protection, réparation, non-répétition), mais aussi les droits constitutionnels de l'ensemble de la population (accès à la terre, conditions de vie dignes, opportunités pour sortir de la pauvreté). Cela doit contribuer à reconstruire la légitimité des institutions et à transformer les représentations qui alimentent la violence symbolique. Ces processus sont qualifiés de conditions nécessaires à la paix autant que le dépôt des armes (Centro Memoria, Paz y Reconciliación, 2014).

À travers la reconnaissance de l'existence du conflit armé et de la responsabilité de l'État, les promoteurs du processus de paix reconnaissent l'existence d'interactions entre violences directes, structurelles et symboliques, et la nécessité d'y apporter des solutions intégrales. Le processus s'engage donc dans une conception maximaliste de la paix qui peut se définir comme l'absence de violence directe, structurelle et symbolique. Elle s'oppose aux conceptions minimalistes et intermédiaires, qui réduisent la paix à l'absence de violence directe, et à l'absence de menace, correspondant notamment à la vision dominante au cours de la présidence d'Uribe. Cela constitue la principale évolution dans la stratégie pour la paix sous Santos.

2.2.2 Prendre en compte la diversité des formes et moteurs de conflit sur les territoires

Dans le contexte colombien, on a vu que ce sont plus les inégalités socio-économiques et territoriales que la pauvreté au sens strict qui constituent une violence structurelle alimentant la violence directe. En outre, violences directes, structurelles et symboliques s'articulent et se succèdent de manière spécifique en fonction des caractéristiques des territoires et de leur situation dans les systèmes territoriaux, et de la pression exercée par les forces régulières et irrégulières sur chaque territoire. Ces articulations demandent une contextualisation, compréhension et définition des rapports de force en fonction des spécificités de chaque territoire, et implique des réponses différenciées.

Autrement dit, si les conditions de la paix ne peuvent être atteintes au sein de la population par l'éviction d'un des groupes tant que les causes qui alimentent le conflit et ses conséquences perdurent, il convient de prendre en compte que ces causes et conséquences se manifestent différemment d'un territoire à l'autre. À ce titre, dans le cadre du processus de paix de la Havane, il est reconnu que si la construction de la paix implique une redistribution de la croissance et la réduction des inégalités socio-économiques, les solutions doivent être pensées en fonction des territoires (Jaramillo, 2015).

Cet impératif, qui pointe les enjeux d'application territorialisée du processus de paix, et donc sa perspective locale, est traduit par l'idée de Paix Territoriale. Il s'agit de donner aux mesures prises les moyens de s'appliquer sur l'ensemble du territoire national dans le contexte de fragmentation territoriale, y compris dans les marges les plus dysfonctionnelles. Cela doit se traduire par des actions différenciées sur les territoires donnant une importance particulière aux marges pour y impulser de réelles opportunités de sortie de conflit (Oficina del Alto Comisionado para la Paz, 2012).

Ce processus accorde une importance nouvelle au problème des trappes de pauvreté, en reconnaissant que leur existence fait obstacle à une sortie de conflit décidée au niveau central qui ne prendrait pas en compte les spécificités locales des conflits qui s'y déroulent.

Dans le canyon du Cauca et le Nudo de Paramillo par exemple, les dynamiques du conflit armé interagissent avec des systèmes d'organisation propres aux campagnes colombiennes andines où l'économie a gardé une dimension paysanne et donnent lieu à des structures agraires et des systèmes productifs spécifiques, adaptés aux conditions de violence (cultures illégales, mines, économie de subsistance et habitat informel). Aussi, le retrait prévu des acteurs aux marges de la loi dans le post-conflit va impliquer une réadaptation de ces organisations et une recomposition des ordres sociaux qui doivent être accompagnés pour ne pas se traduire par de nouvelles violences.

D'autres phénomènes permettent de prévoir des conséquences durables des situations de violence exacerbée des décennies 1990 et 2000 dans la région. Les mines antipersonnel qui ont ciblées spécifiquement les populations civiles sont à l'origine d'une perte d'accès à l'espace public et aux terres du fait de la présence de nombreuses zones infestées. Elles sont aussi à l'origine des traumatismes physiques et psychologiques dévastateurs.

En parallèle, le fort ancrage des acteurs armés et des économies illégales dans le canyon entretient une situation de défiance mutuelle entre population et État. Les populations locales sont éloignées des processus démocratiques et des initiatives de l'État pour appuyer le développement de système

productifs (subventions, infrastructures). Ces caractéristiques représentent des enjeux spécifiques pour permettre un développement économique local résilient au retrait des groupes armés, et des activités illégales qu'ils mettent en œuvre, en vue de construire la paix.

Il ne s'agit pas seulement de répondre aux besoins spécifiques des marges en termes de développement économique pour sortir de la situation de trappe de pauvreté, mais d'intervenir localement sur les structures économiques et sociales issues d'interactions spécifiques entre conflit et sous-développement. Ainsi, il est reconnu dans le processus de paix, qu'avec l'évolution du conflit, et en raison de la complexité de ses moteurs, acteurs et modes de fonctionnement sur les territoires, qu'il est nécessaire de territorialiser et régionaliser les objectifs de sortie de conflit (Chilito Piamba, 2018).

Définie par le Haut Commissariat à la Paix comme une stratégie pour associer résolution de conflit, développement économique et réduction des discontinuités socio-spatiales, la Paix Territoriale est présentée comme le nouveau paradigme du développement rural colombien pour mettre en œuvre la conception maximaliste de la paix. Les plans quinquennaux de développement nationaux et les plans départementaux publiés au cours du processus de paix s'inscrivent dans ce discours où apaisement du conflit au niveau local et développement économique territorialisé se conditionnent mutuellement pour la résolution de conflit et l'émergence du pays.

3 Méthodes

Dans le discours des négociateurs, c'est par un équilibre entre maintien de la pression militaire et négociation politique découlant d'une volonté mutuelle et d'un réel intérêt de tous les acteurs pour parvenir à la sortie de conflit, et par la reconnaissance de la légitimité des Farc et de leurs revendications pour les paysanneries que le processus de paix sous Santos doit être mené à bien.

Les différents points des accords de paix fixent ensuite une méthodologie pour investir dans une transformation des campagnes, grâce à des outils participatifs, des réformes institutionnelles et des investissements sociaux et en infrastructure destinés à répondre au double objectif de reconstruction de la légitimité et de la maîtrise du territoire au niveau local. Le processus consiste ainsi à construire des conditions de sa reprise de contrôle « non armé » des territoires en posant les bases d'une paix sociale. Cela permettra ensuite à l'État de mettre en œuvre d'ambitieuses réformes politiques et économiques supposées exclure durablement les intérêts aux marges de la loi.

3.1 Transition vers la paix

S'il relève d'initiatives internes et que l'ONU n'y joue qu'un rôle d'observateur, le processus de

paix en Colombie avec la Paix Territoriale s'approprie en particulier la notion de « post-conflit » qui constituerait une situation privilégiée d'expérimentation pour assécher les moteurs du conflit armé tout en réparant ses conséquences.

3.1.1 Un moment privilégié pour des réformes d'envergure

La notion de post-conflit, issue du vocabulaire international est élaborée dans le cadre des missions de maintien de la paix et de résolution de conflit de l'ONU depuis la fin de la guerre froide.

Jusqu'à la fin des années 1980, Les interventions de l'ONU dans la résolution de conflits ont une dimension principalement militaire (encadrement de cessez-le-feu, création de zone tampon entre les différentes parties pour empêcher l'une ou l'autre de tirer avantage du cessez-le-feu), même si le recours à la force par l'ONU se limite à la protection de ses missions ou des populations civiles quand les états ne sont pas à même de le faire, ou à la légitime défense. Ces interventions durent le temps que les différentes parties mettent en œuvre les accords de paix (parfois des décennies). Les missions de l'ONU se focalisent alors sur l'observation du respect des processus de paix entre belligérants (peacekeeping.un.org).

Avec la fin de la guerre froide, le nombre d'opérations de l'ONU et leur complexité augmente. L'ONU se trouve de plus en plus sollicitée pour des opérations de résolution de conflit en l'absence de défaite et de victoire clairement établie et de disparition des motifs de confrontation à l'issue de guerres civiles.

La notion de post-conflit émerge dans ce contexte. Elle sert à désigner la période suivant directement la signature d'accords de paix dans un contexte de conflit civil, et où l'essentiel de la population vivrait, en théorie, dans des conditions de sécurité retrouvées avec des taux de violence qui baissent rapidement. En pratique, il s'agit d'une période d'oscillation entre conflit et paix dans certaines régions, ou de cohabitation de fronts de combat et de zones de paix sur un même territoire, dans un contexte de menaces sécuritaires persistantes. Cette période dure le temps de la transition vers la paix. Toutefois, les périodes de post-conflit diffèrent d'une situation à l'autre en fonction des causes de conflits et des modalités de résolution (Agbodjan, 2007).

Cette idée de transition donne lieu à une évolution des stratégies de maintien de la paix avec l'élaboration de méthodes de « prévention des conflits et médiation », « rétablissement de la paix », « imposition de la paix » et « consolidation de la paix ». Il ne s'agit plus seulement de faire respecter des cessez-le-feu, mais de poser les bases locales d'une paix durable.

Théoriquement, ces différentes composantes du maintien de la paix peuvent être simultanées et se renforcent mutuellement. L'étape de consolidation de la paix en particulier est un processus long et

complexe visant à s'attaquer aux causes fondamentales de conflit au sein d'une société. Cette étape doit être dans un premier temps une période où sont élaborés des outils pour gérer les conséquences des conflits pour les populations en termes économiques (régions dévastées, destruction des documents administratifs, titres, épargne des populations) sociaux (déplacements forcés, violations de droits, destruction du capital social et affectation psychologique) et politiques (effondrement de l'État de droit, corruption, prévalence des économies illicites et défaillance des institutions permettant l'existence de réseaux de pouvoir et de richesses souterrains) (Agbodjan, 2007). Cela se traduit par l'élaboration de systèmes de justice transitionnelle.

Dans un deuxième temps, cette période doit voir la mise en place d'institutions solides capables de réguler une économie susceptible de répondre aux besoins de la population sur le territoire, de fournir des moyens démocratiques de gérer les différends, et de créer un sentiment d'appartenance nationale pour donner de la cohésion à la société, tout en améliorant les systèmes de gestion des ressources. Il s'agit de traiter les causes à l'origine du conflit en parallèle de la gestion de crise. L'idée est de réduire le risque de répétition des violences, ce qui revient à l'idée de paix maximaliste. Cela se traduit par la mise en œuvre de réformes d'envergure. C'est ce qui, selon cette approche, aurait manqué au processus de justice transitionnelle sous Uribe.

Or, la période du post-conflit présenterait des conditions exceptionnelles favorables à la réhabilitation de la confiance entre l'État, son appareil sécuritaire (armée, police, justice), et la population. L'obtention et la validation d'un accord de paix, si elles se traduisent rapidement par une amélioration des indices sécuritaires pour une grande partie de la population, confèrent en effet une nouvelle légitimité et crédibilité aux négociateurs, et notamment à l'État. Cela pourrait faciliter la concertation et le consensus pour mener des réformes complexes et des programmes sociaux et économiques en vue de la paix, et que l'Etat n'est pas parvenu à mettre en œuvre jusqu'à présent. C'est particulièrement sensible dans des contextes de grande décomposition sociale et de fragilité de l'État où les autorités régulières ont été parties prenantes dans les violences et exactions, en plus d'avoir montré une incapacité durable à solutionner le conflit. Parmi les réformes complexes évoquées figurent en premier lieu les réformes agraires et celles de décentralisation (<https://peacekeeping.un.org/>).

Ainsi, la notion de post-conflit évolue progressivement pour désigner une période d'expérimentation pour la mise en œuvre de mécanismes de dépoliarisation de la population, de moyens de régulation pacifiée des conflits et de modèles de développement destinés à répondre aux enjeux collectifs et individuels en termes socio-économiques, sociétaux, environnementaux des violations massives et prolongées des droits humains à l'issue d'un conflit civil (Lefranc, 2008). Le

post-conflit devient alors l'étape la plus cruciale pour rendre effectifs et durables les engagements pris au cours des processus de paix.

Ces opérations ont une dimension à la fois militaire, policière et civile. Dans la résolution de conflit prônée au niveau international, cela se traduit par l'émergence d'une multitude d'acteurs non étatiques, publics et privés, nationaux et internationaux investis dans la transition vers la paix, et notamment dans la construction d'un modèle de développement post-conflit. Les États souverains continuent de jouer un rôle prépondérant dans la stabilité/instabilité régionale. La protection des populations civiles au cours de la période de transition que constitue le post-conflit demeure l'enjeu critique de ces opérations. L'armée joue donc un rôle central. Les organisations de société civile aux différentes échelles jouent un rôle de vigilance, de sensibilisation et d'information sur les problématiques sociales. Le secteur privé est également appelé à participer de manière décisive dans cette transition.

3.1.2 Étapes du post-conflit en Colombie

La notion de post-conflit s'est généralisée dans le vocabulaire institutionnel dès le début des négociations en 2012 pour qualifier la situation colombienne, en appuyant l'idée d'une situation transitoire vers la paix caractérisée par une baisse de la violence et l'élaboration de nouvelles normes pour organiser le développement des campagnes.

Le processus de paix en Colombie prend une forme atypique par rapport aux processus de ce type dans le reste du monde. Il se déroule malgré la poursuite du conflit (négociations ouvertes sans cessez-le-feu), et dans un contexte d'essor économique national, de stabilité politique, avec un système judiciaire souverain et avec une intervention marginale de l'ONU, de la CPI.

La Paix Territoriale mobilise toutefois des instruments de sortie de conflit expérimentés dans d'autres théâtres de conflits civils et sous l'égide de l'ONU et adaptés au contexte colombien, dans le but de dépasser les obstacles auxquels se sont heurtés les tentatives antérieures de sortie de conflit. Parmi ces outils, la justice transitionnelle a déjà été expérimentée en 2005. Ensuite, le climat de « transition » doit être mis à profit pour achever les chantiers de refondation et de modernisation de l'économie rurale entreprises depuis la fin des années 1980 et mises à mal par le conflit, à travers une « réforme rurale intégrale ».

En pratique, le post-conflit en Colombie comporte deux étapes : le dépôt des armes (fin du conflit) et la construction de la paix. Ces deux étapes doivent permettre l'implémentation territoriale des cinq points validés par les accords de 2016 et qui devront être mis en œuvre dans une perspective territoriale pour prendre en compte spécifiquement les périphéries les plus touchées par le conflit

armé. Ces cinq points concernent les conditions de démobilisation et de réintégration des combattants, leur participation politique, la réparation des victimes, la fin des cultures illégales et d'une réforme rurale intégrale (RRI).

Les quatre premiers points font référence à la justice transitionnelle, et participent, surtout les trois premiers au processus de « dépoliarisation » et de réconciliation de la société colombienne ».

Le principal changement par rapport au processus de 2005 réside dans la reconnaissance lors des discussions préliminaires entre Farc et gouvernement de l'existence d'un conflit armé faisant des victimes directes mais aussi indirectes du fait d'un problème agraire non résolu. La résolution de ce problème agraire et des inégalités socio-spatiales qui en découlent apparaissent comme une condition nécessaire à la paix autant que le dépôt des armes.

3.1.2.1 Démobilisation et réintégration

Cette reconnaissance du conflit représente une complexité pour l'identification des responsables, mais aussi une forme de garantie contre les accusations d'impunité qui ont fait suite au processus de 2005.

Dans les cas de conflit interne, la population est divisée, et subit une stratification complexe entre civils, militaires, civils qui prennent les armes ou politiques qui encouragent la violence pour une multitude de raisons, militaires non armés (fonctions support), enfants de combattants dans les zones de guerre, systèmes de réseaux (diaspora, crime organisé...).

En Colombie, la violence a massivement touché des populations accusées de lien avec les groupes armés. Cette violence a été qualifiée de guerre contre les civils. En parallèle, l'une des manifestations de la violence en Colombie consiste en l'enrôlement forcé, notamment d'enfants et d'adolescents. À ce titre, la justice transitionnelle apparaît comme une étape incontournable du post conflit.

Ensuite, il est admis que si les guérillas doivent répondre des violations de droits humains perpétrées durant le conflit, l'État s'est aussi rendu coupable d'exactions. Aussi, les différentes parties impliquées dans le processus (guérillas et État) doivent contribuer à réparer les victimes. Cette reconnaissance a fait défaut lors du processus de 2005 et expliquerait les résultats très limités en termes d'identification des victimes. Or, cette question est devenue d'autant plus critique avec les révélations sur les falsos positivos et l'engagement de la responsabilité de l'armée.

Dans le cadre du processus de la Havane une entité de justice transitionnelle, la « Justicia Especial para la Paz » (JEP) est créée pour établir un processus de vérité sur la base de témoignages d'ex-

combattants et de victimes, et faire appliquer une justice pénale contre les responsables des crimes les plus graves (Justiciatransicional.gov.co).

À l'issue des accords de paix, les ex-combattants non gradés doivent être réintégrés à la vie civile sans faire l'objet de poursuites, ou en faisant l'objet de réductions de peine selon la nature des exactions. Cette réintégration est prise en charge par l'Agence Colombienne pour la Réintégration.

Pour accueillir de manière transitoire les démobilisés pendant le processus de dépôt des armes et de la libération des enfants engagés de force dans la guérilla, 23 Zones Veredales de Transition et Normalisation (ZVTN) dispersés dans le pays sont créés. Pendant une période de 6 mois, les ex-Farc y seront rassemblés pour être protégés militairement contre d'éventuelles représailles et pour s'organiser politiquement. Ils auront accès à des moyens de subsistances et à des programmes de réincorporation à la vie civile (accès à la terre, formations professionnelles).

3.1.2.2 Représentation politique

La reconnaissance du conflit armé va de pair avec la reconnaissance dans les accords de paix des guérilleros comme les représentants légitimes de certains intérêts de la population, et l'exigence de leur permettre de poursuivre leur combat idéologique dans les sphères politiques légales, ce qu'ils ne feront pas depuis la prison. Cette représentation sera permise par la création lors du processus de paix d'un statut de l'opposition, d'un système de protection pour garantir la sécurité des leaders politiques, la création de 16 circonscriptions spéciales de paix dans les territoires les plus affectés.

3.1.2.3 Réparation des victimes

C'est en 2011, lors de la promulgation de la loi 1448 victimes et restitutions, que le président Santos se réfère officiellement à un conflit armé pour définir la violence en Colombie. Cette reconnaissance change particulièrement les conditions de réparation des victimes du fait de la reconnaissance de la responsabilité de l'État et des liens complexes entre violence et concentration des terres.

La loi de 2011 est supposée représenter un tournant dans l'attention aux victimes, par rapport à la loi de 2005 qui s'était concentrée sur les démobilisés. Elle définit comme victimes les personnes ayant individuellement ou collectivement souffert une atteinte à leurs droits du fait du conflit depuis 1985, et ayant été dépossédées illégalement de leur terre depuis 1991 (Ley de Victimas y restitucion de tierras, República de Colombia, 2011). Il est reconnu que si le déplacement et la dépossession ont des causes variées, les forces régulières y ont participé soit de manière directe soit à travers les connivences entre sphères politiques et économiques et groupes armés illégaux, notamment paramilitaires. En outre, l'État a failli à son rôle de protection des populations contre les violations

de droit du fait de son incapacité à instaurer un véritable contrôle institutionnel et juridique sur le territoire. Cela implique un engagement direct de l'État dans la réparation.

Les victimes sont incitées à porter plainte et à se manifester auprès de tribunaux de justice transitionnelle pour récupérer leurs terres. Cette loi repose sur bonne foi des victimes. L'un des éléments centraux de la loi est l'inversion de la charge de la preuve. Il n'est pas demandé aux victimes de fournir des titres de propriété pour justifier leur situation de déplacement, ces titres étant inexistantes ou impossibles à produire dans la plupart des cas. Il y a présomption d'illégalité pour l'occupant actuel si la transaction est réalisée dans un contexte de violence

La charge de la preuve de la propriété antérieure incombe donc à cet occupant, le cas échéant, qui doit justifier la légalité de sa propriété. Si il est de bonne foi, il a droit à une compensation mais doit quand même restituer la terre si elle a effectivement fait l'objet d'une dépossession illégale antérieure.

Les formes de réparation sont également problématiques. La principale conséquence du conflit colombien est le déplacement. Or selon la loi de 2011, la restitution des terres (avec un accompagnement) constitue le moyen privilégié de réparation intégrale des victimes. La restitution donnera lieu à une titularisation de la terre. Pour protéger la restitution, aucune cession/vente de terre restituées n'est possible dans les deux années suivant la restitution. Le retour durable à la terre doit en outre passer par une sécurisation militaire des territoires dans lesquels sont menés les processus de restitution.

Par ailleurs, cette loi reconnaît le phénomène de déplacement massif, pas clairement reconnu par les gouvernements précédents et propose d'accorder à ce phénomène et à ses victimes un statut spécifique. En adéquation avec la résolution 60/147 de l'ONU, « basic principles and guidelines on the right to a remedy for victims of gross violation of international human right law and serious violation of international humanitarian law », elle adopte notamment le principe de réparations collectives, symboliques et « intégrales » en complément des réparations individuelles en cas de déplacements massifs. Cela implique de donner des perspectives crédibles d'amélioration des conditions de vie sur les territoires. À l'échelle des villages, cela peut se traduire notamment par la construction d'une école, mais aussi des mesures mémorielles.

Une compensation financière est prévue si la compensation en nature est impossible où si les requérants ne souhaitent pas rentrer, notamment par crainte des violences. Cela ne doit être qu'un ultime recours si la restitution de la terre ou d'une autre avec les caractéristiques équivalentes est impossible.

En parallèle, la loi de 2011 prévoit la consolidation du cadre juridique et institutionnel pour garantir le droit de propriété ainsi que des mécanismes de gestion des différends et des mécanismes de recours à l'intention des personnes spoliées pour décourager de futurs accaparements illégaux. La loi a ainsi donné lieu à la création de l'Unité Administrative Especial para la Atención y Reparación Integral de las Víctimas, disposant d'un fond spécial propre pour organiser la restitution des terres et les compensations. Cette unité travaille à l'élaboration d'un registre des terres abandonnées ou expropriées, qui documente et identifie un cadastre des terres volées, réunit les preuves et les demandes de restitution en collaboration avec les 364 municipes identifiés comme prioritaires pour les programmes de restitution. Elle a aussi permis la création du centre de la mémoire historique du conflit et le musée de la mémoire (Gutiérrez Quevedo, 2015).

Ainsi, la restitution des terres apparaît comme la première étape de la désactivation de la violence amorcée sous le gouvernement du président Santos, et un premier pas vers la résolution du conflit opposant l'État colombien aux guérillas des Farc et de l'ELN.

Mais en elle-même, elle est insuffisante. Au total, 800 000 personnes ont reçu réparation entre 2011 et 2018 (environ 200 000 familles) (Unidadvictimas.gov.co). Or, ces réparations sont principalement monétaires. En fait, la majorité des déplacés, souvent en situation de grande vulnérabilité vont préférer rester en ville à la recherche d'opportunités pour leurs enfants, ou par peur de s'exposer à nouveau à la violence. La réparation implique une restitution des terres qui, pour être durable, doit donner aux bénéficiaires les moyens de subvenir à leur besoin sur ces terres. Cela renvoie aux enjeux d'une réforme agraire. La loi 1448, censée compléter celle de 2005, sert ainsi de base aux négociations pour le point « réparation des victimes » du processus de paix, mais aussi pour la réforme rurale.

3.2 La réforme Rurale Intégrale

L'ouverture des dialogues de paix avec les guérillas en 2012 à la Havane remet la question de la réforme agraire, abandonnée sous la présidence Uribe, sur le devant de la scène politique (Leiva Baron, Vélez Vargas, 2016). Une réforme agraire permettant de déconcentrer la terre, de mettre un terme au latifundium et de donner aux paysans plus de pouvoir politique et économique fait partie des moteurs idéologiques historiques des Farc. Une telle réforme semble incontournable d'une part parce qu'elle est définie comme condition au dépôt des armes par les Farc, d'autre part parce qu'elle se conforme à la conception maximaliste de la paix défendue sous Santos, qui a notamment fait défaut lors de la démobilisation paramilitaire en 2005 (Córdoba, 2017).

En l'absence de réforme agraire, les négociateurs des Farc considèrent que les paysans bénéficiaires

de restitution finiront par vendre leurs terres à des spéculateurs faute de pouvoir y pratiquer une activité productive. Ils prévoient que toutes les terres restituées repasseraient aux mains du latifundium ou de multinationales à l'issue du processus.

Avec la RRI, l'État fait la démonstration de sa volonté de répondre à cette exigence pour les paysanneries. En cela il entre dans un processus de reconstruction de sa légitimité. Les objectifs de l'État sont aussi de prendre à son compte des revendications des Farc pour donner l'impression de l'inutilité de leur mobilisation armée et favoriser une gestion pacifique des différends.

En guise de réforme agraire, les accords de paix prévoient de faire du post-conflit le moment de la mise en œuvre d'une Réforme Rurale Intégrale (RRI), qui constitue le premier point du processus de paix. Dans le cadre de la RRI, aux enjeux de viabiliser le retour à la terre pour les victimes directes s'ajoutent ceux de définir les moyens d'accompagner les paysans sans terre ou propriétaires de microfundio incapables de subvenir à leurs besoins sans les économies illégales dans un développement économique et la modernisation des campagnes susceptible de réduire la fragmentation qui alimente le conflit. Cette réforme doit donc articuler la problématique de la restitution de terre à celle du développement rural en général.

Les négociations pour cette réforme pendant le processus de paix sont organisées autour de trois axes : l'amélioration des conditions de vie des paysans, l'intégration régionale et la sécurité alimentaire. Ces objectifs ont pour finalité de donner lieu à une réduction des inégalités, notamment entre villes et campagnes en termes de droits (lutte contre l'illégalité, l'informalité, l'impunité) et de qualité de vie (renforcement institutionnel, services publics, infrastructures).

La RRI se donne pour objectifs d'éradiquer la misère et de réduire la pauvreté rurale de 50 % dans un délai de 10 ans, et de permettre aux produits alimentaires domestiques de concurrencer ceux d'importation en améliorant la productivité des terres. Enfin, elle doit aider à asphyxier les économies illégales (Córdoba, 2017).

D'après le PND 2010-2014, les conditions nécessaires pour impulser ces évolutions sont un accès à la terre favorisé par la déconcentration, la sécurisation et la formalisation de la possession foncière, et la réorientation de ces terres vers un usage adapté des sols pour optimiser la productivité dans des circuits légaux, avec une priorité donnée aux territoires les plus vulnérables, paysans, indigènes et afro-descendants.

Au terme des négociations sur ce premier point, un pré-accord est obtenu en 2013 pour la RRI. Cet accord comporte quatorze mesures organisées en trois thématiques : l'accès et l'usage des terres, la planification du développement rural, et la perspective territoriale.

Mesures ratifiées par le pré-accord de 2013 sur la RRI	
Accès et l'usage des terres	<ul style="list-style-type: none"> — La création d'un fond de terres et l'élaboration d'un plan massif de formalisation. — L'actualisation et la modernisation d'un cadastre multicritère, inventoriant les usages et vocations économiques, sociales et environnementales de la terre en plus de la délimitation et la possession des parcelles. — L'identification et la protection des zones d'intérêt agricole ou environnemental spécial. — La création d'une juridiction agraire pour résoudre les conflits fonciers.
Planification du développement rural	<ul style="list-style-type: none"> — L'équipement en infrastructures routières, d'électrification, d'irrigation, et de connectivité pour valoriser les usages de la terre sur l'ensemble des territoires ruraux. — La généralisation de l'accès à l'habitat digne et à l'eau potable dans les campagnes pour améliorer le quotidien des populations paysannes. — La généralisation de l'accès à l'éducation et à la santé. — La stimulation de la productivité par la planification de systèmes productifs paysans connectés aux marchés. — La mise à disposition d'assistance technique, technologique, et le développement de la recherche. — Une sécurité sociale pour tous les travailleurs agraires. — La mise en œuvre de programme pour l'alimentation, la nutrition et l'éradication de la faim. — Un accès facilité au crédit pour les producteurs paysans.
Perspective territoriale	<p>— Ces mesures sont mises en œuvre dans les cadre de PDET : « Programmes de développement dans une perspective territoriale ». Ces PDET comprennent des projets de développement et d'investissement de l'État en concertation avec la population sur une période de 4 ans. Ils sont mis en œuvre en priorité sur les territoires les plus impactés par le conflit armé, la pauvreté et la faiblesse institutionnelle.</p>

Tableau 2: source : Alto Comisionado para la Paz

3.2.1 Une déconcentration impulsée par le marché des terres productives

À travers cette réforme, l'État cherche à promouvoir la déconcentration et des usages productifs des terres. Cela consiste en premier lieu à sécuriser la possession de la terre par la formalisation pour protéger les paysanneries contre l'accaparement illégal, tout en limitant par la même occasion la concentration de vastes surfaces improductives. On estime que 60 % des lots ruraux sont informels en 2012 (Dane.gov.co). Cela implique donc une campagne de formalisation. Par ailleurs, la consolidation de l'ancrage des paysans à leur terre et la formalisation doivent encourager les familles à vocation agraire à investir du capital et demander des crédits afin de s'équiper et valoriser leur production, créer de la valeur patrimoniale et sécuriser leur capital. Cela favoriserait un usage adapté aux vocations de la terre, au bénéfice de la productivité des campagnes et de leur durabilité socio-environnementale (Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperación Internacional, 2011).

Enfin, selon le PND 2010-2014 la sécurité juridique de la possession de la terre et du droit de propriété, associée à une rationalisation de l'impôt doit fluidifier et réguler les mécanismes de marché pour les terres, en permettant de vendre ou acquérir des terres à un prix juste. Ensuite, ce marché doit jouer un rôle prépondérant dans le développement économique rural et la déconcentration en rendant le système du latifundium non viable (altocomisionadoparalapaz.gov.co).

La sécurisation juridique de la propriété est ainsi considérée comme une condition nécessaire pour un développement agraire permettant l'amélioration des conditions de vie et une production de richesses compétitives intégrée au marché dans le post-conflit.

En second lieu, les processus de déconcentration sont accélérés par une part de confiscation des terres acquises illégalement et de leur restitution aux victimes dans le cadre de la justice transitionnelle et de la loi de 2011 dont les objectifs sont renouvelés dans le processus de paix.

Ainsi, la confiscation et la redistribution de terres par l'État sont spécifiquement adressée aux victimes. Pour l'ensemble des populations paysannes, la RRI est élaborée afin de limiter à termes la concentration des terres et le latifundium de manière incitative en favorisant la rentabilité par des mécanismes de marché. En théorie, cela doit se faire en cohérence avec les intérêts des petits producteurs ruraux, principales victimes de la concentration des terres et du conflit armé, et faire l'objet d'accompagnement territorialisé.

3.2.2 Approche territoriale

Anisi, c'est dans le cadre de la RRI que se manifeste la dimension « territoriale » du processus de paix de la Havane, c'est à dire l'approche consistant à prioriser les marges territoriales pour la construction d'une paix maximaliste.

3.2.2.1 Délimitation de zones prioritaires

Les processus de déconcentration sont priorisés dans certains territoires nécessitant un accompagnement adapté aux enjeux locaux notamment pour sécuriser l'accès à la terre en opérant une transition de l'agriculture de subsistance vers l'agriculture commerciale. La RRI prévoit la définition de zones spéciales bénéficiant d'une réglementation spécifique.

Les PDET, des programmes ciblant les trappes de pauvreté

Des programmes spécifiques de développement, le Plan de développement territorial (PDET) sont élaborés dans les territoires les plus touchés par le conflit armé (Decreto 893 de 2017). En tout, 169 municipales sont concernés, sur les 1122 du pays. Ils sont sélectionnés en fonction de quatre critères : niveau d'affectation par le conflit (intensité de la présence armée, taux de victimisation, nombre de requérants de terres), niveau d'affectation par les activités illégales (surface cultivée, présence de mines illégales, réseaux de contrebandes), niveau de pauvreté (selon l'indice de pauvreté multidimensionnel), faiblesse institutionnelle (besoin identifié de renforcement des capacités administratives et financière),

Ces programmes constituent la continuation des plans de consolidation territoriale sous Uribe en substituant au contrôle militaire des objectifs affichés de planification du développement social économique et institutionnel (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs-Colombia). L'État intervient sur ces territoires en partenariat avec des ONG, les églises et le secteur entrepreneurial local, afin de restructurer de manière intégrale des tissus socio-économiques très dégradés et en ciblant les groupes les plus vulnérables. Ces territoires sont prioritaires pour la formalisation et l'octroi de terre. Ensuite, ils bénéficient d'une aide au développement planifiée et participative, sous forme de zones de réserves alimentaire en parallèle des cultures illicites pour accompagner les producteurs vers une reconversion, de fermes paysannes intégrales où les agriculteurs sont incités à diversifier leur production avec des logiques de complémentarités autour de produits phares d'exportation à relativement forte valeur ajoutée (cacao, café) auxquels sont associées cultures de subsistance et cultures alimentaires commerciales.

Ces mesures de type « projets productifs » doivent contribuer à mieux intégrer les territoires marginalisés par le conflit au marché agraire global, tout en garantissant la souveraineté alimentaire

colombienne, et dans l'intérêt aussi de l'environnement. Enfin, en reconnaissant les paysanneries comme principales victimes du conflit, mais aussi comme actrices moteurs de la société, en tant que productrices d'aliments, ils ont pour objectif de réhabiliter l'image des paysans, sérieusement dégradée à l'échelle du pays à cause du conflit armé. Dans ces territoires, placer les paysans sur les terres productives permet d'assécher la main d'œuvre pour les cultures illicites et l'opportunité de rejoindre les groupes aux marges de la loi.

Réactivation des ZRC pour intégrer les paysanneries aux processus de développement agraire

D'autre part, la RRI réactive les Zonas de Reservas Campesinas (ZRC), zones de réserves paysannes. Il s'agit de territoires sur lesquels les communautés paysannes peuvent accéder collectivement à la terre, planifier et gérer elles-mêmes les usages et les systèmes agraires locaux selon des critères de durabilité socio-environnementale.

Ce modèle apparaît comme un moyen de consolider l'économie paysanne et la petite agriculture familiale dans des territoires présentant des enjeux spécifiques, en particulier les territoires présentant des conditions socio-environnementales sensibles (parcs naturels, paramos) et vulnérables à la concentration à fins spéculatives, extractives ou d'économie illégale (Jaramillo, 2015).

Les ZRC doivent garantir un accès sûr et équitable à la terre pour l'agriculture paysanne et la production d'aliments. Cela doit en outre permettre d'inverser la tendance à la baisse de la participation paysanne à la production agricole du pays qui profite à d'autres activités moins durables comme la mine, ou l'extraction forestière.

La gestion collective des ZRC doit permettre de valoriser les capacités et connaissances locales des paysans pour protéger l'environnement et améliorer la qualité de vie dans le contexte de diversité des systèmes socio-productifs agraires colombiens. Ainsi, les ZRC sont présentées comme une opportunité pour stabiliser la frontière agraire, sortir les paysanneries de la pauvreté et renforcer leur ancrage à leur territoire dans les marges. Cela doit en outre contribuer à la reconnaissance des droits sociaux, économiques et culturels des paysans dans un contexte de stigmatisation (Barreto Romero, 2017). Enfin, ces espaces servent de lieu de construction de légitimité pour les centres à travers la reconnaissance des paysanneries, ce qui constitue une étape dans la dépoliarisation de la société colombienne, surtout entre villes et campagnes.

Les ZRC, ont été définies une première fois lors des réformes de 1994 (Loi 160) en réponse aux revendications paysannes contre les grands propriétaires. Les premières ZRC sont fondées en 1996 dans les zones de culture de coca du Haut Cauca. Certaines bénéficieront de l'appui financier et

technique de la Banque Mondiale (Osejo, Marin, 2017). Les ZRC ont depuis fait l'objet de polémiques : ces territoires sous contrôle des paysans, avec une faible présence institutionnelle, sont perçus comme enclins à passer sous contrôle des guérillas. Dans ces conditions, le système n'a été que très marginalement mis en œuvre, et gelé en 2004 sous la présidence Uribe qui les considérait comme des refuges des Farc.

Défendu par les Farc dans les négociations à la Havane, le modèle est ratifié malgré la persistance de blocages dus à la méfiance qu'elles suscitent toujours de la part des grands propriétaires et des milieux industriels. La RRI prévoit donc de réhabiliter les anciennes ZRC et d'appuyer la formation de nouvelles. En plus des six ZRC créées entre 1996 et 2004, sept demandes avec des territoires délimités sont en cours d'examen. À cela s'ajoutent 46 projets de constitution de ZRC en cours de délimitation (Osejo, Marin, 2017).

Carte : Localisation des PDET et des ZRC.

Sources : APC-Colombia 2016, ANZORC 2016

3.2.2.2 Un équipement planifié des campagnes pour dynamiser les systèmes productifs ruraux

Le deuxième axe d'intervention territorialisée de l'État pour le développement rural dans le cadre de la RRI concerne la planification et le financement d'infrastructures et de services publics par l'État, en priorisant les territoires les plus vulnérables (altocomisionadoparalapaz.gov.co). L'objectif est le renforcement économique des campagnes marginalisées dans une perspective d'équité territoriale en orientant les petits producteurs vers une agriculture commerciale modernisée et ouverte sur la mondialisation.

L'amélioration des infrastructures de transport apparaît comme le moyen le plus direct d'améliorer la productivité et la commercialisation des produits ruraux. Cela doit permettre d'optimiser les conditions d'accès aux ressources et aux marchés en réduisant les distances/temps, les coûts de transports, la consommation énergétique et les impacts environnementaux. Les voies tertiaires notamment sont essentielles dans les zones les plus reculées pour sortir de la pauvreté (Salas-Salazar, 2016).

Cela doit en outre contribuer à renforcer le maillage urbain, considéré comme insuffisant pour structurer et désenclaver le territoire. Cette structuration doit permettre le renforcement des chaînes productives agraires complémentaires avec les secteurs industriels et les marchés d'aliments urbains pour les intégrer à l'échelle régionale.

Les aménagements doivent également connecter ces systèmes productifs aux marchés

internationaux. À ce titre, des plans sont élaborés pour aménager et sécuriser les zones frontalières, pour optimiser le fonctionnement des ports maritimes et des aéroports (corridors commerciaux avec les principales zones productives, gestion institutionnelle).

Ces plans et programmes de développement en infrastructures impulsés dans le cadre de la RRI visent à définir clairement les politiques publiques d'aménagement et de développement rural, alors que celui-ci demeure peu ou mal planifié dans son intégralité, et que les équipements se dégradent vite du fait notamment du conflit armé. Les investissements dans les campagnes en permettant une commercialisation de l'agriculture génératrice de revenus pour les administrations locales doivent donner lieu à une amélioration des services publics, (accès au logement, à l'eau potable, à l'éducation, à la santé et à la protection sociale, à l'assistance technique, aux innovations) afin de lutter contre les inégalités et améliorer les capacités locales tout en promouvant la mobilité sociale. Enfin, ces infrastructures doivent contribuer à reconstruire le contrôle territorial en consolidant la présence de l'État.

En parallèle de la formalisation des terres et de la sécurisation des territoires, ces aménagements doivent à terme stimuler des investissements privés nationaux et internationaux en offrant une stabilité favorable là où la situation sécuritaire, le dépeuplement dû au déplacement forcé et l'absence d'infrastructures, de services publics, décourageaient le secteur privé.

Pour encourager cette participation, l'État a notamment augmenté ses investissements de moins de 1 % du PIB à plus de 3 % depuis 2010 pour équiper le territoire en infrastructures routières (Vergne, 2015).

3.2.3 Outils de la RRI

Pour mener à bien ces stratégies, la RRI reprend deux outils principaux proposés par la loi de 2011 : un fond de terres permettant de mettre à disposition les terres dans des territoires prioritaires, et un cadastre « multicritère » permettant de gérer la planification des usages.

3.2.3.1 Le fond de terres pour la redistribution aux victimes directes et indirectes du conflit

Le fond de terres doit mettre 3 millions d'hectares de terres sur une période de 10 ans à disposition gratuite de populations en situation de grande vulnérabilité à cause du conflit armé. Il doit ainsi permettre de gérer la restitution planifiée de terres aux victimes de déplacement selon les mécanismes définis dans le dernier point des accords de paix. Il bénéficie également aux femmes chefs de foyer disposant de surfaces inférieures à l'UAF, aux groupes ethniques, et aux populations engagées dans des programmes de substitution des cultures illicites.

Pour éviter la spéculation, les terres distribuées sont exclues du marché pendant une période de sept ans. Pendant cette période, elles ne peuvent pas être mises en vente et reviennent au fond de terre si elles sont inexploitées.

Le fond de terre est sous la responsabilité de l'Unidad de Restitucion de Tierras (URT), au sein du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural. Pour l'alimenter, l'État dispose de différents leviers, dont l'expropriation, définis dans la continuité et en complément de la loi « victimes et restitutions ».

sources pour alimenter le fond de terres
— Extinction judiciaire de domaines accaparés illégalement.
— Révocation administrative de titres illégaux.
— Extinction de domaine pour non respect des fonctions sociales et écologiques de la terre (absence d'exploitation de la terre pendant trois années d'affilée).
— Récupération de baldios via la clarification du cadastre et une révision de la délimitation des zones de réserve forestière, indigènes, afro-colombiennes.
— Extinction pour utilité publique.
— Pour mettre des terres à disposition, l'Unité des Terres peut également attribuer des subventions et crédits pour l'achat direct de terres par les paysans.

Tableau 3: Source : Alto Comisionado para la Paz

3.2.3.2 Un cadastre réactualisé pour identifier les vocations et usages des terres.

Entre distribution, expropriation /restitution et formalisation, 250 000 UAF doivent être mises à disposition de producteurs familiaux à l'issue du processus de paix (altocomisionadopalapaz.gov.co). Pour mettre en œuvre ces mesures, la première étape de la RRI consiste en la réalisation d'une enquête à l'échelle nationale permettant de clarifier la propriété, d'identifier et d'inventorier les différentes activités agricoles sur le territoire. Cette enquête aboutira à l'élaboration d'un cadastre rural actualisé et centralisé sous la responsabilité de l'IGAC (qui intègre les cadastres décentralisés d'Antioquia, de Medellín, Bogota et Cali qui suivent les normes de l'IGAC). Ce cadastre doit servir de référence unique pour répondre aux enjeux de formalisation de la propriété foncière de manière efficace, et d'aider à la gestion des conflits liés à la possession, et planifier les aménagements prioritaires. Il regroupe des variables physiques et juridiques permettant d'identifier les possesseurs, mais aussi les usages et les vocations des sols.

En parallèle, une carte au 1/25000 de l'ensemble du territoire est ainsi réalisée par l'IGAC pour évaluer les conditions agro-écologiques et environnementales. Cette carte montre les espaces en situation de sur-exploitation et ceux en situation de sous-exploitation (zones d'élevage extensif). Elle permet d'une part d'orienter le processus de restitution, les projets productifs et l'équipement en infrastructures en adéquation avec les vocations du territoire.

D'autre part, en identifiant les terres impropres aux cultures, elle doit permettre de protéger les versants, les cours d'eau dont la surexploitation menace les « services écosystémiques » (fertilité des sols, les ressources en eau et forestières, réduction des risques de glissement de terrain et de pollution). Cela doit contribuer à préserver la durabilité des systèmes productifs.

En effet, redistribuer et formaliser les terres en limitant la concentration ne suffit pas. Pour maintenir l'ancrage de petits producteurs à la terre, ces derniers doivent pouvoir y pratiquer une activité productive durable adaptée au potentiel des terres disponibles. Pour y parvenir, le nouveau cadastre doit servir de base pour améliorer l'usage des meilleures terres et préserver leur potentiel et les ressources stratégiques en libérant les terres faisant l'objet d'usages inadaptés. Le cadastre doit en outre identifier la fonction sociale des terres (organisation sociale, subsistance, reproduction culturelle). Cela constitue une innovation s'adressant spécifiquement aux producteurs paysans. Le principe affiché est que même si les terres sont des biens individuels, leurs usages doivent répondre à des objectifs de durabilité environnementale et d'équité sociale (Hernandez Peña, 2010).

Le cadastre doit enfin servir de base à l'établissement d'un système visant à réduire les opportunités d'usage non productif de la terre via l'impôt foncier. Il doit aider les municipes à collecter plus efficacement les impôts. Cela devrait leur permettre de mieux financer et planifier l'aménagement local. Dans les territoires impactés par le conflit, les personnes bénéficiaires de distribution de terres sont exemptées d'impôt, il est prévu que les municipes soient compensés par l'État. L'objectif est d'engager les campagnes dans un cercle vertueux de régulation de la concentration foncière/optimisation de la productivité des terres. Ces évolutions doivent conduire à une transformation structurelle des campagnes.

L'Unidad de Planificacion Rural Agropecuaria (UPRA), est créée pour prendre en charge la planification du développement rural et de la régulation du marché des terres au sein du ministère de l'agriculture et du développement durable, de manière à concilier les enjeux de la restitution et ceux du marché des terres et des productions.

3.2.3.3 Hydroélectricité et Paix Territoriale

Enfin le secteur privé est mobilisé dans les territoires marginalisés, pour participer à la construction

de la Paix Territoriale tout en bénéficiant du climat d'apaisement. Cet appel est ainsi explicite dans le Plan National de Développement du deuxième mandat de Juan Manuel Santos.

« La construcción conjunta de la paz es un proceso que debe ser ampliamente participativo. Es decir, debe concebirse y desarrollarse a partir de un diálogo que incluya al Gobierno y las instituciones estatales, a las organizaciones sociales y a las comunidades en el territorio, y al sector privado y a sus empresas. Solo así, este diálogo permitirá prevenir, gestionar, transformar o resolver los conflictos sin recurrir de nuevo al uso de la violencia. En especial, el sector empresarial está llamado a participar de manera proactiva y sostenida como un agente destacado para una paz estable y duradera en Colombia. Las empresas, con su capacidad de generar oportunidades económicas y sociales, tienen un rol central para contribuir a las transformaciones que el país requiere para construir condiciones de desarrollo y paz en los territorios. De esta manera, el sector debe orientarse a desarrollar modelos empresariales que interpreten el contexto territorial para romper los ciclos de violencia, la desigualdad, la exclusión y la violación de derechos humanos, y crear círculos virtuosos que favorezcan mayores niveles de inclusión económica y social. »

(PND 2014-2018, Tome 1 p 43.)

« Se promoverá la participación del sector empresarial en la implementación de los acuerdos para contribuir a garantizar la productividad, el acceso a mercados y en general la sostenibilidad de los proyectos contemplados, entre otros, en la Reforma Rural Integral, el Programa Nacional Integral de Sustitución de Cultivos y en los planes de reincorporación a la vida civil. (...) Los recursos económicos aportados por la cooperación internacional, organismos multilaterales, sector privado para la implementación se agregarán a los fondos dispuestos por el Gobierno para esos fines. »

(Article 6 des accords de paix sur la mise en œuvre de la paix)

Le secteur privé permet surtout l'injection de capital sur les territoires, par la création d'emploi et de dynamisme économique. Toutefois dans le cadre du projet d'Ituango, construit et opéré par EPM, entreprise d'économie mixte mais fonctionnant sous le régime de droit privé (<https://www.hidroituango.com.co>), le secteur privé intervient directement dans le développement d'infrastructure et la fourniture de service public, dans un territoire où l'un comme l'autre sont déficients. Ce type de développement est rendu possible par un mécanisme de partenariat public privé. Les partenariats constituent des formes de contrats par lesquelles des entreprises construisent ou opèrent des infrastructures de services publics habituellement du ressort de l'État (FMI Hemming, 2006).

Ils sont notamment sollicités pour le développement de grandes infrastructures impliquant des

moyens techniques et financiers considérables. Le coût du barrage d'Ituango, estimé en 2011 à 3 milliards de dollars est financé par des investisseurs publics et privés (<https://www.hidroituango.com.co>). Il génère aussi des perspectives de rendement garanti du fait de la croissance constante de la demande, ce qui les rend attractifs pour le secteur privé (FMI Hemming, 2006). Pour leur mise en œuvre, les gouvernements fixent en général le cahier des charges, et l'entreprise finance et gère les aspects techniques. Ils se différencient ainsi des investissements publics motivés par la recherche d'un moyen de répondre à une demande en services publics, et où le secteur privé n'a à sa charge que la construction d'un projet conçu et financé par l'État. Ils permettent ainsi d'augmenter l'offre en services publics sans augmenter la dépense publique directement, les investissements étant réalisés par l'entreprise et remboursés directement par les usagers grâce à des systèmes d'achat garantis par l'État. Ce système représente un atout dans les territoires les moins bien équipés et les moins attractifs, afin de les intégrer à des dynamiques de croissance économique.

Or, en raison de sa situation de zone rouge du conflit armé avant le début du processus de paix, le Nudo de Paramillo dans son ensemble et trois municipales à l'extrémité nord du Canyon du Cauca (Ituango, Briceño et Valdivia) sont concernés par un PDET. Ils sont à ce titre définis comme territoires prioritaires de la Paix Territoriale et accueillent des Unités de Victimes en charge d'organiser les restitutions de terres. Ces trois municipales accueillent l'essentiel des infrastructures du barrage.

En pratique, ces territoires constituent un cul de sac à la sortie des Andes, où l'équipement et l'entretien des infrastructures sont particulièrement coûteux, mais nécessaires pour la mise en œuvre de projets productifs rentables associés aux restitutions. En outre, le territoire, s'il dispose d'une économie caféière (à Ituango), présente peu de surfaces valorisables pour l'agriculture, et la morphologie du territoire compromet l'équipement et la mécanisation.

Cette situation est comparable à d'autres territoires faisant l'objet de PDET où impulser une économie locale et connecter le territoire constituent des défis économiques et techniques. Toutefois le canyon du Cauca possède une spécificité, l'abondance de ses ressources hydroélectriques, mais aussi des avantages comparatifs pour son exploitation à très grande échelle.

Du fait de l'appel fait au secteur privé de s'impliquer dans la construction territoriale de la paix, dans un climat d'apaisement, le barrage d'Ituango peut représenter un atout pour la mise en œuvre du post-conflit. Ainsi, la rencontre entre ces deux processus, si elle semble fortuite, peut en fait s'avérer décisive pour le post conflit dans le canyon.

Conclusion

Avant 2012, les tentatives pour sortir du conflit armé ont échoué. L'incapacité des administrations dans les marges à mettre en œuvre et contrôler l'application de mesures prises dans les négociations de paix a constitué l'une des principales causes de ces échecs. Dans ces conditions, tous les processus qui ont conduit à la démobilisation d'un groupe armé (EPL, AUC,...) se sont soldés par des recompositions des fronts qui ont donné lieu à de nouvelles vagues de violence et de déplacements, et vu apparaître de nouvelles « trappes de pauvreté ».

Toutefois, la situation sécuritaire a changé. Les violences se sont déplacées, ont changé de forme, et l'organisation des acteurs armés a évolué. Affaiblis militairement, ils sont toujours capables de générer des taux de violence élevés mais deviennent moins idéologiques que jamais et moins structurés.

Dans ces conditions, le conflit impacte les territoires différemment, de manière plus concentrée, plus éloignée des centres. Sa capacité à diffuser ses effets en tache d'huile est réduite même si elle ne disparaît pas. Cela résulte aussi d'un contexte économique qui évolue avec une réduction de la pauvreté, même si les inégalités continuent de se creuser.

La situation passe un nouveau seuil d'apaisement durant le processus de paix avec les Farc de 2012 à 2016. Ce processus aboutit à un accord de paix qui constitue la dernière et principale étape de la sortie de conflit en date.

Ce processus se focalise sur l'élaboration de politiques publiques ciblant à la fois les enjeux de développement et ceux de conflits armés, et prenant en compte la diversité de situations sur un territoire mal maîtrisé par les institutions. L'objectif est de compléter et rendre durables les avancés en termes de reprise territoriale de la décennie 2000 dans les marges territoriales en donnant des gages de consolidation de l'État de droit et de consolidation socio-économique.

Le consensus dans la concertation entre les Farc et l'État est rendu possible par un cadrage de l'accord sur la promesse de lutter contre les intérêts du latifundium jusqu'alors protégé par les alliances entre grands propriétaires et héritiers du paramilitarisme, afin de démocratiser l'accès à la terre et aux ressources productives, avec un accompagnement territorialisé pour les populations les plus vulnérables (altocomisionadoparalapaz.gov.co). Il y a donc à priori une rupture avec la période précédente où le gouvernement Uribe s'attachait encore à ménager les intérêts du latifundium au détriment des paysanneries mais aussi de la productivité des campagnes.

En pratique, le caractère « territorialisé » et participatif de la RRI doit permettre la correction des

dysfonctionnements liés aux conséquences durables du conflit armé sur le secteur agricole pour favoriser l'intégration des territoires au libre échange et à la mondialisation, principaux moteurs du développement économique. Pour donner les moyens techniques et financiers à ces objectifs de « correction », les orientations de développement associées à la RRI se traduisent par un appel à l'intervention croissante du secteur entrepreneurial dans le développement rural. À ce titre, le projet d'Ituango, dans le canyon, devient progressivement un outil pour financer le post-conflit dans la marge territoriale où il se construit.

Pour y parvenir, la RRI se présente comme en équilibre entre libéralisation du marché et intervention de l'État pour le développement des campagnes (DNP, 2016). Cet équilibre traduit à priori une évolution de ces rapports de forces dans l'intérêt des paysans à la faveur du dialogue non armé.

La mise en œuvre de ces mécanismes dans le cadre de la Paix Territoriale sur les territoires colombiens a une dimension expérimentale justifiée par les impératifs de réforme pour garantir la durabilité de la paix dans le post-conflit.

	Objectifs et méthodes de missions de maintien de la paix de l'ONU	Moyens mis en œuvre dans le cadre du processus de paix de la Havane
Prévention des conflits et médiation	Mesures diplomatiques. Participation d'intermédiaires (institutions nationales, groupes d'États, organisations régionales, ONG, agences spécialisés de l'ONU).	Dialogue mené hors de Colombie, à La Havane à Cuba, et à Oslo en Norvège sous l'observation de pays garants : le Venezuela, le Chili et la Norvège, ainsi que de l'ONU.
Rétablissement de la paix	Élaboration d'un cadre pour faciliter le dialogue, coordonner les actions, programmes et la coopération entre différents acteurs et partis (belligérants, victimes).	Négociations échelonnées en cinq points faisant l'objet de cycles de négociation successifs et d'un accord préliminaire avant d'amorcer les étapes suivantes pour mettre fin aux différentes catégories de violence selon un agenda préalablement établi. Fin du conflit et de la violence directe : dépôt des armes sous contrôle de l'ONU et réintégration des ex-combattants dans des « zones de normalisation », protection contre d'éventuelles représailles. Attention aux victimes : mécanismes participatifs pour leur identification, réparation intégrale et restitution de droit, mécanismes de reconnaissance collective (paysans, indigènes, syndicaux), et de reconnaissance de génocide comme celui de la UP.
Imposition de la paix	Soutien opérationnel et normatif aux forces de l'ordre (police et militaires) et à l'appareil judiciaire pour créer un environnement stable et sûr pour la reconstruction de l'État de droit en	Maintien des opérations armées contre les guérillas puis cessez-le-feu bilatéral à partir de 2014. Création de nouvelles entités de justice

	<p>renforçant la capacité de l'État à maintenir la sécurité des populations civiles et garantir le respect des droits de l'homme.</p> <p>Sécurisation des infrastructures vitales, protection de la liberté de circulation des biens, des personnes et de l'aide humanitaire, organisation du déminage.</p>	<p>transitionnelle (CVR, JEP).</p> <p>Substitution des cultures illicites (éradication manuelle favorisée), transition concertée des producteurs vers les activités légales et protection des usages traditionnels (indigènes).</p>
Consolidation de la paix	<p>Réduire des risques de reprise de conflit ou d'éclatement de nouveaux conflits en renforçant les capacités nationales, l'efficacité et la légitimité de l'État pour la gestion de conflit et en favorisant le développement.</p> <p>Mesures pour favoriser le redressement et le développement socio-économique des zones touchées par la violence, avec l'appui de partenaires tels que la Banque Mondiale et le FMI.</p> <p>Élaboration d'institutions de gouvernance stables et démocratiques, création d'instances de participation légitimes, assistance électorale.</p> <p>Modernisation de l'État qui doit devenir garant d'un espace public de régulation des conflits en améliorant la gestion des ressources, en mettant fin à la pauvreté massive, à la corruption et à la porosité entre acteurs légaux et groupes radicaux.</p>	<p>RRI : amélioration de la productivité des terres, équipement et modernisation des campagnes pour améliorer la productivité des terres, la souveraineté alimentaire et les exportations. Ouverture de zones spéciales protégées pour les paysans et les minorités.</p> <p>Participation politique des Farc démobilisés : création d'un parti politique Farc avec des circonscriptions garanties sur une période donnée.</p>

Tableau 4: Sources : Centro Memoria, Paz y Reconciliación, 2014, OCHA Colombia, Alto Comisionado para la Paz, 2016.

Chapitre 4 : Nouvelle gouvernance du développement

Le deuxième mandat de Santos voit le début de l'application des politiques publiques négociées dans le processus de paix concernant les questions agraires : la restitution des terres, la mise en route de programmes de développement dans les PDET. Les accords définitifs sont toutefois rejetés par référendum en 2016, à priori principalement du fait d'une campagne efficace des milieux conservateurs et des grands propriétaires radicalement opposés à une entrée des Farc en politique, et d'une faible participation des milieux défavorisés urbains et ruraux (<https://www.bbc.com/mundo/noticias-america-latina-37537187>). Les accords seront malgré tout signés et ratifiés par le Sénat après quelques amendements mineurs, mais sans nouvelle consultation populaire (unocha.org/colombia).

Les orientations et méthodes du processus bénéficient du soutien des institutions internationales. L'ONU qui a le statut d'observateur du processus de paix, et la Banque Mondiale reconnaissent en effet la dimension explicative du sous-développement dans la plupart des conflits civils et estiment que le développement économique des campagnes permis par la libéralisation pourraient inverser la tendance (Institut International de Développement de la Banque Mondiale, 2016).

L'élaboration d'une réforme rurale capable de répondre aux enjeux des campagnes, jusqu'alors irrésolus et de surcroît dans une perspective territoriale pose toutefois un certain nombre de difficultés méthodologiques attribués aux enjeux de contrôle institutionnel des territoires et des ressources et à la persistance de réseaux d'antimondes influents (DNP, 2016).

La mise en œuvre de la RRI, notamment dans les marges territoriales les plus déconnectées du contrôle institutionnel, implique une adaptation du cadre institutionnel et l'élaboration d'outils techniques pour améliorer l'identification et la maîtrise des enjeux des territoires, et structurer l'intervention des différents acteurs. Ce cadre doit permettre d'intégrer les enjeux de sortie de conflit armé à ceux du développement rural, et les instances territoriales doivent être renforcées notamment pour favoriser le dialogue avec les paysans.

Décentralisation, participation et modernisation des campagnes sont identifiés comme incontournables pour la réalisation des objectifs de la Paix Territoriale. Cette approche mobilise notamment les grands projets en partenariat public-privé tels que le barrage d'Ituango. Si ces processus, entrepris à la fin des années 1990 mais dont la mise en œuvre s'avère toujours problématique, ont eu des effets ambivalents sur les territoires, la référence au post-conflit dans le processus de paix à la Havane doit représenter une garantie pour la réalisation de réformes ambitieuses afin de les rendre plus opérationnels, tout en reformulant leurs objectifs.

Il en résulte qu'au moment de sa promulgation, la Paix Territoriale inspire un certain nombre d'inquiétudes, y compris du côté des partisans de la solution négociée, d'une part en raison de difficultés opérationnelles de la RRI, d'autre part en raison d'orientations idéologiques qui semblent incompatibles avec les intérêts des paysanneries. Or, l'élaboration du projet de barrage d'Ituango apparaît plus comme la résultante de ces orientations que d'objectifs de protéger les territoires paysans pour mettre fin au conflit armé.

1 Promotion du « local »

Pour mettre en œuvre les principes de la Paix Territoriale dans les marges, l'État fait toujours face au défi de son manque d'emprise dans les territoires les plus impactés par le conflit, de la compétition militaire, économique, et en termes de légitimité. D'autant plus que si le processus engage les Farc et l'État colombien, l'ELN, les bacrim et d'autres organisations restent actives sur les territoires. La Paix Territoriale requiert donc l'élaboration d'outils qui lui permettent de s'appliquer au niveau local, notamment dans les territoires où l'ancrage institutionnel est le plus fragile.

Les réponses apportées par l'État colombien à ces problématiques, à travers l'agenda et la méthodologie de la Paix Territoriale, correspondent à celles qui sont définies comme les bonnes pratiques en matière de gouvernance post-conflit par les instances internationales. Il s'agit de s'appuyer sur les administrations décentralisées, avec le concours de la participation citoyenne, des secteurs entrepreneuriaux et humanitaires pour permettre aux acteurs des territoires de participer à la définition du développement et à la régulation des conflits centre-périphéries.

1.1 La décentralisation en Colombie

1.1.1 Aménagement du territoire et développement local

Pour (Deberre, 2007), la décentralisation consiste en une distribution des compétences, des responsabilités et des moyens de l'État au niveau des collectivités, afin d'améliorer l'efficacité et l'efficience des finances et des services publics, et de rapprocher géographiquement les populations des institutions publiques prenant les décisions.

Si la décentralisation consiste dans un premier temps en des processus de déconcentration des pouvoirs étatiques en vue de leur permettre de mieux contrôler leurs périphéries et leurs ressources (Le Bris ; Paulais, 2007), elle a été promue par les instances internationales dans les années 1990 au titre de la bonne gouvernance. Elle apparaît en effet comme un modèle optimal d'organisation de l'État pour atteindre des objectifs de développement dans un contexte de mutation de cette notion

face aux difficultés liées aux ajustements structurels (Mayaux, Surel, 2010).

Le développement recouvrait auparavant assez précisément la notion de croissance économique, permise par une valorisation des ressources nationales dans le marché mondialisé et conduisant à améliorer les conditions de vie des populations (Kennedy, 2005). Les ajustements structurels servaient alors des objectifs d'homogénéisation des organisations étatiques pour les adapter au fonctionnement du marché et donner lieu à une convergence de toutes ces organisations vers un modèle global où tous les territoires peuvent tirer leur épingle du jeu malgré les disparités entre eux, selon la théorie des avantages comparatifs (Hugon 2006).

Or, la vision de l'homogénéisation des organisations comme unique condition pour permettre au libre-échange de se traduire par du développement est remise en cause d'une part par les inégalités que les avantages comparatifs ne peuvent pas surmonter, du fait notamment des « spécialisations appauvrissantes », mais surtout par les relations inégales des territoires à la mondialisation, avec des centres, périphéries et marges entretenant des relations de domination. Par ailleurs, l'émergence de problématiques écologiques, multiculturelles, de droits Humains, contraignent à des amendements de cette approche (Hugon, 2006). Aussi, de plus en plus, le « développement » tel qu'il est défini par les bailleurs de fonds intègre des dimensions non économiques à travers le développement durable, et la recherche d'un « ordre désiré » (Hernandez Peña, 2010).

À partir des années 1990, les processus de décentralisation apparaissent alors comme un outil efficace pour concilier des objectifs de libéralisation économique et de dérégulation avec des objectifs de protection d'intérêts locaux spécifiques. La décentralisation est encouragée pour faire face au phénomène massif d'urbanisation aux conséquences environnementales lourdes, d'une part, et à la persistance des inégalités, de la pauvreté, de l'enclavement des territoires et des ressources qui favorisent les conflits armés, d'autre part.

Cela repose d'une part sur l'idée d'une proximité entre les institutions, le territoire et les populations qu'elles administrent, favorisant une meilleure perception des enjeux prioritaires pour corriger les déséquilibres régionaux.

D'autre part, la décentralisation garantit un maillage institutionnel de l'ensemble des territoires permettant aux institutions d'atteindre les périphéries les plus marginalisées si elle permet une allocation homogène des moyens et des pouvoirs de décision sur le territoire, évitant notamment la polarisation du développement sur les grandes villes où se trouvent les institutions centralisées.

Selon (Santamaria, 2009), la proximité entre les instances de décision des collectivités décentralisées et les territoires doit compenser la faiblesse institutionnelle des collectivités locales

pour administrer les ressources et à mener sur chaque territoire des politiques publiques en adéquation avec les caractéristiques culturelles, sociales, économiques locales. (Brinkerhoff, Johnson, 2009) soulignent à ce titre l'intérêt de la décentralisation pour reconstruire sur l'ensemble du territoire des formes d'institutionnalité dans les états fragiles.

Des expériences locales dans des états fragiles ou en situation de post-conflit ont ainsi montré que les gouvernements locaux peuvent présenter des avantages comparatifs pour la gestion de la prestation de services, des équipements, et donc pour favoriser l'intégration de l'ensemble des territoires aux dynamiques de l'État (Brinkerhoff, Johnson, 2009). Un aménagement décentralisé permettrait de consolider le contrôle territorial et de reconstruire une chaîne de relations rationnelles entre les échelles locales et le centre (Le Bris ; Paulais, 2007). La décentralisation intègre ainsi des objectifs de stabilisation des territoires, dans un contexte profondément fragmenté, entre centre et périphéries.

Cela ramène à la notion de développement local qui va de pair avec des problématiques d'aménagement du territoire. Le développement local porte une définition du développement qui doit contribuer à améliorer les conditions socio-économiques locales en fonction de critères économiques, mais aussi sociaux, environnementaux et institutionnels. Le développement local prend ainsi en compte le maillage urbain et les zones rurales sur le territoire, son agriculture, son industrie, son commerce, ses services et ses réseaux de relations avec d'autres territoires, mais aussi ses spécificités socio-culturelles, ses caractéristiques géographiques et les formes de conflits qui s'y développent.

Or une réelle capacité des entités territoriales à prendre des décisions en adéquation avec les réalités sociales, culturelles et écologiques des territoires et à disposer des budgets nécessaires sous-entend des rapports de force avec le centre et avec d'autres territoires et la recherche d'un équilibre entre autonomie locale et chaînes de relations hiérarchisées à partir du centre (Deberre, 2007). Dans les dynamiques de décentralisation, cet équilibrage tend vers un aménagement dans une perspective territoriale « bottom up ».

1.1.2 Les partenariats public-privé

Plus d'autonomie des entités décentralisées pour l'aménagement du territoire implique en premier lieu une autonomie financière. Dans les contextes de disparités de développement, le financement par les impôts fonciers, commerciaux et industriels rend les entités décentralisées dépendantes des transferts de l'État pour rétablir l'équité.

Un autre outil à la disposition des entités décentralisées, pour financer leur développement, à

condition qu'elles bénéficient de normes et de législations allant dans ce sens, est le partenariat public-privé. Ces partenariats sont encouragés par les bailleurs de fonds internationaux, en parallèle de la décentralisation, pour la rendre opérationnelle et promouvoir à travers elle le développement local. Ils mobilisent de préférence l'échelle locale et des acteurs issus du territoire. L'échelle locale serait en effet la mieux adaptée pour l'organisation de partenariats public-privés et la plus à même d'en tirer profit (Dubresson ; Fauré, 2005). Depuis les années 1990 l'aménagement pour le développement local repose ainsi de plus en plus sur une concertation entre le secteur privé et les administrations décentralisées.

Par leur structure qui intègre la notion d'horizontalité entre les acteurs, les projets en PPP sont supposés engendrer une division rationnelle des tâches en fonction d'avantages comparatifs « complémentaires » de leurs acteurs, qui agissent sur le territoire dans un intérêt commun.

Ce modèle de développement associe une infrastructure à des objectifs et un nombre prédéfini d'acteurs au sein d'un territoire circonscrit avec sa population, ses enjeux et ses contraintes, dans un temps limité. Ces acteurs, leurs spécificités et responsabilités sont reconnues formellement par contrat. Cela implique un engagement réciproque, source de lisibilité et d'efficacité pour le développement local, et donne au projet une certaine souplesse en termes de normes, de moyens de financement, qui le rendraient plus opérationnel et adaptable à la diversité de situation sur les territoires colombiens.

Les partenariats mettent les ressources et l'expertise des secteurs privés et de la société civile au profit d'organismes publics pour le développement de la collectivité. Dans le partenariat, l'entreprise conçoit et finance un projet dont l'objectif moteur est la réalisation de profit, ce qui se traduit, à priori par un gain d'efficacité en termes de coûts, en comptant sur les capacités de gestion et d'innovation du privé qui seraient supérieures à celles du public (FMI, 2006).

En retour, les organismes publics font bénéficier le secteur privé d'un cadre privilégié pour l'intégration des projets dans lesquels il investit sur les territoires. Pour la mise en œuvre de ces partenariats, les acteurs privés bénéficient d'un cadre normatif stabilisé et de bases de données grâce à la consolidation institutionnelle et la clarification de la décentralisation (Freund ; Lootvoet, 2005).

Cela doit garantir l'efficacité et l'efficience de la gestion des projets et constituer un modèle de bonne gouvernance du développement (Brinkerhoff, 2002). Le secteur privé investit dans les territoires, créant des équipements en infrastructures, de l'emploi et des revenus pour les collectivités. Cela permet à ces dernières d'améliorer leurs capacités techniques et financières tout

en gardant la possibilité de planifier les aménagements en fonction des priorités de développement local dans l'intérêt public. En retour, pour les entreprises, l'investissement dans le territoire local permet une meilleure gestion de l'emploi et des ressources avec une prise en compte des spécificités et enjeux propres de chaque territoire (Raveyre, 2005). Cela doit se traduire par des retombées économiques pour le secteur privé, sociales pour les institutions, avec des bénéfices optimisés pour chacun.

Ainsi ce système constitue un outil pour viabiliser une décentralisation donnant une véritable autonomie aux administrations locales pour planifier l'aménagement du territoire et fournir les services publics, tout en contribuant à optimiser la valorisation économique des ressources de ces territoires.

1.1.3 Démocratie locale ?

Selon (Dubresson ; Fauré, 2005), une décentralisation permettant de promouvoir des dynamiques de développement local ne peut être cependant uniquement institutionnelle. Elle implique la participation directe de la « société civile » ne se cantonnant pas aux processus électoraux, sans quoi elle reste sous la tutelle du centre qui définit seul l'intérêt général. Cette participation peut se définir comme la création d'« arènes » plus ou moins institutionnalisées (réunions publiques, consultations populaires, mobilisation sociale) au sein desquelles la population, organisée collectivement ou non, participe à la définition, la mise en œuvre et le contrôle des politiques publiques sociales et économiques des territoires (Barnaud, 2013). Cela part du principe que l'efficacité des politiques publiques à l'échelle locale dépend de choix, attentes, aspirations et capacités d'adaptation au changement des populations sur le territoire, en fonction de conditions économiques, sociales, et culturelles, et aussi d'enjeux de conflit très variés. D'autre part, cela repose sur la reconnaissance de la valeur des structures sociales et du savoir-faire locaux pour l'organisation des systèmes productifs locaux.

La diversification des arènes de dialogue entre la société civile et les institutions doit permettre de porter une plus grande attention aux spécificités des territoires pour mieux identifier et répondre aux enjeux locaux, tout en optimisant leurs potentialités pour la valorisation de ressources, la dynamisation de tissus économiques, la création de richesses (Santamaria, 2009). À terme, cela doit permettre de mieux développer les avantages comparatifs des territoires. Cette participation peut ainsi contribuer à mettre en lumière des problématiques et des ressources locales, avec en théorie, un plus grand intérêt pour l'environnement et les systèmes socio-culturels.

Pour cela, les populations ancrées dans chaque territoire, considérées comme les plus à même d'en

identifier les ressources et les limites (Giraud, Graff, 2006), doivent pouvoir jouer un rôle opérationnel dans la prise de décision. Cette participation implique la capacité de l'ensemble des populations (urbaines, rurales, populations marginalisées, illettrées), des secteurs sociaux (entreprises, universités, ONG, églises) de s'intégrer au processus, et doit être connectée aux échelles supérieures. Cela nécessite en premier lieu que les communautés aient accès à une information transparente et complète pour donner lieu à l'organisation d'un débat public, et ensuite que les populations les plus marginalisées bénéficient d'appui spécifique, soit technique (financier, accompagnement), soit de nature à améliorer leur visibilité (plus de représentants, attribution de droits spécifiques, valorisation de leur image).

Ces enjeux de la décentralisation favorisent ainsi le développement démocratique en générant de nouvelles formes d'organisations sociales. Cela doit rééquilibrer les rapports de force entre les sociétés urbaines et rurales, centres et marges qui sont profondément déséquilibrés dans les processus électoraux nationaux. Dans les États fragiles, cela doit contribuer à restaurer les relations entre État et populations, en particulier dans les campagnes, et surtout à offrir des moyens alternatifs à la violence de gestion des conflits. L'accès aux instances de décision politique est décisif pour l'abandon du recours aux armes comme moyen de promouvoir des idées politiques ou de régler des conflits. Ainsi, la participation permet aussi aux groupes armés de devenir des mouvements politiques démocratiques avec un véritable ancrage territorial du fait d'une capacité spécifique de mobilisation militante et d'analyse des enjeux collectifs locaux. Cela permet en outre l'émergence d'une société civile engagée et la constitution d'un répertoire de revendications et d'enjeux, de retours d'expérience qui enrichissent les systèmes de prise de décision (Beaucire, 2009).

La décentralisation est ainsi perçue comme une voie pour la démocratisation et à terme un outil de résolution des conflits au niveau local. Par ailleurs, la décentralisation vise aussi à répondre à des enjeux de construction de légitimité de l'État à l'échelle locale et nationale, notamment par la lutte contre les mauvaises pratiques.

Ainsi, les collectivités en tirent une meilleure capacité à mener des actions appropriées et à en rendre compte afin d'en optimiser les effets, tout en préservant la diversité culturelle et géographique et en améliorant l'image d'efficacité de l'État et les relations entre ce dernier et les communautés.

Ainsi, si la décentralisation recouvre à l'origine des enjeux d'organisation pour une gestion plus opérationnelle des politiques publiques, elle acquiert à travers le développement local et la

gouvernance locale une dimension de stratégie politique associée à des représentations de l'État. La notion de développement local associé à la décentralisation implique une mise en retrait de l'État, qui n'apparaît plus comme l'échelle optimale pour la gouvernance du développement (Kennedy, 2005), au profit du « local », qui devient l'échelle de référence des politiques de développement, dans le cadre de l'ouverture économique (Dubresson ; Fauré, 2005) mais aussi de la gestion des conflits. Cela implique d'autres acteurs ancrés au territoire. Ces acteurs sont les administrations décentralisées, épaulées par une intervention croissante du secteur privé et une promotion de la participation citoyenne. L'État garde un rôle de coordinateur de ces processus par la mise en place de cadre normatifs et de systèmes de régulation.

On parle alors de gouvernance territoriale (Leloup, Moyart, Pecqueur, 2005), qui correspondrait au modèle de bonne gouvernance pour le développement, dans la mesure où il constituerait un outil contre la fragilité des États, et favoriserait plus de démocratie, via la participation. Ce système « souple » et adaptable représente en outre des atouts pour des territoires présentant une grande diversité d'enjeux spécifiques qui résistent à une gestion standardisée à l'échelle nationale.

Le « développement local » et la « gouvernance locale », en mobilisant les ressources du territoire pour un aménagement du territoire adapté aux enjeux et aux avantages comparatifs locaux, constitueraient des stratégies beaucoup plus efficaces que les mesures d'assistance ponctuelle, technique ou financière (subventions, crédits) pour réduire les inégalités de développement.

Or, ces principes semblent s'accorder aux problématiques mise en évidence pour la résolution du conflit armé colombien lors du processus de la Havane, ceux de l'inclusion des paysanneries aux processus démocratiques, de reconstruction d'une société civile, et de régulation de la grande diversité de forme prises par le conflit armé aux échelles locales par des politiques de développement territorialisées.

1.2 Avancement de la décentralisation en Colombie

La Colombie dispose d'un découpage territorial à trois niveaux : État, départements, et municipes. Elle repose sur un régime présidentiel centralisé politiquement. Au 20e siècle le système évolue vers une plus grande centralisation jusqu'aux années 1960 puis le phénomène s'inverse. Des mesures sont prises ponctuellement pour améliorer l'autonomie politique des collectivités, le transfert de ressources et les mécanismes de coordination entre l'État et les entités décentralisées. Les municipes ont leur propre gouvernement élu depuis 1986, puis les départements à partir de 1991, Ces gouvernements déterminent leur politique en accord avec les normes et principes communs de l'État.

Les mesures de décentralisation servent d'abord à donner aux départements la responsabilité de mettre en œuvre les politiques planifiées au niveau central. Ces dernières visent avant tout à stimuler la croissance économique dans les grandes villes en attirant les investissements du secteur privé avec des aménagements pour encourager l'industrialisation (Hernandez Peña, 2010). Cela se traduit par une accentuation de la polarisation des villes tandis que certains territoires restent sous le contrôle des groupes armés, mais aussi des grands propriétaires, d'entreprises aux pratiques nuisibles qui ont renforcé la conflictualité. Cela aboutit à la reconnaissance par la Constitution colombienne de 1991 que la décentralisation peut constituer un remède aux enjeux sécuritaires et en termes de développement auxquels est confronté le pays.

1.2.1 Objectifs de consolidation de l'État

1.2.1.1 Les apports de la constitution de 1991

La Constitution de 1991 définit la Colombie comme une république unitaire décentralisée avec des entités territoriales autonomes, reconnaissant ainsi la décentralisation comme un principe constitutionnel. La Constitution et les réformes structurelles de 1994 font de la consolidation de ce système une priorité (Tuiran Sarmiento, 2010). Selon la Constitution, les objectifs de la décentralisation sont la modernisation et l'optimisation du fonctionnement de l'État.

La décentralisation doit permettre la mise en place d'un modèle de développement adapté à la diversité d'une communauté nationale. C'est un enjeu d'autant plus crucial sur des territoires fragiles occupés par des populations hétérogènes et dispersées. Le développement local apparaît en outre comme un moyen d'optimiser les conditions d'accès durables aux ressources, favorisant ainsi la croissance économique nationale.

La nouvelle constitution colombienne adoptée en 1991 définit en particulier la décentralisation de l'aménagement du territoire comme un instrument privilégié pour atteindre des objectifs de développement et d'organisation territoriale (Constitucion Política de Colombia, 1991). L'aménagement du territoire y est progressivement défini à travers la notion d'« ordenamiento territorial », qui englobe les idées d'organisation par des règles et des normes, de mise en ordre des systèmes productifs et sociaux, et d'aménagement du territoire en infrastructures et services publics, dans un système de planification à différentes échelles temporelles et spatiales (dnp.gov.co). La distribution des pouvoirs de décision entre les différents niveaux territoriaux et la consolidation institutionnelle locale doivent donner plus d'efficacité et d'efficience à la prestation de services publics.

La constitution de 1991 consacre le principe de participation citoyenne comme une composante de

la décentralisation. L'un des objectifs de la décentralisation est ainsi de consolider la démocratie locale en accordant de nouvelles compétences et responsabilités aux *Juntas de Acción Comunal* (JAC), association élues et servant d'organe de participation citoyenne à l'échelle des veredas, elles-mêmes des divisions municipales rurales. La constitution, puis les réformes de 1994 accordent aussi des droits supplémentaires pour les minorités ethniques et pour les paysans pour administrer leurs ressources dans les *resguardos* et des *zones de réserves paysannes* (ZRC).

Ces populations représentent les groupes les plus pauvres, les plus vulnérables au conflit armé et les plus éloignés des institutions. Indépendamment des enjeux de développement local, leur participation politique a longtemps été l'un des objectifs des processus de paix pour réintégrer les populations éloignées des instances politiques aux processus démocratiques et favoriser une gestion non violente des conflits agraires (Lulle, 2002). Avec l'exaspération de la violence contre les civils à partir des années 1980, une participation des paysanneries ne passant pas par la représentation de groupes rebelles qui disent les défendre, devient une revendication incontournable pour la démocratisation et pour la paix (Lecombe, 2008). La définition de droits spécifiques doit constituer un élément de réponse aux enjeux du conflit armé. Or, cette définition est « territorialisée ». Elle se traduit en fait par la délimitation de territoires disposant d'une autonomie et de systèmes participatifs distincts dans le système décentralisé.

1.2.1.2 Aménagement Territorial

La décentralisation reste basée sur le trio État, départements, municipes, auquel s'ajoute la possibilité de définir des régions. Le municipe y est en principe l'échelle motrice du développement local. Le partage des tâches, compétences et responsabilités entre État et collectivités territoriales sont définis par la loi 99 de 1993. L'État central est chargé de faire les lois, gérer les fonctions de défense nationale et l'émission de la monnaie. Il assure la régulation macroéconomique en définissant les orientations économiques et les politiques sectorielles. À travers ces actions, l'État assure la définition de l'intérêt général et oriente les processus de définition et planification des usages des territoires et des ressources naturelles dans l'objectif de garantir leur exploitation adéquate et leur développement durable pour cet intérêt général.

La planification est mise en œuvre en Colombie depuis les années 1940 dans les villes. En orientant les secteurs productifs et l'industrialisation, elle a une fonction politique, économique et sociale. Le système demeure toutefois peu institutionnalisé (Velázquez, 2010). Ce sont les PND quinquennaux prévus par les réformes de 1994 et mis en œuvre sous chaque mandat présidentiel qui doivent présenter ces orientations au niveau national et prévoir un plan d'investissement pour financer les

programmes et projets à mettre en œuvre. Des plans régionaux, départementaux et municipaux, réalisés en concertation entre les collectivités et avec l'échelle nationale doivent permettre d'atteindre les objectifs de développement nationaux sur les territoires.

Les collectivités prennent la responsabilité d'aménager les infrastructures pour optimiser les ressources et potentialités de chaque territoire en participant à des appels d'offre (dnp.gov.co). Leurs tâches concernent ainsi l'aménagement du territoire.

Les départements ont la charge d'orienter l'aménagement pour intégrer les plans de chaque municipe à une vision à plus grande échelle, et les faire correspondre avec les orientations politiques et économiques nationales. Cette intervention du département doit en outre permettre de valoriser les complémentarités entre les actions de municipes très inégaux en termes de ressources et de dynamiques sociaux-économiques, afin de garantir un usage efficace des ressources et un développement équilibré des fonctions territoriales, services et équipements sur l'ensemble du territoire.

Les départements jouent ainsi le rôle d'intermédiaire entre les municipes, l'État central et les organismes sectoriels (Corporations Autonomes Régionales, système national des terres), pour articuler autonomie locale et unité nationale (Hernandez Peña, 2010). Ils ont pour cela la responsabilité d'établir les lignes directrices d'aménagement du territoire pour les municipes qui les conforment et l'organisation du maillage territorial autour de réseaux urbains capables de servir de relais aux systèmes productifs des campagnes environnantes et favoriser l'intégration territoriale. Ces actions figurent dans le plan de développement départemental (dnp.gov.co).

La loi 388 de 1997 de « développement territorial » reconnaît l'intérêt général de l'aménagement du territoire. Avec cette loi, l'ordenamiento devient une responsabilité des municipes, considérés comme l'échelle la plus pertinente pour planifier le développement local, en s'appuyant sur des orientations nationales et internationales. Au niveau le plus proche des citoyens et des territoires, ils sont définis comme les unités basiques d'aménagement du territoire. Ils doivent favoriser la participation pour promouvoir le bien-être des habitants et la prestation de service public dans un objectif social dans les limites de leur territoire. Les municipes sont ainsi appelés à jouer un rôle clé dans la décentralisation.

Les principaux instruments à leur disposition sont les Plans d'Ordenamiento Territorial (POT), et leur version simplifiée, les Plans Basiques d'Ordenamiento Territorial (PBOT) pour les municipes de moins de 100 000 habitants, et les schémas d'Ordenamiento Territorial (EOT) pour les municipes de moins de 30 000 habitants. Régis par la loi de 1997, ces documents définissent les enjeux et

objectifs de développement social, environnemental et en infrastructures locales pour répondre à la croissance de la population et à son évolution, en suivant les lignes directrices départementales et nationales (Hernandez Peña, 2010). Pour leur financement, les municipes s'appuient principalement sur l'impôt foncier, l'impôt commercial (ICA), les régalias de l'exploitation de ressources non-renouvelables, et les transferts de l'État (système général de participation).

En parallèle du processus de décentralisation, l'État colombien réalise des ajustements normatifs pour favoriser la mise en œuvre de partenariats public-privé, en particulier aux échelons locaux afin d'améliorer leur autonomie financière pour le développement d'équipements et de services publics. Ainsi, l'article 365 de la Constitution, s'il assigne à l'État le devoir de fournir les services publics à la population, souligne que cela peut être fait de manière directe ou indirecte, l'État gardant un rôle de régulation. C'est ensuite la loi 80 de 1993 qui fixe les normes et modalités de contrat entre l'État et les organismes privés pour la prestation de services publics. Finalement, la loi 1508 de 2012 établit le régime juridique des partenariats public-privé, terme alors utilisé pour la première fois.

Le rôle privilégié de l'État comme aménageur du territoire et acteur principal du développement est ainsi réduit, sans être totalement effacé du fait de la persistance de la fonction de planification nationale d'une part, qui régit les plans départementaux et municipaux (Santamaria, 2009). L'État continue d'assigner les parts des revenus des municipes à assigner dans certains secteurs (30 % pour l'éducation, 30 % pour la gestion de l'eau, 25 % pour la santé), et les municipes disposant de faibles revenus propre, qui constituent la majorité écrasante, demeurent dépendant des transferts de l'État pour s'équiper.

Ainsi, la loi 617 de 2000, complétée par la loi 512 de 2012 établit une catégorisation des municipes en fonction principalement de leur population et leurs revenus propres, et pondérés par leur participation au PIB national, et leur situation géographique, pour définir les conditions de rétablissement de l'équité horizontale (Tableau 5). Ces conditions sont définies par les PND successifs.

Catégorie	Nombre d'habitants	Revenus propres en salaires minimum/habitants
1	>500 000	>400 000
2	100 000<500 000	100 000<400 000
3	50 000<100 000	50 000<100 000
4	30 000<50 000	30 000<50 000
5	20 000<30 000	25 000<30 000
6	10 000<20 000	15 000<25 000
7	<10 000	<15 000

Tableau 5: source : *contaduria.gov.co*

D'autre part L'État demeure interventionniste pour encourager l'ouverture économique dans certains territoires et certains secteurs, à l'image d'autre pays d'Amérique Latine, par la définition de normes, et l'augmentation des investissements publics (Mayaux ; Surel, 2010).

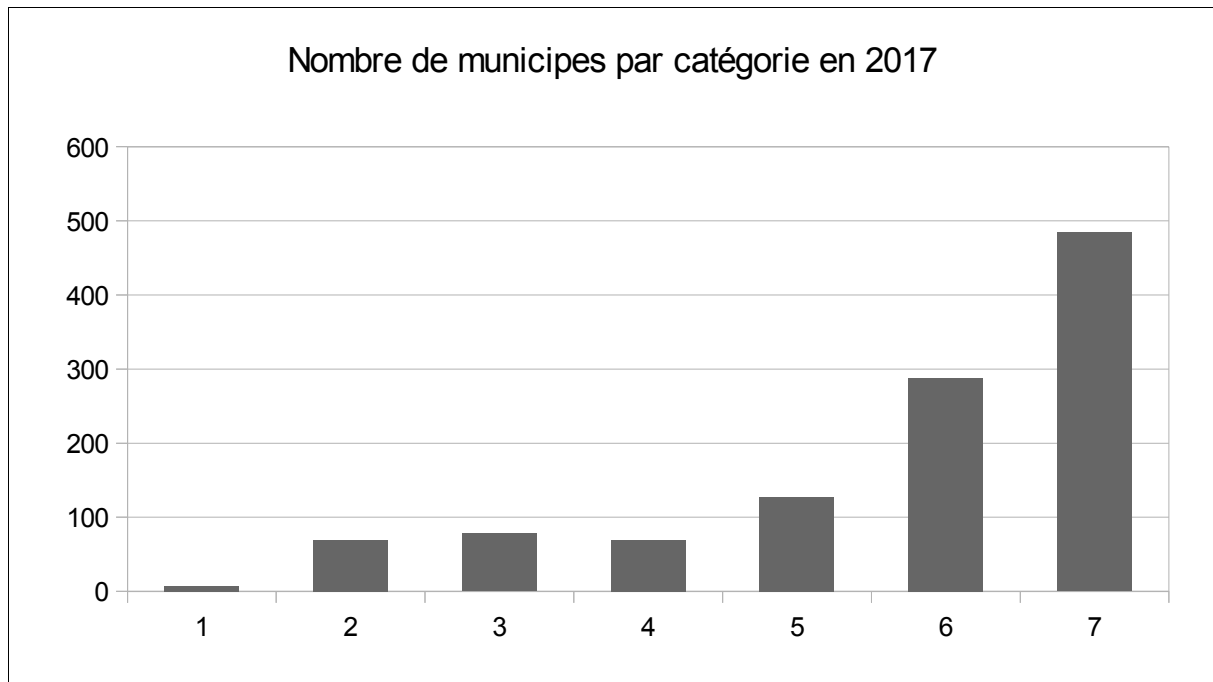
1.2.2 Des résultats limités

Idéalement, les interactions entre l'échelle centrale, l'État, qui établit les orientations et les normes pour l'intérêt général, et les municipes, qui planifient l'aménagement du territoire, doit créer les conditions pour un développement local impulsé dans le respect des spécificités géographiques régionales, harmonisé sur l'ensemble du territoire (Hernandez Peña, 2010).

Toutefois, les processus de décentralisation demeurent fragiles en Colombie et ont eu peu de résultats pour atteindre leurs objectifs, que ce soit de réduction de la fragmentation, ou de reprise de contrôle territorial. En effet, dans les décennies 1990 et 2000, la compétition pour le contrôle territorial avec les groupes aux marges de la loi demeurent principalement le fait des militaires ou impulsées par le centre à quelques exceptions près.

La fragmentation en termes de niveaux de développement, d'équipement et de couverture institutionnelle demeure élevée, avec un nombre faible de municipes de catégories intermédiaires (graphique1)

graphique1: source : dane.gov.co



La Constitution de 1991 prévoyait l'élaboration de lois organiques ultérieures pour déterminer précisément la distribution des compétences, le régime administratif et fiscal des entités territoriales afin de consolider la décentralisation, de la financer et de lui donner la stabilité juridique nécessaire. Or, ces lois n'ont pas pu se concrétiser, ce qui se traduit par des vides normatifs et l'absence de garantie de la viabilité financière et politique des entités décentralisée (Hernandez Peña, 2010).

1.2.2.1 Défaillances des municipes

La planification municipale en particulier se heurte à un certain nombre d'obstacles pratiques liés à la mauvaise coordination entre les échelles, surtout dans les municipes ruraux périphériques (Mendoza Colorado, 2015). L'aménagement du territoire municipal doit répondre à des enjeux territoriaux locaux complexes tout en s'inscrivant dans des politiques de développement planifiées au niveau national « dans l'intérêt général ». Cela implique des capacités techniques de planification, un accès aux informations sur le territoire et sur les stratégies des échelles supérieures et une sensibilisation aux enjeux de l'aménagement du territoire pour le développement.

Dans ces conditions, le principal outil à la disposition des municipes, le POT, n'est pas opérationnel dans la majorité des municipes. Plus les municipes présentent une faible participation, plus cet outil est défaillant (Tableau 6).

	Nombre de municipes	% de municipes ayant adopté un POT depuis la loi de 1997	% municipes ayant un POT actualisé	% municipes avec un POT en cours de révision.	% municipes ayant un POT désactualisé.
Municipes de plus de moins de 30 000 habitants (EOT)	830	99,6	9,8	1,9	88,3
Municipes de 30 000 à 100 000 habitants (PBOT)	200	100	16,5	2,5	81
Municipes de plus de 100 000 habitants (POT)	73	100	26,5	8,2	65,3
Total	1103	99,7	12,1	2,4	85,5

Tableau 6: Taux d'actualisation des systèmes d'ordenamiento territorial par municipio en 2020. (Source : ministerio de Vivienda)

Les municipes du canyon du Cauca, qui disposent de personnels politiques et administratifs, souvent non professionnels, manquent de compétences pour mener à bien une planification pertinente de l'aménagement municipal et sa mise en œuvre (Mesa Betancur, 2018). Ils sont peu formés et informés sur les enjeux de l'aménagement du territoire, et sur les besoins de leurs populations en termes d'infrastructures de services publics (éducation, routes, santé, loisirs). Ils ne disposent pas des instruments de planification (cartographies, données géologiques, démographiques) pour gérer la complexité géographique, naturelle, politique des territoires, pour répondre aux besoins des populations, et pour impulser le développement par l'aménagement du territoire. La planification municipale est inopérante dans ces conditions. Au niveau national, c'est au niveau de la gestion des risques (glissements de terrain, inondations) que les POT sont le plus défaillants (ministerio de Vivienda).

Le conflit armé compromet l'efficacité des collectivités locales pour l'aménagement en empêchant une réelle maîtrise du territoire faute d'accès aux ressources et à la connaissance du terrain, du fait des mauvaises pratiques institutionnelles qu'il encourage et du manque de confiance entre la

population et l'administration. Cela se traduit par une aggravation de la fragmentation dans les modes de fonctionnement, la capacité à assurer les besoins en services publics et à développer la démocratie locale.

1.2.2.2 Enjeux de financement

Les difficultés sont attribuées ensuite à des enjeux de financement. Pour la Banque de la République de Colombie, les objectifs d'équité horizontale sont ainsi considérés comme un échec dans les années 1990 du fait du très grand déséquilibre fiscal entre les entités décentralisées, lié à l'hétérogénéité géographique, sociale, économique entre les municipes et d'un département à l'autre (Banco de la Republica de Colombia, 2006). Or, plus de 40 % des municipes est en catégorie 7, soit les plus dépendants de transferts de l'État.

Dans les territoires les plus marginalisés, tels que le canyon du Cauca, les municipes, tous de catégorie 6 ou 7, se caractérisent par une faible croissance économique basée principalement sur une production agricole peu compétitive avec des systèmes de commercialisation fragiles et désorganisés. Ils manquent de fonds propres du fait du marasme économique, de l'informalité généralisée, et des activités aux marges de la loi qui nuisent à la capacité des municipes de prélever les impôts. Cela se traduit par des moyens limités pour les municipes pour mener des politiques de développement. Dans les territoires où l'économie de subsistance reste significative, les ressources sont d'autant plus limitées.

Ce déséquilibre n'est pas comblé par les transferts de l'État. Cela se traduit par une grande variabilité en termes de capacité à développer les services publics et les équipements (Banco de la Republica de Colombia, 2006).

Les lois sur les partenariats public-privé doivent en théorie permettre de dépasser ces difficultés mais ne constituent pas une solution adaptée aux réalités de certains municipes. La Colombie avec le Chili et le Mexique, fait partie des premiers pays émergents à avoir adopté les partenariats public-privé dans les années 1990, notamment pour des projets routiers. Or ces projets extrêmement complexes à mettre en œuvre se sont révélés mal conçus, avec des surcoûts et des difficultés pour établir les responsabilités (FMI, 2006). Leur élaboration relève du défi pour les administrations rurales des marges colombiennes.

En outre, si ces projets peuvent concerner toutes formes de services publics, leur vocation à générer du capital pour les entreprises fait qu'ils sont surtout privilégiés pour le développement d'infrastructures physiques lourdes, telles que la construction de ports, autoroutes, ou de centrales, dont l'opération est plus rentable, plutôt que pour le développement d'équipements de santé ou

éducatifs, qui correspondent aussi aux besoins des municipes. Or, la spécialisation en grandes infrastructures est mal adaptée au fonctionnement des municipes morcelés et implique de passer par les départements.

1.2.2.3 Dysfonctionnements de la participation

Enfin, la participation demeure problématique. Le monde paysan colombien n'est pas représenté politiquement, ni au congrès national, ni dans les institutions décentralisées. Il manque d'accès aux canaux démocratiques. Dans ce contexte, les paysans ont peu de chance de faire entendre leur voix face à l'État, aux institutions de développement, et aux groupes d'intérêts économiques dans les instances de décisions. Cela donne lieu à une forme de « ségrégation anti-paysanne » qui se traduit par la concentration des budgets et des politiques publiques municipales dans les zones urbaines, mais aussi par l'impossibilité pour les habitants ruraux d'influencer ces politiques (Uribe- López, 2013).

À l'échelle locale, la participation directe est compromise du fait des menaces et de la stigmatisation à l'encontre des leaders paysans et sociaux. Ces derniers sont particulièrement vulnérables aux violences des groupes armés, justement du fait du rôle décisif qu'ils peuvent jouer pour orienter les territoires hors de l'influence des groupes armés. Cela se traduit par une grande faiblesse organisationnelle des mouvements paysans colombiens.

1.3 Perspectives de la RRI

À ce stade en Colombie, ce processus de décentralisation fait ainsi l'objet de faiblesses qui compromettent les perspectives de développement local et de démocratie locale. Dans le contexte du canyon du Cauca, du fait d'une géographie accidentée loin des centres où l'équipement en infrastructures est particulièrement coûteux et où les institutions démocratiques sont invisibles, les municipes n'ont pas la capacité technique ni financière de mettre en œuvre des POT opérationnels ni de financer des projets adaptés à leurs besoins, seuls ou en partenariat (Hernandez Peña, 2010). L'organisation d'une société civile capable de peser dans les processus de prise de décision au niveau local est largement compromise par la permanence de situation de violence, sur un population paysanne initialement marginalisée socialement et spatialement.

Les territoires présentant ce type de difficultés recoupent ceux qui sont désignés comme prioritaires dans le processus de paix. À ce titre la décentralisation apparaît comme le relais logique essentiel pour la construction de la paix à l'échelle locale à partir des accords nationaux. Dans les territoires marginalisés, ces processus pourraient compenser les défaillances de l'État central. Or, le post-conflit, période de transition propice à la mise en œuvre des nouveaux modes de gouvernance du

développement en vue de garantir la durabilité de la paix au niveau local, pourrait contribuer à relancer le processus de décentralisation. Ainsi, la décentralisation est définie comme faisant partie des grandes réformes à mettre en place lors des processus de transition post-conflit.

Dans le processus de paix colombien qui part du principe que la faiblesse institutionnelle locale représente l'un des facteurs de violence sur le territoire, la décentralisation constitue un outil implicite pour la mise en œuvre de mesures territorialisées.

En el marco del fin del conflicto y la construcción de una paz estable y duradera, la coordinación y corresponsabilidad entre todas las instituciones del Estado es necesaria para garantizar la efectividad de las medidas adoptadas (...), para lo cual se deberá asegurar la articulación de las instituciones del orden nacional, departamental y municipal.

(Article 3 des accords de paix sur la fin du conflit, page 79)

Le ministère de l'Agriculture et du Développement Durable, qui est en charge de la RRI, subit une restructuration en 2013. Ses objectifs sont alors définis comme la promotion du développement rural et le renforcement de la productivité et de la compétitivité des productions agraires. Le développement rural doit être planifié dans une perspective territoriale afin d'être équilibré sur les territoires, « selon des principes de compétitivité, équité, durabilité, multisectorialité et décentralisation » (Decret 1985 de 2013, article 2).

L'actualisation du cadastre revient aux municipes en coordination avec l'IGAC, qui doivent recevoir un appui financier et technique si besoin. Ce cadastre doit permettre de consolider l'autonomie municipale grâce à l'impôt foncier. Les municipes PDET doivent recevoir un appui de l'Etat pour l'actualisation de leurs POT.

Les municipes sont par ailleurs particulièrement mobilisés comme interlocuteurs des « organisations de société civile » dans le cadre de la participation directe. Or, la participation citoyenne ainsi que la participation directe locale sont explicitement définies comme incontournables pour la mise en œuvre des accords de paix, notamment pour planifier et contrôler les interventions dans les PDET, mais aussi pour le développement d'infrastructures, la réparation des victimes, la substitution des cultures illicites.

Una sociedad democrática y organizada es una condición necesaria para la construcción de una paz estable y duradera, en particular en el marco de la implementación del presente Acuerdo. Por ello, resulta importante adoptar acciones para fortalecer las organizaciones y movimientos sociales y, en especial, brindar garantías para su participación e interlocución con las autoridades. (Article 2 des accords de paix sur la participation politique, page 42)

Dans son discours présentant les principes de la Paix Territoriale, Sergio Jaramillo, le Haut Commissaire à la Paix, évoque notamment des outils pour renforcer l'État de droit et les droits constitutionnels sur tout le territoire grâce à des alliances entre programmes gouvernementaux, régionaux, entreprises et communautés locales pour coordonner les ressources nationales et les capacités locales (Jaramillo 2015).

Cette participation concerne à la fois l'élaboration des mesures prises au sein du processus de paix et leur mise en œuvre sur les territoires. Cette participation a ainsi été sollicitée, lors des négociations, à travers l'intégration d'associations de victimes et d'organisation citoyennes comme la CINEP PPP aux discussions sur les différents points du processus.

Elle doit impliquer tous les acteurs locaux, y compris illégaux, afin que la paix engage toutes les parties du conflit au niveau local. Cela doit constituer un début de correction à la sous-représentation des marges qui alimente le conflit en Colombie et contribuer à empêcher la réintégration des démobilisés à des groupes de criminalité organisée comme ce fut le cas suite au dépôt des armes par les paramilitaires en 2005. Par ailleurs, la loi sur les partenariats public-privé est promulguée en 2012, ce qui peut être un moyen de valoriser ce système pour inclure le secteur privé dans le développement post-conflit.

Cette participation sous la vigilance de pays garants et de l'ONU doit permettre de consolider la légitimité des négociateurs à déterminer les conditions de réparation des victimes et celles de sanction et de réinsertion des combattants Farc. Cette légitimité doit aider l'État à légiférer efficacement au niveau local, à reconstruire son contrôle territorial et à limiter l'influence des antimondes en se substituant aux systèmes de justice privée, en formalisant les usages et la propriété de la terre y compris dans les territoires les plus marginalisés.

2 Un modèle controversé

Si la décentralisation doit favoriser la reprise de contrôle institutionnel incontournable pour rendre effectives les mesures de paix, sa promotion est initiée par les bailleurs de fonds internationaux dans le cadre d'un discours sur les avantages d'une connexion directe entre les échelles locales et la mondialisation pour s'affranchir des rigidités et du manque d'efficacité des États, via des outils tels que la participation, les partenariats public-privé. Alors que l'État conserve de nombreuses prérogatives en matière de développement, ce discours s'inscrit dans un cadre de libéralisation de l'économie caractérisée par l'intégration des marges du pays au libre échange et à la mondialisation. Dans cette approche, les dysfonctionnements sur les territoires (conflits, marginalité, sous-développement) sont donc attribués à des enjeux de gouvernance.

Les problématiques que soulèvent ces choix pour mettre fin à un conflit alimenté par la concentration des terres et la misère des paysanneries ne sont pas seulement d'ordre opérationnel, mais aussi idéologique. En effet, ce cadrage des enjeux des marges colombiennes sur la gouvernance évite de poser la question des impacts des orientations libérales néo-libérales de l'économie sur la conflictualité. Ce cadrage est susceptible de générer des crispations entre les échelles et les secteurs appelés à s'engager dans ces processus.

2.1 RRI ou réforme agraire

Avec la décentralisation et la RRI, la Paix Territoriale doit permettre de faire émerger une stratégie intégrale pour assécher les moteurs du conflit armé par un développement des campagnes permettant la survie du modèle paysan dans la mondialisation. Ces objectifs visent à répondre à une exigence des Farc. Si elle a donné lieu à un accord avec ses dernières, la RRI ne constitue toutefois pas une réforme agraire au sens où les Farc l'entendaient à l'origine.

2.1.1 Enjeux de redistribution/déconcentration

Par les perspectives de développement économique et social qu'elle engendre dans les campagnes, la réforme agraire est vue comme un moyen de réduire le risque de conflit violent (Amnesty International, 2014). Or, il existe différentes approches de la réforme agraire, plus ou moins centrées sur les paysans, impliquant plus ou moins de confiscation et de redistribution de terres.

Les Farc et les mouvements paysans colombiens ont longuement exigé l'extinction du latifundium, et la redistribution des terres. Selon les promoteurs d'une réforme agraire au profit des producteurs paysans, la déconcentration et la redistribution rapide et massive des latifundio et des ressources productives associées (eau, capital, les infrastructures) pour consolider la petite propriété constitue un moyen d'améliorer productivité et rentabilité de l'économie rurale et de générer le développement économique et démocratique des campagnes.

Selon cette perspective, pour que les bénéfices de la redistribution soient réels, durables et profitables pour les petits producteurs dans leur ensemble, la réforme agraire implique l'intégration culturelle, économique et politique des paysans dans les processus de développement, et l'amélioration de leur statut social. Cela implique une redistribution du pouvoir politique aux paysans en parallèle de la redistribution des terres (Garcia Nossa, 1982). Les paysans doivent pouvoir participer pleinement aux rapports de forces politiques dans la mesure où ils jouent un rôle central dans l'approvisionnement, donc dans la souveraineté alimentaire du pays, et dans l'élaboration de marchés domestiques nécessaires à l'industrialisation. La réforme agraire implique ainsi de transformer ces relations de pouvoir politique, social, et économique construites sur la

propriété des terres afin de rendre le régime compatible aux nécessités générales de développement économique plutôt qu'aux seuls intérêts de l'oligarchie.

2.1.2 Libéralisation des campagnes

Or, si des réformes allant dans ce sens, mais aux résultats très marginaux, ont été menées dans les années 1960, la RRI vise, elle, à améliorer la productivité des terres sans passer nécessairement par une déconcentration des terres. La redistribution est un aspect parmi d'autres de la réforme rurale, centré sur les victimes et les populations vulnérables à l'accaparement forcé dans des zones restreintes (les ZRC et les PDET).

Au-delà de ces zones, la RRI privilégie une transformation des systèmes productifs ruraux régis par les marchés globaux et le libre échange. L'intégration aux marchés doit permettre d'améliorer la compétitivité du secteur agricole.

Dans cette approche, l'accès au capital et aux technologies représente un facteur de production plus important que la terre. En outre pour améliorer la productivité dans un contexte de modernisation de l'agriculture, la fragmentation des terres en petites surfaces dans le cadre d'une redistribution n'apparaît pas comme une solution idéale, les grandes surfaces pouvant générer des économies d'échelle. À la distribution des terres doit donc être privilégiée une distribution du savoir, de l'éducation, des moyens techniques et financiers, et à l'accès aux institutions. L'agro-industrie qui permet d'approvisionner les marchés urbains en aliments, de dynamiser l'industrie par la demande d'intrants agro-industriels, et d'encourager les exportations, notamment de produits tropicaux constitue le moteur de ce développement.

La dimension territoriale vise d'une part à optimiser les avantages comparatifs afin de valoriser au maximum tous les territoires, et d'autre part à corriger les déséquilibres régionaux liés directement ou indirectement au conflit armé et à réintégrer des territoires enfermés dans des dynamiques de pauvreté et de violence. Cela doit se traduire par une meilleure participation du secteur paysan à la production agricole, inscrite dans des chaînes agro-industrielles servant d'axes d'articulation interrégionales.

La RRI représente en fait une continuation d'orientations économiques du pays depuis les années 1980 et catalysées par les réformes économiques de 1994, assorties de nouveaux engagements pour les paysans.

Or, les réformes de 1994 si elles visaient à réduire le latifundium au profit de l'agriculture commerciale, n'ont pas amélioré la situation des paysans. La concentration des terres et l'exposition aux violences du conflit armé se sont poursuivies. Elles ont en outre donné des résultats mitigés en

termes d'amélioration de la productivité agricole.

2.2 Le secteur agricole face aux locomotives de développement

2.2.1 Un développement des campagnes entraîné par l'industrie extractive

En parallèle, la RRI fait un appel au secteur privé dans les marges pour une intégration à l'économie mondialisée, soit par des investissements directs, soit dans le cadre de partenariats public-privé. Or, dans les PND de 2010-2014 et 2014-2018, dans la continuation des politiques des années 2000, c'est l'extractivisme, représenté par la locomotive minéro-énergétique, couplé à l'agro-industrie, et à d'autres secteurs d'exportation, qui apparaît comme le moteur du développement rural en injectant du capital dans les campagnes, et plus généralement dans l'économie colombienne.

En Colombie, à l'arrivée du gouvernement Santos, les objectifs nationaux de développement sont présentés sous le concept de « locomotives de développement », qui doivent encourager, orienter et contrôler les investissements nationaux et internationaux. Il s'agit de mettre en œuvre des règles et des normes facilitant l'accès aux ressources et aux territoires pour les acteurs non étatiques les plus à même de contribuer au développement et promouvoir une modernisation des campagnes et des systèmes productifs, en vue d'une émergence rapide dans la mondialisation

Le PND de 2010-2014 identifie ainsi cinq « locomotives de développement » représentant les secteurs de développement qui progressent plus vite que les autres et dont le potentiel doit être valorisé en priorité pour entraîner les autres secteurs de l'économie dans leurs dynamiques. Il s'agit des locomotives minéro-énergétiques, d'innovation, d'infrastructures, agro-industrielles et du logement.

La locomotive minéro-énergétique est la plus importante. Elle désigne les efforts au niveau national pour impulser le développement d'infrastructures de génération et transmission énergétique, pour produire massivement de l'énergie, qui alimentera par la suite l'industrie, la mine mécanisée et les exportations. C'est celle qui doit générer le plus de recettes. Elle représente en effet un moyen privilégié d'attirer les IDE (Rubiano Galvis, 2012). Elle est en outre décrite comme un moyen de récupérer les territoires et les ressources marginalisées.

En pratique, il s'agit d'un encouragement à une re-primarisation de l'économie, en facilitant l'accès à la Dupis (Déclaration d'Utilité Publique et d'Intérêt Social). La Dupis est un acte administratif par lequel le ministère des mines et de l'énergie permet l'expropriation de territoires au profit d'une entité, publique ou privée, en vue de la prestation de service public d'électricité. La Dupis recouvre toutes les infrastructures pour la génération, transmission et distribution d'énergie et les systèmes de

régulation des débits des cours d'eau, ainsi que les terrains affectés par ces derniers).

La locomotive s'accompagne de normes, de moyens de régulation et de redistribution pour limiter les dysfonctionnements sociaux et environnementaux liés à l'économie extractive (code minier, promotion des biocarburants et de l'énergie hydroélectrique avec des projets comme le barrage d'Ituango, et d'autres construits simultanément, comme le barrage El Quimbo, Porce IV, Sogamoso).

Le PND 2014-2018, correspondant au deuxième mandat de Santos alors que les négociations de paix sont en cours, ne mentionne plus explicitement les locomotives mais expose des stratégies transversales dont l'objectif demeure celui de faire de la Colombie le pays le plus productif de la région pour le secteur primaire en 2018. Pour cela, il doit consolider ses avantages comparatifs pour rendre l'économie rurale basée sur l'agriculture commerciale et la mine plus compétitive.

Dans ce contexte, le secteur extractif reste le principal moteur économique des campagnes et le principal moyen de renforcer le contrôle territorial dans les marges. Les méga-projets sont développés dans les régions agraires comme alternative à des réelles politiques de distribution des terres.

La Colombie, qui conserve malgré tout un certain niveau de diversification industriel, connaît un fort développement de son PIB lié aux exportations primaires depuis le début du 21^e siècle.

Ainsi les orientations économiques sous Santos en parallèle du processus de paix ne placent pas le paysannat au centre de l'économie rurale ni même de l'agriculture. Le développement rural n'y est pas seulement une affaire de développement de l'économie agricole. Les campagnes sont comprises comme un ensemble de territoires où se déroulent des activités économiques en interrelation avec le monde urbain à qui ils fournissent services écosystémiques, eau, aliments, mais aussi matières premières industrielles et minières.

Or, pendant le conflit armé, les liens entre développement extractif mondialisé et sortie de conflit ont présenté des aspects négatifs sur les conditions de pauvreté, d'inégalité, d'intégration territoriale. En particulier, les activités extractives, qui entraînent des processus de concentration des terres, à des fins productives certes, et génératrices d'emploi, mais excluant pour les sociétés et usages paysans n'ont jamais contribué à la pacification des territoires colombiens. Elles se sont par contre bien développées dans le contexte de violences et ont dans certains cas contribué à les attiser, surtout dans les trappes de pauvreté du fait du phénomène d'enclave et des liens entre économies légales et illégales.

Cela interroge sur les enjeux et intérêts de la paix, au regard de les liens de l'industrie extractive

avec le conflit armé, et sur la compatibilité entre les « locomotives de développement », et la construction d'une paix durable sur les territoires.

Les incompatibilités entre les secteurs extractifs et agro-industriels et l'agriculture paysanne laissent craindre une exclusion structurelle à moyen terme des paysanneries du modèle de développement post-conflit des campagnes colombiennes. L'industrie minéro-énergétique promue par Santos risque en outre d'exacerber la situation de crise autour des processus de restitution, risque qu'on peut illustrer par la métaphore sur le choc de train entre la locomotive de paix et les locomotives de développement (Verdad Abierta, 2015).

La RRI a ainsi fait l'objet de critiques du fait de l'équilibre précaire qu'elle représente entre intervention de l'État et mécanismes de marchés. Les politiques d'aménagement associées au processus de paix doivent garantir des débouchés pour les paysanneries aux côtés de l'agro-industrie et de l'industrie extractive dans le post conflit, à condition que l'État soit en mesure de protéger les plus vulnérables contre les risques liés au marché et les risques environnementaux. Or, les locomotives de développement pourraient bien se traduire par une rupture de cet équilibre, avec un retrait de l'État au profit de nouveaux processus d'accaparement des terres par les multinationales tirant profit d'un « climat d'apaisement » en parallèle d'un processus de restitution considéré comme marginal.

2.2.2 Des objectifs incompatibles ?

Cela est en contradiction avec l'affirmation d'une approche « maximaliste » du processus de paix visant à s'attaquer aux violences structurelles contre les paysans, notamment la concentration des terres, reconnue comme obstacle au développement et à la réduction des inégalités, mais qui pourrait s'aggraver au nom du développement post-conflit du fait de la promotion de l'économie extractive. La promotion de la locomotive minéro-énergétique en parallèle du processus de paix semble donc en contradiction avec les objectifs de mettre fin aux moteurs du conflit. Par contre, cette locomotive minéro-énergétique, si elle n'a pas vraiment été impactée par le conflit armé, tire parti des processus de dérégulation et de privatisation associés à l'idée de reprise du contrôle territorial dans les marges. Ainsi, les années de présidence Uribe qui ont vu une réduction de la zone d'influence des Farc ont aussi connu une extension sans précédent des titres miniers sur le territoire colombien, sans se traduire par une réduction sensible de la violence. La Paix Territoriale qui doit constituer une nouvelle impulsion à ces processus pourrait à ce titre s'apparenter à un moyen de légitimer la pénétration d'entreprises extractives sur le territoire.

2.2.2.1 La paix comme instrument de légitimation

En effet, le contexte de préoccupation croissante pour les questions de RSE (engagement pour le monde des affaires dans un développement économique durable (Boidin, 2008)) et de vigilance de la société civile représente un enjeu croissant pour attirer des IDE dans le pays qui peut représenter un frein aux locomotives minéro-énergétiques.

En Colombie, les enjeux de RSE impliquent en premier lieu que les secteurs du développement, notamment minéro-énergétiques et agro-industriels se défassent d'une représentation de lien avec les intérêts des paramilitaires et des cartels et impliquent des changements de pratique de la part du secteur entrepreneurial.

La représentation d'une collusion entre intérêts privés et ceux des paramilitaires et de la criminalité organisée pour l'accaparement du territoire et des ressources est particulièrement forte dans les marges territoriales éloignées du contrôle des institutions. Cette représentation est fortement liée à des dysfonctionnements sur le territoire dont l'attribution entre les acteurs armés et les acteurs du développement prête à controverse parce qu'ils sont catalysés en cas de rencontre sur le territoire d'intérêts illégaux et de grands projets de développement. Ces dysfonctionnements sont principalement la concentration des terres et les violences, dont les groupes armés et les grands projets de développement sont souvent accusés de se nourrir mutuellement, en tant que sources et grands bénéficiaires des déplacements forcés.

Il ne s'agit pas uniquement d'une représentation. Les palmeraies de l'Atrato, les bananeraies de l'Uraba ou encore le complexe minier Cerrejon dans la Guajira sont des exemples-type d'alliances effectives entre secteurs privés et paramilitaires qui se sont traduit par des pics de violence et des crises humanitaires (Hallé, 2007, Osorio Pérez, 2015, Rey Sabogal, 2013).

Or, à travers le discours sur le développement et la Paix Territoriale, les intérêts extractifs, ou les projets d'infrastructures construits dans le cadre de partenariats public-privé se dotent d'une représentation d'intérêt général du post-conflit pour justifier l'imposition de projet controversés dans une marge territoriale, sans passer par la démonstration d'un changement de pratique. La Paix Territoriale servirait en fait à transférer les ressources des territoires du contrôle des acteurs aux marges de la loi à des acteurs privés mondialisés.

2.2.2.2 Une participation encadrée

Les mesures territorialisées, les accompagnements spécifiques, appuis financiers et projets productifs dans les territoires prioritaires auraient alors vocation à coopter et orienter la participation locale dans des intérêts suffisamment locaux pour s'apparenter à des intérêts

particuliers en tirant profit de l'état de désorganisation des sociétés civiles sur ces territoires.

Plus généralement, la participation, présenté comme l'instrument par excellence de la démocratie locale fait débat. Elle a d'une part une prétention « dépolitisée », manière objectives de définir les enjeux et besoins locaux ou de mettre en lumière les intérêts les moins bien représentés, afin de contourner les rapports de force (les asymétries de pouvoir) entre les groupes d'intérêts et d'élaborer les politiques publiques les plus à mêmes de leur permettre de répondre à des objectifs concertés. Or, en pratique, l'accompagnement des groupes d'intérêts les plus fragiles représente un risque d'instrumentalisation par les accompagnants, tandis que l'absence totale d'intervention au contraire empêche ces groupes d'intérêt de participer au processus de manière opérationnelle (Barnaud, 2013). La disparition des rapports de force étant illusoire, le processus ne peut être dépolitisé et interroge la légitimité des intervenants.

En outre, la participation mobilisée dans ces discours recouvre la notion principalement de participation « invitée » (Bobbio, Melé, 2015), celle qui se déploie dans les arènes prévues à cet effet par voie institutionnelle tandis que les mobilisations, notamment en opposition à des projets de développement par des manifestations, blocages, etc, même s'ils sont reconnus comme forme légitime d'expression, tend plutôt à être muselée, comme en témoigne la loi de sécurité citoyenne en 2011 sous Santos, qui prévoit des peines de prison pour les blocages de la voie publique (Gonzales, 2013). Cela souligne que si la participation demeure un processus politique, toutes ses orientations et ses méthodes ne sont pas considérées comme légitimes.

2.2.2.3 Représentativité des intérêts extractifs

Enfin, les partenariats permettraient d'entériner un système illégitime de capacitation d'intérêts et de ressources sur les territoires. L'État délègue les projets infrastructurels et industriels à des groupes privés. En premier lieu, l'argent des contribuables est mis au profit d'entreprises privées pour bénéficier de services publics. Or, du fait de la dimension politique et stratégique que revêt l'aménagement du territoire, en particulier dans les zones de conflit, on peut y voir un risque que les firmes privées érodent le pouvoir politique des autorités publiques, et influencent les choix de société (Mazouz, 2009). Par exemple, des projets de génération électrique risquent d'encourager l'orientation des économies vers plus d'exportation, en produisant des quantités d'énergie supérieures à la demande nationale. Ainsi, l'ampleur du projet ne correspond pas à une demande nationale en approvisionnement électrique, ni à des besoins spécifiques du territoire mais à des perspectives commerciales pour l'entreprise.

Les enjeux de contrôle territorial justifient des projets potentiellement très lucratifs et

surdimensionnés par rapport aux besoins en infrastructures. Cette vision se fait au détriment d'efforts pour valoriser l'agriculture paysanne, pour développer exclusivement un potentiel industriel. Cela pose un problème de représentativité de ces projets, qui se substituent à des gouvernements locaux élus qui n'ont plus la main sur la conception des infrastructures.

En conséquences, ce modèle de gouvernance décentralisée encouragée comme un remède à la fragilité de l'État, s'il permet d'accélérer la prise de contrôle sur les territoires marginalisés et riches en ressources, présentent un risque d'aggraver la concentration des richesses et des terres, sans forcément représenter un appui solide à la démocratie (Sanín Naranjo, 2015) et notamment sans donner de voix aux populations de ces territoires sur l'usage des ressources et l'« ordre désiré ». Les locomotives entrent ainsi en collision avec certaines attentes locales liées à la paix, au développement et au fonctionnement démocratique du territoire. Cela se traduit par de nouveaux affrontements entre groupes portant des visions contradictoires du post-conflit sur le territoire.

Finalement, l'acceptation du risque de conflit entourant ce type de projet illustrerait la manière par laquelle l'État colombien dans les années 2010 pense la paix dans ses marges : une paix qui n'est plus tout à fait une fin en soi mais un outil ajustable au cas par cas pour reprendre un territoire et ses ressources aux antimondes et qui n'est, dans ces conditions, pas durable.

2.2.3 Légimité de la justice transitionnelle

Les déséquilibres entre enjeux de développement paysans et intérêts extractifs sont susceptibles de fragiliser tout l'édifice discursif et institutionnel de la Paix Territoriale, compromettant sa légitimité et son efficacité.

La question de la légitimité de nouvelles institutions comme la Justice Transitionnelle, en charge d'identifier les victimes et d'attribuer les réparations avec le concours de l'Unité des victimes est notamment décisive pour son efficacité. Ces entités peuvent faire l'objet de fragilités et de controverses. Ainsi, les processus de Justice Transitionnelle ont été accusés de favoriser l'impunité, ou au contraire de compromettre la réconciliation en revenant sur des exactions. Ils sont aussi confrontés aux enjeux de délimitation des crimes et délits liés au conflit et ceux liés à la criminalité de droit commun, enfin, le caractère « lucratif » de la reconnaissance comme victime jette la suspicion sur les populations engagées dans le processus.

Or, si les arbitrages de la Justice Transitionnelle ne sont pas perçus comme légitimes, ils peuvent devenir source de conflit. Ainsi, les processus de réparation, notamment collectives, donnent lieu à la perception d'inégalités de traitement entre territoires et populations, avec un nouveau risque de fragmentation (ceux qui reçoivent aides et les autres, ceux qui bénéficient de nouvelles

infrastructures, de services publics) du fait de la frontière fluide entre victimes directes, indirectes, non victimes (Vanthuyne, 2007). Dans un contexte de violence persistante dans la gestion des contentieux, cela décourage les populations de s'engager dans le processus.

Vient ensuite la question de l'acceptation de la démobilisation par le reste de la population, pour son effectivité et pour la sécurité des ex-combattants. Or cette acceptation est loin d'être acquise, en témoignent les nombreux assassinats perpétrés contre d'anciens démobilisés au lendemain de la démobilisation paramilitaire, qui a conduit une partie d'entre eux à retrouver la clandestinité (Arango Garcia 2013).

Or, dans le contexte de la locomotive minéro-énergétique, le fonctionnement de la justice transitionnelle interroge. (Charbonneau, 2013) fait remarquer que l'une des critiques qu'on peut attribuer aux processus de justice transitionnelle est que la construction institutionnelle d'un récit du conflit, si participatif et inclusif soit-il représente un risque d'instrumentalisation de ce récit au profit d'intérêts extérieurs au territoire.

Dans le processus d'identification des victimes en Colombie via la loi 1448 par exemple, les populations éligibles ont été affectées par le conflit depuis 1985, ou 1991 pour le déplacement forcé. Or, le conflit armé oppose l'État aux Farc depuis 1964. Se pose aussi la question de la reconnaissance par l'État de victimes en situation de marginalité ou d'invisibilité (indigènes, femmes, militants, falsos positivos, et personnes vivant sur les territoires de grands projets extractifs), qui n'ont pas toutes le même accès aux institutions de justice transitionnelle.

En particulier, si la responsabilité de l'État est engagée dans le conflit, celle du secteur privé est moins claire. Certains groupes privés ont été formellement reconnus de lien avec les paramilitaires, d'autres ont fait l'objet de dénonciations et poursuites qui n'ont pas abouti (Grajales, 2016). Il s'agit notamment de groupes miniers ou pratiquant des monocultures intensives, de palme ou de canne à sucre.

Souvent les activités économiques mises en œuvre demeurent protégées, même après reconnaissance qu'elles se développent sur des terres illégalement accaparées, comme on peut le constater dans les palmeraies de l'Alto Atrato (Hallé, 2007). Concernant les exploitations agricoles, en théorie, si la terre est occupée et exploitée illégalement, la loi prévoit de permettre à l'occupant d'attendre la fin de sa récolte pour partir. Or dans le cas d'une palmeraie, la première récolte doit attendre 10 ans.

Alors que le secteur privé est, par contre, explicitement sollicité pour participer au post-conflit, notamment en investissant dans les territoires prioritaires définis dans le cadre de la RRI et pour la

modernisation des campagnes, cela pose la question de qui doit se réconcilier avec qui, et au nom de quoi ? Dans le cas de l'Atrato par exemple, la réconciliation se fait-elle au nom des recettes des exportations d'huile de palme produit en monoculture ou de biodiesel ?

C'est la critique qu'oppose au processus de paix un certain nombre d'organisations paysannes et citoyennes, qui ont participé aux tables de négociation du processus de paix, sans obtenir gain de cause.

La notion de réconciliation, basée sur l'« établissement de la vérité » et la reconstitution d'une histoire du conflit, théoriquement honnête et neutre se traduit par l'élaboration d'un cadre pour le post-conflit en en définissant les enjeux et les objectifs, notamment la réintégration de toute la population à la vie démocratique et économique formelle de la nation. Ce modèle inspiré par des instances internationales et reproductibles sur différents territoires de conflit armé peut apparaître comme un cadre légitimant certains gouvernants et certaines orientations politiques, imposé pour un retour à l'ordre favorisant la reprise économique au détriment d'autres objectifs, alors délégitimés (Charbonneau 2013, Richmond, 2011).

En outre, il efface une partie des conflits locaux, et éventuellement des acteurs imbriqués au conflit armé, présentés comme secondaires et voués à des systèmes de résolution « au cas par cas », alors qu'ils peuvent dans certains cas être les principaux carburants des conflits armés, et ont une dimension systémique. Dans le cas colombien, la question foncière dans le cadre de grands projets de développement, la restitution des terres aux indigènes, la mise en œuvre d'une politique alternative à la répression pour la coca, sont ainsi invisibilisés.

2.3 La paix libérale ?

L'application de la Paix Territoriale mobilise une grande variété de nouveaux acteurs sur les territoires. Ces acteurs sont chargés d'injecter du capital, de réguler les systèmes socio-économiques dans les marges en vue de générer un développement post-conflit présenté comme universel, auquel sont intégrés les victimes et les ex-combattants. Or les acteurs opérationnels dans ces processus sont principalement issus de l'extérieur des territoires et ils interviennent de plus en plus en fonction d'objectifs de mondialisation. Qu'il s'agisse de nouvelles institutions pour la paix (la JEP, l'UPRA) d'entreprises privées, d'ONG exerçant un rôle de vigilance dans le processus de paix, ou d'accompagnement des populations engagées dans les actions illégales vers la reconversion, leur intervention se traduit par une variété de programmes pas toujours cohérents entre eux, des malentendus et incompréhensions, au risque de raviver les tensions internes. L'intervention de ces nouveaux acteurs est susceptible de bouleverser les rapports de force établis sur les territoires, et de

générer de nouvelles conflictualités basées sur des alliances multiples et changeantes en fonction d'intérêts divers.

Ces problèmes liés à la pénétration d'intérêts économiques mondialisés dans les territoires du conflit armé colombien sont attribués au processus de mondialisation dans les marges, de glissement du formel vers l'informel, qui devraient se traduire par une intensification de la conflictualité pendant un temps, lié à la résistance des antimondes, vouée à s'apaiser avec la perte d'influence de ces antimondes. Pour y remédier, avec la participation, le développement local, les partenariats, les promoteurs du post-conflit font constamment appel à la notion de gouvernance dont l'amélioration doit garantir une meilleure capacité des acteurs mobilisés à atteindre leurs objectifs.

Cette notion est initialement utilisée pour orienter les politiques publiques des États en vue d'atteindre des objectifs de développement, de réguler les conflits de manière pacifiée, et de lutter contre la corruption. Elle a en pratique une valeur normative (bonnes pratiques, bonne gouvernance). Ces processus plus ouverts à la participation seraient plus démocratiques par rapport à une situation où l'État est le seul décideur en matière de prestation de services. Ils seraient en outre plus efficaces pour la réduction de la pauvreté (Subra, 2012).

Cette utilisation de la notion de la gouvernance, en premier lieu par les bailleurs de fonds internationaux, puis par le gouvernement colombien pour justifier les orientations de développement auxquelles est assujettie la Paix Territoriale, à un double objectif : d'une part elle permet de conditionner l'aide au développement dont dépendent les pays en développement à des réformes de marchés (Azmat, Coghill, 2005), d'autre part, elle permet de dédouaner ce système des dysfonctionnements qui l'accompagnent dans les pays en développement en attribuant ces dysfonctionnements à l'organisation des États.

Ainsi, dans les pays en développement, les phénomènes de réforme de marchés se produisent depuis 40 ans, imposées par les organismes d'aide extérieure (FMI, Banque Mondiale, PAS). Ces réformes ont des résultats variables en fonction des pays. Le plus souvent, ces résultats sont inférieurs aux objectifs. Les échecs en termes d'amélioration des conditions de vie (paix, croissance économique) sont attribués à l'absence de bonne gouvernance dans les pays de réception de l'aide. Le manque de contrôle du respect des normes, la corruption et le clientélisme, et l'absence d'État de droit (notamment permettant de protéger le droit de propriété), font obstacle à la bonne gouvernance et donc au développement. Cela reste une injonction faite aux États de réduire leur rôle dans le développement au profit d'une augmentation de la participation de la « société civile », du secteur privé, des ONG, notamment sous forme de partenariats (Azmat, Coghill, 2005).

Dans le contexte colombien, cette approche sous-entend que les enjeux de contrôle territorial, de mise en œuvre et de contrôle de normes socio-environnementales, de fonctionnement institutionnel, y compris dans le contexte de sortie de conflit armé, ne peut plus être du seul ressort de l'État et implique plutôt la mise en œuvre de systèmes dans lesquels se coordonnent des réseaux d'acteurs et d'échelles divers pour atteindre les objectifs de paix et de développement. C'est à ce niveau que le processus de paix sous Santos se veut innovant.

Pour la mise en œuvre de la RRI, l'administration Santos parvient à attirer des appuis internationaux qui approuvent ces orientations et se montrent globalement enthousiastes sur le processus en Colombie (BanqueMondiale.org, Colombie : la victoire contre la pauvreté et les inégalités malgré l'adversité. 2016). Le nouveau cadastre pour les zones rurales est notamment financé par la Banque Mondiale, la Banque Inter-américaine de Développement, et des États partenaires, comme les États Unis et certains pays de l'Union Européenne dont la France (igac.gov.co). La participation des bailleurs de fonds est à la fois financière et technique.

Finalement, une paix qui se traduirait par plus de libéralisation dans les campagnes, et une amélioration de la « bonne gouvernance » pour corriger au cas par cas les problèmes et les retards à la marge du système, pourrait se traduire par de nouvelles formes d'exclusion au profit d'un accaparement des terres et des ressources défini comme légitime qui se substituerait à un accaparement « illégitime ». Toutefois, la participation à la définition de ce qui est légitime laisse à désirer dans le contexte colombien.

Or, c'est aussi à ce niveau-là que le post-conflit qui en découle tend à être perçu comme élaboré en fonction d'intérêts extérieurs en particulier dans les marges où il s'éloigne des enjeux spécifiques des paysanneries issues de ces territoires, et surreprésentées parmi les victimes du conflit.

C'est dans ce contexte qu'on peut parler d'une « paix libérale » (De Sousa Santos, 2017) encouragée pour intégrer d'anciens territoires du conflit et leurs ressources dans l'économie mondialisée. Dans le cadrage associant le développement de grands projets industriels à la Paix Territoriale, la paix représente à la fois le catalyseur et l'objectif d'une « mondialisation des territoires locaux ». Les promesses de paix favorisent l'arrivée de capitaux et de projets sur des territoires auparavant répulsifs. La croissance économique qui favorise en retour la réduction de la pauvreté et des inégalités est présentée comme un facteur clé de réduction de la violence et de renforcement du contrôle territorial.

Conclusion

Le contexte de post-conflit devrait permettre de dépasser les obstacles qui ont jusqu'à présent

empêché la mise en œuvre d'une réforme agraire effective.

Il associe le développement agraire à des mécanismes de développement local basé sur la participation paysanne, l'injection de moyens, grâce à l'intervention du secteur privé et des institutions décentralisées (UPRA, 2015). Ces mécanismes s'inscrivent dans une mutation de la gouvernance destinée à reconstruire le contrôle territorial, à faciliter l'accès aux ressources productives pour l'ensemble de la population.

Toutefois, à travers la Paix Territoriale, la réintégration des territoires marginalisés prend le pas sur la déconcentration des terres comme enjeu prioritaire du monde rural colombien. Ces stratégies investissent et s'inspirent d'outils internationaux pour construire un cadre de post-conflit et d'intégration des marges reposant sur des représentations mondialisées pour garantir la durabilité et la stabilité de la paix associée à une dynamique de développement économique, de libéralisation, et d'intensification des échanges internationaux.

Cela donne lieu à des processus à priori contradictoires. En effet, comment concilier la promotion du secteur minéro-énergétique et la défense des intérêts paysans dans les marges. Le cœur de la réponse apportée à ces enjeux dans le cadre de la réforme agraire semble être une « amélioration » de la gouvernance, en corrigeant les insuffisances de la décentralisation, en facilitant la définition et le financement de politiques publiques au niveau local, et aussi en s'engageant dans un processus de construction de légitimité des institutions au niveau local. Cela laisse toutefois en suspens la question de la légitimité et de l'implication réelle du secteur privé, largement sollicité dans ces processus.

Ainsi, la construction du barrage d'Ituango, construit dans un territoire prioritaire du post-conflit, interroge. Il semble plus correspondre aux objectifs de la locomotive minéro-énergétique qu'à ceux de la Paix Territoriale, et le discours sur sa vocation à participer à la paix au niveau local paraît artificiel. C'est plutôt le post-conflit qui semble une manière de justifier un modèle de développement contestable. Pour autant, on va voir que les processus conduisant à sa validation mettent en évidence des enjeux communs entre le projet et la Paix Territoriale, qui vont encourager l'élaboration de stratégies pour faire converger les deux processus.

Chapitre 5 : Le projet d'Ituango, intérêts en compétition

Les promoteurs du projet s'approprient le discours sur le post-conflit dès les années 2010, et plus généralement sur sa vocation à contribuer à l'intégration des marges territoriales du conflit dès sa validation dans les années 2000. Or, l'élaboration du projet est antérieure, et à priori indépendante des enjeux de conflit. Au regard des liens de l'économie minéro-énergétique avec le conflit armé d'une part, et des enjeux de construction de légitimité des institutions locales pour reprendre le contrôle des ressources des territoires, ce discours élaboré par différents acteurs du partenariat public-privé engagés dans le projet semble plus relever d'un slogan conjoncturel que d'objectifs réels.

Or, l'élaboration de ce discours émerge de la mise en cohérence d'une variété d'intérêts qui évoluent depuis 1969, date à laquelle le projet est évoqué pour la première fois.

A priori, si le département d'Antioquia bénéficie d'orientations nationales en faveur de l'hydroélectricité, le barrage d'Ituango demeure pendant plusieurs décennies en retrait des priorités de développement hydroélectrique nationales, traduisant des divergences de méthodes et d'objectifs vis-à-vis de l'hydroélectricité entre le département et l'État. De telles divergences selon (Ríos-Ocampo, Vélez-Gómez, 2015) sont caractéristiques des grands projets hydroélectriques du fait de priorités variées entre les échelles sur les usages des cours d'eau, et sur l'exploitation hydroélectrique.

Ces divergences constituent des obstacles à la mise en œuvre du projet que les évolutions en matière de gouvernance du développement pourraient dépasser, en permettant à des acteurs multiples de s'inscrire dans un projet de territoire répondant à des enjeux communs, ceux du post-conflit.

Les objectifs que les promoteurs du projet proposent d'atteindre concernent jusque dans les années 1980 l'urgence de moderniser et équiper le territoire pour son industrialisation en mettant des sources d'énergie compétitives à la disposition de l'économie nationale. Il doit permettre de répondre à la demande en énergie du système productif national et équiper le territoire en services de base. À partir des années 1980, la dérégulation bouleverse profondément les modalités d'expansion du secteur hydroélectrique. Enfin, le dernier élément décisif sera l'orientation du pays vers un post-conflit, qui prétend donner un rôle central au secteur entrepreneurial pour la réintégration des marges et la réduction de l'influence des antimondes pour la sortie de conflit.

1 Intérêts nationaux

1.1 Répondre à la demande croissante en énergie

Selon les prévisions de la Banque Mondiale, la demande en électricité en Amérique latine, région la plus urbanisée du monde, va doubler entre 2008 et 2030 pour suivre la croissance urbaine et industrielle (ISA, 2014). La demande en énergie en Colombie augmente pour les besoins de l'industrie manufacturière (47 % de la demande en énergie en 2015), d'une industrie minière en pleine croissance (21 %), et de la consommation des particuliers, qui augmente du fait de la croissance des classes moyennes et la modernisation des modes de vie (11 %). Les projections indiquent que la région caféière, comprenant les départements d'Antioquia, Caldas, Risaralda et Tolima, la plus industrialisée du pays, est celle qui connaîtra la plus forte croissance de la demande entre 2014 et 2024 (Upme, 2015).

1.1.1 Avantages comparatifs pour l'hydroélectricité

L'hydroélectricité qui constitue déjà la principale source d'énergie en Colombie (64 % en 2015), suivie de l'énergie thermique (31 %), apparaît comme l'option privilégiée pour répondre à cette demande. Elle est considérée comme moins chère à produire que l'énergie thermique. Les Kwh produits par l'hydroélectricité coûteraient entre 20 et 25 % moins cher que ceux produits par le gaz ou le pétrole. Les barrages sont en outre considérés comme des sources d'énergie propre. L'hydroélectricité serait responsable de plus faibles émissions de gaz à effet de serre, sauf dans les milieux forestiers tropicaux (CMB, 2000). Elle est généralement, dans la documentation fournie par les générateurs d'hydroélectricité et dans les documents de planification du développement colombien, présentée comme responsable d'une faible empreinte écologique car utilisant une ressource renouvelable, en particulier avec le développement des centrales dites « au fil de l'eau » qui impliquent des réservoirs de taille restreinte. Enfin leur fonctionnement implique une gestion en amont de la qualité des sols et un contrôle de la déforestation pour préserver les débits et la capacité de stockage des réservoirs.

Dans ce discours, l'hydroélectricité, et en particulier la grande et la très grande hydroélectricité, sont donc en premier lieu des moyens d'assurer la demande croissante en énergie des pays en développement à moindre coût économique et environnemental. Les barrages hydroélectriques apparaissent ainsi comme des options privilégiées pour diminuer la pauvreté, améliorer les conditions de vie par l'équipement en services publics en particulier dans les pays en développement

Or, l'Amérique Latine dispose d'un excellent potentiel pour le développement hydroélectrique, et surtout de grande hydroélectricité. La Colombie présente en particulier des conditions géographiques optimales : abondance des cours d'eau, localisation du pays dans la zone de convergence intertropicale ce qui donne lieu à des pluies abondantes avec deux saisons des pluies en condition normale et une topographie andine générant de puissants débits. Le potentiel hydroélectrique national est actuellement estimé à 96 085Mw soit la ressource au plus fort potentiel de génération électrique du pays (Upme, 2015).

La Colombie optimise en outre ces avantages comparatifs en adaptant le fonctionnement institutionnel du secteur pour la génération et la transmission. Historiquement, le potentiel hydroélectrique colombien est mis en valeur dès le 19e siècle. Ce sont alors des entreprises publiques municipales qui construisent des centrales à l'initiative des villes pour alimenter leur expansion industrielle. Les premières centrales sont dotées de capacités de quelques centaines de Kw pour l'essentiel (Londoño Ciro, 2012). Les entreprises publiques municipales deviennent autonomes à partir des années 1940 pour la génération et la distribution d'énergie hydroélectrique (López, 2009).

Mais les enjeux de coller à la demande des villes exigent de mettre en œuvre des projets de plus en plus ambitieux. Cela se traduit par une centralisation du secteur dans la foulée de la création du Département National de Planification en 1958. Cette centralisation permet de planifier et de financer des infrastructures plus grandes, fournissant de l'énergie sur de vastes territoires.

La première intervention de l'État d'échelle nationale dans le secteur, sur suggestion de la Banque Mondiale, est la création en 1967 du Système National d'Interconnexion (SIN) pour relier toutes les centrales de plus de 10Mw du pays (principalement localisées dans les Andes). Les projets plus petits peuvent servir à approvisionner des zones rurales en dehors du SIN. C'est l'entreprise d'État ISA (Interconexión Eléctrica S.A.) créée pour mener le développement planifié de la génération, l'interconnexion et la distribution de la production électrique nationale qui a la charge du SIN. L'électrification représente dans les années 1960 près d'un tiers des investissements nationaux. L'interconnexion des réseaux concerne d'abord les centres urbains andins (Bogotá, Medellín, Cali, Bucaramanga), puis ceux de la côte et les zones de production agricole intensive. Cette interconnexion va de pair avec un plan de construction de 3000 km de routes nationales, le chemin de fer du Magdalena, et des projets aéroportuaires destinés à promouvoir le commerce. Dans la deuxième moitié du 20e siècle, les grands projets sont appuyés par des crédits de la Banque Mondiale (Tarazona Barbosa, 2016).

1.1.2 Potentiel du fleuve Cauca

L'hydroélectricité est associée aux pôles de développement du pays. Les bassins des fleuves Magdalena et Cauca à eux deux génèrent 70 % de la production électrique du pays, 85 % du PIB et concentrent 65 % de la population (Upme, 2015). Deuxième cours d'eau de Colombie après le Magdalena, le Cauca est en particulier un axe fondamental des dynamiques de peuplement et de développement dans les différentes régions qu'il traverse en Colombie.

Il prend sa source dans le Macizo Colombiano, près du Paramo de Sotara, dans le département du Cauca, au sud-ouest de la Colombie, à 4200 mètres d'altitude. Il fait ensuite une traversée de 1350 km à travers le pays, du sud vers le nord entre les cordillères centrale et occidentale. Son bassin s'étend sur 37 000 km² et alimente 186 municipes, et 9 départements. Il se jette dans le fleuve Magdalena dans le Bolivar au niveau du municipe de Pinilla, à 90 mètres d'altitude, juste avant de rejoindre le delta du Magdalena et la mer Caraïbe (Illustration 1).

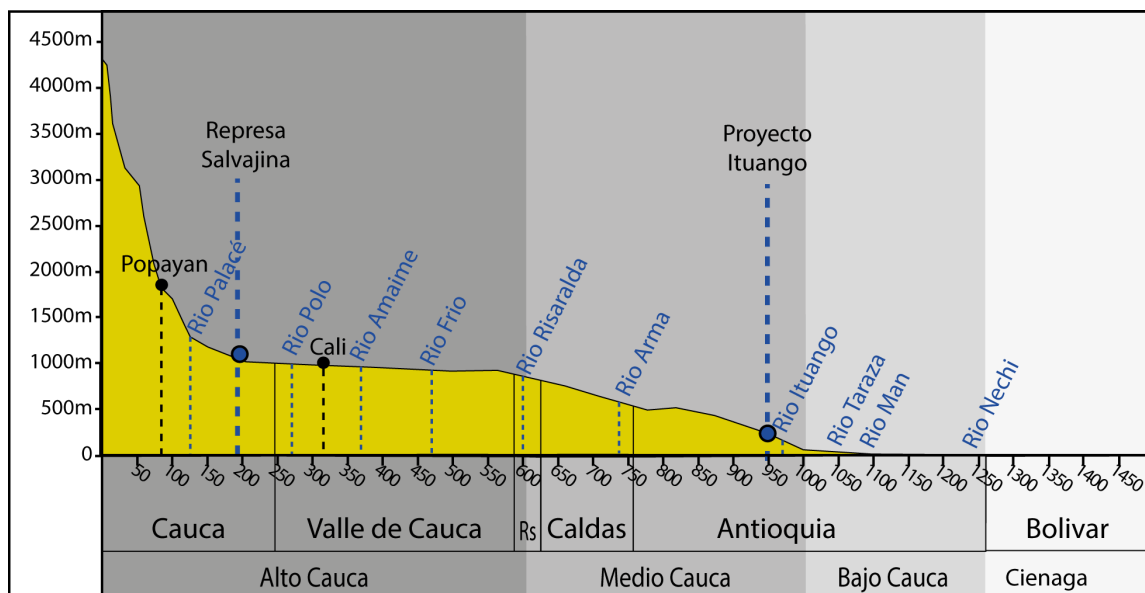
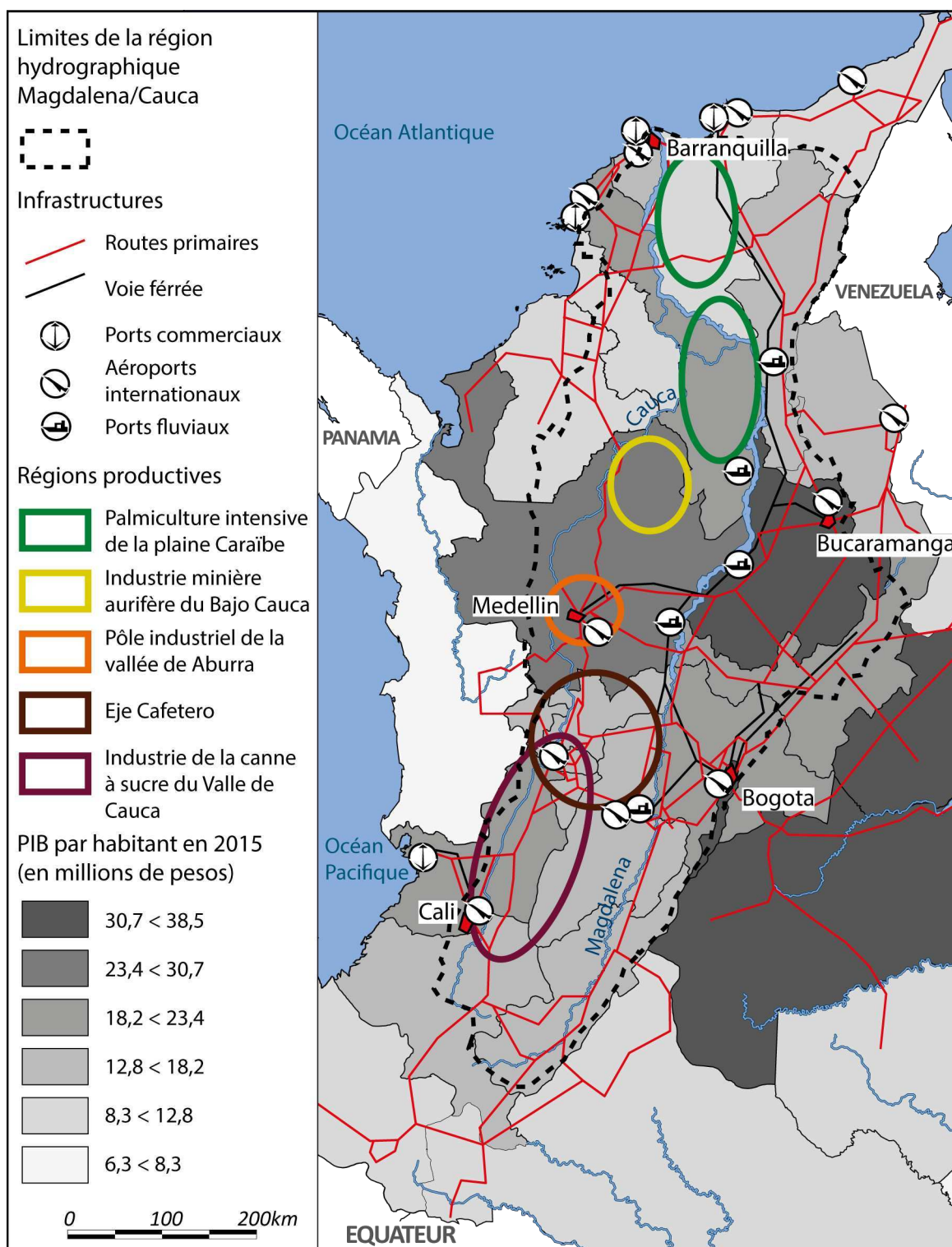


Illustration 1: Profil du Cauca (source : Igac, Hidroeléctrica Ituango SA ESP, auteur Benassaya)

Son bassin versant regroupe les industries sucrières du Valle de Cauca, les territoires de l'Eje Cafetero, l'industrie manufacturière de l'Antioquia et les mines d'or et de carbone du Bajo Cauca. Il rejoint ensuite le Magdalena dans une zone d'agro-industrie intensive, notamment de palme à huile et de banane (Carte 25). Pour ces activités, il est à la fois un axe de transport (navigable et autoroute occidentale) et une source d'irrigation et d'énergie (Upme, 2015). Aussi le développement de grands barrages et notamment de barrages hydroélectriques a été fondamental pour le développement de cette partie de la cordillère.



Carte 25: Carte : Aménagement et développement territorial dans l'axe des bassins du Cauca et du Magdalena (sources : Igac, dane.gov.co ; PND 2010-2014, Upme.gov.co 2015 ; auteur : Benassaya).

Or, si les ressources hydriques sont abondantes sur le territoire colombien, les sites présentant le meilleur potentiel d'exploitation (caractéristiques topographiques, débit, proximité des réseaux électriques) sont peu nombreux. Dans les années 1960, le Département National de Planification

colombien et ISA font inventorier le potentiel hydroélectrique national pour optimiser les ressources des fleuves, principalement dans les bassins versants du Cauca et du Magdalena.

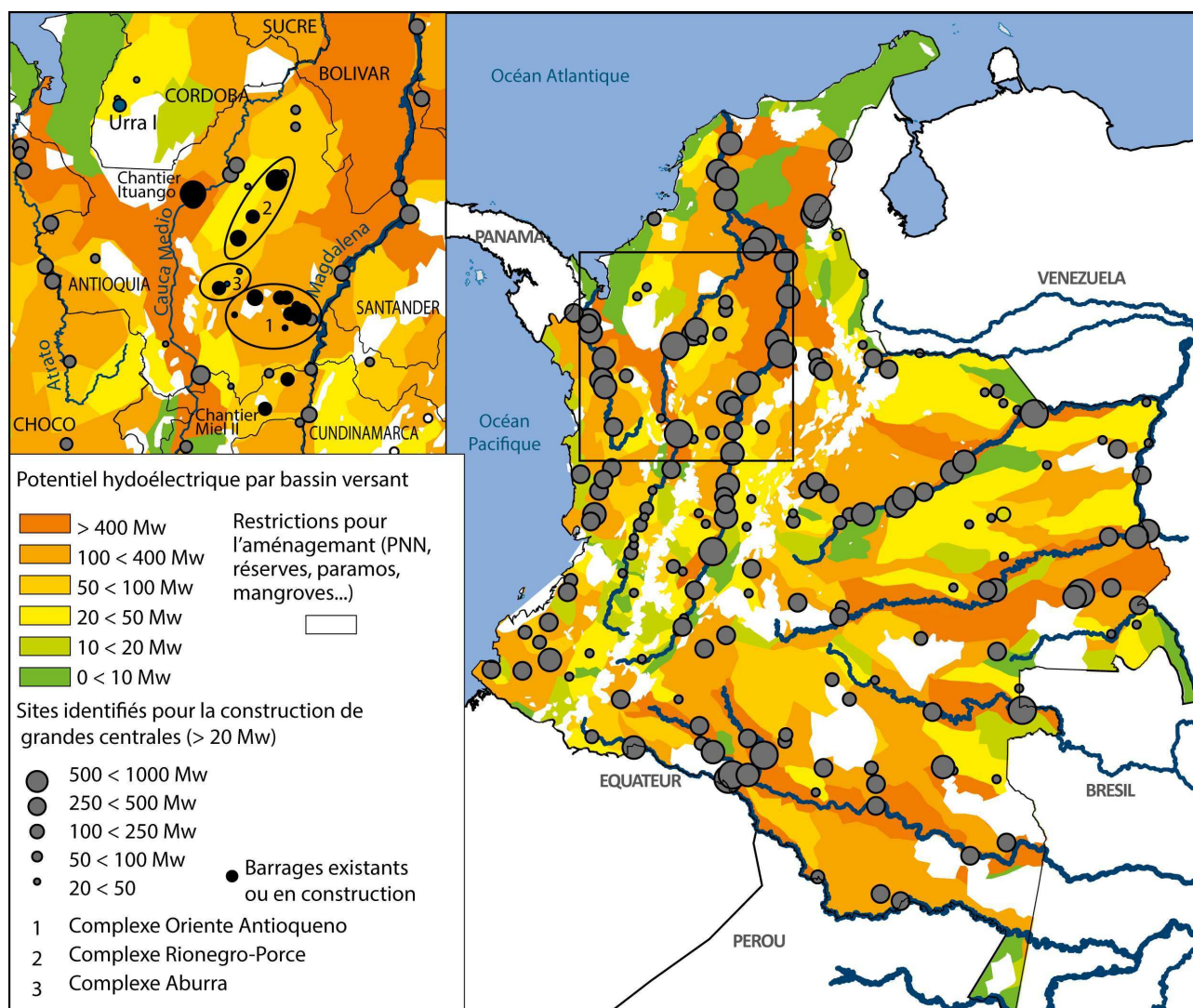
La compagnie d'ingénierie colombienne Intégral, dont le siège social est à Medellín, est chargée des premières études sur le potentiel du Cauca. C'est le cours d'eau qui possède les débits exploitables les plus importants (Upme, 2015). L'inventaire des potentiels hydroélectriques de 1960 permet de diviser le Cauca en trois segments : l'Alto, le Medio et le Bajo Cauca. Le premier segment va de la source jusqu'à La Virginia, Risaralda, à la confluence du fleuve Otun, à 900 mètres d'altitude. Le Medio Cauca, caractérisé par de fortes pentes et des canyons abrupts, s'étire jusqu'à Caceres 360 km plus loin, à 90 mètres d'altitude. Le Bajo Cauca se poursuit dans la plaine sur 260 km à travers des régions de ciénagas (zones humides) jusqu'au delta du Magdalena. A mi-chemin de cette étape, le Cauca est rejoint par le fleuve Nechi, principal affluent du fleuve.

Le premier barrage sur le Cauca est construit dans le cours supérieur du fleuve, Alto Cauca, en 1985. Il s'agit de la represa Salvajinas, d'une capacité de 270MW. Mais c'est sur le cours moyen du Cauca que se trouvent les meilleurs potentiels hydroélectriques du pays. Cette section concentre au moment de l'étude dans les années 1960, 95 % du potentiel du fleuve exploitable par des centrales de plus de 100MW, et 40 % du potentiel du Medio Cauca se situe dans le canyon du Cauca en Antioquia entre Santa Fe de Antioquia et Caucasia, à 900 km de la source du Cauca. Dans ce canyon de 80 km, à la sortie de la cordillère des Andes, le fleuve perd 800 mètres de dénivelé entre des gorges étroites, générant les débits les plus élevés de son parcours, avant de s'engager dans la plaine Caraïbe. Le Cauca s'enrichit sur son parcours dans le canyon des eaux des fleuves San Andrés, San Jorge, Ituango, Porce et Rio Grande. À Caucasia, le débit moyen est estimé entre 1200 et 1500 m³.s (contre 636 m³.s à la Virginia). Cette section correspond au territoire de la sous-région Norte de Antioquia qui présente ainsi le plus fort potentiel du département (8 069 MW) devant l'Oriente (5 806MW).

C'est sur la base de cet inventaire que le projet de barrage d'Ituango est envisagé pour la première fois. L'objectif est d'entreprendre des grands projets dans le cours moyen du Cauca, encore inexploité et qui présente des perspectives de génération susceptibles de répondre durablement aux besoins nationaux.

Cet inventaire sera complété en 1979 par une étude identifiant tous les sites potentiels pour la construction de centrales d'une capacité supérieure à 100 MW (très grands barrages) et réactualisé dans l'Atlas du potentiel hydroénergétique colombien par le ministère des mines et de l'énergie en 2015, témoignant d'un intérêt constant pour l'hydroélectricité comme moyen de répondre à la

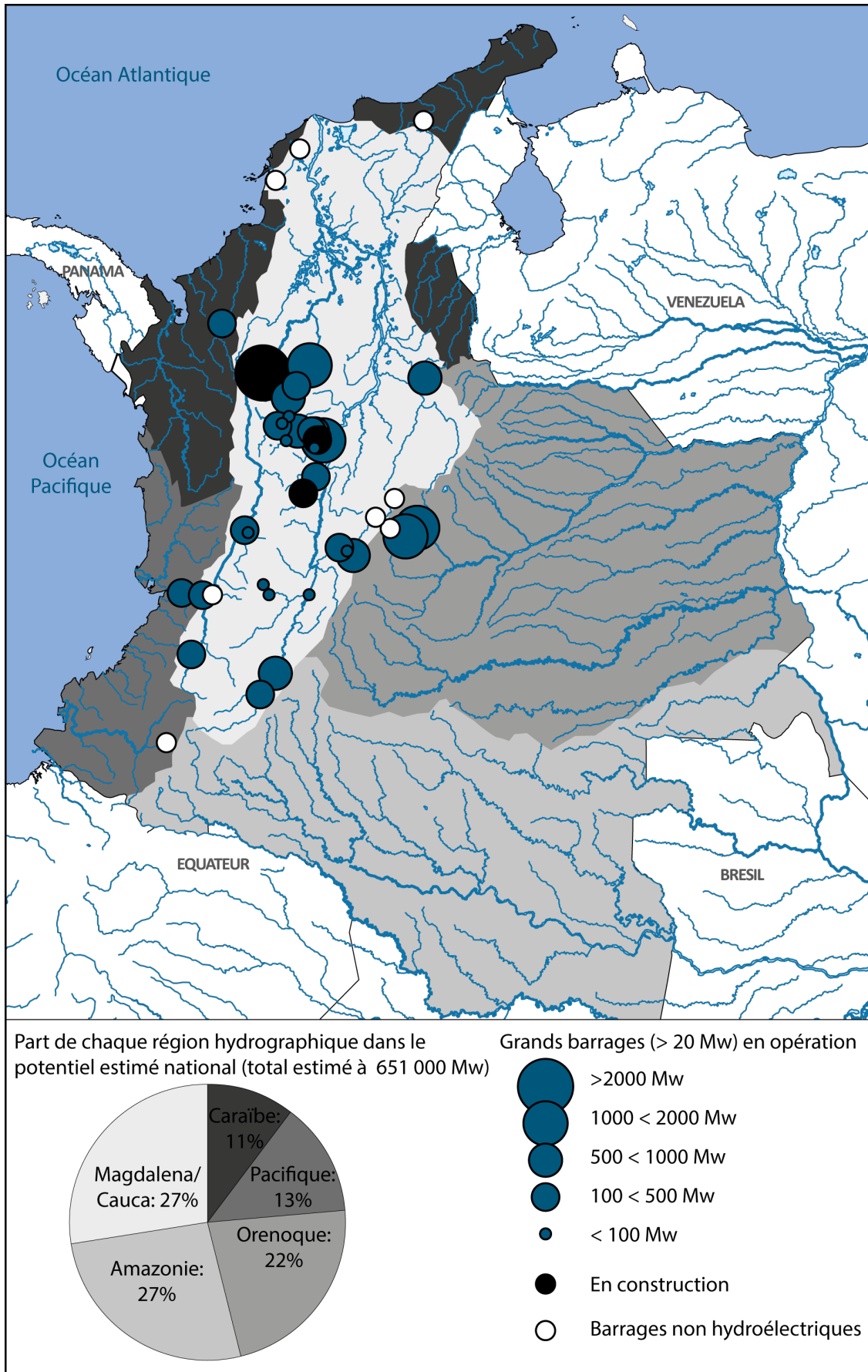
demande du pays.



Carte 26: Résultats du nouvel inventaire du potentiel hydroélectrique national en 2015, une situation stratégique de l'Antioquia (sources : Igac ; données : Upme.gov.co 2015, xm.com.co, auteur : Benassaya)

1.2 Ituango, un projet trop ambitieux ?

À la fin du 19e siècle, les premiers aménagements hydroélectriques en Colombie prennent place sur les affluents des fleuves principaux, faute de capacité technique suffisante. Puis des projets de plus grande ampleur sont progressivement entrepris sur les cours principaux pour valoriser des débits de plus en plus importants. À la fin du 20e siècle, certaines sections du Cauca et du Magdalena abritent de nombreux barrages (Carte 27), mais la section moyenne du Cauca, à l'image de certains fleuves des périphéries du pays (Putumayo...) présentant aussi des potentiels élevés, reste en réserve, toujours principalement pour des raisons techniques et financières.



Carte 27: Développement hydroélectrique en Colombie. (base : Igac, source : xm.com.co, Upme.gov.co 2015 ; auteur : Benassaya)

Des projets moins ambitieux, autant techniquement que financièrement sont alors privilégiés par ISA sur le reste du territoire. L'isolement du canyon vis-à-vis des régions industrielles et des infrastructures du pays, où se trouve la demande, justifie aussi cette mise en réserve.

Toutefois, la principale difficulté réside en fait dans le potentiel de génération trop élevé du projet. Ce potentiel est supérieur à la demande nationale de l'époque. Ainsi, entre 1971 et 1974, Intégral identifie plusieurs options privilégiées pour exploiter le potentiel du canyon. Ces plans impliquent la construction de trois à sept barrages dans le canyon. Pour chacune de ces propositions, le barrage le plus important se situe dans le secteur d'Ituango. Toutes les options étudiées dans les années 1970-1980 doubleraient la capacité nationale, dépassant largement les perspectives de croissance de la demande. Aucune de ces options ne passe la phase d'identification (Londoño Ciro, 2012).

L'aménagement hydroélectrique du canyon du Cauca reste ainsi à la phase exploratoire pendant des années tandis que la construction d'autres projets de moindre ampleur permet d'absorber l'augmentation de la demande. Pendant la décennie 1970, la demande en énergie a ainsi doublé, mais les centrales construites entre-temps, font que le projet dans le canyon est toujours trop ambitieux pour la demande nationale. ISA renouvelle malgré tout le contrat d'Intégral sur l'étude de la faisabilité d'un complexe hydroélectrique dans le nord de l'Antioquia.

En 1982, le projet est encore loin d'être pleinement défini quand le gouvernement Betancur restreint le développement électrique qu'il juge sur-installé. Le secteur hydroélectrique est alors marqué par la crise économique des années 1980. La construction de plusieurs grands barrages tels que Guavio dans le Cundinamarca est interrompue pour manque d'argent (Londoño Ciro, 2012).

Aucun aménagement hydroélectrique n'est entrepris dans le Medio Cauca pendant cette période. Par la suite, les fortes sécheresses de 1992, qui résultent d'un épisode de Nino particulièrement violent, provoquent des coupures de courant de grande envergure dans le pays en vidant les réservoirs des barrages. Ces événements remettent en question la « sur-installation » électrique nationale. La production énergétique, jusqu'alors jugée suffisante, voire excessive, montre soudain des limites. Les centrales thermiques sont d'une part encouragées pour pallier à l'hydroélectricité en période de sécheresse, faisant passer momentanément le ratio hydroélectricité/électricité thermique de 70 %/30 % à 60 %/40 % (Kopas, Puentes Riano, 2009). D'autre part, cela ravive l'intérêt pour le potentiel hydroélectrique du nord de l'Antioquia. Le Medio Cauca redevient un élément stratégique du potentiel de développement hydroélectrique du département.

À cette période, Intégral identifie la localisation en aval du pont de Pescadero dans le municpe d'Ituango. Les caractéristiques, dimensions et un programme approximatif des phases de

construction sont proposées. Le débit moyen du Cauca au niveau du site est de 1010 m³/s, ce qui en fera le plus fort débit valorisé par un barrage hydroélectrique du pays (Londoño Ciro, 2012).

Mais le projet fait toujours face à des obstacles techniques et financiers. En outre, cette période correspond au pic de violence entre Farc et paramilitaires dans la région, qui décourage les investissements publics dans la région. Le projet est repoussé à une date ultérieure.

2 Intérêts de l'Antioquia

Le département d'Antioquia, qui dispose du plus fort potentiel et de la plus forte capacité installée du pays en matière d'hydroélectricité (Upme 2015), se positionne en faveur du projet d'Ituango depuis les premières études, au début sans succès face aux hésitations de l'État. L'Antioquia, favorisée par sa spécialisation historique dans le domaine de la grande, voire très grande hydroélectricité espère tirer avantage d'un tel développement en termes de rayonnement et en termes financiers.

2.1 Développement hydroélectrique et industrialisation

L'hydroélectricité est un élément moteur du développement économique de l'Antioquia et de Medellín qui devient dans les années 1950 un pôle de production hydroélectrique du pays (Tarazona Barbosa, 2016).

Outre le cours moyen du Cauca, le département compte de nombreux cours d'eau et une topographie montagneuse qui génère de forts débits. La frontière orientale est formée par le Magdalena, premier fleuve du pays, et la frontière occidentale par le fleuve Atrato. Le département dispose d'un potentiel hydroélectrique estimé à 23 947 MW, dont 20 000 valorisables dans des projets supérieurs à 100 MW et le reste avec des centrales plus petites (Upme, 2015).

Si le département dispose d'un potentiel hydroélectrique exceptionnel, il l'a en outre rapidement mis à profit pour équiper son territoire et promouvoir son développement industriel. Dès la fin du 19e siècle, l'hydroélectricité apparaît comme un atout majeur du développement de l'Antioquia alors que l'exploitation aurifère, autre secteur historique du département, perd de l'importance et qu'une industrie manufacturière gourmande en énergie se développe dans le Valle de Aburrá où se trouve Medellín (López, 2009).

L'électrification de Medellín débute en 1885 avec la centrale Santa Elena, premier ouvrage hydroélectrique en Antioquia. D'une capacité initiale de 200 kW, elle est augmentée à 759 kW en 1918 (López, 2009). Au début, le développement de petites centrales à proximité des centres urbains accompagne la croissance urbaine, en particulier de Medellín, et alimente avec de l'énergie

à bas coût son expansion industrielle, notamment textile et alimentaire, puis chimique, de construction, et de nouvelles technologies.

Dans la première moitié du 20^e siècle, ce développement se fait surtout sous l'impulsion de l'entreprise de services publics de Medellín, qui deviendra EPM en 1955. Spécialisée dans la génération et la distribution d'hydroélectricité, elle bénéficie de la présence de capitaux privés et de l'abondance d'une main d'œuvre bon marché dans le département le plus peuplé du pays, d'un capital humain qualifié, et d'un réseau routier reliant les principaux pôles de production nationaux et Bogotá à Medellín (Banco de Iniativas Regionales para el Desarrollo de Antioquia, 2011). Dans la deuxième moitié du 20^e siècle, elle devient le deuxième fournisseur de services publics du pays après Isagen (filiale de ISA responsable de la génération électrique) et fournit des services à 13 millions d'habitants. Le savoir-faire particulier du département dans le domaine de l'hydroélectricité a contribué à dynamiser les secteurs de l'ingénierie et de l'innovation dans le département présentant la meilleure couverture en électricité.

En retour, la croissance constante de la demande et les conditions hydrologiques ont encouragé l'expansion de l'aménagement hydroélectrique à de nouveaux cours d'eau et l'augmentation de la capacité des centrales. Cela a entraîné dans le département le développement des premiers exemples de méga-projets du pays, sous forme de réseaux de barrages formant un complexe hydroélectrique ou de barrages de très grande ampleur.

Ces grands projets servent des intérêts en termes de rayonnement international. Le barrage de Guatapé, puis les centrales San Carlos, et finalement le projet Ituango, également en Antioquia représenteront chacun à son époque le projet le plus ambitieux du pays. Ces centrales contribuent à construire le prestige de l'hydroélectricité en Antioquia et servent de vitrine pour le département à l'international. Avant même la planification du barrage d'Ituango, le projet de valoriser le débit du canyon du Cauca se présente comme une prouesse technique permettant de fournir de l'énergie à bas coût pour le département d'Antioquia et témoignent de l'expertise acquise au cours de son histoire.

2.2 L'influence de EPM

L'initiative du développement est, à partir des années 1950, conférée à l'État, à travers l'entreprise publique ISA. Toutefois, EPM est à l'origine du premier de ces méga-projets, le complexe Guadalupe 1, 2, 3 et 4 construit entre 1932 et 1968 dans la sous-région Oriente, qui multiplie par cinq l'énergie disponible pour l'industrie textile de Medellín (López, 2009). Alimenté par les barrages de Piedras Blancas, Troneras, Miraflores, Quebradona, et la déviation des fleuves Tenche

et Conception, il s'agit alors de la plus grande centrale du pays, pour 240 MW (Tarazona Barbosa, 2016). C'est dans cette sous-région que se développe le cœur hydroélectrique du pays avec la construction des barrages de Guatapé (EPM également) puis de San Carlos (Isagen).

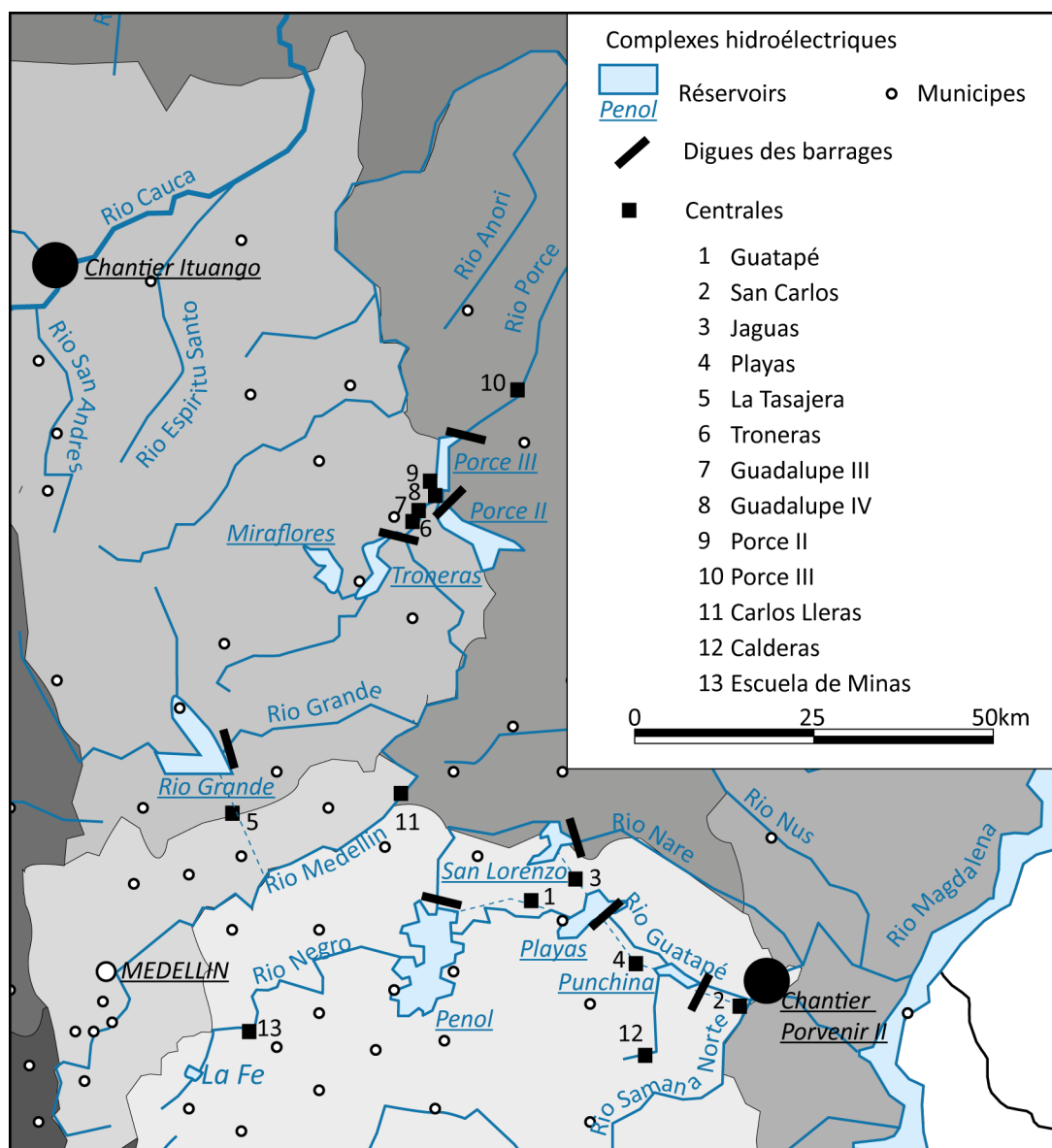
Si l'aménagement hydroélectrique en Antioquia se fait à la fois par des projets de très grande ampleur (Guatapé) et de centrales plus petites, voir très petites, pour optimiser au maximum l'ensemble du potentiel du département, les complexes les plus ambitieux deviennent des atouts pour le développement national grâce au développement du SIN. L'aménagement hydroélectrique de l'Oriente permet à l'Antioquia de devenir le premier fournisseur d'énergie hydroélectrique du pays et de répondre à la demande sans cesse croissante en Colombie.

L'interconnexion se fait malgré la réticence d'EPM, qui craint dans les années 1960 de perdre son autonomie (Tarazona Barbosa, 2016). Le projet de Guatapé, avec sa capacité largement supérieure aux besoins du département, constitue toutefois le point de départ de stratégies pour consolider la position du département d'Antioquia comme générateur national d'énergie, et dont Ituango est la dernière étape en date. L'hydroélectricité produite sur le río Nare qui traverse la sous-région Oriente fournit plus du tiers de l'offre nationale dans les années 2000 (López, 2009). Le municipe de San Carlos sera surnommé capitale hydroélectrique de Colombie (López, 2009). Entre-temps, le complexe Río Grande (EPM) est construit entre Don Matías et Santa Rosa de Osos dans la sous-région Norte en 1952. En 1993, la centrale Tasajera vient s'ajouter au complexe sur le Río Grande (Aramburo Siegert et al, 2007).

2.3 Hydroélectricité et intégration territoriale

Si le développement hydroélectrique est bien avancé dans le département d'Antioquia, il s'agit encore d'un secteur en pleine expansion qui compte sur un fort potentiel en attente d'être exploité et synonyme de développements économiques futurs de grande ampleur. Les premiers sites à fort potentiel à avoir été équipés sont ceux à proximité des centres urbains. Les autres, s'ils sont inventoriés pour la plupart, attendent l'intégration progressive des périphéries. Cela relève de stratégies politiques. En Colombie, le développement s'est en effet historiquement construit depuis les centres vers les périphéries associées puis les périphéries les plus lointaines (Quenan, Velut, 2014).

Avant la construction d'Ituango, l'essentiel des grands barrages (infrastructures comprenant un mur de plus de 15 mètres de haut) de l'Antioquia sont situés dans le Río Negro et le Río Nare dans le bassin du Magdalena. Toutefois, c'est dans la sous-région Norte, que se trouve désormais le plus grand potentiel « en réserve » à valoriser, notamment avec le barrage d'Ituango.



Carte 28: Complexes hydroélectriques en Antioquia (base : Igac ; données : xm.com ; auteur : Benassaya)

Or le développement hydroélectrique de la sous-région Oriente témoigne d'un autre intérêt stratégique du département d'Antioquia pour le développement hydroélectrique. Dans le courant du 20e siècle, le développement hypertrophié de Medellín a encouragé des stratégies de développement de nouveaux territoires industrialisés connectés à des pôles urbains secondaires pour équilibrer le poids de la métropole et la désengorger (Fajardo Valderrama, 2017). Cela est rendu possible par le développement de l'autonomie des villes pour l'ordenamiento territorial et par l'impulsion d'EPM, qui vont permettre à Medellín de structurer le développement de sa périphérie à travers l'hydroélectricité.

Selon cette approche, les centrales hydroélectriques vont favoriser l'équipement en infrastructures

routières dont elles ont besoin pour leur fonctionnement, permettre l'électrification à bas coût des territoires, ce qui doit se traduire par une modernisation de l'agriculture et de l'industrie. Créatrices d'emplois et de revenus pour les collectivités, elles vont en outre permettre à Medellín de financer des infrastructures de services publics (eau potable, irrigation) et d'améliorer les conditions sociales, économiques et environnementales. Pour sa situation sur la route reliant Medellín à Bogotá et son potentiel hydroélectrique, la sous-région Oriente apparaît selon cette méthode comme le terrain idéal pour une déconcentration planifiée de Medellín (Tarazona Barbosa, 2016). Le développement hydroélectrique sur le rio Nare dans les années 1970 va de pair avec la construction de l'aéroport José Maria Cordova à Rionegro, qui deviendra l'aéroport principal du département, aux abords de l'autoroute Medellín/Bogotá.

Par ailleurs, le développement d'infrastructures et l'équipement en services publics qui accompagnent le développement hydroélectrique permettraient au territoire de développer de nouveaux secteurs complémentaires à ceux de Medellín en valorisant des atouts spécifiques. Les réservoirs des barrages ont notamment un bon potentiel pour le développement d'un tourisme rural et de sport nautique, paysager. La connexion des campagnes où sont construits les barrages aux grandes villes permet le développement d'activités de résidences secondaires rendent les municipes prospères. Ainsi, dans la foulée de l'industrialisation se développe le potentiel touristique des municipes Guatapé et Peñol autour du réservoir. Les zones rurales alentours sont dédiées aux cultures commerciales de fruits, de fleurs, de café et de maïs qui se développent grâce à l'aménagement des routes (Omaira Villa Arenas et al, 2009). Cela contribue à polariser le territoire autour du site du barrage et des activités économiques associées. L'Oriente devient à la fin des années 1970 un pôle industriel et la deuxième économie de l'Antioquia, dépassant le sud-ouest caféiculteur (Tarazona Barbosa, 2016) et un arrière-pays intégré de Medellín.

Ainsi, les hauts plateaux de la sous-région Norte mais surtout l'Oriente, vont connaître un essor rapide dans le sillage du développement hydroélectrique. Cela permet de structurer des réseaux de territoires avec des complémentarités de développement dans la périphérie intégrée de Medellín. L'Antioquia est pionnière dans ces stratégies d'utilisation de la planification hydroélectrique pour réduire les discontinuités socio-spatiales sur son territoire. Dans les années 1970, le discours sur le potentiel d'intégration et de valorisation économique grâce à l'hydroélectricité s'étend progressivement à l'ensemble du territoire de l'Antioquia (Londoño Ciro, 2012), donnant alors à l'hydroélectricité un rôle clé pour l'aménagement, le désenclavement et le développement dans les campagnes du département. Le nord des sous-régions Norte et Occidente, qui forment le canyon du Cauca constituent une nouvelle cible des stratégies de développement et d'intégration de

l'arrière-pays de Medellín. À l'instar d'autres territoires marginalisés et riches en ressources du département d'Antioquia, le canyon doit donc devenir une périphérie associée au dynamisme économique de Medellín dont les groupes aux marges de la loi doivent être exclus.

Le développement du barrage d'Ituango constitue en fait la dernière vague de l'intégration territoriale du département par l'hydroélectricité (BIRD Antioquia, 2011). Ces stratégies atteignent ainsi les marges les plus reculées et sans doute le territoire présentant les plus fortes discontinuités avec Medellín dans le sillage des processus de décentralisation qui consolident l'autonomie du département, mais aussi au moment où les autres espaces de réserve plus faciles à approprier sont intégrées. En parallèle des facteurs extérieurs font émerger des intérêts nationaux qui incitent l'État à valider le projet en dépit de sa complexité. Il s'agit ici d'enjeux de récupération des marges et de leurs ressources. Le projet apparaît comme une opportunité pour développer une région socialement et économiquement déprimée et durablement marginalisée dans une perspective de développement territorial et de modernisation des campagnes (Úsuga Montoya, 2014). Avec sa capacité, le barrage d'Ituango permettra de consolider la couverture en énergie de tout le département et du pays. D'après ses constructeurs, il générera aussi des ressources pour financer, structurer et optimiser l'équipement du territoire (epm.gov.co). Cela doit avoir des effets directs en termes d'intégration du territoire.

Ces objectifs sont explicites dans le travail de communication fourni par EPM via la sociedad promotora HidroItuango SA ESP. On peut en particulier noter la publication en 2011 de l'ouvrage « Jose Tejada Saenz, Del sueño a la realidad » (du rêve à la réalité). Ce document qui survole l'histoire du développement hydroélectrique en Antioquia, raconte, non sans une touche romanesque, la chronologie du projet de barrage d'Ituango, dès ses premières évocations à la fin des années 1960 par Jose Tejada Saenz, ingénieur hydroélectrique de la société Integral, qui donnera son nom officiel à la centrale du barrage d'Ituango.

Dans cet ouvrage, l'« enfant du pays » Jose Tejada Saenz qui parcourt le canyon à dos de mule dans le cadre de l'inventaire du potentiel hydroélectrique du fleuve Cauca par Integral envisage pour la première fois de développer une centrale sur cette section du fleuve présentant le débit le plus important du parcours. Un tel projet est alors perçu comme irréalisable d'un point de vue technique.

L'ouvrage, qui reprend le vocabulaire des communautés du canyon pour désigner le fleuve (patron mono) cherche à construire la représentation d'une part d'un projet issu du territoire et de l'« esprit d'entreprise Paisa » et d'autre part d'un projet visionnaire qui va être progressivement rendu possible par l'action conjointe du département d'Antioquia et de la ville de Medellín via EPM.

Ce discours vise d'une part à affirmer le leadership national de l'Antioquia et d'EPM pour le développement hydroélectrique en termes technologiques, de capacité et d'initiative. Il s'agit d'autre part d'affirmer l'ancrage du territoire du canyon du Cauca « la centrale hydroélectrique du pays » et de ses communautés dans l'aire culturelle paisa par lequel se définit le département d'Antioquia. Les constructeurs reconnaissent que cet ancrage, dans le contexte de conflit armé et de faiblesse institutionnelle, est loin d'être évident dans la marge territoriale que constitue le canyon du Cauca, et que le barrage doit contribuer à transformer ce contexte.

3 Évolution de la gouvernance

La restructuration du secteur énergétique dans le cadre des réformes économiques de 1986 et 1994 vise, dans le contexte de dérégulation, à un retrait de l'État dans la construction du développement, au profit du secteur privé transnational et d'une libéralisation de l'économie. L'implication du secteur privé permet de faire face aux carences financières et organisationnelles de l'État pour équiper et valoriser les ressources sur l'ensemble de son territoire. Cela va donner de nouvelles perspectives au projet d'Ituango dont l'État, le département et EPM sont susceptibles de tirer profit.

3.1 Restructuration du secteur de la génération électrique

Ces réformes s'inscrivent dans les processus de décentralisation et de libéralisation de l'économie colombienne, et plus généralement des pays d'Amérique Latine dans les années 1980 à 1990 sous l'influence des États-Unis et des bailleurs de fonds internationaux (consensus de Washington, plans d'ajustements structurels). Elles se traduisent par une dérégulation des tarifs (loi 142 et 143 de 1994) et un appel croissant au secteur privé et aux investissements étrangers, pour financer le développement de services publics et l'aménagement du territoire via les partenariats (Gros, 2001).

La participation croissante du secteur privé dans des activités économiques auparavant gérées par les secteurs publics, via des IDE, partenariats, concessions, privatisation d'entreprises publiques, doit permettre de résoudre les difficultés économiques des pays en développement (dette extérieure, inflation, déficits). Ce modèle est encouragé par la fragilité des finances publiques, mais aussi la frustration de l'opinion vis-à-vis de services publics insuffisants. La rhétorique néolibérale à l'échelle internationale et le mimétisme des gouvernements favorisent son développement (Mazouz, 2009)

L'augmentation de la capacité de génération reste planifiée et régulée par l'État mais déléguée à d'autres acteurs avec une part croissante de capitaux privés. Des acteurs privés et transnationaux à partir de là peuvent également être à l'initiative de projet de développement.

3.1.1 Consolidation institutionnelle

Or, pour rendre cette participation du secteur privé possible les enjeux d'équipement des campagnes et des marges, là où les investissements sont moins rentables ou plus risqués et de garantir la disponibilité des ressources impliquent aussi un renforcement de l'institutionnalisation du système de génération et transmission énergétique dans les années 1990. L'objectif est de sécuriser les IDE pour rendre le pays plus attractif, y compris dans les territoires où la persistance de problématiques du conflit armé menace la stabilité et la sécurité des investissements.

La loi 143 de 1994 prévoit à ce titre la création des entités CREG (Comisión de Regulacion de Energia y Gas) et Upme (Unidad de Planeación Minero Energética), dépendantes du ministère des mines et de l'énergie.

L'Upme est responsable de la planification nationale. Elle établit les objectifs de génération et de transmission d'énergie électrique en correspondance avec les orientations nationales de développement décrites dans les plans quadriennaux de chaque gouvernement (Upme, 2017). L'Upme est chargée de déterminer à court, moyen et long terme (5, 10 et 15 ans) les infrastructures électriques nécessaires pour satisfaire l'évolution de la demande en énergie. Ces plans contiennent une projection de l'évolution de la demande en se basant sur des données économiques, démographiques climatiques. La partie climatique prend surtout en compte les variations du phénomène El Nino qui se produit normalement sur un cycle de 5 à 10 ans.

L'évolution de la demande des principaux « grands consommateurs », les méga-complexes industriels et miniers demandant de grandes quantités d'énergie (Cerromatoso, Cerrejon, etc) est aussi prise en compte, de même que la perspective de grands projets de développement tels que le métro de Bogota, le complexe portuaire des Caraïbes, et des projets d'exportation comme la connexion électrique avec le Panama, mais aussi la date d'entrée en opération de projets de génération en cours. Les effets d'innovations technologiques comme la multiplication des véhicules électriques et des campagnes pour économiser l'énergie sont aussi estimées. L'estimation de la croissance de la demande est ensuite affinée au niveau annuel, avec un découpage mensuel, et régional.

Sur le plan de la génération d'énergie en 2017, il est considéré que le système est à l'équilibre jusqu'en 2022. Toutefois, les scénarios d'échanges internationaux ne sont pas clairement identifiés.

Une fois ces projections établies, le plan détermine l'expansion nécessaire en termes de génération et de transmission aux échelles nationales et régionales pour y répondre. Les compagnies publiques ou privées intéressées proposent alors des projets permettant de répondre à ses objectifs sur toute la

chaîne productive (génération transmission, distribution, commercialisation) à moindre coût et dans les meilleures conditions techniques et juridiques (Úsuga Montoya, 2014).

C'est la CREG qui à la charge de sélectionner parmi ces propositions un « répertoire de projets », leur usage et leur distribution, via des convocations publiques. Les projets sélectionnés par la CREG reçoivent une déclaration d'utilité publique et d'intérêt national (Dupis). Une fois le projet validé au niveau national, les institutions de planification au niveau départemental et municipal doivent prendre en compte son existence dans leurs orientations pour le développement local.

Toutefois, pour que la construction d'un projet de plus de 10 MW soit autorisé, il doit encore obtenir une licence environnementale de la part du ministère de l'environnement et du développement durable, créé par la loi 99 de 1993.

3.1.2 Dérégulation

La dérégulation passe ensuite par des réformes organisationnelles des entreprises publiques qui sont souvent jusqu'alors des monopoles. En parallèle de cette consolidation institutionnelle, ISA est scindée en 1995, en vue de dé-monopoliser et d'optimiser le secteur de l'énergie : ISA pour la transmission, et Isagen pour la génération. La filiale XM ESP, supervise l'ensemble du système. 25 % de l'énergie produite dans le pays est ouverte au marché.

Isagen sera vendue et privatisée en 2016. Pour le secteur électrique, ces orientations sont présentées comme des instruments de développement et de croissance rapide adaptés à l'augmentation de la demande et l'amélioration des moyens techniques. La mise en œuvre de systèmes de financement diversifiés (public, privé, local, national, multinational) et notamment l'ouverture accrue aux IDE donne ainsi en théorie la possibilité de construire des centrales hydroélectriques de toutes formes et tout format, pour tirer profit au maximum des ressources (Salcedo Montero, Cely Forero, 2015). Cela représente pour un projet de l'envergure d'Ituango des opportunités de financement, qui demeure une problématique centrale. La participation des secteurs privés accélèreraient aussi l'amélioration technique des projets.

En pratique, cette restructuration permet à partir de 1996 d'achever la construction des centrales Paraiso-La Guaca, Betania, Termoguajira, San Carlos, Jaguas, Calderas et Playas, faisant passer la capacité installée de 6 319MW en 1986 à 8 370 MW en 1989. Aujourd'hui, les compagnies EPM (29,3 %) Enel Emgesa, (28,4 %) et Isagen, (19,1 %), concentrent l'essentiel de la production colombienne (Salcedo Montero, Cely Forero, 2015).

La décennie 2000 sera marquée par une accélération des processus de dérégulation-privatisation du secteur énergétique, même si une part de public est maintenue à travers l'implication des

départements et des municipales dans des entreprises d'économies mixtes, notamment EPM (Pirela ; Ramousse, 2011)

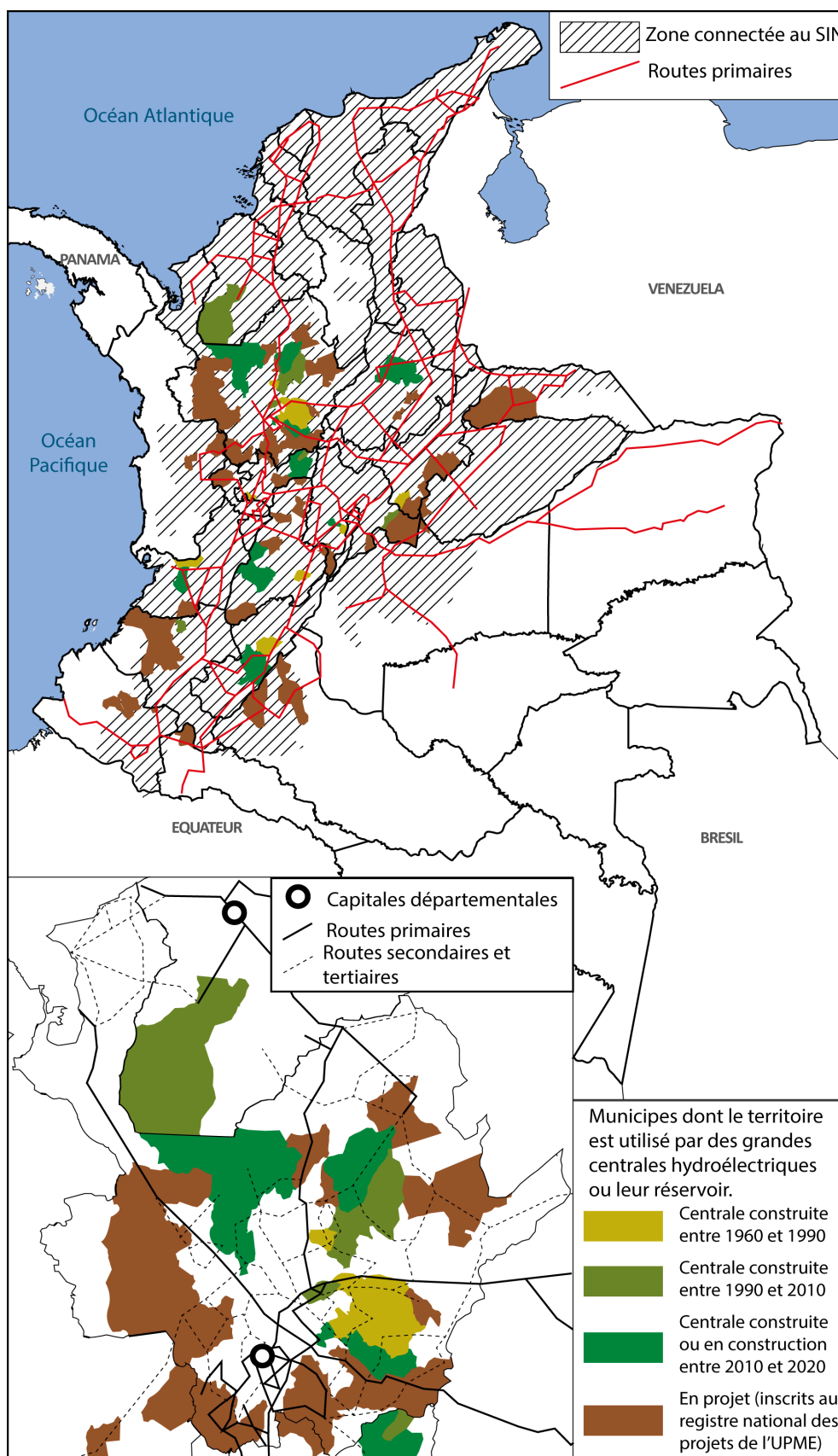
3.2 Optimiser les bénéfices de l'hydroélectricité

Si elle doit permettre d'optimiser le système de génération pour répondre efficacement à l'augmentation de la demande, cette restructuration du secteur de l'énergie permet de valoriser deux potentialités de l'hydroélectricité. L'une est financière. En Colombie, le secteur hydroélectrique représente la troisième rente du pays après les secteurs pétroliers et de la finance. L'autre concerne l'aménagement du territoire. Le développement à travers l'hydroélectricité à l'échelle nationale commence dans les années 1990 à être planifié dans une perspective d'aménagement territorial qui va de pair avec la décentralisation.

3.2.1 Financer l'aménagement du territoire

La dérégulation est contrebalancée par des incitations planifiées par l'État là où les investissements sont moins rentables. Alors que la réduction des discontinuités socio-spatiales devient un objectif prioritaire de la planification, le modèle Antioqueño de développement hydroélectrique au profit de l'intégration territoriale dans les années 1970 est valorisée.

En Colombie, si 52 % du territoire demeurent en attente de connexion au système national d'interconnexion, les 48 % connectés comprennent 96 % de la population, entre les régions centrales, andines et Caraïbes. Si des grands projets hydroélectriques sont entrepris à la frontière de la zone interconnectée, l'objectif promu dans les PND des derniers gouvernements apparaît plus comme celui de l'intégration de nouveaux territoires à la zone interconnectée que celui d'augmenter l'offre au plus vite pour atteindre la demande. La connexion du reste du territoire, si elle peut se faire au profit de populations dispersées et isolées, vise avant tout à refaire passer sous contrôle territorial des marges et leurs ressources, et élargir la périphérie intégrée, notamment au détriment des antimondes.



Carte 29: Aménagement du territoire et développement hydroélectrique (base : Igac ; données : xm.com, upme.gov.co ; auteur : Benassaya)

Les grands projets hydroélectriques deviennent dans ces stratégies des outils privilégiés d'une approche du développement par projets localisés mobilisant des intérêts et des ressources privés et publics pour intégrer les territoires et leurs ressources à des réseaux de dynamismes mondialisés.

En effet, l'hydroélectricité présente des caractéristiques propres pouvant favoriser un développement territorial évitant l'effet d'enclave, déjà mis à profit dans l'Oriente Antioquienno, mais qui représentent des avantages supplémentaires dans le contexte de décentralisation et de dérégulation. D'une part, elle fait de plus en plus appel, pour les projets les plus vastes, à des capitaux privés pour la génération d'un service public. D'autre part la captation de débit, ressources fournies par les cours d'eau et leurs affluents, et modifiées en aval, et la formation parfois de vastes réservoirs qui déterminent les capacités de stockage de l'énergie, implique en fait des bassins versants entiers. Principalement, les versants doivent être protégés en amont pour préserver les débits, et en aval pour réguler le risque de crues et sécheresses. Enfin, les grands barrages sont souvent construits dans les campagnes pour répondre aux besoins des villes et de l'industrie.

Dans ces conditions, les grands barrages impliquent de la coopération entre territoires, échelons décentralisés, secteurs publics et privés. On a vu en introduction que les grands barrages étaient catalyseurs de coopération internationale du fait des mises en relations entre territoires qu'ils imposent et de leur dépendance au transfert d'information, notamment sur l'évolution des débits en amont, y compris dans des contextes de confrontation intense. Or, selon les mêmes mécanismes, ils constituent des catalyseurs de systèmes d'articulation et de coopération interne. Si ces articulations sont fragiles à l'échelle nationale, elles sont consolidées localement sur les territoires inclus dans le projet.

Ainsi, à l'organisation de partenariats public-privé, entre les entreprises et les administrations de référence pour la construction de l'infrastructure principale se coordonnent d'autres partenariats pour les infrastructures secondaires avec les différents échelons territoriaux (municipales pour les zones de stockage, d'excavation de matériel et les routes d'accès, départements pour les routes plus importantes, État pour la connexion au SIN) ainsi que des systèmes de coopération avec bon nombres d'organismes sociaux, environnementaux, météorologiques, privés ou publics, pour le maintien de la ressource et la gestion des impacts écosystémiques.

Le développement hydroélectrique dans le contexte des années 1990 commence ainsi à donner lieu à la délimitation de « territoire de projet » constitué en fait de plusieurs projets territorialisés superposés et connectés entre eux avec différents degrés d'implication dans le projet. À travers les

partenariats, le développement se définit de plus en plus sous forme de « projet de développement » selon l'acceptation « entrepreneuriale » du terme : un projet, selon la définition du Project Management Institute se définit comme un effort temporaire entrepris dans le but de générer un résultat ou de créer un service permettant d'améliorer l'état actuel de la gestion de la ressource (Hassenforder, Noury, 2012). Ces territoires deviennent une forme d'échelon décentralisé, à la fois connecté au centre, l'État, qui coordonne la production énergétique (via le CREG et l'Upme) et les municipales accueillant le projet, dont les territoires subissent des mutations sociales, environnementales et économiques.

Cette forme additionnelle d'institutionnalité public-privé doit permettre de suppléer aux « défaillances » de l'État sur le territoire pour mettre en œuvre des modèles de développement innovants dans les trappes de pauvreté. Spécifiquement adaptée aux besoins du projet et aux enjeux du territoire, elle est optimisée dans le temps du projet. Cela correspond à la « gouvernance par projet » qui pourrait constituer un outil efficace pour l'intégration des territoires en fournissant des moyens organisationnels et financiers, qui font défaut dans le système de décentralisation colombien.

Cela doit se traduire par la capacité des grands barrage à générer du développement en évitant l'économie d'enclave qui a été la résultante dans les marges colombiennes de l'injection de capital privé pour exploiter les ressources, notamment dans le cadre de l'industrie extractive.

Ces stratégies donnent un nouvel intérêt pour le projet Ituango au niveau de l'État dans les années 1990, alors même que le territoire devient l'un des épices du conflit armé. Depuis le début du 21^e siècle, le développement hydroélectrique sur ce segment du fleuve est décrit comme un objectif prioritaire.

3.2.2 Intégration et échanges régionaux

Dans les années 1990, en parallèle des réformes de libéralisation de l'économie, le pays s'engage dans un autre processus associé à la mondialisation, celui de l'intégration régionale en Amérique Latine. L'hydroélectricité représente un atout pour ce processus. L'intégration régionale en Amérique Latine, en dépit de la structuration de nombreuses organisations multilatérales, peine à émerger dans la région, que ce soit au niveau politique ou économique. Les raisons, étudiées notamment par (Quenan, Velut, 2014), ou (Sberro, 2001) concernent la variabilité de niveaux de développement, de modèle politique et de taille des différents pays, et leur interdépendance avec les États-Unis, qui prime sur le multilatéralisme.

L'hydroélectricité constitue une opportunité pour intensifier le commerce international. En premier

lieu elle encourage les exportations au titre d'une coopération énergétique régionale (Forget, Velut, 2015). Elle représente un secteur dynamique dans l'ensemble de la région latino-américaine. Or, la production hydroélectrique est soumise aux aléas climatiques : les phénomènes du Nino (sécheresse) empêchent le fonctionnement des centrales quand le niveau des réservoirs est trop bas, alors qu'une forte pluviométrie permet une exploitation maximale du potentiel. Cela a un impact sur la disponibilité, avec un risque de pénurie et des rationnements en période de sécheresse, succédant à des périodes où le système est perçu comme sur-installé. Cela influence aussi les prix de vente en cas de surproduction. Or il existe de très fortes différences d'une région à l'autre en termes de pluviométrie : en moyenne 500 mm/an dans la Guajira, 2000 dans le Choco. (Upme, 2015). Dans ces conditions, l'hydroélectricité gagne soit à être associée à d'autres sources de génération, principalement thermique pouvant servir à ajuster l'offre, soit à être intégrée au sein de vastes réseaux de distribution à l'échelle régionale pour être moins dépendante des variations saison sèche/saison humide et de l'état des cours d'eau. À ce titre, la grande hydroélectricité devient plus avantageuse si elle s'inscrit dans des réseaux d'échanges internationaux parce qu'elle n'a pas à être complétée par l'énergie thermique.

L'organisation de ces échanges implique le développement d'infrastructures, notamment de lignes à haute tension qui demandent une planification transnationale, une gestion commune des ressources et un transfert d'information, notamment sur l'état des cours d'eau, contribuant aussi à réduire le risque d'aléa dans le contexte de bassins internationaux.

Le développement de l'offre hydroélectrique et les ventes d'énergie aux pays voisins constituent ainsi un instrument d'intégration, d'échange et de coopération économique régionale dans le sous-continent, par ailleurs en proie à de nombreux blocages (ISA, 2014).

Du fait de ses ressources hydriques et en carbone, la Colombie compte parmi les plus forts potentiels d'exportation énergétique de la région. Le pays dispose en outre d'une vaste expérience en termes de régulation du secteur et du développement de projet énergétiques et d'une position avantageuse à la jonction de l'Amérique centrale et l'Amérique du sud. En s'appuyant sur ces avantages, la Colombie vise le leadership régional pour l'exportation via le développement de nouvelles connexions internationales et l'extension du commerce déjà existant avec l'Équateur et le Venezuela (Pirela, Ramousse, 2011).

En Amérique latine, il existe ainsi différentes initiatives d'intégration régionale pour l'électricité, portées par les gouvernements et des multinationales : l'IRSSA (Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana) dont le Brésil est leader est par exemple impulsée en 2002.

Ses objectifs sont la construction de voies de communication (télécommunications, transport, énergie), l'exploitation intensive des ressources naturelles et le développement hydroélectrique. Elle doit favoriser les investissements dans la région et permettre de donner une sortie vers le pacifique au Brésil, accélérer les flux de produits agricoles et miniers des différents pays de la région notamment vers l'Asie (Salcedo Montero ; Cely Forero, 2015). Les échanges en hydroélectricité servent de moteurs à ces intérêts économiques transnationaux.

Un projet d'intégration électrique Colombie-Pérou-Bolivie-Chili (projet d'interconnexion andine) a fait l'objet d'une étude de faisabilité technique et économique appuyée par le PNUD en 2009 et un accord de travail a été signé en 2011, assorti d'une demande d'appui financier à la Banque Interaméricaine de Développement.

À cela s'ajoute l'intégration en 2006 de la Colombie au Plan Puebla Panama, vaste programme de développement d'infrastructures et d'interconnexion énergétique reliant les pays d'Amérique Centrale et fortement influencé par Washington (Pirela, Ramousse, 2011).

Les zones frontalières du nord et du sud concentrent ainsi les projets de développement dans le domaine de la transmission avec la construction de lignes à haute tension. Ces lignes dans des zones frontalières marginalisées doivent en outre favoriser l'électrification de ces régions.

Cela encourage en retour l'augmentation de la capacité de génération pour alimenter ces exportations (Upme, 2009). Le plan d'expansion du système électrique colombien (2010-2024) prévoit ainsi d'intensifier la vente d'énergie à l'Amérique Centrale et l'Équateur. Elle compte pour cela sur les nouvelles centrales colombiennes et sur les déficits en termes de production électrique dans les pays voisins. L'énergie destinée à l'exportation provient à 100 % d'Antioquia.

Le canyon du Cauca, en plus de son potentiel hydroélectrique, a une situation avantageuse pour répondre à des objectifs de renforcement des échanges régionaux en connectant Medellín, la cordillère et la plaine fertile Caraïbes aux façades Atlantique et Pacifique ouvertes sur l'Amérique du Nord, l'Amérique Centrale et l'Asie via le développement d'infrastructures routières et énergétiques. Le barrage d'Ituango doit ainsi générer des excédants pour le commerce international d'électricité (Londoño Ciro 2011). Le Panama, le Venezuela et l'Équateur constituent les principaux partenaires de ces échanges.

3.2.3 Privatisation au profit de la décentralisation

Les processus de dérégulation et de décentralisation en cours en Colombie favorisent les exportations, notamment en donnant la possibilité au secteur privé, en partenariat avec les départements, de prendre l'initiative d'échanges commerciaux avec les pays de la région par la loi

143 de 1994. Pour financer les projets, les départements deviennent ainsi les interlocuteurs privilégiés des entreprises de génération. Cela servira la compétitivité de la Colombie et en particulier de l'Antioquia et d'EPM dans une économie globalisée.

Le département d'Antioquia qui gagne en autonomie avec les réformes de décentralisation, va en profiter pour peser dans la décision de construire le barrage d'Ituango, qui fait l'objet de tergiversation à l'échelle nationale. La création de la société Sociedad Promotora Hidroeléctrica Pescadero Ituango en 1998 constitue la phase la plus décisive pour la mise en œuvre du projet. Au sein de cette structure, le département d'Antioquia est promoteur et propriétaire du projet, et bénéficiaire, entre autre, tandis que la société Isagen fourni les documents d'étude.

Le futur président Alvaro Uribe Vélez qui devient gouverneur d'Antioquia en 1995 soit trois ans après les coupures de courant, veut s'appuyer sur le secteur privé pour le développement du barrage d'Ituango (Londoño Ciro, 2012). Au lendemain de la restructuration du secteur énergétique, EPM est pressentie pour prendre à son compte le projet Ituango en partenariat avec le département. Cela découle de l'affaiblissement d'Isagen qui n'a pas les moyens de mettre le projet en œuvre.

Le débat sur l'excédant de production du projet Ituango par rapport à la demande devient alors un argument en faveur du projet, cohérent avec les stratégies d'EPM. Depuis la restructuration EPM est devenu un consortium de 60 groupes publics et privés actifs dans différent pays d'Amérique Latine, Centrale du Nord et en Espagne et 72 % de ses revenus sont issus de l'énergie. En termes de capacité totale, elle constitue le deuxième générateur hydroélectrique en Amérique latine après la multinationale italo-espagnole Enel-Emgesa. EPM constitue un avatar du « mythe entrepreneurial antioqueno » (López, 2009). Elle contribue de cette manière à l'intégration mondialisée du département d'Antioquia et confère à Medellín un statut de métropole au rayonnement international. EPM hésite toutefois à s'investir dans le projet Ituango.

Ainsi, l'hydroélectricité, source de revenus directs pour les entreprises et les collectivités qui opèrent les barrages et distribuent l'énergie sur le territoire et à l'étranger, doit servir à dynamiser les campagnes et les économies agraires et industrielles en milieu rural, agréger de la valeur ajoutée aux industries afin de réduire la brèche ville/campagne et les inégalités de ressources inhérentes aux campagnes, d'intégrer les marges, et de rendre l'économie colombienne plus compétitive. Ce discours correspond à celui de la Banque Mondiale, faisant état d'une relation directe positive entre aménagement d'infrastructures (transport, énergie) croissance économique et réduction de la pauvreté, conduisant à terme à l'amélioration des conditions de vie (Banque Mondiale, 2010). Or, le Medio Cauca et le Putumayo, deux foyers du conflit armé et réserves de potentiel hydroélectrique,

doivent abriter les prochaines vagues d'aménagement en grands barrages dans les décennies à venir (Upme, 2015).

4 Convergence d'intérêts dans le post-conflit

4.1 Un projet freiné par des problèmes sécuritaires

Si le projet est avant tout porté par l'Antioquia, l'un des obstacles décisifs pour sa réalisation découle, jusqu'aux années 1990, du manque de soutien au projet à l'échelle nationale. Pour autant, les réformes de décentralisation et de libéralisation permettant au département d'Antioquia de peser davantage dans le processus de définition et de validation du barrage d'Ituango ne se traduisent pas immédiatement par une nouvelle impulsion au projet. L'essentiel des nouveaux projets est entrepris dans la sous-région Oriente, et la sous-région Norte reste en retrait. Certes, le complexe Porce (EPM) y est amorcé dans les années 2000, mais la dernière étape (Porce IV) est annulée témoignant de problèmes techniques et financiers. En fait, l'aménagement de cette sous-région, et notamment de ses confins où se situe le site du projet d'Ituango, représente des difficultés qui compromettent sa mise en œuvre même après que l'initiative revienne au département pour son lancement. Cela découle en particulier des hésitations du secteur privé sur lequel doit s'appuyer le département.

Les investissements pour le projet ne concernent pas seulement le barrage en lui-même, mais tout une série d'infrastructures secondaires et de mesures destinées à garantir la stabilité sociale et environnementale du barrage. L'isolement implique en outre l'équipement en routes, en hébergements et en services pour les ouvriers. Or, la situation de trappe de pauvreté du canyon rend l'appréciation de ces investissements particulièrement incertaine et compromet les recettes du projet dans son ensemble. Cela témoigne des insuffisances de la promotion des partenariats comme solution pour le développement des municipes marginalisés dans la décentralisation.

En premier lieu, les conditions physiques du territoire, avec le risque de glissements de terrains, le besoin de creuser des tunnels, construire des ponts, etc. représentent un coût majeur. D'autre part, le projet sera construit sur les marges du Nudo de Paramillo, avec des impacts socio-environnementaux qui peuvent s'avérer considérables. Enfin, la situation de conflit armé, avec le risque de sabotage ou d'attentat menace la bonne marche du chantier, la sécurité des personnels sur place et des infrastructures. Cela implique des coûts de sécurisation supplémentaire. Le conflit est donc considéré comme un obstacle à la mise en route du projet.

Au-delà de ces enjeux représentés par le territoire, le projet en lui-même, du fait de son envergure sans précédent, suscite aussi une part d'incertitude.

Ainsi, si la « mise en réserve » des ressources hydroélectriques du canyon découle des défis techniques et financiers que représentent un tel débit, ces défis sont soumis à des enjeux sécuritaires du territoire. L'incertitude sur les coûts de constructions et la faisabilité technique du projet dans le contexte géopolitique « extrême » du canyon représente toujours un frein.

4.2 Intégration des marges dans le post-conflit

Or, la situation exceptionnelle induite par la répression massive des Farc et la démobilisation paramilitaire des années 2000 puis par l'ouverture du processus de paix à la Havane, ouvre des perspectives de reprise de contrôle territoriale dans la trappe de pauvreté conflictuelle du canyon permettent d'envisager une réduction de cette incertitude. Une amélioration de la situation sécuritaire facilitera l'accès aux ressources, la mise en route du chantier et l'appropriation de terres nécessaires au développement et à celui des infrastructures secondaires.

En retour, les objectifs affichés de contrôle territorial et d'attraction d'IDE, notamment pour le développement énergétique, dans les stratégies nationales de lutte contre les acteurs armés sous la présidence Uribe depuis les années 2000 permettent de donner du poids aux arguments de l'Antioquia qui promeut le barrage dans des objectifs d'intégration des marges.

Cela va donner lieu à un cadrage de ce discours sur l'intégration des marges promise par le projet d'Ituango comme instrument de développement local post-conflit. Si l'apaisement représente une opportunité pour le projet, le projet en retour peut constituer un facteur de stabilisation et de consolidation de l'apaisement. C'est en tout cas le postulat sur lequel repose la stratégie de cibler les marges pour un développement local au profit de la paix. Cela va se traduire par une adaptation des objectifs du projet ainsi que du discours pour sa promotion, mais aussi des caractéristiques du barrage, sa structure administrative, la nature des acteurs impliqués.

Cela traduit une appréhension des enjeux de conflit pour le projet qui évolue dans le contexte de la décentralisation, avec la prise en compte croissante par les acteurs du développement des interactions entre marginalité et conflit sur les territoires. Jusqu'au début des années 2000, le conflit armé avait constitué un élément du contexte de ces processus, une externalité susceptible de porter préjudice au développement du projet, à anticiper pour limiter les nuisances dans sa mise en œuvre. L'enjeu est alors de libérer le territoire des intérêts aux marges de la loi avant de lancer le chantier. Ses acteurs doivent être évincés localement, ou matés à l'échelle nationale avant de pouvoir mettre en route le chantier.

Alors que les perspectives d'apaisement des marges s'avèrent douteuses en dépit de l'amélioration de la situation de conflit à l'échelle nationale, et que cette problématique se superpose à différents

obstacles techniques, financiers et politiques à la validation du projet, la méthode pour prendre en compte le conflit armé va évoluer radicalement. Sous l'impulsion du département d'Antioquia, le conflit armé, et surtout sa résolution, deviennent constitutifs du projet, déterminants, non seulement pour sa validation mais pour définition de ses caractéristiques.

L'apaisement du conflit dans les marges n'est plus uniquement considéré comme une opportunité pour libérer des territoires de réserve, et attirer les investissements au profit de l'exploitation des riches ressources hydroélectriques, il devient un objectif du projet, qui va concentrer des moyens sur le territoire pour accélérer l'éviction des intérêts aux marges de la loi des territoires. À partir de là, il devient un argument pour l'ampleur du projet, pourtant critiquée, qui donne lieu à une plus grande concentration de moyens pour la récupération du contrôle territorial et des ressources dans la marge. Cela est permis notamment par la sécurisation des infrastructures et des réservoirs, l'organisation de programmes de compensation et de développement pour les populations déplacées.

Or, cette ampleur étant à priori déterminée par les conditions topographiques du site, elle contribue au début des années 2000 à valider le choix d'un site unique de construction sur le cours principal du Cauca. À l'origine du projet, différents scénarios ont été envisagés pour exploiter le potentiel du canyon du Cauca. La plupart s'appuie sur une suite échelonnée de centrales dans la section du Cauca traversant le département d'Antioquia pour exploiter au maximum le débit et le dénivelé, sur le modèle des complexes hydroélectriques de la sous-région Oriente. Finalement, c'est un projet composé d'un réservoir principal avec une seule centrale « au fil de l'eau » qui voit le jour. Ce choix représente les plus grands défis techniques du fait des reliefs escarpés et du débit, et aussi le plus grand défis géopolitique du fait de la situation de zone rouge du conflit armé. Le projet représentera par contre un coût au kiloWatt minimum et des impacts limités en termes de déplacement de populations, d'écosystèmes et de déforestation du fait de la configuration du réservoir.

Ainsi, l'élaboration de ce discours sur les objectifs et enjeux du barrage va se traduire par des ajustements dans sa conception qui influencent les caractéristiques du barrage, donc les modalités d'intégration du projet à son territoire, à son environnement, l'estimation de ses coûts. Sa forme finale doit permettre de trouver l'équilibre entre une variété d'objectifs et de contraintes qui évoluent avec les différents acteurs impliqués. Ainsi, le contexte spécifique de sortie de conflit armé et l'émergence de la question des marges influencent la définition du projet. Le canyon du Cauca, et plus précisément le secteur à la confluence des fleuves Cauca, San Jorge et Ituango, entre les municipes de Briceño et d'Ituango, présente le plus d'avantages économiques, politiques, sociaux et

environnementaux.

Les acteurs armés sont encore actifs en zone rurale dans le canyon et leur influence est particulièrement visible dans les municipes de Briceño, Ituango, Toledo. C'est justement au point de jonction de ces trois municipes que se situe le chantier du barrage. La présence du chantier doit s'opposer au climat de zone de non-droit sur le territoire en mobilisant des acteurs institutionnels et des moyens financiers pour sécuriser le chantier et les investissements associés.

En outre, ce cadrage sur le post-conflit s'enrichit du fait de la situation du projet aux confins du PNN Nudo de Paramillo, d'un discours sur la vocation à préserver l'environnement contre l'influence des acteurs aux marges de la loi. EPM et le département reçoivent ainsi l'appui financier et normatif de l'État et d'organismes nationaux et internationaux impliqués dans la construction de la paix.

4.3 Phases de validation du projet

Ces processus seront décisifs pour décréter la faisabilité et la viabilité du projet qui passe les différentes étapes de validation au niveau de l'État à la fin des années 2000.

L'entreprise EPM rachète finalement les parts d'Isagen pour le barrage d'Ituango et entre au capital de la société Hidroituango en 2002, à niveau égal avec l'organisme pour le développement du département d'Antioquia IDEA (44,47 % chacun) et aux côtés d'acteurs privés minoritaires. EPM est chargée de lancer la phase d'actualisation des études de faisabilité et de viabilité du projet de barrage dans les conditions du marché énergétique du pays. La société Intégral reste en charge des aspects techniques. Le projet bénéficiera d'investissement de la Banque Inter-Américaine de Développement (BID).

Les plans nationaux de développement prévoient d'augmenter à nouveau l'offre énergétique à partir de 2004. Le projet est finalement approuvé dans sa version définitive en 2006. Le projet est inscrit au répertoire du CREG en 2008 en même temps que les projets El Quimbo, Sogamoso, Miel II, Porce IV et Cucuana. Le territoire compris dans sa zone d'influence est placé sous statut de Dupis.

La construction du projet est finalement validée par une licence environnementale en 2009. En 2010 EPM obtient le contrat BOOMT (epm.gov.co) pour planifier, construire, co-financer avec le département et des actionnaires minoritaires privés, et opérer, maintenir, et exploiter commercialement le barrage pour une période de 50 ans. Au-delà de cette période, l'infrastructure passera entre les mains du département d'Antioquia. EPM a aussi à charge de gérer les impacts et l'exécution des plans environnementaux et sociaux. L'entreprise participe aux projets de

développement annexes et assure la distribution de services publics. EPM étant une entreprise publique mais fonctionnant sous régime de droit privé, cette structure constitue un partenariat public-privé proche du système de la concession (Banque Mondiale, 2010).

La municipalité de Medellín, en tant que propriétaire d'EPM, fournit les ressources additionnelles en cas de besoin. Le gouvernement d'Antioquia se charge d'exécuter les plans nationaux de développement à travers le projet, et il coordonne l'intervention dans les municipes d'influence. Les municipes d'influence exécutent les plans municipaux en coordination avec les plans des échelles départementales et nationales. Le projet reste toutefois extrêmement sensible d'un point de vue technique et financier.

Le projet doit compenser la déficience de l'offre énergétique prévu dès 2020 dans le sud-ouest du pays (Upme, 2009). Des inquiétudes persistent sur l'insuffisance de la demande. Elles semblent réglées avec la proposition de partenariat avec des entreprises d'aluminium, extrêmement gourmandes en énergie, que le département cherche à attirer dans la sous-région Uraba. Ces perspectives doivent sensiblement renforcer les finances du département et créer de l'emploi.

La construction du barrage a commencé en septembre 2010. Les plans d'EPM prévoient deux étapes de construction afin de différer les investissements. La première phase représente 75 % des investissements du projet. Elle doit s'achever en novembre 2018 avec la construction de toutes les infrastructures et la mise en opération du barrage avec une capacité 1200 MW, portée dans la deuxième phase à 2400 MW en 2022, et produisant 14 040 Gwh par an (Proyecto Hidroeléctrico Ituango, informe de gestion social y ambiental, 2015).

Enfin, la stratégie de l'Antioquia sera confortée avec l'ouverture du processus de paix à la Havane en 2012 et la promotion du concept de Paix Territoriale, au moment du lancement du chantier. Plus précisément, l'essentiel des travaux correspond aux deux mandats de Santos (2010-2018) et aux négociations de paix à la Havane (2012-2016).

Avec la réactualisation de la licence environnementale en 2011, le discours faisant du barrage un instrument de post-conflit sur le territoire s'élabore. Au moment de l'ouverture du processus de paix à la Havane, la perspective d'intégration territoriale devient un enjeu du post-conflit. Le cadrage de la Paix Territoriale sur une sortie de conflit passant par le développement local et la concertation fait passer au second plan la communication sur l'approche répressive pour sécuriser le territoire pour le chantier. Le projet se pare alors ouvertement d'une dimension d'instrument de résolution du problème des trappes de pauvreté et de conflit armé. Le barrage devient « un instrument pour la construction locale de la paix négociée à l'échelle nationale » (hidroituango.com.co).

Pour appuyer cette affirmation, que ce soit par voie de presse, par l'intermédiaire de la documentation officielle, ou via des entretiens menés au cours de l'enquête de terrain, les constructeurs présentent le projet non seulement comme un outil pour le développement socio-économique local, mais surtout comme un « modèle intégral de développement local post-conflit » inscrit dans les principes de la Paix Territoriale (hidroituango.com.co).

Dans le journal d'information mis à la disposition des populations du canyon du Cauca par les constructeurs du barrage, « La Voz de HidroItuango », le barrage est ainsi décrit comme le « remboursement de la dette historique de l'Antioquia vis-à-vis du canyon », longtemps marginalisé du dynamisme de la région et abandonné aux acteurs armés.

Conclusion

Le barrage d'Ituango se trouve ainsi à la croisée d'objectifs de développement nationaux, départementaux et locaux. Sa construction implique une grande diversité d'acteurs dont les rapports de force influencent la planification. Sa mise en œuvre reflète la complexité des enjeux de développement dans les marges territoriales colombiennes au tournant du 21^e siècle.

Si le département a toujours été à l'initiative pour le projet, les autres acteurs ne sont pas ceux qui en étaient à l'origine. Ils se sont succédé en fonction d'un contexte local, national et international rendant le projet de barrage plus ou moins opportun pour leurs intérêts. Cela traduit des jeux d'intérêts issus du centre dans la marge et changeant au cours du temps. Ces rapports de force complexes expliquent le temps de gestation du projet.

Depuis les premières études, ces rapports de force font évoluer le projet de barrage d'Ituango dans sa forme et ses objectifs de telle sorte que ses objectifs servent les intérêts de ces acteurs. Le département contourne ainsi progressivement les obstacles techniques, financiers, et politiques pour le développement hydroélectrique dans ses marges, grâce à un cadrage faisant converger les intérêts des différents acteurs du développement et de la paix sur le territoire.

En mettant des ressources en commun dans le cadre de partenariat public-privé pour la planification de l'aménagement du territoire, la réduction des inégalités, l'industrialisation et le désenclavement, le projet peut contribuer à la démarginalisation du territoire, ce qui constitue un enjeu de la paix à l'échelle locale et de la consolidation de l'État, tout en fournissant de l'énergie à bas coût à l'ensemble de la périphérie rurale de Medellín.

Or, l'apaisement des violences, s'il se confirme, contribuerait aussi à libérer de vastes zones de réserves dans les marges pour les aménagements, ce qui sert les intérêts du secteur privé et des

collectivités dans un contexte de libéralisation et de décentralisation (epm.com.co). Ce cadrage doit permettre la validation du projet et justifier son caractère exceptionnel en faisant converger les intérêts de reprise de contrôle territorial pour la sortie de conflit avec ceux de la locomotive minéro-énergétique pour l'exportation de l'énergie produite en excès.

Depuis le début des années 2000, le cadrage du discours des promoteurs du barrage sur sa vocation à substituer le contrôle du territoire aux groupes armés dans les marges pour impulser un modèle de développement durable fait ainsi du contexte territorial du canyon un instrument puissant de légitimation d'intérêts économiques pour l'intervention dans la marge, cohérents avec les principes de la Paix Territoriale, pour laquelle le secteur privé est appelé à s'investir.

La superposition d'intérêts qui se manifestent dans le canyon au moment du processus de paix traduit ainsi une caractéristique de la marge associée à la présence des acteurs armés en Colombie. La situation de violence et d'isolement, dépeuplant le territoire et aggravant le sous-développement, laissent les ressources nombreuses, notamment hydroélectriques, sous-exploitées ou mal exploitées. Cela en fait une véritable zone de réserves extractives et hydroélectriques, avec un potentiel de développement économique pour les acteurs en mesure de valoriser ces ressources, mais dont l'exploitation représente une superposition de risques et une complexité qui compromettent sa réalisation.

Au-delà du discours, c'est donc à priori le processus de paix qui favorise le développement du projet de barrage, plutôt que le barrage qui participe à construire le post-conflit dans le canyon. Toutefois, le recadrage du discours implique une adaptation du projet pour s'inscrire dans des exigences de bonne gouvernance et de bonnes pratiques du fait d'une vigilance accrue des institutions nationales et internationales pour le post-conflit.

Chapitre 6 : Expérience de développement territorial contre le conflit armé

La définition des modèles de gouvernance promus par la Paix Territoriale dans les marges, et qui aboutit à la définition des objectifs du barrage d'Ituango, s'inspire d'expérimentations menées pour la récupération de territoires affectés par le conflit colombien, qui ont donné des externalités positives sans être explicitement intégrées à des stratégies de construction de la paix.

D'une part, l'idée de mettre en œuvre des investissements massifs et de faire intervenir suffisamment de groupes d'intérêts puissants pour mobiliser des systèmes de protection et de sécurisation des territoires contre les groupes armés afin d'en protéger la rentabilité pré-existe au processus de paix. Ainsi, on peut constater que les projets qui occupent les surfaces les plus étendues prennent place dans les territoires les plus affectés par le conflit armé. Dans le cadre de projet extractifs (Cerrejón dans la Guajira, Cerromatoso au Cordoba) ou agro-industriel (bananeraies de l'Uraba, Palmerais de l'Atrato), les objectifs de contrôle territorial justifient la taille des projets. Ces méthodes ne visent toutefois pas à réduire la conflictualité autour de ces projets. L'objectif de reprendre le territoire et les ressources aux groupes armés et de générer du capital dans l'économie d'exportation vise des intérêts purement économiques, et n'est pas impacté par l'exaspération de la violence liée aux conséquences catastrophiques pour les populations locales aux interstices de ces enclaves.

En théorie, la notion de développement local différencie les perspectives d'un projet de développement des enclaves extractives dans les trappes de pauvreté. L'idée de contrôle territorial s'y retrouve mais ne se limite pas à un contrôle des ressources par leur privatisation. Cela représente un enjeu pour les marges afin qu'elle ne deviennent pas de simples réserves de ressources pour les centres mais soient le théâtre de réelles dynamiques de développement internes. Il s'agit en outre de valoriser ces ressources dans des réseaux formels au détriment des réseaux aux marges de la loi.

Or, cette question de l'intégration des marges du conflit armé par le développement local dans des territoires menacés par les intérêts illégaux s'est aussi déjà posée avant le processus de la Havane, et indépendamment de tout processus national de sortie de conflit. Elle a été à l'origine de processus de politiques publiques axées sur certains secteurs paysans dans des d'arrière-pays de zones urbaines dynamiques (« Axe du café » dans les années 2000), ou de projets territorialisés en partenariat destinés à apaiser le territoire à l'échelle de villes (plans d'urbanismes intégraux à Medellín dans les années 2000). Ces exemples de mise en œuvre réussie d'une « gouvernance

territoriale » constituent des exceptions à l'inefficacité constatée de la décentralisation pour promouvoir un ordenamiento territorial favorisant la stabilité.

Or, ces exemples fournissent un répertoire de bonnes pratiques et de normes qui ont permis d'enrichir la RRI pour contribuer à la réduction de l'influence des acteurs armés et à l'apaisement, et qui contribue à l'élaboration de modèle de développement post-conflit autour du barrage d'Ituango dans le canyon du Cauca.

1 Expérience de l'Axe du café

La région de l'Axe du café ou triangle du café, constituée par les départements de Caldas, Risaralda, Quindio et le sud de l'Antioquia, a subi des assauts Farc et paramilitaires dans les années 1990. La lutte contre l'influence des groupes armés dans ce territoire « central » des Andes représente moins un enjeu d'intégration territoriale que d'intégration d'une population en voie de marginalisation face à la progression de l'économie de la coca : les paysans caféiculteurs. Or cette population représente un poids économique et culturel particulier qui va encourager des stratégies originales pour limiter la pénétration des groupes armés à travers un développement « bottom up ».

1.1 Le café, un vecteur de résistance local au conflit armé ?

Les structures agraires qui s'organisent autour de la culture du café en Colombie permettent aux populations de ce territoire de se démarquer, dans une certaine mesure du marasme agricole colombien. Cela est permis par une valorisation spécifique des caractéristiques du café. Alors que ce modèle est particulièrement menacé face à l'expansion des cultures de coca qui pousse aux mêmes étages géo-climatiques que le café, ces spécificités vont a posteriori être mises à profit avec succès pour contrer l'influence des groupes armés dans la région de l'Axe du café.

1.1.1 Développement rural dans l'Axe du café

Selon (Tulet, 2008) la caféiculture des milieux andins donne forme aux sociétés les plus dynamiques du monde rural latino-américain. En Colombie, le secteur du café s'est consolidé dans le pays à partir du département d'Antioquia dans la deuxième moitié du 19e siècle quand le café devient un produit d'exportation. Le pays devient le deuxième exportateur mondial après le Brésil. Porté par la demande internationale, il domine le secteur agricole colombien pendant la première moitié du 20e siècle. (Forero Alvarez, 2009). Le café occupe une main d'œuvre importante, fait vivre un grand nombre de petits producteurs sur une surface réduite. Sa commercialisation et son exportation impliquent de nombreux secteurs (production d'engrais, de machines, commerçants spécialisés, d'intermédiaires) et donne lieu à la structuration de systèmes productifs stables et à une

sécurité économique relative (Hoyos Salas, 2006). 23 départements sont concernés par cette économie en Colombie avec un demi million de familles cultivatrices, et plus d'un million de familles impliquées dans les activités associées, industrielles et commerciales selon le Congrès National des Cafeteros de 2014. Le café apparaît ainsi comme un élément structurant de l'économie et de la société colombienne. Pour ces raisons, sa culture a attiré les plus fortes densités paysannes dans les Andes. La production concerne toute la région des Andes entre 1500 et 2200 mètres d'altitude, avec une concentration particulière dans l'Axe du café, qui produit à la moitié du 20^e siècle 47 % de la production nationale.

Le café a la particularité de permettre le développement d'une économie commerciale mondialisée tout en offrant une certaine protection des paysanneries contre la concurrence de l'agro-industrie. Cette production, qui représente près de 20 % de la surface cultivée, a longtemps constitué un des piliers du développement national en dépit de crises successives et des difficultés du monde paysan.

En grande majorité, il s'agit d'une agriculture familiale intégrant une production commerciale de café principalement dans des petites voire très petites exploitations. Les variétés traditionnelles d'arabica vivent près d'une dizaine d'années. Nécessitant de l'ombrage, elles sont associées à des cultures de plantains et d'arbres fruitiers ce qui permet de compléter un produit de commerce (le café) avec une production d'auto-subsistance diversifiée qui peut aussi servir de revenu d'appoint. Au-dessus des cultures poussent de grands arbres à croissance plus longue mais à long terme plus efficaces contre l'ensoleillement. Cela préserve la fertilité des sols, limite la déforestation, préserve les pentes et les terres fertiles. Ce système est le résultat d'accumulation d'expérience et gestion territoriale adaptée qui permet sa consolidation structurelle (Tulet, 2008).

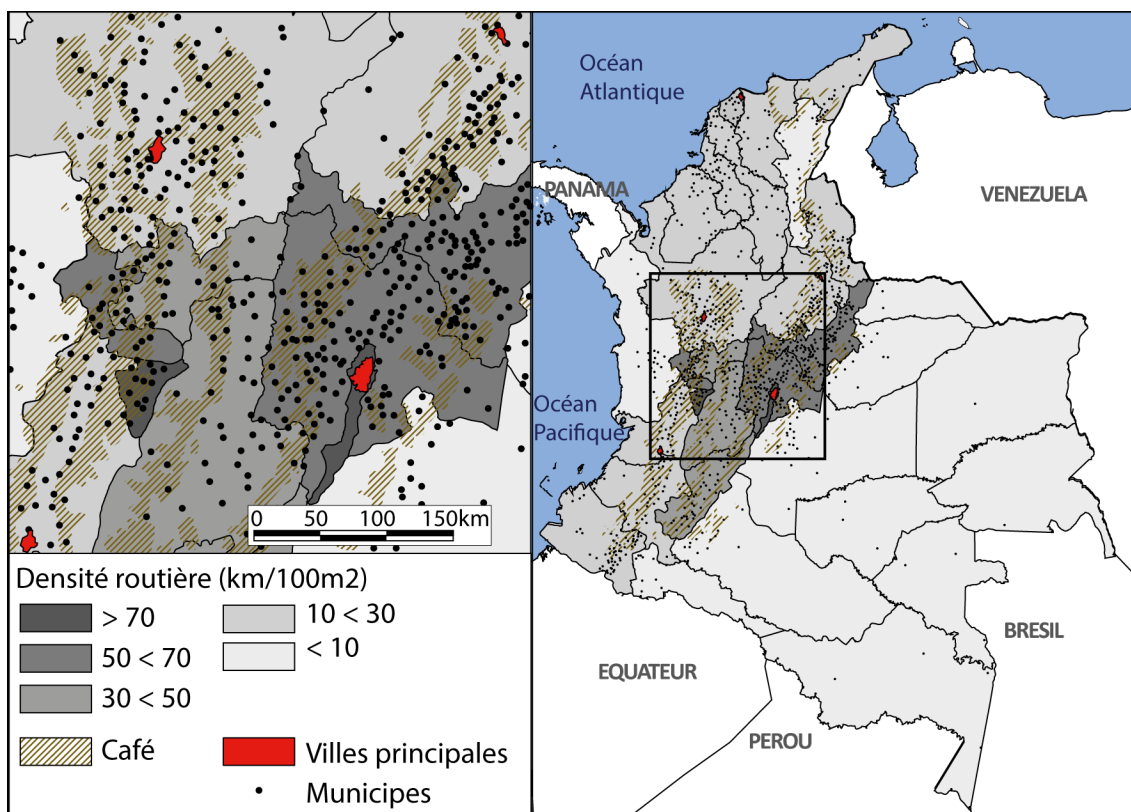
D'une part, cette diversité de production dans des agrosystèmes respectueux de l'environnement permet de faire vivre de manière durable de grandes densités de population paysanne. D'autre part, cela rend le modèle adaptable aux facteurs externes (prix, conditions de sécurité, maladies). Pour les paysanneries andines, le café est la principale source de revenus des foyers et leur donne une autonomie relative dans un objectif prioritaire de reproduction sociale, plus que d'accumulation de capital (Tulet, 2008).

Dans les régions du café, les revenus agricoles sont plus élevés. Les paysanneries présentent des niveaux de vie relativement élevés, même en minifundio. Les petites surfaces représentent même des avantages spécifiques. Le modèle ne nécessite pas de mécanisation, donc il n'implique pas d'économie d'échelle. Les frais sont proportionnels à la surface. Une trop grande exploitation pose problème car elle implique le recrutement de main d'œuvre, est se trouve donc vulnérable en cas de

chute des prix du café.

Toutefois, même si elles se traduisent par de faibles revenus, la vente du café permet aux ménages d'économiser pour investir ensuite dans l'optimisation de la production. En dépit d'une faible modernisation, c'est ainsi la principale production faisant l'objet d'intrants financiers et techniques (dépulpeuses, main d'œuvre salariée) dans le cadre de coopérative pour pallier à la restriction des surfaces cultivées.

On est ici dans un cas de territoire où les ressources (terres fertiles) étendues dans l'espace, permettent une intégration des systèmes productifs grâce à l'organisation de réseaux complémentaires et hiérarchisés d'infrastructures et de centres urbains pour leur exploitation commerciale. Cela contribue en particulier au développement d'un réseau ferré orienté vers la côte Caraïbe et à la navigabilité du fleuve Magdalena, entouré par un réseau de routes secondaires et tertiaires de bonne qualité, permettant de désenclaver la région. Le café permet l'essor du triangle de villes Manizales, Pereira, Arménia (Duque Escobar, 2017) et de nombreux centres urbains secondaires entretenant des relations solides avec les campagnes alentours.



Carte 30: Production caféière et densité en infrastructure (base : Igac ; données igac.gov.co, upme.gov.co ; auteur : Benassaya)

Le secteur du café s'institutionnalise avec la fondation de la Federacion Nacional de Cafeteros en 1927 qui contribuera à la puissance du secteur au niveau national et à sa résilience face aux crises des années 1970, liées à la révolution verte, où les enjeux de productivité et de rentabilité face à la concurrence internationale conduit des vagues de paysans à l'exode rural au profit de l'agro-industrie. Le secteur dispose d'un centre d'investigation scientifique dédié (qui contribuera à l'introduction de la variété Caturra dans les campagnes pour permettre aux paysans d'améliorer leur résistance à la concurrence internationale. De nombreuses coopératives et syndicats locaux de caféiculteurs participent à la consolidation institutionnelle du secteur. Dans ces conditions les orientations de l'agriculture pour l'exportation ont favorisé de développement et la consolidation politique d'une classe paysanne influente dans l'Axe de café.

Même si la dérégulation dans les années 1990 coûte cher au secteur du café et nuit à son fonctionnement institutionnel (Tulet, 2008), sa solidité structurelle, notamment liée à la diversification, au maintien d'une part d'auto-subsistance, et au travail familial intensif, lui permettent de mieux résister que les autres secteurs agraires du pays, et aussi que les autres secteurs caféiculteurs des pays de la région face à la concurrence des pays asiatiques. Même s'il perd sa place centrale dans l'économie colombienne au profit du pétrole, la productivité est en hausse dans la première décennie des années 2000 de même que les exportations tandis que la consommation interne reste importante. Le café a ainsi la représentation d'un secteur stable dans un pays qui ne l'est pas. L'Axe du café en particulier est mieux équipé et plus prospère que le reste du pays (Tulet, 2008).

Le secteur caféiculteur parvient surtout à conserver sa dimension principalement paysanne dans un pays où cette catégorie est pourtant très fragile (Duque Escobar, 2017). Ainsi, la crise du café dans les années 2000 impacte principalement les grands producteurs. Les petits producteurs, moins dépendants aux intrants financiers, résistent mieux (Tulet, 2008).

1.1.2 Vulnérabilités du modèle

Historiquement, la région bénéficie d'un niveau de développement élevé et d'un équipement en infrastructures plus dense que dans le reste du pays du fait d'une structuration de longue date de son territoire entre un réseau de villes dynamiques et des périphéries rurales productives, notamment de café. Cela a limité la formation de marge à partir desquelles les groupes armés peuvent ancrer leur influence territoriale.

Le café, en dépit d'une certaine résilience des producteurs, reste toutefois sensible aux cours internationaux, aux aléas climatiques et aux conditions de sécurité. La production donne lieu à un

dynamisme variable en fonction des années. Elle passe donc par des situations de déliquescence quand ses prix sont désavantageux. Le niveau de vie des paysans diminue avec les crises des prix du café depuis les années 1990 (Calderon Aristizabal, 2015).

En parallèle, une politique marginalisant le secteur agraire au profit de l'industrie au niveau national, a dégradé les avantages comparatifs de l'Axe du café. Ainsi, le chemin de fer du café est démantelé, les liens villes campagnes se distendent, aggravant le risque d'enclavement de certains territoires par rapports aux dynamiques de développement urbain. Cela a permis aux groupes armés d'entrer sur les territoires du café pendant la phase d'expansion des années 1990.

Or, si les caféiculteurs font preuve d'une certaine résilience aux aléas économiques, ils sont très vulnérables à l'influence des groupes aux marges de la loi. La Violencia dans les années 1950 a constitué le premier coup affaiblissant le secteur. Dans les décennies qui suivent, le secteur du café présente un dynamisme nettement inférieur à ses potentialités selon la Federacion Cafetera. Cela s'explique, comme pour les autres secteurs agraires, notamment par le déplacement forcé qui éloigne les paysans des réseaux routiers, augmente l'informalité et donc en limite l'accès aux crédits et décourage les investissements faute de titre de propriété.

La coca constitue l'autre principale menace sur l'économie du café, étant donné qu'elle pousse aux mêmes altitudes et assure des revenus plus stables et élevés que le café. Cela a découragé la mise en œuvre de stratégie de développement centrée sur le café dans des territoires comme le canyon du Cauca. Sur ce territoire, le secteur n'a pas résisté aux vagues de substitution par la coca dans un contexte d'enclavement et de mauvaise organisation des réseaux urbains et de faiblesse institutionnelle, qui font du territoire une trappe de pauvreté.

L'Axe du café, à l'image de tous les territoires aptes à la culture du café, et donc de la coca, devient dans les années 1990 une cible des acteurs armés. L'Axe du café présente en plus une dimension stratégique pour les groupes armés (Duque Escobar, 2017). Ils ont un intérêt à encercler les capitales de cette région dotée d'un réseau urbain dense afin de dynamiser leur économie et de profiter du développement industriels des villes concernées pour investir l'argent des trafics. La région est aussi un point de rencontre entre des groupes opposés ancrés au sud et au nord du pays (Acero, 2016).

Les départements de Quindio, Risaralda et Caldas font l'objet d'une présence marginale des groupes armés depuis le début du conflit. Or, cette présence passe de 2 % des municipes caféiculteurs de la région en 1985 à 53 % en 1995 (Acero, 2016). Des narcostrafiquants, les fronts 9, 47 et 50 des Farc, des factions de l'ELN et les Autodéfenses du Magdalena Medio

(paramilitaires) convergent dans la région. Cela se traduit par une augmentation des taux d'homicide, de déplacement, d'accaparement, etc.

Selon un schéma classique en Colombie, les groupes armés entrent dans la brèche de la crise du café en profitant de l'apparition de marges territoriales dans lesquelles la situation socio-économique et politique s'aggrave. D'abord, la baisse des cours de café réduit la demande en main d'œuvre. Cette main d'œuvre se tourne vers la production de coca. Plus généralement, la perte de revenus pour les cultivateurs de café incite à la substitution par la coca. Les groupes armés qui fournissent les semences et les canaux de commercialisation deviennent ainsi les employeurs de la région. La crise détériore la situation institutionnelle du secteur du café et l'investissement public dans les territoires et aggrave la fragmentation donc la cohésion sociale, ce qui favorise le conflit. Le recours aux groupes armés pour remplacer l'État qui fait preuve dans un premier temps d'une incapacité à accompagner les paysans dans la crise se systématise (Acero, 2016).

1.1.3 Des représentations qui participent à la résilience du secteur

Au-delà de ces atouts économiques pour le secteur agricole, l'Axe du café acquiert progressivement une dimension de cœur économique et culturel de la production caféière colombienne « cœur de la civilisation du café » (Acero, 2016). Or, le café, bien que sa culture soit relativement récente et importée d'Afrique de l'Ouest, est porteur de représentations puissantes en Amérique Latine, et surtout en Colombie. La culture du café qui marque profondément les territoires où il se développe constitue un marqueur identitaire et culturel national.

Les producteurs de café bénéficient d'une représentation de « vignerons des tropiques » d'« aristocratie paysanne » notamment liée à l'importance de la consommation de café domestique (Tulet, 2008), et à des symboles nationaux tels que Juan Valdez, la marque de café nationale symbolisée par le paysan paisa accompagné de sa mule. Cela renforce leur poids politique et leur capacité de participer aux politiques de développement, alors que la participation promue dans la constitution peine à être mise à profit par les populations paysannes en général.

Face au risque de substitution du café de l'Axe du café par la coca, les enjeux de protéger une zone vitale du pays en termes économiques, culturels et écosystémiques, le « cœur de la culture du café colombien », entraînent des manœuvres locales et nationales pour défendre les intérêts du secteur dans cette région sensiblement moins impactée que de nombreux territoires du pays, qu'on ne retrouve pas sur l'ensemble des territoires du café en Colombie.

Dans les années 2000, les politiques publiques locales et nationales se focalisent sur la redynamisation du secteur agricole, et surtout le café de cette région, avec de grands projets tels que

la réhabilitation du chemin de fer, sa connexion avec la route fluviale du Magdalena, et le développement d'aéroports et de ports, notamment coté Pacifique pour favoriser les exportations. Les POT des trois principales villes de l'Axe du café s'orientent vers la planification ville-région en « clusters » du café, connectés aux pôles de production de canne à sucre du Valle de Cauca, et aux secteurs de hautes technologies urbains (Duque Escobar, 2017)

Mais au niveau local, d'autres initiatives voient le jour, impulsées principalement par la Federacion Cafetera en partenariat avec des organismes internationaux, les organisations indigènes, les parcs naturels, et centrées sur le paysannat.

La constitution d'une IGP « café de Colombia » en 2005, (première IGP étrangère enregistrée en Union Européenne) et le classement des « paysages culturels du café » au patrimoine mondial de l'Unesco en 2011 visent à préserver la pratique et la viabilité de la production familiale du café. Ce classement concerne 47 municipes dans les départements de Caldas, Quindio Risaralda et Valle de Cauca.



Photo 1: Paysage culturel du café, Suroeste Antioquia (auteur : Benassaya, 2016)

Il traduit une reconnaissance des structures agraires de l'Axe du café comme un exemple d'adaptation humaine collective durable à des conditions géographiques et économiques difficiles. Cela a permis le développement d'un modèle socio-économique spécifique et la constitution du patrimoine culturel matériel et immatériel de la région (techniques de caféiculture, finca cafetera, pueblo del café, identité paisa). Cela impose une protection du territoire et des usages par l'État colombien contre des pratiques concurrentes qui prospèrent dans le conflit armé, comme

l'économie extractive et la concentration spéculative. Par ailleurs, la labellisation augmente la valeur ajoutée de la production caféière et sa compétitivité internationale. Ces mesures innovantes de labellisation et de partenariats vont contribuer à la reprise en main institutionnelle du territoire dans un contexte d'amélioration rapide des indices de violence (Acero, 2016).

Avec des programmes nationaux tels que la « route du café », associés aux secteurs de la conservation, du tourisme, de la mobilité et dans le cadre des efforts de sortie de conflit, l'Axe du café se développe comme une éco-région où sont promus les patrimoines culturels, en s'appuyant notamment sur l'artisanat (constructions en *bahareque, ruana, sombrero vuelteado*) et les richesses naturelles (volcans, *paramo, bosque de niebla*). Cela donne à la région un rayonnement économique et culturel national et international (Duque Escobar, 2017). Dans ces régions, les activités rurales se diversifient autour de production agricole à plus haute valeur ajoutée (café labellisés, bio, écotourismes) permettant aussi une consolidation du lien centre-périphérie (Piedrahita Arcila, 2011).

1.2 Une approche difficilement reproductible dans les territoires enclavés

1.2.1 Des stratégies reprises dans la RRI

Ainsi, le secteur du café initialement plus prospère et développé dans l'Axe du café que dans les autres territoires du conflit, résiste localement quand la crise agraire entraîne une augmentation de l'influence des acteurs armés, alors qu'il se déstructure profondément dans de nombreux territoires du pays et perd sa dimension centrale pour l'économie au niveau national. Malgré la crise qui entraîne une reconversion productive non agricole des zones urbaines de l'Axe du café (commerce, services, industrie textile, innovation technologique et tourisme), le secteur s'adapte dans les zones rurales et préserve l'ancrage de ses populations.

La valorisation des patrimoines naturels et culturels de la région, permise par l'intégration politique locale des paysanneries caféicultrices a ainsi contribué à protéger les paysans caféiculteurs contre la pénétration des intérêts illégaux dans la région et constitue un modèle d'intégration d'un territoire paysan dans des dynamiques mondialisées.

La consolidation de l'économie et de la vocation agraire de la région en associant le secteur du café à d'autres secteurs tels que celui du tourisme et de la conservation permet de sécuriser l'ancrage à la terre des producteurs locaux et de contenir l'influence des groupes aux marges de la loi. En parallèle, cela conforte une image d'un territoire parmi les plus attractifs de la Colombie et en favorise une intégration peu conflictuelle du territoire dans des processus de mondialisation (Acero, 2016).

Cette situation offre un retour d'expérience utile pour l'élaboration d'une stratégie de développement paysan dans le cadre de la Paix Territoriale, compatible avec une intégration participative des campagnes colombiennes au marché.

La construction « bottom up » d'institutions locales, l'implication des paysanneries dans l'élaboration de stratégie de développement local contre l'influence des acteurs armés, et les efforts sur la transformation des représentations associées au conflit armé apparaissent notamment comme des problématiques explicites de la réforme rurale contenue dans les accords de paix.

L'idée reste ainsi présente dans les négociations à la Havane que le café peut jouer un rôle central dans le post-conflit, notamment via des projets productifs dans les zones de substitution de la coca et par sa capacité à réhabiliter l'image des paysans dans le pays (Discours de Santos au 84e Congreso Nacional de Cafeteros, 2017).

En outre, la résistance du secteur caféiculteur paysan se fait dans une configuration de terres réduites, sans passer par des processus de déconcentration, mais plutôt par une augmentation du rendement grâce à l'investissement et l'incitation à la modernisation par la Fédération des caféiculteurs afin de rester suffisamment attractif pour décourager la conversion vers les cultures illicites quand les cours ne permettent plus de garantir la subsistance du foyer sur le minifundio (Calderon Aristizabal, 2015). En permettant la structuration d'un modèle paysan viable sur des très petites surfaces et au sein d'une économie d'exportation, le café peut jouer un rôle fondamental dans le développement local paysan capable de survivre en parallèle des locomotives minéro-énergétiques promu par la RRI.

Enfin, le tourisme est considéré dans le processus de paix à la Havane comme un élément clé pour la consolidation locale du post-conflit et comme l'un des grands bénéficiaires de la pacification (Sánchez Supelano, 2019). Dans l'Axe du café, le développement local se caractérise en particulier par une association étroite du secteur touristique à celui du café, ce qui semble donner de bons résultats.

1.2.2 Expériences de développement des systèmes productifs dans le canyon

Certains aspects des stratégies mises en œuvre dans l'Axe du café au début des années 2000 font écho à des enjeux identifiés pour le développement post-conflit dans le canyon du Cauca où le développement de productions paysannes légales n'est pas rentable du fait de l'isolement et où les terres productives présentent des surfaces restreintes.

Dans le canyon, où la culture du café subsiste sur des hauts plateaux qui avaient au 19e siècle la réputation de fournir le meilleur café de Colombie, des stratégies de patrimonialisation et de

labellisation pourraient permettre de consolider l'économie agraire autour du café, voire autour d'autres pratiques artisanales du territoire comme la pêche ou l'orpaillage, et valoriser le potentiel touristique du canyon du Cauca. Cela passerait par des stratégies de reconnaissance, d'institutionnalisation et de socialisation de telles activités.

Toutefois, ce modèle encourageant de l'Axe du café comporte des aspects négatifs qui doivent être pris en compte. Ainsi, le développement commercial du café dès le début du 20^e siècle a contribué à l'exclusion de certains producteurs mal connectés, y compris dans l'Axe du café et le nouveau modèle de développement du café dans la région donne lieu aux mêmes processus dans les interstices des réseaux de la route ou du triangle du café. Les actions armées maintiennent une situation de fragmentation structurelle à plus petite échelle. D'autre part, la situation apaisée de la région ne signifie pas la fin de l'influence des acteurs armés mais des modalités d'opération plus insidieuses (Acero, 2016).

En outre, l'Axe du café est spécifique dans le conflit pour sa dimension centrale, alors que les violences s'expriment plus systématiquement dans les régions périphériques. La reprise en main du territoire y est moins complexe, ou plus nécessaire économiquement et politiquement parlant pour l'ensemble des secteurs susceptibles d'y intervenir. Ainsi, la région de l'Axe du café bénéficie de politiques participatives adressées aux cultivateurs de café, destinées à consolider les économies paysannes au moment où les cultures de coca contrôlées par des groupes armés se diffusent dans la région. Or, la région a aussi su s'appuyer sur un certain nombre d'avantages comparatifs pour atteindre ce développement, ce qui ne le rend pas reproductible dans les marges dysfonctionnelles du pays en proie à une grande désorganisation sociale, où la productivité agricole, et notamment du café, ne peut être optimisée faute d'infrastructures adaptées.

Avant la mise en œuvre du barrage d'Ituango ou, indépendamment, du processus de paix, des projets beaucoup moins complexes et ambitieux ont déjà été entrepris dans le canyon dans l'objectif de valoriser le potentiel agropastoral du canyon et intégrer ses ressources dans des réseaux économiques formels. Ces projets ont montré leurs limites et leurs inadaptations pour le développement local et la reconstruction du contrôle institutionnel du territoire. Au-delà des enjeux techniques et du manque de maîtrise du territoire.

Sous l'égide de syndicats d'agriculteurs et d'institutions nationales (Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural), et d'entreprises (Colanta et Parmalat pour le lait), des tentatives ont été faites pour moderniser et commercialiser l'agriculture dans le canyon, en particulier le café avec l'introduction de variétés productives telles que la caturra, la pajarito, la variedad colombiana, et le

développement de coopératives. Depuis les années 2000, des programmes départementaux et nationaux de vaccination animale et d'amélioration des pâturages ont été lancés pour l'élevage. En parallèle, d'autres programmes ont été mis en œuvre pour promouvoir la culture commerciale de l'huile de palme, de la canne à sucre (Sabanalarga) et de fruits tropicaux (avocats à Toledo, San Andrés et Briceño, tomates en arbre à Yarumal, papaye à Toledo et Briceño, mangue, sapote et mamoncillo dans la sous-région Occidente). Des monocultures de maïs et de plantain sont encouragées dans les hauts plateaux (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

Toutefois, tant que dure le conflit armé, l'introduction de ces mesures ne permet pas de contourner les difficultés liées à l'absence de contrôle institutionnel efficace, au maintien de l'informalité et à l'isolement physique.

L'efficacité des investissements publics est limitée. Ces programmes, sans planification intégrale de leur mise en œuvre dans les conditions spécifiques du canyon, participent à aggraver la désorganisation des systèmes agraires. Sur le long terme, ces mesures de commercialisation appauvrissent les agriculteurs, confrontés à de faibles volumes et de faibles dynamiques commerciales, et renforcent la vulnérabilité des communautés. Elles profitent par contre aux arrieros chargés de transporter les productions vers les marchés.

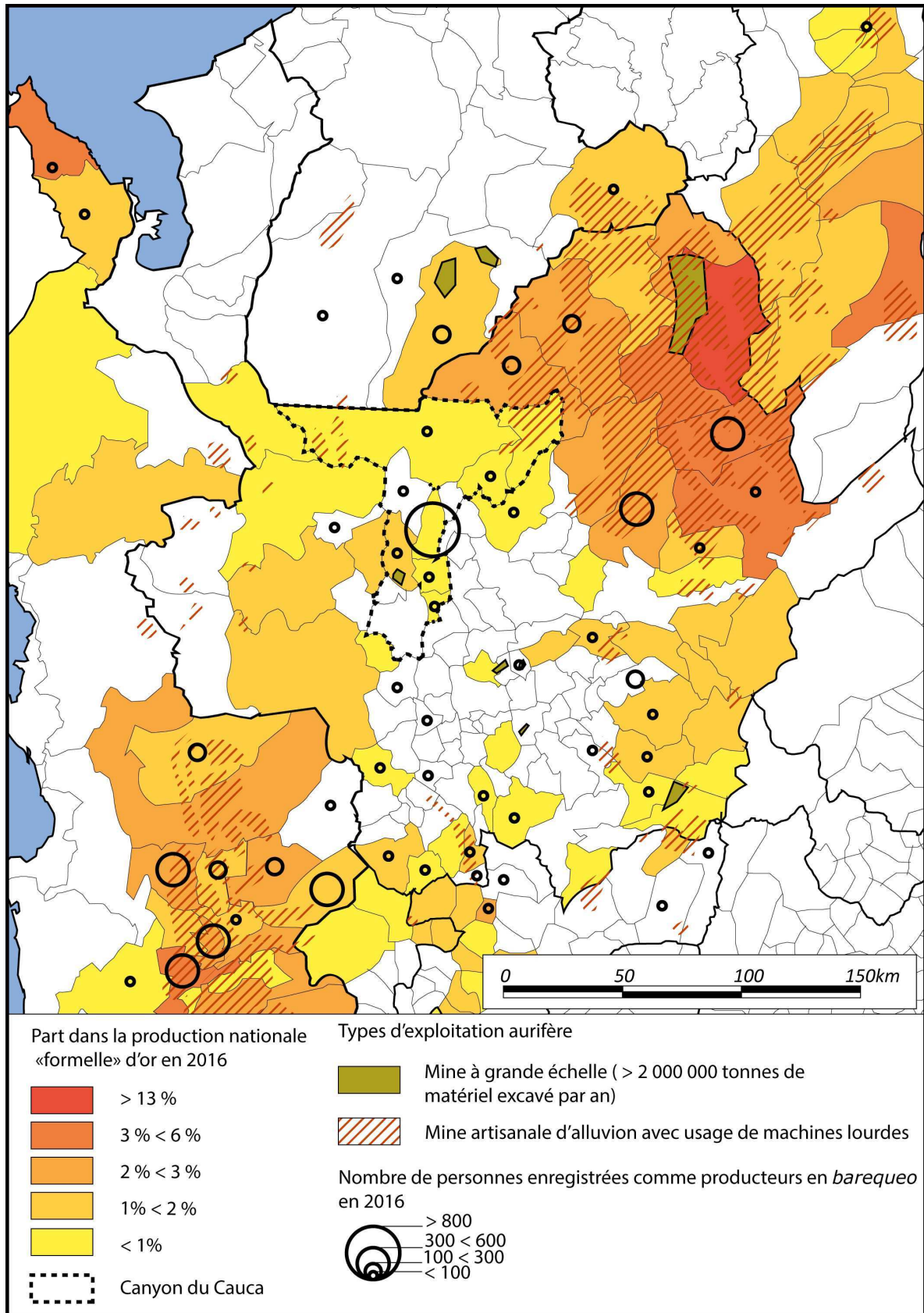
Enfin, la poursuite du conflit armé réduit l'efficacité de ces processus et empêche une partie des producteurs d'accéder aux crédits et à des canaux de commercialisation, ou d'être à l'abri des abus. Avec le risque accru de déplacement forcé, l'informalité de la terre décourage les paysans de réaliser des investissements sur leurs terres et d'accéder au capital productif de peur d'en être délogés. Dans ces conditions, les productions commerciales peinent à se développer.

Le développement extractif, lui, n'a pas fait l'objet de stratégies de développement des systèmes locaux, des projets et des techniques issues de l'extérieur ayant été favorisés avec l'octroi de titres miniers. Les activités d'orpaillage entrent éventuellement en concurrence avec ces autres formes d'exploitation minière plus productives dans le canyon, et avec l'extraction illégale. Or, si l'orpaillage, au rendement très faible, se caractérise par une empreinte environnementale négligeable, la mine mécanisée dégrade les sols et les cours d'eau, ainsi que les tissus sociaux (Defensoria del Pueblo Colombia, 2010). Par ailleurs, les orpailleurs pratiquent aussi leur activité de manière informelle. Ils ne disposent pas de titres de propriété. Ils entretiennent des rapports tendus avec les propriétaires qui possèdent la terre où sont pratiquées les activités d'orpaillage, en l'absence de régulation par l'administration de l'État.

Compte tenu de la méthode d'extraction des orpailleurs, sans cyanure ni mercure rejeté dans les

cours d'eau, l'or récolté pourrait bénéficier d'une certification « or vert » qui lui donnerait une valeur ajoutée (Defensoria del Pueblo Colombia, 2010). Mais cette possibilité ne fait l'objet d'aucune attention institutionnelle. C'est un avantage comparatif non exploité dans la région. Il n'existe pas non plus de système formel de fixation des prix.

L'État est supposé responsable des ressources du sous-sol qui constituent un bien commun, notamment l'or des cours d'eau, dont il est chargé de réguler l'exploitation selon les normes établies par les autorités environnementales et minières, et les prescriptions des organisations multilatérales concernant les activités extractives et les régions écologiquement sensibles comme c'est le cas du canyon. Toutefois, l'État n'a qu'une faible capacité d'intervention réelle aussi loin dans le canyon. Les extractions aurifères sont encouragées comme potentiel économique du canyon, par l'attribution de titres d'exploration et d'exploitation par l'État à des groupes privés. Mais sans planification efficace, cela se traduit régulièrement par des effets négatifs au niveau local, en particulier des conflits d'usage et de terre avec les orpailleurs. La mine mécanisée même légale se pratique sans respect des normes environnementales et du travail (Villar Argai, 2014).



Carte 31: systèmes d'exploitation aurifère dans le nord de l'Antioquia (base : Igac ; données : simco.gov.co, siac.gov.co ; auteur : Benassaya)

On voit ici que les tentatives d'intervention du centre sur le territoire dans le domaine économique ont généré plus de dysfonctionnements que d'améliorations réelles, en raison d'une mauvaise gestion dans le contexte de marginalité. La dimension « bottom up » du modèle de développement de l'Axe du café représente ainsi un intérêt dans le canyon du Cauca, pour définir les enjeux et priorités de développement.

Mais dans ce territoire où le secteur paysan et minier est trop fragile et déstructuré, la nécessité d'injecter des capitaux et des équipements sur le territoire encouragent les acteurs du développement à privilégier de grands projets d'infrastructures plutôt que penser le développement territorial à partir des secteurs locaux.

Ainsi, contrairement au modèle de développement dans l'Axe du café centré sur les paysans où les autres secteurs, plus intensifs ou non agraires, sont associés de manière complémentaire aux intérêts paysans (tourisme, conservation), les perspectives offertes par le barrage d'Ituango se traduisent par une réorganisation du secteur paysan autour des intérêts minéro-énergétique. Par contre, dans le cadre de la RRI, le secteur paysan doit être accompagné avec des outils inspirés du modèle de l'Axe du café.

2 L'urbanisme social à Medellín, un modèle d'intégration des trappes de pauvreté ?

La pacification des campagnes basée sur un développement paysan « bottom up » comme on peut l'observer dans l'Axe du café reste largement connectée à des avantages de site et de situation du territoire concerné. Cette approche n'apparaît pas comme une solution complète de développement post-conflit transposable dans un contexte tel que celui du canyon du Cauca sans des efforts pour améliorer l'équipement en infrastructures routières du territoire. De tels équipements impliquent des investissements massifs pour leur développement et leur entretien du fait des caractéristiques physiques et climatiques du territoire. Le marasme économique, les faibles densités et les capacités municipales réduites pour la planification n'encouragent pas de tels investissements publics dans le canyon du Cauca. Les grands projets miniers et énergétiques eux justifient la planification d'une amélioration du réseau pour connecter les enclaves productives, avec des routes souvent construites par les entreprises elles-mêmes tout en présentant un risque de confrontation avec les intérêts des paysanneries marginalisées.

Or, il existe en ville des exemples de trajectoires de sortie de conflit impulsées par des politiques

mixtes de développement de grandes infrastructures qui se sont traduites par des processus encourageants d'intégration des territoires et de leurs populations. Medellín, en dépit de la persistance de nombreuses difficultés liées à la violence, constitue un cas assez emblématique de neutralisation du conflit associée à de grands projets de développement urbain dans ses marges.

Dans les années 2000, les Plans d'Urbanisme Intégral (PUI) constituent en particulier une forme d'expérimentation pour la récupération des marges urbaines de Medellín en proie au conflit armé, préalable à l'ouverture du processus de paix. Ces plans qui ont vocation à être adaptés au milieu rural et reproduits, sont considérés comme des outils décisifs pour la Paix Territoriale.

2.1 Situation initiale

2.1.1 Une structure urbaine fragmentée

Le développement de Medellín dès le début du 20^e siècle se caractérise par de la fragmentation. L'existence de quartiers de bidonvilles semi-ruraux, produits en grande partie par l'arrivée de vagues de populations paysannes causée par les crises agraires est emblématique des villes andines. Medellín qui constitue un pôle commercial et industriel depuis le 19^e siècle est attractive pour les populations en situation d'exode. Dans la deuxième moitié du 20^e siècle, les arrivées accélèrent du fait du conflit armé, de la spéculation foncière et d'une frontière rurale mal maîtrisée. L'expansion chaotique de la ville, génère de très fortes densités et des conflits, avec les problèmes de salubrité et de violence associés (López Pelaez ; Gonzalez, 2008), faisant peser une forte pression sur les institutions locales pour les équipements et la formalisation, qui demeurent largement insuffisants.

Cela donne lieu à une structure concentrique, où plus les quartiers sont loin du centre, plus l'informalité, la pauvreté et la violence dominant. Ces quartiers appartiennent aussi à des « zones à haut risque naturel » (d'inondation, d'effondrement, de glissement de terrain) en raison de la topographie escarpée des périphéries de la ville, construite dans l'étroite vallée du fleuve Aburra (plus communément appelé Rio Medellín), et limitée par ses versants abrupts aussi bien à l'ouest qu'à l'est. Ces conditions topographiques sont aussi un enjeu pour l'aménagement et la maintenance d'infrastructures. On est dans une situation propre aux grandes villes d'Amérique latine où marginalité spatiale, sociale et physique se superposent.

Dans ces conditions, la ville de Medellín bénéficie d'une longue expérience de la planification urbaine, initiée au début du 20^e siècle pour absorber la croissance démographique et structurer le développement industriel, notamment sous l'impulsion du secteur privé de la ville (López Pelaez ; Gonzalez, 2008). Or, à travers EPM, cette expérience est aussi enrichie par les stratégies d'aménagement et d'intégration des périphéries rurales du département afin de désengorger

Medellín.

Cela ne permet toutefois pas d'éviter l'apparition de marges urbaines. Les rares interventions de la municipalité pour l'aménagement de ces territoires consistent surtout en des programmes d'électrification à l'initiative d'EPM dans les années 1960, et répondent avant tout à des enjeux financiers. Cela a plutôt contribué à aggraver les situations économiques ou à créer des situations d'enclave et des tensions (López Pelaez ; Gonzalez, 2008).

En dehors de ces mesures isolées, le cœur de l'action des politiques publiques concernant les quartiers informels a longtemps consisté en leur éradication ou leur exclusion hors des limites de la ville. Ainsi, la ville gère les problématiques d'expansion informelle en créant un périmètre administratif entre zone urbaine et rurale. Ceux de l'intérieur bénéficient des services de la ville, ceux à l'extérieur, issus de l'exode rural sur les versants escarpés, n'ont pas accès à ces services.

Les objectifs de l'action publique en termes de gestion des bidonvilles étaient alors avant tout de contrôler les catastrophes naturelles et la criminalité pour préserver des centres bien organisés, propres et modernes. De même que les problèmes de la ville viennent de problèmes non résolus des campagnes. Selon Fajardo Valderrama, le maire de Medellín de 2004 à 2007, et gouverneur d'Antioquia de 2012 à 2015, on retrouve dès lors l'idée selon laquelle les marges diffusent des impacts négatifs sur les centres à proximité, notamment en termes de santé publique, de mobilité, et surtout de violence.

Or, les stratégies de « nettoyage » des marges (expulsions, répressions) ont plutôt eu tendance à intensifier les dysfonctionnements, d'abord dans les périphéries, avec des répercussions dans les centres.

2.1.2 Superposition de conflits armés.

En dehors de ces problématiques caractéristiques des villes andines, Medellín a été depuis les années 1970 le théâtre d'une guerre violente entre Farc, paramilitaires, et une variété de factions au sein de ces quartiers. Cela constitue une particularité pour les grandes villes colombiennes généralement plus touchées par la criminalité organisée, tandis que les factions du conflit armé se concentrent plutôt dans les campagnes ou les villes moyennes. À Medellín, le conflit armé est alimenté par les cartels. Cela s'explique entre autre par la main mise de ces derniers sur les campagnes environnantes pour la culture de coca, et la superposition de ces intérêts avec les guerres de territoires entre Farc et paramilitaires en Antioquia. Le phénomène paramilitaire est particulièrement massif dans franges de Medellín et en Antioquia (Giraldo Ramírez ; Preciado Restrepo, 2015). Cette situation propre à Medellín est aussi liée au rôle particulier qu'a joué le

cartel de Medellín dans la formation du MAS (Muerte A los Secuestradores), une alliance entre cartels, police et milices paramilitaires pour mettre fin à l'influence des guérillas en Antioquia dans les années 1970. Dans les années 1980, des milices urbaines de gauche font aussi leur apparition dans les quartiers périphériques (Hylton, 2015). Simultanément intervient le Bloque de Busqueda, « unité de recherche » fondée avec l'appui de la DEA américaine pour traquer les narcotrafiquants. En réaction, le cartel de Medellín lève une armée de sicarios dans les périphéries pour se protéger. Cela donne lieu à une explosion des taux d'homicide. En parallèle se déroulent les massacres de desechables (enfants des rues, mendiants, homosexuels...) dans le centre-ville par des milices d'extrême droite liées aux paramilitaires (Hylton, 2015).

2.2 Des politiques publiques innovantes ?

Le cas de Medellín est emblématique du conflit armé colombien avec ses phénomènes de fragmentation et de recomposition des groupes armés et de la reprise du contrôle territoriale par la criminalité organisée à chaque disparition de groupe dominant (successivement le cartel de Medellín, les AUC, les Farc, l'EPL) (Giraldo Ramírez ; Preciado Restrepo, 2015), mais à l'échelle d'une ville, ce qui constitue un cas particulier.

Dans ces conditions, la résolution des enjeux de violence dans les marges de Medellín soulève à l'échelle locale des problématiques de résolution de conflit comparables à celles qui se posent à l'échelle nationale : entre solution négociée et répressive, réparation des violences directes et indirectes.

Ainsi, la ville s'investit particulièrement dans les processus de démobilisation des paramilitaires négociés à l'échelle du pays sous la présidence d'Alvaro Uribe. Medellín est la ville qui compte le plus grand nombre de programmes de démobilisation et de réinsertion. Ces programmes découlent d'initiatives nationales mises en œuvre localement et d'initiatives propres (Fajardo Valderrama, 2017).

En parallèle, des politiques publiques volontaristes, en particulier les Projets d'Urbanisme Intégral (PUI) pour « récupérer les quartiers informels », s'orientent explicitement vers des stratégies de réparation des violences directes et structurelles dans les territoires périphériques. Si ces politiques sont couplées à une politique sécuritaire intensive, cohérente avec celle menée à l'échelle nationale, elles témoignent toutefois d'une d'approche spécifique vis-à-vis de l'intégration des quartiers prioritaires, qui s'apparente à une gouvernance du développement « par projets de territoire » répondant à la fois aux enjeux de violence et aux enjeux géographiques de l'urbanisation de Medellín.

Cette approche témoigne d'une acceptation de la notion de marge dans les politiques publiques à Medellín comme des espaces d'exclusion, de discontinuité à réintégrer, mais aussi comme des espaces d'expérimentation pour des stratégies d'adaptation face aux blocages sur les questions de réduction des conflits et des disparités.

2.2.1 Des grands projets au cœur des quartiers d'invasion

Dans le cadre des PUI, l'intervention dans des quartiers longtemps marginalisés de l'action institutionnelle, où les politiques publiques se concentraient sur des mesures d'expulsion, adopte un nouveau paradigme. Cela va de pair avec la reconnaissance que les phénomènes associés à la situation de ces quartiers, l'informalité et la conflictualité, ne sont pas transitoires et doivent être réglés de manière structurelle. Cela implique des moyens de gérer les causes et mécanismes de production de ces marges. La « simple » expulsion ou relocalisation de ces populations ne constitue pas une solution durable. Il s'agit de répondre à des objectifs de limiter la croissance des quartiers d'invasion et d'intégrer leur population à des dynamiques de développement formel.

Cela se traduit par des stratégies d'intégration de ces populations in situ, c'est-à-dire en connectant physiquement et en réhabilitant ces territoires via des politiques publiques. Ces politiques consistent ainsi en priorité à répondre aux enjeux de déficit d'infrastructure et de planification, prenant en compte les risques naturels, de consolidation des tissus sociaux, de régulation de la violence. L'objectif est d'améliorer la structure urbaine grâce au développement de centres secondaires dans les périphéries, connectant les quartiers, les infrastructures et les services publics de manière hiérarchisée.

La méthode est de « mettre simultanément en œuvre les éléments du développement » aménagements physiques, rénovation, services publics, sur un territoire spécifiquement délimité en fonction d'enjeu de développement social, économique, culturel, pour en faire un pôle (Fajardo Valderrama, 2017).

Ainsi, le PUI fonctionne avec trois dimensions :

- Un projet structurant, défini par l'administration municipale, qui sert de colonne vertébrale au projet (métrocable, tram).
- Des tenseurs, il s'agit d'équipements localisés dans des points stratégiques pour « briser les frontières invisibles » (Fajardo Valderrama, 2017) en provoquant de la mobilité (bibliothèques, collèges, stades). Ces équipements sont associés à des programmes sociaux, culturels, de développement communautaire mis en œuvre de manière participative.

— Des articulateurs (parcs, promenades piétonnes), définis exclusivement par la participation communautaire avec un budget participatif. Cette dimension comprend aussi les programmes de réinsertion des démobilisés, de réparation des victimes, de réconciliation.

Le premier PUI a débouché sur la mise en œuvre du Metrocable Nororiental de Medellín, dans les *comuna* 1 et 2, inauguré en 2004. Il s'agit d'un téléphérique de 4100 mètres de long dont la construction s'est accompagnée d'intervention publique pour le développement communautaire et les infrastructures dans toute la zone d'influence. Le métrocable est associé au méga-projet de bibliothèque España au milieu des quartiers d'invasion, et de développements secondaires (parc linéaux, rénovation des routes, de l'habitat).

(photo)

La notion d'intégration englobe ainsi l'idée de connecter physiquement les quartiers aux centres, mais aussi d'effacer les frontières plus ou moins visibles dans l'espace public, permettant aux populations de circuler physiquement et socialement entre les différents territoires en réduisant les discontinuités socio-spatiales. L'idée générale est que l'intervention des politiques publiques, plutôt que de viser un développement ex nihilo des marges par le centre, se connecte à des dynamiques ou des ressources préexistantes, et serve à catalyser les interactions entre acteurs pour structurer le territoire et les dynamiques de développement (Fajardo Valderrama, 2017).

Ce PUI, inscrit dans le cadre du POT de Medellín sous Fajardo constitue la première forme d'intervention non répressive de l'État depuis le début des guerres urbaines dans ces quartiers, ce qui constitue une forme d'intégration de ces derniers au fonctionnement « normal » de la ville dans une démarche participative. (Hylton, 2015) fait toutefois remarquer que les aspects sécuritaires liés à ce projet sont englobés dans le design architectural des aménagements, notamment la bibliothèque (murs, barres de fer...).

Ces projets au moment de leur mise en œuvre, ne sont pas forcément bien accueillis au niveau local, du fait de leur proximité avec des zones habitées mais « non constructibles », donc ne faisant pas l'objet de mesures d'amélioration de l'habitat, et des délogements qu'ils impliquent, de la pression spéculative, etc. Ces situations témoignent du « passage de l'informel au formel ». Toutefois, il est admis que ces programmes ont ouvert la voie à des formes d'intervention alternatives à l'expulsion et la répression dans les quartiers d'invasion.

2.2.2 Changements de représentation des marges

Ces politiques, qui doivent permettre de réduire les violences directes et structurelles dans les quartiers périphériques, doivent ensuite conduire à une métamorphose profonde des représentations

de Medellín. La culture et le tourisme constituent des éléments clés de ces stratégies. Ainsi, le métrocable Nororiental sera par la suite prolongé de la comuna 1 jusqu'au municipe rural de Santa Helena, où se trouvent le parc naturel départemental Arvi et la réserve Piedra Blanca, qui constituent des zones récréatives pour les habitants de Medellín et les touristes.

Le deuxième PUI, celui de la comuna 13, inauguré en 2007 est le plus caractéristique de ces changements de représentations. Ce deuxième métrocable permet de relier le quartier à la mode de Laureles, qui abrite notamment des universités et un stade, à la comuna 13, rendue tristement célèbre par le cartel de Medellín.

Également associé à la construction d'une grande bibliothèque, le PUI de la comuna 13 s'attache à la promotion des cultures urbaines (musiques, arts de rue, tags) et à la valorisation du patrimoine culturel spécifique de ce quartier, et surtout à sa dimension de lieu de mémoire de la violence (Fajardo Valderrama, 2017). Ainsi, des escalators grimant vers le haut du versant, et la valorisation de tags illustrant l'histoire du quartier et de ses habitants font peu à peu de ce quartier un lieu du tourisme « mémoriel » à Medellín, d'abord dans le cadre relativement sécurisé de « tours operators », en théorie organisés par les habitants du quartier, puis de plus en plus par des touristes moins encadrés tirant parti de la nouvelle mobilité et des conditions de sécurité très sensiblement améliorées dans leur aire d'influence. Cette arrivée de touristes ou tout simplement de personnes venues d'autres quartiers (étudiants, promeneurs), constitue l'élément le plus représentatif de la pacification de ces quartiers (Fajardo Valderrama, 2017). Ces stratégies rappellent les expérimentations dans la favela à Rio de Janeiro, de constitution d'un musée à ciel ouvert de la Favela, en 2000, mais où l'action publique relevait exclusivement de développement d'infrastructure sans parvenir à impulser de dynamique locale (Bautès N ; Reginensi, 2008).

Les PUI sont en outre complétés par la construction de parcs éducatifs autour des bibliothèques, comprenant de nouveaux espaces publics (55 parcs éducatifs ont été construits en 2015, et 25 supplémentaires sont en cours) (Fajardo Valderrama, 2017) qui doivent contribuer au développement d'activités formelles dans les quartiers, associé à une « Banque d'opportunités » qui sert de réseau de microcrédit, tourné vers les initiatives citoyennes, « la valorisation du capital humain » (Fajardo Valderrama, 2017).

À travers ces exemples, on voit que les PUI donnent une importance centrale au développement culturel et éducatif, considérés également comme des éléments incontournables de la recomposition des tissus sociaux et citoyens, et donc d'ancrage au territoire dans le post-conflit colombien. Plus généralement, ces aspects culturels, de mobilité, de sécurité, d'accès à l'emploi et de logement

digne permettent de répondre à la notion englobante de « droit à la ville » associé à de nouveaux enjeux de développement urbain tels que la planification environnementale et le développement participatif.

Ces politiques sont permises par un usage spécifique des instruments de planification de l'aménagement territorial pour les aires métropolitaines associés à la décentralisation (POT) et à la libéralisation (partenariats), avec une expérience et des pratiques antérieures à législation nationale, notamment du fait des enjeux de gestion des risques dans les territoires des versants.

Cela aboutit à une baisse effective des taux de violence dans la ville à partir de 2012, mais surtout à un changement d'image radical.

Ville la plus violente du pays et l'une des plus violentes du monde dans les années 1980 et 1990 (Giraldo Ramírez, Preciado Restrepo, 2015), siège du cartel de Medellín, du « capitalisme cocaïne », « capital mondiale du meurtre » (Hylton 2015), mais aussi berceau du paramilitarisme et théâtre de plusieurs guerres « superposées », de conflit et processus d'apaisements répondant à des agendas politiques complexes, Medellín est élue ville la plus innovante du monde par le Wall Street Journal en 2012. Elle voit l'installation du siège de plus de 70 entreprises étrangères, l'ouverture en 2005 d'un palais des congrès attirant des conférences internationales attestant d'un changement d'image. Enfin, Medellín est aussi considérée comme une « ville intelligente » (smart city), c'est-à-dire à la pointe de l'innovation en matière de gestion de l'information pour sa planification. Cette qualification résulte de dynamiques profondes d'un urbanisme associant des techniques, des savoirs et une idéologie pour optimiser son efficacité (Picon 2018) et entre en résonance avec le récit d'EPM sur l'hydroélectricité en Antioquia et le mythe entrepreneurial paisa.

Medellín est aussi l'une des villes témoignant des plus fortes avancées physiques et sociales du pays au cours des vingt dernières années.

Medellín est l'une des capitales régionales présentant le plus fort investissement social par habitant (services publics, infrastructure, attention aux groupes vulnérables). Dans la même période, plusieurs secteurs industriels de Medellín deviennent leaders en Amérique latine (l'industrie pharmaceutique et celle de la mode notamment) (Hylton, 2015). Medellín devient une métropole mondiale attractive pour les IDE et le tourisme.

En fait, Medellín devient dans les années 2010 une référence internationale des bonnes pratiques pour le rétablissement de la sécurité, et est notamment reconnue pour ses modèles d'innovation publique et privée pour la réintégration des démobilisés et la réhabilitation de quartiers dysfonctionnels (Giraldo Ramírez ; Preciado Restrepo, 2015). L'« urbanisme social » de Medellín

en particulier constitue selon ses promoteurs, notamment Sergio Fajardo Valderrama, maire de Medellín de 2004 à 2007, une stratégie innovante ayant vocation à servir de référence internationale en matière de réduction des fragmentations socio-spatiales et de post-conflit. Ces modèles sont diffusés par des instruments tels que le Medellín Lab (financé par la Banque Mondiale et la Fondation Rockefeller) pour promouvoir l'apprentissage, la coopération et l'investissement autour d'expériences menées à Medellín en termes de politiques publiques.

2.3 Des modèles reproductibles ?

Medellín et l'Antioquia sont des territoires clé du post-conflit, du fait de leur histoire et parce qu'elles constituent des carrefours d'innovation, d'expérimentation dans les domaines du post-conflit et du développement local. En Antioquia, le développement économique, permettant de financer des politiques sociales innovantes est perçu comme l'instrument privilégié pour la construction de la paix. Les politiques publiques de développement local menées à Medellín « prototype de succès économique et social » constitueraient un instrument bien plus convaincant que les accords de paix négociés au niveau de l'État pour l'intégration de marges du conflit armé (Fajardo Valderrama, 2017). Toutefois, la transposition d'un tel modèle dans les campagnes avec le projet d'Ituango laisse craindre un certain nombre de difficultés.

2.3.1 Un modèle mobilisé dans le cadre de la Paix Territoriale

Les deux quartiers centraux des PUI des comunas 1 et 2 et de la comuna 13, Quartiers Santo Domingo et San Javier, sont aussi les deux centres névralgiques des guerres urbaines dans les périphéries de Medellín qui alimentent les taux de violence spectaculaires de la ville pendant trois décennies. Au vu de l'amélioration de leur situation, les PUI sont vantés comme des modèles réussis de réduction des violences directes et structurelles par des projets de développement « intégral ». Les métrocables sont devenus symboles de la transformation de Medellín, où les comunas les plus violentes et dysfonctionnelles sont devenues des quartiers apaisés avec des opportunités économiques et culturelles (Fajardo Valderrama, 2017).

Or ces deux quartiers étaient aussi au cœur des opérations Mariscal, Orion et Estrella 4 sous la présidence d'Uribe. Il s'agit d'opérations de guerre menées par l'armée et la police de Medellín au sein des comunas périphériques considérées comme aux mains de groupes aux marges de la loi, en vue de reconstruire le contrôle territorial (Giraldo Ramírez J, Preciado Restrepo, 2015). Cela a facilité par la suite l'implémentation de politiques publiques.

L'association des deux approches, répressives et développementistes ayant vocation à se compléter dans ce modèle, contribue à inspirer le modèle de la paix issu du processus de la

Havane. À travers les PUI, avec leur dimension physique, sociale, institutionnelle, visant à répondre de manière intégrale et participative aux problématiques spécifiques de zones prioritaires dans les marges, on voit déjà ressortir les grandes lignes de la Paix Territoriale.

D'une certaine manière, la politique intégrale de sortie de conflit à Medellín dans les années 2000 apparaît comme beaucoup plus aboutie que le processus concomitant à l'échelle nationale de démobilisation des paramilitaires. Les résultats à l'échelle locale sont aussi plus probants et durables que dans l'ensemble du pays. L'expérience des deux décennies précédentes feraient ainsi de Medellín la ville la mieux préparée pour le post-conflit (Fajardo Valderrama, 2017).

Ces stratégies articulées avec les problématiques de sortie de conflit depuis les années 2000 s'inscrivent dans le cadre promu par les organisations internationales basées sur la bonne gouvernance, le développement local et la réconciliation. Cela doit permettre d'amorcer une dynamique de démocratisation, croissance économique et régulation de la violence grâce à la mise en œuvre de grands projets en partenariat public-privé privilégiant les institutions décentralisées, adaptée aux enjeux de libéralisation et de mondialisation.

Dans cette approche, on retrouve donc les principes « intégraux » des bonnes pratiques en matière de résolution de conflit promus par les organismes internationaux.

2.3.2 Des bilans opportunistes et controversés ?

Ces plans en associant des politiques culturelles, économiques et sociales à des projets de développement ponctuels dans des quartiers prioritaires à travers des partenariats public-privé sont considérés comme des modèles d'urbanisme social en Amérique latine. Si les résultats de ces politiques d'intégration des marges pour la sortie de conflit à Medellín sont positifs à l'échelle de la ville en termes d'ouverture économique et de qualité de vie, des difficultés persistent. Ainsi, Medellín demeure l'une des villes les plus inégalitaires du pays avec un coefficient de Gini de répartition des richesses de 0,54 (Dane).

Toutefois ces résultats suscitent aussi des débats, du fait de la concomitance de différents événements liés entre eux à différentes échelles du territoire et de l'interprétation qui peut être faite des évolutions connues par Medellín depuis le début des années 2000. Ainsi, si Medellín a constitué un exemple de développement économique andin depuis le début du 20^e siècle, l'évolution récente de la situation de violence dans les périphéries est aussi le reflet d'une situation à l'échelle nationale ou les acteurs armés illégaux, en situation d'affaiblissement, se fragmentent et leur action se fait plus insidieuse. Aussi, si la première impulsion à la métamorphose de Medellín est donnée par les accords de 2005 avec les paramilitaires, une criminalité organisée florissante subsiste à Medellín

même si les violences sont moins visibles et les confrontations directes avec les forces publiques moins spectaculaires qu'à l'époque de l'opération Orion. La pacification découle aussi de changements de stratégie de cartels qui comptent de plus en plus sur l'essor économique formel pour investir les revenus du trafic de drogue (Hylton, 2015). Or, de tels processus ont déjà historiquement favorisé le développement de certains secteurs économiques de Medellín et de sa périphérie, et accélèrent la création d'emploi, le boom immobilier, notamment dans les marges.

Par ailleurs, les principales controverses liées à la pacification de Medellín concernent en premier lieu le traitement des paramilitaires. Ainsi, Medellín, qualifiée par Hylton (2015) de « capitale des forces réactionnaires d'Amérique latine » pour ses liens avec le paramilitarisme et la domination politique des élites latifundiaires en Antioquia, connaît un processus de pacification en plein pic d'influence des Farc à l'échelle nationale dans la deuxième moitié des années 2000. Dans le même ordre d'idée que le processus de paix à la Havane, cela soulève la question de la hiérarchisation des enjeux et des responsabilités des parties prenantes du conflit dans les processus de reconstruction.

En second lieu cette pacification donne lieu à de nouveaux processus invisibles d'exclusion dans les marges concernées. Ainsi, les PUI ne prémunissent pas les quartiers d'intervention contre la spéculation immobilière et l'augmentation des coûts des services, qui amènent à relativiser les résultats en matière d'amélioration du logement. En outre, les PUI présentent des faiblesses dans leur mise en œuvre liée à la mauvaise gouvernance (corruption, clientélisme, conflits d'intérêt liés à l'informalité) (López Pelaez ; Gonzalez, 2008).

Enfin, le point faible des politiques publiques de Medellín reste selon Fajardo Valderrama (2017) la politique environnementale. Medellín est la ville la plus polluée de Colombie et l'une des plus vulnérables au changement climatique. Or, dans les faits, il n'y a pas de politique intégrale environnementale mise en œuvre, même si la question est abordée dans les projets de réintégration des marges (limitation de l'expansion urbaine, transport en commun, habitat salubre).

2.3.3 L'adaptabilité des PUI à l'échelle départementale en question

En tout, cinq PUI ont été mis en œuvre à Medellín. Les retours d'expérience des PUI sont aussi valorisés en formant un répertoire d'initiatives pour le développement local mobilisé sur d'autres territoires et à d'autres échelles. Le PUI prend rapidement une dimension de modèle d'intervention participative pour l'intégration des marges urbaines des villes andines confronté aux mêmes enjeux sociaux, sécuritaires et topographiques.

Si la méthodologie d'intervention que la ville a su mettre en œuvre via les PUI semble performante, se pose aussi la question de la capacité du modèle de résister aux changements politiques

administratifs, locaux et nationaux, et à être transposable dans d'autres contextes territoriaux.

Parmi les promoteurs de la « double stratégie », répression des groupes armés (acteurs nationaux) et développement urbain intégral (acteurs locaux) pour pacifier et intégrer les marges, on peut citer d'une part Sergio Fajardo, maire de centre gauche de Medellín dans les années 2000 et architecte des PUI, qui deviendra dans la décennie suivante gouverneur du département d'Antioquia et expérimentera la méthode à l'échelle départementale. D'autre part, Alvaro Uribe, ancien maire de Medellín et ancien gouverneur d'Antioquia lui-même, issu de la droite dure, est président de la république lors des différentes opérations de reprise de contrôle territorial par les forces armées dans les quartiers de Medellín à la même époque.

Ces acteurs aux vues à priori diamétralement opposées ont su mener à Medellín des stratégies efficaces et constantes de politiques de développement en vue d'objectif cohérents. Les spécificités culturelles de Medellín sont des éléments avancés par les acteurs du développement urbain de Medellín (l'ancrage local des élites politiques, l'attachement de la ville à la culture paisa) pour expliquer ce phénomène. L'échelle relativement restreinte du territoire des projets, le cadre institutionnel solide et les ressources de la ville semblent aussi des facteurs décisifs pour faire face aux enjeux méthodologiques et de gouvernance de politiques publiques de la complexité des PUI (Fajardo Valderrama, 2017).

Dans ces conditions, la possibilité de transposer ce modèle à d'autres échelles, et notamment à celle du département dans le contexte de post-conflit interroge. C'est pourtant l'ambition de l'administration de Fajardo dont le plan municipal pendant le mandat à la mairie « Medellín la más educada », sera élargie à l'échelle départementale la décennie suivante quand Fajardo deviendra gouverneur, « Antioquia la más educada ». La planification de l'aménagement du territoire dans le département bénéficie du processus de décentralisation stimulé par le processus de paix qui donne plus de marge de manœuvre aux administrations municipales et départementales, et facilite la mise en œuvre de partenariats public-privé (Giraldo Ramírez J ; Preciado Restrepo, 2015) sur lesquels se basent les PUI.

Le gouvernement d'Antioquia sous Fajardo met ainsi en œuvre la traduction de la méthode des PUI à l'échelle départementale, avec le PRI, Plan Régional Intégral. La région Uraba et la zone d'influence du barrage d'Ituango font notamment l'objet d'un PRI (Fajardo Valderrama, 2017). Le PRI d'Ituango permet de définir la stratégie du département pour le développement du canyon autour du projet de barrage via des partenariats. Ces évolutions doivent permettre au projet d'Ituango d'amorcer un processus d'aménagement du territoire à vocation sociale (en parallèle des

recettes de l'hydroélectricité) dans les marges du conflit armé, susceptible de pacifier la situation du territoire et de donner lieu à un modèle reproductible de construction locale du post-conflit.

En outre, ces politiques dans le cadre du barrage sont assujetties aux enjeux productivistes des campagnes dans des systèmes de territoire et d'acteurs aux intérêts complexes.

3.4 La gouvernance territoriale par projet.

À la différence des PUI de Medellín, le barrage d'Ituango constitue un grand projet qui peut s'apparenter à un projet extractif. L'extraction des ressources hydro-énergétiques que constituent les débits des cours d'eau, tend à aggraver la concentration des terres et à dégrader les écosystèmes dont dépendent les populations paysannes. Cela rajoute des interrogations supplémentaires sur sa capacité à constituer un outil pour le développement local post-conflit.

Toutefois, les projets hydroélectriques pourraient représenter des atouts particuliers dans les marges du fait de leur « dimension territoriale ». Les tractations entre l'État, le département d'Antioquia témoignent qu'au-delà de la satisfaction de la demande en énergie des communautés et de l'économie, les grands barrages hydroélectriques comportent de manière inhérente une variété d'objectifs aux différentes échelles du territoire liés à leurs usages multiples et à leur capacité à modifier l'environnement et les organisations socio-économiques à l'échelle des bassins versants (Forget, Velut, 2013).

Pour que le projet de barrage représente de réelles opportunités pour la paix territoriale, il faudrait qu'il se traduise par des mesures additionnelles efficaces pour le développement local, ce qui représente des enjeux de gouvernance. Les PPP permettent en théorie de faire converger les objectifs de construction de la paix des territoires avec des opportunités de réaliser des profits financiers pour le secteur privé.

Le système de partenariats public-privé (PPP) donne au développement une dimension spécifique en mobilisant des méthodes participatives, de diagnostic, de programmation, d'évaluation, avec une mise en œuvre facilitée par les petites échelles, un nombre limité d'acteurs et de groupes d'intérêt, et une certaine rapidité de retours d'expérience (Nuzzo, Aubertin, 2007).

Dans le cadre des PPP, les projets ne se limitent pas à une infrastructure censée entraîner des évolutions sur un territoire. Il s'agit d'une initiative planifiée pour mener des actions d'aménagement du territoire ayant vocation à générer des bénéfices pour ceux qui le mettent en œuvre. Pour éviter que les divergences d'intérêts entre cette multiplicité d'acteurs ne se traduisent par de nouveaux conflits, les « territoires de projet » délimités par les partenariats public-privé sont présentés comme des espaces d'ajustement et de concertation pour un développement intégrant les

enjeux et intérêts de chaque groupe concernés par des projets de développement local. Les tensions entre les acteurs aux différentes échelles qui participent au projet contribuent à son élaboration et peuvent être redéfinies au cours du projet en fonction des rapports de force entre différents groupes d'intérêts(Leroux, 2006).

Les « projets » en PPP favoriseraient ainsi l'articulation de différents secteurs et acteurs du développement sur un territoire spécifiquement délimité dans cette optique. Cela donne au PPP des potentialités spécifiques pour surmonter les enjeux de résolution des conflits. Le « projet » constituerait une garantie de démocratie locale dans un contexte où le développement, et donc l'« intérêt général » serait de plus en plus issue de l'intervention d'acteurs privés exogènes au territoire. (Marchesin, 2004).

Chaque groupe d'intérêt ayant vocation à participer à l'élaboration du projet s'inscrit dans une logique de concertation permettant la mise en œuvre d'ajustements strictement adaptés aux spécificités et enjeux locaux pour mitiger les conflits d'intérêts et empêcher leur exaspération (Lichtenberger, 2013). Le projet donne à tous les acteurs impliqués un intérêt commun à intervenir sur le même territoire. Dans ces conditions, les projets constitueraient des leviers de coopération avantageux par rapport à d'autres formes d'organisation du développement dans la marge.

Ces projets constituent une méthode susceptible de s'adapter à la nature des acteurs et des enjeux de chaque territoire et d'équilibrer les rapports de force qui s'y manifestent pour garantir la prise en compte des impacts sociaux, environnementaux et économiques, afin de pondérer les apports réels sur un territoire en termes de développement local, y compris en marge du contrôle de l'État.

Favorisé par la décentralisation, ce modèle de gouvernance territoriale par projet constituerait une réponse aux problématiques associées aux processus à priori contradictoires qui se rencontrent sur les territoires colombiens, liés à la paix et aux locomotives de développement. En faisant converger des compétences et des intérêts divers au sein d'une même entité, le projet, sur un territoire spécifiquement délimité (constitué de plusieurs municipes ou sub-régions), constitue une réponse aux enjeux de fragmentation territoriale et sociale où les marges donnent lieu à des trappes de pauvreté conflictuelles, sans se traduire par une perte d'ancrage local.

Dans ces processus, les “projets”, qui concernent des aménagements intégrant acteurs privés et société civile, permettraient de faire converger des intérêts paysans et ceux d'entreprises de développement d'intérêt national, en cadrant le débat en dehors des enjeux de réforme agraire, concentration des terres, intervention des acteurs armés, au profit des enjeux ponctuels de développement local, de compensations.

La période de post-conflit, au nom d'une forme d'union nationale faisant table rase des confrontations passées tend à favoriser le retrait du politique au profit de l'économique (sous le vocabulaire du développement). En « désamorçant le politique » (Le Bris ; Paulais, 2007), les projets favoriseraient une régulation des conflits d'usages sans accusation mutuelle d'implication dans des groupes illégaux, et donc en dissociant les enjeux du conflit armés de ceux du développement des territoires. Cela permettrait de promouvoir de nouvelles formes de gestion pacifiée des conflits. Ces arènes deviennent à termes des outils de gestion du développement favorisant la durabilité. Le territoire, du fait de ses définitions fluctuantes (Alphandéry, Bergues, 2004), est alors considéré comme un niveau pertinent de coordination des actions collectives et d'établissement de normes pour mener une « bonne gouvernance ». Ainsi, l'émergence du système de PPP en Colombie va de pair avec des processus institutionnels de régionalisation avec une idée commune de s'affranchir des découpages administratifs existants, au profit de territoires de projets de développement. Dans ce système, l'État reste un interlocuteur important, régulateur et garant de la redistribution, autour duquel se recomposent des espaces d'exercice du pouvoir décentralisé (Leloup, Moyart, Pecqueur, 2005).

Le barrage d'Ituango, dans une approche de développement local par projet, apparaît ainsi comme un instrument de conciliation à l'échelle du territoire d'une variété d'intérêt, en vue d'impulser un développement local post conflit durable. Or, le barrage, pour son envergure et la multiplicité d'intérêts qu'il recouvre fait converger non seulement différents secteurs mais aussi toutes les échelles du territoire, de l'État aux municipales qui fournissent des territoires pour le réservoir, mais aussi ceux du bassin versant à l'échelle du Cauca, impliquant en fait plusieurs partenariats qui vont se structurer au sein d'un territoire de projet, impliquant une coordination des échelles supérieures (moyens de régulation par l'Etat).

Conclusion

Les années 1990 et 2000 sont marquées par des politiques d'aménagement du territoire explicitement orientées vers des objectifs de développement pour contrer l'influence des acteurs aux marges de la loi sur les territoires. On retrouve dans le cas de l'Axe du café comme dans celui des PUI de Medellín l'idée d'expérimentation en matière de gouvernance des marges, assortie de l'idée que la reprise du contrôle des marges sociales et territoriales, qui sont souvent confondues dans le contexte de conflit armé, est vitale pour la stabilité des centres.

Dans ces stratégies, la récupération et l'intégration des marges à des processus mondialisés, et les processus d'exclusion des populations les plus vulnérables qui en résultent, impliquent des mesures

spécifiques, sociales, économiques, environnementales pour accompagner les populations in situ. C'est-à-dire qu'il apparaît nécessaire d'utiliser les trames socio-économiques locales et d'en valoriser les ressources pour consolider les institutions locales et permettre aux populations de s'adapter aux changements prévus, ce qui rejoint l'idée du développement local.

Toutefois, entre politiques sectorielles publiques, projets locaux de développement impulsés par le secteur privé, reprise de contrôle institutionnel et reconnaissance des spécificités locales, la question de la réintégration des marges du développement pour la sortie de conflit dans le canyon du Cauca soulève des enjeux de gouvernance auxquels ne répondent que partiellement les différentes stratégies mises en œuvre précédemment pour créer une dynamique de développement, de réduction des inégalités socio-spatiales et de gestion pacifique des différends.

Chapitre 7 : Grands projets et conflits socio- environnementaux

Le double objectif proposé par le projet d'Ituango, de développement local et de construction de la paix, traduit une volonté d'intégrer un territoire qualifié de marge et ses ressources, en s'appuyant sur des innovations en matière de gouvernance. Ces innovations sont permises par des orientations politiques et économiques en œuvre depuis les années 1990 (gouvernance locale, partenariats, développement par projet) et catalysées par le processus de paix.

Cette intégration se fait en théorie au détriment du contrôle territorial par les groupes armés. La Paix Territoriale donne au projet un cadre pour consolider sa légitimité.

Des objectifs d'intégration des marges ont déjà été associés au développement de grands barrages dans des contextes de violence en Colombie. C'est notamment le cas de Guatapé en Antioquia dans les années 1970, et de Urrá au Cordoba dans les années 1990. Or, si ces objectifs ont été atteints dans une certaine mesure, c'est au prix de nouveaux dysfonctionnements découlant principalement de l'émergence de conflits socio-environnementaux qui interagissent avec le conflit armé.

On définit un conflit socio-environnemental comme des mobilisations plus ou moins organisées et plus ou moins radicales de populations habitant ou pratiquant des activités sur un territoire, en réaction à un projet privé ou public susceptible de transformer les relations entre ces populations et le territoire. Ces conflits s'inscrivent dans la catégorie des conflits locaux dont ils sont généralement l'expression la plus visible.

En se basant sur l'exemple de Guatapé, mais aussi celui de Urrá I, on peut se faire une idée des enjeux spécifiques que représentent l'aménagement d'un grand barrage sur des territoires occupés par des communautés paysannes fragiles. Si la régulation socio-environnementale a fait des progrès depuis et que le modèle d'Ituango propose une approche spécifique de cette problématique, les mesures mises en œuvre par le projet d'Ituango pour se démarquer de ces expériences laissent certaines problématiques sans réponse et suscitent des inquiétudes sur leur efficacité et leurs objectifs réels.

1 Le barrage de Guatapé

La région de l'Orient attire l'attention de EPM pour ses ressources énergétiques hydroélectriques et sa proximité avec Medellín (57 kilomètres). À sa construction, le barrage de Guatapé (560Mw) est considéré comme une prouesse d'ingénierie, et l'infrastructure la plus ambitieuse du pays.

Auparavant, toutes les centrales d'EPM avaient une capacité cumulée de 170 MW.

Le projet doit permettre à EPM d'assurer l'approvisionnement en énergie du département, en particulier de la vallée de Aburrá et l'aire métropolitaine de Medellín, en pleine expansion. Une partie de l'énergie doit aussi contribuer à alimenter le système d'interconnexion national. La Banque Mondiale investit dans le projet dans le cadre de sa politique d'appui au développement d'infrastructures dans les pays en développement (López, 2009).

Le projet représente donc des avantages aux niveaux national et départemental pour l'approvisionnement en électricité, et des avantages financiers et en termes d'image pour l'entreprise EPM. Or, il a aussi une dimension d'appui à un développement local, visant à valoriser les avantages comparatifs et les complémentarités de la sub-région Oriente en l'articulant au centre Medellín.

Avec le développement de la sub-région Oriente Antioqueño, EPM et le département d'Antioquia font référence en termes de stratégies d'intégration territoriale grâce à des projets hydroélectriques de grande envergure. Ces processus se déroulent dans un contexte de conflit armé et font évoluer ce contexte, mais avec des retombées ambivalentes pour les territoires.

Le barrage de Guatapé, en particulier, a profondément transformé les territoires environnants, qui constituaient une zone rouge de conflit pendant la construction.

1.1 Un développement excluant

Les premières études sur le potentiel hydroélectrique du rio Nare datent des années 1930. EPM initie l'élaboration du projet Guatapé au début des années 1960. (Villa Arenas et al, 2009). La première étape du projet, avec 280 MW entre en opération en 1972, la seconde étape en 1979 avec 280 MW supplémentaires.

L'aménagement du barrage de Guatapé s'est soldé par un développement économique rapide de la sub-région Oriente en Antioquia et une amélioration apparente des conditions de vie des habitants. Avec l'expansion d'une économie tournée vers le tourisme d'une part, et l'agro-industrie d'autre part, le territoire a acquis un dynamisme international (Quintero, 2007).

Pour l'Antioquia, la construction du barrage de Guatapé constitue à ce titre un modèle de désenclavement et de modernisation des territoires pour l'émergence de secteurs économiques à haute valeur ajoutée qui a porté ses fruits. Trois décennies plus tard, le développement du barrage d'Ituango dans le canyon du Cauca, est explicitement mentionné comme instrument pour atteindre des objectifs similaires, auxquels s'ajoute une dimension de contrôle territorial (EPM, 2014).

Si Guatapé a conféré un dynamisme économique nouveau à la sub-région, ces évolutions ont cependant des effets adverses en termes sociaux et environnementaux pour les paysanneries locales.

1.1.1 Impacts socio-économiques

Le premier changement marquant provoqué par la construction du barrage de Guatapé est la submersion d'une grande partie du territoire des municipes de Guatapé et du Peñol. Au total, le réservoir inonde 7400 hectares, affectant aussi marginalement les municipes de San Rafael, San Vicente et Alejandría. Guatapé formera à ce moment-là le plus grand réservoir de Colombie (López, 2009).

Cela affecte les populations de manières différentes. L'inondation pour le réservoir se fait en trois étapes. Les habitants de Guatapé perdent d'abord leurs terres agricoles en 1971, pour la première phase du projet. Puis les habitants du Peñol perdent leur village entre 1973 et 1978. (Villa Arenas et al, 2009).

Avant la construction du barrage, la région était dédiée aux cultures paysannes de maïs, haricots, plantains, pommes de terre, manioc, café et fruits. (Tarazona Barbosa, 2016) Les deux derniers étaient vendus à Medellín et permettait de faire vivre des activités d'arrieros (transporteurs de marchandises). La région possède aussi des ressources minières exploitées de manière artisanale (Omaira Villa Arenas et al, 2009).

Avec le réservoir, des milliers d'hectares de production agraire sont perdus, notamment les veredas Vegas de Amador, Valles de la Magdalena et Las Cuevas à Guatapé, les plus fertiles du territoire, et les mineurs sont délogés. Les municipes affectés connaissent un effondrement économique pendant la construction du barrage. Des écoles rurales et des chemins muletiers sont détruits.

Le barrage a aussi des effets indirects. La submersion du patrimoine, l'église, le village du Peñol, des terres des paysans, et de territoires indigènes génèrent un choc culturel, économique et social. Les populations et l'environnement sont affectées par l'arrivée massive d'ouvriers venus des villes voisines lors de la mise en route du chantier dans les années 1960. (verdadabierta, 2018). Cela a pour conséquences une augmentation rapide de la population. Les voies de communication et les services publics sont insuffisants pour amortir la nouvelle pression démographique liée au chantier ce qui génère des problèmes urbains. L'arrivée de flux d'argent d'une ampleur nouvelle et le développement de nouvelles activités se traduit par un bouleversement profond des structures agraires locales, avec une perte de la vocation paysanne du territoire au profit du tourisme, des activités de spéculation et de services.

1.1.2 Une gestion défaillante d'EPM

La gestion de ces impacts par EPM se limite à une politique d'achat de terres, sans concertation avec les communautés et sans études approfondies sur les conséquences sociales. Les prix d'achat par EPM sont sous-estimés, les terres ne font pas l'objet d'un cadastre précis. L'existence de grandes propriétés occupées par des paysanneries sans titre n'est pas prise en compte (Tarazona Barbosa, 2016). Les dommages indirects sont ignorés.

Par ailleurs, l'information à la population et les mécanismes de concertation sont très lacunaires. Le gouvernement d'Antioquia crée un comité chargé de la médiation entre le département, EPM et les populations affectées. C'est le seul espace formel de contestation des communautés. Il sert surtout à accélérer l'achat des terres aux populations affectées. Ainsi, les négociations entre constructeurs/communautés, déséquilibrées et tardives, ne permettent pas de protéger les intérêts des populations vulnérables initialement présentes sur le territoire contre les bouleversements impulsés par le centre (Verdad Abierta, 2018). En particulier, elles n'enrayent pas le changement de vocation économique du territoire qui exclue les paysanneries.

Cela se traduit par une exclusion de ces dernières du développement associé au barrage, au profit de nouvelles populations et de nouveaux usages. Cela rend ce développement loin d'être équitable pour les communautés locales. Souvent reléguées dans les périphéries urbaines de Medellín et Rionegro où elles se sont réfugiées, la majorité n'ont pas été en mesure de regagner le territoire qui a perdu sa vocation paysanne (Villa Arenas et al, 2009).

Cela relativise le succès des stratégies de développement territorial associées à l'hydroélectricité. Si le territoire et ses ressources sont « intégrés », ce n'est pas le cas de populations contraintes au déplacement qui donne lieu à l'apparition de nouvelles poches de pauvreté, soient en villes, soit à proximité du territoire du barrage, où les situations de vulnérabilité aux acteurs aux marges de la loi sont catalysées. Or, face aux revendications des populations affectées pour une meilleure protection, EPM a apporté des réponses marginales et favorisé la répression du conflit socio-environnemental qui émerge.

1.2 Exaspération des conflits

Dans les années qui suivent la construction, l'intensification de la présence des groupes armés envenime la situation. Cela alimente un conflit socio-environnemental sur fond de conflit armé qui remet en question le bilan du projet, autant en matière de développement local que d'intégration des populations marginalisées par le conflit.

1.2.1 Le mouvement civique de l'Oriente antioqueño

Au début des tractations pour le projet, la population et une partie des institutions sont sceptiques sur la possibilité de sa réalisation, jugée particulièrement ambitieuse. Il y a peu de réactions aux manœuvres succinctes d'EPM d'information à la communauté. Cette information évite la question des impacts socio-environnementaux. La seule forme de communication d'EPM consiste à convaincre les communautés de la nécessité d'augmenter l'offre d'énergie plutôt qu'à chercher un appui local. (Tarazona Barbosa, 2016)

Des mouvements d'opposition populaire émergent par contre dès le début des travaux quand la submersion imminente des terres de Peñol et Guatapé se confirme. Les milieux académiques, notamment le département de sociologie de l'Universidad Pontificia Bolivariana de Medellín, et l'Église interviennent pour servir d'intermédiaires entre entreprises et communautés. L'Église souligne que le projet apportera de grandes avancées pour le pays mais que le bilan est inéquitable au niveau local et se traduira par le sacrifice des habitants de Guatapé et el Peñol qui ne disposent pas de compensation à la hauteur (López, 2009).

Cette mobilisation qu'EPM n'a guère anticipée est dans un premier temps réprimées par les forces de l'ordre. Puis les revendications donnent lieu à un étoffement des programmes de compensation et d'accompagnement des populations affectées par EPM. En 1964, l'ONG Codesarollo, « organisme pour le bien être social et le développement » est sollicitée pour organiser les négociations entre EPM et communautés. Mais dans ces négociations, EPM se borne à qualifier le conflit de stratégie de déstabilisation issus d'opposants au progrès, et sous-entendant qu'il est orchestré par les guérillas.

Toutefois l'intervention de la Banque Mondiale qui suspend son budget en attendant la réalisation d'une étude d'impact complète contraint EPM au compromis (Tarazona Barbosa, 2016). Les habitants de la zone urbaine du Peñol, plus organisés, et avec aussi plus de moyens financiers que les habitants des zones rurales, ont une plus grande capacité de mobilisation. Ils se placent dans les négociations en se présentant comme affectés en tant que société rurale traditionnelle, par un méga-projet impulsé par la métropole (López, 2009).

En 1968, ils obtiennent la construction d'un village alternatif pour reloger les habitants, avec l'engagement par EPM de fournir les services nécessaires à la vie quotidienne et la poursuite d'activité socio-économique ainsi que la compensation des terres submergées et de nouvelles activités agricoles. Ces engagements sont contenus dans un « Contrato Maestro » déjà qualifié d'unique en son genre par EPM, établi en concertation entre EPM, les communautés et des

organisations religieuses. Le nouveau village de Peñol recevra le surnom de Phénix d'Amérique (Omaira Villa Arenas et al, 2009). Mais cela ne suffit pas à apaiser le conflit. Au moment de la submersion en 1973, la construction du nouveau Peñol n'est pas achevée. Il faudra attendre 1977 (López, 2009).

Les habitants des zones rurales de Guatapé quant à eux, reçoivent des compensations au cas par cas. La planification ne mentionnait pas le développement des secteurs productifs locaux, mais face aux protestations, le barrage est présenté comme un outil pour améliorer la productivité de l'agriculture locale au profit des populations paysannes grâce à l'électrification et aux voies de communication. (Tarazona Barbosa, 2016)

En pratique, les paysans sont appelés à s'adapter à de nouveaux modèles productifs, (tourisme, pêche, nouvelles cultures) sans recevoir d'assistance ni de compensation autre que le prix du rachat de leur terre. Un exode a lieu. Les populations indigènes ne reçoivent aucune attention. (Omaira Villa Arenas et al, 2009)

Dans ces conditions, les grèves et protestations, parfois violentes au début des années 1970, vont se prolonger et prendre de l'ampleur dans la décennie qui suit sa mise en opération, en dépit de la construction du nouveau village de Peñol. Le mouvement dénonce l'imposition de mesures de l'extérieur ne prenant pas en compte les intérêts locaux et remet en question le bilan de Guatapé en soulignant l'exclusion d'une partie de la population locale du développement hydroélectrique (Omaira Villa Arenas et al, 2009). Il exige réparations intégrales pour la perte du territoire et des conditions de vie.

Cette mobilisation agrège différents secteurs sociaux de la région, paysans, éleveurs, étudiants, commerçants, politiques, religieux, professeurs, organisations communautaires. La mobilisation contre EPM s'étend à d'autres municipes de l'Oriente du fait de l'augmentation des tarifs de l'énergie, mais aussi en réaction à des méga-projets en parallèle, tels que l'élargissement de l'autoroute Bogotá Medellín et la construction de l'aéroport de Rionegro (Pérez 2011). Des assemblées civiques et populaires se forment dans tous les municipes de l'Oriente. En 1982, la pression citoyenne et la grève obligent le gouverneur d'Antioquia et EPM à étudier les revendications du mouvement, obligeant EPM à réduire les charges sur la distribution d'électricité en zone rurale et à mettre en œuvre des mesures sociales restées lettre morte depuis la construction du barrage pour les populations affectées. Le mouvement obtient la construction d'aqueducs, la récupération de terres, la création d'espaces de concertation.

Les réponses de l'entreprise et de EPM restent toutefois insuffisantes, et donnent lieu à de nouvelles

grèves en 1984. Le mouvement, élaboré d'abord sur des contestations ponctuels (déplacement, tarifs de l'énergie) prend progressivement une dimension régionale et de mouvement civique (Pérez 2011) remettant plus profondément en cause le modèle de développement « imposé » à la région. Cette mobilisation sociale est l'une des plus importantes en Colombie des années 1980. La construction du barrage a ainsi donné lieu au développement d'une société civile forte (Omaira Villa Arenas et al, 2009). Pour autant, le barrage est construit est le bouleversement socio-économique, culturel et environnemental à bien lieu.

1.2.2 Interactions avec le conflit armé

Dans les années 1980, la situation de conflit entre les communautés affectées et EPM s'aggrave avec la militarisation de la région, justifiée par la présence des Farc et de l'ELN sur le territoire. Cette période correspond en outre à l'avènement des cartels dans la région, et où les affrontements entre ces derniers, les Farc et les paramilitaires donnent lieu à des situations de violence généralisée. La sub-région connaît un pic de violence au lendemain de la mise en route du barrage (Pérez 2011).

Si cette violence dans la région résulte de mouvements des fronts armés découlant d'enjeux nationaux, le mouvement de l'Oriente Antioqueño est particulièrement ciblé. Les membres du mouvement subissent la répression des groupes paramilitaires. Le premier assassinat de leader du mouvement a lieu en 1983. Puis les assassinats culminent entre 1985 et 1990. Pratiquement tous les leaders sociaux du mouvement civique de l'Oriente sont assassinés, la plupart de ces meurtres ne sont pas élucidés. À cela s'ajoutent des déplacements forcés, tortures, menaces, séquestrations, persécutions. La société civile de l'Oriente est profondément déstructurée par l'action paramilitaire. Du fait de cette violence, une partie de la population initialement présente dans la région, notamment les paysanneries, fuient le territoire.

Face à cette violence, le mouvement de l'Oriente rejette l'analyse des constructeurs selon laquelle le pic de violence qui suit la construction résulte de facteurs externes du conflit armé et d'une infiltration par le mouvement d'intérêts des guérillas. Pour EPM, l'accusation faite aux opposants du barrage d'être coordonnée par les guérillas permet d'expliquer sa radicalité, qui serait donc conjoncturelle. Cela justifie une répression accrue.

L'expulsion des groupes armés doit se traduire par une amélioration de la situation, tandis que la mise en œuvre de nouvelles pratiques, associées au modèle de développement industriel et touristique de la sub-région basé sur l'hydroélectricité doit se traduire par la fin du sous-développement sur le territoire. Cela doit permettre une perte d'influence durable des acteurs du conflit armé et justifie aussi la perte nette de territoires et de populations à vocation paysannes,

vouées à disparaître au profit d'activités plus lucratives et moins sensibles de conflit avec le centre.

Or, la situation de violence dans l'Orient s'apaise effectivement à la fin de la décennie alors que les fronts du conflit armé s'éloignent vers des espaces plus reculés. Ainsi, le pic de violence se déplace la décennie suivante dans le nord de la sub-région Norte, demeurée à l'écart des politiques publiques de développement.

Pour les opposants, toutefois, le conflit n'est pas voué à s'aplanir de lui-même grâce au « développement » promis. Au contraire, l'expulsion de populations et surtout l'effacement de la vocation paysanne du territoire au profit d'une économie extractive et touristique contribue à reproduire les dysfonctionnements des campagnes colombiennes en générant du déplacement et de la concentration des terres. Cela aggrave les situations de marginalisation et nourrit durablement le conflit armé, éventuellement sur d'autres territoires.

De fait, cela correspond à l'évolution du conflit en Antioquia entre les années 1970 et 2010, où la succession de période d'expansion territoriale et de période de concentration de la violence donnent lieu à de la fragmentation territoriale et de creusement des inégalités, et de génération de trappes de pauvreté autour de territoires « stabilisés ». L'interconnexion entre facteurs locaux et nationaux du conflit armé du fait des stratégies de territorialisation des acteurs du conflit fait que la violence est pendant cette période polarisée par l'Orient. Cela met en évidence qu'outre la présence de ressources, la situation de carrefour et la proximité de centres dynamiques, l'existence d'instabilité lié à des enjeux socio-environnementaux constitue aussi un facteur de polarisation du conflit

Dans le cas de l'Orient Antioqueño, le caractère massif du déplacement forcé et du déplacement involontaire font que ses trappes de pauvreté se développent dans les marges urbaines de Rionegro et de Medellín. Les territoires de l'Orient sont ainsi intégrés au prix de l'exclusion de leurs populations et donc de la formation de nouvelles marges aux interstices du développement. Les processus d'intégration des marges produisent en fait des angles morts où se concentrent les difficultés. Ces angles morts, soit territoriaux (marges urbaines) soit sociaux (communautés paysannes) sont ceux où se replient les intérêts illégaux suite à la formalisation de l'économie du territoire, ce qui alimente le conflit armé.

En ce qui concerne la radicalité du mouvement, elle s'explique notamment par le fait que les conséquences sociales du barrage ont donné lieu à l'émergence d'organisations de société civiles sans que des moyens de concertation et de sortie pacifiée du conflit n'émergent. Du fait de l'impossibilité pour la société civile d'intervenir de manière décisive dans les politiques publiques de la sub-région, les organisations n'ont pas été en mesure d'influencer la mise en œuvre du projet

et de défendre des populations qui ont été expulsées directement ou indirectement du territoire. Dans ces conditions, l'absence d'arène de concertation efficace encourage un répertoire d'action du mouvement qui favorise sa stigmatisation et donc sa répression. Les leaders sociaux, syndicaux et « environnementalistes » deviennent des cibles prioritaires des différents groupes armés. Cela se traduit pendant un temps par une conflictualité protéiforme et violente. À ce titre, le conflit socio-environnemental alimente effectivement aussi le conflit armé.

1.3 Un passage en force ?

1.3.1 Des conflits qui favorisent l'imposition du projet sur le territoire

Les conflits socio-environnementaux en premier lieu témoignent que les promoteurs sous-estiment ou omettent les risques de déplacement et de violence exacerbée par les grands projets sur les territoires du conflit armé. Ils peuvent se le permettre dans la mesure où ces risques ne constituent pas un obstacle durable au développement hydroélectrique dans l'Oriente Antioqueno dont EPM s'est fait l'artisan. Les infrastructures ne sont pas affectées par la violence, voire leur mise en œuvre s'en trouve facilitée par l'exclusion des communautés des terres nécessaires au projet.

La présence des groupes armés a ainsi limité la capacité d'organisation des communautés locales et leur capacité de négocier face aux constructeurs. (Tarazona Barbosa, 2016) Ainsi, les persécutions et assassinats par les paramilitaires visant les leaders sociaux, principalement engagés contre le déplacement forcé et la concentration illégale des terres ciblent aussi les organisations paysannes menacées par le déplacement involontaire, les défenseurs de l'environnement opposés aux grands projets, et des défenseurs de cultivateurs de coca et de mineurs artisanaux privés de moyens de subsistance alternatifs. En fait, ces domaines de mobilisation sont souvent confondus (Chilito Piamba, 2018).

Outre les assassinats, la simple pratique de la stigmatisation vis-à-vis de ces leaders sociaux, accusés d'engagement auprès des cultivateurs de coca, ou d'être des alliés objectifs des groupes armés, constitue une manière de les faire taire, soit en les plaçant sous la menace de groupes armés opposés, soit en justifiant leur répression par les forces armées régulières, et en réduisant leur légitimité et leur visibilité au-delà des limites du territoire. Or, c'est une stratégie largement employée par les promoteurs de grands projet face aux mouvements d'opposition.

Ils contribuent à la faible résistance locale aux grands projets, qui est interprétée comme une adhésion globale par les promoteurs. D'autre part, cela limite la participation permettant l'identification des populations impactées et la remontée d'enjeux locaux et les attentes des communautés, nuisant à sa gouvernance locale, et le contrôle de la mise en œuvre effective des

mesures programmées. Les constructeurs sont à ce titre soupçonnés d'avoir directement tiré profit des déplacements et de la désorganisation sociale locale pour réduire les coûts des plans de rachat des terres et de compensation.

Le développement du territoire dans la foulée de la construction du barrage a aussi bénéficié d'une économie de résidences secondaires autour du réservoir souvent alimentée par des grands propriétaires liés à la criminalité organisée de Medellín, qui investissent dans la terre dès les années 1980 pour blanchir l'argent du narco-trafic. L'effondrement des cartels dans les années 1990, qui ont libéré la région d'une partie de leur influence a permis de développer l'industrie touristique sur cette base autour du réservoir et du pic du Peñol après la mise en opération du projet (Villa Arenas, et al 2009).

1.3.2 Des méthodes contraintes d'évoluer

Toutefois, la situation évolue depuis Guatapé. Outre une consolidation de la réglementation socio-environnemental et les enjeux de RSE, le contexte de post-conflit engage en théorie les constructeurs dans une démarche volontariste contre les moteurs et les intérêts du conflit armé.

Au regard de l'expérience de Guatapé, les mesures associées au développement d'Ituango semblent à ce titre destinées à éviter l'émergence d'un conflit socio-environnemental qui, en interagissant avec le conflit armé, se traduirait par une nouvelle polarisation de la violence sur le territoire témoignant d'un échec de l'entreprise de remplir ses objectifs pour la construction de la Paix Territoriale.

Les progrès majeurs entre les plans de gestion des impacts de Guatapé et ceux de Ituango résident dans la prise en compte des impacts indirects, les efforts pour préserver la vocation paysanne des territoires où se construit le projet et une conception intégrale et participative des compensations à travers des mesures pour promouvoir le développement local, présentées comme volontaristes par EPM, en anticipation du conflit socio-environnemental. L'autre progrès consiste en une gestion non exclusivement répressive du conflit armé, liée au contexte de Paix Territoriale, caractérisée par un accompagnement commun des victimes de déplacement involontaire et de déplacement forcé dans le fond du canyon.

Or, la Paix Territoriale représente pour cette problématique un outil à double tranchant pour les promoteurs du barrage d'Ituango.

Certes, les principes de la Paix Territoriale permettent finalement d'élaborer un cadrage du discours sur une gestion de front des conflits locaux et du conflit armé, en limitant le conflit socio-environnemental. Toutefois, la Paix Territoriale offre aussi un contexte plus favorable à l'émergence

de conflit socio-environnemental, y compris en anticipation d'impacts moindre, voir les encourage au nom de principes participatifs, dans la mesure où ils ne s'exacerbent pas de manière violente. Or, la Paix Territoriale implique justement de multiplier les arènes de participation pour les acteurs de ces conflits, et donc demande aux promoteurs des projets de mettre en visibilité ces conflits au nom d'exigence démocratiques, censés servir de béquille à la paix. Or, ces conflits socio-environnementaux dans le contexte colombien pourraient remettre en lumière le lien entre grands projet et conflit armé, au moment où EPM essaie de s'en démarquer. Ainsi, le mouvement civique a été reconnu par en 2018 par l'unité des victimes comme sujet de réparation collective. La responsabilité de l'état est engagée dans cette reconnaissance, pour n'avoir pas su protéger le mouvement contre les violences, et le discours sur l'infiltration du mouvement par les guérillas, qui expliquait ces violences tout en justifiant sa répression, donc le discours d'EPM, se trouve fragilisé.

Des « héritiers » du mouvement civique de l'Oriente, et d'autres, dans le contexte de post conflit, mais aussi dans celui de re-primarisation de l'économie et de libéralisation, qui se traduit par une nouvelle forme de privatisation de territoires et de ressources, des conflits socio-environnementaux gagnent en vigueur sur le territoire et s'opposent en particulier à l'économie extractive.

Or, si les grands barrages ne sont pas des projets extractifs à proprement parler, ils présentent des caractéristiques et des effets propres à l'industrie extractive s'ils ne se traduisent pas des effets reconnus au niveau local en matière de développement. Ainsi, Guatapé peut être qualifié de projet extractif accaparant eau et territoire.

Or, les conflits socio-environnementaux, et plus généralement, les conflits locaux dont ils sont l'expression, deviennent à partir des années 1990 des enjeux pour la viabilité même des projets, d'autant plus s'ils se situent dans des territoires du conflit armé, comme en témoigne l'exemple de Urrá 1.

2 Complexe hydroélectrique Urrá.

Le barrage de Urrá I construit entre 1995 à 2000 est situé sur le Rio Sinu dans le municpe de Tierralta, Cordoba, à 270 km de son embouchure dans la Ciénaga Grande de Loricá Le projet prend initialement la forme de deux centrales : Urrá I avec une capacité de 340Mw et Urrá II, avec une capacité de 710 MW, associé à des aménagements annexes d'irrigation en aval. Urrá I traduit une ambition de valoriser les ressources hydroélectriques du Nudo de Paramillo. Or, ce territoire est phagocyté par les intérêts de groupes aux marges de la loi qui constituent une menace pour ces ressources.

L'expérience de Urrá I, entré en opération en 2000, peut être éclairante sur les stratégies et les

perspectives du développement dans les marges tel qu'il est pensé pour la sortie de conflit dans le canyon du Cauca avec le projet de barrage d'Ituango parce que les deux projets sont construits sur des territoires proches et présentant des caractéristiques comparables pour certains aspects socio-économiques, sécuritaires, géographiques. Le barrage d'Ituango est localisé dans la zone d'amortissement du parc du Nudo de Paramillo tandis que le réservoir du barrage de Urrá occupe des territoires dans le parc même. Or, leur prise en compte des enjeux représentés par ces caractéristiques s'appuie sur des discours similaires. En particulier, le discours des développeurs du barrage d'Ituango sur ses bénéfices pour la récupération du Nudo de Paramillo se calque sur celui de Urrá, tout en s'inscrivant dans le processus de paix de la Havane.

2.1 Des objectifs multiples

2.1.1 Électricité et irrigation.

Contrairement à Ituango qui est uniquement destiné à la production d'électricité, Urrá I est défini comme multi-usage, de génération d'énergie, d'irrigation et de contrôle des crues. À l'origine, le contrôle des crues est l'objectif principal. Le barrage doit protéger les populations riveraines du Sinu en limitant le risque d'inondation en période hivernale sur 405 000 hectares vulnérables.

En parallèle, il doit emmagasiner de l'eau pour irriguer 310 000 hectares de terres fertiles le reste de l'année. Pour cela, sa construction est précédée par la mise en œuvre dans les années 1970 d'un complexe d'irrigation financé en partie par la Banque Mondiale, dans le bassin versant du Sinu en aval du parc le long de l'autoroute reliant le Nord-ouest colombien à la côte du département de Cordoba. Ce complexe doit permettre l'amélioration économique et des conditions de vie dans la région, avec la valorisation agricole de la très fertile Ciénaga Grande de Lórica, qui couvre environ 3000Km² (Madera Arteaga, 2014).

Les études prévoient grâce à ce complexe une augmentation des surfaces agricoles de 20 000 à 150 000 hectares, qui permettront la production intensive de crevettes et les monocultures. Le barrage doit optimiser le fonctionnement de ce complexe d'irrigation. À ce titre, il représente le moteur d'une vaste stratégie de développement agro-industriel dans cette région du Cordoba et pour la côte Atlantique (Leguizamón Castillo, 2015). Au niveau national, le projet Urrá I doit ainsi initialement permettre d'améliorer la compétitivité de l'agriculture et de l'industrie.

Suite à la crise énergétique mondiale et l'augmentation des cours du pétrole dans les années 1970. Les études sur le potentiel hydroélectrique du pays à cette période font en outre apparaître Urrá I comme présentant un bon potentiel de génération. (Rodríguez Garavito, Orduz Salinas, 2012)

Il est alors estimé que la région de la côte Atlantique dispose grâce au Rio Sinu du potentiel pour absorber le déficit national, Dans les années 1980, la côte Atlantique développe également l'industrie extractive et l'industrie carbochimique et pétrochimique, fortement consommatrices d'énergie, ce qui donne un intérêt supplémentaire au développement hydroélectrique (Leguizamón Castillo, 2015).

À la fin des années 1980, Le projet sert aussi des stratégies d'ouverture économique en impliquant la recherche d'investisseurs internationaux, et en prévoyant d'exporter de l'énergie vers le Panama à proximité. Son développement est couplé à la connexion du territoire au marché international, appuyée par la rénovation des routes et la construction d'un port en eau profonde dans la baie de Cispatá pour la commercialisation des productions agro-industrielles. Le projet de barrage doit en outre permettre de récupérer la navigabilité du fleuve Sinu (Madera Arteaga, 2014).

À ce titre, Urrá I représente des perspectives de développement des systèmes productifs à l'échelle régionale, objectifs qui sont aussi développés dans le cadre du barrage d'Ituango, notamment via le développement des autoroutes de la prospérité, des ports en eau profonde de l'Uraba, et de l'industrie aluminium de la côte.

2.1.2 Protection environnementale

Le projet Urrá I a la particularité d'occuper des territoires dans la zone de protection maximale du PNN Nudo de Paramillo (Observatorio de Conflictos Ambientales, 2017). Dans le contexte sécuritaire du parc, cette situation se justifie grâce à un discours sur la vocation du projet à lutter contre les intérêts illégaux au bénéfice de la conservation environnementale sur le territoire.

Au début de la construction de Urrá 1 dans les années 1990, l'hydroélectricité apparaît comme une aide à la reprise du contrôle territorial aux groupes armés qui empêchent la réalisation des objectifs de conservation. Contrôler la quantité et la qualité de l'eau parvenant au réservoir notamment en limitant le dépôt de sédiment et de matières organiques est en effet vital pour maintenir la capacité du réservoir. Cela implique de protéger les fleuves contre les activités polluantes et de déforestation mises en œuvre illégalement dans le parc par les groupes aux marges de la loi qui profitent de la vulnérabilité des communautés et de la faible capacité de régulation des activités. En particulier les activités ciblées sont la mine illégale et les cultures de coca. Pour rendre cette protection effective, les barrages constituent un apport économique et en termes de contrôle territorial pour le parc.

À travers la protection des forêts replantées, vitales pour la structure des réservoirs, et la création de réserves forestières faisant véritablement l'objet d'un contrôle efficace, les ressources des constructeurs du barrage sont mises au profit de la reprise du contrôle territoriale dans le PNN. En

outre, les études commandées pour établir le diagnostic territorial de la zone d'influence du projet ont permis d'enrichir la connaissance sur les caractéristiques environnementales de cette partie du territoire. La contribution financière de Urrá 1 au PNN s'est ensuite étalée sur les dix premières années de vie utile du barrage, améliorant les capacités des organismes de régulation environnementale et de gestion des conflits.

D'autre part, les communautés du Parc vont être débarrassées du risque de violence exercé par les groupes aux marges de la loi, et celles en aval vont bénéficier d'une amélioration de leurs conditions de vie grâce à l'irrigation, l'équipement et l'électrification en dehors des limites du parc.

Dans ces conditions, le bilan entre avantages et inconvénients du barrage est présenté comme positif par les constructeurs en dépit des déplacements involontaires et des impacts locaux sur les écosystèmes. Le barrage apparaît à ce titre finalement comme un correctif des effets contre productif du PNN en matière de protection environnementale et de régulation des activités illégales dans le parc. Ainsi, si le projet multi-usage Urrá I vise en priorité des objectifs d'électrification, irrigation et contrôle des crues pour moderniser les territoires agricoles en aval, sa capacité à extraire les groupes aux marges de la loi qui nuisent aux objectifs de conservation dans le Nudo de Paramillo est aussi mobilisée comme un objectif de projet.

Ce discours permet de justifier la présence du barrage dans une zone a priori réservée exclusivement à des activités de conservation en donnant au projet une vocation environnementale (Leguizamón Castillo, 2015). Au cours du chantier, le caractère superficiel de ce discours est toutefois mis en évidence.

2.2 Conflits et mauvaise gestion

Comme à Guatapé, Urrá I génèrent un bouleversement socio-économique et socio-environnemental qui, au lieu de se traduire par une reprise du contrôle territoriale, renforce une instabilité qui favorise les intérêts illégaux et s'aggrave avec le conflit armé.

En particulier, le début des travaux va générer deux types de conflits autour du projet Urrá. Le premier est le conflit d'ordre socio-environnemental qui met les communautés indigènes Embera Katios, des pêcheurs et petits paysans locaux aux prises avec les constructeurs et les représentants des intérêts de l'agro-industrie. Le deuxième va mobiliser des groupes d'intérêts aux différentes échelles du territoire, autour de la controverse selon laquelle le barrage, mal planifié et inutilement coûteux, sert principalement les intérêts de l'élite de la côte Caraïbe, au détriment de l'échelle locale, mais aussi d'autres secteurs économiques et d'autres territoires.

2.2.1 Bouleversement socio-environnemental

2.2.1.1 Une estimation des impacts insuffisante

Le barrage d'Urrá dispose d'un mur de 73 mètres de haut pour 660 m de long au sommet, et d'un réservoir de 1 890 millions de m³. Ce réservoir est censé inonder 7400 hectares de jungle selon l'EIA, mais certains observateurs estiment que ce sont en fait 8500 à 9000 hectares de jungle qui sont détruits du fait de l'altération du cours du fleuve (Observatorio de Conflictos Ambientales, 2017). Par ailleurs, en dépit du discours sur sa vocation environnementale, la décomposition de matières végétales dans le réservoir détériore la qualité de l'eau et augmente les émissions de GES. La forte sédimentation en amont risque de diminuer la durée de vie utile du barrage, alors estimée à 50 ans. Par contre en aval, la diminution des sédiments réduit l'apport en nutriment et affecte la production agricole. L'érosion des berges accélère.

Cela a immédiatement des impacts tangibles sur les populations riveraines. La construction du réservoir fragmente le territoire et les communautés, empêche la communication entre elles en plus d'entraîner une perte de l'habitat, des ressources et du patrimoine culturel et naturel associé au fleuve et au territoire (Rodríguez Garavito, Orduz Salinas, 2012).

L'eau n'est plus potable, ce qui implique l'achat d'eau aux populations voisines bénéficiant de systèmes d'aqueduc (Leguizamón Castillo, 2015). La mauvaise qualité de l'eau du fleuve affecte aussi la faune et la flore. En particulier, les poissons disparaissent. Ils subissent la pollution des eaux en aval du barrage. Le problème vient principalement des fortes concentrations en fer et la contamination bactérienne dans l'eau après le passage du barrage (Madera Arteaga, 2014). À cause du barrage lui-même, les poissons migratoires bocachicos ne peuvent plus remonter à la source du fleuve (Leguizamón Castillo, 2015). Principale source de protéine des populations locales, leur disparition affecte les conditions de vie des communautés, la satisfaction de leurs besoins de base, la santé.

Plus généralement, la productivité de la pêche, la diversité des espèces capturées et la taille des prises se sont effondrées. Les prix du poisson augmentent. Cela change le régime des populations. Les poissons sont vendus pour acheter de la viande. Ce phénomène engendre aussi des rivalités entre populations pour la pêche du fait de la rareté des poissons et dégrade les tissus sociaux. Des conflits apparaissent avec des pêcheurs extérieurs au territoire.

En outre, le barrage affecte les ressources alimentaires et donc l'autonomie des populations dans les zones agropastorales en aval. Principalement, les paysanneries et les pêcheurs en aval ont adapté leurs pratiques aux variations saisonnières du fleuve et de la Ciénaga en développant des cultures

« amphibies », associant pêche, pâturages et cultures alternées (Madera Arteaga, 2014). Or ces pratiques sont déstructurées par le contrôle des crues opéré par le barrage qui limite la variabilité du niveau de la Ciénaga. Le rythme des crues/étiages dépend maintenant du barrage qui sert aussi des objectifs de génération électriques et d'irrigation des cultures industrielles, prioritaire sur les intérêts de paysanneries. Ces objectifs peuvent impliquer de noyer les terres dans la ciénaga avant la récolte ou les dessécher.

Ces conditions d'écoulement du fleuve réduisent la surface de pâturages accessibles à cause des sécheresses, et aggravent le risque d'accident pour les habitants (noyades, glissement de terrain) et pour les bêtes sur les terrains marécageux. Les populations en aval du barrage ne peuvent plus dépendre exclusivement des ressources de la Ciénaga et deviennent plus dépendantes des marchés et services extérieurs. (Madera Arteaga, 2014)

Ainsi, la perte des activités de pêche et l'impossibilité de poursuivre les pratiques agricoles alternées dans la ciénaga participent à renforcer la dépendance à l'argent de ces populations pour leur subsistance, et à les fragmenter, ce qui les expose à un risque de misère. Il est estimé que 40 000 familles de pêcheurs ont perdu leur moyen de subsistance. La mécanisation de l'agriculture dans les fermes productives a empêché les populations de trouver des alternatives d'emploi à la pêche. Les femmes cherchent des emplois comme domestiques dans les villes, les jeunes s'en vont vers Monteria, Cartagena, Bogotá ou vers les régions de cultures de palme (Centro Nacional de Memoria Historica, 2010).

2.2.1.2 Des systèmes de compensation inadéquats

Ces risques pour les systèmes de production locaux et la biodiversité ne sont pas pris en compte dans les études d'impact (Observatorio de Conflictos Ambientales, 2017). Cela donne donc lieu à des plans de gestion des impacts considérés comme insuffisants. Le chantier commence malgré les irrégularités pointées dans cette gestion. Elles ne sont pas considérées comme des obstacles infranchissables à la mise en œuvre du projet par les organismes de régulation, dans le système de régulation encore fragile à la veille de la création du ministère de l'environnement et de l'institutionnalisation du principe des EIA.

La question de la relocalisation des populations vivant dans la zone d'inondation du réservoir du barrage est critique. Les zones de relocalisation identifiées dans le cadre du projet n'offrent pas toujours les conditions antérieures d'accès aux ressources et aux infrastructures. Cela se traduit par une dégradation des conditions de vie. L'indemnisation monétaire favorisée pour la perte des terres et des moyens de subsistance a perturbé le modèle de subsistance des communautés. L'absence

d'accompagnement technique, social et institutionnel les a empêchés d'en tirer profit à long termes (Leguizamón Castillo, 2015).

Par ailleurs, l'informalité et le clientélisme dans la région, favorisé par le contexte de marge, ont compliqué l'identification des personnes à indemniser/compenser. Ces processus attirent des sollicitudes de terres opportunistes de populations extérieures au territoire pour bénéficier de compensations, faisant augmenter la pression démographique, avec pour première conséquence une accélération de la déforestation. Des terrains dans les zones humides asséchées pour la construction des infrastructures associées au barrage sont en outre titularisés à des grands propriétaires dans des objectifs spéculatifs. (Leguizamón Castillo, 2015)

2.2.1.3 Mobilisation socio-environnementale

Une mobilisation des indigènes Embera Katios va s'organiser contre le barrage dans les années 1990. Ces derniers sont particulièrement vulnérables face aux impacts des grands projets du fait des interactions fortes qui existent entre l'organisation socioculturelle et économique de ces populations et les caractéristiques physiques de leurs territoires. C'est population sont en outre souvent dans des situations de misère et leurs cultures sont menacées d'extinction. À ce titre, ils font l'objet d'une protection spécifique dans la constitution de 1991. La constitution reconnaît la diversité ethnique et culturelle de la nation colombienne. La Colombie devient ainsi l'un des premiers pays d'Amérique latine à s'engager dans une telle reconnaissance.

À travers ce principe, la constitution donne des droits et prévoit une protection spécifique pour les minorités ethniques et les paysanneries contre les discriminations et la marginalisation. (Laurent, 2012). Cela se manifeste à travers les lois sur les terres collectives indigènes (resguardos) et paysannes (les Zonas de Reserva Campesinas), qui seront réactualisées dans le cadre du processus de paix). Elles sont délimitées par le gouvernement national avec la participation de représentants des communautés. Ce sont des propriétés collectives, gouvernées par des conseils formés en fonction du droit coutumier. Les groupes ethniques disposent sur ces terres de pouvoirs spécifiques en matière d'aménagement du territoire. Ils doivent par ailleurs bénéficier d'une consultation préalable obligatoire en vue d'une réparation collective en cas de planification d'un projet d'infrastructure sur leur territoire. (Lopera Mesa, Dover, 2013). La consultation préalable vise à identifier les dommages potentiels, à rapprocher et à informer les populations et surtout à leur faire prendre conscience de la situation de victimisation dont elles peuvent faire l'objet. La réparation collective part du principe que la somme des dommages individuels est inférieur aux dommages collectifs encourus par les minorités et qu'à ce titre, les réparations doivent suivre la même logique.

En parallèle, la constitution de 1991 prévoit la création de La Defensoria Del Pueblo (défenseur du peuple) qui dispose d'une délégation spécialisée sur les questions indigènes, et chargée de veiller au respect du droit commun et des droits spécifiques indigènes, en particulier le droit à la consultation préalable et à la réparation collective.

Il est en outre reconnu au moment de la rédaction de la constitution que les indigènes sont particulièrement menacés par le développement extractif, l'urbanisation et la mondialisation. En dépit de la reconnaissance indigène par la constitution, la protection de l'héritage culturel des Embera Katios est toutefois loin d'être une réalité dans le développement de Urrá I.

Au moment où la construction du barrage d'Urrá commence, deux ans après la promulgation de la constitution, l'application de ces principes reste fragile. Dans les années 1980, des projets de recherche avaient été entrepris afin d'identifier le patrimoine archéologique indigène du territoire et de le préserver dans le contexte de construction du barrage. Un seul site archéologique est identifié dans la zone d'inondation, et des éléments sont mis à l'abri à la dernière minute avant le début du remplissage. Mais la méthodologie de recherche est contestée. De même, aucune information sur d'éventuels vestiges dispersés n'est disponible. Les travaux sont considérés comme superficiels, des organismes responsables manquent de ressources, de transparence et d'indépendance. (entretien avec Neyla Castillo Espitia, professeur d'archéologie de l'Universidad de Antioquia) Dans les plans de compensation du Urrá I, l'accompagnement des Emberas en situation de déplacement se borne à des plans de relocalisation et à des indemnités financières.

Les Emberas du Nudo de Paramillo ne sont à priori que marginalement concernés par les impacts du barrage. Ces groupes multiples occupent le bassin du Sinu depuis les hauteurs du Paramillo à l'intérieur du parc jusqu'à la Ciénaga Grande de Lorica à l'arrivée du fleuve en plaine. Sur 12 000 habitants qui doivent quitter leur terre à cause du réservoir, dont 5 462 paysans, seule une centaine appartiendrait à l'ethnie. Mais l'éclatement de la communauté et les bouleversements des écosystèmes les affectent particulièrement au-delà de la question du déplacement et de la perte de moyens de subsistance. Les populations indigènes, déplacées au cas par cas par la perte d'accès aux ressources de leur territoire se sont dispersées ou ont migré vers les villes à proximité. (Leguizamón Castillo, 2015) Avec la pression migratoire et l'apparition de nouvelles pratiques d'exploitation de leur territoire, ces populations sont affectées par l'alcoolisme, la prostitution, le chômage (Las 2 Orillas, 2015). Aucun accompagnement psychosocial n'est prévu pour ces populations, aggravant ainsi leur vulnérabilité. Ces phénomènes touchent aussi ceux qui ont pu rester dans la région.

Dans le contexte de Urrá I, les Emberas se mobilisent contre l'expulsion des terres ancestrales et la

dégradation des ressources et du patrimoine culturel. Pour les opposants au barrage de Urrá 1, les propositions de développement associées I ne sont pas durables ni compatibles avec les économies agraires traditionnelles des communautés Embera, et elles favorisent le latifundium (Leguizamón Castillo, 2015). Les impacts ne sont pas mitigés par les bénéfices en termes de conservation promis par le projet. En outre, l'énergie produite ne pourra profiter réellement aux populations locales en raison du coût élevé de production et de distribution du Kwh dans cette région reculée.

Ces processus sont en contradiction avec le discours des constructeurs sur une amélioration locale des conditions de vie associée à une meilleure protection environnementale contre les activités illégales. Cela contribue en outre à consolider l'image de zones de non-droit, ou au moins de grande fragilité de l'État dans certaines marges rurales du pays.

Les Embera sont rapidement rejoints par des paysanneries et des pêcheurs de la ciénaga.

2.2.1.4 Rétroaction entre conflit armé et conflit socio-environnemental

Comme à Guatapé, le conflit socio-environnemental exacerbé autour de Urrá I rétroagit avec le conflit armé. D'une part, les difficultés locales liées au développement d'Urrá I, notamment en ce qui concerne la compensation, découlent d'enjeux de conflit armé et de concentration illégale des terres sur le territoire. Le barrage d'Urrá I, est construit à la fin des années 1990 en plein pic de violence entre Farc et Paramilitaires. Cette situation engendre des déplacements massifs, notamment des indigènes Embera Katios.

Dans le contexte de conflit armé, les populations rurales se trouvent souvent en situation de grande vulnérabilité au moment du lancement du chantier, et leur capacité d'adaptation aux nouvelles dynamiques du territoire s'en trouve amoindrie. La présence de groupes aux marges de la loi explique en grande partie l'informalité généralisée de possession de la terre et d'activités des communautés, souvent en situation de déplacement forcé dans le parc. Le risque de déplacement renouvelé augmente l'incertitude des populations concernées par les relocalisations et compromet l'efficacité des mesures de compensation. La perte d'accès aux activités illégales (mine illégale, cultures de coca) ne font l'objet d'aucun système de compensation laissant les populations concernées sans ressources.

Le contexte de conflit armé aggrave aussi la vulnérabilité de ces populations en réduisant l'ancrage institutionnel et en promouvant les activités illégales, ce qui favorise les mauvaises pratiques faute de contrôle efficace, et réduit les recours des populations face aux abus, faute de titres de propriété, ou d'activités légales.

Dans ce contexte, les perspectives du barrage en termes de développement, inégalement réparties,

réactivent la conflictualité latente au sein d'une communauté fortement fragmentée et polarisée par l'influence des groupes armés. Cette influence conditionne des relations conflictuelles au sein des communautés et entre les communautés locales et les acteurs institutionnels et entraînent une croissance de l'insécurité locale.

Les activités des groupes aux marges de la loi sont menacées par la construction du barrage au-delà de la zone de submersion du réservoir. En effet, le projet rompt l'isolement de la zone et s'accompagne d'une militarisation du chantier pour sécuriser les infrastructures. Les constructeurs font appel à l'armée et à des groupes de sécurité privée. Peu à peu, le chantier est transformé en camp militaire servant de base d'opération contre la guérilla dans la région. Cela favorise les affrontements et les représailles contre la population civile.

Les groupes armés et de la criminalité organisée, soucieux de défendre leurs intérêts, sont amenés à réagir soit par des confrontations directes avec les forces publiques, soit par l'intermédiaire des communautés locales, souvent impliquées dans les activités illégales. Cela devient facteur de violence envers les civils. Ils sont utilisés comme boucliers pour défendre les terres et les ressources des groupes illégaux. Les principales conséquences de ces manœuvres sont une augmentation de l'insécurité et des indices de violences, la multiplication des mines antipersonnel, de nouvelles vagues de déplacements forcés.

Comme dans le cas de Guatapé, la présence des groupes armés donne lieu à la stigmatisation de la résistance au barrage par les constructeurs. Les groupes mobilisés sont accusés d'être complices des intérêts des groupes armés, ou forcés par ces derniers à résister au barrage, pour protéger les activités illégales au détriment du développement économique formel. Cela permet finalement un effacement de la mobilisation au profit des constructeurs au prix d'une aggravation de l'instabilité autour du barrage. Ainsi, les conflits dans le cadre du barrage de Urrá 1 découlent principalement d'une mise en contact de populations et de groupes d'intérêts locaux avec d'autres intérêts extérieurs, (indigènes, groupes agro-industriels, ouvriers du chantier, acteurs armés) générant des conflits déséquilibrés qui ne font l'objet d'aucune régulation efficace.

Ce regain d'instabilité compromet les objectifs du projet. Le développement associé à la construction du barrage de Urrá 1 va donner lieu à une aggravation dramatique de la dégradation socio-environnementale et de la vulnérabilité de la population associée au conflit armé dans le contexte de marge, ce qui représente aussi des coûts occultés dans le bilan du projet.

Comme dans le cas de Guatapé, la suspension des crédits de la Banque Mondiale va représenter un véritable moyen de pression financier sur les constructeurs de Urrá I. Cette suspension résulte de

doutes sur les coûts réels et des suspicions d'irrégularité dans l'attribution de la licence environnementale (absence d'études approfondies des impacts, de la capacité et de la durée de vie utile du barrage) et dans l'appel d'offre du projet (suspicions de clientélisme, corruption). Or, dans le cas d'Urrá I c'est la mobilisation des Embera Katios qui fait émerger ces doutes. Ils contribuent ainsi à compliquer financièrement et légalement la concrétisation du projet. Les Emberas obtiennent également plusieurs suspensions temporaires des travaux par la cour constitutionnelle qui font prendre du retard au chantier (Madera Arteaga, 2014) toujours grâce à la pression des mouvements locaux qui suscitent l'intérêt de bailleurs de fonds internationaux. Un élargissement des plans de compensation est obtenu. Certains des impacts ont finalement été pris en compte très tardivement. Ainsi, depuis 2011, des aqueducs ont finalement été installés pour les populations riveraines affectées par la perte de potabilité de l'eau du fleuve. (Madera Arteaga, 2014). Mais sur l'essentiel des sujets, la mobilisation socio-environnementale ne suffit pas à mettre en cause la construction d'Urrá I en dépit de retards pris dans la construction. Les Embera n'obtiennent pas gain de cause sur la protection de leur territoire et les travaux se poursuivent jusqu'à la mise en opération.

2.2.2 Une superposition de conflits

Au conflit socio-environnemental opposant communautés locales et constructeurs s'ajoutent dans le cas de Urrá I d'autres formes de conflits non armés qui compromettent les objectifs du projet et interagissent avec le conflit armé. Ces conflits sont liés à la complexité des jeux d'acteurs et d'intérêts qui participent à l'élaboration d'un projet de barrage. Ils entretiennent des rapports de force qui évoluent dans le temps et l'espace, influencent la définition des projets et de leurs objectifs, compromettent leur viabilité ou au contraire favorisent leur mise en œuvre. Ces processus mettent en lumière des enjeux de gouvernance des projets de développement dans des territoires en proie à une grande faiblesse institutionnelle.

Le territoire a ici une dimension de zone de réserve pour ses ressources hydrauliques, hydroélectriques et en terres fertiles, et pour la conservation. La reprise de contrôle territoriale aux groupes armés donne lieu à une compétition pour accaparer certaines de ses ressources. Le contrôle des inondations, l'irrigation, la génération d'énergie, l'augmentation des terrains pour l'agriculture, l'amélioration des conditions de vie grâce à l'amélioration du réseau routier permettant l'arrivée de nouveaux produits sur les marchés ou la préservation des espaces naturels, entrent en compétition. Pour tous ces acteurs, les dysfonctionnements liés à la rencontre entre acteurs armés et enjeux de conservation sont susceptibles d'être instrumentalisés dans les rapports de force.

Les enjeux de faire converger des intérêts multiples et pas toujours compatibles pour optimiser les

chances de le voir un jour se concrétiser conduisent ses promoteurs à adapter et redéfinir leurs objectifs au cours du temps. Ces rapports de force évoluent dans le temps et l'espace en fonction de facteurs locaux et externes. Ces rapports de forces complexifient les objectifs du barrage au risque d'englober des incohérences qui se manifestent lors de leurs mise en œuvre.

Or, dans le cas du barrage d'Urrá I, la mauvaise gestion de ces rapports de force, en contribuant aux dysfonctionnements qui ont conduit à l'annulation de Urrá 2, compromet la viabilité du projet.

Cela représente des enjeux pour le barrage d'Ituango où des rapports de force complexes concourent aussi à faire évoluer les objectifs du projet au cours de son élaboration, et où les évolutions en matière de gouvernance rajoutent une part de complexité.

2.2.2.1 Des groupes d'intérêts porteurs d'objectifs contradictoires

À l'image du barrage d'Ituango, le projet de construction d'Urrá I voit le jour au milieu du 20^e siècle mais le budget et les caractéristiques du barrage ne sont définis que dans les années 1980. La concrétisation du projet et le début des travaux devront attendre les années 1990. Au cours du demi siècle de gestation du projet, ses objectifs ont évolué en fonction d'enjeux globaux (crise du pétrole, climat), nationaux (production d'énergie, ouverture économique) et régionaux (développement agro-industriel, clientélisme politique).

À l'origine, le barrage était principalement destiné à la régulation hydraulique. Le projet est alors perçu par les opposants comme un moyen d'étendre les grandes propriétés et le pouvoir des milieux politiques de la côte. Pour Kimy Pierna, leader de la contestation Embera qui sera assassiné par les paramilitaires à la fin des années 1990, le projet de barrage sert le clientélisme et le latifundio en augmentant la quantité de terres disponibles pour les grands propriétaires en détruisant la zone humide en aval d'un parc naturel national. (Leguizamón Castillo, 2015)

En aval, le principal gagnant de Urrá I doit être l'agro-industrie qui bénéficie de la distribution d'énergie subventionnée, des possibilités d'irrigation qui améliore la production. (Madera Arteaga, 2014)

L'intérêt hydroélectrique, marginal dans un premier temps, gagne peu à peu en importance dans sa définition, jusqu'à devenir prioritaire en dépit du coût élevé au Kwh par rapport à d'autres projets (Leguizamón Castillo, 2015).

En fait, les perspectives qu'ils représentent pour le secteur énergétique colombien vont s'avérer déterminants pour la validation de la faisabilité du projet, en justifiant son intérêt alors que la construction s'annonce particulièrement coûteuse. Les milieux politiques comptent en outre sur des

profits économiques générés par les royalties, et à la revente d'énergie, notamment à l'exportation, et du profit politique grâce à l'appui des industriels. Ils auraient fait pression sur le gouvernement pour l'approbation du projet en faisant valoir l'isolement de la région vis-à-vis de l'État centralisé, en présentant le barrage comme élément déterminant du développement régional de la côte. Finalement les enjeux énergétiques précipitent l'octroi de la licence environnementale en 1993 malgré la persistance d'intenses débats sur le rapport coûts-bénéfices. (Madera Arteaga, 2014).

Or, cette importance prise par les enjeux énergétiques dans la planification du barrage va aussi déterminer la définition des caractéristiques du projet et donc de ses impacts environnementaux et des mesures de mitigation, quitte à compromettre son utilité pour le contrôle des crues et l'irrigation.

En 2000, les 340Mw produit par Urrá peuvent satisfaire 4 % de la demande du pays. Il constitue le grand barrage colombien au coût et au nombre d'ha affecté par MW produit le plus élevé. En outre la retenue d'eau destinée à rendre disponible le débit nécessaire pour la génération électrique n'est pas régulé en fonction des besoins d'irrigation des agricultures en aval. Cela bouleverse les écosystèmes locaux dont dépend la population. Dans ces conditions, la capacité est faible au regard des impacts sur les économies locales à prévoir et qui concernent l'ensemble du bassin versant (Leguizamón Castillo, 2015), d'autant plus que ces impacts seraient sous-évalués par les constructeurs, et les mesures de compensation insuffisantes.

Après la mise en œuvre du projet, des polémiques émergent sur les objectifs en termes d'électrification qui ne sont pas atteints, pas plus que ceux de prévention des crues selon l'OCA (observatoire des conflits environnementaux). Le développement de l'agriculture et les réseaux d'irrigation ont en fait augmenté le risque d'inondation avant la construction du barrage. (Madera Arteaga, 2014) Le changement climatique et l'élargissement de la frontière agraire ont en outre causé des perturbations des débits dans les ciénagas supérieures aux capacités de régulation du barrage. À plusieurs reprises, face à des pluies torrentielles, les turbines sont fermées ou au contraire mises en marche forcée pour empêcher des inondations en amont ou en aval, sans grand succès. Les zones agricoles en aval sont régulièrement inondées. (Madera Arteaga, 2014). La construction du complexe d'irrigation n'a pas été valorisée par les infrastructures du barrage et a montré ses limites.

À termes, il n'y a pas non plus d'amélioration perceptible en termes de qualité de vie au niveau locale. Le barrage de Urrá I apparaît comme une infrastructure produisant (peu) d'énergie et de développement pour des populations extérieures au territoire alors que ceux qui ont le moins

bénéficié de sa construction sur le territoire, les Embera Katio, en ont subi l'essentiel des impacts.

Pour justifier l'insuffisance d'Urrá I les constructeurs invoquent l'annulation de Urrá II qui devait permettre l'optimisation du premier en termes de capacité énergétique autant que de contrôle des flux. Or, Urrá II impliquait la construction d'un réservoir 5 fois plus grand que Urrá I, prévoyant d'inonder 12 % de la surface du PNN Nudo de Paramillo (Observatorio de Conflictos Ambientales. 2017). L'annulation résulte d'une mauvaise anticipation des enjeux environnementaux, pourtant en théorie prioritaire dans le projet alors que la vigilance et la régulation se consolident progressivement dans les années 1990, mais aussi de perspectives en termes de coûts et de conflit pour le partage des ressources entre différents secteurs (extractifs, agro-industriels, métallurgiques) trop élevé, notamment après l'expérience de Urrá I.

Cela traduit des incohérences internes au sein du projet, qui nuisent à son efficacité voir à sa viabilité. Ces incohérences résultent d'insuffisance dans la régulation des conflits face à la complexité croissante des intérêts en jeu dans l'élaboration des projets hydroélectrique en Colombie.

Cette complexification découle notamment de la prise d'importance des enjeux de génération hydroélectrique pour l'exportation d'énergie et de processus industriels fortement consommateurs d'énergie, de la concurrence entre agro-industrie et latifundio spéculatif, et d'un contexte d'émergence de nouveaux enjeux de développement, environnement, droit des communautés indigènes dans un contexte de décentralisation balbutiant.

Ces groupes entretiennent des rapports de force qui évoluent au cours du long temps de gestation du projet du fait d'enjeux externes et internes et d'évolution de la gouvernance. Aidés par un contexte de mauvaise gestion et de mauvaises pratiques, les déséquilibres changeant dans ces rapports de force qui participent à l'élaboration d'un projet, se traduisent par l'incapacité des systèmes de gouvernance à faire émerger le projet le plus adapté pour les différentes échelles.

Pour Ríos Ocampo, Vélez Gómez (2015) qui s'intéressent en particulier aux projets développés dans l'Oriente, les impacts locaux des grands barrages sont notamment le fait d'approche centralisées, nationales ou départementales écrasant les enjeux de développement local. Dans ces conditions, la décentralisation représente une meilleure perspective pour limiter les conflits. Pour (Leguizamón Castillo, 2015) dans le cas de Urrá, c'est plutôt l'existence d'intérêts privé capable de peser, de manière légitime ou non, dans les rapports de force pour les faire pencher en leur faveur qui compromettent les perspectives de développement, locales comme nationales. Or, les institutions locales sont les instances à travers lesquels ces intérêts font jouer leur influence. Ainsi,

la décision de construire Urrá 1 apparaîtrait a posteriori comme relevant plus d'intérêts régionaux que d'intérêts nationaux et sociaux de génération à moindre coût ou de développement local. Parmi ces intérêts, la préservation socio-environnementale est reléguée au dernier plan alors même que le projet prend place dans le PNN. Les intérêts paysans, indigènes, environnementalistes locaux, sont les moins bien représentés dans ces rapports de forces (Quiñones Torres, 2015).

Cela se traduit par une superposition d'intérêts divergents, socio-environnementaux et armés générant des situations chaotiques, et compromettant le fonctionnement des projets.

Cela fait craindre des évolutions comparables avec la construction du barrage d'Ituango où la planification du projet a connu le même genre de controverses que celle d'Urrá I, mettant aux prises des groupes d'intérêt dans des contextes géopolitiques locaux, nationaux et internationaux fluctuants, et qui ont encore évolué depuis les années 1990. Les conflits d'intérêts qui s'organisent dans le cadre de la mondialisation et la libéralisation de l'économie à partir des années 1990 sont d'autant plus complexes du fait de la multiplication d'acteurs investis dans les stratégies de développement.

2.2.2.2 Grande hydroélectricité, paysanneries et parc naturel

La crise à Urrá I met en évidence un autre conflit entre acteurs parties prenantes du projet dont la régulation ne permet pas de garantir des effets positifs sur le territoire. Il s'agit de l'appui du Système national des aires protégées (Sinap) à des projets de développement d'infrastructures dans le parc pour chasser des intérêts illégaux ou informels, sources de dégradation environnementale.

Dans ce processus, les populations indigènes et paysannes locales sont à la fois ciblées par les acteurs armés qui orchestrent une violence généralisée pour défendre leurs intérêts contre le projet, et ciblés par les responsables du Parc National et les promoteurs du barrage pour les exclure du territoire afin d'améliorer la protection des cours d'eau. En parallèle de cette exclusion, le projet promeut le développement d'activités extractives et de monocultures sur les franges du PNN dont les impacts environnementaux lourds s'additionnent à ceux du barrage. Sans s'accompagner de la fourniture de services de base ou d'infrastructures légères du fait de la situation de PNN, ces projets forment ainsi des enclaves de développement dans le contexte de parc.

Non seulement cette approche génère des conflits a priori insolubles, elle tend plutôt à aggraver les impacts environnementaux des grands projets sur le territoire en poussant les communautés à des stratégies d'adaptation. Face à la destruction de leurs systèmes de subsistance et contraints au déplacement, les Embera du Sinu ont adopté de nouvelles pratiques telles que la taille des arbres et le brûlis, jugées dommageables à l'environnement. En outre, ils s'engagent dans la

commercialisation de produits du milieu, notamment d'essences rares et d'espèces vulnérables, du fait d'une monétarisation contrainte de leurs systèmes de subsistances. Leur empreinte environnementale s'en trouve considérablement renforcée même si elle reste largement en deçà de celle générée par les impacts « directs » du barrage.

Finalement, le barrage de Urrá I a d'une part catalysé la violence et d'autre part intensifié la dégradation environnementale dans le PNN. Aussi, le discours des constructeurs du barrage sur la récupération du contrôle territoriale au nom de la conservation environnementale présente un fort décalage avec le réel.

Ces dommages affectent l'ensemble d'une région pourtant stratégique pour la lutte contre les antimondes depuis les années 1990.

Dans ces conditions, la validation du discours sur la reprise du contrôle territoriale dans le Nudo de Paramillo qui a permis la mise en œuvre de Urrá I, puis le soutien de l'organisme de gestion des parcs naturels à la construction d'Ituango dans la zone d'amortissement du Parc en dépit des impacts du premier semblent en contradiction avec le principe de la Paix Territoriale et la « paix environnementale » qui inclue la protection de l'environnement comme outils pour le développement paysan et la construction de la paix.

Cela a des conséquences sur la légitimité des institutions de développement et de régulation environnementale et oblige les constructeurs à des ajustements. Or dans le cas de Urrá I, ces ajustements pour répondre aux enjeux environnementaux du projet sous la pression de bailleurs de fonds internationaux et des acteurs du conflit socio-environnemental ne vont pas simplement concerner la gestion des compensations mais la planification du complexe hydraulique et hydroélectrique du Sinu dans son ensemble. Cela va en fait participer à l'annulation de la deuxième phase, Urrá II (Madera Arteaga, 2014).

Cela témoigne d'une gestion des PNN inadaptées aux spécificités locales. Ces dysfonctionnements relèvent de déséquilibres entre deux catégories de groupes d'intérêts nécessitant la protection de leurs ressources : d'une part se trouvent les paysans et les indigènes pour qui les écosystèmes fournissent terres fertiles, ressources extractives et de pêche pour leur subsistance, mais aussi servent de cadre de l'organisation sociale et culturelle. D'autres part, les groupes industriels pour qui la protection des ressources est vitale pour la durabilité de l'exploitation hydroélectrique, mais aussi pour d'autres secteurs potentiellement lucratifs comme le tourisme. En outre, si les grands projets sont susceptibles d'impacter de manière beaucoup plus radicale les écosystèmes que ne le font les paysans, ces impacts sont localisés hors des limites du parc, ou différés dans le temps,

tandis que les écosystèmes à l'intérieur sont scrupuleusement préservés.

La hiérarchisation du poids des paysanneries dans la dégradation environnementale au regard des impacts de processus tels que l'aspersion au glyphosate ou les projets extractif et hydroélectrique témoigne de ce déséquilibre.

L'arrivée d'un nouveau projet, celui d'Ituango sur les franges du PNN, et les bouleversements socio-économiques dans le canyon, liés à la pression migratoire et les activités extractives lourdes qu'il encourage, sont susceptibles d'impacter le milieu naturel de toute la zone frontalière entre l'Antioquia et le Cordoba, donc une bonne partie du Nudo de Paramillo. Le projet risque à ce titre d'être perçues comme une nouvelle agression à l'encontre de populations minières, cultivatrices de coca, où extractrices de produits forestiers, directement concernées par le déplacement involontaire dans le cadre du barrage, notamment au nom de la protection des versants du réservoir, ou celles installées « illégalement » dans les contreforts du Paramillo. Cette remise en cause représente un risque élevé de conflit socio-environnemental impliquant ces populations hautement fragiles.

Or, le cas de Urrá laisse aussi entrevoir l'émergence d'un autre enjeu qui tend à devenir central dans la problématique des conflits socio-environnementaux, celui des mobilisations indigènes, et leur revendication au respect du principe de multiculturalité reconnu par la constitution de 1991. Si la zone d'impact du barrage d'Ituango, à priori, n'affecte pas de communautés indigènes, des processus de ré-indigénisation découlant de spécificités du canyon du Cauca vont complexifier cette problématique.

3 Évolution des rapports de force socio-environnementaux dans la mondialisation

Si les expériences de Urrá et de Guatapé donnent des perspectives peu encourageantes sur la capacité des grands projets hydroélectrique à consolider le processus de paix à l'échelle locale, l'émergence dans les années 1990 d'une mobilisation internationale anti-barrage fait évoluer les rapports de force dans les conflits socio-environnementaux. Cela représente un instrument de légitimation et de mise en visibilité d'organisations locales anti-barrage qui, dans le cadre du processus de paix, pourrait représenter des contraintes nouvelles pour les constructeurs.

Le principal apport de la mobilisation mondiale anti-barrage est la constitution de la Commission Mondiale des Barrages (CMB). En 2000, la CMB va fournir un rapport sur les impacts des grands barrage devant servir de guide de bonnes pratiques pour les acteurs du secteur hydroélectrique, constructeurs et bailleurs de fonds.

3.1 Émergence d'un mouvement mondial anti-barrage

À la fin du 20^e siècle, le développement de projets de plus en plus grands sur les rivières produit des impacts socio-environnementaux locaux de plus en plus visibles dans un contexte de préoccupation croissante pour ces problématiques au niveau international.

Cela donne lieu à deux processus en parallèle, le déploiement d'une société civile internationale pour la préservation des milieux contre les grands projets, et celui d'une multiplication de mouvements locaux pour la préservation des territoires, des ressources et des cultures. Ces deux processus interagissent, s'alimentent et se font évoluer mutuellement, dans l'objectif d'infléchir le rythme de développement des grands projets aux différentes échelles.

3.1.1 Remise en question des grands barrages à différentes échelles

3.1.1.1 Mouvements paysans et Indigènes

À l'origine, les mouvements locaux contre les grands projets de développement sont alimentés dans les pays en développement par de petites paysanneries, ou des mineurs artisanaux dont les usages et pratiques sont menacés ou niés sur leurs terres. Les paysanneries sont en effet les catégories les plus directement impactées par les barrages, vu que les réservoirs recouvrent des terrains en bordure de fleuve, souvent pentues ou se pratiquent des cultures en minifundio, et que les espaces qui bénéficient des infrastructures gagnent en valeur foncière et font l'objet de concentration au détriment des petits producteurs. Ces mouvements n'ont pas forcément de vocation environnementale explicite, quoi qu'ils concernent souvent des populations fortement dépendantes de leurs écosystèmes pour leur subsistance, comme c'est le cas notamment des pêcheurs de la Ciénaga de Lórica.

Les conflits associés à ces mouvements s'intensifient avec l'augmentation de la demande en ressources naturelles, notamment hydrauliques et hydroélectriques, et de progrès techniques permettant de construire des infrastructures de plus en plus grandes.

Les plus emblématiques de ces mouvements sont ceux qui ont émergés face aux complexes hydroélectriques sur la rivière Narmada en Inde, au barrage des Trois Gorges en Chine, ou encore Belo Monte au Brésil. Or, ces mouvements sont devenus emblématiques, d'une part en raison de l'envergure des projets, d'autre part parce qu'ils se sont inscrits dans des systèmes de revendication internationaux.

3.1.1.2 Mobilisation internationale

L'émergence d'une mobilisation anti-barrage globale se produit, elle, dans la foulée de mouvements

environnementaux dans les années 1970, surtout dans les pays développés, générés par le passage d'un grand nombre de territoires ruraux d'une vocation essentiellement agricole et paysanne à une multitude d'usages (industriels, extractifs, mais aussi résidentiels, touristiques, patrimoniaux). Cette multitude de vocations se traduit par une multiplication des conflits d'usages et de représentations, entre campagnes comme espace à préserver ou à exploiter, comme espace refuge, de réserve ou espace à intégrer, connecter (Bossuet, 2007).

Ces mouvements environnementaux gagnent en influence dans les années 1990 avec le sommet de Rio, l'émergence de l'altermondialisme, inspirés par le concept de développement durable, et les questionnements associés sur les modes d'exploitation des ressources (Ramousse, Salin, 2007).

3.1.2 Structuration d'alliances multiscalaires

Cette conjonction de processus locaux et globaux se traduit à cette période par un changement de représentations de l'hydroélectricité, qui cesse d'apparaître comme une ressource « propre ». Il est désormais admis qu'elle contribue massivement à la dégradation environnementale, au changement climatique, à la pauvreté et aux conflits.

Cela donne lieu à la structuration d'un mouvement international contre les grands barrages, caractérisé par sa diversité d'échelle. Il mobilise d'une part des communautés très localisées défendant des intérêts spécifiques, et d'autre part des organisations internationales influentes dont les mots d'ordre sont l'altermondialisme, la défense de l'environnement et des cultures indigènes. Or ces différentes échelles sont de plus en plus imbriquées. Cela découle des systèmes d'alliance qui se mettent en place entre ces différentes échelles en fonction d'intérêts stratégiques mutuels.

Le mouvement anti-barrage qui émerge dans les années 1990 est notamment représenté par des organisations telles que International Rivers Network (IRN). Basée à Oakland en Californie, cette ONG américaine de défense de l'environnement et des droits humains fondée en 1985 est dédiée à combattre les grands barrages qualifiés de destructeurs, à protéger les rivières et les droits des communautés riveraines dans plus de 60 pays (wikipédia).

IRN a participé à la formation de la Commission Mondiale des Barrages (CMB) aux côtés de la Banque Mondiale et de l'Union Mondiale pour la Conservation.

Ces processus vont faire évoluer les rapports de forces entre organisations locales et promoteurs de l'hydroélectricité. Schématiquement, les alliances avec des ONG internationales renforcent les mouvements locaux. Les organisations mondiales traitant de thématiques environnementales et ethniques servent de relais à des groupes locaux cherchant à défendre leurs intérêts face aux groupes d'intérêts puissants des promoteurs de grand barrage. Ces groupes locaux gagnent en

visibilité et en influence pour imposer leurs problématiques au niveau national.

Les ONG internationales leur fournissent des répertoires d'action et des modèles de mobilisation aux échelles locales, mais aussi une légitimité internationale. Les mouvements peuvent de cette manière mobiliser une opinion publique internationale sensibilisée par des projets comme Belo Monte au Brésil ou les Trois Gorges en Chine et de plus en plus vigilante. Ils peuvent ainsi et devenir des enjeux électoraux pour les institutions décentralisées (Úsuga Montoya, 2014). Ils sont alors capables d'exercer une pression pour forcer l'adoption de normes et de systèmes de régulation socio-environnementale des projets dans les pays concernés.

Aux niveaux nationaux, les conflits socio-environnementaux générée par des groupes opposés de manière de plus en plus systématique aux grands projets de développement affectent ainsi les constructeurs et les instances de régulation étatiques des projets de développement. Face au renforcement de la capacité d'action d'une société civile locales reposant sur des relais à plus grande échelle, ces projets sont en outre contraints par les prescriptions de bonnes pratiques internationale.

En retours, les conflits locaux servent de caisse de résonance à des ONG internationales implantées localement. Ces dernières gagnent en légitimité en tant que défenseurs de groupes issus du territoire. À l'échelle internationale, cela donne lieu à une sensibilisation aux problématiques de l'épuisement des ressources et d'une dégradation environnementale susceptibles de se solder par une réduction de la qualité de vie dans les villes et les campagnes.

Ces processus ont pour résultat de rendre visibles des groupes locaux particulièrement fragiles s'ils parviennent à mobiliser des intérêts mondialisés sans être invisibilisés par eux.

Le mouvement Narmada Bachao Andolan (NBA) opposé à la réalisation d'une série de barrage sur la rivière Narmada en Inde, découlent de ce type d'alliances. L'aménagement de la Narmada a été très médiatisé y compris hors des frontières de l'Inde. Pour Racine (2001), cet exemple constitue même un cas d'école de ce type de processus. Le mouvement NBA est issu du terrain, d'abord constitué de populations déplacées ou privées de ressources par les projets de barrage. Leur combat, popularisé par des personnalités telles que la romancière Arundhati Roy et la militante Medha Paktar se globalise avec l'appui d'ONG internationales, notamment américaines (International Rivers Network) et européennes. À l'échelle internationale, c'est surtout l'ampleur du projet, comportant des centaines de barrages de taille diverse, qui en a font un cheval de bataille du mouvement mondial anti-barrage. Se développe alors une double mobilisation, nationale et internationale. Cela se traduit par une montée en puissance du NBA.

Au niveau local, les projets de la Narmada donnent à l'origine lieu à des conflits d'intérêt entre agriculteurs localisés en amont ou en aval, entre zones rurales et urbaines et entre États riverains (Gujarat, Uttar Pradesh). Le barrage de Sadar Sarovar dans le Gujarat, le plus grand de la chaîne planifiée cristallisera ces tensions avec les paysanneries en aval demandeuses d'irrigation, le projet étant plus principalement destiné à fournir de l'eau à l'industrie. À l'origine, ces conflits concernent plus la hauteur des barrages, la quantité d'eau garantie en aval qu'une opposition au projet en soi.

Avec l'intervention d'ONG à plus grande échelle, le conflit se structure sur des problématiques environnementale et des peuples autochtones sur l'ensemble de la rivière Narmada. Dans leur discours, elles mobilisent notamment le thème de la pauvreté (le modèle de développement des grands barrages échoue à réduire la pauvreté.), mais aussi la critique des technologies lourdes et des institutions de Bretton Woods.

Le mouvement qui utilise des méthodes gandhiennes pour manifester son opposition (occupation pacifique, marches) adopte des stratégies « mondialisées » basées sur la confrontation autour des thématiques environnementales. Avec l'appui d'ONG mondialisés, ces groupes locaux opposent aux constructeurs le droit international de l'environnement (Le Protocole de San Salvador reconnaît à toute personne le droit de vivre dans un environnement sain et de compter sur des services publics de base. Les déclarations de Stockholm et de Rio enjoignent les États à assurer que les activités sous sa juridiction ne portent pas préjudice à l'environnement de leur territoire et à celui d'autres états), dans le but de défendre des usages des pratiques de subsistance ou informelles perçues comme nécessaire à la perpétuation de leurs systèmes sociaux et productifs.

Sur le plan national, la bataille se joue principalement dans les tribunaux et la presse. Au niveau international, les ONG interviennent à la Banque Mondiale, au congrès américain pour plaider contre le projet. Ce lobbying conduira au retrait de la Banque Mondiale du financement du projet Narmada. La communication du NBA est largement diffusée en langue anglaise à l'échelle internationale avec une utilisation massive d'internet.

Malgré la construction des barrages les plus controversés du projet, le Sadar Sarovar et le Omkashewar, le NBA est peu à peu devenu un modèle des mouvements de contestation anti-barrage dans les pays du sud, à la fois autochtone et mondialisé. Le mouvement continue d'exister et de se manifester dans les problématiques écologiques et sociales du développement dans le centre de l'Inde. Le mouvement Narmada Bachao Andolan remet en question les grands projets étatiques, cherche à valoriser le local par rapport à la puissance de l'État, et promeut la défense des populations tribales et la préservation de l'environnement.

Bénéficiant du contexte latino-américain et international d'émergence de la contestation anti-barrage (Torres Sánchez, 2013), l'ampleur de la mobilisation contre le projet de Guatapé, même si elle reste à une échelle très inférieure aux grandes mobilisations indiennes ou brésiliennes, a constitué un point de rupture du fait de ses impacts sociaux, culturels et démographiques, pour EPM et au niveau institutionnel (López, 2009).

Elle contribue à une multiplication et une consolidation des normes à respecter, notamment pour bénéficier d'appui financier international. Le secteur hydroélectrique est ainsi contraint d'admettre que la construction d'un grand barrage ne peut seulement être analysée d'un point de vue technique et financier, mais aussi écologique, social, économique. Toutefois, les dysfonctionnements qui se produisent lors de la construction de Urrá témoignent de leur inefficience.

3.2 La commission mondiale des barrages

La CMB est constituée dans les années 1990 à l'initiative de la Banque Mondiale et de l'Organisation Mondiale pour la Protection de l'Environnement, en réponse à une montée en puissance de la société civile internationale anti-barrage. Elle a pour objectifs d'étudier les impacts des grands barrages, ainsi que les moyens de réduire ces impacts. Cela se produit à une période où les méga-projets, portés par une progression constante des moyens techniques et des moyens de financement, se multiplient, surtout dans les pays en développement, pour répondre à une demande qui explose. L'objectif est d'accompagner le développement technique et financier du développement de moyens et de normes pour la régulation et le contrôle des impacts, qui progressent en même temps.

Cette commission fournit en 2000 un rapport intitulé « Barrages et développement, un nouveau cadre pour la prise de décision » qui vise à établir les bonnes pratiques socio-environnementales en matière de développement hydroélectrique. Basé sur une étude de 125 grands barrages dans le monde (dont Urrá), sélectionnés en fonction de critères techniques, économiques, politiques, sociaux, culturels, environnementaux, le rapport tente d'évaluer pourquoi certains grands barrages ont représenté des succès ou des échecs pour le développement des territoires où ils s'inscrivent. Le rapport identifie les priorités pour améliorer la planification et l'exécution des projets. À partir de là, il doit jouer un rôle consultatif auprès des États qui mettent en place leurs propres systèmes de régulation sociaux et environnementaux, des bailleurs de fonds et des entreprises investies dans le développement de grands barrages.

3.2.1 Grande hydroélectricité, une énergie pas si propre

Pour le rapport de la CMB, en dépit de la représentation de l'hydroélectricité comme une énergie

propre, les grands barrages sont associés à des dégradations à la fois sociales et environnementales systématiques, qui s'aggravent mutuellement. Ces impacts sont souvent au-delà des moyens de mitigations possibles et ne sont pas compensés par les perspectives de développement sur le territoire. Ils appauvrissent les populations et affectent leurs droits, au moins au niveau local.

3.2.1.1 Des impacts environnementaux systématiques avec des conséquences socio-économiques

En ce qui concerne les impacts environnementaux, le rapport de la CMB indique que les grands barrages provoquent la dégradation ou la perte irrémédiable d'écosystèmes et de biodiversité. L'hydroélectricité affecte des cours d'eau, structures linéaires, avec une influence sur l'ensemble des bassins versant. Ces derniers sont très sensibles aux interventions ponctuelles sur leurs cours, du fait des relations de connexion, de hiérarchie des flux des cours d'eau, qui construisent des écosystèmes qui interagissent avec les populations riveraines.

Les grands barrages dégradent la qualité de l'eau en amont et en aval en accélérant la prolifération d'algues dans le réservoir, ce qui peut entraîner des émissions de gaz à effet de serre (GES). Des espèces invasives prolifèrent dans le réservoir et asphyxient les espèces endémiques. Les barrages modifient les flux d'érosion/sédimentation, la vitesse et la température de l'eau, perturbant les microclimats. Cela affecte les cycles de l'eau douce en général dans le pays. La couverture végétale est modifiée sur les berges du fleuve. Ils accélèrent l'érosion en aval ce qui augmente le risque d'aléas. Enfin, les grands barrages sont suspectés d'augmenter le risque sismique. Ces impacts peuvent se dérouler sur toute la vie utile du barrage.

Du point de vue social, le développement de grands barrages se traduit par une dégradation des droits humains, individuels et communautaires du fait de la perte de territoires et de ressources et de patrimoines culturels sur les zones d'inondation. Certains types d'impacts peuvent concerner les personnes vivant en amont et en aval, et les personnes dépendant des bassins pour leur reproduction économique et culturelle.

Les conditions de grave pollution environnementale peuvent causer des maladies, incapacités, souffrances aux populations locales du fait de la prolifération d'insectes et de bactéries dans le réservoir. Les réservoirs affectent les terres cultivables en aggravant le risque de crue et de sécheresse. Les barrages menacent la survie de certaines espèces de poissons migratoire qui constituent des ressources vitales pour les populations riveraines du fleuve. C'est l'impact le plus visible des grands barrages. Ces poissons ne peuvent remonter à la source des cours d'eau pour pondre, et sont ainsi menacés d'extinction. Les impacts sur les populations de poissons migratoires et la biodiversité en général compromettent le droit à l'alimentation et à la subsistance et le droit au

travail. Les modes de vie traditionnels et l'environnement sont aussi affectés par la pression démographique du fait de l'arrivée de population attirées par les perspectives du chantier avec pour conséquences une urbanisation incontrôlée, la perte d'accès aux berges du fleuve, des changements d'usage des sols et la destruction des tissus communautaires. L'augmentation de la pression démographique augmente les rejets toxiques dans l'eau.

Si les méga-projets sont le plus souvent construits dans les campagnes, leurs impacts se manifestent également en zones urbaines en répercussion, du fait des déplacements de populations vers les villes. Ils impactent donc des territoires allant bien au-delà de la zone de submersion. En cela, les améliorations locales en termes d'infrastructures sont des perspectives insuffisantes au regard des conséquences du déplacement de populations dans les périphéries urbaines de municipes en situation de grande fragilité.

Enfin, le rapport de la CMB souligne que les grands barrages sont à l'origine de violation répétées des droits territoriaux et culturels des indigènes, reconnus par la convention 169 de l'OIT qui sont fortement touchés par le déplacement direct et indirect.

3.2.1.2 Des impacts aggravés par une mauvaise anticipation des coûts

Sur l'ensemble des projets étudiés dans son rapport, la CMB déplore une anticipation insuffisante de ces impacts territoriaux qui se traduit par une sur-évaluation des bénéfices et une sous-évaluation des coûts, en particuliers sociaux et environnementaux, mais aussi économiques. En outre, cette mauvaise anticipation des impacts donne lieu à des systèmes de compensation insuffisants qui se traduit par un appauvrissement des populations, une dégradation environnementale et une aggravation de la conflictualité. Ces phénomènes rétro-agissent et provoquent des chaînes de conséquences lourdes et imprévisibles.

Face à ces chaînes de conséquences, les systèmes de compensation et de mitigation constituent ainsi le principal point faible de la planification des grands barrages dans l'ensemble des cas étudiés par la CMB. Les constructeurs cherchent à faire passer les impacts sociaux environnementaux comme des éléments externes aux projets et utilisent des zones grises. Quand des plans de compensation sont effectivement proposés, les écarts entre ce qui est projeté et ce qui est effectivement réalisé les rendent inconsistants.

Or, ces impacts sociaux et environnementaux et les violations de droits humains que représentent l'inadéquation des plans de compensation avec les impacts réels ont un coût qui n'est pas intégré au bilan économique des grands barrages. Pour la CMB, ces coûts sociaux et environnementaux des grands barrages mal évalués et mal compensés faussent le bilan coût-avantage des grands barrages

et remet en cause leur rentabilité.

3.2.1.3 Le déplacement, inhérent au développement de grands barrages

C'est principalement à travers le déplacement que se manifestent les impacts socio-environnementaux des grands barrages. Or au-delà de l'atteinte au droit de propriété, le déplacement représente un facteur de violation de droit généralisé si des normes strictes d'expropriation et de relogement ne sont pas respectées.

Dans son rapport, la CMB qui estime de 40 000 à 80 000 le nombre de déplacés à cause des barrages dans le monde. Ces déplacements « involontaires » se différencient en théorie du déplacement « forcé » causé par le conflit armé, dans la mesure où il est planifié et compensé selon des normes établies dans la loi des États et encadrées par les bailleurs de fonds internationaux. Pour le droit international, l'expropriation forcée est considérée comme une atteinte aux droits humains. Ces déplacements sont en effet causes de misère, de perte de moyen de subsistance, et de perte d'accès aux ressources juridiques pour obtenir réparation. Ils sont en outre associés à des dommages physiques et psychologiques, avec des répercussions particulières sur les femmes, les personnes en situation d'extrême pauvreté, les enfants, les minorités.

En pratique, les programmes de compensation des déplacements volontaires sont accusés d'exclure arbitrairement une partie des populations qui devraient y avoir droit du fait de l'informalité, de la difficulté des populations à accéder à l'information et à demander l'application de leurs droits dans les territoires ruraux marginalisés des pays en développement qui constituent les théâtres des plus grands projet hydroélectriques.

Par ailleurs, quand les populations sont incluses dans les programmes, ceux-ci ne sont pas toujours appliqués de manière rigoureuse, voire pas appliqués du tout faute de contrôle institutionnel efficace. La présence d'acteurs armés et de criminalité organisée favorise la mauvaise gouvernance dans les territoires marginalisés colombiens et compromet la mise en œuvre effective des mesures de compensation prévues dans les projets. Ils peuvent aussi être appliqués tardivement, générant des pertes économiques vitales pour les populations paysannes. Ils sont ainsi à l'origine d'une détérioration de la qualité de vie des populations quand les études d'impacts sont incomplètes ou que les plans de mitigation sont mal appliqués ou sans participation publique effective, ce qui est souvent le cas. Cela les rends comparables au déplacement forcé. Plus généralement, c'est le principal point de crispation dans les conflits autour du développement hydroélectrique mondial.

3.2.1.4 La question de l'équité territoriale, facteur de fragmentation

Une autre difficulté soulevée par les mouvements anti-barrage est celle de l'équité territoriale dans

le bilan coût-avantages des grands barrages. Le rapport de la CMB met en lumière que les coûts environnementaux, sociaux et économiques des grands barrages se concentrent sur les populations vulnérables riveraines des barrages (paysanneries, indigènes...), et leurs écosystèmes, tandis que les bénéfices se concentrent dans les villes. Cette situation rend le bilan avantages/inconvénients majoritairement négatif au niveau local.

Globalement, les personnes présentes sur le site des projets sont à même d'être perdantes, celles à l'extérieur ont des chances d'être gagnantes ou ne sont pas concernées. La différenciation spatiale s'intensifie donc dans le contexte de grands barrage du fait de la redistribution inégale des bénéfices et des impacts négatifs sur le territoire (Maupin 2011).

La géographie des régions affectées change radicalement avec la construction de routes, de tunnels, de ponts, avec des espaces nouvellement connectés, et, en contrepartie des zones urbaines et rurales marginalisées en dehors de ces nouveaux réseaux. Ces changements territoriaux s'accompagnent éventuellement d'une réappropriation du territoire par de nouveaux acteurs et de nouveaux usages avec pour conséquence un éclatement des communautés. Ainsi, même si les populations locales sont compensées pour les affectations directes (perte de logement, d'activité), elles assument l'essentiel des coûts socio-environnementaux alors qu'elles sont généralement les plus fragiles.

D'après le rapport de la CMB, si la sous-évaluation systémique des impacts socio-environnementaux touche l'ensemble des espaces ruraux périphériques dans lesquelles sont en général construits les grands barrages, ces impacts sont particulièrement critiques dans les marges déjà en proie à des violences et à une profonde fragmentation.

Cela représente une autre série de conséquences du développement hydroélectrique globalement ignoré. Il se traduit par un regain de conflictualité.

3.2.2 Recommandations de la CMB

Face à ces difficultés, le rapport ne recommande pas pour autant la fin de la grande hydroélectricité en raison de ses impacts. Il émet des recommandations pour améliorer les pratiques, et les bilans coût-bénéfices. En particulier, la question de la planification des impacts et de l'organisation des compensations est déterminante pour améliorer les retombées sociales et environnementales des grands barrages, même si elle ne peut solutionner toutes les difficultés. La CMB préconise ainsi de conditionner le développement de grands barrages à une révision en profondeur des modes de gouvernance de la compensation.

Des impacts tels que le déplacement sans compensation seraient évitables, pas par l'arrêt de la

construction de grands barrages mais par des mesures de participation publique effective des populations affectées, des études préliminaires plus complètes et une mise en œuvre plus rigoureuse des plans de compensations...

3.2.2.1 La participation, outil pour favoriser une meilleure gestion des impacts

La participation locale est considérée par la CMB comme un moyen efficace de partager de l'information et des critères adaptés pour prévenir et mitiger les impacts des grands barrages aux échelles concernées, et donc de favoriser un traitement adéquat des enjeux sociaux et environnementaux. Cette participation suppose la garantie des libertés d'expression, de réunion et d'association pour permettre à la population de s'organiser en groupes d'intérêts. Les projets doivent obtenir une acceptation libre et informée des populations, en particulier de la part des communautés affectées, ou un accord négocié, sur la base d'une information adéquate assurées par l'État. Les travaux du projet ne doivent pas être amorcés tant que les accords ne sont pas obtenus et le respect des accords établis doit être garantie. La participation doit ainsi permettre aux communautés locales d'être impliquées aux différentes étapes d'un projet de développement, d'être informées et de prendre part aux décisions qui affectent leurs conditions de vie, et de bénéficier d'actions correctives face aux difficultés.

Elle permet d'assurer la représentation des intérêts des groupes les plus fragiles, ceux des communautés locales dans les marges qui risquent de recevoir l'essentiel des impacts négatifs d'un méga-projet. Or, ces instruments peuvent se révéler précieux dans le contexte de faible maîtrise du terrain par les institutions, pour anticiper les impacts sociaux liés aux changements culturels, à la croissance démographique, aux attentes et projections des communautés. Le cadre participatif doit permettre de compléter les expertises techniques des constructeurs par la connaissance vécue des enjeux du terrain par les communautés locales (El Jihad, 2010). Les enjeux sont de garantir les droits des communautés affectées et d'identifier clairement la répartition des tâches et des responsabilités pour des projets porteurs d'impacts sociaux et territoriaux variés sur de vastes territoires (Dominguez Rave, et al 2020).

Par ailleurs, selon la CMB, les projets planifiés sur des territoires indigènes doivent faire l'objet d'une consultation préalable auprès des personnes appartenant à ce territoire et faisant usage de ces ressources, dès que des populations doivent être déplacées par le projet ou que le projet prévoit un bouleversement sensible des écosystèmes.

Dans la pratique, la CMB remarque que cette participation imposée dans le cadre des EIA est rarement mise en œuvre de manière effective, en particulier en ce qui concerne le droit à la

consultation préalable et à l'autodétermination des minorités paysannes et ethniques sur leurs territoires. Enfin, la protestation sociale contre les projets, conforme au droit international, est souvent criminalisée dans le contexte des grands barrages alors même que celle-ci apparaît souvent comme l'unique moyen pour les populations de faire valoir leur droit de participation. Cette criminalisation se traduit par la réaction violente des forces de l'ordre, un usage disproportionné de la force, mais aussi des menaces ou des attaques dirigées contre les organisations de défenseurs de l'environnement, des minorités, etc.

3.2.2.2 Privilégier les alternatives

Dans le contexte des grands barrages, la CMB précise que les promoteurs doivent évaluer de manière exhaustive les options existantes alternatives aux grands barrages pour obtenir le résultat escompté en termes d'irrigation ou de production d'énergie.

Finalement, l'une des conclusions du rapport est que la petite hydroélectricité est à privilégier chaque fois que cela est possible. Les barrages existant doivent être étudiés, afin de déterminer les options possibles pour optimiser leur fonctionnement. La décision de construire un grand barrage devrait s'inscrire dans des politiques nationales intégrales prenant en compte tous les secteurs et les échelles concernées, la protection environnementale et les droits humains.

La CMB recommande de consolider la méthodologie de bilan avantages/inconvénients en prenant également en compte les enjeux de conflictualité afin d'évaluer dans chaque nouveau projet si les barrages sont vraiment la bonne solution pour répondre aux besoins d'un territoire. En cas d'information incomplète ou insuffisante, le principe de précaution doit s'appliquer, et implique la mise en œuvre de mesures de protection même sans preuve scientifique de l'existence des impacts. C'est la condition pour que les grands barrages remplissent leurs objectifs en termes de développement économique et social sur les territoires où ils sont construits.

Le rapport, s'il représente un outil pour aider à optimiser la planification de l'intégration du projet à son territoire, et consolider sa légitimité afin de réguler les conflits locaux, représente en contrepartie de nouvelles contraintes pour obtenir un appui international à la construction.

En effet, le rapport confère aux ONG environnementalistes et aux organisations locales contre les grands projets une plus grande visibilité et aussi une plus grande légitimité dans leur dénonciation de mauvaises pratiques dans des méga-projet hydroélectrique auparavant qualifié de « renouvelable » sans grande contradiction.

Les prescriptions de la CMB conduisent ainsi la Banque Mondiale et des organismes régionaux tels que la Banque Inter-américaine de Développement, qui a accordé un crédit d'un milliard de dollars

à EPM pour la construction du barrage d'Ituango, à développer des standards plus strictes pour l'aménagement des grands barrages. Cela implique une redéfinition de la forme et de la méthodologie des EIA, des normes pour la consultation et la gestion des impacts, la gestion des risques, la protection des droits. Il en résulte que la participation de la Banque Mondiale au financement de nouveaux grands barrages est fortement réduite.

Les prescriptions de la CMB deviennent ainsi un enjeu pour la planification d'Ituango, notamment pour assurer la cohérence de ce modèle de développement avec la Paix Territoriale, mais aussi pour son financement.

Cela va jouer un rôle dans la construction du discours du barrage sur sa dimension de post-conflit. Face au mouvement mondial anti-barrage dont des avatars se mobilisent activement au Brésil, au Mexique, et dans une moindre mesure, en Colombie, la justification du développement de grands barrages à un rythme élevé nécessite notamment l'élaboration d'un discours associant l'expansion électrique au développement territorial. (Salcedo Montero, Cely Forero, 2015).

Le développement hydroélectrique dans le canyon du Cauca va ainsi devoir s'inscrire dans des stratégies originales d'ordonnement territoriale notamment pour protéger les écosystèmes et les populations les plus vulnérables (DNP, 2017). Les constructeurs ne peuvent plus faire l'économie de solutions contre leurs impacts socio-environnementaux en tirant avantage de cadres législatifs défaillants et se contenter d'un passage en force et de répression par les forces de l'ordre (Bustamante Cardona et al, 2018). Cela implique notamment une consolidation des systèmes de gestion des impacts et de compensation en amont du projet, afin de limiter les coûts et délais imputables aux conflits socio-environnementaux (Quintero Hernández, 2007).

Conclusion

Les infrastructures hydroélectriques au 20e siècle étaient considérées presque exclusivement comme des défis techniques et financiers (Taithe, 2012). Les projets étaient alors considérés comme des succès s'ils étaient construits dans un temps et un budget imparti selon la performance prévue. Or, dans le cas de l'hydroélectricité, le système d'évaluation gagne à être revu pour garantir la viabilité et la durabilité du projet.

Dans le sillage du rapport de la CMB, il apparaît que les dysfonctionnements qui y sont associés découlent principalement d'enjeux de communication, de gestion des conflits, de contrôle des bonnes pratiques. Ces dysfonctionnements sont donc liés aux aspects socio-environnementaux, juridiques, culturels de ces infrastructures, liés à la diversité d'acteurs de différentes natures partieprenante dans le développement hydroélectrique.

Les barrages hydroélectriques de Guatapé et de Urrá I sont représentatifs de l'inégale distribution des bénéfices et avantages de ce type de projet sur les territoires et entre les populations. Dans le contexte colombien, le développement de grands projets hydroélectriques se traduit par une exaspération de la violence dans les trappes de pauvreté puis un apaisement au bout d'une période. Or, cet apaisement implique en général l'éviction des populations initialement présentes. En particulier, ce développement tend à exclure les communautés initialement vulnérables au conflit armé, en renforçant les processus de concentration spéculative de la terre et le déplacement forcé.

L'expérience du barrage de Guatapé ainsi que celle de Urrá I témoignent en outre qu'une mauvaise anticipation et gestion de ces impacts représente des risques d'aggravation des coûts et délais des projets, voire menacent leur viabilité, principalement du fait de l'émergence de conflits locaux qui se superposent au conflit armé.

Or, la construction du barrage de Urrá I, 20 ans après Guatapé témoigne de l'absence d'amélioration dans la gestion de ces conflits en dépit du développement institutionnel et normatif en termes de régulation des impacts sociaux-environnementaux. Par contre, les conflits socio-environnementaux et leurs interactions avec le conflit armé se sont complexifiés en parallèle de la complexification des enjeux du conflit armé. Cela traduit plutôt une aggravation des risques socio-environnementaux associés à l'hydroélectricité dans les marges, exacerbé dans un contexte de conflit armé mais aussi par des conflits d'intérêts entre différentes échelles du territoire.

La situation a toutefois évolué dans les années 2000 par rapport à Guatapé et à Urrá du fait d'un rapport au conflit armé différent, qui implique aussi un rapport différent au conflit socio-environnemental. Dans les contextes de grands projets sur des territoires du conflit armé, la distinction typologique entre conflits internes et conflits locaux est d'autant plus floue, mais le caractère « géopolitique » des conflits locaux est d'autant plus évident. Certes les grands projets deviennent des instruments des rapports de force pour le contrôle territorial, mais leur légitimité comme détenteurs du contrôle territorial est remise en cause. Or, il s'agit d'acteurs susceptibles de mobiliser, au moins indirectement, l'usage de la violence dans les stratégies de contrôle territorial.

La possibilité, dans ces conditions pour que le projet d'Ituango constitue effectivement un acteur légitime du contrôle territorial implique de se démarquer au maximum de l'usage de la violence, notamment en menant des interventions non militaires pour réduire l'influence des acteurs armés, en se débarrassant des représentations de convergence d'intérêts avec les antimondes et en n'apparaissant pas comme catalyseurs de la violence.

Partie 3 Intégration du projet au territoire

Chapitre 8 : Développement intégral post-conflit dans le canyon

Les différents acteurs du projet de barrage d'Ituango, l'État, les administrations décentralisées, les entreprises enrichissent leur communication sur les intérêts du projet d'un discours sur les objectifs de reconstruction du contrôle territorial dans le canyon du Cauca à un moment qualifié de « post-conflit ». Le projet doit contribuer à remplacer les pouvoirs de fait sur le territoire, en particulier les groupes armés. Dans les années 2000, cette perspective devient au niveau national un argument en faveur du développement du barrage d'Ituango.

Cela implique de trouver une méthodologie pour concilier des objectifs de pacification, de valorisation économique et de consolidation locale d'un État fragile pour dépasser les contradictions qui se dessinent entre les échelles et les groupes d'intérêts, et d'éviter une aggravation des conflits.

L'enjeu est de garantir que les infrastructures et l'exploitation intensive de ressources extractives profitent au secteur agricole et aux paysanneries du canyon, tout en favorisant le retour et la réparation des populations déplacées et en contribuant au développement d'opportunités économiques légales pour les anciens acteurs armés et les communautés.

L'outil pour y parvenir dans le canyon du Cauca est le « développement local » tel qu'il est défini pour justifier les orientations de la décentralisation et de la paix territoriale : une série d'objectifs visant à améliorer les conditions de vie et l'économie dans un contexte mondialisé, et pour lesquels l'échelle réduite facilite l'identification des enjeux et des méthodes.

Les perspectives de ce développement découlent d'évolutions directes permises par les nouvelles infrastructures et les transferts du barrage, et des mesures d'intégrations projet-territoire, connectant le territoire et ses ressources à des réseaux de projets au niveau régional dans un processus de développement excluant les « antimondes ». À cela s'ajoute un programme de compensation des impacts, qualifié d'innovant, proposant en modèle intégral de gouvernance du développement local dans un cadre post-conflit.

Cette approche, si elle permet un développement effectif du territoire concomitant d'un apaisement de la situation, tendrait à valider les principes de la Paix Territoriale. La sortie du conflit armé représente donc à la fois un enjeu et un objectif pour les constructeurs du barrage.

1 Développement local

1.1 Consolidation institutionnelle

1.1.1 Transferts financiers aux municipes

D'abord, selon la licence environnementale, les transferts du barrage doivent permettre d'améliorer les finances des municipes.

La loi 99 de 1993 oblige les entreprises hydroélectriques à transmettre 6 % de leurs ventes brutes sur tout projet supérieur à 10 000kv. Cela représente 35 410 millions de pesos pour le barrage d'Ituango. Sur ces 6 %, la moitié est transférée aux Corporations Autonomas Régionales (CAR), entités décentralisées du ministère de l'environnement, responsables des territoires d'influence du projet. Il s'agit dans le cas du barrage d'Ituango de la CorAntioquia et de la CorpoUraba.

Le reste revient directement aux municipes. La moitié de cette somme (1,5 % des ventes brutes, soit 8852 millions de pesos) est distribuée entre les municipes appartenant au bassin alimentant le barrage (156 municipes), et l'autre moitié est reversée aux municipes cédant des terrains pour le réservoir (Toledo, Ituango, Briceño, Peque, Sabanalarga, Liborina). Ces revenus, proportionnels à la surface du territoire municipal occupé par le réservoir, doivent être utilisés dans des projets définis par les POT, avec une priorité donnée au développement d'infrastructures environnementales (aqueducs, traitement de l'eau, gestion des déchets).

Ces revenus représentent la plus grande perspective de développement pour les municipes concernés par le barrage dans le canyon.

Municipes cédant du terrain au réservoir	Somme versée annuellement (en millions de pesos) selon EIA	Valeur agrégée par municipe en 2011	% d'augmentation anticipé.
Ituango	1815	13000	14
Toledo	992	4000	25
Sabanalarga	2612	5000	52
Buriticá	889	8000	11
Briceño	593	4000	14
Liborina	260	7000	4
Peque	1691	4000	42

(Plan de gestion environnementale, Dane)

Le réservoir accapare des terres. Il prive donc les municipes d'une partie de leurs rentes sur les

activités pratiquées antérieurement (Ríos-Ocampo, Vélez-Gómez, 2015). L'informalité et la faible valeur ajoutée des activités feraient que la situation reste avantageuse pour les municipes du canyon. En outre, la perte de ces terres et donc des impôts associés est compensée depuis la loi 56 de 1981 par un impôt foncier payé par les constructeurs aux municipes qui cèdent du territoire aux réservoirs, et des impôts commerciaux et industriels sur l'exploitation du barrage.

1.1.2 Maîtrise du territoire

En plus d'instrument pour la croissance économique locale, le barrage est défini dans les études d'impact comme un instrument pour améliorer la capacité institutionnelle locale. La dernière actualisation des EOT des municipes du canyon date de 2000 à 2003. La cartographie et le cadastre de l'Igac ne sont pas actualisés depuis cette même période.

En plus des perspectives financières, des connaissances précises du terrain ont été accumulées sur la géologie, les écosystèmes mais aussi sur les structures socio-économiques et la possession de terres des habitants du canyon alors que les données étaient auparavant pratiquement inexistantes et que la possession de la terre et les activités demeurent majoritairement informelles (Dominguez Rave, et al 2020). Ces données ont été recueillies afin d'élaborer les études d'impacts exigées par l'Anla en vue d'autoriser la construction du projet (EPM, 2009).

Ces études d'impact ont impliqué en premier lieu une actualisation cadastrale et l'étude des usages des sols sur le territoire. Il s'agissait d'identifier les nécessités des habitants en termes de santé, d'emploi, d'habitat, de sécurité sociale, afin d'estimer d'une part le niveau de vulnérabilité de la population face au projet de barrage, et d'autre part d'évaluer les bénéfices potentiels du projet de barrage en termes de développement local (EPM, 2014).

À cela s'ajoute une étude démographique réalisée par l'entreprise Intégral, comprenant un recensement réalisé entre 2005 et 2006. Les municipes concernés par ce recensement font partie des sous-régions Norte de Antioquia (Briceño, Ituango, San Andrés de Cuerquia, San José de la Montana, Toledo, Yarumal) et Occidente (Buriticá, Liborina, Olaya, Peque, Sabanalarga).

Le transfert de ces données et les revenus du barrage doivent aider les municipes à mettre en œuvre leurs prérogatives pour l'aménagement du territoire et le développement local. L'actualisation des EOT, la formalisation des activités et de la propriété, doivent se traduire d'une part par un renforcement de la capacité des municipes à prélever les impôts et consolider significativement leurs finances. D'autre part, cela devrait favoriser les capacités de planification locale et d'aménagement du territoire en services publics pour les municipes, les sub-régions, et le département, en prenant en compte l'arrivée du barrage. Les municipes concernés par le réservoir

font l'objet depuis 2010 de programmes d'appui à la planification et à la gestion des risques impliquant le département, EPM et l'université d'Antioquia (Vélez Restrepo et al, 2013). Ces apports doivent permettre d'identifier et rationaliser les formes d'occupation, les potentiels et les vocations du territoire, de renforcer l'offre en services publics et en équipement.

En intégrant les orientations socio-économiques que le projet va donner au territoire à la planification départementale, cela favorisera en outre des interventions cohérentes et structurées de la part de tous les acteurs sur un territoire dont l'échelle réduite facilitera la gouvernance décentralisée en répondant à deux problématiques qui compromettent son fonctionnement : la faible capacité de planification municipale et le manque de coordination entre les échelles de planification. Cela devrait en outre avoir pour conséquence une amélioration de la valeur ajoutée des systèmes productifs locaux et des indices de développement.

1.2 émergence économique

Indépendamment du renforcement institutionnel, le projet de barrage devrait améliorer les conditions de vie en injectant du capital directement sur le territoire, en développant des infrastructures et en multipliant et diversifiant les opportunités économiques.

1.2.1 Formalisation des activités

En particulier, le projet promet de générer 5000 à 7000 emplois directs selon les estimations, dont 2000 sont attribués prioritairement à des habitants de la région, et entre 10 000 et 20 000 indirects pendant les huit années du chantier. Au cours de cette période, cela doit permettre de dynamiser l'économie en améliorant le pouvoir d'achat et en favorisant les activités rémunérées par rapport à l'économie de subsistance.

Parmi les activités secondaires figurent notamment celles qui concernent l'approvisionnement et l'offre de services pour les besoins des ouvriers, ingénieurs et personnels administratifs du chantier. Ces personnels sont installés dans des camps pouvant accueillir jusqu'à 5000 personnes dans les municipes de Ituango, Toledo et San Andrés de Cuerquia. Les camps serviront ultérieurement pour le personnel chargé de l'opération du barrage. Ils sont approvisionnés par des producteurs ou prestataires de service (guide et transport en mule) issus du canyon, sous contrat avec EPM. Ces contrats représentent un investissement d'environ 15 Millions de dollars par EPM. (EPM, sala de prensa, 2015)

D'après les constructeurs, cela doit avoir des effets économiques positifs visibles dès le début du chantier dans les municipes d'influence. Ces emplois doivent disparaître à la fin du chantier, mais

sur le long terme, ils favoriseront l'émergence de métiers liés à la production électrique, grâce à l'acquisition de compétences locales, entraînant des activités de construction et des activités de services (epm.gov.co).

1.2.2 Développement des infrastructures.

Par ailleurs, un certain nombre d'infrastructures secondaires sont associées au barrage. La région disposait à l'origine de trois axes en mauvaise état : l'axe Ituango-Toledo-San Andrés-Santa Rosa, l'axe Valdivia-Briceño-Yarumal et l'axe Sabanalarga-Liborina-Olaya-Sopetran-Santa Fé- Buriticá-Caicedo. Des municipes comme Peque et une partie du municipe d'Ituango demeuraient complètement enclavés, et seulement accessibles en mule ou en canots. L'accès entre Medellín, Santa Fé, Santa Rosa et le Bajo Cauca nécessitait un contournement du canyon.

Le projet de barrage nécessite un renforcement du réseau routier, particulièrement défaillant dans la région, afin de réduire les temps de trajets depuis les zones d'approvisionnement en matériaux et en main d'œuvre, et pour sécuriser le passage de nombreux camions. Il convient aussi de remplacer les voies d'accès coupées par la formation du réservoir. Huit voies nouvelles sont prévues en 2007. Il s'agit des ouvrages construits en priorité dans le cadre du projet. Ils sont achevés en 2012.

Premièrement la route reliant Ituango à l'autoroute Caraïbe (entre Medellín et Cartagena), au niveau de la vereda Llanos de Cuiva dans le municipe de Yarumal est aménagée et pavée entre 2011 et 2012, ce qui permet de réduire le temps de trajet initiale de Medellín à Ituango de 12 heures à 3h30, via San Andrés de Cuerquia et Toledo. Une voie supplémentaire est prévue pour relier Santa Fé de Antioquia et le sud du canyon. À cela s'ajoutent deux nouveaux tronçons : une voie permettant le contournement du municipe de San Andrés de Cuerquia et deux voies substitutives de 13 km sur chaque rive du fleuve pour remplacer la section qui sera submergée au niveau du pont Pescadero et rejoindre le site du barrage. La crête du barrage servira de pont routier reliant le municipe d'Ituango, en remplacement de celui de Pescadero, 8 km en amont, qui sera submergé. Ces routes secondaires facilitent la connexion entre Ituango et Medellín. Une route supplémentaire reliant le site du barrage à Puerto Valdivia sera planifiée tardivement, en 2012 et construite entre 2014 et 2015.

Ce tronçon toujours vers l'autoroute Caraïbe doit permettre de faciliter l'accès au site du barrage pour du matériel lourd depuis le nord (Bajo Cauca).

Ces nouvelles routes contribuent à restructurer le maillage urbain dans le nord de l'Antioquia et à intégrer le fond du canyon aux hauts plateaux, en transformant Santa Rosa de Oso, Yarumal et Puerto Valdivia, par où les constructeurs font transiter l'essentiel des matériaux de construction, et

biens de consommation pour les employés du chantier, en centres locaux. À ces localités sont articulées les nouveaux centres secondaires du fond du canyon : El Valle, Ituango, San Andrés de Cuerquia, Sabanalarga, favorisant la connectivité au sein du canyon entre les différents municipes et les échanges entre zones rurales et marchés.

Des voies tertiaires sont aménagées pour permettre l'accès à la salle des machines et aux campements. Enfin des voies temporaires, nécessaires pendant la construction sont creusées pour permettre d'accéder aux extrémités des tunnels et au chantier de la digue. Elles seront submergées avec le remplissage du réservoir.

Le budget routier s'élevait à l'origine à 10 millions de dollars. Il est ré-évalué en 2012 avec l'ajout du tronçon Ituango-Valdivia

En outre, le barrage formera un réservoir linéaire de 79 km de long pour une surface de 4538 ha, permettant de réguler le débit dans les périodes de sécheresse pour que les turbines fonctionnent en permanence. Ce réservoir, qui atteindra le municipe de Santa Fé de Antioquia va permettre de connecter l'occident Antioqueno et la dynamique périphérie de Medellín au canyon de Cauca dans le nord en rendant le fleuve navigable, favorisant notamment le transport de marchandises dans cette zone escarpée.

Ces infrastructures de transport doivent jouer un rôle primordial dans le développement local à long termes en transformant radicalement les conditions d'accessibilité des territoires au sein de canyon et en mettant un terme à son enclavement par rapport au reste du département. Elles représenteront les premiers changements visibles dans la région.

Par ailleurs, L'électrification permettra une modernisation du territoire. L'amélioration de l'aéroport pré-existant à Santa Rita dans le municipe d'Ituango doit aussi servir cette ambition. (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

On retrouve ici l'idée de s'appuyer sur les capitaux des partenariats public-privé de génération hydroélectrique pour financer l'amélioration du maillage en infrastructures des territoires.

1.3 Réduction des antimondes

Ces évolutions doivent favoriser la construction du post-conflit. Le développement d'activités formelles, l'équipement en infrastructures, la consolidation financière des municipes et le recueil de données sur le territoire, par les constructeurs du barrage participent aux efforts de reconstruction du contrôle territorial de l'État au détriment des antimondes.

Cette reprise du contrôle territoriale doit se traduire par une amélioration des conditions de vie des

populations par le développement des infrastructures, des services publics (Fourniture en électricité, infrastructures routières pour désenclaver le territoire, opportunité d'emploi formel, amélioration de la maîtrise du territoire pour permettre la titularisation des propriétés et des activités). Ainsi, le barrage participera au développement local en dynamisant les systèmes productifs du territoire, actuellement dominées par des agricultures de subsistance et l'extraction artisanale minière et forestière, et en favorisant les échanges avec le reste du département. En renforçant les tissus sociaux et en réorganisant efficacement les systèmes productifs pour revitaliser l'économie, cela doit finalement limiter l'influence et l'impunité des antimondes.

Estamos convencidos de que con la construcción del Proyecto en condiciones de equidad e inclusión, le aportaremos a la paz de la región ofreciendo nuevas oportunidades para los ciudadanos, fortaleciendo la presencia institucional y del Estado y mejorando la calidad de vida y las opciones de futuro para los habitantes de la zona.

El Proyecto Hidroeléctrico Ituango es sinónimo de futuro y transformación. Vamos a cumplir con el compromiso delegado por los antioqueños y por el país de construirlo y operarlo de la mano con todas las comunidades y con las instituciones... (Éditorial de La Voz del Proyecto, fascicule d'information sur le projet de barrage publié par EPM, Novembre 2012)

Ces objectifs vantés par les promoteurs du barrage pour le développement local s'inscrivent dans les stratégies promues par la Paix Territoriale. Le secteur entrepreneurial est mis à contribution pour investir dans les territoires afin de financer la reprise du contrôle territorial.

Le barrage d'Ituango, du fait des ressources investies sur le territoire pour sa sécurisation et son désenclavement, mais aussi par le changement d'image attribuée au territoire, doit permettre la diversification des systèmes productifs et leur connexion aux réseaux de dynamisme du département. Ces évolutions doivent notamment favoriser l'attractivité du territoire pour de nouveaux investissements attirés par la possibilité d'exploiter les riches ressources en réserve de la région ou de profiter des opportunités liées au barrage (tourisme, services, agriculture commerciale).

Toutefois, à ce stade, les perspectives de développement locale correspondent à des besoins du barrage (accessibilité, main d'œuvre) qui ne singularisent pas le projet d'autres grands chantiers hydroélectrique dans des territoires isolés.

2 Structuration du canyon du Cauca en pôle de développement régional

Au-delà de ces perspectives locales, le projet s'inscrit dans des stratégies planifiées de développement régional englobant plus largement le bassin du Cauca, voire l'ensemble du nord-ouest colombien, ce qui inclut une partie de la région Andine, la plaine Caraïbe et la façade pacifique. Ces stratégies doivent permettre de valoriser la situation du canyon aux confins de territoires aux potentiels productifs diversifiés, et d'en faire un carrefour articulant ces territoires dans un processus de développement commun (Departamento Nacional de Planeación, 2014). En effet, le canyon du Cauca se trouve à la jonction de territoires stratégiques entre le Darien, le Cordoba et la plaine du Magdalena, que ce soit pour le tourisme, le commerce international, l'industrie.

Cela se traduit par l'association du projet d'Ituango à des projets de développement annexes de type partenariats publics-privés à différentes échelles, en profitant des processus de régionalisation liés à la décentralisation. Ces réseaux de projet permettent de connecter une mosaïque de territoires associés à de tels projets qui se superposent partiellement, et de constituer des unités territoriales présentant des caractéristiques et besoins communs. Le barrage pourra à partir de là polariser un nouvel ensemble de territoires complémentaires tous susceptibles d'en tirer bénéfice.

Ces stratégies représentent des perspectives pour le post-conflit allant au-delà de l'amélioration des indices sécuritaires dans le canyon. Selon les principes de la Paix Territoriale, si les marges ont un effet structurant sur la territorialisation du conflit armé et sur les systèmes de territoires organisés autour de relations socio-économiques formelles et informelles à plus grande échelle, la présence de ce projet pourrait impacter toute la géographie du conflit dans le Nord-ouest colombien. Ainsi, le canyon constituait un carrefour entre des réseaux d'antimonde. L'affaiblissement de la guérilla voire leur expulsion de ce centre névralgique du conflit armé donnerait lieu à un affaiblissement de toute la structure des fronts Farc du nord-ouest colombien.

Pour le département, le barrage permettrait en retour au territoire de devenir un carrefour de réseaux formels, en tirant profit des mêmes avantages de site et de situation. Cette intégration dans un ensemble de réseaux aux échelles régionales et internationales se substituera à ceux des antimondes qui suivent des routes similaires, en tirant par ailleurs profit d'une diminution des taux de violence à l'échelle nationale.

2.1 Développement industriel

2.1.1 Développement hydroélectrique du Medio Cauca

Le barrage d'Ituango doit entraîner le développement hydroélectrique du Medio Cauca. Cela doit contribuer à transformer le territoire en pôle de production hydro-énergétique au même titre que l'Oriente Antioqueño.

Les municipes d'Ituango et Briceño vont compter parmi les plus gros producteurs d'hydroélectricité du pays. En outre, le projet Ituango est complété par deux autres projets de centrales aux deux extrémités du canyon, Cañafisto en amont et Espiritu Santo en aval. Ces centrales sont planifiées dans la foulée des études sur le potentiel du canyon du Cauca pour l'élaboration du projet Ituango et en s'appuyant sur les infrastructures qui seront mises à disposition dans le cadre du barrage d'Ituango (BIRD, 2011).

Le projet de Cañafisto, développé par ISAGEN, prend place dans le municipe de Bolombolo. Il prévoit une capacité de 1000Mw. Il sera toutefois annulé suite au refus par l'ANLA de lui accorder une licence environnementale. Le projet prévoyait en effet des impacts environnementaux élevés et la destruction de 119 km de route pavée, et notamment le Pont Occidente reliant Santa Fe de Antioquia à la route de Medellín, et rénové en 2008.

Espiritu Santo, situé à la jonction entre Ituango Briceño et Valdivia à 24 km en aval du barrage d'Ituango, doit permettre de valoriser le débit de décharge de ce dernier. Il obtient lui sa licence environnementale en 2010. Le projet est acquis par EPM en 2012. Les travaux n'ont pas encore été amorcés.

2.1.2 Développement extractif

En plus de son potentiel hydroélectrique, le territoire du canyon du Cauca possède des ressources en matières premières de sous-sol et forestières nombreuses.

Or, selon les constructeurs, le projet permet une dynamisation des activités minières à proximité directe du site du barrage. Ces activités, pratiquées de longue date dans la région sont formalisées et industrialisées grâce au développement en infrastructures associé au barrage, qui encouragent en outre l'arrivée de multinationales du secteur. Ainsi, la mine d'or de la compagnie chinoise Zijin-Continental Gold à Buriticá a été inaugurée le 23 octobre 2020. Cette mine, doit augmenter la production d'or nationale de 25 % d'après la compagnie.

Les firmes transnationales profitent notamment de l'installation de nouvelles routes reliées aux ports des Caraïbes pour intensifier l'exploration minière dans la région. Cela ouvre la voie à une

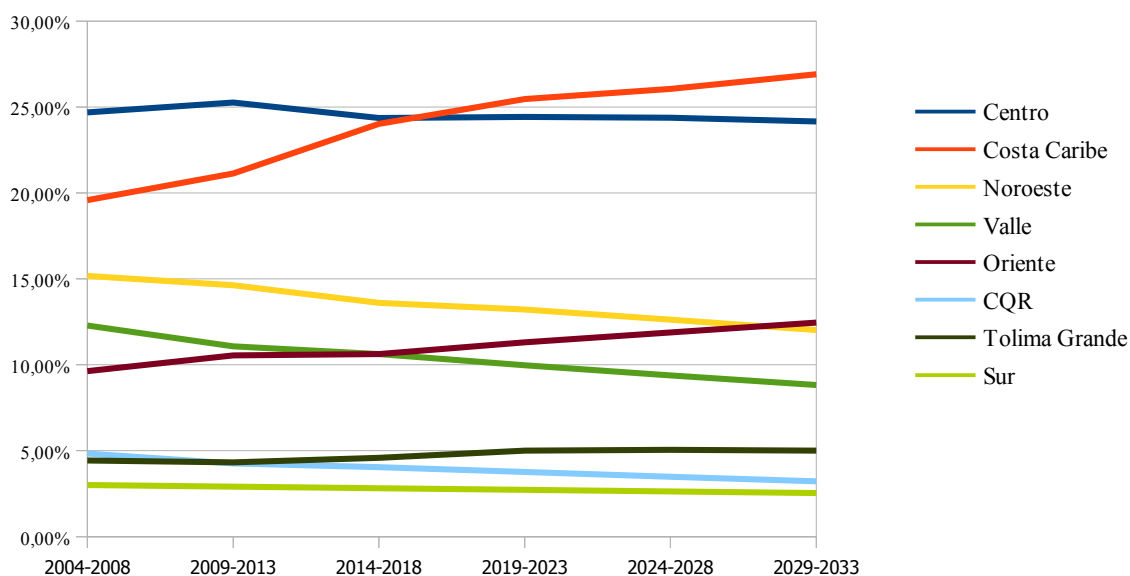
transformation des municipes en pôle de développement minier.

En ce qui concerne la mine, le projet doit en outre favoriser un développement responsable de ces activités dans le contexte de sortie de conflit, par des acteurs formels susceptibles d'optimiser sa rentabilité, alors que celle-ci était auparavant largement liée aux intérêts des groupes illégaux. En plus de contribuer à financer les fronts armés, elle se pratiquait de manière artisanale sur les berges des cours d'eau sans contrôle du rejet de polluants, en particulier de mercure, ni des phénomènes d'érosion et de déforestation associés. Sa formalisation doit ainsi répondre à des problématiques socio-environnementales tout en affaiblissant les acteurs aux marges de la loi. Ces objectifs sont valorisés par la promotion de la locomotive minéro-énergétique dans le PND 2010-2014.

2.1.3 Connexion du nord-ouest colombien

L'industrie aluminium de la côte Caraïbe et le projet de connexion énergétique avec le Panama ont constitué des éléments décisifs pour l'adoption du projet. Les secteurs extractifs et industriels très demandeurs d'énergie catalysent et structurent ainsi le développement de grands projets d'infrastructures associés au barrage, permettant d'ouvrir des corridors commerciaux.

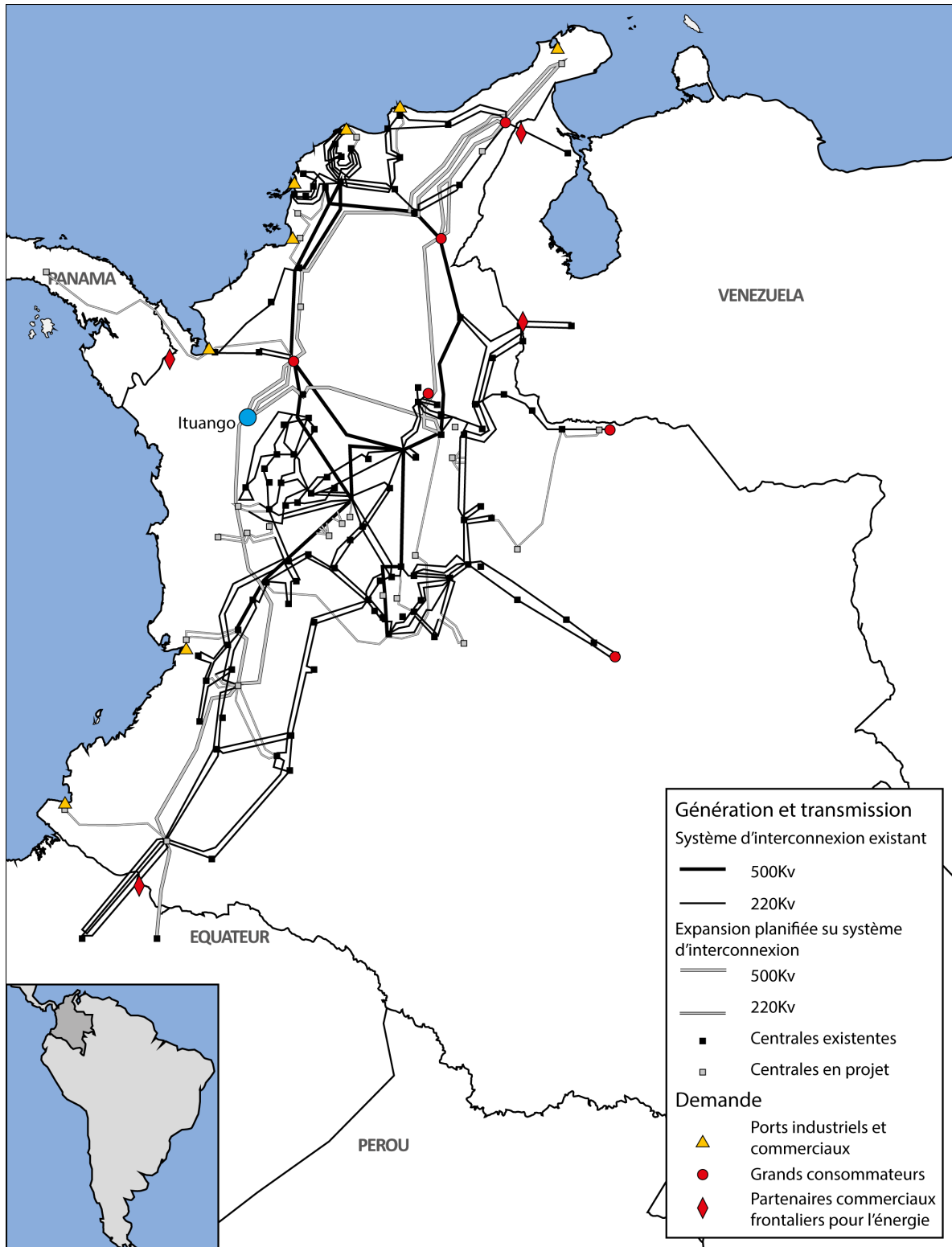
Evolution de la part des régions dans la demande énergétique nationale
(historique et projection)



graphique 2: source : Upme.gov.co, 2019

La croissance de la demande en énergie dans la région Caraïbe est associée à l'expansion de

l'industrie lourde et des secteurs extractifs dans les Caraïbes, elle-même favorisée par la situation d'interface maritime dans le contexte de locomotives minero-énergétique et de promotion des exportations. Elle va donc de pair avec une augmentation continue de la charge de transport. Cela entraîne une concentration des moyens pour la consolidation des réseaux entre les métropoles régionales andines et la côte, et pour valoriser l'interface Caraïbe (Carte 32). Or, le projet de barrage se situe à la croisée de ces réseaux qu'il alimente, à la fois en énergie et en capitaux.



Carte 32: Expansion du système de transmission et génération électrique (base : Igac ; données : upme.gov.co ; auteur : Benassaya)

Dans la décennie 2010, cette expansion est encouragée par la consolidation institutionnelle du système de planification industriel. L'ANI, Agence Nationale des Infrastructures, entité publique de

planification des infrastructures de transport, est créée en 2011 lors du premier mandat de Juan Manuel Santos, et chargée d'administrer les concessions. L'ANI met en œuvre le programme 4G (quatrième génération de concessions) dans la même période que la construction du barrage d'Ituango. Ce programme est constitué par 40 projets de développement routier selon le système de concession qui est une forme de partenariat public-privé, et dont l'objectif est de consolider la connectivité entre les régions productives des Andes et les ports Caraïbes, en réduisant le temps de trajet de 20 % et le coût de transport de 30 %. (Departamento Nacional de Planeación, 2014)

Ces projets représentent 7000 kilomètres de routes nationales dont 1200 km en double voies, 141 kilomètres de tunnels et 150 kilomètres de viaducs pour un budget de 47 milliards de dollars. 24 départements sont concernés. Les projets devraient y générer 180 000 emplois directs. Parmi ces projets, on peut citer notamment les Autopistas del Sol (autoroutes du soleil) entre Medellín et la côte Caraïbe (165 km). À cela s'ajoute un projet pour rendre le Rio Magdalena navigable entre Barranquilla et Puerto Salgar. La navigabilité des fleuves Putumayo, Meta et Atrato est également à l'étude. L'agrandissement des ports de l'Uraba, la rénovation des autres ports Caraïbes et aéroports, et la réhabilitation des réseaux ferrés Dorada Chiriguana, Bogota Belencito et une nouvelle ligne Loma Cienaga sont aussi programmés, en plus de la poursuite de la construction/maintenance de voies prévues au cours des première, deuxième et troisième générations. Pour sa mise en œuvre, un organisme chargé de la gestion du financement des projets, la FDM Financière de Développement Nationale, qui attribue les concessions (loi 1508 de 2012).

En complément l'Invias qui gère le réseau routier public hors concession prévoit le pavement des routes tertiaires, secondaires et primaires entre les capitales départementales et les régions enclavées. Ce programme, baptisé « Corredores de Prosperidad » (corridor de prospérité) doit rendre ces routes résistantes aux aléas liés au changement climatique et appuyer le développement des chaînes productives et du tourisme dans les territoires nouvellement intégrés (CCI, 2013).

Le barrage d'Ituango est connecté à ces programmes. Une partie des infrastructures secondaires prévues dans la construction du projet sont des routes connectant le canyon du Cauca aux voies du programme 4G. Les infrastructures primaires et secondaires vont permettre d'améliorer la connexion physique du territoire avec Medellín, le Bajo Cauca, l'Occidente et l'Oriente Antioqueno. Le canyon du Cauca, historiquement marginalisé des axes Medellín-Caraïbes qui le contournaient par les hauts plateaux se transforme alors progressivement en carrefour entre ces centres.

Le barrage d'Ituango doit aussi être intégré à un réseau de territoires productifs connectés par des

lignes à haute tension planifiée par le CREG dans le cadre de la consolidation du SIN. Ainsi, une ligne de capacité de 500kv reliera directement le barrage d'Ituango au complexe minier Cerromatoso, exploitant principalement du nickel à très grande échelle dans le Cordoba, et qui fait partie des six grands consommateurs d'énergie du pays. Ituango doit alimenter directement ce complexe.

Une autre ligne de 500kv permet de relier Ituango au complexe de développement hydroélectrique de l'Orient via le municipe de Yarumal. Cerromatoso est aussi connecté aux barrages de Porce et Sogamoso, et des lignes secondaires sont prévus entre Porce II et III et Medellín. Cela représente un renforcement du système d'interconnexion électrique régional. En parallèle, la création de ce pôle de développement représente aussi de nouveaux arguments en faveur de la construction d'une ligne à haute tension vers le Panama et de la poursuite des discussions concernant l'autoroute panaméricaine (Plan Puebla Panama), ce qui contribuerait au désenclavement du Tapon de Darien.

Pour ces projets, l'amélioration des conditions de sécurité, la production d'énergie, et la modernisation des systèmes productifs dans la région du canyon grâce au barrage constitue des catalyseurs : le barrage fournit des ressources, une demande, et un contexte favorable. La participation de Medellín et de l'Antioquia dans ces programmes, qui accueille sur son territoire les chantiers des ports de l'Uraba, et des sections importantes des autoroutes et voies ferrées, doit être financée par les recettes d'Ituango (Plan de desarrollo Antioquia, 2016-2019).

En dynamisant l'industrie lourde de la région et les réseaux d'infrastructures, et en générant des revenus pour entreprendre des grands projets annexes, le barrage doit ainsi contribuer à dynamiser les exportations tout en consolidant la position de l'Antioquia comme pôle de ces processus mondialisés en Colombie.

Ainsi, les projets de développement et partenariats permettent intégrer le canyon du Cauca jusqu'à présent resté angle mort de la région à ses dynamiques nationales et internationales pour lesquelles il constitue un carrefour, connectant Medellín, le Pacifique et l'Amérique centrale et du nord.

Finalement, du fait de sa situation géographique, le canyon du Cauca a vocation à favoriser les échanges entre l'Antioquia et le Nord-ouest du pays, notamment pour l'industrie lourde en pleine expansion dans la région Caraïbe, fortement consommatrice d'énergie. Le barrage d'Ituango témoigne en outre d'un nouveau changement d'échelle dans les stratégies d'intégration régionale de Medellín en s'appuyant sur les méga-projets notamment hydroélectriques dans sa campagne.

2.2.1.4 Conflit armé et économies extractives.

La planification du système routier et de transmission qui accompagne le projet de barrage

témoigne surtout de son rôle clé dans l'expansion commerciale de l'Antioquia vers le nord grâce à la génération d'énergie à bas coût. Ces orientations interrogent toutefois quant à leurs effets en matière de réduction du conflit armé, le secteur extractif ayant plutôt contribué à aggraver les dysfonctionnements agraires et à favoriser l'économie d'enclave.

Le premier argument est qu'en plus de représenter des retombées économiques et sociales pour l'Antioquia, la mise sous contrôle de ces ressources dans des réseaux formels permet de les soustraire aux intérêts de groupes aux marges de la loi. Comme à l'époque de l'ouverture des fronts pionniers où les potentialités du territoire étaient vantées pour attirer des fronts de peuplement dans la région, on retrouve un discours de la part des centres sur les avantages de ce territoire marginalisé pour attirer des investissements et des projets notamment miniers qu'on peut attribuer à des objectifs de contrôle territorial. Il ne s'agit plus ici de stabiliser une frontière, mais de reprendre le territoire à des acteurs aux marges de la loi. Cela implique toutefois des mesures pour contrebalancer l'influence de l'extractivisme primaire.

Or, la principale ressource du territoire pour cette intégration, l'hydroélectricité, doit aussi servir de base à d'autres activités dans la région en favorisant la communication entre des projets de développement complémentaires sur différents territoires pour lesquels le canyon du Cauca constitue un carrefour naturel, limitant ainsi l'effet d'enclave. Pour y parvenir d'autres secteurs sont signalés dans les PND de cette période comme stratégiques pour diversifier les activités économiques sur les territoires ruraux, en accord avec les principes de la RRI afin de protéger le secteur agricole.

2.2 Le tourisme

C'est notamment le cas du tourisme qui fait l'objet d'une attention particulière pour son potentiel en termes de développement local rural. Ce développement doit se faire en parallèle à celui de l'agriculture commerciale qui bénéficiera d'une amélioration des voies de communication, des canaux de commercialisation et de la productivité des sols (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

Le tourisme et notamment l'écotourisme sont des perspectives particulièrement mises en valeur par les constructeurs du projet avant le lancement du chantier. En 2010, le tourisme en Colombie représente le troisième secteur d'exportation national, et le premier secteur tertiaire. Le PIB du secteur de tourisme en Colombie entre 2010 et 2013 est l'un de ceux connaissant la plus forte croissance (Mincomercio, 2014). Grâce aux investissements et à son patrimoine naturel et culturel, la Colombie devient leader régional en la matière en dépit de circonstances difficiles sur son territoire, liées au conflit armé et au manque d'infrastructures. Mais pour cela, le tourisme concerne

plus spécifiquement les zones urbaines. L'enjeu est de parvenir à le développer dans les campagnes.

2.2.1 Potentiel touristique

Or, le canyon du Cauca possède un potentiel pour le tourisme naturel grâce à ses paysages, aux montagnes, au fleuve et au PNN Paramillo, ainsi qu'à son patrimoine religieux et archéologique associé à l'histoire indigène précolombienne de ce territoire. (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

Le territoire est en outre en contact avec différents centres touristiques du département d'Antioquia. Il s'agit notamment des hauts plateaux de la sub-région Norte, (Don Matías, Santa Rosa de Osos, Entrerrios et San Pedro de Milagros) où un tourisme local se développe sur les bords de la « route du lait » qui rejoint l'autoroute vers le delta du Magdalena dans les caraïbes via Santa Rosa et Yarumal. Cette route est attractive pour ses paysages andins, le patrimoine culturel des villages qu'elle traverse, et les réservoirs de complexes hydroélectriques, notamment Riógrande. La route du lait fait l'objet de programmes de valorisation de son potentiel touristique culturel dans les plans départementaux de développement concomitants au chantier de barrage (idea.gov.co).

Sur l'autre rive du Cauca, le potentiel touristique autour des climats agréables et de la ville historique Santa Fé de Antioquia, à l'extrémité du futur réservoir du barrage d'Ituango se développe depuis les années 2000. C'est d'abord un tourisme local, en provenance de Medellín, puis du reste du pays. Peu à peu, avec l'amélioration des conditions de sécurité en Antioquia et de l'amélioration de la réputation de Medellín, le tourisme international prend le relais dans ces régions, entraîné par les hot spots touristiques à proximité, Medellín même, Guatapé et dans la zone caféière du sud-ouest.

Or, la route du lait et celle de Santa Fé de Antioquia contournent le canyon du Cauca par les hauts plateaux et n'ont pas d'effet d'entraînement sur les populations du fond du canyon qui restent marginalisées de ces activités. Cela est dû d'une part aux conditions de sécurité dans la région et d'autre part à l'organisation des infrastructures routière (Annexe 5).

Le développement hydroélectrique dans le discours des promoteurs du barrage d'Ituango apparaît comme un levier pour une mise en tourisme du territoire. En premier lieu, les infrastructures annexes des grands barrage permettent de valoriser ce potentiel en améliorant l'accessibilité au territoire, incontournables pour le développement de ce secteur. L'amélioration des routes depuis Santa Rosa de Oso est ainsi programmée dans le cadre du barrage.

Au-delà, le département, dans son plan de développement (Plan de desarrollo turístico, 2015) prévoit de promouvoir le secteur touristique dans le nord de l'Antioquia en connectant le territoire à

Santa Fé, Santa Rosa et à l’Orient pour organiser des « clusters » touristiques. La création de la Sociedad Promotora de la Hidroeléctrica Ituango va de pair avec la promulgation d’un projet de réhabilitation de la connexion routière entre Santa Fé de Antioquia (limite amont du canyon) et l’autoroute Caucaasia au niveau de Vadivia (limite aval du Canyon) vers les Caraïbes. Juste avant, la connexion Valle de Aburrá (Medellín)-Santa Fé de Antioquia avait été renforcée avec l’ouverture du Tunnel de Occident en décembre 2005.

La création de zones de reforestation avec usages restreints au-dessus du réservoir du barrage et le réservoir lui-même peuvent devenir des éléments naturels attractifs pour le tourisme sur le modèle de Guatapé (activités nautiques, pêche sportive, résidence secondaires). Par ailleurs, les infrastructures du barrage constituent aussi des aménagements « patrimonialisables » (sur le modèle des visites en bateau du vertedero et des tunnels monumentaux du barrage du Prado dans le Tolima, des vestiges immergés du village de Guatapé en Antioquia), au bénéfice du tourisme et du développement local. Un tourisme culturel pourrait ainsi se développer grâce à la valorisation de « paysages de l’énergie » sur la base d’un récit sur le patrimoine hydroélectrique de l’Antioquia, associé à un hommage aux ouvriers, à la démesure, au contrôle de la nature sur le modèle des infrastructures hydroélectriques des Alpes ((Rodríguez, 2012)). Le tourisme y apparaît comme un moyen de recycler l’industrie en « patrimonialisant » les formes d’exploitation des ressources naturelles. On retrouve dans le discours des promoteurs du barrage d’Ituango la représentation de l’hydroélectricité comme patrimoine culturel historique de la société Paisa (progrès et maîtrise de l’eau) et comme pivot du développement local de l’Antioquia, et la volonté d’en faire un symbole des paysages d’une Antioquia rurale productive, et éventuellement une ressource touristique. Cela permet en outre de consolider une représentation « verte » de l’hydroélectricité en faisant des réservoirs des éléments du paysage « naturalisés », vecteurs entre nature et culture pour le développement durable.

2.2.2 Tourisme et paix

Outre ces intérêts économiques, le tourisme représente des opportunités pour la conservation environnementale et représente un instrument pour la consolidation de la Paix Territoriale.

Ainsi, ce secteur doit participer à la préservation environnementale du canyon nécessaire à sa viabilité (tourisme de nature autour du réservoir, écotourisme, tourisme « scientifique »). En effet, la diversité naturelle et la multiculturalité constituent des avantages comparatifs pour l’industrie touristique en Colombie, et pour celle du canyon qui motiveraient le financement de mesures de lutte contre la déforestation, des paramos, de préservation des patrimoines culturels, etc. Le plan

sectoriel de tourisme 2014-2018 prévoit ainsi le développement du tourisme comme un marché vert avec des normes et des bonnes pratiques imposées aux acteurs du secteur (études d'impact environnementales et culturels, usage raisonnable des ressources naturelles et culturels, génération et application d'indicateurs de durabilité, etc. (Plan sectoriel de turismo 2014-2018 : Turismo para la construcción de la paz)).

L'industrie touristique pourrait enfin contribuer à préserver la stabilité des territoires paysans en limitant les conflits d'usages (Villamizar Barahona, 2017). Ces perspectives associées au barrage sont mentionnées dans les POT des municipes de Toledo et d'Ituango dans le début des années 2000. Le secteur touristique pourrait en outre servir à réorienter les personnels du chantier dont les emplois vont disparaître à partir de 2018 (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019).

Avec ces perspectives, le développement de ce secteur est présenté comme un appui à la construction territorialisée de la paix. Le tourisme contribuerait à transformer la représentation de territoires associés à la violence et aux activités illégales. Il s'agit là d'enjeux explicites du processus de paix. Le tourisme est ainsi reconnu comme facteur de développement de « territoires de paix ».

En contrepartie, le développement du tourisme est intrinsèquement lié au bon fonctionnement du post-conflit parce que la sécurité est une condition sine qua non de la compétitivité du secteur. Les territoires colombiens marqués par le conflit représentent une grande réserve de potentiel touristique qui peut stimuler la construction de la paix et en tirer bénéfice (Mincomercio, 2014).

À ce titre, le département d'Antioquia, en partenariat avec des organismes nationaux, les départements du Cordoba et du Choco et le secteur privé, participe à l'élaboration de projet touristiques régionaux susceptibles d'intégrer le canyon du Cauca.

Le secteur touristique a fait l'objet d'un « plan sectoriel du tourisme pour la construction de la paix 2014-2018 » qui prévoit l'amélioration et le développement de nouvelles infrastructures, le développement d'un cadre institutionnel et la capacitation, formalisation des acteurs économiques. Il prévoit aussi de réguler la gouvernance et les pratiques des affaires. Les forces armées sont mobilisées sur les territoires intéressants le secteur touristique.

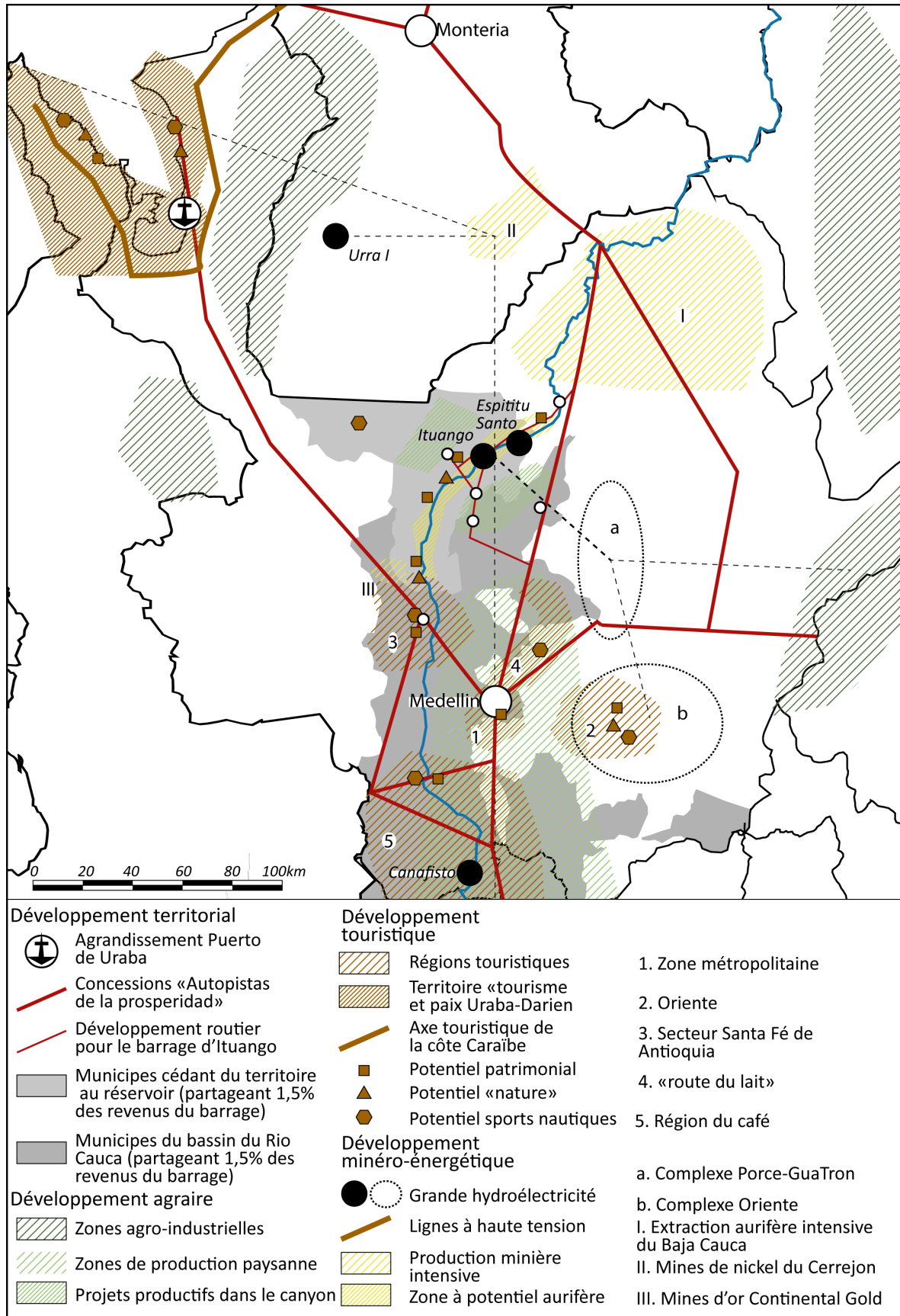
Le plan prévoit une série d'expérimentations territorialisées pour le développement de projets touristiques, notamment de tourisme de nature dans des régions du conflit armé. Il s'agit des « régions pilote Tourisme et Paix » qui comprennent chemin à Ciudad Perdida dans la Sierra Nevada (Magdalena), le Cano Cristales dans la Serranía de la Macarena (Meta), le Putumayo et la région Uraba Darien. (Antioquia-Choco).

Ces projets s'appuient sur des partenariats d'acteurs, où les promoteurs de grandes infrastructures ont un rôle central à jouer. Dans la région du Darien, la mise en contact des territoires sous l'influence des infrastructures associées au barrage d'Ituango constitue un atout pour le développement touristique.

2.3 Transformation de la marge en carrefour « formel »

À travers ces aménagements, le projet de barrage est donc articulé à des politiques nationales, régionales et locales pour l'aménagement du territoire, la croissance économique et la paix sur la base de partenariats publics privés, visant à la réintégration de la marge aux dynamiques mondialisées du département. La situation du territoire de carrefour entre Medellín, le Pacifique et les Caraïbes et la localisation des infrastructures secondaire lui permettent d'articuler le canyon dans des réseaux de territoires complémentaires entre des pôles de développement industriels, et des périphéries agraires intégrées pour alimenter un processus de développement contribuant au renforcement économique et social des campagnes du pays dans leur ensemble. Le projet doit ainsi transformer le canyon du Cauca, ancien carrefour des antimondes, en pôle structurant des dynamiques de développement à l'échelle du nord-ouest colombien, favorisé par la réduction des taux de violence.

Le développement de partenariats public-privé doit en outre permettre à l'État, en lien avec les entreprises, d'intensifier sa présence sur l'ensemble du territoire dans son rôle de régulateur et de pourvoyeur de développement, notamment dans les zones où il ne se manifestait qu'à travers l'intervention armée. La construction du barrage d'Ituango dans le canyon doit ainsi participer à reconstruire l'ancrage de l'État sur le territoire. Le développement du territoire, la croissance économique et l'amélioration des conditions de vie locales doivent permettre de reconstituer la légitimité de cet État au détriment de celle des groupes dissidents. Par ailleurs, les efforts pour la consolidation des capacités de planification des municipes s'inscrivent dans les objectifs d'améliorer le fonctionnement de la décentralisation. Au-delà, le projet s'inscrit dans une dynamique nationale de régionalisation qui représente une opportunité pour améliorer les perspectives de développement local intégré.



Carte 33: Développement régional autour du barrage d'Ituango (base : Igac, données : epm.com, ani.gov.co, dane.gov.co, idea.gov.co ; auteur : Benassaya)

3 Gestion des impacts

Toutefois, pour concilier les objectifs de développement local, régional et national dans un climat d'apaisement, et alors que les relations entre les échelles du territoire tendent plutôt à être à l'origine de frictions, il convient de garantir que les populations du territoire puissent tirer parti de ces perspectives.

Si le projet de barrage représente des promesses multiples, son développement produira aussi des impacts négatifs sur les écosystèmes, les systèmes productifs et les conditions de vie au niveau locale. Ces impacts doivent être régulés pour ne pas se traduire par une nouvelle source de vulnérabilité pour les populations annulant les effets de la réduction de l'influence des groupes armés en reproduisant des situations comparables à celles des économies d'enclave extractives.

EPM admet que le projet aura différentes catégories d'impacts négatifs qu'il convient de mitiger ou de compenser pour garantir à la population de tirer bénéfice du développement local. Or, ces plans de compensation constituent en eux-mêmes un outil supplémentaire, dans le discours des constructeurs pour faire du barrage un modèle innovant de construction locale du post conflit, du fait d'une approche territorialisée, participative et intégrale. Ils prennent en compte les différents niveaux d'affectation des territoires dans la zone d'influence et les différents niveaux de vulnérabilité des populations et des écosystèmes, pendant le chantier, et pendant l'opération du barrage. Dans ces plans, le conflit armé est pris en compte comme facteur de vulnérabilité.

3.1 Aspects techniques

3.1.1 Localisation des travaux

Le projet de barrage comporte une infrastructure principale composée de la digue et de la centrale hydroélectrique ainsi que des infrastructures secondaires nécessaires pour le chantier puis pour l'opération et la maintenance du barrage. Avec le réservoir, ces infrastructures concernent douze municipes appartenant aux sub-région Norte, Bajo Cauca et Occidente. Sur ces douze municipes, onze conforment le canyon du Cauca et le douzième, Yarumal, fait la jonction avec la sub-région Oriente Selon l'étude d'impacts de 2009, 170 000 personnes environ vivent dans cette zone.

Au cœur du projet, les municipes d'Ituango et de Briceño, qui se font face de part et d'autre du Cauca, accueillent l'infrastructure principale. Plus précisément la digue du barrage, qui devait mesurer à l'origine 225 mètres de haut (410 mètre au-dessus du niveau de la mer) et 550 de long relie Ituango sur la rive gauche et Briceño sur la rive droite. La hauteur de la digue a toutefois été

relevée in extremis de cinq mètres au printemps 2018 quand elle apparaît comme manifestement insuffisante pour faire face aux épisodes extrêmes de pluie.

La centrale associée à la digue sera souterraine, creusée dans la roche du canyon du côté de Briceño. Elle comprendra 8 turbines (fournies par Alstom) d'une capacité de 300 MW chacune, soit une capacité totale de 2400Mw. Des espaces pour accueillir les équipements auxiliaires de contrôle, la salle de montage et les bureaux sont creusés autour de la salle des machines sur la rive droite.

Du même coté, quatre tunnels de déviation du courant ont été creusés afin de ménager une zone émergée pour la construction de la digue. Ces tunnels devaient être dynamités lors de la mise en opération du barrage.



Photo 2: Tunnels de déviation en aval de la digue en construction, municipe d'Ituango (auteur Benassaya, 2016)

Les matériaux extraits pour l'ouverture de ces tunnels, de la salle des machines et des salles annexes (transformateurs, voies d'accès, ventilation) de la centrale servent à la construction de la digue. D'autres matériaux de construction sont prélevés dans des carrières ouvertes à proximité du site. Sur la rive droite en amont, un terrain de résidus de gneiss est exploité pour la construction du barrage. D'autres espaces de prélèvement de matériaux sont identifiés dans les dépôts alluviaux du Rio San Andrés (157 hectares environs) entre les municipes de Toledo et de San Andrés De Cuerquia. Ces matériaux permettent la fabrication de béton pour la construction du mur du barrage.

Des zones de dépôts de matériaux de construction sont aussi prévues.

Les municipes de Ituango, Briceño, Toledo, Peque, Sabanalarga, Buriticá, Santa Fé de Antioquia, Liborina et Olaya cèdent du territoire au réservoir et aux zones de reforestation autour de celui-ci. Les municipes de San Andrés, Valdivia et Yarumal sont concernés par des infrastructures secondaires (routes, lignes à haute tension, logement pour les ouvriers)

Les infrastructures directes (digue et centrale) et indirectes (routes, zones de dépôt et d'extraction) du projet, le réservoir, ainsi que la transformation rapide des systèmes productifs locaux, sont susceptibles d'impacter le territoire en termes sociaux et environnementaux.

3.1.2 cadre institutionnel

Dans un premier temps, la planification des impacts du projet de barrage d'Ituango suit le schéma classique imposé depuis les années 1990 : diagnostique territorial, EIA, plans de mitigation-compensation, et licence environnementale qui valide les précédents. Plus précisément, les impacts identifiés par les responsables du projet sont contenus dans trois documents : l'étude de faisabilité de 1999 (réalisée par Intégral), et réactualisée en 2007 et la première EIA en 2009 accompagnées de plans de gestion des impacts.

3.1.2.1 Système de régulation environnementale

Ce schéma s'inscrit dans le système de régulation environnementale colombien, dont l'élaboration s'amorce dans les années 1950 avec la première loi sur la gestion de l'économie forestière et des ressources renouvelables (loi 2 de 1959) qui délimite des zones de réserve forestières. Cette régulation environnementale se consolide dans la foulée de la conférence de Stockholm dans les années 1970, avec la création par la loi 23 de 1973 du Code national des ressources naturelles renouvelables, puis du Code sanitaire par la loi 9 de 79 qui vise notamment à réguler la pollution de l'eau et atmosphérique, et finalement le code minier (loi 685 de 2001). Ces deux codes serviront de cadre à la législation environnementale dans les années qui suivent. La Colombie est aussi signataire de plusieurs conventions internationales en matière de protection environnementale, notamment la convention sur la protection de la biodiversité promulguée lors de la conférence de Rio en 1991.

Par la suite, la constitution colombienne a été qualifiée de constitution verte, ou constitution écologique, en raison des plus de 50 articles qu'elle contient faisant référence à la conservation environnementale (Zaride, Avila 2014). L'article 8 notamment impose à l'État et aux personnes de protéger les ressources naturelles et culturelles. L'article 58 stipule que la propriété a une fonction sociale et environnementale impliquant des obligations. L'article 79 stipule le droit de chacun à

disposer d'un environnement sain. L'article 80 établit que l'État a le devoir de planifier et valoriser les ressources naturelles pour garantir leur développement durable, leur conservation, leur restauration ou leur substitution.

Ces orientations qui consacrent également les principes participatifs pour les indigènes semblent ouvrir une aire d'amélioration pour l'intégration aux territoires des grandes infrastructures respectueuses des écosystèmes et des populations initialement présentes sur ces territoires, y compris sur les territoires présentant un contexte de violence, où les cas de proximité d'intérêts et de complicité entre secteurs privés et paramilitaires ont contribué à la surreprésentation des indigènes parmi les victimes du conflit armé (Villaronga Wakker, 2000).

C'est toutefois la création du ministère de l'environnement en 1993 qui constitue l'étape la plus décisive en matière de régulation environnementale. La loi de 99 de 1993 qui permet cette création prévoit aussi la création de ses entités décentralisées, les 33 Corporaciones Autonomas Regionales (CAR), de cinq instituts de recherche nationaux, (Sinchi, Invemar, IIAP, Humboldt, et Ideam), de huit autorités environnementales urbaines dans les principales villes, et du SinapP, qui gère les parcs nationaux.

Ces institutions ont pour objectifs de donner les orientations générales de la politique environnementale du pays en accord avec la déclaration de Rio, d'établir les restrictions et les sanctions en cas de manquements aux codes sur les ressources et sanitaire, et organisent le système de licences environnementales pour les activités des entreprises (Zaride, Avila 2014).

Le système de licences environnementale permet la formalisation d'un mécanisme de régulation du développement, et notamment de régulation des impacts des grands projets, hydroélectriques entre autres, qui relevaient auparavant principalement des constructeurs eux-mêmes, au risque de donner lieu à des conflits d'intérêts (Macias Gómez, 2018). Il va de pair avec le système des Études d'Impacts Environnementales (Environmental Impact Assessment, EIA) qui se généralise depuis les années 1980 dans les cadres nationaux des pays en développement pour obtenir des aides financières de la Banque Mondiale et qui sont rendus obligatoires pour les états signataires de la convention de Rio.

Les EIA sont destinées à mettre à disposition l'information scientifique nécessaire à l'évaluation et la prévention des impacts environnementaux des projets de développement et des impacts sociaux et économiques qui en découlent. Les EIA doivent être préalables au début des travaux.

La loi 99 de 1993 définit aussi les informations qui doivent être contenues dans l'EIA pour prétendre à une licence environnementale. Principalement, l'EIA doit donner une délimitation de la

zone d'impact direct et indirect du projet, les informations sur la compatibilité du projet avec les POT, sur les conditions des ressources renouvelables impliquées, sur les caractéristiques environnementales et socio-économiques du territoire, l'identification des impacts occasionnés par le projet. Enfin, l'EIA doit fournir un diagnostic d'alternative pour réduire au maximum les impacts du projet. Les processus d'information à la population sur le projet et ses impacts, et de consultation préalable deviennent obligatoire à partir de 2002 pour construire une EIA, par le décret 1728 de 2002 (Toro Calderón, Martínez Prada, Arrieta Loyo 2013).

À cela s'ajoute un plan de gestion environnementale contenant les mesures de prévention, mitigation, compensation des impacts du projet sur l'environnement et les communautés pendant la construction, opération, entretien et démantèlement du projet. Un plan de contrôle de l'application du plan précédent doit être prévu ainsi qu'un plan de contingence pour la prévention et la gestion de crises liées au projet, ainsi qu'une projection des coûts de ce plan et de sa part dans le budget du projet (<http://portal.anla.gov.co/>).

Dans le cas des projets hydroélectriques colombiens, ces études d'impact constituent l'étape préliminaire la plus décisive pour la construction. Ces études d'impacts et plans de compensation deviennent des instruments essentiels pour l'évaluation du bilan coût/bénéfice d'un projet et pour estimer sa durabilité économique, sociale et environnementale sur un territoire. Ce bilan est déterminant pour l'obtention d'une licence environnementale.

Ces documents permettent ensuite, à partir d'une « photographie » de la situation initiale et d'une étude prospective, d'évaluer l'écart entre ce qui sera réalisé et les objectifs initiaux aux différentes étapes de la construction. Ils engagent les constructeurs à identifier les causes de ces écarts et à proposer des solutions sous peine de suspension des licences environnementales (Úsuga Montoya, 2014).

EN 2011 sera créé l'ANLA, Agencia Nacional de Licencias Ambientales, en charge d'attribuer les licences environnementales pour les projets de plus grande envergure (routes primaires, centrales de plus de 100 MW, ligne électrique de plus de 220 Kv, mines de plus de 200 000 tonnes de matériaux excavés par an. Les projets de moindre envergure obtiennent une licence des CAR.

Outre la régulation institutionnelle, les entreprises doivent répondre à des exigences de bonne gouvernance et de « RSE »(Responsabilité sociales des entreprises). La notion de RSE peut se définir comme l'intégration volontaire par les entreprises des préoccupations sociales et environnementales liées à leurs activités, et leur implication pour générer le bien être et l'amélioration de la qualité de vie des communautés indépendamment des bénéfices directs de

l'entreprise en utilisant leurs ressources (Azmat, Coghill, 2005). La RSE permettrait aussi d'améliorer la durabilité des projets. L'adhésion aux critères de RSE, prescrits comme bonnes pratiques internationales est devenue en théorie impérative quand les projets font appels à des financements de firmes transnationales ou des bailleurs de fonds internationaux. C'est aussi un enjeu d'image nationale comme internationale.

La consolidation du système de régulation environnementale découle d'une part de la qualité de pays méga-divers de la Colombie, abritant sur son territoire une portion de forêt amazonienne, lui donnant une importance environnementale mondiale, et donc polarisant l'attention internationale à ce sujet, surtout depuis les années 1990. En outre, la protection des ressources constitue des enjeux nationaux de développement.

En plus de représenter un potentiel touristique considérable, l'état des écosystèmes colombiens a une influence déterminante sur les systèmes productifs agricoles des Andes, peu mécanisés et peu irrigués (Portocarrero-Aya, Díaz-Timote, 2017). La culture du café est particulièrement vulnérable aux changements de régimes de pluie et à la disparition d'espèces qui menace de faire proliférer des insectes/champignons destructeurs pour les caféiers. En outre, la préservation des cours d'eau est aussi un enjeu crucial pour la fourniture d'énergie. Enfin, les conditions climatiques sont un enjeu pour le fonctionnement et l'entretien des infrastructures (Fajardo Valderrama, 2017). La question environnementale est particulièrement cruciale en Antioquia du fait de l'importance du secteur hydroélectrique, particulièrement vulnérable à l'évolution des débits des cours d'eau.

3.1.2.2 Des faiblesses

Si le système de régulation environnementale colombien s'est amélioré depuis Guatapé et Urrá, et couvre l'essentiel des domaines présentant des enjeux environnementaux, le système présente des faiblesses, notamment aux vues des enjeux liés au caractère « mégadivers » du territoire colombien. Cela se traduit par une dégradation des ressources, des écosystèmes et des conditions de vie des populations qui en dépendent, notamment dans le cadre du développement de projets.

Il n'existe ainsi pas de méthode universelle régissant à l'évaluation des impacts requise pour obtenir une licence environnementale, elles sont principalement qualitatives, y compris dans le cas d'Ituango, sous forme de matrices attribuant un degré d'importance à différents facteurs, avec un fort risque de subjectivité quant à l'estimation de l'importance des différentes variables. Elles se caractérisent dans ces conditions par une forte part d'imprécision dans l'évaluation (Toro Calderón, Martínez Prada, Arrieta Loyo 2013). Dans les systèmes complexes d'interactions entre groupes d'utilisateurs et ressources à différentes échelles que sont les territoires, l'évolution de ces impacts

auxquels les plans de gestion apportent une solution « point par point » présente une forte part d'incertitude.

L'application des normes existante laisse en outre à désirer notamment face au poids des intérêts extractifs. La régulation et la promotion du système de régulation environnementale est ainsi handicapée par la fusion entre le ministère de l'environnement, du logement et du développement territoriale en 2002, en parallèle des efforts pour la re-primarisation de l'économie via les IDE. Le système est fragilisé alors que le pays connaît une explosion des demandes de titre miniers (Toro Calderón, Martínez Prada, Arrieta Loyo 2013).

3.1.2.3 Environnement et post-conflit

Avec le post-conflit, la régulation environnementale recouvre toutefois de nouveaux impératifs. Le conflit a représenté des impacts pour l'environnement. Les écosystèmes colombiens ont souffert de manière directe et indirecte de l'action d'acteurs aux marges de la loi. 41 millions de barils de pétrole ont été rejetés dans l'environnement à cause du conflit armé depuis les années 1980. De plus, entre 1990 et 2010, la Colombie a perdu 6,2 millions d'hectares de couverture forestière dont 58 % sur des territoires concernés par le conflit (posconflico.gov.co). Cette déforestation résulte notamment des cultures illicites. 33 % des municipes en conflits ont fait l'objet d'extraction illégale d'or entre 2010 et 2014. Par ailleurs, 50 % des PNN et 42 % des forêts du pays se trouvent dans des municipes concernés par le conflit. Dans les parcs, les efforts pour limiter les impacts du conflit armé sur l'environnement se sont avérés contre-productifs, comme en témoigne la situation dans le Nudo de Paramillo.

Dégradation environnementale et conflit armé interagissent en s'aggravant mutuellement et placent les populations indigènes et paysannes, les plus dépendantes de leur environnement, dans une situation de double vulnérabilité.

Le processus de paix à la Havane reconnaît ce lien entre conflit armé et destruction de l'environnement et admet que les ressources naturelles sont un enjeu de la prolongation de la guerre dans le pays (Macias Gomez, 2018). Le PND 2014-2018 reconnaît en outre que si la violence affecte les écosystèmes, et la dégradation des écosystèmes consolide l'influence des acteurs armés, la présence des intérêts illégaux aggrave aussi les impacts environnementaux des grands projets de développement notamment hydroélectriques, en compromettant la maîtrise du territoire et le fonctionnement des systèmes de mitigation des impacts. Cette présence favorise en outre l'arrivée sur le territoire de projets néfastes comme les mines à grande échelle ou les monocultures de palme (Osorio Pérez, 2015).

Paradoxalement, le post-conflit ouvre aussi la voie à de nouvelles menaces. Si la présence de groupes armés dans les zones périphériques du pays donne déjà lieu la mise en œuvre de développements néfastes pour l'environnement, leur retrait risque d'accélérer la pénétration de tous types de projet de développement, y compris avec des vocations environnementales, comme certaines formes de tourisme. On peut ainsi craindre que les programmes touristiques et paix n'entraînent une massification du tourisme dans des espaces comme le Tapon de Darien ou la Sierra Nevada, où les écosystèmes et les organisations sociales sont particulièrement fragiles. Le développement rapide du tourisme dans un contexte où la régulation environnementale peine à s'appliquer pourrait se traduire par de mauvaises pratiques et une extension accélérée dans l'espace de la dégradation environnementale.

En outre, la question de la restitution des terres, compte tenu de l'expérience des précédentes réformes agraires qui se sont traduites par l'attribution de baldios et une ouverture de la frontière agricole suscite aussi des inquiétudes.

Avec le processus de paix, la préservation environnementale, et plus précisément la gestion environnementale du développement représentent toutefois des outils pour favoriser la construction locale du post conflit en limitant le risque de conflit socio-environnemental dont on a vu qu'il interagit avec le premier. Pour l'instant, ces enjeux sont surtout pris en compte dans les systèmes de zonage environnementale (réserves forestières, zones protégées, paramos...), et dans le cadre des mesures pour prévenir les mauvais usages (sur-exploitation ou sous-exploitation) dans la RRI. Les accords de paix prévoient en outre la fermeture de la frontière agricole en 2030 (*Acuerdo final para la terminacion del conflicto y la construccion de una paz estable y duradera*, 2016).

En parallèle, l'inscription de la notion de « croissance verte » dans le Plan National de Développement (PND) 2014-2018 qui correspond au deuxième mandat de Santos reflète les principes adoptés lors des négociations de paix à la Havane. à travers cette notion, il est admis que la géographie et les cultures doivent déterminer les usages, donc l'économie et non l'inverse pour limiter les dégradations environnementales et sociales. Autrement dit, pour contribuer à la sortie de conflit, les politiques de développement rural doivent faire primer l'aménagement socio-environnemental sur l'aménagement productif (Portocarrero-Aya, Díaz-Timote, 2017). La paix environnementale est ainsi définie comme une dimension de la Paix Territoriale (UNDP Colombia, 2014). Cela doit servir de garde-fou à l'expansion minéro-énergétique. Le PND prévoit des programmes d'éducation et de sensibilisation à la gestion environnementale. Les entités en charge de l'environnement sont appelées à peser de plus en plus dans la définition des plans de développement. À cela s'ajoutent des propositions de crédits verts et de paiement de services

environnementaux. La question de rendre la participation populaire opérationnelle et obligatoire dans les processus de validation des grands projets apparaît aussi comme fondamentale. Cela ne s'accompagne toutefois pas encore de cadre normatif ou légal. Le post-conflit sert surtout de cadre à des démarches plus expérimentales en matière de protection de l'environnement.

La Fundación para la Conservación y el Desarrollo Sostenible (FCDS), et l'Union internationale pour la conservation et la nature (UICN) ont ainsi demandé la reconnaissance de tous les parcs nationaux colombien comme sujet de droit et comme victime du conflit armé auprès de la Juridiction spéciale pour la paix (JEP). En 2019, le tribunal de Medellín reconnaît le Rio Cauca comme sujet de droit. (El Espectador, 20 juin 2019, « Declaran al Rio Cauca como sujeto de derecho »). Ce jugement est pris dans un contexte de crise liée à des incidents sur le chantier du barrage d'Ituango ayant provoqué des crues à Puerto Valdivia. L'objectif est d'intervenir au niveau légal pour forcer les promoteurs de grands projets sur les fleuves, à prendre en compte dans les études d'impacts non seulement les populations directement concernées mais le bassin versant dans son ensemble. Il impose par ailleurs la création d'une commission de « gardiens » du fleuve, composée de représentants de L'État et des communautés riveraines, chargé de représenter légalement le fleuve comme sujet de droit. Cette commission sous contrôle de la Court Constitutionnelle bénéficie de l'appui de l'Institut Humboldt, de la Corantioquia, et de l'Autorité Nationale d'Aquaculture. Cette reconnaissance suit le modèle de la reconnaissance du Rio Atrato en 2016, qui a également inspiré celle de l'Amazone colombien, et celle des Rio Combeima, Cocora et Coello en 2019. Le tribunal de Boyaca a par ailleurs accordé une reconnaissance et des droits similaires au Paramo de Pisba.

Ce type de reconnaissance est surtout symbolique. Il s'inscrit dans un mouvement international pour lequel la Nouvelle-Zélande (Traité avec les Maori pour reconnaître les droits de la Whanganui River) la Bolivie (loi reconnaissant droit de Mère Nature reconnu en 2010) l'Équateur (droits de la Pacha Mama reconnus par la constitution en 2008) et l'Inde (la Haute Court d'Uttarakhand reconnaît le règne animal comme entité légale ayant des droits, après une tentative de faire reconnaître les droits du Gange et de la Yamuna River) sont des pionniers. Ce mouvement vise à développer de nouveaux outils pour la conservation environnementale dans le domaine légal, soulignant les déficiences en la matière.

En pratique, il revient aux projets de développement d'intégrer à leur planification des projets pour favoriser la stabilité du territoire sur lesquels ils sont construits. Si la régulation environnementale semble constituer de nouveaux enjeux pour le barrage dans le contexte « post-conflit », la construction intervient aussi dans un contexte post-commission mondiale des barrages (CMB).

3.1.2.4 Enjeux pour le barrage d'Ituango

Dans ce contexte évolutif, le discours des constructeurs du barrage d'Ituango décrit un système de régulation allant au-delà de ses obligations, pour faire face aux insuffisances du système actuel et pour cadrer avec les dynamiques du post-conflit. Une régulation limitant le risque de conflit socio-environnemental est incontournable pour la cohérence du modèle de développement local et constitue à ce titre un enjeu pour la viabilité du projet.

Les plans de gestion des impacts sont divisés en un plan de gestion sociale et un plan de gestion environnementale qui doivent servir à l'organisation des programmes et activités pour mitiger, contrôler, et compenser les impacts générés par la construction et l'opération du barrage. Ces deux plans représentent initialement à eux deux un budget de 215 millions de dollars qui sera élevé au cours de la construction à 250 millions).

Ils sont associés à un plan de contrôle et de suivi, actualisé chaque année, et un plan de contingence pour gérer les situations d'urgence. Dans le cadre du barrage d'Ituango, un contrat est établi avec la croix rouge pour la gestion de ce dernier plan. Il doit prendre en compte le risque associé aux acteurs armés. Ces différents plans font l'objet d'un accord entre les actionnaires du projet, le département et les douze municipes impactés. En conformité à la loi, un certificat de non présence indigène dans la zone d'influence du projet a été fourni et validée au ministère de l'intérieur. L'EIA est validée en 2009.

Après le début des travaux, le système de gestion des impacts sera complété par un plan additionnel, visant à faire face à des enjeux propres au canyon dans le contexte de post-conflit, en particulier, il présente des mesures pour « améliorer l'intégration du projet au territoire ».

3.2 Impacts environnementaux

L'EIA consacre une section aux impacts strictement environnementaux. Cette section est réalisée par EPM, en partenariat avec l'institut de recherche sur l'environnement Humboldt et avec la fondation HTM (Habitat, Territoires et Milieu), organisation à but non lucratif spécialisée dans les questions de développement territorial, l'université d'Antioquia et le Centre d'Investigation en Agriculture Tropicale (CIAT). Cette partie du plan concerne les aspects physiques et biotiques : l'eau, les sols, les paysages, l'air, la faune et la flore.

3.2.1 Des impacts limités

Elle souligne que les impacts du barrage sur les milieux naturels seront modérés du fait de l'étroitesse du réservoir, de la concentration des infrastructures et de la conception partiellement au

fil de l'eau du barrage. Cette conception au fil de l'eau permet de garantir que le barrage conservera le débit écologique du Rio Cauca, c'est-à-dire le débit minimum permettant de conserver les écosystèmes en aval (Izquierdo Santacruz, Madroñero Palacios, 2014). Ce débit, évalué par l'Anla s'élève à 450 m³/s.

Les écosystèmes de climat tropical sec qui seront submergés produisent par ailleurs moins de matière végétale susceptible de finir dans le réservoir que les climats humides. Cela réduit le risque d'émission de GES.

En outre, les caractéristiques du canyon et la capacité générée font que le barrage présentera l'un des taux les plus bas du pays d'utilisation de la terre par MW installé (hors complexes hydroélectriques). Le barrage affecte donc moins les écosystèmes relativement à sa capacité que les autres infrastructures du même type dans le pays.

Centrale	Surface du réservoir (en ha)	Capacité installée	Ha/MW
Ituango	3800	2400	1,6
Guavio	15000	1200	12,5
El Quimbo	8600	400	21,5
Urrá	7700	340	22,6
Guatapé	7400	560	13,2
Betania	7400	540	13,7
Miel	1200	400	3
Sogamoso	7000	820	8,5

3.2.2 Des écosystèmes peu résilients

Les impacts environnementaux du projet sont restreints. Toutefois, ils se manifestent dans un territoire comptant des écosystèmes particulièrement riches et fragiles, ce qui les rend plus critiques.

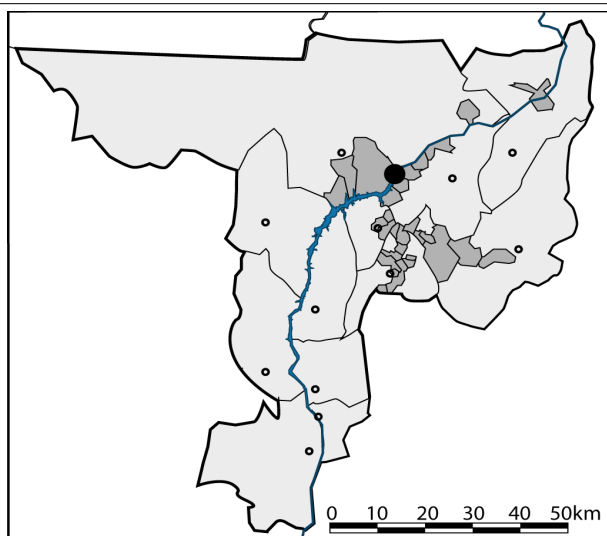
Le projet s'inscrit dans un contexte local de dégradation environnementale liée aux mauvais usages, aux conflits et à la concentration, et dans le contexte global de changement climatique. Or, cette dégradation se produit sur un territoire reliant les écosystèmes de paramos du PNN Nudo de Paramillo à des écosystèmes de forêt tropicale sèche (Bosque Seco Tropical, BST), écosystèmes en voie de disparition dont 80 % se situe dans la région (Instituto Alexander von Humboldt, 1998).



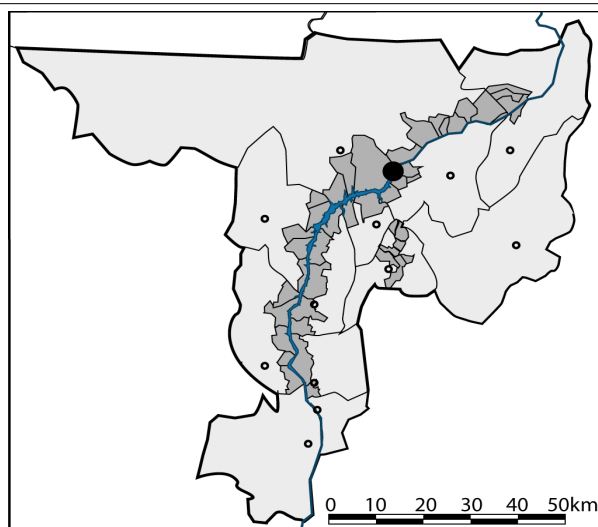
Photo 3: Couverture de BST sur les versants du canyon, municipe de Ituango (auteur : Benassaya, 2016)

Ces deux milieux naturels avec une faune et une flore endémique riche, sont extrêmement sensibles à l'échelle nationale et mondiale. Or, ils sont directement menacés par le réservoir en ce qui concerne le BST, dont de larges portions vont être détruites par le réservoir, et indirectement en ce qui concerne le paramo.

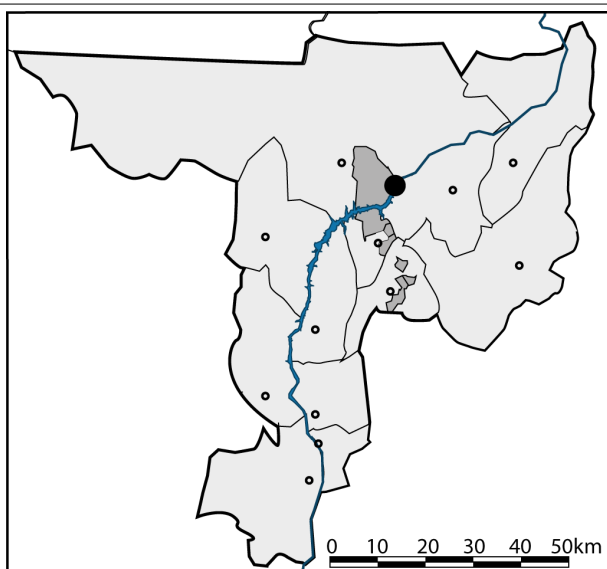
Par ailleurs, les vibrations et la pollution liées au chantier affectent la faune, les sols et l'air, et contribuent à la destruction des paysages. Les pollutions sonores continueront de perturber les écosystèmes pendant l'exploitation. À cela s'ajoute une augmentation du risque naturel, risque sismique, risque lié aux pluies, aux glissements de terrain (Tableau 7). Enfin, le cours du fleuve est perturbé avec des conséquences sur les cycles d'érosion sédimentation et sur les migrations de poisson. Ces impacts environnementaux ont des conséquences sociales directes en termes de morbidité, d'accès aux ressources, d'exposition au risque d'aléa (Portocarrero-Aya, Díaz-Timote, 2017).



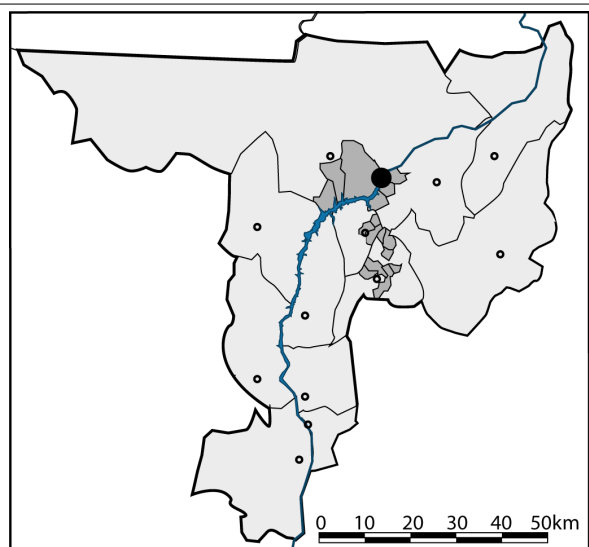
Carte 34: vereda impactées par la pollution atmosphérique.



Carte 35: Veredas impactées par une aggravation des phénomènes d'érosion-sédimentation



Carte 36: Veredas impactées par les travaux du trafic d'excavation de matériaux (bruit, vibration, poussière)



Carte 37: Veredas impactées par l'augmentation du trafic

Tableau 7: Impacts anticipés à l'échelle des veredas (base : Igac ; source : epm.com ; auteur : Benassaya)

3.2.3 Systèmes de compensation

Des aménagements sont prévus dans le plan de gestion environnemental pour isoler acoustiquement le chantier, préserver la santé des ouvriers, protéger la qualité de l'air, notamment en gérant la poussière soulevée par les travaux par humidification des voies, et en révisant les véhicules. Enfin, le plan prévoit la réutilisation des sols excavés pour le barrage, la gestion des zones de dépôts, la

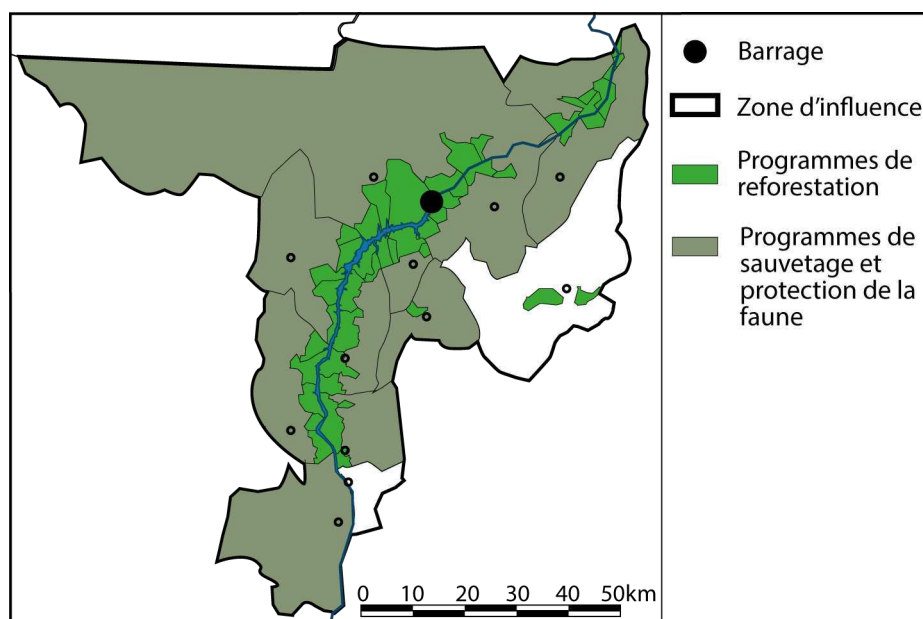
stabilisation des talus, la prévention de l'érosion associée aux nouvelles voies, tunnels et autres infrastructures.

En ce qui concerne l'eau, le plan définit des programmes de protection des sources des rivières et des ruisseaux rejoignant le Cauca au niveau de la zone d'influence, ainsi que la gestion des eaux de pluie, des canaux de drainages. Il s'agit principalement de limiter l'accumulation de sédiments et de polluants menaçant la faune aquatique et les écosystèmes alentours dans le réservoir. En plus de nuire à la capacité des réservoirs, les matières organiques en pourrissant seraient aussi à l'origine d'une dégradation de l'air dans la zone d'influence et une d'augmentation des émissions de GES (méthane) dans l'atmosphère. Limiter cette accumulation implique principalement la déforestation préalable des versants qui seront submergés. La couverture végétale, détruite par le réservoir et les infrastructures secondaires, doit être restaurée sur les versants du canyon au-dessus de la limite de l'eau, ce qui permet entre autre de consolider les pentes pour prévenir l'érosion et contenir les sédiments sur les versants et donc de réguler les débits.

Pour compenser la perte « inexorable » en BST, les surfaces de compensation doivent être supérieures aux surfaces perdues dans les plans de compensation du projet. Près de 10 000ha de terrain sont affectés par le projet (forêts détruites, sols submergés et versant déboisés pour limiter la sédimentation). Cette surface comprend 1839ha de BST. La surface de compensation pour cet écosystème sera 5 fois supérieure. En tout, 17 500ha de compensation forestière sont ainsi prévus. Elle doit permettre la protection de couloirs environnementaux. Ces forêts replantées représentent des puits de carbones et devraient à terme donner au réservoir un bilan carbone négatif.

Pour les barrages de Porce I et II, construits précédemment par EPM, la reforestation avait été conçue à des fins d'exploitation forestière, ce n'est plus possible dans le cas d'Ituango, et la reforestation devra se faire en espèce native et permettre des usages de conservation exclusivement.

La déforestation préventive doit aussi permettre le prélèvement de graines et d'espèces qui seront déplacées en aval du réservoir ou dans les zones de reforestation au-dessus du réservoir ou utilisées pour des programmes de conservation annexe. (EPM, 2016)



Carte 38: zone de compensation faune et flor (base Igac ; source : epm.co ; auteur Benassaya)

Ces déplacements de faune et de flore ne compenseront pas pour autant la destruction d'un écosystème en voie de disparition mais les apports financiers du barrage et la collecte de données environnementales permettent d'élargir la connaissance scientifique sur cet écosystème. La constitution des plans de compensation a impliqué de réaliser des inventaires précis des réserves de faune et de flore du canyon en 2006 et de récolter un grand nombre de données jusqu'alors inexistantes sur les écosystèmes de forêt tropicale sèche, et sur les systèmes de ciénagas en aval, afin de déterminer les débits de décharge et le niveau de remplissage optimal du réservoir pour minimiser les impacts du projet (EIA, 2009).

Ces nouvelles données, en documentant les enjeux écologiques et les tensions d'usages liées aux écosystèmes représentent une amélioration de la maîtrise d'un territoire où les difficiles conditions d'accès compromettaient les objectifs de conservation. Ces outils sont mis à la disposition des CAR, de l'institut Humboldt et du Système National des Aires Protégées (Sinap) pour améliorer la gestion du parc et de ses environs. Ils permettront notamment d'adapter les stratégies de régulation des usages, de lutte contre la déforestation et de protection des sources des cours d'eau, ainsi que la planification du développement d'activités compatibles avec les objectifs de conservation dans la zone d'amortissement.

Ainsi, le projet doit contribuer à favoriser la conservation sur d'autres territoires. En outre, les plans de compensation prévoient le financement de programmes de recherche sur la biodiversité locale, des formations et une « éducation environnementale » organisés pour les habitants de la région. À

cela s'ajoutent des activités complémentaires de gestion des écosystèmes, ouverture de corridors biologiques, stimulation de la régénération de la nature, replantage, récupération de graines.

Dans la même logique, le projet prévoit des programmes de recherche sur le patrimoine archéologique précolombien du territoire dont des vestiges ont été mis à jour lors des études préliminaires. Des activités de prospections sont menées pour identifier de nouvelles zones de conservation. Ils permettent d'accumuler des grandes quantités de données qui seront mises à profit, notamment par la faculté d'anthropologie de l'Université d'Antioquia (Botero Arcila, et al, 2011).

Dans le plan de compensation environnementale, il n'est ainsi pas uniquement question de compenser les impacts (considérés comme restreints) du barrage, mais de faire du projet un outil pour consolider le potentiel pour la conservation du territoire au profit notamment du PNN Nudo de Paramillo. L'intersection entre la zone d'influence du barrage dans la zone d'amortissement du PNN Nudo de Paramillo doit alors représenter des retombées positives en matière environnementale pour le parc, en dépit des impacts identifiés dans les études préliminaires du projet.

3.2.4 Environnement et conflit armé

Outre l'identification de ces compensations et leur financement, les EIA reconnaissent que la mise en œuvre effective de ces plans représente un enjeu dans le canyon du Cauca, caractérisé par une faible emprise institutionnelle et une forme de défiance locale vis-à-vis de l'État.

Ces engagements pour l'environnement sont aussi associés à des enjeux de sortie de conflit. L'un des aboutissements du processus de paix réside dans la reconnaissance officielle du lien entre conflit armé et conservation environnementale au même titre qu'un lien de rétroaction est établi entre concentration des terres et conflit armé (Alto Comisionado para la Paz, 2016). La reconnaissance de l'existence de ce lien vise à impulser un cercle vertueux de sortie de conflit/protection environnementale en régulant les conflits d'usage, notamment entre paysans et activités extractives, considérés comme parties prenantes dans le conflit armé.

Le projet Ituango en tant qu'instrument pour la sortie de conflit local dans le cadre du processus de paix doit donc participer à instaurer ce cercle vertueux. Dans cette perspective, si le conflit armé a empêché jusqu'à présent au PNN de remplir son rôle de protection de l'environnement, la normalisation de la situation politique dans le PNN, la confiscation du contrôle territorial aux groupes armés et sa sécurisation dans le cadre du projet représentent des opportunités pour permettre au parc d'atteindre ses objectifs.

En premier lieu, le projet doit aider à la lutte contre les intérêts illégaux dans le Nudo de Paramillo, et en particulier les cultures de coca et la mine d'alluvion, particulièrement nocives pour les cours

d'eau du parc. Ensuite, la sécurisation du territoire favorisera la réouverture du parc aux scientifiques pour la collecte de données vitales pour la conservation, et au public.

Or, ces mesures doivent aussi contribuer à une amélioration des conditions sociales en sécurisant les conditions de vie des populations les plus dépendantes du milieu naturel. C'est notamment le cas des orpailleurs et des pêcheurs qui bénéficieront d'une protection contre les pollutions de l'eau, contre la concurrence de la mine illégale, d'une sécurisation des rythmes d'érosion-sédimentation. Cela doit aussi permettre de stabiliser les écosystèmes sur les territoires indigènes qui sont constitutifs de leurs systèmes socio-culturels. Enfin, cela sécurise les systèmes productifs paysans, susceptibles d'être détruits par les cultures illégales.

Ainsi, le plan de compensation des impacts environnementaux dépasse une posture purement conservationniste pour une conception élargie des « services écosystémiques » fournis par l'environnement. C'est ainsi que sont qualifiés les débits, les processus de sédimentation, la couverture végétale qui sont valorisés pour les activités productives sur le territoire, qu'elles soient agropastorales, extractives, hydroélectriques.

Il est reconnu que la dégradation de ces services, comme cela se produit notamment dans le PNN sous l'influence des acteurs armés, affecte l'économie locale en déplaçant les ressources et les activités, modifiant les systèmes productifs et les usages des sols, et nuit au bon fonctionnement des infrastructures et à la capacité de production, accélérant la dégradation environnementale. Cela affecte la démographie, la génération-perte d'emploi, impliquant la recherche de nouvelles opportunités, la monétarisation de l'économie et les changements de modes de consommation (Úsuga Montoya, 2014). La protection de ces services écosystémiques doit permettre de concilier une diversité d'usage complémentaires sur le territoire en limitant les conflits, d'usage ou armés.

3.3 Impacts sociaux

Au-delà des atteintes environnementales, le projet affecte aussi directement les populations. La construction des infrastructures impliquent des déplacements de ressources ou de population. L'arrivée de nouvelles opportunités économiques et de nouvelles populations produit des transformations auxquelles les populations doivent s'adapter. Or, la vulnérabilité des populations en termes économiques et en termes d'exposition au conflit armé, ainsi que la dépendance aux ressources d'un environnement sensible influencent la capacité d'adaptation des populations à ces changements.

La construction du barrage aura, selon les constructeurs, des impacts sociaux « limités » au regard du potentiel de génération. Toutefois, la vulnérabilité des populations, liée au contexte de marge,

implique des mesures spécifiques pour leur permettre de tirer des bénéfices des mutations prévues sur le territoire.

3.3.1 Impacts directs

Le principal impact identifié est le déplacement « involontaire ». Ce déplacement concerne soit les personnes elles-mêmes, soit leurs ressources vitales, ce qui se traduit ensuite par le déplacement des personnes.

Ainsi, une partie de la population se voit contrainte de quitter son lieu de vie parce qu'elle se trouve dans le périmètre de submersion du réservoir ou sur le terrain de construction d'infrastructures du barrage. Une autre partie perd accès à ses moyens de subsistance, ressources économiques, routes menant à ces derniers. C'est principalement le cas des orpailleurs et des pêcheurs, pratiquant la récolte de l'or de manière itinérante sur les cours d'eau du territoire, qui perdent l'accès aux rives du Cauca, et des populations qui se retrouvent dans l'impossibilité de poursuivre les activités d'extraction de produits forestiers du fait des programmes de conservation. Il s'agit d'impact directs du projet, concernant un nombre restreint d'habitants (Tableau 8).

Localités	Personnes affectées	Familles à reloger
Orobajo (Sabanalarga)	86	25
Barbacoas (Peque)	141	32
Habitations dispersées	101	30
Populations affectées dans leur activité économique sans perte de propriété (orpailleurs)	1417 (836 familles)	
Populations affectées par les infrastructures secondaires (Voie d'accès San Andrés-Toledo et Ituango-Valdivia)	250	61
Total	1995 (578 déplacées)	148

Tableau 8: Populations faisant l'objet de compensation dans la zone d'impacts directs dans l'étude d'impact de 2012 (source : epm.gov.co)

Il s'agit d'un nombre très faible au regard d'autres projets. Le barrage de Urrá dans le département

voisin a ainsi déplacé environ 12 000 personnes, pour une capacité de 340Mw (CMB, 2000, Annexe). En outre, d'après l'étude d'impact, les impacts économiques sont aussi limités du fait de l'absence d'activités économiques à forte valeur ajoutée. L'agriculture de subsistance, l'élevage extensif et la mine artisanale dominent le territoire.

Toutefois, la situation sécuritaire du canyon du Cauca rend la question du déplacement involontaire hautement sensible en raison de la prévalence initiale de déplacement forcé. Le barrage s'inscrit sur un territoire touché par un phénomène généralisé de déplacement forcé. Or, ce phénomène exacerbé dans le passé continue de se produire de manière moins visible. La problématique du déplacement involontaire vient s'ajouter à la première. Les deux phénomènes se superposent sur un même territoire, et concernent les mêmes populations : celles qui se sont réfugiées dans les zones escarpées au fond du canyon pendant les pics de violence et de concentration de terres – donc éligible à restitution par l'État au titre du déplacement forcé – juste avant que leurs terres ne passent sous statut de Dupis – donc à compenser au titre du déplacement involontaire par les constructeurs-.

La reconnaissance et la réparation du déplacement forcé était déjà cruciale pour des populations n'ayant dans la plupart des cas jamais disposé de titres de propriétés et dont les terres ont été accaparées par des groupes légaux par les groupes armés dans des contextes de faiblesse institutionnelle. C'est d'autant plus compliqué pour des populations ayant subi des « achats forcés », voir ayant été contraintes à abandonner leur terre sous l'effet indirect des violences (anticipation, misère), et qui cherchent à revenir dans des perspectives d'amélioration économique et se retrouvent en compétition avec d'autres populations, souvent elles aussi en situation de déplacement.

3.3.2 Impacts indirects

L'EIA prévoit aussi des impacts indirects à plus grande échelle. Il s'agit des bouleversements et de la fragmentation des tissus sociaux et économiques et de la transformation des relations entre communautés et territoire (Carte 39 ; Tableau 9) Ces impacts découlent de la perte de patrimoine culturel et naturel du fait des modifications paysagères, de la transformation de l'environnement du fleuve, des changements d'usages des sols et des modes de propriété de la terre (Noreña, 2013).

Zone d'impacts indirects : 12 municipes, 167 873 personnes
Zone d'impacts directs : 63 veredas, 10 408 personnes
Zone d'impacts ponctuels : 1995 personnes

Tableau 9: nombre d'habitants affectés directement et indirectement par le projet (epm.gov.co)

Source : EPM 2012.

Or, là encore, ces impacts risquent d'être exacerbés dans le cadre de l'intervention d'acteurs extérieurs sur un territoire en « discontinuité » territoriale et sociale. Certes l'injection de capitaux et l'équipement du territoire représentent des perspectives positives pour le territoire et visent à répondre à des besoins clairement identifiés. Toutefois cela peut donner lieu à des évolutions problématiques.

À travers la construction de routes et l'introduction de nouveaux usages, le barrage va transformer en profondeur l'organisation des systèmes productifs locaux en développant des secteurs d'activités tournés vers la production électrique tout en étant associé à différents secteurs productifs annexes : agro-industriel, touristique, extractif. Cela va se traduire par une connexion rapide du territoire à des réseaux mondialisés vastes et complexes par l'intermédiaire du centre de l'Antioquia. Le fleuve et les espaces riverains sur lesquels s'opérait une pression jusqu'alors faible deviennent un ensemble de ressources mondialisées.

L'introduction de nouveaux modèles économiques, politique, mais aussi culturelle peut représenter une menace pour des populations investies dans des activités informelles et de subsistance organisées sur un mode partiellement autarcique, donc peu résiliente et présentant une faible capacité d'adaptation (De Koning 2007).

Cela risque de se traduire en premier lieu par une augmentation de la pression sur le territoire et ses ressources, exercée par de nouvelles populations attirées par le projet et d'anciennes, employées pour le chantier ou résultant d'attentes sociales élevées. Les pratiques artisanales et souvent informelles des populations en lien avec le fleuve (pêche, orpillages) sont menacées en termes d'accès à ces ressources.

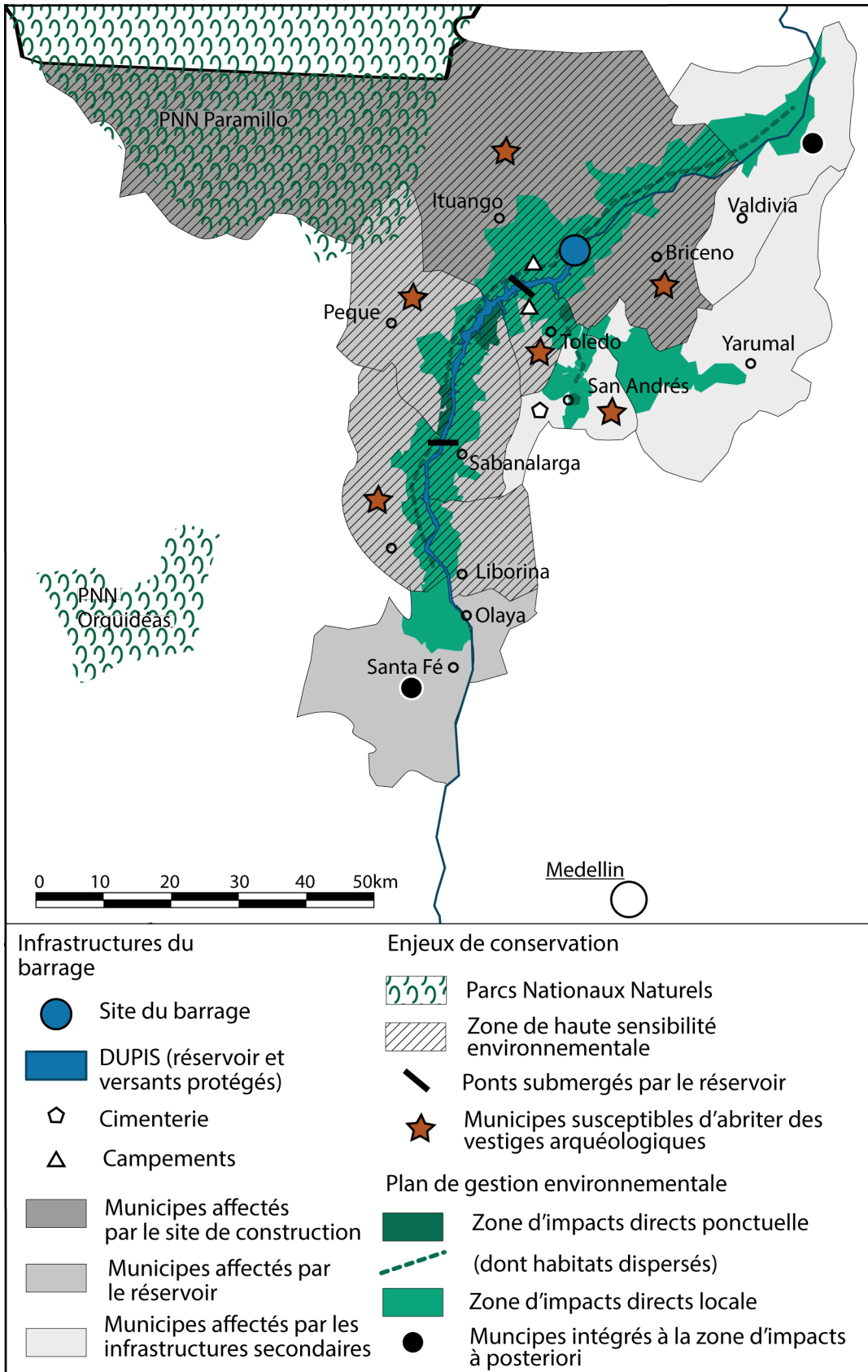
L'arrivée de populations extérieures entraîne une monétarisation des activités et modifie les styles de vie, générant des tensions à l'encontre d'acteurs privés ou institutionnels issus des centres, et entre des groupes souhaitant soit perpétuer des pratiques artisanales « traditionnelles », soit tirer profit des nouveaux usages mondialisés avec des capacités d'adaptation inégales.

En outre, la situation de marge représente des problématiques pour les compensations liées à la domination de systèmes informels et la complexité d'identifier et d'isoler le formel de l'informel, de l'illégal dans un contexte de manque de données sur le territoire, qui empêche une identification complète des populations et ressources concernées.

D'autre part, l'évaluation des biens, des activités, des services écosystémiques et des éléments culturels à compenser représente un enjeu du fait de leur déconnexion des mécanismes de marché dans un contexte de domination de systèmes d'auto-subsistance. Cela risque de se traduire par des

déplacements de population et de ressources imprévues en raison d'insuffisance des recensements, de pressions spéculatives, et d'une mauvaise anticipation de l'évolution des conditions d'accès aux ressources. Enfin la forte interconnexion entre activités productives, habitat, tissus sociaux et leur ancrage dans un milieu naturel très particulier font que chaque impact identifié risque de provoquer des chaînes de conséquences imprévisibles.

De la même manière que les impacts environnementaux ont des conséquences sociales, ces impacts sociaux ont des répercussions sur les écosystèmes.



Carte 39: Zone d'impact du barrage (base : Igac ; données : epm.com, hidroituango.com ; auteur : Benassaya)

3.3.3 Systèmes de compensation

L'étude d'impact admet qu'une réduction significative de ces impacts demeure illusoire. Les impacts qui ne peuvent être mitigés devront donc être identifiés et compensés. Pour répondre à ces problématiques, les systèmes de compensation dans le cadre du projet de barrage d'Ituango seront exclusivement en nature. Pour se conformer aux principes de bases pour les déplacements à cause du développement de l'ONU (2007), les systèmes de compensation des impacts directes ne peuvent se limiter à l'octroi de nouvelles terres ou de ressources. Ils sont supposés garantir la restitution totale et des avancées accordées aux populations en termes de conditions de vie, de conditions économiques et environnementales. Ils doivent s'inscrire dans des principes de durabilité et d'équité, prenant en compte les dimensions individuelles et communautaires des impacts, notamment sur les relations sociales et culturelles, le patrimoine, les conséquences psychiques des changements sur le territoire, etc. Les investissements liés au plan de gestion sociale se sont principalement concentrés sur les années 2015 et 2016.

3.3.3.1 Compensation territorialisée

Les plans de gestion sont élaborés selon trois zonages du territoire d'influence délimités par l'EIA actualisée. Ces zonages sont définis en fonction du degré de dépendance économique des communautés au fleuve et aux écosystèmes associés, et du degré d'affectation par les infrastructures du projet. Il s'agit de la zone d'impacts indirects, la zone d'impacts directs locaux et la zone d'impacts directs ponctuels. Chacune de ces sections comporte un volet social et un volet environnemental.

Cela doit permettre d'une part de prendre en compte les impacts diffus dans l'espace autour du projet, et de proposer un accompagnement de proximité pour les personnes les plus impactées. D'autre part, l'objectif est d'éviter davantage de fragmentation locale que pourrait produire un accompagnement individualisé très localisé (entretien avec Elba M Londoño Ciro).

La zone d'impacts indirects englobe les douze municipes concernés par la présence d'infrastructure du barrage, y compris secondaire, routes, transmissions électriques, zone de reforestation et du réservoir). Les populations n'y subissent pas de pertes directes en termes de logement ou d'activité mais sont susceptibles d'être affectées négativement par les évolutions socio-économiques du territoire.

L'accompagnement des populations dans cette zone vise à leur permettre de s'adapter rapidement et de tirer profit des évolutions apportées au territoire par le barrage. Il s'agit en premier lieu d'assister les municipes en assurant le suivi et la gestion de la pression migratoire générée par le chantier,

notamment en termes de services publics. Des mesures de formations pour les administrations municipales pour l'élaboration des plans de développement municipaux sont également planifiés.

Une surveillance épidémiologique et psychosociale est mise en place pour contrôler l'apparition de problèmes liés aux changements économiques et sociaux prévus sur le territoire. Par ailleurs, le plan prévoit de réserver les emplois non-qualifiés créés par le chantier aux communautés locales.

Le projet de barrage propose en outre d'associer les paysanneries et des entreprises locales à la nouvelle économie du territoire via le développement de projets productifs participatifs, agricoles ou liés aux infrastructures du chantier. Ces projets doivent permettre d'aider les paysanneries fragiles à faire face aux effets du renforcement de l'économie monétisée, et en particulier aux risques liés à l'ouverture de la région à des produits d'importation à bas prix dans le cadre des réformes néolibérales et des différents accords de libre échange signés par le pays.

La zone d'impacts directs est divisée en deux sections : la zone d'impacts directs locaux concerne le territoire qui sera submergée par le réservoir, principalement dans les municipes de Peque, Toledo et Buritica sur la rive gauche, et Sabanalarga et Liborina sur la rive droite. Sur ces territoires, les populations ne perdent pas leur logement parce qu'elles vivent plus haut sur les versants mais ne peuvent plus exercer leurs activités économiques ou de subsistance. Elles bénéficient en compensation de la mise en œuvre de projets productifs.

La zone d'impacts directs ponctuels regroupe trois villages, El Valle dans le municipe de Toledo, Barbacoas à Peque et Orobajo à Sabanalarga, et des zones d'habitations dispersées au sein de cette zone où la population, principalement des orpailleurs, verra son lieu de vie submergé. Les hameaux de Orobajo et Barbacoas en particulier seront intégralement détruits. C'est donc la zone où des populations sont expropriées. Or, ces populations sont considérées comme particulièrement vulnérables en raisons de leur isolement, de l'informalité de leur possession de terres, et de leur pratique de l'orpaillage qui les met en compétition avec la mine mécanisée informelle organisé par les groupes armés dans le fond du canyon (Illustration 1). Elles sont en outre pour beaucoup considérées comme victimes du conflit armé lors du pic de violence de la fin des années 1990 (hidroituango.com.co). Le déplacement involontaire auquel elles sont contraintes devra donc faire l'objet d'un accompagnement spécifique.



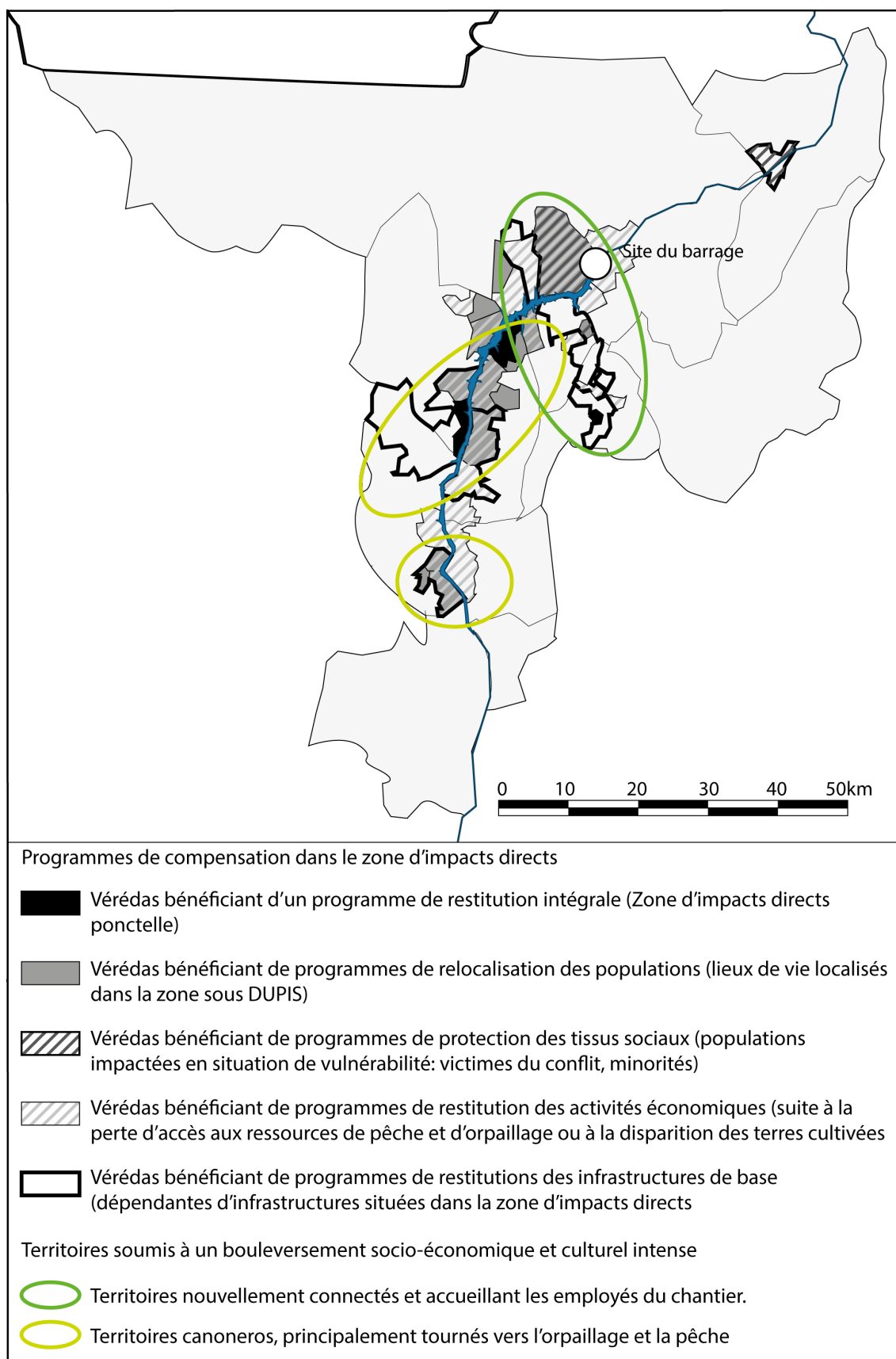
Photo 4: Vue de Orobajo dans le municipe de Sabanalarga (photo : Elba Londoño Ciro, 2012)

Dans cette zone, la compensation financière n'est pas envisagée pour les communautés affectées, jugée contre-productive dans un contexte de subsistance faiblement monétisée et de domination du secteur informel. La compensation doit être en nature chaque fois que cela est possible et définie en prenant en compte quatre composantes : l'accompagnement psycho-social, la recomposition des réseaux sociaux et culturels, la restitution et/ou la compensation de perte d'activité et de l'habitat, et les infrastructures et équipements communautaires.

Dans la zone d'impacts ponctuelle, le plan de gestion social a permis de procéder à la réinstallation et à la restitution intégrale de 252 familles délogées par le réservoir en 2016, prioritairement 44 familles à Orobajo et 49 à Barbacoas.). Il a permis par ailleurs d'accompagner 92 familles en situation de déplacement temporaire sur la voie barrage-Puerto Valdivia, finalement rentrées chez elles. Les terrains occupés par ces familles n'étaient pas initialement dans la zone d'impact ponctuelle, la voie en question ayant été planifiée tardivement. Les déplacements n'étaient donc pas prévus et un budget additionnel leur a été attribué (epm.com.co). En outre, des contrats de restitutions des bases économiques ont été conclus avec 325 mineurs privés d'accès au fleuve sur 1402 identifiés en 2015, avant une estimation réévaluée à 4408 mineurs en 2016 (epm.com.co).

Pour la zone d'impacts directs locaux comme ponctuels, les nouvelles activités s'élaborent sous forme de projets productifs agricoles. Ces projets permettent, en préservant une part de culture vivrière, d'inciter les paysans à s'engager dans des cultures productives, principalement de café, de

cacao, de canne à sucre et de fruits, éventuellement destinée à l'exportation. En guise d'accompagnement intégral aux populations en situation de déplacement involontaire, le plan de compensation prévoient de fournir des intrants, des formations et un accompagnement institutionnel pour moderniser les techniques agricoles locales pour en améliorer le rendement. Le désenclavement économique de la région grâce à la construction de nouvelles infrastructures et la réduction de l'influence des acteurs armés doivent permettre à ces activités de se développer. Toutefois le profil physique de la région (versants pentus, petites surfaces) ne permet pas une mécanisation significative des parcelles agricoles.



Carte 40: compensation sociales dans la zone d'impacts directs (Base : Igac ; données : epm.co ; auteur : Benassaya)

Dans l'ensemble de la zone d'influence, l'obtention d'un logement de substitution, d'infrastructures communautaires et d'une activité économique adaptée aux compétences doit garantir de meilleures conditions que les conditions initiales et être complétées par une offre de services publics, nécessaires à leur durabilité.

3.3.3.2 Définition participative des compensations

Les constructeurs prévoient une gestion des impacts « participative ». La loi 56 de 1981, qui régit les normes pour les ouvrages hydroélectrique, et notamment en matière d'expropriation et d'affectation de biens, implique une forme de participation citoyenne pour la compensation des impacts de ces ouvrages. Cette participation est requise pour la constitution d'un manuel de valeurs unitaires, document permettant d'estimer la valeur des terrains, activités, infrastructures et couvertures forestières impactés par le projet, et la forme des compensations. Ce manuel est élaboré au sein d'une commission composée d'un représentant d'EPM, un représentant élu des propriétaires ou possesseurs de terre affectés, et un représentant de l'Igac. Le manuel doit ensuite être validé par le ministère des mines et de l'énergie. Ce manuel sera constitué pour le projet d'Ituango en 2009 et validé en 2010. (La Voz del Proyecto, décembre 2011).

Sous l'impulsion de la conférence de Rio, les normes internationales prévoient que les EIA en général soient associées au droit à l'accès à l'information et à la participation réelle et informée des communautés concernées par les impacts. Cette participation consiste en un dialogue constructif et une consultation donnant un pouvoir décisionnel aux populations sur l'orientation de projets les affectant. Elle implique donc l'établissement d'arènes participatives incluant les communautés, les administrations, les organismes scientifiques et la société civile dans un dialogue opérationnel avec les constructeurs, d'une part pour identifier les impacts, d'autre part pour définir les compensations. La participation doit aussi servir de moyen de contrôle et d'évaluation de la mise en œuvre des plans.

EPM intervient auprès de la communauté selon le principe ICC requis par la Banque Inter-Américaine de Développement qui investit dans le projet : Information, complète et transparente de la population, Consultation, et Concertation préalable. En ce qui concerne l'information, des réunions régulières et des ateliers entre la société Hidroeléctrica Ituango, EPM, et les populations des différents municipes concernés sont organisées avant le projet entre 2006 et 2009 pour en présenter les caractéristiques, les impacts, les mesures de compensation, et les mécanismes de requêtes/plaintes. À partir de 2011, un journal d'information mensuel « La Voz del Proyecto Ituango », publié par EPM, est distribué dans tous les municipes de la zone d'influence.

Pour la participation, les réunions sont connectées aux débats électoraux. À cela s'ajoute la création d'espaces de participation entre les municipales, veredas (via les JAC) et les populations, tels que des comités de vigilance environnementale, les comités de gestion de la pression migratoire, la construction de cartes des groupes d'intérêts identifiant leur localisation, leur poids, leurs caractéristiques, et les enjeux de ces groupes afin de fournir des méthodes spécifiques pour participation de chacun de ces groupes. EPM s'engage par ailleurs à répondre aux sollicitudes, requêtes, plaintes et réclamations de la communauté .

Pour les responsables d'EPM, il s'agit de construire des relations de confiance entre groupes d'intérêts dans la région, et de fournir une « information claire, véridique et opportune sur les impacts » et des mesures de gestion « adaptées en fonction de projets de vie familiaux identifiés sur le territoire » (Plan de gestion environnemental). Ainsi, les compensations doivent servir à impliquer les populations dans la modernisation et l'émergence économique de leur territoire, à leur permettre de tirer profit de ces évolutions pour améliorer sensiblement leurs conditions de vie, et à prévenir l'émergence de conflits en assurant une adéquation attentes et perspectives réelles du projet. EPM dit faire de ses interactions avec les communautés, notamment dans le cadre des relocalisations un instrument à part entière de la construction du développement socio-économique du territoire.

Ces objectifs se veulent en rupture avec les processus de fragmentation et d'exclusion de populations et ou de territoires aux interstices d'enclaves de développement, caractéristiques des campagnes colombiennes en proie au conflit armé. Cela passe par une consolidation de l' ancrage des populations issues de la marge à leur territoire face au triple processus, déplacement involontaire, déplacement forcé, déplacement de ressources, provoqués par la rencontre sur le territoire entre des intérêts du secteur privé et des intérêts du conflit armé.

4 Enjeux de conflit armé

Le système de gestion des impacts du projet sera complétée au moment de l'ouverture du processus de paix en 2012, juste après l'ouverture du chantier, par un plan additionnel pour l'intégration projet-territoire. Financé par le gouvernement d'Antioquia via l'Idea, et la ville de Medellín via EPM, ce plan, en dehors des systèmes réglementaires de régulation des impacts, s'accompagne d'un budget de 100 millions de dollars supplémentaires pour le développement socio-économique, environnemental et institutionnel du canyon. Il vise notamment à faire face aux enjeux de conflit armé et de faiblesse institutionnelle sur le territoire.

Ces orientations ne figuraient pas explicitement dans les programmes initiaux de compensation du

barrage. Il s'agit d'une part de répondre aux menaces que fait peser la présence des groupes armés sur la bonne marche du chantier. D'autre part, le plan additionnel inscrit explicitement le projet dans la dynamique du post-conflit et de la Paix Territoriale qui désigne les projets de développement comme des instruments pour l'application locale de ses objectifs, au moment de l'ouverture des dialogues de paix.

En partant du principe que la récupération du contrôle territorial dans le canyon du Cauca passe par des mesures locales de sortie de conflit qui ne peuvent découler exclusivement des stratégies de développement local associé à l'hydroélectricité, mais que les accords conclus au niveau national peinent à s'appliquer sur les territoires du fait de la faiblesse institutionnelle et ne permettent pas de créer rapidement des conditions optimales pour le déroulement du chantier, cet arsenal vise à associer des acteurs du processus de paix et ceux du développement hydroélectrique au sein de partenariats public-privé inscrits dans des réseaux de territoire à plus grande échelle.

4.1 Réaction des groupes armés au chantier

Les perspectives de développement local et les plans de compensation peuvent contribuer à une amélioration rapide des conditions de sécurité sur le territoire, surtout en donnant aux communautés la possibilité d'obtenir une titularisation des terres et une formalisation des activités. En théorie, cela leur permet de bénéficier d'une meilleure protection face aux groupes aux marges de la loi et réduit leur influence.

Le projet entraîne toutefois une réaction des acteurs armés qui restent actifs malgré le processus de paix. Le chantier est déclaré objectif militaire par les Farc et l'Eln en 2013. Pour ces acteurs armés, le projet représente une menace directe à leur fonctionnement, en annexant des terres utilisées pour les cultures de coca et de la main d'œuvre, et une menace plus indirecte en matière de contrôle territorial. Cette réaction peut se traduire par des attaques contre le chantier et les personnels, et des actions visant à couper les populations des programmes et plans pour le développement local associés au projet. Les impacts socio-environnementaux peuvent en outre augmenter la capacité de nuisance des acteurs armés, notamment dans le Nudo de Paramillo, par l'orchestration d'une mobilisation radicale des populations contre le projet.

En favorisant l'instabilité sociale sur le territoire qui se traduisent par des coûts et des délais supplémentaires pour le chantier, et un risque de dysfonctionnements lors de la mise en opération du barrage, les conséquences de ces agissements peuvent compromettre la rentabilité du projet, et l'empêcher d'atteindre certains objectifs de développement local. À termes, cela compromet la viabilité économique du projet mais aussi la structure du partenariat construit sur un fragile

équilibre d'intérêts de développement post-conflit. Cela implique de prendre des mesures contre la présence plus ou moins résiduelle de groupes armés.

4.2 Le plan additionnel

Initialement, la validation du projet est un argument pour concentrer les efforts de tous les acteurs pour la sortie de conflit dans le canyon du Cauca. La présence d'acteurs aux marges de la loi est susceptible d'impacter la réalisation d'un projet hydroélectrique d'envergure nationale. Une mise en péril du projet par des enjeux de sécurité aurait des impacts sur les conditions d'approvisionnement électrique à l'échelle nationale et sur les perspectives économiques régionales associées. Cela se traduit par un déploiement militaire et policier renforcé dans la zone, tandis qu'EPM dote le chantier d'une protection par des groupes de sécurité privés (EPM 2015). Avec le plan additionnel, le projet de barrage prévoit aussi un ensemble de mesures de développement supplémentaires, censées constituer une alternative efficace à la répression militaire pour parvenir à un apaisement local.

Pour le volet socio-économique, 8 Millions de dollars sont destinés à un budget participatif « pour le bien être social » voté par les communautés, des organisations sociales locales et la chambre de commerce de Medellín. 70 projets productifs ruraux ont ainsi été validés dans la zone d'impact indirects dont 60 étaient achevés en 2015 et 8 de plus achevés en 2016. Ces projets comprennent des systèmes agricoles associant plantain, cacao et bois, canne à sucre et café, et sylvo-pastoralisme pour optimiser le développement entrepreneurial du territoire, l'organisation des chaînes productives et garantir la rentabilité des différentes productions agricoles. Les municipes procèdent à l'achat d'intrant et de matériel pour les mettre en œuvre. Les projets sont associés à des potagers familiaux pour garantir la sécurité alimentaire.

Le reste du budget du plan permet de financer des projets concernant la connectivité, le renforcement institutionnel, l'emploi, le logement, les services publics, les loisirs dans les 12 municipalités locales qui définissent les actions prioritaires par contrat avec EPM.

Les financements vont contribuer à améliorer l'équipement du territoire en permettant d'investir 21 millions de dollars supplémentaire dans la construction et l'amélioration de routes. Il s'agit de voies secondaires (en construction) destinées à relier les municipes du canyon. Le budget a aussi servi à paver des voies tertiaires entre El Bombillo et Alto El Libano à Ituango et entre Toledo et Matanzas. Enfin 824 Km de chemins muletier connectant les zones rurales aux centres urbains principaux sont en cours d'amélioration dans la région et serviront à améliorer la connexion entre les zones agricoles et les marchés.

Les services publics de gaz, d'eau courante de potabilisation et de traitement des eaux usées sont également améliorés dans les municipes où ils sont les plus défaillants pour un investissement de 12 millions de dollars. Plus de 5000 familles reçoivent une connexion au gaz naturel.

10 millions de dollars ont été investis dans l'éducation. 7 nouvelles structures éducatives sont ouvertes et 71 améliorées. Concernant la santé, 2 millions de dollars ont été investis pour améliorer les équipements des hôpitaux locaux et proposer des consultations gratuites aux habitants au bénéfice de 12 000 familles rurales.

Dans le cadre de ce plan, EPM va inclure le canyon du Cauca au programme « Antioquia Iluminada » impulsé en 2009 qui vise à amplifier la couverture du service de connexion électrique de tout le département. Le programme Aldea doit permettre d'améliorer ou de fournir de nouveaux logements à des familles à faibles revenus et vulnérables (déplacées, femmes chefs de foyers...) dans les territoires où EPM est présente.

Pour le volet institutionnel, Il s'agit de fournir des formations et des équipements, notamment informatiques et de véhicules pour les municipalités et les centres de police afin d'améliorer l'accès et la maîtrise du territoire par les personnels municipaux. 3 centres pénitentiaires ont été équipés et rénovés à Ituango, Santa Fé et Yarumal.

4.3 Partenariats pour le post-conflit

En outre le projet se présente comme un acteur opérationnel de la paix en participant, via des partenariats avec des instances créées lors du processus de paix (Unité de restitution des terres, juridiction spéciale pour la paix) à des programmes de substitution de coca, d'identification des victimes, de déminage, en plus de contribuer directement à réduire l'influence des groupes armés par une compétition de contrôle territorial.

4.3.1 Un territoire déjà au centre de programmes locaux pour la paix

Le canyon du Cauca est le lieu de convergence d'un certains nombre de programmes publics et privés pour le désarmement, le post conflit et le développement local, principalement dans le cadre des PDET qui incluent trois municipes de la zone d'influence du barrage : Ituango, Briceño et Valdivia. La localisation de ces trois municipes dans la zone Dupis du barrage n'est pas mentionnée parmi les critères de vulnérabilité ayant incités à désigner ces municipes comme cibles des PDET. Ces critères concernent plus principalement des taux de violence et de sous-développement initiaux, et de faiblesse institutionnelle ainsi que la présence de ressources aurifères et de terrains propices à la culture de coca.

Toutefois, ces programmes impliquent la société civile, l'État, mais aussi le département d'Antioquia qui est partie prenante dans le projet de barrage d'Ituango, et EPM, le constructeur du barrage, en tant qu'acteur majeur du développement économique de l'Antioquia. Ces programmes à priori indépendants les uns des autres sont intégrés à posteriori au discours des constructeurs sur l'engagement du projet pour la Paix Territoriale, et mis en œuvre dans le cadre de partenariats avec les organismes pour la paix.

4.3.1.1 Le nord du canyon du Cauca, territoire prioritaire pour la restitution des terres

Le municpe d'Ituango fait l'objet d'une attention particulière parce qu'il a été le théâtre de plusieurs massacres pendant l'incursion paramilitaire à la fin des années 1990, notamment dans les veredas d'El Aro et de la Granja. Ces territoires restent aujourd'hui particulièrement sensibles. El Aro où s'est produit en 1997 le massacre de 15 personnes, entraînant le déplacement de tous les habitants, se trouve sur un couloir stratégique entre le Norte et le Bajo Cauca. Il constitue ainsi une zone de cultures illicites faciles à expédier vers la région Caraïbe par les fleuves. Des projets miniers y mobilisent en outre des sommes d'argent importante. Cela augmente le risque d'expulsion ou d'achats forcés de terres.

Les veredas de El Aro et de La Granja avaient déjà été désignés dans le cadre de la loi 1448 de 2011 comme sujets de réparation collective.(Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019). Dans ces conditions, aux réparations financières s'ajoutent une attention psychosociale pour la récupération émotionnelle, des mesures symboliques et de mémoire (unidadvictimas.gov.co). Cela part du principe que les actions permettant les restitutions ne sont durables que si elles sont accompagnées de projets de développement local et d'un changement culturel vis-à-vis de l'usage de la violence comme instrument de régulation économique et social sur le territoire.

Le municpe fait ainsi partie des municpes prioritaires pour la « stratégie rapide de réparation intégrale »(posconflico.gov.co) mise en œuvre par l'unité de restitution des terres avec l'appui financier des Nations Unies. Ce programme concerne 52 municpes en Colombie dont 11 en Antioquia. Ces initiatives visent la construction de mémoire, la réparation du tissu social, le développement de la culture démocratique, de la durabilité économique, sociale et environnementale, l'action intégrale contre les mines anti-personnel, la réintégration communautaire.

A Ituango, l'unité pour l'attention et la réparation des victimes a restitué en 2018, 2969 millions de pesos (environ un million de dollars) à 534 victimes. Ces fonds doivent permettre aux victimes de financer des projets productifs, de logement, de formation, avec l'accompagnement de la Banque

Agraire et du Sena (Service National d'Apprentissage) chargés d'orienter les victimes pour investir les fonds reçus de manière adéquate.

Dans le sillage de la loi victime et restitution et du processus de paix, le territoire du canyon du Cauca fait donc l'objet de programmes spéciaux de restitution de terres et de retours des déplacés, en même temps que se déroulent les programmes de déplacement involontaire et de compensation dans le cadre du projet de barrage. Cela représente un enjeu technique pour EPM, la gestion de ces deux formes de déplacement impliquant souvent les mêmes personnes et les mêmes territoires. Dans ce contexte, le plan additionnel doit favoriser l'articulation entre les acteurs du projet et l'URT, ainsi que la JEP.

EPM contribue au financement de la réparation intégrale des victimes du conflit via les projets productifs du plan additionnel. El Aro est aussi situé dans la zone d'impact directe du projet, du fait de la construction de la route Barrage-Puerto Valdivia, affectant des sites d'orpillage. En 2018, le budget participatif est attribué pour construire une route de 8 km reliant El Aro à Puerto Valdivia.

4.3.1.2 Des zones pilotes du déminage et décocalisation

Briceño sur l'autre rive du Cauca fait partie des municipes prioritaires pour le déminage. Le municipe, dont le territoire accueille l'essentiel des constructions qui conforment le barrage d'Ituango (salle des machines, centrale, tunnels de déviation, une partie de la digue elle-même), a été choisi comme territoire pilote de déminage humanitaire à l'issue du processus de la Havane au titre de « desescalade du conflit ». Ce choix est motivé par le fait que le municipe, deuxième plus impacté par les mines antipersonnel en Antioquia, après son voisin Ituango. (posconflico.gov.co) constitue un fief du puissant front 36 des Farc, dont l'implication dans le processus de paix a suscité des inquiétudes. En effet, du fait de ses ressources et de sa position stratégique, on craint, lors des négociations de paix une dissidence du front sous l'impulsion de chefs locaux, ou une criminalisation rapide des combattants démobilisés (De Hoyos, 2018). Ce risque de dissidence est explicitement qualifié de menace pour les infrastructures du barrage et contribue cette fois explicitement à faire de Briceño une zone prioritaire.

Le programme pilote de déminage doit permettre d'évaluer l'investissement de ce front dans le processus de paix. Ses combattants ont ainsi été appelés à participer activement au programme. De fait, le front 36 est responsable de l'essentiel de la dispersion de mines sur le territoire, destinées dans les années 1990 et 2000 à stopper l'avancement des paramilitaires et de l'armée dans le Nudo de Paramillo. Il dispose pour cela de connaissance assez précises sur leur emplacement. (Verdad Abierta 2018). Le programme a par la suite été élargi à Ituango.

Par la suite à été mis en œuvre un programme de substitution volontaire des cultures de coca sur le même territoire (Programmes Guardabosque) sous contrôle de l'ONUDD. Ces programmes qui ont été mis en œuvre pour la première fois en Colombie en 2003 consistent à promouvoir l'arrachage manuel des cultures illicites dans les territoires présentant une vulnérabilité environnementale, et ainsi éviter les aspersions au glyphosate, pour bénéficier de projets productifs.

En parallèle du déminage et de la délocalisation, le département d'Antioquia et EPM s'engagent dans le plan additionnel à investir dans la prévention des risques liés aux mines antipersonnel, via le programme « Entornos Protectores » destiné aussi à identifier des victimes du conflit armé en vue de mettre en œuvre des actions d'appui psychosocial, et à accompagner des jeunes en situation de risque d'enrôlement forcé ou d'embrigadement dans les activités illicites (EPM 2015).

4.3.1.3 Zone de réintégration et ZRC

Enfin, à l'issue du processus de paix, le municiple d'Ituango accueille aussi dès 2017 l'une des 26 zones de réintégration des Farc démobilisés dans la vereda de Santa Lucia. Les 273 ex-combattants qui y sont rassemblés disposent sur ce territoire de 420 hectares, dont 100 sous statut de réserve naturelle. L'aménagement de cette zone donne lieu à la construction d'une route, partiellement pavée afin de la rendre accessible pour les véhicules. Avant on y accédait seulement à pied depuis le centre urbain de Ituango (altocomisionadoparalapaz.gov.co).

Les habitants du camp sont engagés dans des projets productifs d'élevage à double fin (viande et lait en élevage extensif), de culture d'un café labellisé « Nudo Paramillo », des travaux d'amélioration de la route d'accès et dans un programme d'équipement du municiple en fibre optique.

4.3.2 Un modèle inscrit dans les principes de Paix Territoriale

4.3.2.1 Engagement des constructeurs via le département et Medellín

Le canyon du Cauca se retrouve ainsi au cœur de différents dispositifs impliquant les communautés, les institutions, les entreprises et les ONG à travers des partenariats à différentes échelles. Ces mesures sont coordonnées par le département et EPM contribue à les financer et à leur apporter son expertise technique. Le plan additionnel aide à fixer les objectifs de ces partenariats dans le canyon, dans le cadre de programmes comme Entornos Protectores ou Aldea, Antioquia Iluminada. Le projet de barrage se présente ainsi comme articulateur des ressources et comme instrument de gouvernance local. Cela permet notamment à EPM de marquer son engagement dans le processus de paix et en particulier sur la réparation des victimes de la violence généralisée dans le canyon.

Toutefois, cet engagement correspond aussi à des contraintes pour les constructeurs, liées à la situation dans le canyon. Ainsi, la superposition de la zone d'influence du barrage sur une zone fortement impactée par le conflit impose des actions spécifiques aux constructeurs du barrage dans le cadre de la mise en œuvre du processus de paix. La zone d'influence du barrage est suspectée d'abriter des fosses communes où se trouvent les corps de plusieurs milliers d'habitants de la région disparus au cours du conflit. Durant les années 1990-2000, des corps flottants sur le fleuve étaient repêchés et enterrés par des orpailleurs ou des pêcheurs. D'après le Centre national de mémoire historique, ces disparitions n'ont jamais été élucidées.

À ce titre, sur demande du Mouvement National des Victimes de Crime d'État (Movice), onze des douze municipes de la zone d'influence du barrage ont été inclus dans les Zones Spéciales d'Enquête de la JEP. Ces enquêtes doivent permettre de contribuer au travail de mémoire par l'identification des victimes du conflit et des dynamiques de violence dans le canyon. Ces zones concernent les départements César, Caldas, Sucre, Santander et Antioquia. En Antioquia, il s'agit des municipes de Medellín, Taraza, Caceres, Nechi, Bertulia, Ituango, Valdivia, Yarumal, Peque, Briceno, San Andrés de Cuerquia, Toledo, Liborina, Sabanalarga, Olaya, Buriticá. Dans le canyon, ces investigations concernent des fosses communes potentiellement présentes dans la zone de submersion du réservoir.

EPM est contrainte de prendre des mesures pour mettre à jour ces fosses communes dans la mesure où le remplissage du réservoir, en submergeant définitivement le territoire, compromettrait le travail de vérité et réparation des victimes. Ainsi, EPM a établi un contrat avec l'ONG Socya (qui devient par la suite Codesarollo) et le laboratoire d'Anthropologie ostéologique et légiste, pour identifier ces éventuelles fosses communes sur la zone des travaux au début du projet, et déménager des « cimetières informels » identifiés dans les veredas La Fortuna à Buriticá, Oroabajo à Sabanalarga et Barbacoas à Peque. 349 corps sont exhumés. Cette démarche a été intégrée à la liste d'initiatives qui font du projet un instrument pour la paix.

Ainsi, les contraintes liées à la présence de fronts armés sont transformées en initiatives innovantes dans le discours des constructeurs du barrage pour participer à la construction du post-conflit sur le territoire du projet.

4.3.2.2 Instrument d'apaisement des rapports centre-marge

Le plan additionnel, reprend à son compte des principes de gouvernance promus dans le processus de paix, tels que la participation et l'approche territoriale impliquant les institutions décentralisées aux côtés du secteur privé.

Plus généralement, les programmes suivent les axes suivants : réparation du tissu social, développement de la culture démocratique, durabilité économique et sociale, durabilité environnementale, action intégrale contre les mines anti-personnel, réintégration communautaires (UNDP Antioquia 2016-2019). Ce sont les axes développés lors du processus de paix.

Dans le cadre plus général de la gestion des impacts, on voit aussi émerger les principes de la justice transitionnelle adaptés aux enjeux auxquels font face les populations affectées par le projet. Dans les localités de Barbaças et Ojobajo, le plan de compensation prévoit des mesures de réparation collectives et intégrales, un travail de mémoire et de préservation culturelle participatif en guise d'accompagnement intégral.

Cela permet de répondre aux difficultés que font peser les conditions d'informalité liées au déplacement forcé dans les plans de compensation. Dans la zone d'impacts ponctuels, les constructeurs considèrent que toute la population est victime du conflit armé même si le phénomène de déplacement forcé n'est pas précisément évalué. Aussi, l'identification des familles concernées par le déplacement involontaire, la nature des compensations et la définition d'une compensation intégrale par les constructeurs du barrage prend en compte le statut de victime du conflit armé de la population. La réparation des populations en situation de déplacement involontaire est collective comme cela est préconisé pour les victimes du conflit armé. Or la réparation des victimes du conflit armé constitue normalement une prérogative de l'État. Cela permet un transfert des responsabilités concernant la réparation des victimes du conflit et le développement local, entre État et entreprise pour plus d'efficacité.

Par ailleurs, les constructeurs assurent apporter en particulier une réponse aux enjeux paysans qui vont se poser dans le cadre du développement hydroélectrique dans le canyon d'une part par la mise en place de projets productifs valorisant les nouvelles infrastructures mise en place par le barrage, et d'autre part par la sécurisation de leurs terres, pour un développement rural intégral.

Ainsi, en se cadrant sur les objectifs de la Paix Territoriale et de la RRI, le barrage s'inscrit dans une stratégie de développement des campagnes alternative à la réforme agraire, solution perçue comme inefficace et inadaptée aux besoins actuels des campagnes colombiennes. Cette stratégie, qui se justifie par l'échec des tentatives de réforme agraire successives à mettre fin à la violence donne une place de choix au secteur entrepreneurial, et aux entreprises de développement hydroélectrique notamment, pour résoudre les problèmes des campagnes de manière différenciée et territorialisée.

Cette approche « sortie de conflit » des plans de compensation constitue selon les constructeurs une innovation, déterminée par la construction du barrage au moment du processus de paix à la Havane

mais, toujours selon les constructeurs, articulée de manière volontariste aux enjeux et objectifs du projet. Il serait ainsi la démonstration d'un engagement particulier pour la paix et la régulation socio-environnementale. En intégrant ces objectifs, le plan additionnel prend une dimension d'appui à une reconstruction territoriale pas seulement suite aux impacts du barrage, mais suite à une marginalisation durable du territoire par les institutions.

Ainsi, l'idée de sortir de la logique de compensation pour les territoires et les personnes affectées considérée comme une contrainte gérée en parallèle du projet dont la priorité est d'atteindre des objectifs de génération électrique en temps et en heure et dans les budgets impartis, mais comme faisant partie intégrante des caractéristiques du projet.

Ce plan est central pour la justification du discours sur le barrage d'Ituango comme instrument de développement local post-confit. Le discours définit ainsi le barrage d'Ituango non pas uniquement comme une infrastructure économique mais comme « une initiative intégrale pour le développement, sur un territoire faiblement intégré économiquement, et institutionnellement.

Il ne s'agit plus d'aller ponctionner des ressources dans une marge pour alimenter les centres urbains dynamiques, Medellín en premier lieu, en rentes et en énergie, en échange d'une aide au développement venue de l'extérieur, mais de faire du projet un instrument de développement local participatif et démocratique, et même un levier pour valoriser les services environnementaux du territoire. En retour, le développement local doit optimiser la rentabilité du barrage (création d'une demande locale en énergie, valorisation du réservoir pour le tourisme et des infrastructures routières pour le commerce) avec vocation à devenir un modèle de référence à l'échelle nationale et internationale.

C'est, d'après les constructeurs, le premier plan de ce type pour un projet de grand barrage dans le pays. Il s'agirait d'un nouveau modèle d'intervention dans une perspective territoriale pour contribuer au développement local et régional post conflit. Les constructeurs font ainsi de la marge du canyon de Cauca un territoire d'expérimentation pour le développement par projet, avec une perspective spécifique pour le post-conflit.

4.4 Paix et développement extractif, deux objectifs conciliables dans les marges ?

4.4.1 Redéfinition du territoire en fonction d'enjeux communs

Les rapports de force dont l'expression est rééquilibrée au sein du partenariat public-privé dans le contexte post-conflit et post-CMB déterminent ce cadrage du projet. Or, ce cadrage permet aussi de redéfinir le territoire en fonction d'enjeux de développement prioritaires (moderniser le territoire,

améliorer la productivité de l'économie, l'insérer dans des réseaux à plus grande échelle), définis par ses acteurs.

Dans le cas d'Ituango, la circonscription de la zone d'influence du barrage, la localisation des infrastructures secondaires répondent certes à des objectifs opérationnels pour le barrage, ils permettent aussi d'intégrer des acteurs ou d'en exclure d'autres pour organiser des rapports de force favorables aux objectifs pré-définis. Or, ces objectifs sont construits en fonction d'une définition du territoire élaborée par les acteurs du projet, également en fonction d'intérêts spécifiques.

Ainsi, en s'étendant aux municipes du canyon du Cauca, la zone d'influence, définie dans le projet apparaît comme une zone prioritaire du post-conflit permettant d'intégrer des organismes pour la paix qui vont favoriser un accompagnement de populations qualifiées de fragiles. La question de la ZRC du Nudo de Paramillo, encouragée par des acteurs qui promeuvent aussi le barrage dans le cadre des PDET, donne une représentation d'appui au développement paysan au projet.

La situation dans la zone d'amortissement du Nudo de Paramillo permet d'élaborer un argumentaire sur les apports du projet en termes de conservation tandis que l'exclusion des territoires en aval du projet de la zone d'influence, au nom de la conception « au fil de l'eau » du barrage, permet d'éluder la question des impacts sur les Ciénagas en aval et sur les populations, notamment indigènes qui en dépendent. Cela permet d'éviter une controverse sur les impacts cumulés des projets Ituango et Urrá dans le Nudo de Paramillo et dans la plaine Caraïbe.

Enfin, le discours visant à réaffirmer l'ancrage profond du canyon du Cauca à l'aire culturelle Païsa, et l'appui du projet à une consolidation de la production caféière locale, associée au développement du tourisme à Santa Fe de Antioquia et sur la route du lait, permet d'associer le projet au dynamique secteur entrepreneurial antioqueno et combattre la représentation d'un projet porté par des intérêts extérieurs. En développant les tissus économiques, les entreprises bénéficiant d'un ancrage local intègrent les territoires dans des réseaux économique plus larges.

Ainsi, la mise en correspondance d'intérêts pas toujours cohérents les uns avec les autres se traduit par une adaptation des limites du territoire concerné par le projet et de la définition des enjeux qui le concernent. Au niveau local, le partenariat public-privé autour d'un « projet de développement » associé à un territoire et des populations sert à mettre en compatibilité des dynamiques internes avec divers acteurs et intérêts, en un lieu et un temps commun et en lien avec les autres échelles. Ces éléments sont délimités de manière à faire converger des intérêts très divers et difficilement conciliable avec, en théorie, le développement local en ligne de mire. Dans le cas du barrage d'Ituango, ce développement local est intrinsèquement lié à la construction de la paix au niveau

local.

4.4.2 Redéfinir les interactions entre secteur privé et conflit armé.

Dans ce cadrage, construction de la paix et projets de développement, notamment extractifs, s'appuient mutuellement au niveau local. Les activités extractives prospéraient déjà sur les territoires du conflit armé, qui d'une certaine manière, favorisaient leur fonctionnement (accaparement de terres à bas coût, vide réglementaire en termes de régulation socio-économique). Or, elles donnaient souvent lieu à la formation d'enclave préjudiciable aux conditions socio-économiques sur les territoires. Elles entretenaient en outre des liens complexes avec l'économie illégale, qui associait les acteurs économiques et politiques à des représentations de clientélisme, de corruption.

L'implication du secteur entrepreneurial dans la Paix Territoriale via le système de développement par projet indique un changement de paradigme, au moins affiché, dans les modèles d'exploitation des ressources et de développement territorial dans les marges. Le système de partenariat doit permettre d'éviter la situation d'enclavement peu efficace en termes de développement local et nuisibles en termes économiques, socio-politiques et d'image autant pour les entités publiques que pour le secteur privé. Cela doit ainsi contribuer à la construction de légitimité des acteurs du développement, qu'ils soient publics ou privés, à l'échelle locale.

Les partenariats font du secteur privé un acteur privilégié du développement productif national. Ainsi, il est appelé à jouer un rôle non seulement dans la croissance économique mais aussi dans le développement territorial avec des préoccupations sociales, économiques, environnementales. Il est de cette manière intégré aux enjeux de paix. Dans le cadre de la Paix Territoriale, les projets constituent en particulier des instruments de reprise de contrôle territoriale assortis d'investissements pour le développement, de mesures ponctuelles d'accompagnement pour la sortie de conflit. En parallèle, ils permettent la valorisation de ressources auparavant soustraites à l'économie légale les groupes aux marges de la loi. Les investissements privés extérieurs et intérieurs dans le cadre de projets public-privé doivent enfin permettre de financer le développement économique post-conflit.

En retour, la réduction de la violence associée au post conflit profite aux entreprises en termes économiques et d'image. Elle leur permet de bénéficier d'un accès sécurisé et formalisé aux ressources de nouveaux territoires y compris dans les zones marginalisées avec un appui institutionnel, notamment pour mettre en œuvre des activités extractives.

Les grands barrages favorisent un modèle de gouvernance locale du développement des campagnes

qui cadre avec celui qui est encouragé lors du processus de paix. En participant à la lutte contre l'influence des antimondes et à la construction de la paix locale dans les trappes de pauvreté à forte vocation paysannes en leur donnant les moyens de tirer parti de la mondialisation, les grands barrages contribuent à stimuler ces orientations en termes de gouvernance, et donc à les accélérer et les sécuriser en faisant la démonstration de leur valeur ajoutée pour la construction d'un développement local post-conflit.

Conclusion

Les objectifs du projet de barrage, pour lequel des acteurs variés mettent à disposition des ressources financières, techniques, institutionnelles se superposent en partie aux objectifs de la Paix Territoriale, ou en tout cas peuvent faire l'objet d'un cadrage sur la sortie de conflit servant des intérêts de légitimité et d'image, mais aussi d'efficacité.

Dans le discours des constructeurs, le développement local dans le canyon du Cauca n'est pas la simple conséquence directe (et hypothétique) de la construction du barrage sur le territoire. Il découle d'une série d'investissements et de programmes locaux additionnels construits en même temps que le barrage pour valoriser la grande diversité de potentialités économiques (industrielles, agricoles, patrimoniales) associée à ces territoires et actuellement sous-exploitées en raison d'une mauvaise gestion, d'un manque de planification institutionnelle et en infrastructures, ou exploitées dans un cadre informel du fait d'une main mise des intérêts illégaux.

Ce cadrage établit un lien positif entre tourisme, exploitation des ressources naturelles, environnement et lutte contre le conflit armé. Avec le développement de ces secteurs, le canyon du Cauca doit passer de marge oubliée, soumise à la violence du conflit armé, à nouveau centre énergétique dynamique du pays, connectée à l'Oriente Antioqueño, donc à Guatapé, hotspot du tourisme colombien dont il représente plus de quatre fois la capacité de production énergétique.

Dans ce cadrage, le territoire de projet sert d'espace d'ajustement et de conciliation entre des intérêts a priori divergents, ceux de l'intégration des territoires paysans dans le cadre de la paix et ceux de l'exploitation intensive des ressources pour un développement mondialisé.

Cette convergence s'effectue de manière expérimentale avec des effets ayant vocation à se diffuser dans les campagnes. Le projet se présente ainsi comme un outil de coordination et d'articulation entre les échelles et les secteurs, qui chercherait à combler les défaillances du système de décentralisation actuel au nom de la Paix Territoriale, et où les différents acteurs trouvent un intérêt.

En retour, la participation du projet au post-conflit doit favoriser son implémentation locale, et

optimiser les bénéfices du développement local pour le secteur privé en sécurisant l'appropriation des ressources par des acteurs légaux, tout en améliorant la durabilité de ce développement.

Ainsi, le projet de barrage d'Ituango constitue une mise en pratique de nouveaux modes de gouvernance dans les territoires du conflit armé. La région, de part ses caractéristiques de marge, garde une dimension de territoire d'expérimentation.

Chapitre 9 : Premiers effets sur le territoire

Les évolutions des enjeux de conflit socio-environnemental changent les perspectives du barrage d'Ituango par rapport à Guatapé ou à Urrá en promettant des améliorations dans les systèmes de planification et de régulation des grands projets. Pour éviter les différentes formes de conflit liés à l'hydroélectricité dans le contexte sensible de post-conflit, mais aussi de post-CMB, les constructeurs du barrage d'Ituango mettent en œuvre un système de gestion des impacts destiné à réguler le risque de conflits socio-environnementaux en parallèle du conflit armé interne. Il s'agit d'éviter l'exaspération d'un conflit local susceptible de raviver le conflit armé, afin de justifier le discours sur le post-conflit.

D'autre part, les plans de compensation ont la particularité de présenter un volet spécialement dédié à l'articulation du projet à son territoire, au renforcement institutionnel, et à la préservation des activités paysannes. Ils sont à ce titre décrits par les constructeurs comme présentant un modèle innovant de développement local intégral dans une trappe de pauvreté. Ces stratégies sont portées par de solides intérêts pour une intégration pacifiée du projet au territoire, laissant supposer qu'elles seront appliquées avec rigueur pour atteindre leur objectif.

Toutefois, ce modèle fait l'impasse sur certaines problématiques soulevées par l'expérience de Guatapé et de Urrá. D'autres explicitement anticipées dans les documents préliminaires font l'objet d'une mauvaise gestion. Ces défaillances témoignent de déséquilibres persistants entre les différents groupes d'intérêts intervenant dans le projet qui compromettent le « développement local post-conflit », mais aussi la viabilité du projet lui-même. Elles mettent en évidence les insuffisances d'une gouvernance locale pour la paix donnant une place prépondérante aux intérêts privés.

1 Un post-conflit fragile

Les stratégies mises en œuvre par le projet pour justifier le discours sur sa vocation à participer au développement post-conflit, consistent en une promotion du développement local dans la marge, en sa transformation en pôle de développement régional et en des mesures ponctuelles pour limiter le risque de conflit socio-environnemental qui pourrait découler de la connexion brutale de la marge à la mondialisation.

Pour mesurer l'efficacité de ces stratégies, la première étape logique est d'évaluer l'amélioration de la situation sécuritaire et de la situation de développement sur le territoire, et de la mettre en perspective des évolutions nationales. Les indicateurs à notre disposition, sur les taux de violence et

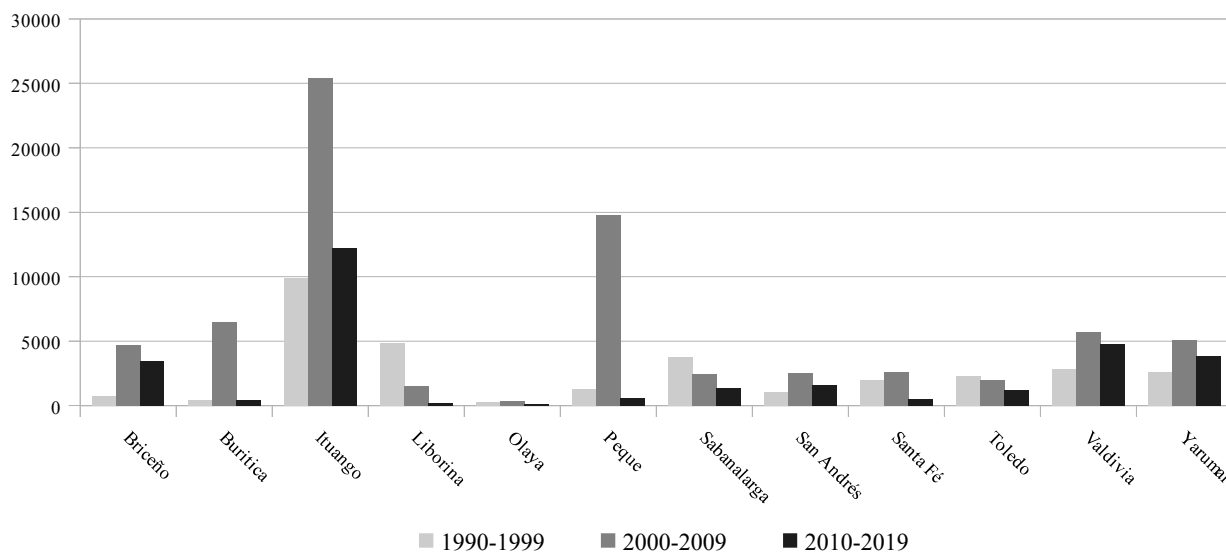
l'évolution des indicateurs socio-économiques entre les derniers recensements, permettent de tirer plusieurs enseignements.

1.1 Un apaisement global par rapport à la décennie précédente

D'une part, les taux de violence ont régressé entre la décennie 2000-2010 et la décennie 2010-2020. Cette tendance s'observe à l'échelle nationale, à l'échelle du département d'Antioquia, mais aussi à l'échelle du canyon du Cauca qui connaît une réduction de 58 % des faits de violence entre ces deux périodes, proche de la moyenne nationale et départementale.

Cela se traduit par une amélioration de la situation dans chaque municipes du canyon. L'amélioration est particulièrement sensible dans les municipes les plus touchés par la violence au début des années 2000 : Ituango, Peque et Buriticá. La réduction des taux de violence est principalement attribuée au processus de paix à la Havane, avec les cessez-le-feu nationaux proclamés successivement par les fronts Farc et l'État.

Faits de violence par municipes du canyon et par décennie
(en moyenne par an)

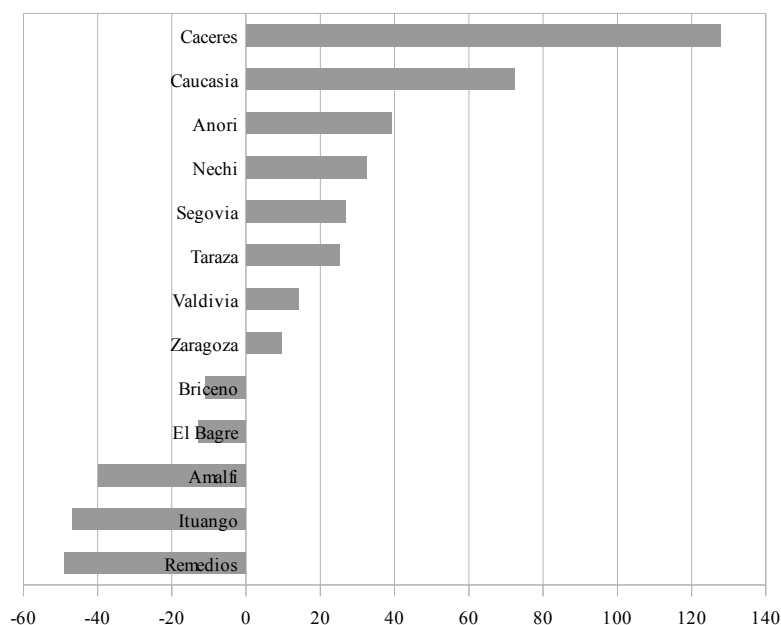


graphique 3: source : Registro Unico de Victimas

Par contre la situation s'est dégradée dans d'autres territoires prioritaires du post-conflit, en particulier dans les territoires qui, à l'instar de Ituango, Briceño et Valdivia dans le canyon, sont ciblés par les PDET en Antioquia. Ces derniers ont connu une augmentation moyenne de leur nombre de faits de violence de 8 % entre la décennie 2000-2010 et 2010-2020. Dans le détail, l'évolution de la situation est contrastée à l'échelle des municipes. La majorité a connu une

aggravation, parfois radicale de la situation de violence, mais certains ont vu leur situation s'améliorer.

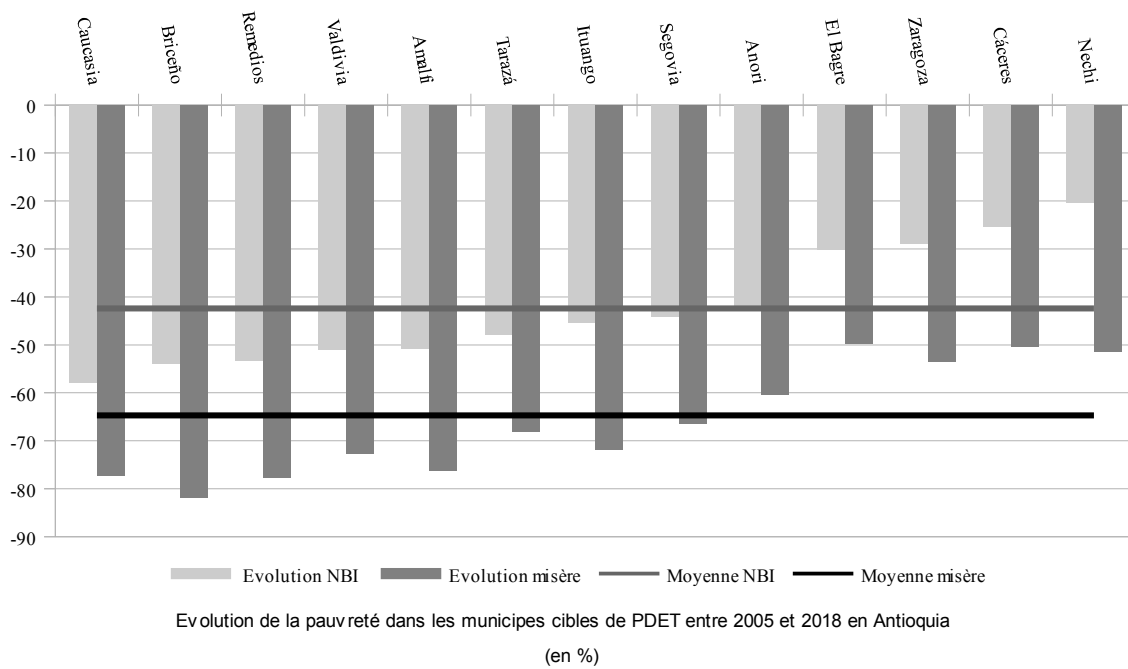
Evolution du nombre de faits de violence entre les décennies
2000 et 2010 dans les PDET d'Antioquia
(en %)



graphique 4: source : Registro Unico de Victimas

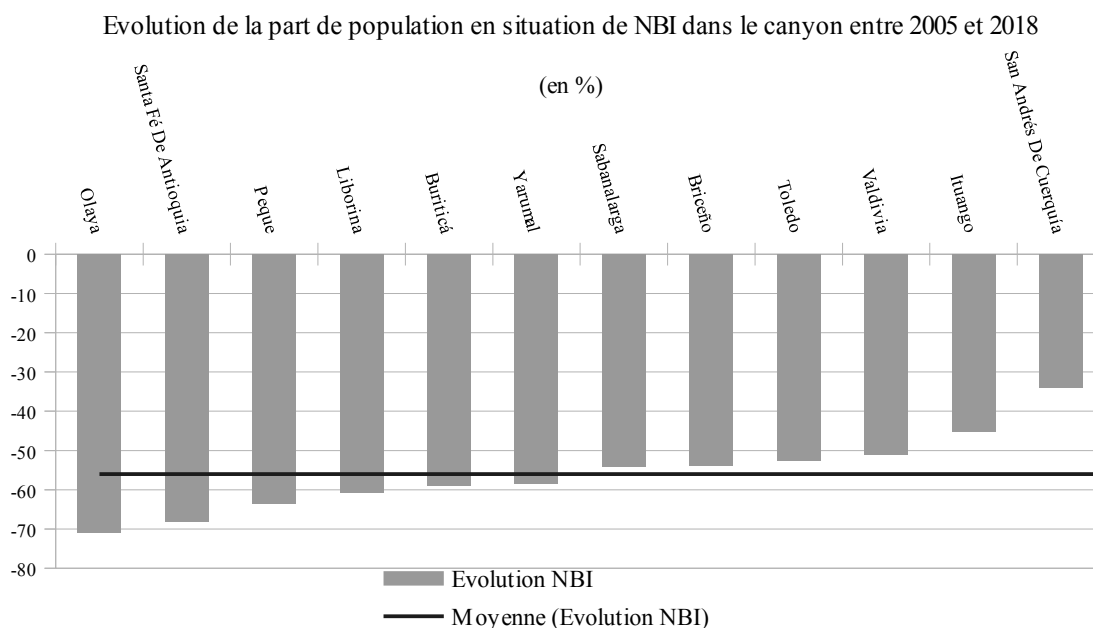
Cela laisse supposer que des facteurs spécifiques à ces territoires influencent les succès ou les échecs de ces programmes, comme l'importance de l'économie d'extraction aurifère ou la présence de grands projets de développement. Les municipes de la zone d'influence du barrage faisant l'objet d'un PDET (Valdivia, Briceño et Ituango) ont vu leur situation varier faiblement en ce qui concerne les deux premiers, ou s'améliorer nettement en ce qui concerne Ituango, à l'échelle de la décennie. Cela pourrait indiquer une influence positive du projet de barrage dans la mise en œuvre des PDET.

Outre la réduction des taux de violence, les PDET et le projet de barrage visent des objectifs d'amélioration des indicateurs socio-économiques. Entre 2005 et 2018, années des deux derniers recensements socio-économiques dans le pays, les municipes cibles de PDET connaissent une réduction de la pauvreté, caractérisée par la baisse de la proportion de population en situation de nécessités de base insatisfaites.



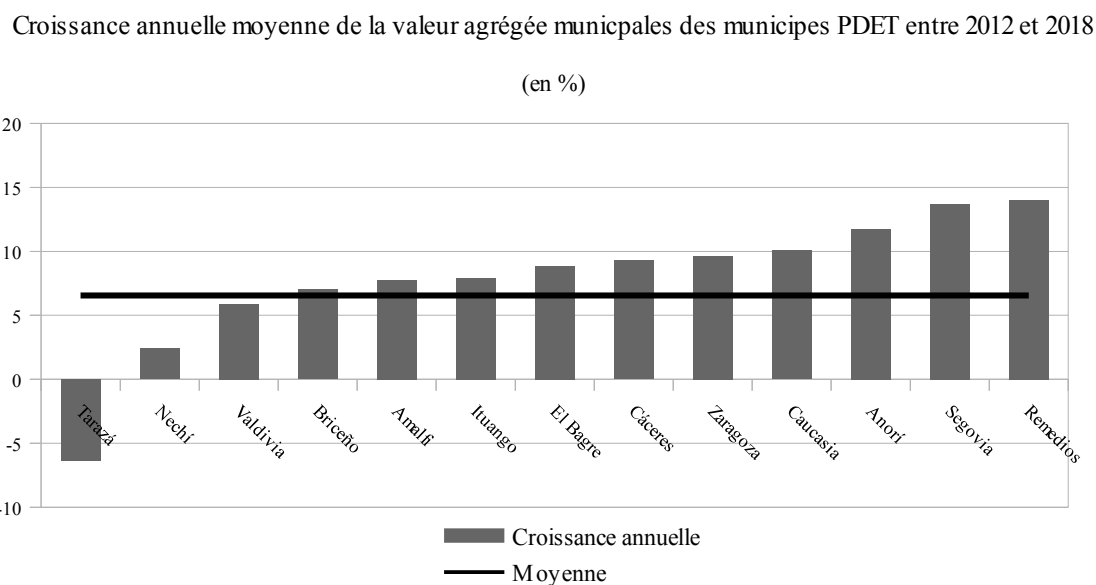
graphique 5: source : dane.gov.co

Les municipes de la zone d'influence du barrage ont connu une réduction des taux de NBI et de misère supérieure à la moyenne des municipes cibles de PDET. Les municipes de la zone d'influence présentent en moyenne un taux de réduction de la part de personnes en situation de NBI de 56 % contre 42 % pour les municipes cibles de PDET en Antioquia. En outre ces chiffres sont bien meilleurs que ceux de l'Antioquia dans son ensemble. Le département a connu une augmentation de sa part de population en situation de NBI et de misère (autour de 8 %).



graphique 6: source : dane.gov.co

La croissance économique, mesurée en valeur agrégée municipale, équivalent du PIB à cette échelle, est par contre limitée. Pendant la décennie 2010, Briceño, Ituango et Valdivia font partie des municipes cibles de PDET en Antioquia ayant connu la plus faible croissance de leur valeur agrégée municipale pendant le processus de paix.



graphique 7: source : dane.gov.co

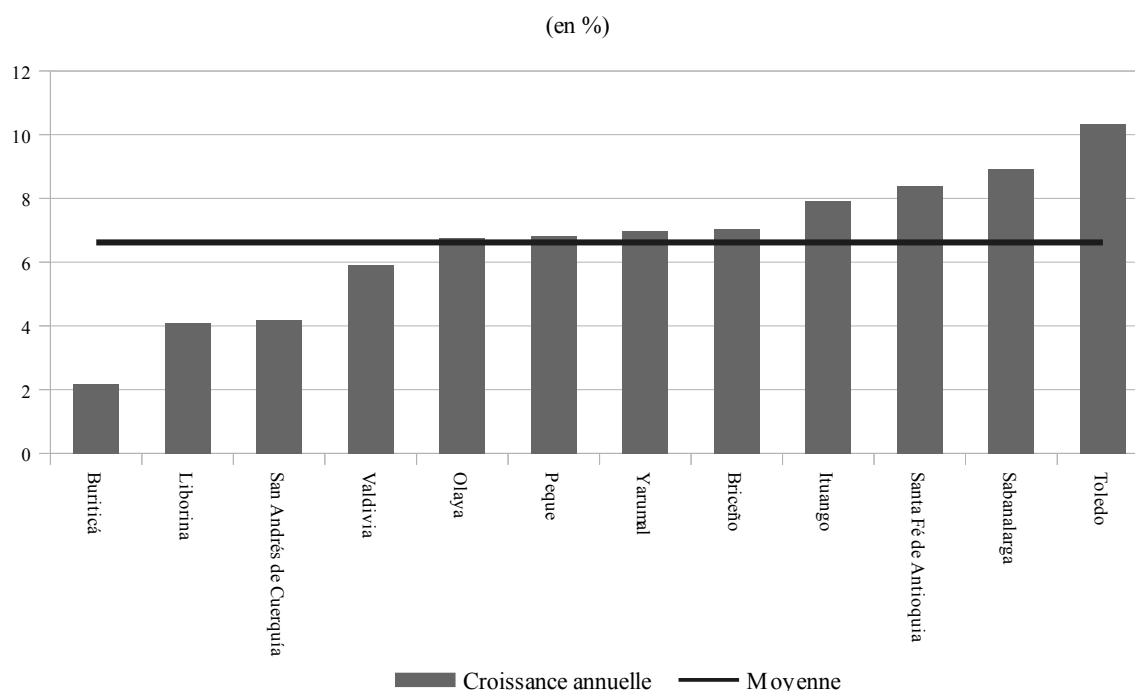
Cette fois, la moyenne annuelle de croissance des municipes cibles PDET est proche de celle des municipes du canyon du Cauca. Cette moyenne, autour de 6,7 % par an, est inférieure à celle de l'Antioquia (hors Medellín), qui s'élève à 8 %.

Dans les territoires prioritaires du post-conflit, si les effets attendus du processus de paix sont principalement positifs (amélioration des indices de développement, croissance économiques, baisse des indices de violation de droit), des effets adverses doivent aussi être anticipés à court terme (reprise en main des territoires laissés vacants par les Farc par la criminalité organisée, conflits d'usages dans les campagnes, manœuvres d'intimidation par les opposants au processus de paix). Les mesures spécifiques dans le cadre des PDET doivent permettre aux effets du processus de paix de se manifester également dans ces territoires. Ils ont des résultats contrastés. En règle générale, les municipes cibles de PDET en Colombie ont connu une amélioration de leur situation socio-économique mais une aggravation de leur situation sécuritaire.

Dans le canyon du Cauca, les résultats en termes sécuritaires sont dans un premier temps visiblement optimisés par la présence du projet. Dans les premiers bilans d'étape fournis par les constructeurs du barrage d'Ituango, l'ouverture du chantier s'accompagne ainsi d'une évolution positive de la situation dans le canyon.

Pour les indicateurs socio-économiques, l'ensemble des municipes cibles de PDET en Antioquia suivent une dynamique commune, avec une intensité diverse, indépendamment de la situation initiale. Cela semble indiquer que le système des PDET favorise une réduction de la pauvreté, mais

Croissance annuelle moyenne de la valeur agrégée municipale des municipes du canyon entre 2012 et 2018

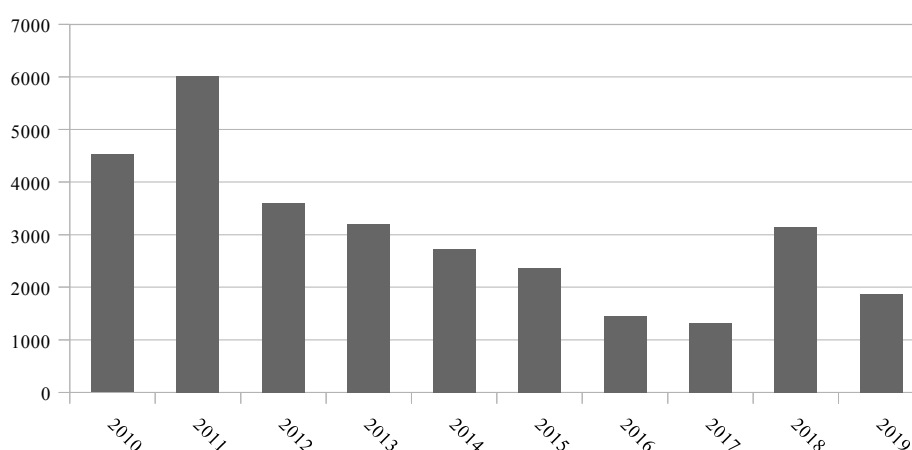


une croissance économique générale limitée. Dans ces processus, les municipes appartenant également à la zone d'influence du projet ne montrent pas de dynamique qui les démarque clairement des autres municipes prioritaires de l'Antioquia.

1.2 Une situation qui s'améliore progressivement avant de se dégrader à nouveau

Par ailleurs, si on regarde dans le détail annuel, pour l'ensemble des territoires et des échelles mentionnées, la situation de violence dans la décennie 2010 se traduit en fait par une baisse progressive et continue des taux d'homicides, de massacres, de disparitions forcées et de déplacements forcés entre 2011 et 2017, avant une remontée fulgurante en 2018. Il n'existe pas encore de résultats consolidés sur 2019 et 2020 pour mettre cette remontée en perspective.

Faits de violence dans le canyon depuis 2010



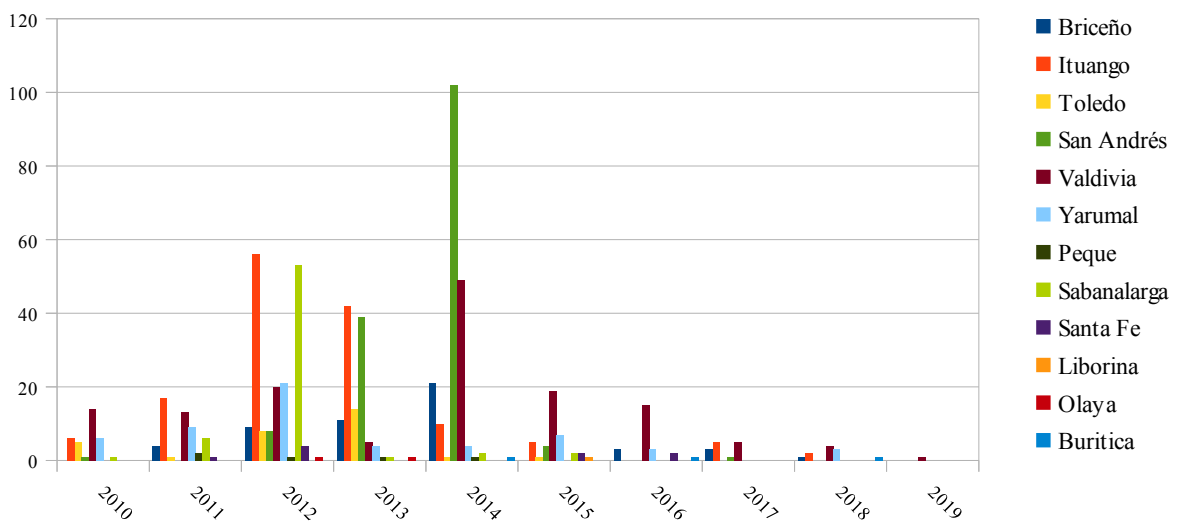
graphique 9: Registro Unico de Victimas

1.2.1 Reprise des hostilités dans le canyon

Dans le canyon, le conflit armé se cristallise au début des travaux autour des chantiers du barrage et des infrastructures secondaires, ciblés par la dissidence des Farc. La présence de groupes de sécurité privée pour protéger le chantier et les personnels, ainsi que le renforcement préventif du déploiement militaire sur le territoire réactivent la situation de front armé sur le territoire. Les constructeurs sont associés au conflit armé parce qu'ils sont perçus comme des ennemis pour les guérillas, en compétition avec ces dernières pour le contrôle territorial et des ressources. Dès l'ouverture du chantier en 2011, le barrage d'Ituango est qualifié d'objectif militaire par le front 18 des Farc. Plusieurs attaques ou tentatives de sabotage affectent les personnels et infrastructures du chantier. Cela se traduit aussi par une multiplication des affrontements entre Farc et forces armées.

Ces manifestations du conflit sont catégorisées comme actes terroristes dans le Registre Unique des Victimes, en particulier dans les veredas adjacentes au fleuve dans les municipes d'Ituango, San Andrés et Valdivia, où sont construites les infrastructures routières. Si ces affrontements ne visent pas directement les civils, le blocage de routes, les explosions, l'occupation d'écoles et les échanges de tirs restent fréquents dans la zone.

Actes terroristes dans la zone d'influence du barrage à partir de 2010



graphique 10: Registro Unico de Victimas

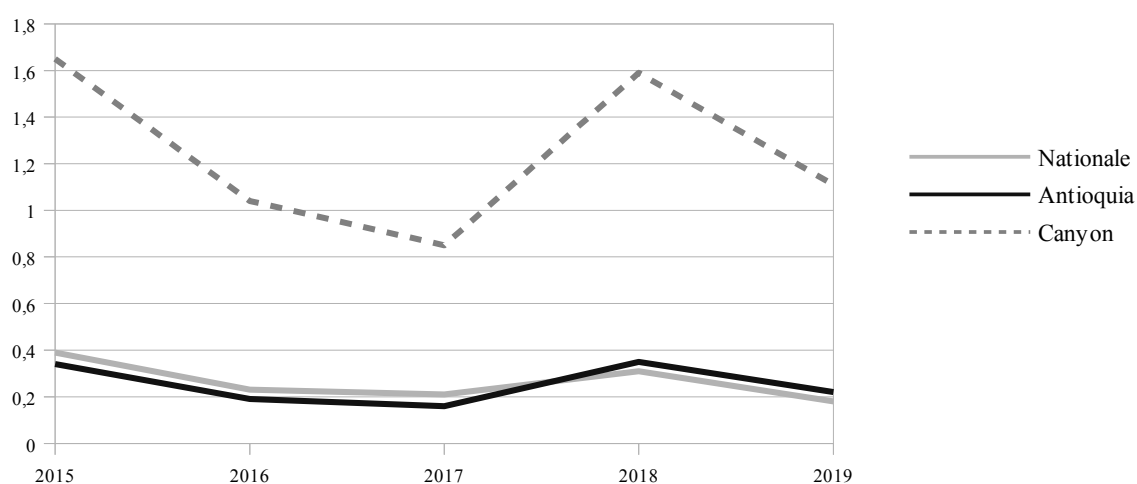
En février 2013 le maire de Ituango donne l'alerte sur la multiplication des mines autour des écoles qui servent de bases pour les acteurs armés en opposition. La même année, l'explosion d'un bus sur l'unique voie d'accès à Ituango entraîne le confinement de la région pendant plusieurs jours. En

outre, la présence d'ex-membres des AUC se fait sentir, sous la forme de graffitis dans la zone urbaine d'Ituango (Defensoria del Pueblo, 2013).

Au lendemain de la validation des accords de paix à la fin de 2016, et de leur promulgation in extremis dans les mois qui suivent, la situation sécuritaire dans le canyon se dégrade sensiblement, et plus intensément qu'aux échelles du pays et du département.

Evolution des taux de violence entre 2015 et 2019

(pourcentages par habitants)

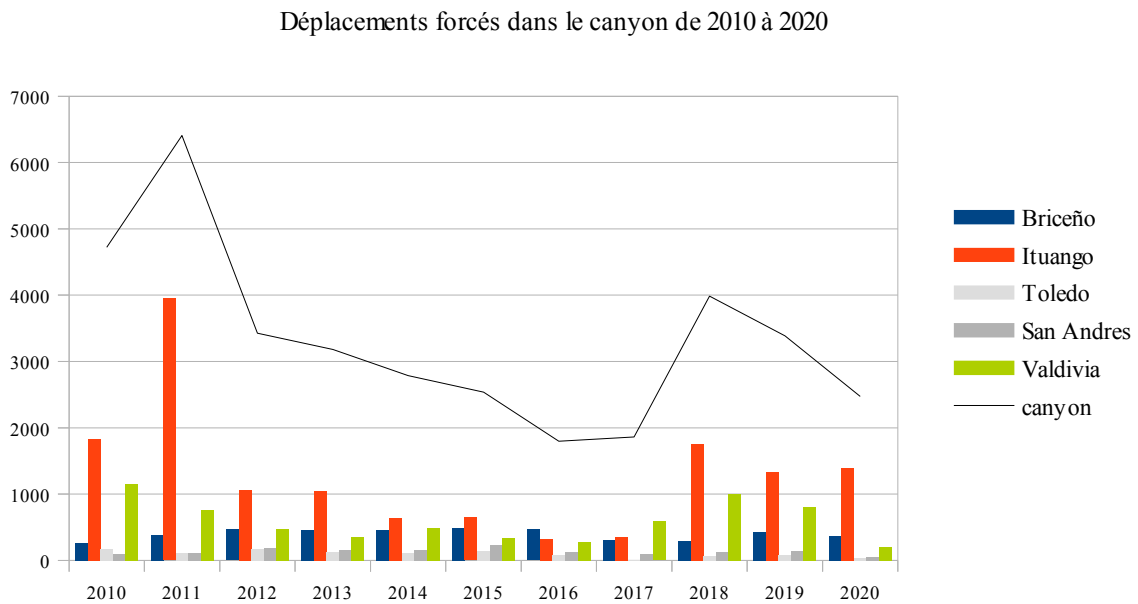


graphique 11: Registro Unico de Victimas

En 2017 le système d'alerte précoce, mis en place durant le processus de paix et destiné à provoquer une intervention militaire rapide pour protéger les civils, est déclenché à cause du risque d'avancée d'organisations criminelles à Ituango (Defensoria del Pueblo, 2017). Cela fait suite à la prise pour cible de membres d'organisations locales opposées au barrage sous forme de menaces, stigmatisation, puis une reprise des assassinats ciblés. Le canyon du Cauca redevient rapidement l'un des territoires concentrant le plus grand nombre d'assassinats de leaders sociaux du pays, forme de violence qui explose dès 2016 à l'échelle nationale (unidadvictimas.gov.co).

À partir de 2018, la menace de déplacement forcé s'étend à nouveau dans le nord de l'Antioquia. Une nouvelle vague de déplacement se produit à Ituango pour la première fois depuis 2011. Depuis 2018, la reprise des vacunas (impôt de guerre) par des groupes non identifiés est signalée dans le municipale. En 2019, plusieurs séquestrations, notamment d'employés de firmes en contrat avec Hidroeléctrica Ituango sont dénoncées. Du fait de la recrudescence de la violence, les programmes du PDET, le conseil municipal de paix, et la mesa de victimas ont été interrompus à Ituango en

2018 (Mesa Betancur, 2018).



graphique 12: Registro Unico de Victimias

L'évolution de la violence dans le canyon, si elle est particulièrement intense, est représentative d'une situation qui reste complexe à l'échelle nationale. À ce stade, la situation dans le canyon du Cauca ne semble pas vraiment se démarquer de tendances d'évolution de la situation sécuritaire à l'échelle nationale et départementale.

Au début du processus de paix, la décroissance des situations de violence, initialement plus élevée que la moyenne nationale, est plus rapide. Mais après la ratification des accords, la dégradation est aussi plus marquée. Finalement, exception faite d'un répit relatif dans la violence pendant les cessez-le-feu du processus de paix, le canyon a été, et demeure, un lieu de dispute des groupes armés depuis les années 1980. La présence du chantier, s'il polarise au début du chantier les attaques des groupes armés, n'a à ce stade, pas d'influence visible sur la situation de violence en général dans le PNN Paramillo et dans le canyon qui semblent se rapprocher de la situation initiale du début de la décennie.

Auparavant, les affrontements concernaient principalement les Farc, et les paramilitaires, puis l'armée régulière. Maintenant, il est difficile d'identifier les groupes en présence. Mais, dans les territoires reculés du canyon, laissés vacants par les Farc à l'issue du processus de paix, les Bacrim semblent gagner du terrain (Defensoria del Pueblo).

Début 2018, un large éventail de groupes aux marges de la loi sont signalés dans le seul municiple d'Ituango, plus ou moins liés à la criminalité organisée, à la dissidence des Farc, des paramilitaires, ou à l'ELN. Il s'agit principalement des Autodefensas Gaitanistas de Colombie, aussi connues comme le Clan del Golfo ou « les Úsuga », une bande criminelle entretenant des liens étroits avec le paramilitarisme du Cordoba.

Le Clan del Golfo se manifeste dans la région dès 2016, suite au dépôt des armes par les Farc et leur départ dans les zones de réintégration. L'objectif du Clan del Golfo est de faire main basse sur les activités illégales jusqu'alors administrées par les Farc. Ils cherchent aussi à gagner le contrôle des corridors naturels du Nudo de Paramillo. Ils se présentent comme remplaçants des Farc pour maintenir l'ordre et la sécurité sur le territoire et acheter la coca afin de garantir des revenus à la population. Ils commencent à établir leur contrôle territorial dans la région en prélevant des vacunas aux paysans et dans les commerces de la région. Selon des témoignages (La Silla Vacía, 2018), les entreprises présentes (mines, infrastructures) paient aussi sous peine d'attaques et d'assassinats. Les membres du Clan del Golfo exigent le recensement de la population, des comptes rendus des trésoreries des commerces, les listes de noms des leaders sociaux, les actes et archives des réunions publiques et des JAC. Ils s'en prennent aux leaders sociaux pour les réduire au silence. Les leaders sociaux qui sont engagés dans les programmes de substitutions de coca et de déminage sont particulièrement menacés.

Le Clan del Golfo ainsi que d'autres bandes criminelles tentent de recruter des démobilisés des Farc. Cela leur permet de se renforcer rapidement sur le territoire grâce à la maîtrise du terrain des anciens Farc. Rapidement, le Clan del Golfo fait face à d'autres groupes, principalement avec l'entrée en dissidence d'une partie des fronts 18 et 36 des Farc. Les Caparrapos sont un autre groupe issu de la démobilisation des AUC. À cela s'ajoutent des groupes pratiquant des micro-traffics sur le modèle des mafias urbaines de Medellín, notamment les Pachelly, un groupe originaire du municiple de Bello en périphérie de Medellín (Verdad Abierta, 2018). Des dissidences des fronts 5, 34, 38, 58 et la présence de l'ELN ont aussi été reportées.

La violence reprend ainsi dans la région sur les mêmes modalités que dans les années 1990, avec une prévalence plus nette des intérêts de la criminalité organisée sur ceux des guérillas « idéologiques ». Le contrôle de l'axe Norte de Antioquia – Bajo Cauca – Nordeste reste l'objectif prioritaire des groupes armés. Les méthodes et les conséquences sur les populations locales sont comparables.

Dans ces conditions, la consolidation de tous les fronts et les violations des garanties des accords de

paix vis-à-vis des combattants démobilisés qui risquent de se traduire par un réarmement des Farc et les intérêts pour reprendre le narco-trafic font sérieusement douter les populations locales de l'efficacité des accords de paix sur leur territoire (Verdad Abierta, 2018).

1.2.2 Dysfonctionnements locaux de la Paix Territoriale

Cette situation dans le canyon relève en premier lieu de dysfonctionnements propres au processus de paix. Au premier rang des facteurs externes qui contribuent à expliquer le regain de violence au lendemain des accords figure la mise en œuvre compromise des accords de paix à la fin du deuxième mandat de Santos et depuis l'élection de Duque, ouvertement opposé lors de sa campagne à une application des accords en l'état. Ces évolutions compromettent la possibilité de construire le post-conflit selon les principes de la Paix Territoriale et dans le respect des accords de 2016. Mais au-delà de la conjoncture politique, l'implémentation des mesures des accords de paix est lente et soulève des questions de méthode. Ces difficultés affectent les territoires prioritaires de manière exacerbée. La mise en œuvre de mesures établies dans le cadre du processus de paix dans le canyon du Cauca, et notamment dans le cadre de la Justice Transitionnelle, fait l'objet de dysfonctionnements. Dans ces conditions le post-conflit est particulièrement fragile dans le canyon.

1.2.2.1 Réintégration des ex-combattants

Dans le cadre des accords de paix, le dépôt des armes par les combattants Farc est suivi par le regroupement des ex-combattant dans des Zones Veredales De Transition et Normalisation (ZVTN), où ils doivent bénéficier de formations et de projets productifs en vue de leur réintégration à la vie civile, et d'une protection dans la période fragile du post-conflit, sous la vigilance de l'ONU. La majorité des camps de réintégration sont rassemblés dans les départements de Meta et d'Antioquia. En Antioquia, ils sont situés dans les municipes de Remedios, Ituango, Dabeiba et Vigía del Fuerte, des zones parmi les plus durement touchées par le conflit dans le département, sur l'axe stratégique reliant le Nudo de Paramillo aux vallées du Cauca et du Magdalena. En pratique, ces camps ne remplissent pas leurs objectifs et font l'objet d'une mauvaise gestion.

La localisation des ZVTN répond à priori à des critères définis à la Havane pour garantir leur bon fonctionnement. Elles doivent occuper des veredas pas trop vastes et accessibles pour permettre un contrôle efficace par l'ONU. Elles doivent être à bonne distance des centres urbains, des frontières nationales, des territoires indigènes et des parcs naturels. Elles doivent occuper des territoires libres de cultures illicites, de mines et distants d'infrastructures stratégiques (Alto Comisionado para la Paz).

La vereda de Santa Lucia où est installée la ZVTN d'Ituango doit accueillir les démobilisés des

fronts du Nudo de Paramillo. Le choix de sa localisation témoigne toutefois de négligence des critères de la Havane. Si elle est loin des villes et des frontières, elle borde un parc naturel, le PNN Nudo de Paramillo, à proximité du resguardo indigène Jaydukama. Elle se trouve dans un territoire difficilement contrôlable, avec un fort risque de présence de cultures illicites et de mines informelles. Enfin le barrage d'Ituango, construit à proximité, sera une infrastructure stratégique du pays dont elle produira 17 % de l'énergie consommée, alors qu'elle se trouve en amont d'un bassin versant abritant 140 000 habitants.

La ZVTN est en outre perçue comme une menace pour les populations alentours en raison du risque qu'elle catalyse la violence. Aussi, le choix de sa localisation résulte sans doute plus du besoin de trouver un territoire où l'opposition de la population à cette installation sera limitée, qu'aux avantages qu'il représente pour lui permettre d'atteindre ses objectifs.

Dans ces conditions, la protection et la réintégration des démobilisés est défailante. L'administration devait mettre à disposition des terres et des formations, notamment dans la construction, pour mettre en œuvre des projets productifs. Mais ces engagements n'ont pas été honorés dans les temps. En 2017, il y a des retards dans la construction des logements et des infrastructures (Defensoria del pueblo).

D'autre part, à l'image de nombreux autres ZVTN dans le pays, le camp d'Ituango, fait l'objet de campagnes d'intimidation et d'assassinats. De toutes les ZVTN du pays, c'est celle d'Ituango qui va connaître le plus grand nombre d'assassinats. Entre le moment de la démobilisation et début 2020, 21 ex-guerilleros ont été assassinés en Antioquia. Parmi eux, 12 l'ont été à Ituango. Les démobilisés quittent massivement la zone. Contre 273 occupants à sa création début 2017, la zone n'en compte plus que 120 six mois plus tard. Certains sont partis rejoindre la dissidence ou des bandes criminelles locales.

Le camp de réintégration est finalement partiellement déplacé dans une région présentant de meilleures garanties de sécurité. C'est aussi le cas des camps de Remedios et de Vigia del Fuerte, dans le Nordeste et l'Occidente antioqueno.

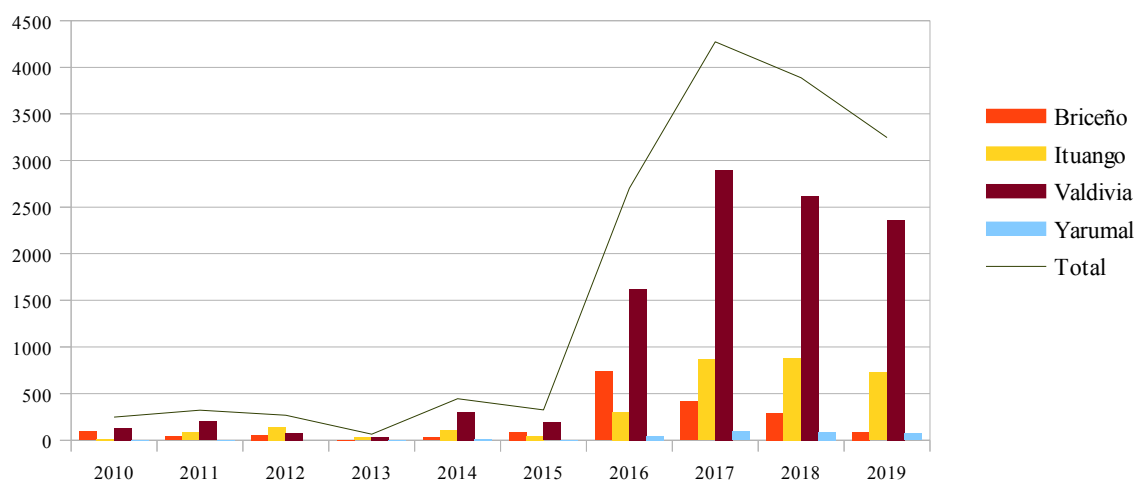
En 2018, deux membres du parti politique Farc sont assassinés dans le municpe de Peque. Ils appartenaient à la zone de réintégration du municpe voisin de Dabeiba. Ces attaques qui visent les processus de réintégration à la vie civile des Farc et font craindre le développement d'un scénario comparable à celui de l'Union Patriótica, menacent de rendre la démobilisation impossible, et favorisent la dissidence. La situation est très instable dans le canyon.

1.2.2.2 Évolution des cultures de coca

En ce qui concerne les cultures de coca, une évolution similaire est constatée dans les municipes producteurs à partir de 2015. En Antioquia, cette hausse est particulièrement marquée dans le canyon du Cauca, surtout à Valdivia et Ituango.

Croissance de la surface plantée dans le canyon entre 2010 et 2019

(en hectares)

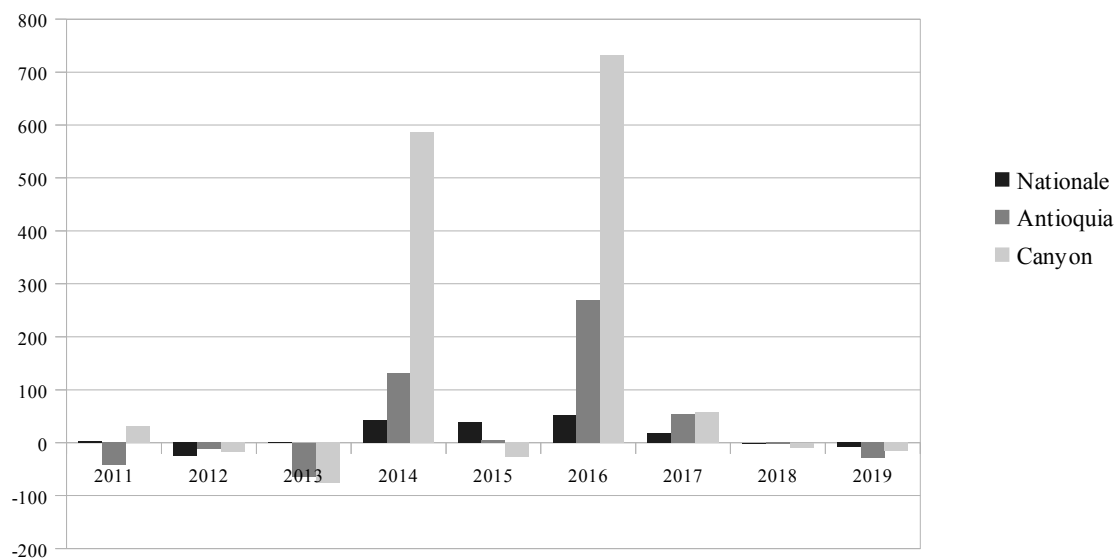


graphique 13: Source : Onudc

Là encore, cette dynamique suit une tendance nationale, mais elle est plus marquée. Le processus de paix est concomitant d'une augmentation fulgurante de la surface plantée en coca, attribuée d'une part à la suspension des aspersions au glyphosate, d'autre part par la prise de contrôle des territoires laissés vacants par les Farc par des groupes de criminalité organisée qui intensifient la production. Cette recrudescence représente un obstacle à la réorientation des paysanneries vers des cultures alimentaires productives et l'intégration aux réseaux des territoires marginalisés. Elle continue d'alimenter des organisations violentes aux marges de la loi dans le post-accord.

Croissance de la surface plantée entre 2011 et 2019

(en %)

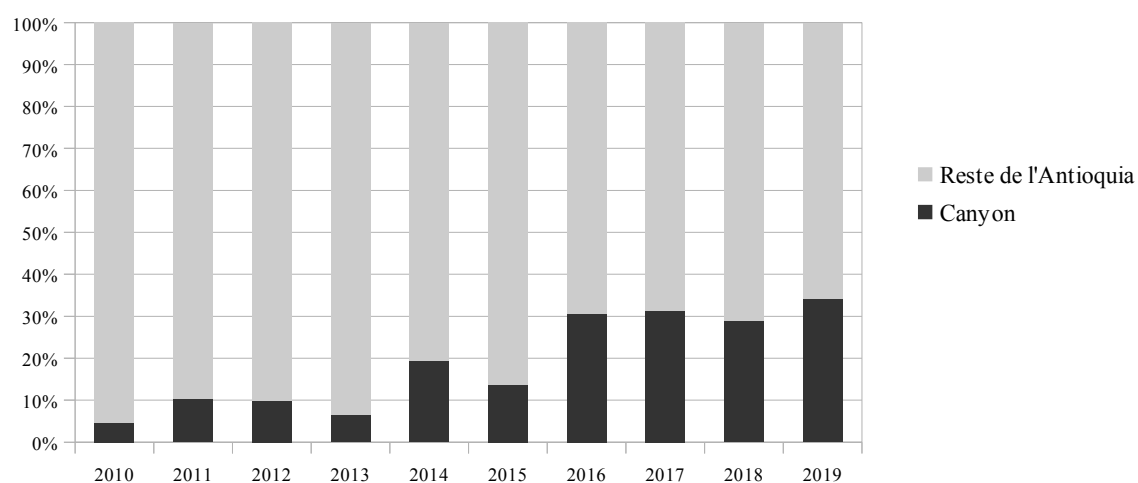


graphique 14: Source : Onudc

Le canyon occupe une proportion croissante de la surface plantée du département d'Antioquia.

Part de la surface plantée du canyon pour le département d'Antioquia

(en %)

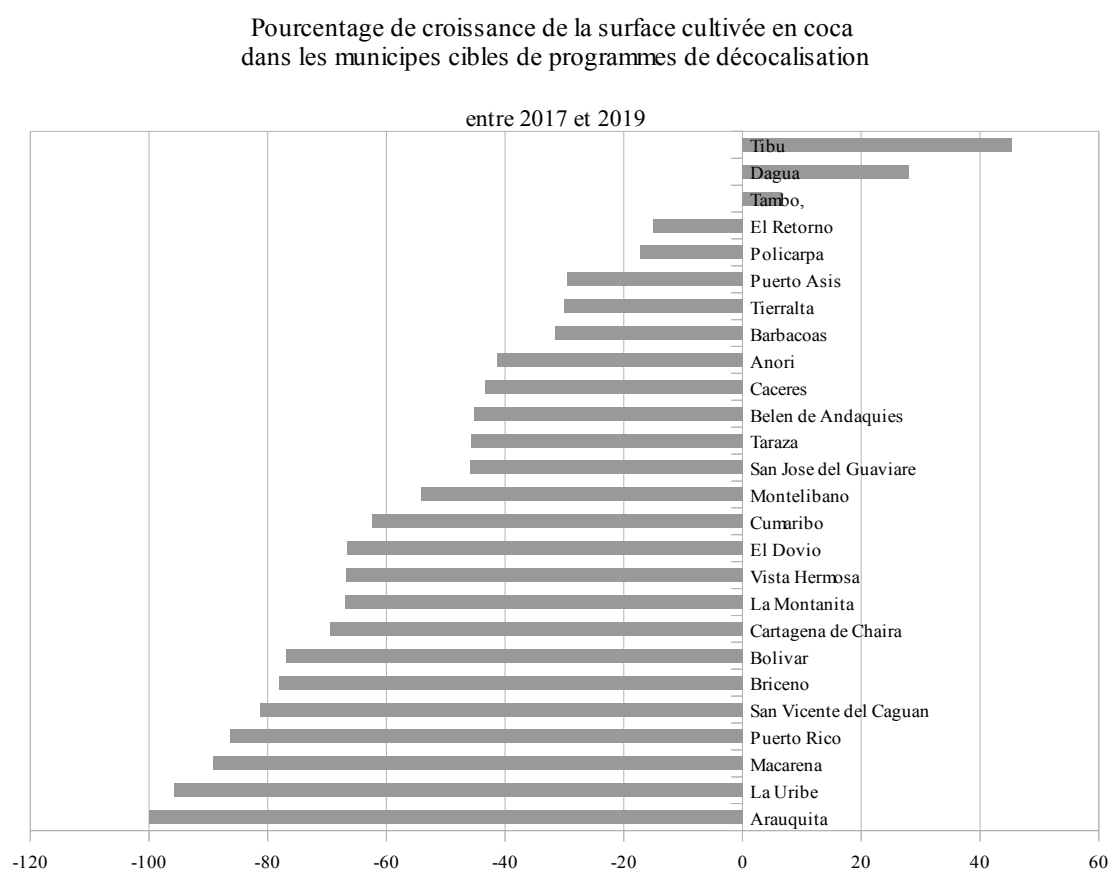


graphique 15: Source : Onudc

Face à cette recrudescence, les programmes de substitution manuelle volontaire (programmes

Guarda Bosques) promus pendant le processus de paix ont eu des effets limités. À l'échelle nationale, la surface cultivée en coca est en moyenne 150 % supérieure en 2019 à celle de 2012. Dans les municipes cibles de programmes de substitution, ce rapport est de 111 %. Dans les deux cas, la surface a plus que doublé.

A Briceño, qui fait partie des municipes cible des programmes de substitution volontaire lancés en 2017, l'évolution de la situation ne permet pas d'observer d'effet particulier de la présence du barrage d'Ituango par rapport aux autres municipes concernés par des programmes similaires.

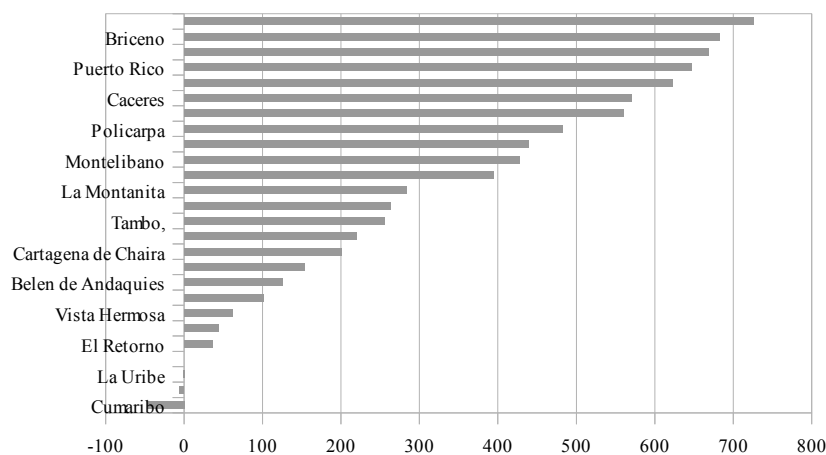


graphique 16: Source : Onudc

Si on se réfère à la situation en 2012, Briceño compte en fait parmi les municipes cibles où les programmes de substitution ont montré le moins d'efficacité à retrouver les valeurs d'avant le processus de paix.

Pourcentage de croissance de la surface cultivée en coca
dans les municipes cibles de programmes de délocalisation

entre 2012 et 2017

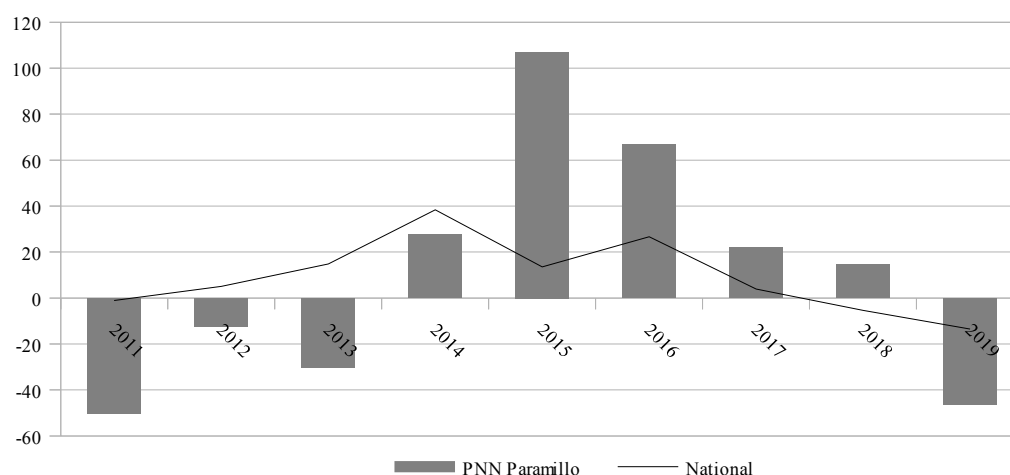


graphique 17: Source : Onudc

Par ailleurs, le degré d'affectation du PNN Nudo de Paramillo par la coca s'aggrave en valeur absolue et par rapport à la moyenne des parcs nationaux du pays. Le parc demeure convoité par des groupes illégaux comme avant les accords de paix. Ainsi le corregimiento de Santa Rita dans le municipe d'Ituango, accessible à pied en quatre à huit heures de marche depuis le centre urbain de Ituango, et qui offre un accès protégé dans les montagnes du Nudo depuis les municipes cultivateurs de coca de Valdivia, Taraza et Briceño, semble en passe de redevenir un centre du conflit armé, principalement pour le contrôle des cultures de coca (Annexe).

Croissance de la surface cultivée en coca dans le Paramillo par rapport à la moyenne des parcs nationaux

(en %)

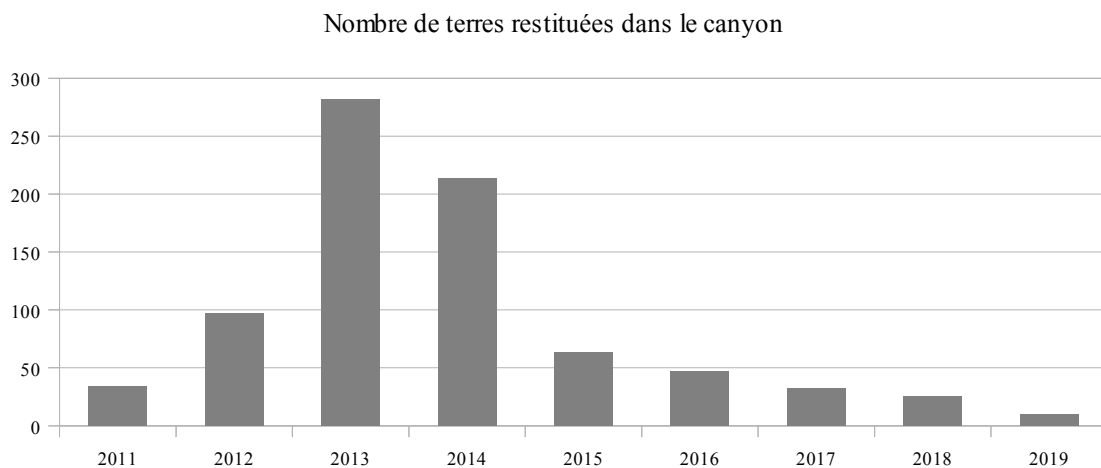


graphique 18: Source : Onudc

1.2.2.3 Processus de restitution

Plus généralement, les programmes de Justice Transitionnelle, de formalisation et de restitution peinent à s'appliquer dans les territoires les plus affectés par le conflit, et témoignent d'incohérences dans leur application.

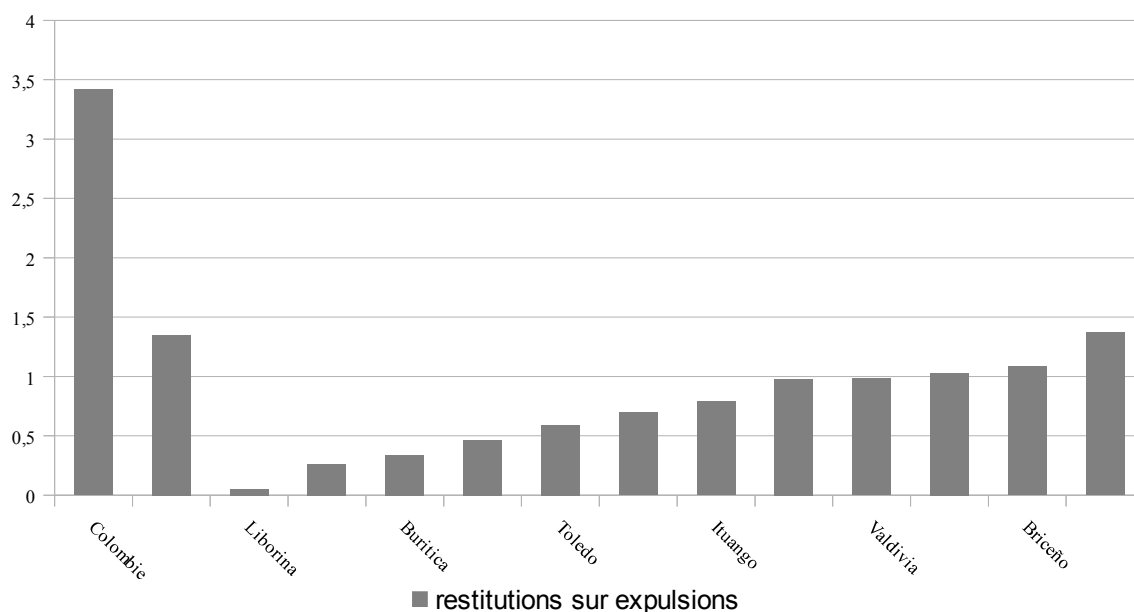
La redistribution comporte des zones de flou, notamment en ce qui concerne les surfaces disponibles restituables et les espaces concernés. Il n'y a pas d'engagement clair et chiffré. En parallèle, les menaces à l'encontre des représentants syndicaux et de défenseurs des droits continuent de s'accroître. Surtout, les mesures prises dans la RRI ne touchent que très marginalement à la grande propriété. Les extinctions de domaines ne concernent que les terres dont il est établi qu'elles ont fait l'objet d'accaparement illégal, ce qui demeure complexe. Dans ces conditions les processus de restitution sont très fortement ralentis dès que la situation sécuritaire se tend à nouveau dans le canyon. Ces mesures sont en outre compromises par différentes dispositions mises en œuvre pour permettre aux entreprises d'accumuler de grandes quantités d'UAF dans les zones à forte concentration, et dans des objectifs non-agraires, dans le cadre des ZIDRE (Zones d'intérêt rural, économique et social) et du projet de loi de 2017 sur l'aménagement social de la propriété des terres rurales (Ortega 2019).



graphique 19: Source : Registro Unico de Victimias

Dans le canyon où le phénomène de déplacement forcé a été massif, les processus de restitution sont plus limités qu'à l'échelle nationale.

Pourcentage de terres restituées entre 2011 et 2019



graphique 20: Source : Registro Unico de Victimias

1.2.2.4 Enjeux d'application locale de la Justice Transitionnelle

Le municpe d'Ituango est le théâtre d'un autre processus caractéristique des fragilités de la Justice Transitionnelle en Colombie. Les enquêtes concernant le massacre d'El Aro n'avancent guère, vingt ans après les faits, malgré des mises en cause directes ou indirectes d'Alvaro Uribe, à l'époque gouverneur d'Antioquia, dans le cadre des témoignages d'ex-paramilitaires devant le tribunal de justice et paix de Medellín. Dans les années qui ont suivi le massacre, plusieurs témoins ont en outre été assassinés, d'autres extradés vers les États-Unis en raison de leur implication dans le trafic de drogue.

L'État colombien a été condamné pour ce massacre en 2006 par la CIDH et pour non protection de la population, sans que des responsables et des mobiles soient désignés. En réparation l'État a l'obligation d'enquêter et de juger les responsables du massacre. En 2018, la Cour Suprême Colombie qualifie le massacre d'El Aro de crime contre l'humanité afin de garantir la non-prescription du crime. En 2015, le tribunal de Justice et Paix de Medellín recommande en outre

d'enquêter sur les possibilités de liens entre ce massacre et d'autres dans la région et la création de la société Hidroeléctrica Ituango.

Par ailleurs, si 200 victimes ont été indemnisées financièrement, l'Unité des Victimes a engagé un processus de réparation collective, exigé par les associations de victimes à El Aro, en 2018. Pour les habitants cette réparation devrait notamment inclure la reconstruction d'écoles et de routes (IPC.org). Dans le corregimiento, les programmes spécifiquement mis en œuvre dans le cadre des projets participatifs du plan additionnel pour le barrage (la route menant à Puerto Valdivia notamment) avancent toutefois plus vite, donnant aux constructeurs une dimension de palliatif aux difficultés du post-conflit.

Au-delà d'EL Aro, l'ensemble du municiple d'Ituango et celui de Briceño témoignent du manque d'effets de différents programmes visant à réduire ou à corriger l'influence des groupes armés, y compris ceux réalisés en partenariat avec EPM et le département. Entre 2018 et 2019, cinq accidents de mines antipersonnel se produisent à Ituango et deux à Briceño, témoignant d'effets insuffisants des programmes pilotes de déminage à ce jour.

Plus généralement, le regain de violence dans le canyon est dû à la lenteur des administrations pour mettre en œuvre les mesures du processus de paix afin de combler les vides laissés par les Farc en termes de contrôle territorial, ce qui donne lieu à l'infiltration du territoire par de nouveaux groupes aux marges de la loi.

Le manque d'engagement des municipes dans le processus de paix contribue à expliquer cette lenteur. Dans le canyon du Cauca, la déconnexion des populations avec les instances démocratiques se traduit par un manque de représentativité des conseils municipaux ne garantissant pas un appui au processus de paix et aux principes participatifs associés (Mesa Betancur, 2018), en dépit d'un soutien populaire à la paix au sein de la population (80 % lors du référendum).

La topographie, la désactualisation des cadastres et le manque de maîtrise du territoire par les institutions ralentissent aussi la mise en œuvre des programmes, créant un décalage entre ce qui est prévu, les attentes de la population et ce qui est fait. Cela s'explique par l'impréparation des municipes à gérer les changements sur le territoire, malgré les outils d'accompagnement fournis dans le cadre du processus de paix.

Or, à ce niveau-là, la participation du projet de barrage, qui devait consolider l'institutionnalité sur le territoire, ne semble pas tenir ses promesses. En 2018, la délimitation entre les municipes de Ituango et de Valdivia n'est toujours pas définie, de même que celle de la zone d'amortissement du PNN, ni la réglementation de ses usages. Enfin, les données démographiques dans les plans

municipaux différent de ceux du Dane.

Cela témoigne de défaillances du secteur privé censé appeler à jouer un rôle central dans le post-conflit. Ainsi, en dépit de la participation active du projet de barrage au processus de paix au niveau local et des avancées en termes de dé-marginalisation, le phénomène de recrudescence de la violence n'est pas endigué dans le canyon. Au contraire, c'est l'un des territoires où la résurgence de la violence et des activités aux marges de la loi est la plus intense. La présence du chantier, ne semble aucunement faire obstacle à cette nouvelle progression de la violence. La mise en œuvre de mesures « territorialisées » associées au projet de barrage, qui devaient optimiser les conditions pour la construction locale de la paix n'a pas porté ses fruits. Dans ce climat, les bénéfices directs et perspectives induits par le chantier en termes d'apaisement sont en fait occultés dès 2017 quand les cas de déplacements forcés et d'homicide se multiplient à nouveau. Cette situation est révélatrice de la fragilité du discours associant le barrage d'Ituango à la construction locale de la paix.

2 Une situation aggravée par la présence du barrage ?

Les difficultés rencontrées lors du chantier du barrage tendent plutôt à aggraver la situation spécifique du canyon. Si la planification du projet et de ses impacts a pour enjeu d'éviter l'émergence d'un conflit socio-environnemental qui pourrait interagir avec le conflit armé, en élaborant des systèmes de compensation approfondis, cet objectif échoue du fait de défaillances dans la gestion des impacts et d'une surestimation de la maîtrise du territoire par les constructeurs.

La situation s'envenime avec l'apparition de problèmes de conception sur le chantier. Le conflit socio-environnemental qui se déploie dans le canyon, dans un contexte « inattendu » de recrudescence de la violence, crée alors une situation chaotique à la fois pour les objectifs de développement local et pour la paix.

2.1 Des impacts mal anticipés

Le début des interventions d'EPM sur le territoire pour la construction du barrage d'Ituango va être marqué par de premiers dysfonctionnements comparables à ceux qui se développent à Urrá I ou à Guatapé, et qui vont précipiter une évolution du discours et un enrichissement de dernière minute des systèmes de régulation des impacts. Un certain nombre d'angles morts dans la planification des impacts ont ainsi été corrigés au fur et à mesure, d'autres produisent des dégâts socio-environnementaux qui semblent au-delà des moyens de régulation des constructeurs.

2.1.1 Problèmes d'informalité

Comme prévu dans les documents préliminaires, l'arrivée du projet sur le territoire affecte les

paysanneries, les pêcheurs et les orpailleurs en particulier. Selon les plans de gestion, les populations déplacées involontairement ou perdant accès à leurs activités économiques à cause du projet font l'objet de mesures de compensation. Dans la pratique, ces mesures sont compliquées par la situation d'informalité où se trouve la majorité de la population rurale du canyon. La première difficulté concerne la gestion des populations sans titre de propriété. Dans un contexte de manque de maîtrise du territoire, de désactualisation des cadastres et de modes d'occupation, ces enjeux étaient clairement identifiés, mais leur gestion est critiquée.

2.1.1.1 Perte d'accès au fleuve

Au début des travaux, près de 800 orpailleurs et pêcheurs installés à proximité du site de construction se voient couper l'accès aux berges du fleuve pour les besoins du chantier. Ces populations s'estiment privées de l'accès à leurs ressources et arbitrairement lésées dans les plans de compensations prévues par EPM.

En effet, la majorité de ces orpailleurs sont considérés par EPM comme extérieurs aux territoires et non éligibles aux programmes de compensation. EPM affirme avoir effectué des recensements de ces populations « informelles » sur les berges du Cauca. L'entreprise rappelle en outre qu'il existe une possibilité de faire une requête à travers le droit de pétition, pour des populations qui se considéreraient exclues de ces recensements. Mais d'après les orpailleurs concernés, un grand nombre de territoires n'ont pas été couverts par le personnel d'EPM du fait du risque de présence d'acteurs armés. Une partie des habitants étant illettrés, le droit de requête est compromis.

Une partie de ces populations sont contraintes au déplacement en amont du fleuve dans les municipes de Buriticá et Santa Fé d'Antioquia. Ces municipes situés à l'extrémité de la zone d'influence du barrage, connaissent un meilleur niveau de développement notamment en raison du tourisme en provenance de Medellín. Si la part de nouveaux arrivants sur le territoire, attirés par les perspectives du barrage, et celle de populations déplacées involontairement entre l'aval et l'amont du canyon sont difficiles à estimer, l'arrivée d'orpailleurs à Santa Fé a été l'occasion de frictions avec les populations de ces municipes craignant que leur présence ne nuise aux activités touristiques.

Finalement, face aux exigences de compensation de ces populations, les constructeurs qui ont d'abord refusé de les intégrer au plan de compensation au motif qu'il s'agirait de demandes opportunistes, finissent par revenir sur leur décision et intègrent des familles et des territoires supplémentaires à la zone d'impact local pour apaiser les tensions. Cela se traduit par des compensations financières évaluées en fonction de la durée de présence de la population sur le

territoire avant le début des travaux.

2.1.1.2 Spéculation sur les terres agricoles

Le problème des compensations et relocalisations est aggravé par la spéculation, alors que les processus de relocalisation s'étirent dans le temps. Dans la zone du réservoir, le projet a impliqué le rachat de terres agricoles n'impliquant pas de déplacements involontaires. Or, le délai entre l'identification des terrains à racheter, le rachat effectif et l'expulsion rend les propriétaires vulnérables.

Ainsi, dans le cadre des grands projets hydroélectriques, le rachat des propriétés, et leur valeur sont estimés au prix du marché au moment de l'instauration du statut de Dupis. Or, le temps qui sépare cette estimation (2008 en ce qui concerne Ituango) et le début des travaux quand les populations sont effectivement expulsées (2011, 2014 et 2018) donne lieu à de la spéculation foncière dans la région, associée aux perspectives de développement hydroélectrique, sans amélioration aussi rapide des revenus de la population. Les populations sont alors dans l'incapacité de se reloger dans la région.

Les travaux ont commencé avant le rachat effectif d'une partie des propriétés dans la zone du réservoir, au motif que ces terres ne sont pas censées être impactées avant le début du remplissage en 2018. Cela permet aux possesseurs de terminer les exploitations en cours sur leur terre. Les propriétaires perdent toutefois l'accès aux chemins muletiers et aux pistes situées dans la zone de travaux ce qui aggrave les problèmes d'accessibilité, notamment entre les campagnes et les marchés dans les centres urbains.

Dans ces conditions, ces populations sont encouragées à abandonner les cultures commerciales et de subsistance pour travailler sur le chantier dès le début des travaux. Cela pose deux problèmes. D'une part, cela donne lieu à un abandon de parcelles rurales, laissées en friche par les paysanneries qui vont travailler sur le chantier, avec pour conséquences une baisse de la production locale d'aliments. Les populations travaillant sur le chantier se retrouvent dépendantes du travail salarié et donc des marchés des centres urbains pour leurs besoins de base. Or, ces marchés, déjà soumis aux problèmes d'accessibilité subissent eux aussi les effets de la spéculation, ce qui donne lieu à une augmentation du coût de la vie. D'autre part, les 5000 emplois, principalement non-qualifiés, créés pendant la construction du barrage, et réservés prioritairement aux communautés locales, ne sont pas durables. Ils disparaîtront à la fin des travaux et le retour à la terre, s'il est la seule option pour les communautés, sera difficile du fait de la transformation des systèmes productifs paysans vers plus de mécanisation et de commercialisation dans ce laps de temps, et du fait d'un recul du secteur

agricole au profit d'autres secteurs, qui traduit le changement de vocation économique du territoire. En outre la pression migratoire et les dégradations de l'environnement pourraient contribuer à la perte de fertilité des sols.

2.1.2 Des perspectives mal définies

2.1.2.1 Situation dans les centres urbains

Outre ces conséquences « directes » sur les versants du canyon, le projet génère aussi des situations chaotiques dans les zones urbaines alentours. Au début des travaux, le village d'El Valle dans le municpe de Toledo et le centre urbain du municpe d'Ituango, où sont installés les personnels du chantier, sont confrontés à des dysfonctionnements intenses.

L'accompagnement des populations affectées se concentre à l'origine sur les populations engagées dans des activités agropastorales. Cet accompagnement s'est d'abord montré très parcellaire dans les villes. Ainsi, pour faire face aux conséquences locales, qu'elles soient sociales, économiques ou environnementales, de l'ouverture du chantier, les plans de gestion se sont dans un premier temps bornés dans les zones urbaines à prévoir des programmes d'amélioration de l'habitat et de nouveaux équipements sans anticiper les changements de vocation du territoire qui s'y produisent aussi.

Or, les dépenses en biens et services des personnels du chantier génèrent de grandes attentes sur la possibilité d'investir dans des établissements commerciaux au début des travaux dans ces zones. Il s'agit de répondre à l'augmentation de la demande de logement, de restauration, de transport et autres services à l'attention du personnel du barrage. Cela donne lieu à un accroissement urbain désordonné. Des commerces sont ouverts, parfois au prix d'un endettement, la gestion de l'urbanisme et de la circulation dans les centres urbains laisse à désirer.

À cela s'ajoutent des problèmes associés à la croissance urbaine rapide et au bouleversement des tissus sociaux locaux (alcoolisme, addictions, prostitution, grossesses adolescentes) qui touchent en premier lieu les populations paysannes arrivées en ville (Úsuga Montoya, 2014). Ces problèmes sociaux génèrent des conflits au sein de la population. La situation devient particulièrement tendue à El Valle.

EPM réagit tardivement après avoir fait le constat que l'injection rapide de capital dans l'économie locale est source de problèmes faute d'accompagnement au niveau institutionnel. Ils transfèrent en 2014 leur personnel dans des camps à proximité du barrage dans le municpe d'Ituango. Ces camps sont spécialement aménagés pour prodiguer tous les biens et services au personnel, approvisionnés via contrat par des organisations de producteurs locaux, complété par des produits venus du centre de l'Antioquia. De cette manière, les constructeurs reprennent la main sur l'organisation du

développement de l'économie des biens et services pour le chantier.

Cela se traduit aussi par un coup de frein aux nouvelles activités à El Valle et Ituango, mettant fin à l'expansion urbaine désordonnée mais aussi laissant démunies de nombreuses personnes qui s'étaient tournées vers l'offre de service, et provoquant une récession économique locale. D'après EPM, une partie de ces personnes sera accompagnée vers une nouvelle reconversion via des projets productifs, mais une partie des dégâts sociaux et environnementaux sont faits.



Photo 5: campement en préfabriqué accueillant les personnels du barrage pendant les travaux. Municipale d'Ituango. (auteur : Benassaya, 2016)

2.1.2.2 Attentes liées au tourisme

Les perspectives de développement touristique font aussi l'objet de spéculations sur le territoire. Lors des premières communications sur les perspectives de développement local du projet en 2006 et dans l'étude de faisabilité réalisée la même année, les perspectives pour le secteur touristique sont mises en avant comme des opportunités en termes d'emploi, d'intégration régionale et de conservation environnementale, susceptibles de consolider le développement local. Or, les perspectives de développement touristique représentent aussi des impacts négatifs comme l'a montré l'exemple des barrages de l'Oriente de l'Antioquia.

D'une part, les changements d'usage et l'augmentation de la pression sur les sols associés aux

activités d'un tourisme mal planifié génèrent conflits, pollution, dégradation des paysages, pauvreté et exclusion de paysans. Les perspectives de tourisme peuvent ainsi porter préjudice aux objectifs de conservation environnementale. Cette activité est fortement consommatrice de terres, notamment des terres à vocation agricole, et d'eau. A Santa Fé et Liborina, terres chaudes à proximité de Medellín où les hôtels et résidences secondaires avec piscine se multiplient depuis la rénovation du Puente de Occidente, l'approvisionnement en eau et la compétition avec les paysans de la région posent déjà problème.

Or, malgré l'anticipation de ce risque dans les EIA, les perspectives de développement génèrent des attentes supérieures aux potentialités réelles, elles provoquent de la spéculation immobilière. Des activités se développent avant de tomber en décrépitude, générant un bouleversement des systèmes socio-productifs.

Enfin, ces activités sont souvent mises en œuvre par des acteurs extérieurs aux territoires et se traduisent par l'éviction d'une partie des populations initialement présentes. En pratique les activités touristiques se développent après l'éviction du conflit armé mais aussi des systèmes socio-productifs associés aux activités aux marges de la loi, autrement dit en faisant « table-rase » des activités initialement présentes sur les territoires du conflit. Les territoires attirent alors de nouvelles populations, de nouvelles activités pas forcément plus durables, tandis que les populations exclues doivent développer de nouvelles activités, souvent toujours aussi informelles, sur les marges de ce développement. Sur cette reconfiguration se superposent des projets souvent construits ex nihilo et n'intégrant en rien les activités et populations initialement présentes. En outre, le développement du secteur va être conditionné par l'évolution des conditions de sécurité immédiates avant de participer à l'apaisement sur le temps long.

Le discours d'EPM sur un accompagnement de ces évolutions, en prenant acte des dysfonctionnements observés dans l'Orient et en tenant compte des tissus socio-économiques existant sur le modèle des PUI de Medellín, montre ainsi une certaine inconsistance. Il ne prend pas en compte les adaptations spontanées de la population, et implique des ajustements d'urgence.

Finalement, le thème du tourisme disparaît de l'étude d'impact actualisée du projet en 2011. Cela signifie qu'EPM renonce à accompagner le développement du secteur ou d'en faire un instrument pour la mitigation des impacts du projet ou l'intégration projet-territoire. Pour autant, au sein de la population, les perspectives touristiques du barrage restent une réalité. Il se crée de cette manière un décalage entre attentes locales et perspectives réelles, qui découle d'évolutions anticipées de manière incomplète dans les études préliminaires du projet.

La solidité des programmes de compensation vantée par EPM masque ainsi une adaptation de dernière minute face à la complexité du terrain, qui fait suite à des dysfonctionnements dès l'ouverture des travaux. Cela témoigne non-seulement d'une sous-estimation par EPM des enjeux socio-environnementaux du territoire, mais aussi d'une reconnaissance de l'impact que peut avoir cette mobilisation en termes de RSE pour EPM, et de contrôle territorial pour les acteurs institutionnels, dans un contexte d'instabilité croissante. Les dommages imprévus ont fait l'objet de corrections à posteriori mais cela a aggravé la vulnérabilité de certains groupes et certains territoires et catalysé la défiance entre les constructeurs et les populations.

2.1.3 Impacts au-delà de la zone d'influence

2.1.3.1 Impacts en amont et en aval

Outre l'anticipation de la complexité des impacts au sein de la zone d'influence du barrage, la délimitation de cette zone pose aussi problème. Les différentes études d'impact réalisées pour le barrage d'Ituango recouvrent une zone comprenant douze municipes dont trois possédant des territoires en aval du barrage (Briceño, Ituango et Valdivia). Cette liste a évolué depuis l'étude d'impact de 2009 (avec l'ajout de Santa Fé et de Valdivia) ce qui témoigne de controverses dans l'estimation de l'étendue des impacts. Cette délimitation détermine quels sont les municipes qui bénéficieront des transferts du secteur électrique, et ceux situés en aval s'estiment lésés.

Au-delà de Valdivia, à 40 km en aval du site du chantier, il n'existe aucun territoire considéré comme impacté. Avant 2018, aucune mention n'est faite des territoires et populations du Bajo Cauca dans la planification des impacts. D'après des responsables du projet, il n'y a même aucun impact en amont et en aval du fleuve, parce que le barrage est construit au fil de l'eau et qu'il garantit le maintien du débit écologique en aval. C'est l'argument des constructeurs pour justifier la délimitation de l'étude d'impact, qui concerne finalement surtout les territoires affectés par les infrastructures secondaires ou la perte d'accessibilité le temps des travaux.

Pourtant, selon Izquierdo Santacruz ; Madroñero Palacios (2014), le simple maintien d'un débit écologique ne suffit pas à protéger l'équilibre des écosystèmes et des systèmes productifs, notamment parce qu'il ne suffit pas à assurer le passage des poissons migratoires ni à conserver les cycles d'érosion-sédimentation. Au niveau local, la sédimentation dans le réservoir du barrage, marginalement prise en compte en raison de la structure au fil de l'eau de la centrale a des impacts environnementaux et économiques : le dépôt dans le réservoir réduit la capacité et la durée de vie utile du barrage. L'accumulation de matières végétales en décomposition modifie la qualité de l'eau, favorise la prolifération d'espèces invasives, avec, à terme, des impacts locaux sur les écosystèmes

et le dégagement de GES supérieurs à ce qui était anticipé. Ainsi, depuis 2018, le réservoir du barrage connaît une prolifération de jacinthe d'eau, une algue invasive qui se développe en cas d'augmentation de la quantité de rejets de polluants agricoles dans les eaux stagnantes en milieu tropical. Cette présence prive l'eau d'oxygène, détruisant ainsi la faune et la flore. Cette prolifération a conduit à l'ouverture d'une enquête contre EPM pour délit environnemental et a impliqué un engagement de la part de l'entreprise vis-à-vis de l'Anla de maintenir la jacinthe d'eau sous la limite de 20 % de la surface du réservoir.

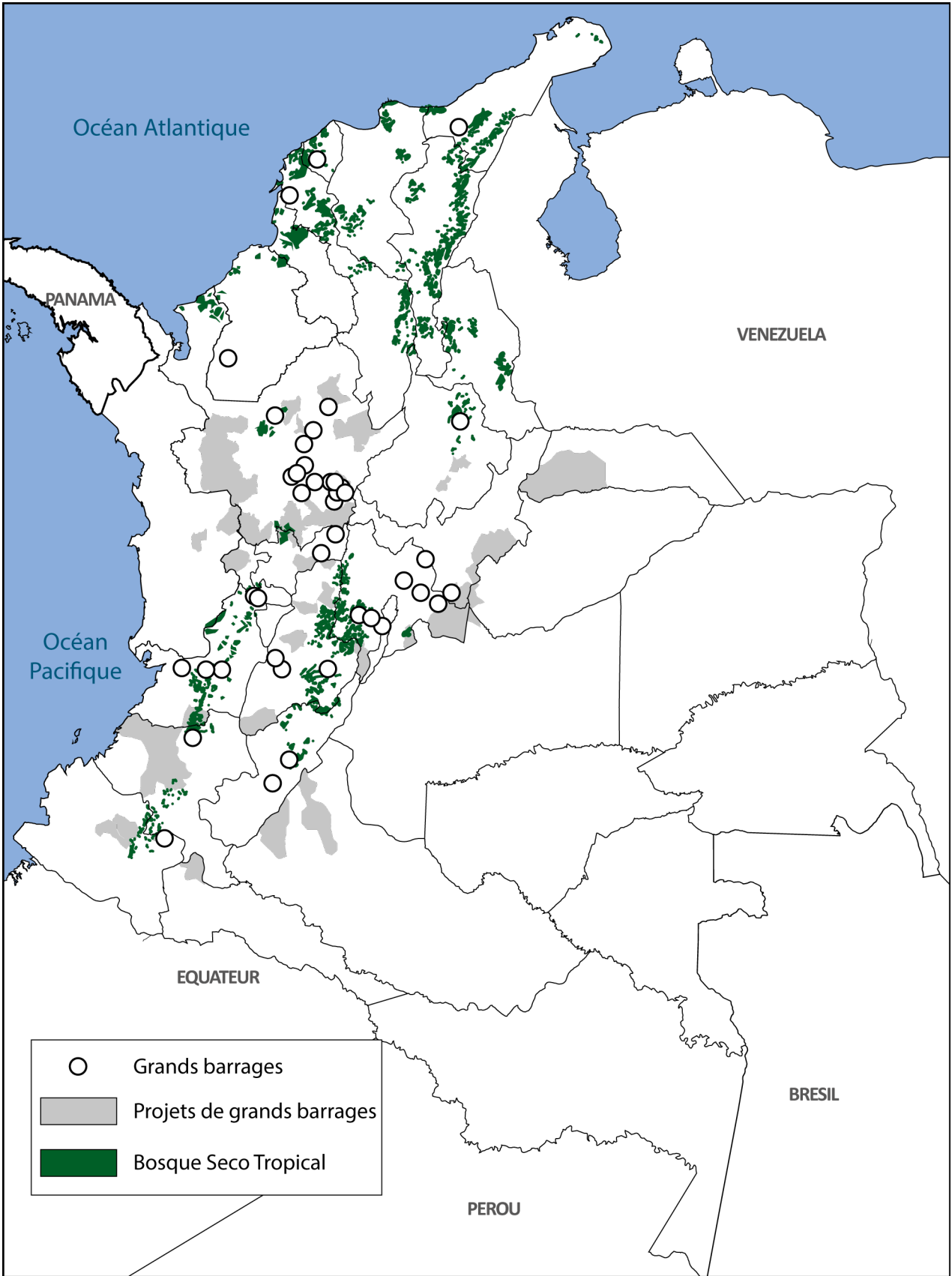
Ces risques sont ignorés ou sous-estimés par les études d'impacts. Or, le bassin versant du Cauca correspond aussi aux territoires abritant les plus fortes densités de population en Colombie ce qui laisse craindre qu'un grand nombre de populations seront affectées négativement. En outre, le fleuve Cauca coule encore sur 200 km avant d'atteindre le Ciénaga Grande, zone humide d'une grande fragilité environnementale, formant le delta des fleuves Cauca et Magdalena. 140 000 personnes habitent le bassin versant du Cauca entre le barrage et la Ciénaga. La pêche y est une activité centrale pour l'économie et les systèmes de subsistance. L'orpaillage est aussi largement pratiqué sur les berges du fleuve.

2.1.3.2 Question des impacts cumulés

Par ailleurs, les documents de gestion des impacts laissent de côté les questions des impacts cumulés des grands projets, aggravés par leur situation sur les cours principaux des bassins versants, dans un contexte de méga-diversité.

Selon (Angarita et al, 2018), les pertes culturelles et naturelles, même compensées, ont des conséquences aggravées avec la multiplication des infrastructures sur les cours d'eau principaux, notamment en termes de rejet de CO₂ et de modification des micro-climats.

Dans le cadre des locomotives de développement et de l'inscription du projet d'Ituango dans des schémas de développement régionaux à marche forcée, les grands projets hydroélectriques sont appelés à se multiplier sur le cours principal du Cauca en Antioquia. Dans la région, d'autres grands projets, miniers, autoroutiers, connectés entre eux, affectent les écosystèmes des bassins versants, et leurs impacts se superposent et s'aggravent mutuellement. Ces problèmes peuvent donner lieu rapidement à un désastre socio-environnemental en Colombie et à une réactivation de tous les conflits (Campos Vieda, 2015). À ce titre, la CMB recommande d'établir des bilans des impacts cumulés de l'ensemble des infrastructures sur un même bassin versants, voir à l'échelle nationale ou régionale, en particulier quand les barrages sont construits sur le cours principal des fleuves pour prévenir des chaînes complexes de conséquences socio-environnementales.



Carte 41: Le BST menacé par l'hydroélectricité (base : Igac, données : institut Humboldt, xm.gov.co ; auteur : Benassaya)

En dépit des processus de régionalisation et de la réactualisation des inventaires de potentiels hydroélectriques en cours en Colombie, rien n'indique une évolution des systèmes de régulation vers la construction d'un cadre légal pour la régulation et la protection des bassins versants. En ce moment, 33 barrages sont en opération dans le bassin du Magdalena, deux sont en construction et de nombreux autres sont à l'étude. Ces infrastructures affectent la plaine Caraïbe et en particulier les zones humides. Or, les nouveaux projets disposent à chaque fois d'études d'impact ponctuelles (Angarita et al, 2018).

Dans le cadre du barrage d'Ituango, le discours des constructeurs évoque un développement qui s'organise dans une optique multiscalaire avec une articulation entre différents territoires du projet. Mais les documents traitant de la gestion des compensations ne suivent pas cette approche. L'augmentation de la mine, de l'urbanisation, et l'élargissement de la frontière agraire associées à la construction du barrage, et plus généralement les changements de vocation du territoire, impulsés dans une perspective territoriale et régionale, ont des impacts socio-environnementaux et économiques à l'échelle de tout le nord-ouest colombien dont effets cumulés ne sont pas étudiés.

2.1.3.3 Changement climatique et incertitude

Enfin, le changement climatique fait peser un risque de crues et de sécheresses sur les cours d'eau qui peuvent se transformer en catastrophes naturelles voire, au niveau des infrastructures, en catastrophes industrielles.

Or, si le changement climatique peut de moins en moins être ignoré, l'évaluation de ses impacts locaux dans les EIA et les plans de mitigation-compensation se base sur l'estimation d'« un risque probable » et la capacité de réponse adaptée. Avec la multiplication des événements climatiques extrêmes, cette notion de risque probable n'est plus tout à fait pertinente. Des aléas associés à des événements climatiques extrêmes perturbent déjà le fonctionnement des infrastructures en Colombie. Ainsi, le niveau particulièrement bas des fleuves lors de la saison sèche de 2015 a empêché de maintenir le débit écologique des fleuves. Cela a mis en danger l'intégrité des centrales des barrages El Quimbo (Magdalena), alors tout juste entré en fonctionnement, et de Sogamoso (Santander). Les EIA échouent à anticiper des impacts « exceptionnels » pour se cantonner à un risque plausible évalué à partir d'autres projets plus simples ou plus modestes. Les impacts du réchauffement climatique pourraient être particulièrement intenses et complexes sur les cours principaux des fleuves, là où est justement construit le barrage d'Ituango.

Outre le risque d'incident qui compromet la sécurité des centrales, le changement climatique aura des impacts sur le secteur énergétique colombien en général. Il fera évoluer la demande, impactera

la disponibilité des ressources, et aggravera les impacts de leur exploitation.

Potentiellement, l'hydroélectricité peut être la ressource la plus impactée par le réchauffement à cause des conséquences imprévisibles sur le cycle de l'eau et donc les débits et l'équilibre des écosystèmes dans les bassins versants : des épisodes pluvieux et de sécheresse plus intenses, des événements extrêmes plus fréquents, la fonte des glaciers en milieu tropical. Les études disponibles suggèrent qu'il n'y aura pas de changement à l'échelle globale sur le potentiel, mais une augmentation des changements de rythmes et d'intensité sur les temps courts et à l'échelle locale (Upme 2017). Il est ainsi probable que les 50 prochaines années soient marquées par une augmentation des débits en zone tropicale, et une baisse dans le reste du continent. Cela va affecter de manière positive ou négative le potentiel à valoriser et celui des centrales déjà existantes, les régimes de sédimentation-érosion, la capacité des réservoirs et la résistance des digues.

Cela demandera aussi une adaptation et un entretien accru des structures. Ainsi, l'augmentation des débits impliquerait un renforcement des murs et de la capacité des centrales préexistantes ou la construction de digues et de réservoirs en amont. Une plus grande variabilité des débits va aggraver la sédimentation impliquant des mesures de gestion de ce phénomène. Toutes ces adaptations ont un coût qui va contribuer à faire évoluer la rentabilité des barrages.

Cependant, toutes ces évolutions sont associées à une grande part d'incertitudes quant à l'ampleur de ces changements. Or, cette part d'incertitude liée au réchauffement climatique à moyen et long terme augmente avec la taille du projet (CMB, 2000). Cela pose la question de la planification de projets de l'ampleur d'Ituango. Au-delà du risque d'aléa, l'imprévisibilité en termes de coûts et de rentabilité, notamment du fait de l'impératif de maintenir le réservoir en bonnes conditions et des doutes sur l'évolution de la demande, est absente des études d'impacts. Enfin, le réchauffement climatique risque d'aggraver les conflits d'usage pour l'utilisation de l'eau dans les zones, ou pendant les périodes, où la ressource va se raréfier.

Ces fragilités dans la planification environnementale sont ainsi principalement liées à la question de l'incertitude. En pratique, les EIA peinent à prendre la mesure de la complexité des chaînes de rétroactions complexes, imprévisibles et potentiellement destructrices qui font suite aux bouleversements produits par les projets. Cette approche tend à être déterministe, associant au cas par cas une conséquence à chaque impact identifié, et une mesure de mitigation ou de compensation pour régler le problème sans prendre en compte leur caractère systémique. Ainsi, pour compenser des territoires déforestés, d'autres arbres seront replantés ailleurs, des villages, certes précaires, submergés seront remplacés par d'autres lieux de vie au-dessus du réservoir. La somme de ses

compensations, qui doivent permettre une amélioration des conditions initiales doit donner de donner un bilan positif au projet. Or, dans la pratique, la plupart des impacts du barrage génèrent des chaînes de rétroaction complexes et imprévisibles. Ces chaînes de rétroaction ne sont que marginalement anticipées par les constructeurs. L'imprévisibilité entraîne une sous-estimation des coûts et des délais des projets.

Dans le canyon du Cauca, les plans identifient une partie des impacts directs et prévoient des mesures pour contenir les impacts indirects probables, mais ils présentent des problèmes de méthode. Principalement, ils échouent à prendre en compte l'incertitude que comporte la rencontre entre le projet et le territoire.

Or, cette incertitude est exacerbée par les conditions extrêmes du territoire (zone rouge du conflit, marge, etc.), du projet lui-même en raison de sa taille et de sa gouvernance, et pour la période au cours de laquelle il prend place. Les conséquences sont susceptibles de bouleverser complètement l'organisation socio-environnementale du canyon, voire de l'ensemble du bassin en aval.

2.2 Retards et surcoûts

Au-delà des défaillances liées à la gestion des impacts, la planification des infrastructures elles-mêmes et la réalisation de ce qui était planifié montrent des faiblesses qui se manifestent après la mise en route du chantier. Ainsi, au cours des premières années de construction, le chantier fait face à une série de défis techniques qui semblent eux aussi mal-anticipés. Le projet prend du retard, de nouvelles infrastructures et l'acquisition de nouveaux terrains sont programmées en urgence pour faire face à des imprévus. Par ailleurs, les incidents survenus en mai 2018 à la suite d'un épisode de Niño extrême ont donné lieu à la suspension des travaux du barrage, qui devait entrer en opération en novembre 2018. La gravité de cet incident peut être attribuée au changement climatique. À ce jour, ses conséquences ne sont pas encore évaluées.

2.2.1 Déroulement du chantier

Le déroulement « régulier » du chantier connaît des déconvenues techniques liées à l'état des infrastructures, aux conditions topographiques et climatiques tout au long des travaux, qui seront gérés au cas par cas.

2.2.1.1 La route barrage-Puerto Valdivia

Après le début des travaux en 2011, la construction d'une route supplémentaire, permettant de relier le site du barrage à l'autoroute Medellín-Cartagena, via Puerto Valdivia, apparaît incontournable pour transporter du matériel par camion depuis le nord du pays sans devoir contourner le canyon via

Yarumal. Avec ses 38 km de long, la construction de 69 ponts et 9 tunnels, cet aménagement qui n'était pas prévu initialement implique de réviser la licence environnementale, donc de compléter les EIA sociales et environnementales et les plans de compensation en 2012. Il faut en effet gérer le déplacement involontaire de populations d'orpailleurs sur les nouveaux territoires d'intervention. S'agissant de populations flottantes dépendant d'activités et de lieux de vie informels, l'identification et la compensation de ces populations est particulièrement sensible. Par ailleurs, cette construction implique une nouvelle intervention sur des milieux de BST et donc des actions additionnelles de compensation de service environnementaux, de reforestation et de protection de la faune et flore.

La construction de cette route additionnelle débute en 2014, et s'avère plus compliquée que prévu en raison de glissements de terrain successifs sur la zone des travaux qui mettent en danger les populations riveraines et les ouvriers.

La planification de cette route et les difficultés lors de sa construction témoignent d'études insuffisantes des conditions géologiques sur le site de construction et de l'état des aménagements initialement présents. Cela traduit plus généralement une mauvaise anticipation des conditions réelles du terrain et des besoins du barrage.

2.2.1.2 Retards et plan d'accélération des travaux

Ces difficultés, ainsi que d'autres dysfonctionnements mineurs vont faire prendre du retard au projet. Pour EPM, ce retard est principalement dû à la présence de zones géologiques instables sur les lieux de construction principaux, à des problèmes d'acheminement du matériel et des personnels, et aux conditions de sécurité. À cela s'ajoute le problème de l'informalité des terres qui complique l'identification, l'expulsion et l'accompagnement des personnes vivant ou travaillant sur les territoires acquis par les constructeurs.

Selon la licence environnementale accordée en 2009, les travaux doivent permettre une entrée en opération du projet en 2018 à 50 % de sa capacité totale. À ce moment, le réservoir, les installations de la salle des machines et du mur, ainsi que les infrastructures routières et de transmission électrique prévues initialement doivent être achevées. À partir de 2021, le barrage doit commencer à fonctionner à 100 % de sa capacité (epm.com.co).

Or, en 2014, le projet accuse déjà un an de retard, 20 mois en 2015. Fin juin 2016, le chantier présentait un taux d'avancement réel de 55,1 % contre les 79,1 % prévus initialement (epm.com.co). Ce retard est évalué par rapport à l'agenda du projet qui définit des étapes clés (« hitos ») devant être atteintes à des dates précises : ouverture des tunnels de déviation,

aménagement de la salle des machines, construction de la digue, remplissage du réservoir, etc.

Pour rattraper le retard, EPM va signer dès 2014 un pacte d'accélération des travaux avec le consortium CCC (composés par l'entreprise brésilienne Camargo Correa et les entreprises colombiennes Concreto et Coninsa) assorti d'un budget supplémentaire de 370 000 millions de pesos (environ 130 millions de dollars) (epm.com.co). Ce plan va permettre de récupérer 18 mois sur les 20 de retard, quitte à réaliser des modifications de dernière minute dans le déroulement des travaux.

2.2.2 Incidents d'avril 2018

Les incidents majeurs qui ont affecté les travaux de construction du barrage au printemps 2018, alors que la première phase de mise en exploitation était prévue au mois de novembre suivant sont plus révélateurs encore des insuffisances techniques dans l'élaboration du barrage d'Ituango.

Si les causes et les responsabilités de ces incidents sont difficilement saisies dans un premier temps, et qu'il n'y a à ce jour pas de réponse définitive¹, une faille technique associée à un phénomène climatique extrême reste la piste privilégiée. Quant à l'étendue des conséquences, multiples sur le territoire, les populations et le projet lui-même, elle se précise au cours des mois qui suivent.

2.2.2.1 Déroulement des incidents

Le 28 avril 2018, l'obstruction par des débris de végétaux et des sédiments de l'unique tunnel de déviation du fleuve en opération suite à des pluies diluviennes provoque une montée des eaux mettant en péril l'intégrité de la digue du barrage, dont la crête n'est pas encore étanchéifiée. L'eau en débordant dans ces conditions, menace d'infiltrer le cœur argileux du barrage et de provoquer une rupture de la digue. Du fait de l'impossibilité de déboucher le tunnel, et alors que les pluies se poursuivent, EPM décide dans les jours qui suivent d'évacuer l'eau du réservoir par la salle des machines, quitte à provoquer de lourds dégâts.

La déviation du fleuve par la salle des machines, en parallèle d'un rehaussement du mur à marche forcée, permet d'éviter les risques les plus immédiats de rupture du barrage. Mais la montée des eaux a potentiellement fragilisé la digue, des infiltrations ayant été observées au moment de la crise. Pendant plusieurs semaines, le fleuve transite intégralement par la salle des machines, située dans le versant de la montagne, qui n'est pas prévue pour ça. Cela se traduit par un risque d'effondrement

¹Différentes enquêtes sont en cours, dont une menée par l'entreprise Chilienne Skava, pour son expertise et son absence de liens avec le projet Ituango, et une autre menée par la Controlaria General (Cour des comptes), pour établir les causes techniques et les responsabilités juridiques de l'incident.

de cette dernière, provoquant une montée rapide des eaux et un débordement du barrage. Il y a aussi un risque de fragilisation de la base rocheuse sur laquelle est construit le barrage, lié à la pression et aux infiltrations.

Les mesures prises pour évaluer les dégâts et sécuriser le barrage après la fermeture de la salle des machines et l'entrée en fonction du couloir de décharge début 2019 révèlent l'existence de failles géologiques dont il n'est pas encore possible d'estimer si elles étaient déjà là, ou si elles résultent de l'incident.

Cela fait peser trois risques persistants de montée rapide des eaux après l'incident. Le débordement du barrage (risque moindre avec la venue de la saison sèche), des mouvements de terrain dans les montagnes, et une faille dans le mur du barrage. En tout, 17 municipes en aval sont concernées par le risque de crue rapide en cas de pluie, de glissements de terrain ou de rupture de l'infrastructure, soit 130 000 personnes.

2.2.2.2 Impacts socio-environnementaux

La montée des eaux entraîne l'évacuation préventive de 25 234 personnes en aval dans les jours qui suivent l'incident, d'abord dans les municipes de Briceño, Ituango, Puerto Valdivia, puis Taraza Caceres, Caucasia et Nechi, (epm.com.co). Or, cette situation s'avère durable.

L'incident ne se cantonne pas aux quelques jours qui suivent cet épisode de pluie du printemps 2018. Une partie seulement des sinistrés ont pu rentrer chez eux dans les semaines qui ont suivi du fait de la persistance du risque. Par ailleurs, une partie des déplacés au niveau de Puerto Valdivia ont perdu leur logement, des terres agricoles, ou l'accès aux zones d'orpillage. Les populations flottantes riveraines du fleuve, là encore, ont du mal à se faire reconnaître comme sinistrées. Début 2019, il est estimé que 15 000 personnes demeurent en situation de déplacement ou privés de ressources.

En février 2019, l'avancée des travaux sur le mur du barrage permet la fermeture de la salle des machines. L'eau qui coule du réservoir passe alors par le couloir de décharge en haut du mur. Or, le temps que l'eau du réservoir atteigne ce couloir, plus aucun débit n'atteint l'aval. Cette situation se prolonge pendant trois jours au cours desquels la section du Cauca en aval du barrage jusqu'au premier affluent d'importance, le Nechi, est pratiquement à sec. La perte momentanée du débit écologique donne lieu à une hécatombe parmi les poissons du fleuve notamment les bocachicos. Cela représente des pertes probablement irrémédiables en termes de biodiversité.

Dans les mois qui suivent l'incident, la possibilité de mettre le barrage en opération après les dégâts causés à la salle des machines, qui doit accueillir les turbines pour la production d'électricité, est

mise en doute même sans aléa additionnel. Des retards importants du projet voire une suspension sine die du projet auraient d'une part des conséquences lourdes sur l'approvisionnement en énergie. D'autre part cela représenterait un coût financier et en termes d'image, y compris au niveau international pour les différents acteurs investis dans le barrage, au premier rang desquels figurent EPM et le département d'Antioquia. Ces deux catégories de conséquences se traduiraient en termes de développement local et régional.

Pour permettre au système d'approvisionnement électrique de suivre l'évolution de la demande, le barrage d'Ituango doit entrer en opération en 2021 et permettre l'intégration des 2400 MW produits au SIN. Or, il est estimé que dans le meilleur des cas, c'est à dire si la salle des machines n'est pas trop abîmée et que les finances de EPM le permettent, le chantier reprendra à la fin des travaux de récupération totale de l'incident, soit autour de 2021. Cela permettra la mise en opération de la première phase (1800 MW) la même année. Le reste sera intégré trois ans plus tard.

Cela représentera toutefois un retard d'au moins trois ans. Les retards peuvent se traduire par un déficit de l'offre énergétique dès 2022 à l'échelle nationale, avec un risque de coupures de courant, selon le CREG. En attendant, l'incertitude sur l'avenir du barrage perturbe le travail de planification du secteur énergétique national. Surtout, il n'y a pas d'option alternative de production d'énergie à bas coût, propre et stable (même si ces qualificatifs pour le barrage d'Ituango sont discutables). En cas de déficit, l'une des solutions provisoires consiste à envisager la connexion des centrales d'appui du secteur industriel au réseau national, avec des impacts sur les prix de l'énergie et sur la croissance industrielle. En outre, ces centrales d'appui fonctionnent en grande partie sur des sources non renouvelables. Le manque d'énergie à partir de 2021 se traduirait donc par un risque accru de pollution du fait de l'implication de petites centrales thermiques.

La situation représente aussi des pertes financières majeures pour EPM. L'entreprise sera contrainte de verser une amende au CREG pour chaque jour de retard. À cela s'ajoute le coût additionnel de la réparation de la salle des machines dans la mesure où les travaux peuvent se poursuivre. Par ailleurs, la vente d'énergie permet le retour sur investissement dont a besoin l'entreprise qui fonctionne avec un budget particulièrement serré au vu de l'ampleur du projet. Sans ces recettes, l'équilibre financier d'EPM risque de se trouver très fragilisé.

Or, les recettes de l'entreprise s'effondrent, et avec elles une partie des ressources de Medellín, du département et des municipales de la zone d'influence. Les impacts seront un retard pour les entrées d'argent prévues avec la rente du barrage et la vente d'énergie, qui compromettront le financement de divers projets.

La crise de Ituango provoquera notamment le retard de trois autres projets de génération électrique de EPM faute de pouvoir réaliser des investissements sans nouveaux prêts : celui d'Espiritu Santo, en aval de Ituango, celui de Santo Domingo, dans la sous-région Oriente, et le parc éolien de Ipapure, dans la Guajira (déclaration de Juan Carlos Castro, gérant de la planification financière de EPM).

Par ailleurs, 22 % des revenus de Medellín reposent sur des transferts de EPM. Ces transferts servent principalement à l'investissement social de la ville. Les rentes du barrage sont aussi vitales pour le département. Elles alimentent les investissements pour les infrastructures. En particulier, elles devaient permettre le financement d'un certain nombre de projets engageant le département et EPM dès 2018. C'était notamment le cas du chemin de fer du Ferrocarril de Antioquia, du développement des voies tertiaires du département, et de l'agrandissement du port de l'Uraba. Tous ces projets sont bloqués depuis l'incident.

Si la construction du barrage ne peut être poursuivie, ce qui représente une éventualité peu probable, mais pas exclue, les conséquences économiques et environnementales seront exacerbées. EPM est un acteur majeur de l'hydroélectricité colombienne et plus largement latino-américaine. Aussi, les conséquences du retard ou de l'annulation à Ituango se manifesteront à ces échelles.

Si le barrage n'est pas viable, EPM sera aussi responsable du démantèlement du projet. Il lui faudra alors dynamiter 20 millions de mètre cubes de pierre et de terre, puis évacuer tous ces déchets de la zone en camion, avec des impacts environnementaux supplémentaires. En parallèle, il faudra à nouveau dévier le fleuve via des tunnels. En tout, le démantèlement peut atteindre le même prix que la construction. Les pertes subies auront des répercussions. Enfin, la fiabilité de l'entreprise s'en trouve très fortement affectée, et avec cela sa capacité à obtenir des crédits internationaux, ou des concessions pour le développement de nouveaux projets à l'international.

2.2.3 conséquences pour la paix

L'élévation du niveau du réservoir avant la finalisation de la digue, qui devait servir de route vers la rive gauche du fleuve a coupé l'accès à une partie du municipe d'Ituango et des berges du Cauca. Cette situation qui s'est prolongée plusieurs mois jusqu'à la mise en opération du couloir de décharge a interrompu plusieurs programmes pour le post-conflit au niveau local, dans lesquels le projet de barrage était partie prenante.

2.2.3.1 Mise à l'arrêt des programmes d'investigation des fosses communes

Les investigations sur les fosses communes à proximité du réservoir, réalisées par l'organisation Codesarollo (ex-Socya), contractés par EPM et en partenariat avec les institutions de la Justice

Transitionnelle (JEP, Centro de Memoria), font partie de ces programmes interrompus par l'incident.

Avec le remplissage du réservoir, le barrage condamne les futures recherches de disparus du conflit armé. Or, les constructeurs se sont engagés à mener ces recherches avant la submersion du territoire pour identifier les disparus. La submersion anticipée du territoire suite aux incidents du printemps 2018 met un terme définitif à ces investigations.

Or, ces investigations menées dans le cadre du projet de barrage faisaient l'objet de controverses avant les incidents. Selon des organisations locales d'appui aux victimes du conflit et des milieux académiques, notamment de la faculté d'anthropologie de l'Université de Antioquia, les investigations n'ont pas été poussées de manière satisfaisante. La préservation des lieux de mémoire du canyon aurait dû faire l'objet de processus participatifs opérationnels, d'une part pour la mise à jour de fosses communes et l'identification de victimes de disparition forcées, mais aussi pour la définition de lieux de mémoire collective faisant référence à l'histoire de la guerre au cours des décennies précédentes. Cela aurait permis au projet de s'inscrire véritablement dans les principes de la Justice Transitionnelle.

De tels lieux de mémoire « informels » existaient sur le canyon, et ont été détruits pour les besoins du projet. Il s'agit notamment du pont de Pescadero, détruit en 2018. Ce pont a longtemps constitué l'unique point d'accès aux municipes de la rive gauche du canyon. Il s'agit aussi du pont d'où étaient jetées les victimes des paramilitaires dans les années 1990, repêchées parfois par les cañoneros pour être enterrés dans des fosses communes. De même, le municipe de Toledo accueillait sur les berges du fleuve une « Casa de la Memoria » également détruite pour les besoins du projet de barrage.

La JEP qui enquête sur la disparition de 2435 personnes dans les municipes appartenant à la zone d'influence du barrage depuis la fin du processus de paix estime également que Codesarollo et les constructeurs du barrage n'ont pas été assez loin dans leurs investigations.

2.2.3.2 Une perte d'accès au territoire qui compromet les programmes de substitution

Ces investigations ne sont pas les seules mesures du post-conflit impactées par les incidents de 2018. En coupant la route d'accès aux territoires de la rive gauche du Cauca, ces événements empêchent la venue sur le territoire des représentants des programmes de substitution de coca. Ces derniers ont renoncé à intervenir dans la région. Les ressources destinées à ces programmes ont été redirigées vers d'autres régions. Cela laisse des paysans concernés à moitié engagés dans le programme. Pour beaucoup, ils ont commencé à cultiver du café, de la canne à sucre, des pâturages,

mais ils n'ont pas de possibilité d'écouler leur production et n'ont pas accès à l'aide financière pour rembourser leur crédit du fait de l'interruption du programme.

Les incidents de mai 2018 vont également avoir des impacts sur les processus de restitution. Ainsi, les équipes de l'Agence Nationale des Terres qui interviennent dans les municipes de Taraza, Nechi, Caceres, Valdivia et Ituango en Antioquia, Ayapel au Cordoba, et Guaranda et Caimito au Sucre ont dû interrompre leurs activités. Ils menaient en parallèle sur le territoire des projets de cartographie sociale avec les communautés, destinées à identifier les vocations du territoire. Ces activités sont suspendues jusqu'à nouvel ordre (<https://www.agenciadetierras.gov.co/>).

2.4 Émergence du conflit socio-environnemental

Le risque de conflit socio-environnemental associé à une opposition des habitants au projet, et susceptible de raviver la conflictualité associée au conflit armé, est identifié dans les études d'impacts du barrage d'Ituango. Les études d'impacts reconnaissent le risque d'instabilité sociale lié à l'opposition au projet, phénomène jugé « inévitable ». Les conflits socio-environnementaux sont pratiquement systématiques face à des grands projets d'infrastructure qui impliquent des délogements de population. Les mouvements sociaux locaux qui s'organisent dans ces conflits sont d'autant plus radicaux quand les territoires connaissent des situations de violence socio-politique antérieures au projet, de désorganisation de la société civile, et des situations d'informalité généralisée.

Au départ, EPM semble s'attendre à une mobilisation socio-environnementale radicale mais marginale que ce soit à l'échelle locale ou sous l'influence d'organisations régionales ou internationales. L'entreprise s'attend à recevoir une certaine adhésion de la part de la population du territoire en général, qui doit recevoir des bénéfices à court terme représentés par les nouveaux emplois et logements. Les constructeurs comptent en premier lieu sur l'efficacité des systèmes de compensation des impacts et du discours sur l'intérêt général de la paix. En outre, la population directement impactée par le projet est réduite, concentrée sur le territoire. Sur cette population sont concentrés les moyens mis à disposition par les plans de gestion socio-environnementale.

D'autre part, la fragilité des populations du canyon doit empêcher la structuration d'un mouvement anti-barrage local influent. Dans ce mouvement, l'influence de groupes de criminalité organisée contre laquelle une approche répressive renforcée est privilégiée devrait réduire leur légitimité et leur capacité de mobiliser la population. Ainsi, l'exaspération de tensions à l'échelle locale peut être attribuée à la résistance des antimondes dans la marge en passe d'être réintégrée, et donc vouée à s'aplanir avec la mise en route du barrage.

2.4.1 Une mobilisation inattendue d'opposants au projet

Dans les années 2000, la nouvelle pression démographique est due à l'arrivée de nouvelles populations attirées par le barrage. Cela déclenche des frictions opposant ces nouveaux arrivants aux paysans, orpailleurs et pêcheurs ainsi qu'aux producteurs de coca. Cela suscite un accueil hostile, au sein de la population, des programmes engagés sur le territoire. Dans ces conditions, une mobilisation contre le barrage d'Ituango émerge sur le territoire, constitué principalement d'orpailleurs, de pêcheurs et de cultivateurs de coca.

Le mouvement prend une ampleur qui n'avait pas été anticipée par les constructeurs. Les familles initialement mobilisées se structurent progressivement en un mouvement influent faisant interagir aux échelles locales et internationales des groupes d'opposition aux grands projets de développement, surtout hydroélectriques, et de défense des cours d'eau, de l'environnement et des communautés pratiquant des activités « traditionnelles », sous l'égide de Rios Vivos Antioquia. Il s'agit d'une organisation de défense des droits civils et socio-environnementaux en Antioquia, composée de 15 associations de victimes de l'industrie minéro-énergétique appartenant au Norte, à l'Occidente, et au Bajo Cauca en Antioquia.

L'opposition entre ce mouvement et les constructeurs va se traduire par l'émergence d'un conflit socio-environnemental témoignant de l'échec de la stratégie des constructeurs à établir des conditions de concertation et d'apaisement social pour contenir le risque de nouvelles formes d'instabilité sur le territoire.

Le conflit se cristallise d'abord autour de la question de l'accaparement des terres sur les rives du fleuve pour le réservoir et les infrastructures secondaires. Les revendications de Rios Vivos concernent en premier lieu la réparation intégrale des populations déplacées involontairement, et selon eux, exclues des plans de compensation, la protection des écosystèmes de BST, et la protection de populations contre le conflit armé qui serait catalysé dans la région par le projet. Dans les faits, le mouvement, tout au long du projet est resté campé sur l'exigence d'une annulation, puis d'un démantèlement du barrage, or, ce mouvement se trouve consolidé en légitimité et en crédibilité après les incidents de 2018 qui constituent une forme de validation de leur discours alors que la crédibilité d'EPM se trouve affectée.

2.4.2 interactions entre conflit armé et conflit socio-environnemental

Ce conflit socio-environnemental représente un facteur supplémentaire de dysfonctionnement pour le projet. Les constructeurs accusent les organisations mobilisées de servir les intérêts des guérillas, notamment en défendant les producteurs de coca. Ces accusations visent en premier lieu à le

délégitimer afin de le rendre plus isolé et plus radical, donc moins représentatif, et justifier sa répression. Ainsi, il est demandé aux personnes affectées par le barrage de traiter directement avec EPM pour négocier les compensations en dehors du mouvement Rios Vivos, avec qui il serait impossible de discuter et qui aurait des accointances avec les guérillas. Ce refus de reconnaître Rios Vivos est perçu par les opposants comme une manière pour EPM de gérer les enjeux de compensation au cas par cas afin de fragmenter les intérêts locaux vis-à-vis du barrage.

Or, la stigmatisation du mouvement qui en découle le rend vulnérable aux nouveaux acteurs de la violence sur le territoire. Le mouvement fait une demande de protection collective à l'État contre les actions de paramilitaires et guérillas dès 2013 sans obtenir gain de cause. Les menaces sont aussi attribuées, selon Rios Vivos, aux groupes de sécurité privée contractés par EPM. Deux membres de l'organisation sont assassinés en 2013. Deux autres assassinats se produisent en mai 2018.

La situation semble s'aggraver depuis les incidents de mai 2018. Ainsi, les porte-parole du mouvement Rios Vivos Antioquia, Isabel Cristina Zuleta et Genaro de Jesus Graciano, ont été déclarés objectifs militaires et le mouvement dans son ensemble a reçu des menaces des Autodefensas Gaitanistas en octobre 2018. Selon un tract des Gaitanistas, les membres de Rios Vivos sont soit associés à la guérilla, soit au clan des Caparrapos. Ils sont appelés à se défaire de l'organisation sans quoi ils feront l'objet de représailles. Pour Rios Vivos, ces menaces sont directement liées au barrage et témoignent de la façon d'EPM de gérer la crise associée aux incidents de 2018. Elles se manifestent toutefois dans un climat plus général de ré-intensification de la violence avec le retour de différents fronts dissidents et de bandes organisées dans la région.

En parallèle, le mouvement Rios Vivos mobilise aussi le contexte de conflit armé dans son opposition aux constructeurs, qui sont qualifiés d'alliés objectifs des paramilitaires. Pour les opposants au projet, le conflit armé représente indirectement ou directement des opportunités pour les constructeurs en générant une informalité, une désorganisation sociale et institutionnelle. Cela permettrait aux constructeurs de « passer en force » pour contourner certaines normes et règles imposées pour le développement de grands projets, et pour diluer ses responsabilités dans les insuffisances de la gestion des impacts. En outre, l'abandon massif du territoire par des populations fuyant la violence pourrait être une manière de libérer les terres, simplifiant les processus d'acquisition-compensation dans le territoire sous Dupis et en réduisant les frais. Ainsi, dans le discours de Rios Vivos, le projet de barrage représente une nouvelle forme d'accaparement du territoire au détriment des populations locales.

Les soupçons concernant EPM, principalement dénoncés par Rios Vivos reposent notamment sur la

concomitance entre des moments clé dans la validation du projet (« hitos ») et des situations de violence extrême sur les territoires concernés. On peut ainsi identifier deux phases où se mêlent sur le territoire les problématiques du conflit armé et du barrage. La première correspond à des massacres et des attentats qui surviennent au moment de l'obtention des principales autorisations pour la mise en œuvre du projet.

La création de la société de promotion du barrage en 1997 est entourée de violences intenses dont le point culminant est le massacre d'El Aro en 1998, à quelques kilomètres du futur site de construction sur les rives du fleuve. Cette phase contraint un millier de personnes au déplacement.

La deuxième période de violence s'amorce en 2009, après l'octroi de la licence environnementale. Une explosion sur la place du marché d'Ituango fait 7 morts et 52 blessés la même année. Pendant cette phase, les assassinats sélectifs remplacent les massacres, ils ciblent en particuliers des leaders communautaires.

Depuis le début des travaux, les constructeurs et les opposants mettent ainsi systématiquement les enjeux de conflits en perspective de ceux du projet de barrage. Ces accusations mutuelles risquent d'aggraver l'instabilité du territoire en encourageant une radicalisation des conflits. Assez vite, cette situation reproduit un phénomène de polarisation entre conflit socio-environnemental et conflit armé. Dans le cas de Guatapé comme de Urrá I, cela a donné lieu à la précipitation de territoires et de populations dans des situations de trappe de pauvreté, et la génération de nouvelles marges.

Face à un conflit socio-environnemental qui s'envenime, la réaction d'EPM semble consister en un retour en catastrophe à l'approche répressive. Donnant lieu à la diffusion d'images de répression de mobilisation par l'Esmad (police anti-émeutes) qui ne cadrent pas avec le discours sur l'intégration participative du projet sur un territoire apaisé, cette réaction nuit à la crédibilité du projet comme instrument de post-conflit. Les enjeux de légitimation des acteurs du développement dans le cadre de la Paix Territoriale semblent oubliés, notamment pour limiter les coûts et retards supplémentaires liés à la mobilisation. C'est d'autant plus critique alors que des fragilités du projet se manifestent sur le territoire.

3 Mauvaise coordination entre les institutions

Depuis le début du chantier, différents événements témoignent d'un décalage entre l'anticipation des impacts dans l'EIA et le contenu des plans de compensation, et de défaillances dans le contrôle de l'adéquation entre ces documents et de l'application des mesures. Ce décalage peut s'expliquer par une mauvaise régulation des rapports de force au sein du projet, du fait de l'apparition de déséquilibres entre les différents groupes d'intérêts investis dans le projet lors de sa réalisation. Ces

déséquilibres se créent au contact du terrain sur des territoires profondément déstructurés par le conflit armé qui fragilise le partenariat public-privé en charge du projet. Ce mode de gouvernance dans un contexte de post-conflit armé donnant au secteur privé des responsabilités pour favoriser la reprise du contrôle territorial est en fait porteuse d'incohérences intrinsèques.

3.1 Dysfonctionnements de la gouvernance décentralisée

En premier lieu, ces dysfonctionnements relèvent d'une mauvaise coordination entre les différents niveaux d'administration décentralisée. Cela témoigne de principes de gouvernance locale favorisée par l'intervention du secteur privé qui restent de l'ordre du vœu pieu dans les territoires caractérisés par leur faiblesse institutionnelle.

3.1.1 Rapports de force entre EPM et les municipes

Les plans définis par EPM et validés par l'Idea prévoient de transformer en profondeur l'organisation socio-économique du territoire, et l'aménagement des infrastructures. La perspective d'amélioration de la connectivité et de l'électrification, avec l'idée que cela permettrait de dynamiser l'économie, précipite le développement de nouvelles activités sur le territoire. Or, la construction des infrastructures accuse du retard sur les bouleversements territoriaux associés à ces perspectives. En outre, l'amélioration effective de la connectivité et la modernisation des systèmes productifs sont tributaires des aléas des travaux, voire de la non réalisation de certains engagements pour des facteurs externes.

Plus généralement, ces adaptations spontanées aux perspectives du barrage posent de nombreux problèmes. Principalement, la question de la capacité des populations locales à s'adapter à une intensification des échanges avec l'extérieur dans un contexte de faible accompagnement institutionnel s'est posée tardivement.

Ce qui fait défaut ici, c'est une planification efficace des changements de vocations du territoire en réaction aux perspectives offertes par le barrage. La planification de l'aménagement du territoire revient aux municipes. Dans ces conditions, les municipes doivent adapter leur planification aux plans réalisés par EPM pour garantir l'intégration du projet sur leurs territoires, et pour prendre en charge les services publics qui ne relèvent pas de la responsabilité d'EPM, pour atteindre les opportunités de développement ouvertes par le projet.

Les municipalités du canyon du Cauca présentent une grande faiblesse en termes de moyens et de capacités administratives. Ils font dans ces conditions preuve d'une faible capacité à accompagner, planifier et contrôler les évolutions sur le territoire en lien avec le projet. Or, jusqu'à 2012, le

barrage était absent des plans d'aménagement des municipes. Il est finalement intégré à ces plans en 2012, où il suscite de grandes attentes en termes de développement mais sans projection ni prise en compte des spécificités territoriales.

Certes, la question de la faiblesse institutionnelle est mise en évidence dans l'étude d'impacts réactualisée en 2011 par EPM. Des programmes d'accompagnement et les revenus de l'hydroélectricité doivent améliorer ces capacités, mais cela ne se produit pas dans la même échelle de temps que l'augmentation de la pression démographique et les bouleversements économiques au début du chantier, qui sont immédiats et intenses. Cela a donné lieu à des dysfonctionnements à El Valle. Rien n'a été prévu pour préparer et adapter en amont la capacité municipale de gérer ces nouvelles conditions d'urbanisation. Les outils d'accompagnement mis à disposition des municipes pour assurer un usage adéquat des ressources n'ont pas beaucoup d'efficacité parce qu'ils arrivent trop tard. Les aides monétaires attribuées sont en outre distribuées dans les centres urbains difficiles d'accès et ont tendance à se perdre entre les mains d'administrations locales mal formées à la gestion de ces programmes.

Les constructeurs du barrage, EPM et le département d'Antioquia ne sont pas directement responsables de la faiblesse institutionnelle à Ituango ou à Toledo, qui rend particulièrement dysfonctionnels ces bouleversements liés au barrage, mais ils auraient dû mieux anticiper cette situation classique du développement de grands projets, liée à la situation de marges. Par ailleurs, les partenariats public-privé sont justement destinés à pallier ces faiblesses en valorisant les complémentarités entre secteur public et privé.

Cela montre que dans le contexte de décentralisation, et la valorisation des alliances entre administrations locales et secteurs privés pour favoriser le développement local, les municipes ruraux sont placés dans une situation de subordination aux plans mis en œuvre par l'entreprise (EPM) pour une amélioration effective de leur capacité de planification et d'aménagement territorial, tandis que le département peine à jouer son rôle d'articulateur, et de régulateur en cas de manquements de l'entreprise.

Les administrations sont alimentées directement par les aides et les rentes du projet pour mettre en œuvre leurs plans d'urbanisme. Cela pose aussi une question de légitimité. EPM, dans le cadre du partenariat public-privé, est en charge de la planification et des plans de compensation. Elle s'attribue un rôle central dans le développement institutionnel du territoire, et dans l'accompagnement des populations vulnérables. Au-delà, elle devient le nouvel administrateur et financier du développement local, EPM devient le principal acteur économique du territoire et le

moteur des systèmes productifs environnants. L'entreprise fournit des emplois, déplace et relogé des habitants, impulse l'économie locale. Dans le contexte de sous-développement du canyon de Cauca, le projet de barrage implique des infrastructures secondaires tels que des routes, réseaux de transmission électriques, etc. EPM se retrouve en situation de se substituer aux institutions publiques et à la société civile du territoire, notamment pour expulser la population dans le cadre de la Dupis. En effet, le statut de Dupis permet au projet d'exproprier des terres. À priori, l'expropriation peut se faire seulement entre les mains de l'État ou un de ses trois niveaux décentralisés, pour le bénéfice collectif à travers la prestation de services publics ou d'infrastructures. Dans le cadre des partenariats, une entité privée peut se substituer à l'état pour exploiter les terres expropriées si cela représente des bénéfices collectifs. L'entreprise prend le pas sur des administrations élues. Dans le partenariat, ce poids pris par le secteur entrepreneurial dans la gestion des politiques publiques est théoriquement contrebalancé par une participation citoyenne plus opérationnelle.

3.1.2 Enjeux de la participation

Les processus de participation et d'information citoyenne dans la planification du projet la gestion des impacts sociaux, économiques, et environnementaux, sont largement mis en avant par les promoteurs du projet. De tels processus s'imposent dans le cadre de la bonne gouvernance du développement et du post-conflit. En pratique, ils semblent toutefois extrêmement succincts et ne permettent pas d'impulser un véritable modèle de gouvernance locale. Les rapports de force qui ont permis de définir le projet de barrage dans sa forme actuelle s'exercent principalement entre acteurs issus des centres (Medellín, Bogotá). La participation des communautés, organisations et institutions locales demeure consultative et marginale, principalement en raison de difficultés associées au terrain.

Les audiences publiques ont permis d'évoquer les fortes attentes de la communauté vis-à-vis du projet, la dépendance des populations au fleuve, le manque d'opportunités pour la population, l'isolement de certaines communautés, les déplacements imprévus liés au projet, notamment du fait de la pressions de spéculateurs, les perspectives pour le tourisme.

Au-delà de ces réunions, les contraintes en termes de gestion de l'information par les constructeurs ne sont pas respectées. Ainsi, en contradiction avec les engagements pris par les constructeurs et les exigences normatives en matière de transparence, il existe très peu de données sur les impacts des projets productifs en matière de développement local après les premières années du chantier de la part des municipales, du département et d'EPM. Après les premières années du chantier, le bilan local

est donc difficile à établir. En réalité, ni EPM ni les municipes concernés ne fournissent de données chiffrées sur le développement de l'agriculture productive dans le canyon du Cauca.

Finalement, les communautés disposent surtout de données factuelles types : taille du mur, du réservoir, nombre de personnes impliquées dans les différents programmes. Les données qualitatives sur les enjeux et impacts pour les communautés ne sont pas satisfaisantes.

Le manque d'informations transparentes et efficaces compromettent la participation. Sur l'ensemble du projet, la population n'a souvent pas accès à une information complète et compréhensible nécessaire au fonctionnement d'arènes de participation opérationnelles. Pour des raisons pratiques, les délais de consultation sont trop courts, les consultations sont très techniques ou réalisées à des étapes trop avancées des projets pour donner lieu à une réelle concertation.

L'organisation de tables d'information et de concertation quand elles existent est seulement du ressort d'EPM et de l'Idea, qui en imposent les dates, lieux, thématiques à la population. Enfin, le champ des possibles dans d'éventuelles concertations est fortement réduit par la notion d'intérêt général et les points de vue « experts ». La prise en compte de propositions issues du local reste très marginale sauf en ce qui concerne la zone d'impact ponctuelle avec l'élaboration du MVU. Or, si le Manuel de Valeur Unitaire utilisé pour estimer la valeur des terres et activités à restituer est élaboré de manière participative, en pratique, un seul représentant des possesseurs de terres de la zone d'impact est désigné pour participer aux négociations avec EPM selon la loi de 1981. Or, les modes de possession de terre sont très variés dans le canyon et recouvrent une diversité d'enjeux.

Dans les faits, c'est surtout la mise en pratique d'une participation locale prenant en compte les enjeux d'informalité et de conflit armé qui demeure floue en dehors de la zone d'impact ponctuelle. En premier lieu le contexte constitue un obstacle à la participation du fait de ses impacts sur le développement communautaire. La société civile locale dans le canyon est profondément déstructurée et peu formée à la formulation et la gestion de projet, dans un contexte de forte défiance vis-à-vis des institutions locales (Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019). L'intégration de cette société civile dans le projet s'en trouve limitée et la capacité de vigilance citoyenne sur l'usage des ressources publiques est également réduite.

La participation dans le contexte de violence du conflit armé colombien impliquerait des mesures de protection des droits humains, et la possibilité pour les communautés de manifester librement leur opposition (grève, manifestation, organisation sociale). S'il s'agit d'un objectif reconnu du développement local post-conflit, il n'est manifestement pas atteint dans le canyon.

La participation est ainsi compromise par les violences dont les communautés font l'objet quand

elles tentent de s'organiser pour défendre des intérêts locaux. Ces difficultés empêchent la participation de jouer son rôle pour améliorer l'intégration du projet à l'échelle locale, et donc consolider les perspectives de développement local sur un territoire fragile.

Cela contribue aussi aux dysfonctionnements dans la planification du barrage. Ainsi, la mobilisation d'une partie des populations riveraines du fleuve et de différents organismes environnementaux a permis de dénoncer une anticipation insuffisante des risques de crue et de glissement de terrain dans la zone d'impact direct, et dont témoignent les retards accumulés sur le chantier. La mauvaise qualité des études d'impacts et l'insatisfaction des communautés vis-à-vis du MVU ont aussi été pointées avant l'attribution de la licence environnementale. Ces remarques constituent un argument supplémentaire sur l'intérêt de la participation à tous les stades de l'élaboration d'un projet, notamment dans la marge ou le manque de maîtrise du territoire pourrait être compensé partiellement par l'expérience locale des habitants. Ainsi, la participation peut en fait apparaître comme une ressource à valoriser dans l'intérêt de ces territoires mais aussi dans l'intérêt des centres. Selon Rios Vivos, une participation véritablement effective des communautés aux études techniques et sociales du projet aurait permis de limiter l'ampleur des incidents de mai 2018. Mais les remarques faites par les participants aux processus de concertation n'ont pas été prises en compte par les constructeurs ni par les organismes de régulation.

À l'échelle du projet, ces dysfonctionnements liés à la planification et l'élaboration des plans de gestion des impacts du projet aux échelles municipales témoignent d'une rupture d'équilibre entre les rapports de force qui portent le projet au contact du terrain. Ainsi, EPM conçoit un projet qui va transformer les structures territoriales, impliquant une adaptation des stratégies d'aménagement du territoire et de l'offre en service publics. Cette autorité sur le territoire qui ne fait pas l'objet de mandat démocratique doit cependant être modulée de manière apaisée par la participation citoyenne de population tirant bénéfice d'un projet qui doit mettre fin au sous-développement et à la violence sur le territoire, tandis que les intérêts illégaux qui s'opposent au projet font l'objet d'une répression.

L'émergence du conflit socio-environnemental perturbe ce schéma, premièrement en rendant floues les limites entre groupes d'intérêts légaux et illégaux issus de l'échelle locale. Dans ce contexte, il revient à EPM, sans contre-pouvoir de déterminer quels sont les acteurs légitimes et illégitimes du processus de participation, ce qui en compromet le mécanisme. Ainsi, l'autorité d'EPM n'est plus contrebalancée efficacement faute de moyens de réguler le conflit socio-environnemental.

3.2 Relations entre EPM et les organismes de Justice Transitionnelle

Les rapports de force entre EPM, les municipales et les opposants au barrage ne sont pas les seuls à être déséquilibrés dans le conflit socio-environnemental auquel fait face le projet. La coordination entre acteurs du développement et acteurs de la paix dans un contexte de recrudescence des situations de violence rencontre aussi des difficultés que le partenariat public-privé ne permet pas de contourner.

La superposition sur le territoire de phénomènes de déplacement forcé et de déplacement involontaire se traduit par des difficultés techniques, notamment sur l'attribution des tâches et des responsabilités en ce qui concerne l'équipement en infrastructure, le titrage des terres et des projets productifs, et la restitution, ou la relocalisation de populations concernées. En théorie, la répartition des tâches est définie dans le cadre des partenariats entre EPM, le département et les institutions de la paix. EPM prend en charge la réparation intégrale de populations considérées comme victimes du conflit armé dans la zone d'impacts ponctuels. Pour le reste du territoire, l'entreprise fournit une aide technique et financière dans le cadre de programmes sociaux et humanitaires. Dans la zone d'influence du projet, il est estimé que 60 % de la population est en situation de déplacement à cause du conflit armé. Les constructeurs du barrage proposent aux communautés des systèmes de formalisation de leurs terres et activité mais se dédouanent des tâches d'identification des terres faisant l'objet d'accaparement forcé.

Par ailleurs, si EPM participe au financement de programmes de lutte contre les cultures illégales, la compensation de populations engagées dans les activités illégales (cultures de coca, mine mécanisée informelle) en dehors de ces programmes n'est pas envisagée par les responsables du barrage au motif que cela relève des compétences de l'État. Or, le déplacement involontaire, en particulier du fait du remplissage du réservoir, va priver une partie des populations locales de terres dédiée aux cultures illégales et à la mine ou de l'accès à ces terres. Ces activités participant au fonctionnement des systèmes productifs et sociaux du territoire, leur disparition risque de déstabiliser d'autres groupes environnants.

Il existe un décalage temporel entre les déplacements involontaires et la mise en œuvre des programmes de substitution des cultures illégales. Les populations concernées sont laissées sans solution dans cet entre-deux qui menace de s'étaler dans le temps. Ainsi, dans le cadre du partenariat, les institutions publiques délèguent une part de leur responsabilité concernant la restitution aux grands projets, sans que ces derniers ne soient contraints à gérer le problème du déplacement dans sa complexité. Techniquement, il revient aux unités de restitution d'identifier les

personnes occupant légitimement le territoire, y compris de manière informelle suite au déplacement forcé, et donc éligibles à la compensation pour le déplacement involontaire. Mais besoins du barrage impliquent une accélération de ces processus que les unités de restitution ne sont pas en mesure d'assurer, d'autant plus que l'augmentation de la pression démographique à cause du barrage complique les processus de ré-attribution des terres.

Ce système n'anticipe pas le risque d'une nouvelle vague de déplacements forcés sur le territoire, y compris affectant des populations faisant l'objet de déplacements involontaires. Rien dans les plans de relocalisation du barrage ne permet de garantir la protection des populations contre des expulsions futures, contrairement au plan de restitution de terres pour les victimes du conflit. La protection des populations contre les faits de violence susceptibles de survenir dans le cadre du post-conflit sont de la responsabilité des entités pour la paix. Or le barrage stimule l'exacerbation de cette violence à l'origine de nouveaux déplacements.

D'autre part, la présence du chantier de barrage semble induire une certaine inertie de la part des autorités. La réaction au regain de violence dans la région est limitée. Ainsi, l'alerte précoce de 2017 ne donne lieu à aucune action de la part de l'administration, pas plus que la demande des ex-Farc d'une meilleure protection dans la zone de réintégration. Les municipalités, arguant de la forte présence militaire et policière dans la région, censée protéger la population, mais aussi et surtout les intérêts économiques des constructeurs du barrage et d'autres entreprises de développement, notamment extractifs, sur le territoire, rechignent à reconnaître le risque. Par ailleurs, le déplacement forcé se fait plus souvent de manière individuelle, au compte-gouttes. Moins visibles, les déplacements ne sont pas toujours enregistrés par les administrations et l'ampleur de phénomène est probablement sous-évaluée et ignorée (La Silla Vacía, 2018).

Ces processus mettent le projet de barrage en non-conformité avec les directives des Nations Unies du fait du déplacement forcé de populations concernées par les programmes de compensation pour déplacement involontaire.

Là encore ces processus sont caractéristiques de déséquilibres des rapports de force au contact du terrain et montrent les limites inhérentes à la gouvernance post-conflit par projet. EPM joue un rôle structurant dans la mise en œuvre des mesures locales de post-conflit, dont il impose le rythme et les priorités, sans pour autant jouer un rôle direct dans la restitution et la transition des populations vers l'économie légale, ces processus relevant des prérogatives de l'État. Dans le cadre du conflit socio-environnemental, EPM est accusée non seulement d'ignorer une part des déplacements involontaires, mais aussi d'être à l'origine de déplacements forcés. Cela contribue à une controverse

sur la légitimité de tous les acteurs engagés dans les processus de restitution qui s'apparente à des mesures palliatives pour éviter la mise en cause d'EPM.

3.3 Relations entre EPM et les instances de régulation socio-environnementale

Les dysfonctionnements du chantier mettent aussi en lumière un déséquilibre dans les rapports de force entre les constructeurs du projet et les organes de régulation socio-environnementale. Ces déséquilibres découlent de la définition d'un intérêt général du post-conflit subordonné aux intérêts privés.

3.3.1 Dysfonctionnements des organismes de contrôle

Les défaillances manifestes dans l'anticipation et la régulation des impacts et la mise en œuvre du projet d'Ituango mettent principalement en cause l'Anla, organisme en charge de valider les études d'impact et d'octroyer la licence environnementale. L'Anla, n'a pas vu de défaillances significatives dans la planification d'Ituango. La qualité des EIA a pourtant été critiquée pour leur manque de rigueur (Toro Calderón ; Martínez Prada ; Arrieta Loyo, 2013).

Les plans de compensation ne sont pas jugés à la hauteur des enjeux. Ils manquent de précision dans la description d'actions concrètes de mitigation des impacts à l'échelle du territoire et des communautés, les méthodologies ne sont pas précisées et les objectifs ne sont pas toujours chiffrés.

Plus généralement, le contrôle opéré par l'Anla sur le projet suscite des critiques. Le projet d'Ituango a reçu sa première licence environnementale en 2009, autorisant le lancement des travaux, alors que le projet était encore en phase de faisabilité. Le projet n'était donc pas encore défini complètement. La licence environnementale a ensuite subi 16 modifications dont 9 après le début des travaux entre 2012 et 2018 pour y inclure des terrains, des aménagements et des ressources supplémentaires, réviser le nombre d'habitants impactés et faire face à des difficultés techniques au cas par cas sur la base d'EIA ponctuelles.

Dans ces conditions, il n'y a pas d'analyse globale des impacts qui rétroagissent et s'aggravent mutuellement. En outre, selon Rios Vivos, ces modifications de la licence ont été réalisées sans information aux communautés.

Dans le système actuel en Colombie, les licences environnementales sont attribuées par l'Anla sur la base d'EIA réalisées par les entreprises elles-mêmes. Les entreprises auto-évaluent leur capacité à construire le projet dans de bonnes conditions et leur objectif n'est pas d'estimer de manière objective la nocivité d'un projet, mais d'identifier les mesures à prendre pour obtenir une licence environnementale afin d'être autorisé à débiter les travaux tout en limitant les coûts et délais. Ainsi,

pour obtenir une licence environnementale, les constructeurs doivent effectuer un diagnostic territorial et une étude d'impact assortie d'un plan de mitigation et de compensation de ces impacts permettant d'assurer un bilan coût/avantages positif. Les EIA n'ont pas besoin de démonstrations rigoureuses pour être approuvées. Le temps de l'analyse des EIA par l'Anla est adapté aux besoins de l'industrie, mais pas de la science et ne permet pas d'approfondir l'analyse.

La multiplication des incidents liées aux infrastructures ces dernières années mettent en lumière la mauvaise gestion des projets dans leur planification, construction et maintenance faute de systèmes de régulation opérationnels. Ainsi, au cours de l'année 2018, trois catastrophes d'ampleur lié à des infrastructures ont eu lieu : l'effondrement du viaduc de Chirajara, en construction, a coûté la vie à neuf personnes. La fuite du puits de pétrole de La Lizama, par manque d'entretien, a entraîné une pollution du Magdalena. Enfin, l'incident d'Ituango a eu des impacts qui ne sont pas encore précisément évalués. Des experts externes ont été contractés seulement après les aléas pour déterminer ce qui était hors de contrôle dans le projet.

Au-delà du risque d'aléas, des failles dans la conception d'infrastructures provoquent des coûts et des retards. Ces dysfonctionnements sont en général associés à des besoins imprévus qui impliquent des études additionnelles au cours de la construction, et des modifications de licence environnementale. Ces retards peuvent être suffisamment longs pour compromettre la viabilité des projets, voir pour permettre la construction de centrales thermiques pour combler le déficit de l'offre entre-temps.

Cette situation n'est pas spécifique à la Colombie. Quand on se penche sur les projets hydroélectriques en cours de construction en Amérique latine, on constate que la majorité d'entre eux présente des retards et des surcoûts.(El Espectador, 9 juillet 2018). Les coûts sont sous-estimés dans 54 % des projets hydroélectriques en Amérique latine entre 1976 et 2005, selon la Banque Mondiale. Cette sous-estimation est plus forte en Amérique latine qu'ailleurs.

L'Anla n'est pas le seul organisme dont la capacité de contrôle interroge. Ainsi, les problèmes de contrôle dans la planification des grands barrage concernent aussi les bailleurs de fonds.

Dans le cadre du prêt de 550 millions de dollars au projet Ituango prévu par la Banque Interaméricaine de Développement (BID), l'organisme considère le projet d'Ituango comme à risques socio-environnementaux élevés en raison des caractéristiques géologiques (risque sismique, inondations, glissements de terrain) et humaines (risque de défaillance technique, sabotage, grève). Toutefois, la BID considère EPM comme acteur de confiance pour son expérience probante en termes de régulation socio-environnementale lors de la construction des barrages de Porce II et III.

La BID a toutefois mené une enquête sur l'adéquation entre les mesures prises pour la construction du barrage et ses standards ainsi que ceux de la législation colombienne en matière de RSE, incluant deux visites de terrain en 2016. Les EIA et les plans de mitigation sont déclarés conformes et mis en œuvre de manière satisfaisante. Or, la BID requiert une planification au niveau des bassins versants pour valider un projet, ce qui n'a pas été le cas du projet d'Ituango. L'étude d'alternative est aussi incontournable. Pourtant, le barrage d'Ituango n'a fait l'objet d'aucune étude d'alternative solide depuis l'identification du site dans les années 1980. Enfin, il n'existe toujours pas en 2016 de plan pour absorber les destructions d'emplois à la fin du chantier. Sur les environ 28 000 emplois directs et indirects pour la construction, seuls devraient subsister quelques centaines pour l'opération du barrage.

3.3.2 L'intérêt général de la paix en question

La définition du projet de barrage comme projet d'intérêt général de la nation par l'État, qui joue par ailleurs le rôle de régulateur de ces projets, contribue à expliquer les dysfonctionnements du système de régulation. Dans le cadre du barrage d'Ituango, le développement hydroélectrique, qui doit générer des bénéfices pour EPM, s'impose en plus au nom de la paix. Le refus ou la suspension de licences environnementales pouvant représenter des menaces pour des secteurs économiques vitaux, ou définis comme tels par les locomotives de développement et un retard dans la production d'énergie, la rigueur du contrôle opéré par l'Anla est sujette à méfiance (Arboleda et al, 2014).

La présentation d'un projet de l'envergure du barrage d'Ituango comme un atout pour la protection de l'environnement et comme un instrument de transformation apaisée d'un territoire est un vœu pieu. Une anticipation et une mitigation exempte de conflit de tous ces impacts à toutes les échelles concernées demeure illusoire du fait de la complexité et de l'imprévisibilité de ses interactions avec le territoire. Les impacts des projets dépendent principalement de la localisation et de la taille des projets. Ainsi, c'est à ce niveau-là qu'on peut les amender pour ces impacts. En pratique, la recherche d'alternatives aux grands barrages pour fournir de l'énergie (un usage plus efficient ou des sources alternatives) ne se fait pas en ces termes, même si l'étude des alternatives est impérative en vue d'obtenir une licence environnementale et le financement de la plupart des bailleurs de fonds.

Ainsi, le projet d'Ituango, suite aux hésitations de l'État a fait évoluer ses objectifs vers ceux de sortie de conflit pour justifier sa localisation et sa capacité, au lieu de faire l'objet de recherches d'alternatives pour lui donner des dimensions plus adaptées à ces objectifs premiers. En outre, il a mobilisé un discours sur sa vocation environnementale pour, paradoxalement, faire de la présence

du Nudo de Paramillo à proximité, un argument en sa faveur. Enfin, le risque d'exaspération de la violence dans cette zone rouge du conflit armé colombien a été reformulé, en opportunité pour la construction locale du post-conflit, en s'inscrivant plus globalement dans un discours sur la promotion d'un développement minéro-énergétique rapide au nom de la reprise de contrôle territorial pour la paix.

Les rapports de force entre les différentes parties prenantes du partenariat public-privé au sein du projet permettent ainsi moins de garantir l'inscription du projet dans l'intérêt général que de redéfinir l'intérêt général pour concilier tous les intérêts.

3.3.3 Établissement des responsabilités

Les incidents de 2018 témoignent de ce défaut de régulation. L'enquête sur les causes de l'incident mène vers un dysfonctionnement du tunnel de déviation destiné à détourner les eaux du Cauca par le flanc de la montagne et de le faire regagner son lit quelques centaines de mètres en aval le temps de la construction de la digue. Selon des premiers résultats de l'enquête, c'est dans le cadre du plan d'accélération des travaux qu'EPM va prendre des décisions techniques qui vont favoriser le déclenchement de l'incident.

Pour gagner du temps, quatre tunnels de déviation sont construits en 2014 sans l'ensemble de précautions pour garantir leur étanchéité et l'intégrité de la montagne au-dessus, et surtout sans les vannes permettant d'ouvrir et de fermer les tunnels et de contrôler ainsi les débits qui les traversent. En contrepartie, il est prévu de construire un cinquième tunnel disposant lui d'une vanne pour réguler les débits, avant de procéder au dynamitage des premiers et de démarrer le remplissage du barrage. C'est ce tunnel-là qui va s'obstruer et démarrer l'incident.

Possible dans des objectifs de gain de temps, ces modifications et surtout ce nouveau tunnel ne font pas l'objet d'une modification de la licence environnementale. Le tunnel est donc creusé en urgence en 2015 sans contrôle externe, sans plan de compensation et de contingence et sans information à la communauté. La contrainte de rendre la construction de ce tunnel éligible à l'obtention d'une licence environnementale aurait pu, et dû mettre un frein à ce développement mal conçu.

Face à ces dysfonctionnements, les différents acteurs impliqués, CCC, EPM, et l'Anla se renvoient la responsabilité du manque de contrôle de l'aménagement du tunnel. D'autres entités sont mises en cause pour la mauvaise gestion de la crise qui a suivi l'incident, notamment la Croix Rouge, en charge de la gestion du risque de catastrophes (plan de contingence), mais aussi les municipes affectés, incapables d'identifier les populations et les terrains affectés (enquête de terrain).

Les systèmes de régulation institutionnelle ont laissé à désirer, aucune instance n'ayant permis d'empêcher EPM de prendre des décisions sans expertise technique et sans étude d'impact menée en bonne et due forme en dépit des règles établies par le ministère de l'environnement. La communication, l'information et la concertation avec les communautés n'ont pas été menées à bien efficacement et il n'en a pas été tiré profit pour gérer les situations de crise. Les mécanismes de gestion d'urgence se sont avérés profondément dysfonctionnels.

L'identification des causes et surtout des responsabilités des défaillances, et éventuellement les mauvaises pratiques à l'origine de l'incident est cruciale pour déterminer qui aura la charge de la reconstruction. À ce titre, la controverse se structure entre l'Idema et EPM, donc entre la ville de Medellín et le département. L'établissement de ces responsabilités représente un enjeu pour les finances de ces niveaux d'administration, et donc pour les perspectives en termes d'investissement sur les territoires, de coût des services publics et de fiscalité, pour les populations de Medellín, où se concentrent les richesses, ou de l'ensemble du département.

Les incidents de 2018 constituent le paroxysme d'une série d'imprévus et de difficultés dans la mise en œuvre du projet. Face à ces dysfonctionnements qui compromettent la planification et la réalisation des mesures de compensation donnant lieu à l'émergence d'une mobilisation socio-environnementale, les différents acteurs se renvoient aussi la responsabilité des problèmes.

Si EPM admet qu'il y a eu des failles dans la communication et l'accompagnement des populations, l'entreprise estime que les défaillances et les inconvénients « imprévus » sont au niveau des municipes du fait d'une mauvaise gestion d'une part, et des habitants du canyon qui n'ont pas optimisé les apports du projet pour le territoire en raison de mauvaises pratiques associées aux activités illégales et à la spéculation.

Les administrations locales accusent EPM de ne pas leur donner les moyens d'affronter les évolutions rapides du territoire et de gérer les impacts sur des populations fragiles. EPM se dédouane de ces problèmes au motif que le projet n'a pas vocation à remplacer l'État sur le territoire. Les plans de gestion soulignent que le projet ne peut à lui seul répondre à tous les enjeux du territoire compte tenu de son passif historique, social, économique et politique, et qu'il doit pouvoir s'appuyer sur l'investissement des institutions locales et de l'État. Les communautés affectées par le projet et par ses dysfonctionnements ne savent pas à qui s'adresser pour exiger réparation.

Cela pose la question de qui organise le territoire dans le contexte du canyon du Cauca. Les acteurs armés ont longtemps contrôlé le territoire, justifiant une intervention de l'État et du département.

Mais à présent, c'est la stratégie de développement économique portée par un groupe basé sur des capitaux et des intérêts privés qui est à la manœuvre sans contrôle réel en dépit des programmes annoncés, par les institutions et les communautés locales.

Ces controverses témoignent encore des limites du partenariat comme moyen de gestion contractuelle d'un projet impliquant une grande diversité d'acteurs, d'intérêts généraux et publics.

Conclusion

Si l'absence d'effets positifs de la rencontre entre la Paix Territoriale et le projet de barrage sur le territoire s'explique d'abord par des défaillances à l'échelle nationale pour la mise en œuvre du post-conflit, l'absence d'anticipation par les constructeurs du barrage du risque d'aggravation de la situation de conflit armé, indépendamment du projet ou en lien avec le conflit socio-environnemental, constitue un facteur d'exaspération de l'instabilité locale.

L'anticipation de la complexité des interactions entre le projet et le territoire fait ici défaut. La question de la délimitation de la zone d'impact et celle de la gestion de l'incertitude mettent en évidence que malgré le discours sur une méthode de planification rigoureuse et innovante différenciant le projet de modèles précédents, d'importantes lacunes émergent d'une surenchère de mesures accumulées dans la précipitation.

Dans ces conditions, conflit armé et présence du chantier interagissent en aggravant mutuellement leurs impacts locaux. La recrudescence de la violence compromet l'ensemble du système d'intégration projet-territoire associé au barrage. La construction du chantier se poursuit alors avec un risque d'exacerber tous les dysfonctionnements initiaux. Le projet tend à se réorienter vers une stratégie répressive pour sécuriser les infrastructures. Cela se traduit par une aggravation des tensions, notamment avec les mineurs et les cultivateurs de coca.

De telles évolutions pouvaient être anticipées, elles l'ont même été par des opposants au projet. Cette problématique a été balayée par les constructeurs qui se reposaient sur l'appui de groupes de sécurité privé et de l'armée dans la zone d'influence, et à plus long terme sur les accords de paix. Ils comptaient en outre vraisemblablement sur une forme de lassitude des populations locales vis-à-vis du conflit armé. Dans les études d'impacts, l'éventualité d'un échec du projet à garantir la construction locale de la paix, ou plus généralement d'un échec du pays à s'engager dans un post conflit durable, et les conséquences sociales et environnementales locales, ne sont pas envisagées.

Ce retour de la violence, concomitant à la crise du printemps 2018 ne menace pas directement la faisabilité du projet, les guérillas n'ont jamais constitué une menace militaire pour l'infrastructure.

Mais le projet Ituango, qui s'enlise dans les retards, les surcoûts et les révisions de ses capacités, n'apparaît pas dans ce contexte comme un appui au processus de paix fragilisé. Or cette vocation servait de clé de voûte au partenariat public-privé. Les avancées et les limites du post-conflit dans le canyon remettent en question le bilan du projet pour les intérêts des différents acteurs qui le composent, ainsi que leur légitimité sur le territoire.

D'une part, ces défaillances du secteur privé, considéré comme incontournable pour la construction locale de la paix, donnent lieu à une très grande incertitude sur la viabilité et la durabilité du post-conflit dans le canyon. D'autre part, elle révèle les limites du système de gouvernance par projet pour la construction territorialisée de la paix.

Chapitre 10 : Un conflit créateur ?

Le projet d'Ituango est présenté par le département d'Antioquia comme un outil de déconcentration du développement et de décentralisation de sa gouvernance. La gouvernance par projet territorialisée, en raison de ses atouts en termes de programmation, de gestion, de contrôle grâce à la génération d'intérêts communs obtenus par concertation pour équilibrer les rapports de force entre les différents acteurs qui l'investissent, constituerait ainsi un outil privilégié pour le développement des territoires marginalisés.

En pratique, le manque d'anticipation, d'éventuelles négligences, mauvaises pratiques et mauvaise gestion, témoignent des limites de ce modèle qui articule intérêt général et intérêts privés dans la construction locale du post-conflit. Des dysfonctionnements sont perceptibles dans la gestion des impacts socio-environnementaux et dans la planification technique et financière du projet de barrage d'Ituango. Cela se traduit par des accidents, des surcoûts, des retards et des conflits dans un contexte d'aggravation de la situation sécuritaire qui limite encore la maîtrise du territoire par les constructeurs.

Ces évolutions portent préjudice aux conditions de vie de la population sur le territoire, à l'environnement du canyon, mais aussi à l'intégrité de l'infrastructure et finalement à l'apaisement local. Cela nuit à la viabilité du modèle de développement post-conflit pour l'ensemble du nord-ouest colombien.

Dans ces conditions, ces dysfonctionnements ne peuvent s'expliquer uniquement par la volonté d'EPM de réduire les coûts des systèmes de régulation des impacts. En effet, les risques que représentent ces dysfonctionnements, au premier rang desquels figure le conflit socio-environnemental, pour la réalisation des objectifs de tous les acteurs investis dans le projet est anticipé. Les acteurs de la paix, de l'environnement, du développement local, mais aussi les acteurs privés attendant des bénéfices financiers du projet ont tous un réel intérêt à garantir un développement local effectif et une intégration apaisée du projet à son territoire. Certes des mauvaises pratiques peuvent contribuer à expliquer l'ampleur des problèmes, toutefois, une mauvaise gestion liée à la complexité des intérêts associés dans le partenariat pour le développement post-conflit paraît être le principal élément d'explication du problème.

La désignation du territoire comme une marge destinée à servir de territoire d'expérimentation en matière de gouvernance post-conflit pour des intérêts extérieurs nous semble être un élément explicatif de cette mauvaise gestion. Cette qualification de marge empêche les constructeurs d'anticiper les interactions complexes entre le territoire, le projet de développement et les conflits

qui s'y déroulent. Par contre, cette qualification est réappropriée par des acteurs locaux pour opposer au centre, des modèles alternatifs de développement post-conflit.

1 Dynamiques locales ignorées dans la marge

Dans le discours d'EPM, le projet se démarque par son adaptation au contexte local, et par une prise en compte des liens parfois vitaux des communautés avec les antimondes, qui se traduisent par une grande vulnérabilité aux changements territoriaux impulsés par les centres. Dans les études d'impacts du projet, la situation de marge est identifiée comme un enjeu des stratégies d'intégration projet-territoire, d'autant plus qu'elle justifie le discours sur la Paix Territoriale. Or, c'est un enjeu que les constructeurs peinent à appréhender efficacement.

1.1 Une définition de la marge qui sert des objectifs des centres

1.1.1 Qualification de marge comme un espace dysfonctionnel

Cette qualification de marge n'est pas neutre. Dans le canyon du Cauca, elle se superpose à des représentations de territoire de réserve, de glacis voire de centre d'intérêts illégaux. La définition de marge dans le discours des acteurs engagés dans le développement local post-conflit recouvre l'idée de marge territoriale, sociale et politique, dominée par l'informalité, qui en basculant dans une situation de trappe de pauvreté conflictuelle, menace le bon fonctionnement des systèmes territoriaux. À la qualification de marge dans ce discours est donc associée l'injonction de sa réintégration. Les politiques publiques portées par le gouvernement d'Antioquia et EPM visent à travers cette injonction à connecter le territoire à des dynamiques formelles pour le tirer de sa situation de trappe de pauvreté et valoriser ses ressources en réserve.

En attendant de voir les effets de ces stratégies, les confrontations entre les constructeurs et les cultivateurs de coca, mineurs artisanaux, voire directement avec les groupes armés présents sur place sont perçus comme résiduels de situations de dysfonctionnement antérieurs, en passe d'être réglés avec le projet de développement et le processus de paix.

Dans cette approche, la marge est associée à la représentation d'un territoire dépourvu de dynamiques internes outre celles des antimondes. Il est considéré que l'élimination de ces derniers n'aura que des conséquences positives pour le territoire qui va en outre être « tiré » du sous-développement. Le contexte local est ainsi réduit à une situation de sous-peuplement, de misère et d'enclavement, caractéristique de la marge. Cette situation découle des problèmes de concentration des terres, du manque d'infrastructures, et du conflit armé. Couplé à un manque de maîtrise du territoire qui compromet l'efficacité des politiques publiques.

La stratégie des constructeurs repose sur l'idée de récupérer le contrôle territorial en faisant table rase des structures socio-économiques locales. Ces structures sont qualifiées de principalement dysfonctionnelles. Elles sont assimilées à des stratégies d'adaptation individuelles, souvent liées aux activités illégales et à une quasi autarcie, qui leur permettent de se maintenir sur le territoire dans le contexte de grande fragilité sociale, mais les rendent encore plus vulnérables (EPM, 2009). Sur ces territoires neutralisés, les populations initialement présentes seront intégrées à de nouvelles structures mise en place par les centres.

Les plans de compensation et les perspectives de développement local du barrage d'Ituango s'attachent à créer des conditions de « sortie » du sous-développement et de lutte contre les intérêts aux marges de la loi. Le barrage d'Ituango, à travers une nouvelle valorisation des ressources, de nouveaux usages des sols et une formalisation de l'exploitation minière, entraînera le départ ou la reconversion des populations à l'origine des conflits.

Certes à court terme, le processus d'intégration de la marge risque toutefois de se traduire par des tensions liées à la résistance des antimondes, destinées à s'apaiser avec le développement de nouvelles dynamiques dominantes sur le territoire. Ces dysfonctionnements demeurent marginaux au regard de l'intérêt général du développement post-conflit et doivent pouvoir être gérés au cas par cas. L'intérêt général s'impose donc sur des intérêts locaux en justifiant des sacrifices de ressources locales, dans la mesure où elles sont compensées en bonne et due forme.

Ceux qui mettent en place des stratégies de résistance s'opposent à l'intérêt général. Ainsi, le conflit socio-environnemental représente une menace pour la paix locale et donc pour tous le modèle de développement porté par le projet. Il est ainsi perçu comme illégitime, associé à la défense d'intérêts individuels ou des antimondes.

1.1.2 Définition des enjeux et intérêts légitimes du territoire

En qualifiant le territoire de marge, les acteurs issus des centres définissent ainsi la légitimité des intérêts locaux à participer à la définition des enjeux du territoire (Serje, 2011). La définition de la marge issue des centres, dont les dynamiques internes découleraient principalement de l'influence des antimonde entretient un flou entre informel et illégal sur le territoire. Cela permet opportunément de disqualifier l'opposition des orpailleurs au projet. Ainsi, l'orpillage, activité extractive informelle est opposé à l'exploitation minière titularisée, au même titre que la mine artisanale mise en œuvre par les acteurs aux marges de la loi.

Ce glissement entre informel et illégal permet aux centres de justifier l'expulsion du territoire de systèmes socio-économiques répondant à des logiques divergentes des leurs, notamment aidé par

des arguments environnementaux : « la fin de la mine d'alluvion, informelle et illégale, protège les cours d'eau ». La mine titularisée, souvent aussi nocive que la mine illégale fait l'objet de compensations. La mine titularisée à grande échelle qui n'est pas située dans la zone d'influence directe est, elle, encouragée par le projet, en témoigne l'ouverture de la mine de Continental Gold à Buriticá. Or, cette mine, en plus de représenter un impact environnemental nettement supérieur à celui des orpailleurs, emploie ces derniers, privés de leur accès au fleuve, et d'autres, dans des conditions précaires.

La définition par le centre des usages légitimes et de leur valeur socio-économique dans la marge donne lieu à une hiérarchisation des enjeux et priorités de développement dans la marge en fonction des représentations et valeurs attribuées par les constructeurs aux ressources et structures établies sur le territoire par le projet. Cela permet aussi d'exclure du bilan coût-bénéfice du projet des populations, des thématiques et des territoires tout en donnant de la légitimité à des acteurs qui interviennent pour approprier et exploiter les ressources (Serje, 2011).

La définition de la marge évolue ainsi avec le projet de barrage. Initialement le territoire devait sa qualification de marge à sa situation d'isolement géographique, aux discontinuités de développement entre ce territoire et les espaces centraux d'Antioquia, et à sa situation d'espace « dysfonctionnel » principalement à cause du conflit armé. Elle gagne à présent le statut d'ultime frontière du développement, théâtre d'enjeux « nationaux » de conflit et de mauvaise gestion des ressources, aux confins d'un réseau d'espace productifs à valoriser dans le cadre d'une compétition de légitimité entre « les acteurs de la paix et du développement » et ceux des antimondes.

Le cadrage réalisé par EPM bénéficie du solide argument de la Paix Territoriale pour imposer une forme du contrôle territorial sur le territoire, au nom de l'intérêt général. La notion d'intérêt général, et la Dupis attribuée dans le cadre de l'hydroélectricité permet de reformuler la question de l'équité territoriale de la répartition coût-avantage, centrales dans le rapport de la CMB, de manière à la rendre plus opérationnelle pour les constructeurs. Ainsi, si le barrage doit amener des améliorations au niveau local, les sacrifices imposés de certaines ressources naturelles et culturelles à cette échelle sont pondérés par la notion d'intérêt général qui englobe les enjeux de développement, de mondialisation et de construction de la paix, définis à l'échelle nationale. L'apaisement pendant le processus de paix devait limiter l'influence des groupes armés sur la population dans ce processus et favoriser la reconstruction de bonnes relations entre la population et le centre. Cette approche témoigne d'une anticipation superficielle des enjeux du territoire qui va donner lieu à des réactions inattendues.

En définissant seul l'intérêt général de la marge, les centres sous-estiment la capacité des populations locales à faire valoir la légitimité de pratiques locales ne découlant pas exclusivement des antimondes, et à contraindre les acteurs du projet à une ré-estimation du bilan coûts-avantages du projet. En particulier, ces stratégies ignorent la possibilité que le conflit socio-environnemental qui émerge sur le territoire à l'arrivée du projet ne relève pas exclusivement de l'influence des groupes armés, mais de dynamiques propres au territoire qui se perçoivent comme légitimes et victimes d'un écrasement injustifiables de la part du projet. Or la résistance des populations à la destruction de structures socio-économiques et socio-culturelles internes, indépendamment de l'influence des acteurs aux marges de la loi, est susceptible de générer une mobilisation socio-environnementale influente dans le temps et l'espace malgré l'expulsion des groupes mobilisés du territoire.

1.1.3 Des processus déjà observés à Urrá et à Guatapé

De tels processus étaient déjà perceptibles dans les cas de Guatapé et de Urrá I sans qu'ils soient interprétés dans ces termes par les constructeurs. Si le conflit et la pauvreté y ont catalysé les crises, ils ne sont pas les déclencheurs du conflit socio-environnemental. Dans le cas de Urrá I, ce sont en premier lieu les indigènes qui réagissent à la disparition de leurs territoires sacrés et ancestraux (y compris en dehors de la zone d'impact définie par les constructeurs), et de la déstructuration de l'organisation politique, culturelle et économique des resguardos Embera qui sont fortement interconnectés et dépendants de l'environnement. Pour eux, le projet de barrage se traduit par une acculturation liée à la perte de la territorialité des communautés indigènes (Madera Arteaga, 2014). Dans le cas de Guatapé, se sont des paysans, des mineurs, et des pêcheurs qui réagissent à l'imposition de nouvelles vocations à leurs terres.

Face aux objectifs des projets, ces groupes sont définis comme sous-développés, extérieurs à la modernité, résiduels, associées à de nombreux problèmes sociaux et vouées à disparaître ou à s'intégrer dans les processus de modernisation du territoire. En parallèle, l'agro-industrie, l'extraction et l'exportation représentent le futur des campagnes latino-américaines, grâce aux investissements trans-nationaux.

Les résistances à cette intégration, génératrice de conflit socio-environnemental s'expliqueraient par les dysfonctionnements dans la marge que sont le conflit armé, la défiance vis-à-vis des centres, le manque de capacités locales. Or le conflit socio-environnemental qui se structure à Urrá I comme à Guatapé témoigne d'une opposition à un modèle imposé par le centre. Les groupes mobilisés défendent un autre modèle, pas uniquement dans l'intérêt des antimondes mais relevant d'une part

de spécificités socio-culturelles, et d'autre part de processus d'adaptations au contexte difficile ayant fait leurs preuves pour la résilience de la population.

Or, la société civile de l'Orient témoigne de la capacité de ces mobilisations à obtenir des acquis en se démarquant des intérêts du conflit armé. La société civile qui s'est structurée en réaction aux grands barrages en Colombie, en particulier à Guatapé, a contribué à faire évoluer les systèmes de régulation des impacts. Cela découle notamment de sa capacité à s'inscrire dans des enjeux internationaux dans le cadre de l'émergence globale d'une mobilisation contre les impacts socio-environnementaux des grands barrages.

Avec le processus de paix et la reconnaissance de la contribution des paysanneries au développement économique et social du pays, l'approche de la gestion des conflits socio-environnemental par les constructeurs des grands barrages est amendée, dans la mesure où elle semble s'attacher à protéger l'ancrage des populations initialement présentes à leur territoire, via le développement local. Cette approche continue toutefois de suivre des logiques qui ne sont pas celles des populations du territoire qualifiées de marginalisées, et qui peuvent s'apparenter à un « modernisme autoritaire » (Oyuela Caycedo ; Boada, 2004). Les populations d'orpailleurs et paysannes « en dehors de l'économie », doivent s'intégrer à ce développement, Cette approche est représentative de la perception des paysanneries, qu'on considère comme voués à disparaître au profit d'autres formes d'exploitation de la terre dans la mondialisation (Déléage, 2012).

Ce modernisme autoritaire se traduit par un écrasement, éventuellement en utilisant des moyens coercitifs, de groupes indigènes ou paysans qui feraient obstacle à un « progrès » indissociable d'un modèle de développement et de croissance économique présenté comme universel.

Dans le cas du barrage d'Ituango, ce modernisme autoritaire est en plus imposé au nom d'une paix présentée comme un objectif universel, indiscutable. Ainsi, la définition de la marge comme territoire des antimondes permet d'une part de disqualifier l'opposition au barrage, considérée comme une opposition à la paix instrumentalisée par les fronts Farc dissidents, d'autre part de construire une définition de l'intérêt général propre au territoire en fonction d'intérêts extérieurs.

1.2 Systèmes socio-culturels du canyon du Cauca

Le canyon du Cauca présente des dynamiques internes indépendantes de l'influence des antimondes, susceptibles d'alimenter la résistance à ce modèle.

Dans le canyon du Cauca, l'enclavement géographique et en infrastructures ainsi que les versants abrupts du territoire impliquent initialement des modes d'appropriations et d'exploitation du

territoire et des ressources spécifiques qui influencent fortement l'organisation des sociétés qui l'habitent. Cela se traduit par des spécificités culturelles et socio-économiques locales très interconnectées au milieu, et donc peu résilientes face à une transformation des écosystèmes et des systèmes locaux. Or, ces spécificités, très marquées dans un contexte d'isolement, vont évoluer, en valeurs identitaires à défendre face à l'intervention de centres perçus avec défiance. Ces évolutions vont entraîner un conflit socio-environnemental plus durable que prévu, pour lequel elles vont prendre une dimension stratégique.

1.2.1 Systèmes d'échange entre les communautés du canyon

Les communautés du canyon mettent en œuvre des systèmes d'exploitation aurifère, d'agriculture et d'élevage comme dans le reste du département, mais basés sur des pratiques artisanales privilégiant les échanges internes, et limitant les rapports monétaires avec les centres au strict minimum. Ainsi, l'enclavement du territoire donne lieu à un modèle dominant d'auto-subsistance non modernisé.

Les communautés valorisent les caractéristiques géographiques particulières de leur territoire, et notamment sa verticalité. Les terres sont naturellement peu fertiles et les surfaces sont réduites sur les versants. Mais le canyon présente une mosaïque d'écosystèmes entre les rives gauche et droite du fleuve et les altitudes des versants, permettant une grande variété de productions. La faiblesse de la productivité est ainsi compensée par des relations de complémentarité entre les productions du fond de la vallée et celles de la montagne, pour résister à l'isolement.

Le café est principalement produit en haut des versants, à distance moindre des infrastructures des hauts plateaux productifs, et là où les sols présentent la meilleure qualité. Il est acheminé vers les centres urbains d'Ituango, de Yarumal et de Santa Rosa de Oso pour être vendu (Aramburo Siegert et al, 2007).

Les foyers paysans optent en général pour associer le café à une production vivrière, incluant les haricots, le maïs, le manioc, le plantain, la canne à sucre, les volailles, destinées à la consommation familiale et aux échanges au sein de la communauté (Calderon Aristizabal, 2015). Les ventes de café sont plutôt destinées à compléter le panier familial par l'achat de vêtements, de produits domestiques. Occasionnellement, d'autres revenus monétaires sont permis par l'élevage extensif et l'exploitation de produits forestier en cas de besoin. Il en résulte que l'économie agricole est faiblement monétisée. Les fermes productives sont minoritaires dans le canyon. Elles sont principalement localisées dans le municipe d'Ituango.

L'exploitation de bois est réalisée pour sa part dans des zones forestières sans titre de propriété dans les montagnes du Nudo de Paramillo au nord du territoire et dans le fond du canyon (Nieto, 2015).

En l'absence d'infrastructures agro-industrielles pour améliorer la valeur commerciale des produits, qu'ils soient agricoles, d'élevage, ou extractifs, ils sont vendus tels quels sur les marchés et génèrent peu de revenus. La ville de Caucasia dans le Bajo Cauca, sur les rives du fleuve, est le principal centre d'écoulement des produits commercialisables du canyon, légaux et illégaux, vers le nord, et Santa Rosa de Osos vers le sud.

Plus bas sur les versants, les productions agricoles de subsistance et les productions commerciales marginales sont complétées par l'orpaillage sur les rives du fleuve et de l'extraction forestière. L'or et les produits forestiers récoltés servent de monnaie d'échange et sont acheminés vers les hauteurs du canyon et les centres urbains où ils sont vendus à des intermédiaires. Ils permettent une monétisation des échanges dans les basses terres où le café ne pousse pas (Aramburo Siegert et al, 2007). À travers ces échanges, les communautés du canyon forment une diversité d'interrelations économiques et sociales entre les différents étages du canyon.

Dans cette organisation, on identifie deux populations distinctes dans le canyon, en fonction de l'altitude, et qui entretiennent des relations avec les paysanneries des hauts plateaux. Il s'agit des cañoneros, qui vivent au fond du canyon, et des montañeros qui vivent plus haut sur les versants (EPM, 2009).

Les cañoneros sont fortement dépendants du fleuve et de ses ressources, principalement la pêche et l'or d'alluvion. Ils forment une population flottante, entre Buriticá et Valdivia aux deux extrémités du canyon. Les cañoneros sont principalement des populations sans terre, mais parmi eux se trouvent des paysans « possesseurs » de terre selon des modes d'occupation des terres hérités du resguardo indigène Nutabe de Sabanalarga, démantelé en 1837 et dont les terres ont été partagées entre les 950 foyers qui l'occupaient sur les territoires actuels de Sabanalarga, Toledo, Ituango et Buriticá. Le plus souvent, ces terres se sont transmises sans titres ni processus de succession à la descendance qui, aujourd'hui, ne bénéficie plus de titre de propriété mais seulement d'une reconnaissance collective de la possession par les autres habitants (Aramburo Siegert et al, 2007).

Les bodegas telles que Orobajo dans le municpe de Sabanalarga, Barbacoas à Peque et el Valle à Toledo constituent des lieux de vie permanent dans le canyon. Dans les terres chaudes, ils sont constitués d'habitations entourées des potagers de taille réduite avec quelques animaux d'élevage. Les cultures sont marginales. Elles sont réalisées sur des parcelles restreintes et peu productives du fait de la rareté des terres fertiles au fond du canyon et du manque de moyens de modernisation (maïs et haricots en général récolté sur moins d'1/4 d'hectare par unité de production familiale). En plus de cela, les familles cañoneras élèvent en moyenne trois porcs par foyer, une vingtaine de

poules, dont le seuls coût d'élevage concerne l'alimentation : maïs pour les volailles, restes alimentaires pour les porcs. L'élevage bovin a pratiquement disparu lors des vagues de déplacement fin 1990 (Aramburo Siegert et al, 2007).

La situation des bodegas, à la confluence des rivières et des chemins menant vers les hauts plateaux, permet l'accès aux ressources en or, de chasse et de bois. Les habitants du fond du canyon se consacrent principalement à la récolte d'or sur les rives du fleuve et de ses affluents, sous forme d'orpaillage ou de mine artisanale. Dans les bodegas de Barbacoas et Orobajo, la mine représente 90 % du revenu des familles. L'or leur permet d'accéder à la production alimentaire des communautés agricultrices des versants (Empresas Públicas de Medellín, 2009).

La forme d'orpaillage traditionnelle des rives du fleuve Cauca s'appelle le baraqueo. Elle donne lieu à une récolte saisonnière de l'or, qui implique des transhumances, en fonction de l'état du fleuve. Ses rendements varient fortement en fonction des saisons. Les meilleurs rendements ont lieu lors de la décrue du fleuve pendant la saison sèche (de janvier à mars et de juillet à septembre), quand les plages du lit du Cauca sont exondées. Cela fait suite à la « ceba », moment où le débit du fleuve est le plus fort à la saison des pluies, et arrache de l'or à la montagne, qui sera déposé dans les alluvions.

Le travail des barequeros consiste alors à tailler les talus pour extraire le matériel. Les pépites sont extraites de la « jagua », sable noir plus lourd dans les alluvions, filtré à l'aide d'outils comme les « batea » ou les « cajones » et nettoyé avec des plantes (feuilles de cèdre playero macérées pour faciliter la séparation des minéraux de fer, sans fait appel à des produits chimiques) et du savon. Ces techniques impliquent l'utilisation d'outils élaborés sur place ou achetés sur les marchés locaux ou obtenus le long du fleuve. Chaque famille dispose de ses instruments de production.

Les orpailleurs remontent le lit des ruisseaux affluents du Cauca quand les berges du cours principal sont inondées à la saison humide. Quand plus aucune plage n'est accessible, et que les cultures ne demandent pas beaucoup de force de travail, les cañoneros se font engager comme journaliers dans les plantations de café des hauts plateaux ou dans les veredas montaÑeras à Ituango, Liborina, Sabanalarga. Les revenus fluctuent donc selon les saisons, ils baissent fortement en hiver.

L'orpaillage est associé à la pêche qui est également plus productive à la saison sèche, entre janvier et mars quand les poissons bocachicos remontent le fleuve. La pêche se pratique alors à l'atarraya. Le reste de l'année, les orpailleurs disposent des cordes munies d'hameçons en fin d'après midi près de leur zones de travail, et viennent prélever les poissons piégés (bagres, barbudo, dorada) le lendemain matin. La pêche demeure importante pour l'alimentation et les apports protéiques locaux.

Les femmes, les hommes, ainsi que les enfants participent à la force de travail. Cela fait des zones d'extraction les principales zones de socialisation des communautés. Les lieux de libre accès au territoire « sauvage » sont destinés à la chasse et à la pêche, et à la collecte de bois.

L'activité d'orpillage est associée à une forte valeur culturelle. Elle est considérée comme l'activité traditionnelle et représentative de la culture cañonera. Les orpilleurs se réfèrent au fleuve comme le « Patron Mono » ou encore au « cajero electrónico » et lui associent une multitude de traditions et de légendes issues d'un mélange entre christianisme et croyances indigènes (Espinosa ; Duque, 1995). Dans ce contexte, c'est le fleuve Cauca qui apparaît à la fois comme une ressource économique et un élément organisateur des communautés sur un vaste territoire à forte charge symbolique. Il fournit or, poisson, bois, moyen de déplacements. Les conditions environnementales ont un rôle déterminant dans la distribution des activités au bord du fleuve (enquête de terrain).

En raison du temps de transport (9 heures en mule entre Orobajo et Sabanalarga), les cañoneros n'effectuent le trajet vers les centres urbains des hautes terres qu'une fois tous les 15 à 20 jours. Ces trajets sont destinés en général à accéder aux marchés pour acheter du matériel spécifique, vendre du bétail ou pour des consultations de santé. Les populations paysannes des hauts plateaux, quant à elles, principalement agricultrices, descendent rarement dans les basses terres du canyon (EPM, 2009). Ce sont les populations montañeras, entre les deux qui alimentent les relations entre ces espaces.

Les communautés montañeras sont dispersées sur les crêtes, ou dans des hameaux comprenant en général une école. Elles vivent principalement de l'agriculture sur de petites parcelles individuelles ou collectives. L'activité est organisée en fonction des altitudes, des saisons et des conditions climatiques. Les montañeros mettent en œuvre une production de subsistance, ou d'échanges locaux, présentant une grande diversité du fait de la variation d'altitude sur un espace restreint qu'elles associent à une production commerciale marginale (café, cacao, élevage). Le semis de haricots a lieu avec les premières pluies en avril, le maïs est planté d'août à septembre. Les nombreuses variétés utilisées permettent de réduire le risque alimentaire.

Les productions commerciales sont destinées aux marchés régionaux. Elles sont réalisées sans intrants économiques significatifs. Ces systèmes de production sont dominés par la force de travail familiale pour la coupe des arbres, le brûlis, le semis, le nettoyage et la récolte. Les emplois journaliers ne sont utilisés que durant les récoltes d'envergure de café (traviesa, cosecha) en mars et en novembre, quand des revenus sur les marchés sont garantis.

Les communautés montañeras pratiquent des échanges d'or et de produits de subsistance avec les

cañoneros et avec les populations paysannes des hauts plateaux avec qui elle peuvent mettre en œuvre des systèmes d'échange monétisés, leur permettant d'accéder à des produits de l'extérieur.

Les communautés montañeras descendent sur les rives pour pratiquer le baraqueo et la pêche à l'atarraya à la saison sèche (de janvier à mars), et pratiquent aussi, comme les cañoneros, les cultures et la mine illégales en cas de besoin. Avec la dégradation des sols et la perturbation du rythme des saisons de pluie, les montañeros sont de plus en plus souvent obligés de descendre sur les rives du fleuve.

Les échanges entre la montagne et le canyon se font sous la forme du cambeo et de la compañía. Le cambeo consiste en l'échange de produits agricoles et de force de travail au sein de la famille. La compañía représente l'association pour la production et l'exploitation de ressources entre cañoneros et montañeros. Ainsi, pour le lavage d'or, le matériel et le savoir faire des cañoneros sont mis à disposition des montañeros qui apportent une main d'œuvre additionnelle. Le même processus se déroule en sens inverse quand les cultures en montagne demandent une main d'œuvre additionnelle.

Les montañeros entretiennent donc des relations étroites entre le fond et les hauteurs du canyon. Ces relations sont permises par les chemins muletiers qui permettent le passage des arrieros pour les trajets quotidiens entre les bodegas au bord du fleuve, les veredas montañeras, et les centres urbains des hauts plateaux. La majorité des familles montañeras possèdent des mules ou des chevaux, primordiaux pour le transport de charges. Il existe aussi des interactions sociales et culturelles au niveau régional du canyon, à travers des fêtes patronales, des événements sportifs qui réunissent les communautés.

Les réseaux sont dessinés par des conditions topographiques qui facilitent les relations et par des liens de parentalité entre les différentes localités. Les relations sont souvent inter-municipales et peuvent s'étendre de part et d'autre du fleuve. Deux ponts, celui de Sabanalarga et celui de Pescadero permettaient de faire la jonction avant leur destruction par le barrage. À l'échelle du canyon, les liens sont aussi déterminés par les conditions de transports (accessibilité et état des routes en fonction de la saison et des conditions de sécurité).

Ces relations socio-économiques et culturelles dessinent un territoire de vie spécifique. Elles confèrent ainsi une unité au territoire avec des variations locales dans le contexte de fragmentation.

Ainsi, c'est l'orpaillage qui joue un rôle essentiel dans l'organisation économique, sociale et culturelle du canyon du Cauca. Il lui confère une unité même si l'or est récolté en petite quantité et n'implique qu'une partie de la population. Il définit les relations entre canyon et montagne du fait d'un système de complémentarité dans l'exploitation et l'appropriation des ressources, impliquant

un renforcement des relations sociales. L'or met en contact les différentes communautés. Il sert à compléter les échanges de produits de consommation entre les différents étages, il est vendu ou échangé avec les communautés des versants contre des produits de subsistance. Il sert ainsi de base aux échanges sur le territoire entre les cañoneros, les paysans des versants et ceux des hauts plateaux, qui ont plus facilement accès aux marchés (Calderon Aristizabal, 2015). Les points de vente d'or formels se trouvent à Sabanalarga, Ituango et Toledo.

Du fait de cette dimension structurante de l'orpaillage, les relations entre les cañoneros qui produisent l'or et les montañeros qui stimulent sa circulation sont essentielles pour le fonctionnement des systèmes de subsistance locaux, ainsi que pour l'organisation sociale et culturelle de la région.

1.2.2 Des systèmes peu résilients aux interventions extérieures

Ces dynamiques basées sur des complémentarités internes dans des systèmes très interdépendants et en dehors du contrôle des structures officielles (institutions, aides publiques), sont vulnérables aux interventions extérieures.

Elles sont fragilisées par les acteurs armés illégaux. Au cours des deux dernières décennies, le glissement vers l'exploitation de l'or dans des mines mécanisées illégales et les cultures de coca ont bouleversé les systèmes d'échanges. Par ailleurs, la raréfaction de l'or et du poisson et la pollution due aux activités minières artisanales oblige les cañoneros à chercher d'autres formes de subsistance et d'autres modes de vie parfois sur les hauts plateaux, comme travailleurs agricoles journaliers, ou moto-taxis. D'autre part, des interventions du centre insuffisamment planifiées pour moderniser les systèmes productifs locaux perturbent aussi ces organisations.

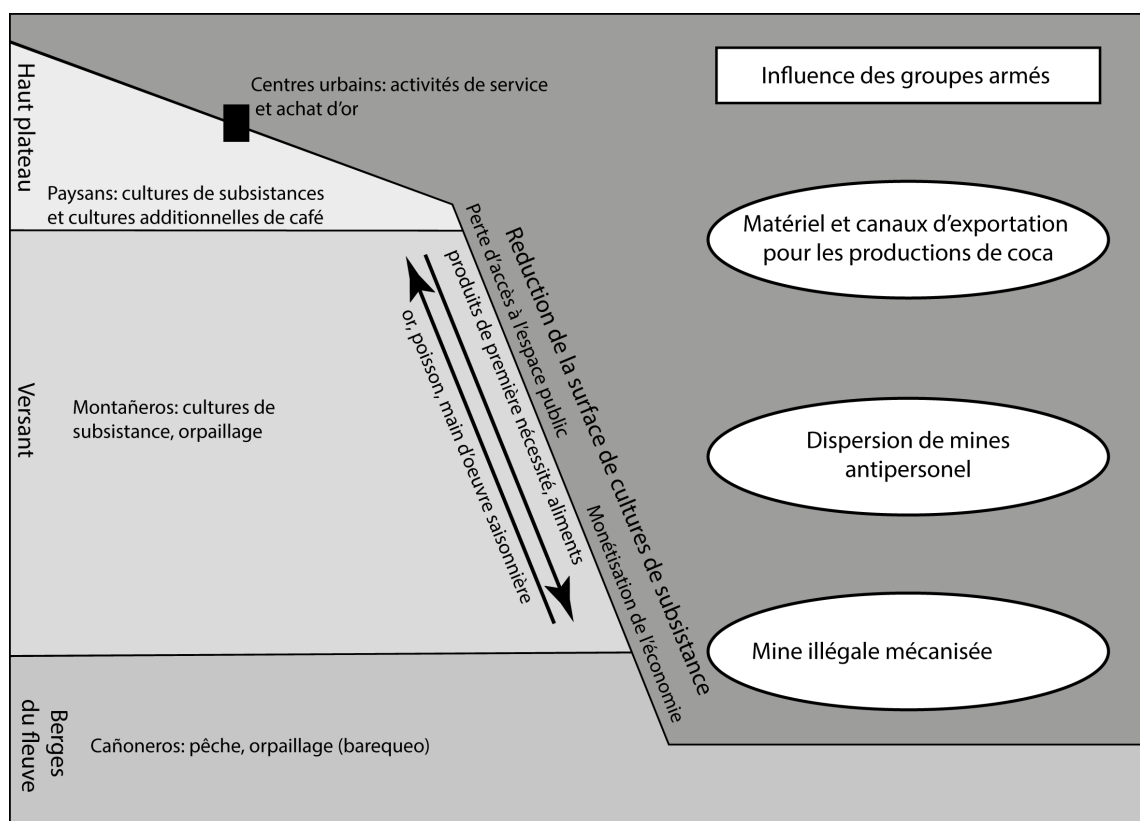


Illustration 2: Organisation des échanges dans le canyon (auteur : Benassaya)

Le barrage d'Ituango, qui constitue une intervention du centre d'une envergure nouvelle, doit se traduire par un développement local. L'un des premiers impacts positifs perceptibles du projet, selon les EIA réalisées par EPM, est la re-densification démographique du territoire. Le retour de populations précédemment expulsées par la violence ou la misère est facilité par les nouvelles opportunités sur le territoire. Cela permet de renforcer les tissus sociaux, et de revitaliser l'économie locale. L'arrivée de population est aussi liée au besoin de main d'œuvre sur le chantier et les activités associées qui attirent de nouvelles populations urbaines. La re-densification est donc le fait de populations extérieures aux municipales, de populations déplacées qui choisissent de revenir, et de populations de zones rurales reculées pratiquant des activités agricoles et de subsistance qui se reconvertissent. Ce retour fait l'objet d'un accompagnement par les constructeurs pour améliorer la qualité de l'habitat et moderniser les équipements (électrification, routes). Par la même occasion, l'augmentation de la densité et la modernisation permettent d'élargir la demande en énergie, au profit de EPM.

Ces processus vont être profitables au fonctionnement économique de EPM sur le territoire et faire correspondre le projet à une certaine idéologie du développement portée par le département d'Antioquia et par Medellín. Or, si les bénéfices pour EPM qui élargit sa couverture en service sur

l'ensemble du territoire départemental sont nets, les bénéfices sur l'économie locale, le territoire et ses populations s'avèrent vite douteux.

Un autre avantage pour le territoire selon les études d'impact consiste en une amélioration de la connectivité du territoire. Le chantier du barrage a été l'occasion de construire de nouvelles routes. Ces routes permettent de faciliter l'accès entre le chantier, Medellín et la zone Caraïbe, pour transporter du matériel et des personnels. Les plans additionnels prévoient en outre un meilleur déploiement des routes tertiaires et secondaires afin de mieux relier d'une part les zones agraires aux centres urbains, et d'autre part de connecter ces zones urbaines aux axes commerciaux nationaux et internationaux.

Le déploiement de ces réseaux était incontournable pour les besoins du chantier. À terme, ils représentent des opportunités économiques en réduisant le coût des activités liées à la production d'énergie et au transport de production agraires et de ressources extractives. Ils représentent donc un avantage pour l'exploitation du barrage et pour les secteurs productifs du canyon, et alimentent des intérêts extérieurs au canyon.

Or, en dehors des circuits établis par contrat entre des producteurs locaux et les campements des personnels du barrage, l'agriculture commerciale ne se généralise pas dans le fond du canyon. C'est plutôt l'économie des arrieros qui se développe avec les nouvelles routes, les producteurs locaux ne bénéficiant souvent pas de moyens de transport pour leurs marchandises et les transports publics restant insuffisants. Le désenclavement a surtout permis l'entrée de produits d'importation à bas prix sur le territoire, avec des conséquences plutôt négatives pour les productions locales qu'ils concurrencent. Dans ces conditions, les projets productifs dans le canyon ne s'avèrent souvent pas viables. Les espaces des hauts plateaux du sud ayant un meilleur potentiel pour l'agriculture commerciale, comme Santa Rosa de Osos, bénéficient d'une position plus avantageuse entre le nord du département et la région Caraïbes.

Dans ce contexte, le projet de barrage ne profite que marginalement au territoire et aux populations locales. L'hydroélectricité est présentée comme la meilleure promesse de développement économique pour le canyon du Cauca. Mais en priorité, c'est la ville de Medellín, les entreprises de développement et le département qui vont bénéficier du barrage d'Ituango. L'« intégration du territoire » promise par le projet se caractérise par une restructuration économique de la région autour du barrage. Mais le développement du barrage et de ses infrastructures secondaires, localisées dans des espaces stratégiques déterminés en fonction des besoins du centre avec des répercussions socio-économiques différenciées sur les populations riveraines, laisse apparaître de

nouveaux espaces périphériques sur le territoire.

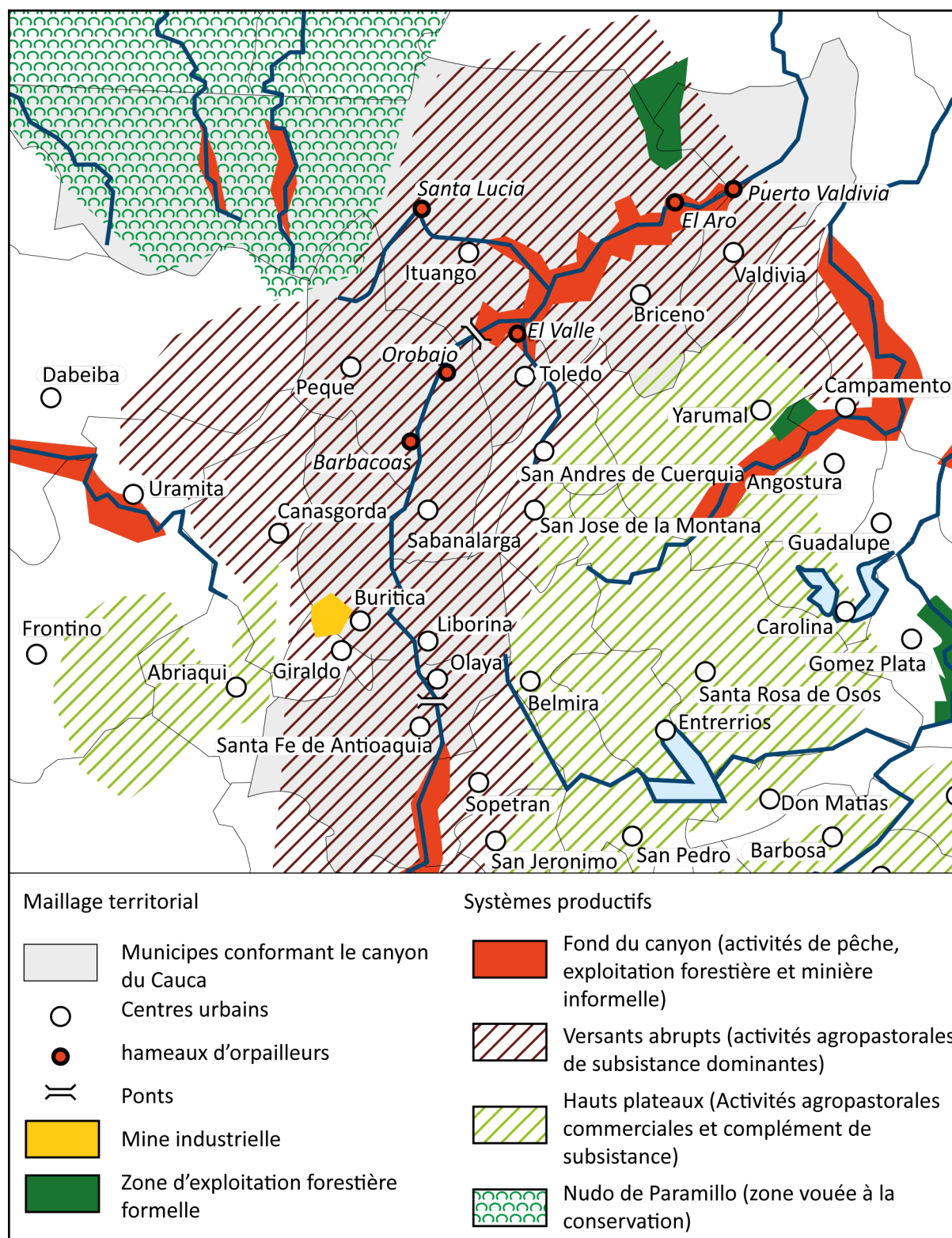
À l'échelle locale, ce développement local bouleverse les fragiles systèmes de relations entre la population et le territoire. Le barrage provoque la submersion du territoire des cañoneros et en modifiant le réseau de communication sur les versants bouleversera très profondément ce système de relations. Ainsi, si le développement local se traduit effectivement par une amélioration durable des niveaux de vie, une reconstruction des tissus institutionnels et une réduction de l'influence des acteurs armés, il est probable que ces améliorations associées à certains secteurs, groupes sociaux, localités, impactent les micro-économies formées par les relations entre les différentes zones et qui ne se superposent pas aux limites des municipes. Ces micro-économies se trouvent bouleversées en dépit de profits à l'échelle des municipes et des départements, et ne sont pas forcément en mesure de se reconstruire.

Les spécificités des systèmes sociaux-productifs locaux entrent dans les bases de données à partir desquels les constructeurs construisent leurs études d'impacts et leurs plans de compensation, mais uniquement dans une perspective de stratégie d'adaptation à une situation de crise. Aussi, il est attendu que le système d'accompagnement intégral des populations de la zone d'impacts ponctuels, la seule où des habitats seront perdus, neutralise le principal risque de tension socio-environnementale autour du développement du projet. La compensation des communautés de Barbacoas et Orobajo, si elle ne concerne que quelques dizaines de familles, a ainsi occupé une place centrale dans la communication des constructeurs du barrage entre 2015 et 2016 (annexe).

Toutefois, ces compensations même si elles sont qualifiées d'intégrales, sont accordées uniquement en fonction de la perte d'habitat, elles ne prennent que marginalement en compte les conséquences sur les réseaux de relations structurés autour des deux localités qui seront submergées, et notamment sur les communautés montañeras dont les systèmes socio-économiques reposaient sur la complémentarité avec ceux des cañoneros. Or ces systèmes de complémentarités informels, pratiquement pas monétisés et basés sur des territorialités qui ne correspondent à aucune frontière administrative, s'ils sont évoqués dans les présentations adressées aux populations lors des réunions publiques (annexe) ne donnent lieu qu'à des compensations financières ponctuelles pour les populations ne subissant pas de pertes de propriétés. Les programmes de compensation excluent et marginalisent donc ces populations installées en périphérie des localités de la zone d'impacts ponctuels, qui vont se retrouver très fragilisés par les effets des plans de compensation du projet.

Au-delà, le barrage change les dynamiques écosystémiques et économiques du territoire à l'échelle de toute la région. Hors des centres urbains, il va provoquer une rupture avec l'axe structurant des

activités économiques, culturelles et sociales des communautés du canyon : le fleuve. L'argent ne vient plus du fleuve, mais de EPM. Cela signifie une rupture des relations de réciprocité et de complémentarité en particulier avec le remplissage du réservoir qui va détruire des lieux de vie, des ressources et des chemins muletiers. Les personnes impliquées dans la mine artisanale et la pêche, au cœur de l'économie de subsistance du canyon, vont être les plus fortement impactées. Les autres activités seront ensuite affectées en répercussion jusque dans les hauts plateaux. Cela s'accompagne d'un phénomène de fragmentation et d'apparition de nouvelles marges issues des programmes mis en œuvre par EPM.



Carte 42: Systèmes socio-productifs du canyon (base Igac ; données : epm.com, siac.gov.co ; auteur Benassaya)

2 Résistance de la marge

Les structures socio-spatiales du canyon correspondent à des nécessités économiques et des

représentations culturelles locales permettant le fonctionnement des communautés. Menacées par le projet, elles vont être défendues ou vont faire l'objet de nouveaux processus d'adaptation pour intégrer de nouvelles pratiques. Ces processus se font en dehors des systèmes d'accompagnement du projet. Ils ne sont pas anticipés dans leur complexité et les plans semblent ignorer la forte part d'imprévisibilité qui découle de cette complexité. Cela se traduit par le décalage entre le discours sur une anticipation et une mitigation des impacts exemplaire par EPM, et le manque d'anticipation du conflit socio-environnemental qui émerge autour de Rios Vivos.

Le conflit va prendre des formes spécifiques du fait des conditions qu'offre le contexte de post-conflit et en raison de formes de mobilisation particulière des ressources et représentations du territoire par les populations mobilisées.

Si les conflits locaux ont pour objectif et de faire évoluer les rapports de force autour d'un projet entre des groupes d'intérêt aux représentations diverses, afin de faire évoluer ce projet, les stratégies de cadrage qui accompagnent ces conflits dans des contextes de non-recours aux armes font aussi évoluer les objectifs et les stratégies des groupes d'intérêts (Touraine, 1973, Tilly ; Tarrow, 2008, Subra, 2012). Le conflit socio-environnemental dans le Cauca, mobilisant à l'origine des orpailleurs cherchant à défendre leur accès au fleuve dans un contexte d'informalité et de vulnérabilité à la violence, va ainsi évoluer en une compétition de légitimité pour établir un modèle de développement local post-conflit adapté aux spécificités culturelles du territoire. Dans cette compétition, les opposants au projet vont s'approprier la notion de marge pour imposer une légitimité des intérêts locaux face à l'intérêt général du centre déterminé dans un système de gouvernance rendu dysfonctionnel par la domination d'intérêts extractifs.

2.1 Un contexte propice à l'organisation d'une opposition au barrage

En premier lieu, la confrontation des populations locales au double processus de projet de barrage et de processus de paix stimule une réaction collective de la population. Ce double processus s'inscrit dans une logique de promotion d'un développement minéro-énergétique inscrit dans la mondialisation et associé à la construction de la paix. En pratique, cette promotion se traduit par une impulsion à des grands projets hydroélectriques en différents points des Andes. Depuis 2010, huit barrages d'une capacité supérieure à 100MW sont entrés en opération en Colombie. Cinq d'entre eux sont répertoriés par l'observatoire des conflits environnementaux de l'Université Nationale de Colombie. Cela alimente la structuration d'une mobilisation anti-barrage qui gagne en influence en Colombie, représentée par des réseaux d'organisations régionales telles que Redlar (Red Latinoamericana contra las Represas), ou Censat Agua Viva, formant des alliances avec des

organisations paysannes et indigènes locales.

Dans ces conditions, le canyon du Cauca, qui devient le théâtre du plus grand projet du pays, se retrouve au centre de l'attention de ces réseaux. Pour les populations affectées par le projet de barrage, mais aussi affectées par le conflit armé qui donne des signes au moins momentanés d'affaiblissement, cela se traduit par des nouvelles perspectives de rapports de force avec le géant EPM, et va donner lieu à des formes d'organisation mobilisant des thématiques et des stratégies originales issues du territoire, et interconnectées à des répertoires d'actions de la société civile internationale. Ainsi, à des stratégies d'adaptation individuelles (sollicitude de compensation, déplacement, changement d'activité) anticipées par les promoteurs du projet, se substitue l'élaboration d'un mouvement structuré des habitants affectés par le projet, permettant de mettre en perspective ce conflit qui concerne un petit nombre de personnes dans des problématiques plus larges.

Les répertoires d'action vont s'apparenter à des marches, des manifestations, pétitions et actions en justice au niveau national et au niveau international (Audience devant la CIDH en 2014, réclamation auprès de la Banque Inter-américaine de Développement en 2018, requêtes de suspension de la licence environnementale auprès de l'Anla). Les spécificités locales vont se manifester par une valorisation de ressources du territoire longtemps invisibilisées pour proposer des modèles alternatifs de développement permettant aux opposants au projet de se démarquer des enjeux de conflit armé.

La première action notoire de Rios Vivos contre le barrage d'Ituango est la marche vers Medellín, amorcée le 17 mars 2013. L'objectif pour les habitants mobilisés contre le projet est de faire entendre leur voix à l'extérieur du canyon tout en échappant aux menaces dont ils font l'objet dans le canyon. Cette marche va bénéficier de l'appui d'étudiants et de la Croix Rouge. Les habitants mobilisés vont occuper l'Université de Antioquia à Medellín pendant huit mois. Cette démarche s'inspire notamment des mouvements occupy qui émergent dans les grandes villes du nord à cette période.

Le discours des opposants au projet s'articule dans un premier temps sur le bilan coût-bénéfice socio-environnemental du barrage. Malgré les difficultés auxquelles fait face le projet, le discours des constructeurs du barrage d'Ituango vante un développement local dont les effets sont visibles dès le début des travaux. Dans le contexte d'émergence du conflit socio-environnemental, EPM élargit et consolide ses plans de gestion des impacts qualifiés d'exceptionnels. Le discours des populations mobilisées contre le barrage sur les effets déjà visibles du projet est tout autre. Le développement local est exclusivement pensé en fonction des intérêts d'EPM, qui a exclu les

populations affectées par le projet des instances participatives. Les plans de compensation sont insuffisants ou inadaptés, et trop tardifs, d'autant plus qu'ils s'accompagnent d'une intensification de la répression.

L'opposition entre un discours vantant des plans de compensation exceptionnels portant déjà leurs fruits sur le territoire et un discours sur un projet ayant plongé le territoire dans un chaos inédit, n'est en fait pas tranché par une analyse des indicateurs socio-économiques du territoire. Si ces derniers ne présentent pas de tendance marquée, ils sont en plus incomplets et difficiles à mettre en perspective avec une situation antérieure faute de données. Ils sont élaborés par des acteurs qui sont partie prenante dans le conflit. Surtout, ils sont constitués à partir de valeurs attribuées aux ressources du territoire et de représentations qui sont contestées (Navarro Carrascal, 2009).

2.2 Constitution d'une unité territoriale à défendre

Face à cette impasse, la mobilisation anti-barrage va faire évoluer ses stratégies autour d'une définition alternative du territoire, de la valeur de ses ressources, et de l'intérêt général de la paix. Les stratégies de cadrage du discours des constructeurs sur le développement, l'environnement et la paix permettent de justifier la qualification d'intérêt général de l'hydroélectricité et d'imposer le projet dans le contexte de post-conflit. En face, les opposants locaux au barrage élaborent eux mêmes des stratégies de cadrage du discours pour atteindre des objectifs en termes de visibilité, de représentation et de rapports de force. Ils vont, comme EPM, mobiliser des définitions du territoire et des enjeux de sa marginalité, dont ils vont composer un tableau radicalement opposé.

Pour les opposants au barrage, les constructeurs parlent d'intérêt général pour désigner des apports en termes de développement sur le territoire qui sont en fait des compensations (insuffisantes) à des impacts provoqués dans des intérêts privés. Ces compensations sont en outre destinées à limiter l'influence du mouvement en générant de la fragmentation sociale et territoriale sous prétexte d'accompagnement ponctuel. Les apports directs du barrage, quant à eux, servent principalement ces mêmes intérêts privés.

Les systèmes de subsistance qui sont sacrifiés par ces intérêts privés, s'ils sont présentés comme des moyens d'adaptation à des contextes dysfonctionnels dans les EIA élaborées par EPM, sont issus selon les opposants au barrage de systèmes culturels et de valeurs structurés de longue date, et menacés à la fois par les acteurs armés et par des acteurs venus des centres cherchant à accaparer les ressources du territoire. Ces systèmes sont en outre caractérisés par leur faible impact environnemental et leur capacité à limiter l'exclusion et les inégalités sociales, là où le projet de barrage produit des impacts socio-environnementaux lourds.

Le territoire défini dans ce cadrage est celui d'une population répartie sur les versants du canyon et entretenant des relations sociales et économiques valorisant les complémentarités entre les différents étages. Ces relations sont structurées par le fleuve, le Cauca, auquel on attribue des valeurs économiques mais aussi culturelles et symboliques. La mobilisation contre le barrage va sélectionner dans cette définition un certain nombre d'éléments clé pour structurer la mobilisation à différentes échelles à s'inscrire dans des systèmes de représentations des territoires et de l'environnement pour mobiliser des réseaux d'alliés à différentes échelles.

Ainsi, de la même manière que le « territoire de projet » se définit pour faire converger des intérêts divers grâce à des frontières qui s'adaptent, les opposants au barrage mobilisent des enjeux et des représentations du territoire destinés à faire converger des intérêts opposés à EPM pour peser dans les rapports de force déséquilibrés qui les opposent aux centres. Ces stratégies sont perceptibles à travers les différentes campagnes menées par Rios Vivos contre EPM.

2.2.1 Reconnaissance du barequeo dans l'espace culturel du canyon

Dès le début chantier, l'action de Rios Vivos va se focaliser sur la défense du barequeo. Rios Vivos a constitué une demande de reconnaissance du « barequeo dans l'espace culturel du canyon du Cauca » comme patrimoine immatériel au ministère de la Culture, en vue d'obtenir une protection contre les impacts du barrage, mais aussi de la mine mécanisée. La demande est rejetée par le ministère de la culture en 2014, qui recommande seulement à EPM de se faire assister par l'institut pour le patrimoine et la culture de l'Antioquia pour préserver la culture barequera, ce à quoi EPM consent.

En premier lieu, Rios Vivos vise, à travers ce mécanisme, à obtenir une distinction entre mine mécanisée et baraqueo, là où les institutions se basent sur une distinction entre mine formelle et informelle. Progressivement, cette activité va devenir un marqueur pour toute la mobilisation, et un élément unificateur du territoire.

Cette forme de récolte d'or représente une base économique très faible, irrégulière, et c'est une activité donnant lieu à des conditions de vie précaires. Elle implique en outre un petit nombre d'habitants de la zone d'impact du projet, et n'est pas exclusive au canyon du Cauca. Toutefois, si le territoire est concerné par une variété de formes d'exploitation aurifère, le barequeo emploie les méthodes les moins nocives pour l'environnement, tout en étant le plus menacé par le projet. Les orpailleurs sont effectivement le principal groupe affecté par le barrage et le premier groupe mobilisé contre le projet. Par ailleurs, le baraqueo est très associé à des lieux et des éléments naturels du canyon, représentatifs de ses systèmes socio-culturels. Il s'agit notamment des plages du

Cauca et des ponts de Garrucha et de Pescadero, détruits dans le cadre du projet en 2018. Ces ponts constituaient des points centraux du territoire des barequeros, leur permettant notamment de transiter depuis les plages du canyon vers les points d'achat d'or de Toledo, Sabanalarga et Peque.

La valorisation du barequeo vise à opposer à la définition du fleuve exclusivement comme un ensemble de ressources exploitables pour le développement économique, modèle défendu par les constructeurs du barrage, celle d'un axe structurant des communautés au-delà de la zone d'influence du barrage indissociables de la survie des communautés qui l'habitent.

2.2.2 Ré-indigénisation dans l'aire culturelle Nutabé

Ces lieux, en particulier les localités d'Orobajo et de El Valle sont aussi associés à la culture indigène Nutabé. L'autre cheval de bataille de Rios Vivos contre EPM est la reconnaissance de l'héritage Nutabé du canyon du Cauca. Ce groupe indigène, considéré comme éteint, occupait le territoire entre le Cauca et le Magdalena au nord-est de l'Antioquia avec le peuple Tahamies dont il partageait la langue. Les deux groupes produisaient principalement de l'or et du coton, (<https://www.onic.org.co/pueblos/2218-nutabe>). Les Nutabés sont mentionnés dans les observations d'Elisée Reclus. Il les présente comme les premiers occupants du territoire entre les fleuves Cauca et Porce, tandis que les Tahamies étaient présents entre le Porce et le Magdalena. Ces groupes ethniques sont considérés comme éteints.

La reconnaissance d'une culture indigène dans le canyon du Cauca s'inscrit dans un processus de ré-indigénisation. Ce processus consiste en une réappropriation par les population de pratiques et de représentations indigènes suite à une acculturation, qui doit donner lieu à une auto-reconnaissance comme indigène. Un tel processus, s'il est reconnu comme représentatif et légitime sur le territoire pour le ministère de l'Intérieur, permettrait de protéger les populations contre l'expulsion de leurs territoires ou d'obtenir la garantie de réparations collectives en les plaçant sous le régime de l'article 63 de la constitution de 1991, sur les droits spécifiques des groupes ethniques.

Ce processus dans le canyon permettrait de mettre en exergue l'irrégularité du statut de Dupis dont bénéficie le projet d'Ituango. La Dupis est en effet inaplicable sur les territoires indigènes. Par ailleurs, cela contribue à articuler le mouvement à un réseau plus vaste d'organisations de société civile associées à des revendications indigènes, anti-coloniales. Enfin, cela vise à intégrer le territoire à un réseau de territoires d'enjeux comparables, comprenant notamment le territoire des Embera Katio autour de Urrà, et les indigènes du département du Cauca en amont du fleuve, donnant du poids à la remise en cause de l'intérêt général des grands barrages

Cette stratégie est justifiée par l'existence du Resguardo San Pedro de Sabanalarga, dissout en 1837

qui occupait 875km² sur des territoires correspondant aujourd'hui aux municipes de Sabanalarga, Peque et Ituango. Orobajo constituait alors le chef lieu de ce territoire. À proximité se trouvaient aussi le Resguardo San Antonio de Buriticá et Nuestra Señora de Sopetran.

D'après les anthropologues Jorge David Higueta et Neyla Castillo, l'isolement dont a fait l'objet le territoire au cours du 20^e siècle a permis la persistance des pratiques et de cultures indigènes, qui se retrouvent dans les pratiques actuelles de pêche à l'ataraya et du barequeo. L'usage des espèces locales associées au BST pour la médecine et l'extraction alluviale, les modes de construction, de transmission de la possession des terres, et une manière commune de se référer aux éléments de milieux (fleuve, plages, ruisseaux, forêts, montagne) constitueraient par ailleurs des marqueurs de l'héritage Nutabé. Les noms les plus répandus des habitants du canyon correspondent en outre aux patronymes coloniaux donnés aux indigènes Nutabé (David, Chanci, Cuerquia). Le lien avec le fleuve constitue l'élément englobant de cette identité.

En dépit de ces éléments, il existe toutefois très peu de traces matérielles clairement identifiables de la présence des Nutabé, ce qui compromet la reconnaissance d'un héritage indigène dans le canyon. Les Nutabé fabriquaient des poteries en terre, pratiquaient le tissage du coton travaillaient l'or (figurines d'hommes et animaux) mais la région a été pillée. En outre, la langue Nutabé a disparu. Si le barequeo persiste, cette pratique est identifiable sur l'ensemble des bassins versants du Cauca, du Magdalena et de l'Atrato (Espinosa : Duque, 1995).

La dissolution des resguardos dans un premier temps, puis les vagues de violence, et les métissages ont contribué à la disparition de la culture Nutabé, par la destruction du lien des habitants à leur territoire. La dissolution du resguardo de Sabanalarga a donné lieu à la répartition individuelle et titularisation des terres aux 950 habitants considérés comme vivant sur le territoire. Le passage de terres de génération en génération selon le droit coutumier collectif, sans processus de passation formelle, a conduit à la perte de ces titres (<https://www.onic.org.co/pueblos/2218-nutabe>). Par la suite, les vagues de déplacement de la Violencia ont dépeuplé Orobajo. Quelques centaines d'habitants reviennent dans la deuxième moitié du 20^e siècle malgré la poursuite de la violence qui culmine lors des incursions paramilitaires à la fin des années 1990 et le massacre d'Orobajo en 1998. La plupart des Nutabé du canyon, victimes de déplacement forcé, vivrait désormais dans la comuna 8 de Medellín où un cabildo a été constitué en 1993.

Les cabildos indigènes sont des entités auto-reconnues en assemblée générale, selon la loi 89 de 1890 pour représenter les indigènes sur un territoire. Toutefois, leur création ne suffit pas à l'octroi de droits spécifiques aux communautés indigènes, qui implique la validation du processus de ré-

indigénisation par le ministère de l'Intérieur. Après une première enquête menée entre 1998 et 2006 par l'organisme Socya, contracté par EPM, le ministère de l'Intérieur avait fourni le certificat d'absence de communautés indigènes à EPM requis pour débiter les travaux sans mettre en œuvre la consultation préalable collective prévue sur les territoires indigènes.

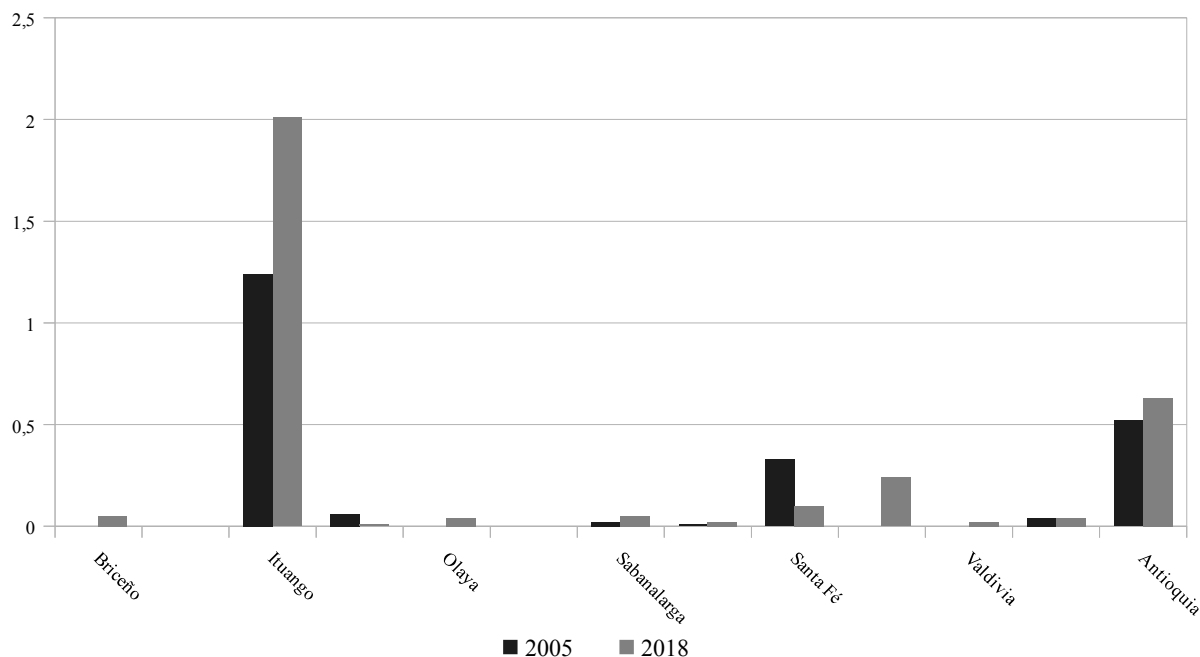
Le ministère considère que la pratique de cultures et de pêche de subsistance sur chaque parcelle ne présente pas de caractère collectif ou communautaire. La propriété a un caractère privé. Les relations familiales et de voisinage ne présentent pas de spécificités et il n'y a pas d'infrastructure ou de pratiques culturelles et sociales témoignant d'action pour la cohésion sociale et pour la sauvegarde d'une culture (lieux sacrés, cérémonies, mythologie ou système cosmogonique, lignées ancestrales).

Rios Vivos saisit une première fois le ministère de l'Intérieur en 2011, pour exiger une consultation préalable à Orobajo dans le cadre de la préparation à la submersion. Cette demande est dans un premier temps rejetée. Cela fait suite, d'après Elba Londoño Ciro (annexe), au refus des populations d'Orobajo de s'identifier comme indigène, préférant se référer à une identité de cañoneros, caractérisée principalement par un usage spécifique du fleuve, mais n'impliquant pas de dimension indigène. Elle admet par ailleurs que si le canyon présente de modes de peuplement et des pratiques héritées d'une présence indigène antérieure, c'est un phénomène commun à l'essentiel du département d'Antioquia et pour lequel le canyon ne présente pas de singularité.

La démarche de Rios Vivos rencontre de fait des obstacles internes. L'association du profil culturel du canyon à une identité indigène irrite une partie de la population qui ne veut pas se reconnaître comme indigène, ces derniers conservant des représentations très négatives et faisant l'objet de préjugés racistes dans les campagnes colombiennes. Les populations agricoles des hauts plateaux sont plus attachées à une représentation en lien avec la culture paisa du reste de l'Antioquia. Dans ces conditions, les restitutions, si elles sont "intégrales" ne prévoient pas de territoire collectif dans la zone d'impacts ponctuels. Deux familles doivent être relocalisées dans le Valle de Aburra, 29 à Ituango, deux à Peque, dix à Sabanalarga et une à Taraza.

Le processus de ré-indigénisation est toutefois perceptible sur le territoire, avec la constitution du cabildo de Orobajo en 2014. Un autre est en cours de constitution à El Valle à Toledo. Ces cabildos concernent des zones directement impactées par le projet. Pour EPM, le processus de ré-indigénisation serait uniquement en réaction à la présence du projet et sous l'influence d'ONG et de milieux académiques issus de Medellín pour tenter de tirer au maximum parti des compensations d'EPM.

Pourcentage de populations auto-identifiées comme indigène dans le canyon du Cauca



La stratégie de reconnaissance indigène du territoire s'avère payante dans une certaine mesure. Le ministère de l'Intérieur est saisi une deuxième fois en 2015 par EPM, sous la pression de la Defensoria del Pueblo qui reconnaît la légitimité du processus de ré-indigénisation, pour la localité d'Orobajo spécifiquement. La représentativité du cabildo Nutabé de Orobajo à Sabanalarga est reconnue par la résolution 0071 du ministère de l'Intérieur en mai 2017. 57 familles dans et autour de la localité d'Orobajo sont concernées, alors que les travaux sont pratiquement achevés, et que 35 familles ont déjà quitté le territoire. Le droit à la consultation préalable est accordé. EPM reçoit l'injonction de mettre en œuvre des mesures spécifiques pour la protection du lien culturel des communautés au fleuve. Le processus de consultation est effectivement enclenché le 11 mai 2018, soit quelques jours après la submersion anticipée du territoire après la défaillance du tunnel de déviation.

EPM et le cabildo d'Orobajo arrivent à un accord à l'issue de la consultation préalable en juin 2019, sur l'achat par EPM de 553 hectares titularisés au nom du cabildo à Ituango. Ce territoire bénéficie de 30 hectares de zones de caféiculture, équipées de dépulpeuses, des zones de pâturage, des espaces forestiers avec des ressources hydriques et des routes menant au centre urbain de Ituango. 25 projets (productifs, de gestion environnementale, de consolidation communautaire) sont aussi

programmés et doivent être mis en œuvre sur deux ans. Cela ne comprend toutefois pas de restitution intégrale (logement et services publics), les populations concernées en ayant, selon EPM, déjà bénéficié dans le cadre du Plan de gestion des impacts.

Ce revirement est tardif. Il est obtenu après que l'essentiel des destructions aient eu lieu. Les populations concernées ne peuvent en attendre que des mesures correctives, donc pas de remise en cause du modèle de développement basé sur la compensation. En outre, Rios Vivos rejette la résolution 0071 au motif que tout le canyon devrait être reconnu comme indigène. Toutefois, ce revirement souligne l'inconsistance du système ayant conduit à la certification de non-présence indigène, qui a conditionné l'obtention de la Dupis par le projet.

2.2.3 Unité du canyon face au conflit armé

Les groupes opposés au barrage se revendiquent comme des représentants de modèles paysans, orpailleurs, indigènes, en réponse à l'invisibilisation de représentations locales du territoire par les constructeurs. Au vu des maigres chances de remise en cause du modèle de développement du barrage d'Ituango, les stratégies pour faire reconnaître l'héritage Nutabé et le patrimoine culturel du barequeo par les opposants au projet sont avant tout symboliques. Ainsi, Rios Vivos met en œuvre des actions symboliques ancrées dans ces lieux en vue de les associer à de nouvelles représentations dans le but de structurer le territoire du conflit socio-environnemental.

Or, ces lieux symboliques, les ponts du Cauca ou Orobajo, sont aussi associés au conflit armé. Les berges du Cauca sont ensuite devenues le nouveau théâtre des violences dont sont victimes les populations cañoneras mobilisées contre le canyon, notamment dans le cadre d'affrontements avec l'Esmad. en septembre 2017. Cette utilisation des lieux du canyon permet aussi de construire une représentation des communautés locales, caractérisées par un fort ancrage à leur milieu via le barequeo et l'héritage Nutabé, confrontées à deux processus de déracinement interconnectés, la construction du barrage et conflit armé. Les habitants du canyon font face à des acteurs légaux (EPM), et illégaux (Farc, paramilitaires) qui tentent de s'approprier le territoire et ses ressources et menacent l'ancrage au territoire.

Les cadrages sur les modèles de développement basés sur une définition de l'intérêt général prenant mieux en compte l'environnement, les caractères multi-ethnique et multi-culturel de la nation colombienne, et la diversité des enjeux locaux mobilisent des enjeux de la Paix Territoriale. L'organisation Rios Vivos est surtout centrée sur la lutte contre le projet de barrage d'Ituango, mais elle est aussi composée de groupes menacés par le projet de barrage d'Espirito Santo, des micro-centrales, des lignes de transmission et le projet géant de mine à ciel ouvert de Buriticá Continental

Gold. La plupart sont aussi victimes du conflit armé. Ainsi, avec Rios Vivos émerge tout un tissu d'organisations sociales sur un territoire où la société civile avait été réduite à néant par le conflit armé. Le pont Pescadero va ainsi devenir, juste avant sa destruction, un lieu symbolique de la mémoire du conflit armé. Le remplissage du réservoir va de cette manière se convertir en processus d'engloutissement de la mémoire du canyon.

3 Des conflits qui marginalisent le territoire ou l'articulent à des enjeux mondialisés ?

Les relations complexes que la marge du nord de l'Antioquia entretient avec des centres à différentes échelles alimente les conflits sur le territoire local. À première vue, ces conflits renforcent la marginalisation de certains espaces du territoire, sur les limites des zones d'intervention des différentes entités, où se rencontrent des stratégies divergentes, à l'origine de conflits. Or, au-delà de la remise en question de la légitimité de l'intervention d'EPM sur le territoire pour construire la paix, le conflit socio-environnemental porté par les opposants au barrage présente des externalités positives pour le territoire.

Ainsi, la définition de marge donnée par les constructeurs du barrage au territoire influence l'organisation et le développement des conflits sociaux. Si elle constitue un moyen d'imposition de légitimité d'un modèle de développement discutable, elle favorise aussi une réappropriation et une reconstruction des représentations d'un territoire au sein de conflits locaux qui permettent un ré-ancrage des populations au territoire, là où le conflit armé avait profondément dégradé cet ancrage et généré la marginalisation du territoire.

En défendant un mode de vie et un rapport spécifique à l'environnement et aux ressources, et en mettant en œuvre des répertoires d'action spécifiques ancrés dans le territoire, les opposants au projet contribuent à redéfinir le territoire et ses ressources en fonction de systèmes de valeurs élaborés à l'échelle locale. Cela est permis par la mise à profit des caractéristiques physiques, sociales et culturelles du canyon et l'octroi de valeurs symboliques à différents éléments géographiques pour structurer le mouvement et pallier à la fragmentation et à la distension de la société civile locale.

Les lieux symboles mis en exergue par le mouvement sont les mêmes que ceux choisis par EPM dans les plans de compensation comme vitrine de leurs stratégies de développement local. Il s'agit de Barbacoas et Orobajo. Bien que la participation de la population de ces localités au conflit socio-environnemental soit secondaire, non seulement une partie de la population a quitté le territoire

pendant le conflit armé, mais une autre a accepté les mesures de compensation du plan d'impacts ponctuels, elles polarisent le conflit. Il s'agit de territoires emblématiques de la culture cañonera, abritant le patrimoine culturel barequero, mais aussi des lieux auxquels est attribué un héritage indigène spécifique au canyon, celui des Nutabé. Ces localités constituent les principales zones d'impact du barrage et ont été mobilisées par EPM pour leur caractère extrême en termes d'enclavement, de pauvreté, de vulnérabilité au conflit armé. Ils sont mobilisés dans les stratégies de Rios Vivos en réaction en tant qu'épicentres économiques et culturels du canyon et point de convergence des attaques menées par les groupes armés d'une part, par EPM d'autre part, pour accaparer les ressources du canyon.

À cette instrumentalisation de lieux du canyon par les constructeurs, le mouvement oppose une autre territorialité non-inscrite dans les limites municipales et veredales formelles, et qui subit de plein fouet les impacts du barrage. Cette articulation de ces deux lieux comme centre névralgique du conflit socio-environnemental leur donne une dimension centrale au sein de la marge.

D'un ensemble de municipes juxtaposés en situation de grande vulnérabilité, les populations organisées contre le barrage redéfinissent le canyon du Cauca comme un territoire homogène en termes culturels (identité andine, pratiques locales menacées) et en termes d'enjeux (territoire confronté au barrage, territoire du conflit armé). Le territoire devient un espace d'affirmation de spécificités locales en confrontation avec un centre qui ne veut, ou ne peut proposer des aménagements adaptés aux enjeux locaux (Maya Taborda, 2018). La mobilisation des populations locales pour résister ou s'adapter devient ainsi facteur d'ancrage de ces communautés au territoire à travers des processus identitaires et de valorisation des ressources (Guérin-Pace ; Guermond, 2006 ; Amilhat Szary, 2011)).

Ils permettent aussi d'associer le canyon à d'autres lieux de résistance, d'obtenir des soutiens hors du territoire, et d'organiser une intégration de la marge et de ses populations dans des réseaux alternatifs de groupes d'intérêts malgré un contexte sécuritaire critique.

La résistance au projet de barrage bénéficie de l'appui de réseaux d'ONG spécialisées dans la défense de l'environnement, des patrimoines culturels locaux ou encore des identités indigènes. Les opposants au projet s'organisent en réseaux avec d'autres zones en développement, d'autres périphéries confrontées à des problématiques comparables, au sein de l'Antioquia, du pays, et à l'échelle internationale, avec des pratiques locales de résistance. On assiste à la structuration d'une société civile locale et de ses propres réseaux mondialisés (surtout échange de pratiques, d'expérience, avec l'appui de réseaux de chercheurs) mettant en relation le canyon du Cauca avec

d'autres lieux que ceux définis dans le cadre du projet. Ainsi, l'influence à plus grande échelle d'une société civile pour la défense du territoire constitue une forme de « démarginalisation » alternative du territoire à celle proposée par les acteurs du barrage d'Ituango. Si le conflit armé marginalise les territoires, d'autres types de conflit mondialisés engendrent une mise en relation des territoires marginalisés. Les conflits locaux deviennent alors des leviers pour des formes d'intégration spécifique du territoire aux processus de développement (Hoffman, 2014). Ils redéfinissent les rapports centre-périphérie à mesure que la marge, à priori élément de dysfonctionnement, prend conscience de sa dimension stratégique pour les centres et s'organise pour en tirer parti. Les stratégies mises en œuvre par les opposants au barrage leur permettent ainsi d'établir une relation « positive » entre marginalité, présence initiale des acteurs armés et capacité d'organisation d'une mobilisation socio-environnementale perçue comme légitime qu'EPM peine à anticiper.

Ces processus font de la marge un espace d'innovation, qualificatif à priori plutôt associé aux centres, en matière de gouvernance locale. De la représentation de territoires isolés en situation de survie, ils apparaissent comme territoire de conflit créateur porteurs d'une variété d'enjeux, d'intérêts et de réseaux multiscalaires qui ne découlent pas exclusivement des antimondes, et qui permettent d'élaborer des modèles de développement et de régulation de conflit alternatifs qui peuvent avoir une valeur d'expérimentation en lien avec la construction de la paix. Finalement, si le projet de barrage semble loin de représenter, par l'action seule des centres, un modèle de gestion non violente des conflits liés au contrôle territorial, ils stimulent des stratégies de recadrages locaux des enjeux du conflit qui peuvent à terme apparaître comme des instruments de régulation non violente des rapports de force entre centre et périphérie.

Conclusion

Limites des stratégies de cadrage du développement par projet

Nous cherchions à comprendre à travers cette recherche dans quelle mesure les grands projets permettent de faire évoluer les conflits armés en vue de leur résolution. Nous nous sommes pour cela appuyés sur le concept de marge et sur les cadrages qu'il permet au niveau local pour construire les légitimités de différents acteurs du conflit issus de différentes échelles. Nous sommes pour cela partis d'un territoire où conflits locaux et armés sont particulièrement imbriqués, le canyon du Cauca, où se construit le barrage d'Ituango. Cela nous a permis de souligner les limites des stratégies de cadrage pour concilier des intérêts privés et généraux sur le territoire en vue du développement post-conflit. Toutefois, les réactions de « contre-cadrage » qu'elles provoquent peuvent se transformer en arènes de participation d'acteurs longtemps invisibilisés à des processus de redéfinition des enjeux de la paix et du développement, qui peuvent à terme ouvrir la voie à des moyens originaux de régulation non-violente des conflits.

Ainsi, à l'image de l'ensemble des grands projets hydroélectriques dans les pays en développement, le barrage d'Ituango vise une variété d'objectifs contenus dans la notion de « développement ». On parle de projet de développement. En premier lieu, il s'agit d'accaparer et de valoriser des ressources, pour le développement économique de ceux qui les approprient. Ici, ces ressources correspondent au débit du fleuve Cauca dans le canyon.

Or, le barrage d'Ituango est construit simultanément au processus de paix dans un territoire qualifié de prioritaire pour la sortie de conflit. Le barrage se pare alors progressivement d'un discours sur son rôle pour catalyser l'émergence d'un modèle de développement local post-conflit autour des grands projets. Ce développement doit se traduire par une réintégration d'un territoire marginalisé à des réseaux de dynamisme nationaux et internationaux. Ce discours s'apparente à un processus de cadrage visant à concilier des intérêts à priori incompatibles sur un territoire défini en fonction d'objectifs et d'enjeux convergents, afin de mettre en commun les moyens financiers, techniques et institutionnels d'acteurs complémentaires dans le projet.

Dans le cas du canyon du Cauca, territoire cible de la locomotive minéro-énergétique et du processus de paix, le développement local post-conflit doit permettre de faire cohabiter un modèle paysan permettant la reproduction sociale et la conservation environnementale des campagnes colombiennes, et une économie extractive et agro-industrielle tournée vers les exportations et le libre-échange. L'enjeu est de s'appuyer sur des financements privés pour le développement économique tout en empêchant la domination des acteurs du secteur extractif, qui représentent des

intérêts financiers majeurs, sur les intérêts paysans et environnementaux, afin de garantir la viabilité de la paix, dans un contexte de grande faiblesse institutionnel.

Pour dépasser les contradictions entre ces modèles de production, mais aussi entre planification du développement dans les marges et retrait de L'État et entre intérêt général et local, des méthodes de gouvernance innovantes offertes par la décentralisation et la libéralisation et dont le contexte spécifique de post-conflit favoriserait la mise en œuvre sont mobilisées.

Pour le projet d'Ituango, ces méthodes sont mises en œuvre de manière expérimentale dans le cadre d'un projet de développement en partenariat public-privé connectant le canyon à différents réseaux de territoires qui se superposent, et dont le barrage doit devenir un pôle structurant.

Ce projet fournit à chaque acteur une raison de s'investir dans le partenariat. D'une part, le processus de paix fournit un cadre réglementaire et une légitimité nouvelle aux entreprises pour exploiter les ressources sur des territoires instables. D'autre part, les moyens et les capacités de gestion du secteur privé sont mis à profit par les administrations publiques pour la construction du post-conflit. Enfin, les organismes de régulation socio-environnementale jouent un rôle de vigilance en étant associés aux systèmes de compensation des impacts du projet, et permettent aux autres acteurs de s'inscrire dans des principes de RSE et de bonnes pratiques. La structure du projet permet de définir les moyens d'articulation et d'équilibrage des rapports de force entre des entités de différentes natures, l'État, les institutions décentralisées, les entreprises, mais aussi d'autres acteurs, attachés à la construction de la paix, la défense de l'environnement, la protection des modèles paysans.

La marge territoriale : outil de structuration du conflit socio-environnemental

La marginalité du territoire du canyon du Cauca constitue un défi de cette approche expérimentale d'une gouvernance locale post-conflit. En pratique, l'efficacité de ce modèle présente une très grande part d'incertitude sur sa capacité à stimuler un développement local apaisé dans les marges du conflit armé. Cependant, la possibilité de valoriser les ressources et de reprendre le contrôle du territoire à des groupes dissidents susceptibles de compromettre le post-conflit justifient cette incertitude, dans la mesure où les conflits qui risquent d'émerger en cas d'échec ont à priori peu de chance de compromettre la construction du barrage.

Dans les années qui suivent la conclusion des accords de paix et le remplissage du barrage d'Ituango, l'analyse des succès et des échecs de ces stratégies de développement local post-conflit représente un défi en raison de la superposition de boucles de rétroaction entre enjeux de conflits et

de développement internes, locaux et externes, qui se rencontrent dans ce lieu et à ce moment charnière.

L'évolution du post-conflit est incertaine à l'échelle nationale. En parallèle, le déroulement du chantier de barrage est fortement perturbé par les effets à long termes de la crue du printemps 2018. Dans ces conditions, il est illusoire d'en tirer des perspectives à moyen ou à long terme pour le canyon du Cauca. Par contre la relation positive entre les deux processus au niveau local peut être discutée.

En 2019, les objectifs d'apaisement au niveau local et ceux de développement socio-économique associés au barrage et au processus de paix sont partiellement atteints. Les indicateurs pour l'un comme pour l'autre se sont améliorés depuis la décennie précédente. Jusqu'en 2016, ils suivent les tendances à l'échelle nationale. La stratégie de concentrer les moyens dans les trappes de pauvreté pour éviter qu'elles restent en marge des dynamiques de post-conflit semble porter ses fruits dans le canyon. Mais cette évolution est commune aux autres territoires de l'Antioquia désignés comme prioritaires pour le post-conflit. La discontinuité ne se creuse pas, mais l'objectif de « rattrapage » qui transparait dans le discours des constructeurs du barrage, et surtout celui de favoriser l'émergence d'une économie paysanne dynamique ne sont pas atteints.

Les effets positifs de la rencontre entre les deux processus au moment du chantier ne semblent pas décisifs. En outre, les progrès ne sont pas consolidés et la situation sécuritaire se dégrade dès 2017 plus rapidement dans le canyon qu'aux échelles du pays et du département. Cela s'explique par les dysfonctionnements en cascade qui résultent de la nouvelle expansion territoriale de groupes armés dissidents. Or, le projet de barrage n'empêche pas un retour de la violence exacerbée au niveau local dans le contexte de dégradation au niveau national. Par ailleurs, les défaillances du barrage mettent à l'arrêt bon nombre de programmes pour la construction locale de la paix dans le canyon. Cela montre que les deux processus sont interdépendants : les dysfonctionnements de l'un compromettent les objectifs de l'autre.

Dans ce contexte, les interactions entre les deux processus génèrent de nouvelles formes de conflits caractéristiques du développement hydroélectrique, mais où les spécificités des territoires ruraux colombiens donnent une dimension particulière du fait de la capacité des acteurs armés à produire des discontinuités territoriales et de la fragmentation dans les campagnes. Ces territoires dans le contexte de post-conflit, attirent de nouveaux acteurs formels et informels décidés à exploiter ces potentiels en réserve. L'arrivée de ces acteurs produit une double vulnérabilité pour les populations

paysannes présentes sur ces territoires : vulnérabilité à la violence des acteurs aux marges de la loi, et vulnérabilité à l'exclusion des nouveaux processus de développement.

La dimension socio-environnementale que le développement de grands barrages donne aux multiples conflits sur le territoire donne toutefois lieu à l'organisation de mouvements structurés et influents en dépit du contexte de conflit armé. Les opposants au barrage qui qualifient le projet d'entreprise extractive visant à spolier les terres des paysans selon les mêmes logiques que les acteurs du conflit armé colombien, associent aussi la paix territoriale, dont les principes servent de justification au projet, à une paix « néolibérale », porteuse d'un modèle de développement injuste, inéquitable et destructeur des spécificités culturelles et environnementales locales.

Ce conflit socio-environnemental, qui oppose deux visions radicalement opposées du territoire, de ses vocations et de ses évolutions, n'aura probablement pas d'impact décisif sur la réalisation ni même l'ajustement du projet. Par contre, il met en évidence les limites du modèle de gouvernance par projet pour concilier des objectifs divergents en adaptant les limites du territoire en fonction d'enjeux communs (désenclavement, reconstitution de l'informalité, protection des services écosystémiques). Si ces objectifs sont mis en compatibilité dans une définition adaptée des enjeux de développement, et que des mesures ponctuelles sont prises pour réguler les dysfonctionnements au cas par cas, cela ne suffit pas à anticiper et à réguler tous les conflits susceptibles d'émerger de cette rencontre.

Dans le cas spécifique du barrage d'Ituango, l'association de l'intégration des marges dans un modèle de développement mondialisé pour la paix à la notion d'intérêt général, si elle permet d'équilibrer les rapports de force entre tous les groupes d'intérêt sollicités pour l'élaboration et la validation du projet, ne suffit pas à conserver cet équilibre lors de sa réalisation face aux incertitudes du terrain.

En réponse, les mobilisations sociales et les formes de conflictualités qui se développent en Colombie sur les territoires où se construisent des grands barrages orientent leur action sur la recherche de solutions pour la construction de la paix au niveau local, et la défense des territoires contre les impacts des entreprises extractives. Ces deux axes sont liés dans la perspective où la construction de la paix au niveau locale passe par des politiques sociales pour réduire les inégalités, et que le modèle extractif a au contraire tendance à intensifier les inégalités. Les communautés paysannes et indigènes sont globalement impactées négativement par les activités extractives. Ces activités créent en outre des terrains favorables à l'enracinement des groupes armés.

Du fait de ces orientations, le conflit socio-environnemental, qui bénéficie en outre du climat national d'apaisement, devient vecteur de gestion pacifique des conflits pour une recherche de solution intégral aux violences directes et structurelles. En particulier, il permet de déplacer certains discours, notamment lié aux paysanneries, jusqu'alors stigmatisées parce que l'apanage des groupes armés, dans la sphère civile

L'émergence de ce conflit socio-environnementale remet aussi en question la notion de marge passive et dépourvue de dynamiques propres. L'opposition au projet vise à défendre ces dynamiques internes qui, contrairement à la définition élaborée par les centres qui interviennent sur le territoire pour son intégration, ne relèvent pas exclusivement de dysfonctionnements à corriger ou de retard à rattraper, mais de ressources et de représentations que les acteurs locaux souhaitent valoriser et préserver. Les opposants dénoncent ainsi le caractère normatif de la distinction faite par les constructeurs entre centre et marge, entre conflit armés et conflit socio-environnemental, ainsi qu'entre monde et antimonde, qui permet d'élaborer des politiques d'aménagement du territoire destinées à restructurer des systèmes territoriaux et d'en hiérarchiser les priorités en fonction d'intérêts mondialisés.

Cette opposition de représentations alimente du côté des opposants au barrage des formes originales de mobilisation en miroir des stratégies de cadrage des constructeurs. Ainsi, s'ils rejettent la qualification de marge dysfonctionnelle, les opposants au projet reprennent, comme les constructeurs, les notions de discontinuité, de séparation qu'ils articulent dans un discours sur les atouts que confèrent ces caractéristiques pour l'élaboration d'un modèle expérimentale alternatif de développement local.

Or, le conflit socio-environnemental émerge malgré tout d'un affaiblissement au moins temporaire de la violence. Avec ces stratégies de cadrage, il se traduit par la production de modèles de développement local mais aussi de nouvelles modalités de confrontation non violente issues du répertoire des conflits locaux, qui permettent d'élaborer des stratégies alternatives de résolution du conflit armé dans des territoires durablement marqués par la violence. Les conflits socio-environnementaux représentent à ce titre des apports pour la définition de systèmes de régulation des conflits dans les territoires instables, et témoignent de potentielles externalités positives du glissement entre conflit armé et conflit local dans le contexte du développement hydroélectrique.

Toutefois, cela implique de reconnaître la dimension créatrice ou constructive de conflits qui demeurent perçus comme conjoncturels, parasites, périphériques. Pour Subra (2012), le déroulement des conflits locaux en particulier, spécifiques à chaque cas, chaque projet, donne lieu à

des stratégies d'acteurs destinés implicitement à modifier et à influencer la réalisation d'un projet en fonction d'une diversité d'intérêts organisés par des rapports de force. Ces conflits modifient la réalisation et donc le chemin entre le projet initial et l'aménagement final. Il peut en émerger des stratégies innovantes de définitions des enjeux d'aménagement et de développement du territoire dans la mondialisation.

Pour autant, en dépit du gain de visibilité des mouvements locaux anti-barrages, une réelle ouverture d'un dialogue participatif sur ces définitions reste relégué à la marge des stratégies pour élaborer un modèle de développement post-conflit viable en Colombie. Cela témoigne de l'incapacité des acteurs engagés dans les processus de sortie de conflit d'y intégrer les problématiques des marges territoriales autrement que par des stratégies d'accaparement de leurs ressources.

Un territoire de mobilisations aussi porteur de représentations contradictoires

Ces processus constituent un élément de compréhension des blocages qui persistent pour la résolution de conflits dans le contexte de fragmentation territoriale colombien, malgré des expérimentations prometteuses. Or, si les conflits socio-environnementaux ont été multiples en Colombie, en particulier avec l'expansion des secteurs agro-industriels et minéro-énergétiques dans les territoires paysans, le conflit qui émerge dans le canyon du Cauca se démarque dans le contexte fragile du post-conflit, mais aussi dans le contexte post-CMB (Commission Mondiale des barrages). Par les problématiques qu'il mobilise, et les stratégies de cadrage élaborées dans des systèmes d'alliances multiscalaires, les opposants redéfinissent eux aussi le territoire pour y faire converger des intérêts d'acteurs, autour de la défense de l'environnement, de particularismes culturels mais aussi d'enjeux de gouvernance décentralisés dans un contexte mondialisé.

On peut s'attendre comme dans le cadre du projet à ce que des incompatibilités émergent dans la structuration de ce mouvement, qui articule des représentations indigènes, paysannes et environnementales pas toujours compatibles entre elles. Ces mouvements peuvent contenir des intérêts et des objectifs contradictoires qui se révèlent via de nouvelles formes de conflictualités sur les territoires, notamment en portant des revendications « standardisées » inadaptés aux contextes locaux.

Ainsi, si des mouvements comme le Narmada Bachao Andolan contre les projets sur la Narmada en Inde, ou les mouvements des indiens Xingu contre Belo Monte au Brésil constituent des références du mouvement anti-barrage et de ses manifestations locales, ils représentent des intérêts et des objectifs très différents. Le mouvement de la Narmada est porté par des paysans réclamant de bénéficier des

programmes d'irrigation associés aux barrages. Celui de Belo Monte est porté par des groupes indigènes cherchant à protéger leur territoire ancestral.

Des mouvements locaux anti-barrage, concernant des projets moins ambitieux ou plus confidentiels se déploient aussi dans le monde, y compris dans les pays développés où les projets sont désormais d'ampleur plus restreintes mais avec des impacts socio-environnementaux aussi. C'est notamment le cas des mobilisations contre le barrage de Sivens en France. De Sivens à Belo Monte, ces mobilisations concernaient des projets très différents avec des impacts aussi très variés sur des populations ne présentant pas des enjeux comparables. Toutefois, elles tendent à déployer des répertoires d'action et des argumentaires similaires, comme la défense de la nature, du local. La mort du jeune militant écologiste Remi Fraisse en 2014 lors d'une manifestation contre le barrage de Sivens a été dénoncée sur le blog du mouvement Rios Vivos comme une occurrence de la persécution systématique dont font l'objet les militants anti-barrage dans le monde.

Ces convergences inattendues s'expliquent notamment par le cadre qu'offre l'émergence d'un mouvement global anti-barrage. Or, si elles permettent de mettre en visibilité un phénomène qui semble effectivement se reproduire indépendamment de l'ampleur des projets et des conditions sécuritaires des territoires, celui de conflit socio-environnementaux radicaux, ces processus traduisent une évolution des enjeux des mobilisations, donc aussi de leurs objectifs et des perspectives qu'elles représentent pour les populations locales, à travers des processus de cadrage.

On se retrouve dans des situations d'opposition aux grands projets réunissant des groupes locaux d'orpailleurs ou de pêcheurs avec des organisations indigènes et des ONG internationales se faisant porte voix des premiers. Tous ces groupes portent en apparence des revendications et des objectifs communs. En pratique, cela implique des ajustements et l'élaboration d'un discours englobant des points de vue construits sur des enjeux et des représentations très diverses, et éventuellement contradictoires (Mancebo, 2007). Les mouvements localisés autour d'un territoire restreint, d'une rivière, parfois confrontés à des problématiques très spécifiques coordonnent leurs revendications et leurs stratégies sous forme de réseau de populations affectées avec l'appui de chercheurs et d'ONG mondialisées.

Ainsi, l'ONG International River Network, qui estime que les grands barrages représentent des impacts négatifs affectant 10 % de l'humanité, s'oppose au modèle de développement non durable, inéquitable, excluant, générant du déplacement forcé, et une pression toujours croissante sur les écosystèmes auquel sont associés les grands barrages.

Un fil conducteur du discours du mouvement anti-barrage, et plus globalement environnementaliste

porté par les ONG internationales est le rejet d'un système d'accaparement intensif des ressources, ici hydroélectrique, au détriment du local. Or, si les barrages permettent une extraction des ressources au profit de la mondialisation et du libre échange, cette critique englobe un rejet de l'État aménageur, dont les projets, planifiés « par le haut » au nom d'une idéologie qui cherche à s'imposer sur les territoires, sont entachés d'une injustice intrinsèque vis-à-vis des plus pauvres et vulnérables.

Ce discours promeut des alternatives viables pour la production d'énergie et la gestion des crues, via des infrastructures plus modestes, de préférence avec une gouvernance participative et décentralisée qui garantit en théorie les politiques les mieux adaptées aux échelles concernées. L'échelle locale produirait en outre un sentiment d'appartenance, d'identification et donnerait lieu à une meilleure gestion des ressources et des enjeux par la proximité. Elle constituerait en cela un niveau de décision légitime.

Ces logiques ascendantes rencontrent un succès aux niveaux des sociétés civiles environnementalistes qui les revendiquent, y compris au niveau local, dans une forme de réaction « identitaire » à la mondialisation. Cela contribue à la structuration de revendications recouvrant la défense de pratiques de démocratie locale, de solidarité de proximité, de développement local (Bouquet, Nivolle, 2007).

Or, ces principes s'inscrivent dans la lignée du discours sur le développement durable, la gouvernance locale et la décentralisation qui s'accorde avec celui des institutions internationales, de tradition libérale. Ce discours prétend en fait combattre un modèle développementiste, libre-échangiste caractéristique des démocraties libérales, avec des outils propres à la démocratie libérale définis dans les notions de gouvernance locale, bonne gouvernance, etc.

Cette approche sur la gouvernance tend à dépolitiser les revendications d'une reconnaissance culturelle de la diversité, de démocratisation de décolonisation, s'inscrivant dans un héritage d'inspiration socialiste, tiermondiste. Dans ces systèmes, des ONG internationales se retrouvent en outre en première ligne pour négocier les compensations des « populations locales » avec les états, les entreprises... Or, ces ONG tendent aussi à dépolitiser la question de la gestion des impacts environnementaux des projets au nom d'une approche conservationniste de l'environnement qui serait universelle. Une telle approche englobe ainsi des incompatibilités avec les luttes pour la terre et la réforme agraire, la répartition de l'eau et des ressources de subsistance, associées aux mouvements paysans.

Ces difficultés révèlent les contradictions que comportent ces cadrages entre des échelles des

territoires, des enjeux de développement très différents. Un temps occultées par les discours, elles refont surface lors de la mise en pratique des politiques de développement qu'elles influencent.

Les mobilisations indigènes : facteur de re-politisation des mouvements anti-barrage ?

Par ailleurs, la mobilisation internationale contre les grands barrages va de pair avec l'émergence d'organisations indigènes d'influence mondiale. Le mouvement international « pan-indien » voit le jour à partir des années 1980 (Duterme, 2008). Il comprend à l'origine des organisations états-uniennes et canadiennes et s'appuie sur des élites urbaines qui participent à l'élaboration des revendications. Le mouvement obtient une reconnaissance internationale dans les années 1990 avec une visibilité à l'ONU (Duterme, 2008).

En Amérique Latine mais aussi dans l'ensemble des pays en développement comportant des groupes indigènes, cette émergence s'opère dans un contexte de réaction aux échecs manifestes du consensus de Washington à améliorer la situation socio-environnementale, démocratique et économique. Or, les indigènes constituent les populations les plus pauvres et les plus fragiles de la région. Cela alimente les mécontentements alors qu'en parallèle, la mondialisation, par la modernisation des campagnes et des systèmes de communications va donner de la visibilité aux groupes les plus impactés par ces phénomènes. Au sein du mouvement indigène, on assiste ainsi à la construction d'une représentation mobilisant des symboles liées aux cultures traditionnelles, associés à une hyper-connexion aux moyens de communication et d'information modernes.

Un autre phénomène associé à la mondialisation qui va contribuer à mettre les indigènes sur le devant de la scène des mobilisations socio-environnementales est l'intensification de la pénétration des multinationales sur les territoires, et notamment les plus reculés, les plus inaccessibles, qui servent souvent de refuges aux indigènes. Ils sont ainsi massivement affectés par l'extractivisme, qui cause le déplacement et l'acculturation. C'est dans un contexte de re-primarisation de l'économie qu'émergent les mouvements indigènes en Colombie (Tobar Tovar, 2014).

Du fait de cette émergence concomitante avec un mouvement global anti-barrage, on va assister à une articulation entre les deux ensembles avec des stratégies de cadrage permettant de servir des intérêts communs, là encore quitte à englober un certain nombre d'incompatibilités.

Dans les stratégies des ONG internationales apparaît l'idée sous-jacente que l'ancrage au territoire est un facteur de légitimité de la « lutte pour l'environnement ». La valorisation par ces organisations des groupes d'intérêts indigènes qui participent à ces alliances témoignent de l'importance d'une représentation de lien privilégié et spécifique au territoire et à l'environnement.

Aux échelles internationales, la « défense des cultures locales » est un enjeu qui gagne en

importance dans les sociétés occidentales à travers la médiatisation de grande cause indigènes (les indigènes du Xingu face au barrage de Belo Monte en Amazonie brésilienne, les tibétains, les culture amérindiennes au Canada et en Amérique du nord), dans le cadre d'une opposition à un modèle homogène de mondialisation « développementiste » et une exploitation intensive néfaste des écosystèmes au nom d'une prise de contrôle sur les ressources en vue de réaliser toujours plus de profit.

Cette émergence est nourrie de représentations du mouvement indigène qui deviennent des figures symboliques des mouvements. Ils sont aussi représentants de la démocratie locale, participative, par leur ancrage au territoire. En outre, l'organisation sociale indigène a une représentation pacifique : Les indigènes ont donné des exemples de résistance pacifique aux conflits armés, avec un accent sur l'action collective, communautaire opposée aux stratégies individuelles d'adaptation. Ces représentations mobilisatrices qui associent les indigènes à des protecteurs de la nature par excellence contre le « meurtre des rivières », restent toutefois influencées par des vestiges rousseauistes de la nature et des populations tribales. Or, ces représentations sont souvent détachées des moteurs à l'origine des mouvements indigène dans différentes parties du monde.

Elles sont toutefois mises à profit pour la « mondialisation » des mobilisations indigènes, qui donne lieu à un cadrage spécifique des revendications dépassant les demandes traditionnelles pour le droit à la terre et à l'amélioration des conditions de vie en intégrant un discours sur l'autodétermination, la multiculturalité. Ces revendications se traduisent comme la reconnaissance de leur identité et mode de vie et la possibilité d'orienter leur développement et de gouverner leurs territoires, au motif qu'ils disposent de systèmes incompatibles avec ceux des gouvernements nationaux. Ces thématiques constituent des réappropriations des principes de gouvernance locale qui permettent aux mouvements indigènes de s'inscrire dans des réseaux multiscalaires influent qu'ils tendent à re-politiser.

En Colombie, les organisations indigènes jouent un rôle particulier dans la structuration de réseaux de mobilisation multiscalaires intégrant aussi des organisations paysannes, de mineurs, ou syndicales issues des campagnes colombiennes. Le mouvement indigène en Amérique Latine constitue depuis les années 1990 un relais aux mobilisations paysannes qui souffrent de leur fragmentation, de leur fragilité socio-économique, et aussi d'un isolement lié à des représentations négatives. Si les indigènes appartiennent aussi à des milieux en général très pauvres et qu'ils sont, à l'échelle locale, engagés dans des activités paysannes et d'extraction de produits forestiers et doivent également défendre leurs ressources de subsistance, ils disposent de représentations différentes à l'échelle internationale. Ces représentations, plus « consensuelles » que celles

associées par exemples aux mineurs artisanaux, aux cultivateurs de coca ou aux mouvements paysans dont les organisations indigènes se démarquent par leur absence de discours révolutionnaire tout en recouvrant certaines de leurs caractéristiques, en font des vecteurs de coordination de la société civile anti-barrage locale et globale. Au niveau des organisations locales, le discours indigène est utilisé comme vecteur connectant les communautés à leur milieu pour influencer les organisations purement conservationnistes qui ont une image négative des paysans. Ces mobilisations servent en fait de courroie de transmission entre différents discours pas forcément cohérents de prime abord.

La caisse de résonance offerte aux revendications locales latino-américaines par le mouvement indigène se traduit par une adaptation et une réinvention de l'indianité aux niveaux locaux influencées par des représentations globales. En Colombie où la présence de culture indigène est nettement moins visible et revendiquée par les populations que les Maya au Mexique par exemple, les mouvements anti-barrage, notamment sous l'égide de Rios Vivos se caractérisent par l'utilisation de marqueurs de leur dimension indigène. Les *bocachicos* ont une valeur symbolique forte dans la culture Embera. Ils sont peu à peu devenus emblématique de la contestation contre Urrá I et plus généralement des mouvements pour la défense des fleuves en Colombie.

Si les grands barrages sont initialement qualifiés d'instruments d'exclusion au profit d'autres modèles d'usage des terres favorisant la concentration, tels que l'industrie extractive et l'agro-industrie, ces enjeux évoluent pour mobiliser la notion de territoire, avec ses ressources, ses cultures, ses écosystèmes, à défendre. On parle d'éco-territorialité, d'écologie des pauvres face à l'extractivisme, qui se différencie des mouvements urbains de défense de l'environnement.

La superposition d'identités, indigènes, paysannes, d'orpailleurs, d'organisation environnementales avec des ancrages à la fois locaux, nationaux, internationaux permet d'organiser des luttes communes contre des projets localisés, pour réformer la constitution ou les systèmes d'échanges internationaux avec un potentiel transformateur. Ces alliances donnent lieu à des externalités positives en enrichissant les répertoires de mobilisation, et en donnant des outils de cadrage pour articuler différentes catégories d'intérêts opposés aux grands barrages, permettant de consolider la crédibilité du mouvement anti-barrage dans sa globalité.

Ces stratégies font des mobilisations indigènes des vecteurs efficaces d'alliances locales/globales pour la protection des cours d'eau et de leur ressource. Ces systèmes comportent toutefois des fragilités susceptibles d'affaiblir les acquis de ces mobilisations, voire les rendre contre-productifs ou conflictuels. De tels processus sont latents à Ituango, en témoigne les difficultés de Rios Vivos à

fédérer la population sur la thématique des indigènes Nutabé, y compris au sein des communautés d'orpailleurs mobilisées contre le barrage.

Ces contradictions peuvent être instrumentalisées par les développeurs de projet pour fragmenter la mobilisation. Les revendications de classe peuvent céder le pas à des revendications identitaires, notamment indigènes qui rajoute de la fragmentation. Ainsi, la construction de réserve naturelles avec des zones de protection collective pour les indigènes contre les fronts pionniers paysans peut donner lieu à l'éclatement du mouvement en opposant les échelles locales à des échelles régionales ou internationales. En retour, les promesses de développement locale, de modernisation et d'équipement du territoire pour la commercialisation de l'agriculture paysanne ou le développement minier, touristiques, peuvent s'opposer aux intérêts indigènes et créer des divergences entre urbains et ruraux, paysans et orpailleurs, indigènes et défenseurs de l'environnement. Or à termes, ces divergences peuvent se révéler explosives dans d'éventuelles tractations visant à amender les projets de développement, Elles se traduisent par des processus de cooptation, de fragmentation mis en œuvre par les constructeurs notamment via les systèmes de compensation pour affaiblir les mobilisations et leur légitimité, dont il serait intéressant d'étudier les effets dans le contexte de définition des territoires du post-conflit colombien.

Bibliographie

- Acero C, « Crisis cafetera, conflicto armado y cultivos ilícitos en el oriente caldense : el caso de Samana », *Revista de sociología y Antropología Virajes*, 18 (1), 2016, pp 47-85.
- Adams F, « Le financement extérieur pour le développement : le rôle de la Banque Interaméricaine de Développement », *Études internationales*, 36 (3), 2005, pp 301–316.
- Agbodjan E D, « L’usage de la micro-finance dans les situations de post-conflit : une revue de la littérature », *Autrepart*, 44 (4), 2007, pp 227-240.
- Agier M, Lamotte M, « Les pacifications dans la ville contemporaine », *L’Homme* (en ligne), 219-220, 2016.
- Aguilar Torres E, 2015, « El debate público sobre la minería en Colombia : el rol de los expertos en controversias socioambientales », *Memoria y Sociedad*, 19(39), 2015, pp128-138.
- Alphandéry P, Bergues M, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d’un mot », *Ethnologie française*, 34 (1), 2004, pp 5-12.
- Allain M, Beuf A, « L’agriculture familiale et ses réappropriations locales par le mouvement paysan colombien », *Revue Tiers Monde*, 220 (4), 2014, pp. 43-59.
- Amilhat Szary A L, « Identités collectives à la frontière. Héritage et échange, idéologie et innovation », *Civilisations*, 2011/2 (60-1), p. 81-101
- Angarita H, Wickel A, Sieber J, Chavarro J, Maldonado Ocampo J, Herrera G, Delgado J, Purkey D, « Basin-scale impacts of hydropower development on the Mompós Depression wetlands, Colombia », *Hydrology and Earth System Sciences*, (En ligne), 22, 2018.
- Aramburo Siegert CI, Bejarano Castañeda O R, Escobar E, Vásquez Valencia NE, « Norte : Desarrollo regional : una tarea común universidad-región », *Iner, Universidad De Antioquia*, 2007.
- Arango H, Muñera L, De Roux F, « Colombie état de guerre, laboratoires de paix », *Études*, 399(11), 2003, pp 441-452.
- Arango Garcia F, « Le processus de justice transitionnelle en Colombie », *Critique Internationale*, 2013/1, n°58, pp 117-132.
- Arrieta J, Hidalgo C, Fernández P, « Conflicto y posconflicto : Las capacidades de los gobiernos municipales en Colombia (2002 – 2012) », *Economía & Región*, 11 (2), 2017, pp 249-285.
- Atlani-Duault L, « Les ONG à l’heure de la « bonne gouvernance » », *Autrepart*, 35 (3), 2005, pp 3-

17.

Audet F, « Le conflit colombien, de l'idéologique au narcotrafic », *La Chronique des Amériques* (en ligne), 11, 2005.

Auyero J, « L'espace des luttes : Topographie des mobilisations collectives », *Actes de La Recherche En Sciences Sociales*, 160 (5), 2005, pp 122–132.

Avila Diaz, A J, Carvajal Escobar, Y, « Agrocombustibles y soberanía alimentaria en Colombia », *Cuadernos de Geografía*, 24 (1), 2015, pp 43-60.

Ayeb H, « L'Égypte et le barrage d'Assouan » *Hérodote*, 103 (4), 2001, pp 137-151.

Azmat F, Coghill K, « La bonne gouvernance et les réformes de marché : étude sur le Bangladesh », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 71 (4), 2005, pp 665-680.

Balcazar Á, López N, Orozco M L, Vega M, « Colombia : Alcances y lecciones de su experiencia en reforma agraria », *Serie Desarrollo Productivo – CEPAL*, 109, 2001.

Ballet J et al. « La soutenabilité sociale du développement durable : de l'omission à l'émergence », *Mondes en développement*, 156 (4), 2011, pp 89-110.

Barnaud, C, « La participation, une légitimité en question », *Natures Sciences Sociétés*, 21 (1) 2013, pp 24-34.

Baron C, « Société civile et nouvelles formes de partenariat pour l'accès à l'eau dans les pays en développement », *Revue Internationale et Stratégique*, 66 (2), 2007, pp 79-92.

Bautès N, Reginensi C, « La marge dans la métropole de Rio de Janeiro : de l'expression du désordre à la mobilisation de ressources », *Autrepart*, 47 (3), 2008, pp 149-168.

Benassaya M, « Los retos de la explotación hidroeléctrica para el desarrollo local en un territorio del conflicto armado colombiano : El caso de la represa Ituango », *Revista InJusticia Hidrica*, 2, 2015.

Bergman M, Henry P, « Narco-politique et narco-économie en Amérique latine », *Problèmes d'Amérique Latine*, 76 (2), 2010, pp 25–41.

Berriet-Sollic M, Trouvé A, « Développement des territoires de projet. Quels enjeux pour les politiques rurales ? », *Économie rurale* (En ligne), 335, 2013.

Bethemont J, « L'eau, le pouvoir, la violence dans le monde méditerranéen », *Hérodote*, 103, (4), 2001, pp 175-200.

- Bied-Charreton M et al, « La gouvernance des ressources en eau dans les pays en développement : enjeux nationaux et globaux », *Mondes en développement*, 135 (3), 2006, pp 39-62.
- Bobbio, Luigi, et Patrice Melé. « Introduction. Les relations paradoxales entre conflit et participation », *Participations*, 13 (3), 2015, pp 7-33.
- Boidin, Bruno, « Introduction. Les enjeux de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises dans les pays en développement », *Mondes en développement*, 144 (4), 2008, pp 7-12.
- Bonelli L, « De l'usage de la violence en politique », *Cultures & Conflits* (en ligne), 81-82, 2011.
- Botero Arcila S H, Muñoz D P, Ortiz Cano A, « Nuevos datos acerca del patrón funerario en el cañón del río cauca antioqueño », *Boletín de Antropología*, 25 (42), 2011, pp 203-230.
- Bossuet L, « Les conflits du quotidien en milieu rural étude à partir de cinq communes », *Géographie, économie, société*, 9 (2), 2007, pp. 141-164.
- Bouquet B, Nivolle P, « Introduction », *Vie sociale*, 2 (2), 2007, pp 5-8.
- Bryceson D F, Kay C, Mooij J, « Peasant Theories and Smallholder Policies : Past and Present, In Disappearing peasantries : Rural Labour in Africa, Asia and Latin America », *IT Publica, London*, 2000, pp. 1–36.
- Brinkerhoff J, « Global Public Policy, Partnership, and the Case of the World Commission on Dams », *Public Administration Review*, 62(3) 2002, pp 324-336.
- Brinkerhoff D W, Johnson R W, « La décentralisation de la gouvernance locale dans les États fragiles : les enseignements tirés du cas irakien », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 75 (4) 2009, pp 643-668.
- Brunet R, Lohez M, « L'antimonde », *Cafés Géographiques de Paris* (compte rendu), 1998.
- Bühlmann C, « Le concept d'asymétrie : une plus-value pour comprendre les conflits modernes ? », *Stratégie*, 100-101 (2), 2012, pp. 229-268.
- Bustamante Cardona JC, Urrea Arroyave N, Puerta Silva C, « Empresa privada, comunidades locales y territorio. Diálogo social en Andes (Antioquia) para impulsar una responsabilidad social corporativa con enfoque territorial », *Iner, Universidad de Antioquia*, 2018.
- Calderón J & Prada R, Arrieta Loyo G. « Métodos de Evaluación de Impacto Ambiental en Colombia », *Revista de Investigación Agraria y Ambiental*, Volumen 4, (2013), pp 43-53.
- Camacho Guizado A, « Narcotráfico : mutations et politique », *Problèmes d'Amérique Latine*, 83(1), 2012, pp 65-79.

- Cañola Berrío MA, Palacio Zapata S, « Proyecto hidroeléctrica Ituango : una disputa por el territorio », *Revista Kogoró* (en ligne), 9, 2019.
- Capela C, « Crime organisé, sécurité et postconflit en Colombie », *Raison présente*, 211 (3), 2019, pp. 57-67.
- Carlson C, « Latifundio and the logic of underdevelopment : the case of Venezuela' s Sur del Lago », *The Journal of Peasant Studies*, 44 (1), 2017, pp 286-308.
- Cattarruza A, Sintès P, Territoire des conflits, *Bréal* 2011, 224 p
- Chaléard, J, Le Bris É. « Périphéries du Sud dans la métropolisation approches et comparaisons », pp. 7–34, in Chaléard J, *Les métropoles du sud vues de leurs périphéries*, Grafigéo, Paris, 2011.
- Charbonneau B. « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une réconciliation », *Afrique contemporaine*, 245 (1), 2013, pp. 111-129.
- Chilito Piamba E A, « Participación comunitaria, gobernanza y gobernabilidad. Experiencias de construcción de paz en el departamento del Cauca, Colombia, y su aporte al posconflicto. El caso del corregimiento de Lerma », *Estudios Políticos*, 53, 2018, pp 51-72.
- Coatsworth J, « Roots of Violence in Colombia », *ReVista*, 11 (3), 2003, pp 3-7.
- Chonchol J, « Systèmes agraires en Amérique latine : Des agriculteurs préhispaniques à la modernisation conservatrice », *IHEAL*, Paris, 1995, pp 366.
- Chouvy P A, « Antimonde. Terra Incognita de la géographie », *EspaceTemps.net*, (en ligne), 2010.
- Chouvy P A, Laniel L, « De la géopolitique des drogues illicites », *Hérodote*, 112(1), 2004, pp 7-26.
- Chouvy, P A. « Drogues illicites, territoire et conflits en Afghanistan et en Birmanie », *Hérodote*, 112 (1), 2004, pp 84-104.
- Cochet H, Aubron C, Jobbé-Duval M, « Quelles sont les conditions à réunir pour une intégration marchande porteuse de développement durable pour les paysanneries andines ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 247, 2009, pp 395-417.
- Córdoba C R, « El estado del campo colombiano para la Reforma Rural Integral. El caso de Antioquia », *Estudios Políticos*, 50, 2017, pp 303-325.
- Das V, Poole D, « Anthropology in the Margins of the State », *PoLAR : Political and Legal Anthropology Review*, 30 (1), 2004, pp 140-144.

- Daviaud S, « Démobilisation des paramilitaires et recomposition des violences en Colombie », in Nathalie Ducloux, *L'adieu aux armes ? Parcours d'anciens combattants.*, Editions Karthala, 2010, pp 143-172.
- Deberre, Jean-Christophe, « Décentralisation et développement local », *Afrique contemporaine*, 221 (1), 2007, pp 45-54.
- Deléage E, « Les paysans dans la modernité », *Revue Française de Socio-Économie*, 9 (1), 2012, pp 117-131.
- Deler J P, Godard H, « Territoires, sociétés et mondialisation en Amérique andine », *Transcontinentales*, 4, 2007, pp 15-44.
- De Sousa Santos B, « Democracia y transformación social », *El Siglo del Hombre*, Bogotá, 2017.
- Dezalay S, « Des droits de l'homme au marché du développement. Note de recherche sur le champ faible de la gestion de conflits armés », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 174 (4), 2008, pp 68-79.
- Dominguez Rave SL, Romero Bejarano LR, Torra Ruiz LC, López Arango YL, « Valoración participativa de impactos socioambientales y sanitarios en minería de oro : Buriticá (Antioquia), Colombia ». *Revista Facultad Nacional De Salud Pública*, 38(3), 2020, pp 1-29.
- Douzant-Rosenfeld D, Granjean P, « Planteurs et plantations : le système de l'exploitation caféière en Amérique Latine ». *Études Rurales*, 180(2), 2007, pp 69-84.
- Dubresson A, Fauré Y A, « Décentralisation et développement local : un lien à repenser », *Revue Tiers Monde*, 181 (1), 2005, pp 7-20.
- Dumont G F, « Une découverte en Amérique latine : le modèle colombien de développement et de lutte contre la violence », *Outre-Terre*, 18(1), 2007, pp 351-354.
- Dumont G F, « Colombie : le lourd héritage des Farc pèsera longtemps », *Outre-Terre*, 20(2), 2007, pp 471-473.
- Duque Escobar G, « Eje Cafetero, construcción social e histórica del territorio », *Summa Luiris*, 5(1), 2017, pp 26-36.
- El Jihad MD, « Les difficultés de gestion des ressources « naturelles » et de développement rural dans un milieu anthropisé : l'expérience du Projet Oued Srou (Maroc central) », *Noroi*, 216 (3), 2010, (en ligne).

- Escobar A, « Déplacement, développement et modernité en Colombie du Pacifique », *Revue internationale des sciences sociales*, 175 (1), 2003, pp 171-182.
- Faguet J P, Sánchez F, Villaveces M J, « Land Reform, Latifundia and Social Development at Local Level in Colombia , 1961-2010 », *Documentos CEDE*, 2015.
- Fajardo Valderrama S, Fajardo Arboleda M, Medellín, « La transformacion de Medellín y los retos de la ciudad-region », pp 117-162, in Maria Fernanda Valdes, *Ciudades sostenibles en el posconflicto en Colombia, Cartagena, Bogota, Medellín, Bucaramanga*, 2017, p 232.
- Farinós Dasí J, « Le défi, le besoin et le mythe de la participation à la planification du développement territorial durable : à la recherche d'une gouvernance territoriale efficace », *L'Information géographique*, 73 (2), 2009, pp 89-111.
- Florez Ruiz J F, « La Colombie et le discours sur les États faillis État ou concept failli ? », *Politique étrangère*, 2011/1, pp 71-82.
- Forero Alvarez J, « Typologie des formes d'agriculture dans les hautes terres andines en Colombie », *Les cahiers d'outre-mer*, 247, 2009, pp 419-437.
- Forget M, Velut S, « Grands barrages, frontières et intégration en Amérique du Sud Grands barrages, frontières et intégration en Amérique du Sud », *Bulletin de l'association Des Géographes Français*, 92 (2), 2015, 244-257.
- Franco-Cañas A M, De los Ríos-Carmenado I, « Reforma agraria en Colombia : evolución histórica del concepto. Hacia un enfoque integral actual », *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 8 (67), 2011, pp 93-119.
- François JC, « Contexte théorique de la notion de discontinuité géographique », *Cybergeo*, 2002, (en ligne).
- Freund B, Lootvoet B, « Où le partenariat public-privé devient l'instrument privilégié du développement économique local. L'exemple de Durban, Afrique du Sud », *Revue Tiers Monde*, 181 (1), 2005, pp 45-70.
- Froger G, « Significations et ambiguïtés de la gouvernance dans le champ du développement durable », *Mondes en développement*, 136 (4), 2006, pp 11-28.
- Froger G, Andriamahefazafy F, « Les stratégies environnementales des organisations internationales dans les pays en développement : continuité ou ruptures ? », *Mondes en Développement*, 124 (4), 2003, pp 49-76.

- García C I, « Urabá : políticas de paz y dinámicas de guerra », *Estudios Políticos*, 10, 1997 pp 138-149.
- Garibay D, « De la lutte armée à la lutte électorale, itinéraires divergents d'une trajectoire insolite. Une comparaison à partir des cas centre-américains et colombien », *Revue internationale de politique comparée*, Vol. 12 (3), 2005, pp 283-297.
- Garibay D, « Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences », in : Sellin C, *Résistances, insurrections, guérillas*, Presses universitaires de Rennes, 2010, pp 127-140.
- Gaulme F, « « États faillis », « États fragiles » : concepts jumelés d'une nouvelle réflexion mondiale », *Politique Étrangère*, 1, 2011, pp 17-29.
- Gautreau P, Merlinsky G, « Mouvements locaux, Etat et modèles de développement dans le conflit des usines de pâte à papier du fleuve Uruguay », *Problèmes d'Amérique Latine*, 70, 2008, pp 61-80.
- Garcia Nossa, « Modelos Operacionales de Reforma Agraria y Desarrollo Rural en América Latina », *IICA, San José*, 1982.
- Gellert PK, Lynch BD, « Les méga-projets, sources de déplacements », *Revue Internationale Des Sciences Sociales*, 175 (1), 2003, pp 17-28.
- Giraldo Ramírez J, Preciado Restrepo A, « Medellín, From Theater of War to Security Laboratory », *International Journal of Security & Development*, 4(1), 2015, pp 1-14.
- Giraud P, Graff P, « La construction d'un projet dans un cadre territorial périurbain : la Plaine du Var », *Rives nord-méditerranéennes (en ligne)*, 25, 2006.
- Goirand C, « Penser les mouvements sociaux d'Amérique latine. Les approches des mobilisations depuis les années 1970 », *Revue française de science politique*, 60 (3), 2010, pp 445-466.
- Gómez Jiménez A, « Colombie : Le contexte social de la concentration de la propriété rurale à la fin du XXe siècle », *Revue Tiers Monde*, 176 (4), 2003, pp 883-909.
- Gómez Jiménez A, « Trois affirmations sur la pauvreté, les cycles économiques et les inégalités sociales depuis les années 1990 en Colombie », *Revue Tiers Monde*, 3 (199), 2009, pp 547-566.
- González, Olga L. « Colombie : les dialogues de paix de la dernière chance ? », *Mouvements*, vol. 76, no. 4, 2013, pp 78-89.
- González O L, « Violence homicide en Colombie : déviance ou « débrouille » ? », *Socio-logos*, 5, 2010, (en ligne).

González O L, « La Colombie ou la violence exacerbée », In Gélard J P, Chemin A, *Amérique latine : identités et ruptures*, Presses Universitaires de Rennes, Éditions Complexe, 2008, pp 215-224.

González Gómez, P E, Villa Durán G A, Zuluaga Rivera O A, « *Composición De La Economía De La Región Noroccidente De Colombia* », *Ensayos Sobre Economía Regional*, 56, 2013, 54p

Grajales J, « La terre entre guerre et paix, politiques foncières de sortie de conflit en Colombie », *Les Études CERI* (en ligne), 2016, n°223.

Grajales, Jacobo. « Quand les juges s'en mêlent. Le rôle de la justice dans la démobilisation des groupes paramilitaires en Colombie », *Critique internationale*, vol. 70, no. 1, 2016, pp 117-136.

Guérin-Pace F, Guermond Y, « Identité et rapport au territoire », *L'Espace géographique*, 35 (4), 2006, pp 289-290.

Gutiérrez Quevedo, « Les mémoires occultées en Colombie », *La Revue Des Droits de l'Homme*, 2, 2015, pp 1–9.

Hassenforder E, Noury E, « La Gestion Des Projets De Coopération Dans Les Bassins Transfrontaliers : Vers Un Nouveau Paradigme », *Géoéconomie*, 60 (1), 2012, pp 69-76.

Hernández Peña Y T, « El ordenamiento territorial y su construcción social en colombia : ¿un instrumento para el desarrollo sustentable ? », *Revista Colombiana De Geografía* (19), 2010, pp 97-109.

Hoffmann O, « Flux et reflux des catégories identitaires. Une lecture des politiques foncières au Mexique et en Colombie », in Prévôt Schapira M, Rivière d'Arc H, *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique Latine*, IHEAL, Paris, 2001, pp 101–120.

Hoffmann O, « La géographie, ça sert, aussi, à faire la paix. Territoire et exclusion en contextes multiculturels » *CIST, 2e colloque international Fronts et frontières des sciences du territoire* mars 2014

Hugon P, « Avant-propos : remarques sur la notion de « marge » », *Revue Tiers Monde*, 185 (1), 2006, p 8.

Hugon P, « Conflits armés, insécurité et trappes à pauvreté en Afrique », *Afrique contemporaine*, 218(2), 2006, pp 33-47.

Hylton F, « Le relooking de Medellín », *Agone*, 57 (2), 2015, pp 115-142.

- Izquierdo Santacruz M L, Madroñero Palacios S M, « Régimen de caudal ecológico, herramienta de gestión para conservar la biota acuática », *Ciencia e Ingeniería Neogranadina*, 23 (2), 2014, pp 77-94.
- Janin C, Andrés L, « Les friches : espaces en marge ou marges de manœuvre pour l'aménagement des territoires ? », *Annales de Géographie*, 663, 2008, pp 62-81.
- Jaramillo, E. J. « Colombie », *IWGIA El Mundo Indígena*, (en ligne) 2015.
- Kennedy L, « Décentralisation et rééquilibrage en faveur des régions en Inde. L'exemple de l'Andhra Pradesh », *Revue Tiers Monde*, 181(1), 2005, pp 141-165.
- Kessler G, « Crime organisé et violences en Amérique Latine et dans les Caraïbes », *Problèmes d'Amérique Latine*, 76(2), 2010, pp 5-23.
- Khazri A, « Le développement durable et les conflits armés », *Télescope*, 17(2), 2011, pp 114–130.
- Koop K, Amilhat-Szary AL, « Introduction. Approche critique des transferts contemporains des modèles de développement territorial vers les Suds », *L'information géographique*, 75 (4), 2011, pp 6-14.
- Kourliandsky, « Les États-Unis et la Colombie : une réponse graduée à une menace virtuellement asymétrique », *Revue internationale et stratégique*, 51 (3), 2003, p 143.
- Labrousse A, « Drogues et conflits : éléments pour une modélisation », *Autrepart*, 26(2), 2003, pp 141–156.
- Labrousse A, « Colombie : Le rôle de la drogue dans l'extension territoriale des Farc-EP (1978-2002) », *Hérodote*, 112 (1), 2004, pp 27-48.
- Lasconjarias, Guillaume. « Colombie : la longue marche vers la paix ? », *Politique étrangère*, vol. automne, no. 3, 2016, pp 37-48.
- Laurent V, « Cultures en conflit(s) ? Peuples indigènes et politiques publiques en Colombie, vingt ans de réflexions », *Cahiers Des Amériques Latines*, 71, 2012, pp 75–94.
- Lautier B, « Discussion (suite). Note d'un sociologue sur l'usage de la notion de « marge » dans les sciences sociales du développement », *Revue Tiers Monde*, 185 (1), 2006, pp 17-20.
- Lecombe D, « Mobilisations autour d'un modèle de sortie de conflit. La Commission Nationale de Réparation et Réconciliation : une « commission de vérité et réconciliation » (CVR) colombienne ? », *Raisons politiques*, 29 (1) 2008, pp 59-75.
- Lefranc S, « Du droit à la paix, la circulation des techniques internationales de pacification par le

bas », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 174 (4), 2008, pp 48-67.

Leguizamón Castillo Y, « Conflictos ambientales y movimientos sociales : el caso del movimiento embera katio en respuesta a la construcción de la represa Urrá (1994-2008) », *Memoria y Sociedad*, 19 (39), 2015, pp 94-105.

Leiva Baron F, Vélez Vargas Leon Dario, « El medio rural en el actual proceso de paz en Colombia, in Leiva Baron F, Desarrollo Rural con Enfoque Territorial para la paz en Colombia », *Universidad Nacional de Colombia Bogotá*, 2016.

Leloup F, Moyart L, Pecqueur B, « La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale ? », *Géographie, Économie, Société*, 7 (4), 2005, pp 321-331.

Le Quang M, Andrés L, « Introduction : Mobilisations collectives identitaires en Amérique Andine », *Civilisation*, 60(1), 2011, pp 2–13.

Leroux I, « Gouvernance territoriale et jeux de négociation. Pour une grille d'analyse fondée sur le paradigme stratégique », *Négociations*, 6 (2), 2006, pp 83-98.

Lichtenberger Y, « Négociation sociale et construction d'acteurs complexes. Éloge du conflit et du compromis », *Négociations*, 20 (2), 2013, pp 5-18.

Londoño J, « El modelo de la colonización antioqueña. Un balance historiográfico ». *Fronteras de La Historia, Instituto Colombiano de Antropología e Historia*, 7, 2002, pp 187-226.

Londoño Ciro, E (2012) « Jose Tejada Saenz, Del Sueno a la Realidad », *Hidroelctrica Ituango*, p 255.

Lopera Mesa G P, Dover R, « Consulta Previa, ciudadanías diferenciadas y conflicto socioambiental », *Boletín de Antropología*, Universidad de Antioquia, Medellín, 28(45), 2013, pp 73–103.

López D J, « El atardecer de la modernización : La historia del megaproyecto hídrico GUATAPÉ-PEÑOL en el noroccidente colombiano, años 1960/1970 », *Ecos de Economía*, 13 (28), 2009, pp 75-108.

López Pelaez J, Gonzalez L F, « Marginalité et inclusion urbaine à Medellín (Colombie) : un regard historique à partir des instruments de planification », *Autrepart*, 47 (3), 2008, pp 187-207.

Lulle, Thierry. « À qui sert la gestion locale participative ? Éléments de réflexion à partir d'une expérience à Bogotá (Colombie) », *Autrepart*, vol. 21, no. 1, 2002, pp 151-168.

- Machado L, « Le complexe coca-cocaïne dans le secteur oriental du bassin de l'Amazonie », *Revue Internationale des Sciences Sociales*, 169 (3), 2001, pp 427-436.
- Macias Gomez L F, « Gestion de la biodiversité et du territoire dans un Etat en post-conflit : le cas de la Colombie », *Etudes Caribéennes* (en ligne), 41, 2018.
- Mancebo F, « Cultures, marquage territorial et appropriation du développement durable », *L'Information géographique*, 71 (3), 2007, pp 79-87.
- Marchesin P, « Démocratie et développement », *Revue Tiers Monde*, 179 (3), 2004, pp 487-513.
- Martin G, « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, 25, 1996, pp 2-26.
- Maya Taborda M, « Respuestas locales desde la identidad a la puesta en marcha de un proyecto extractivo estatal. Los casos de Támesis y Buriticá (Antioquia, Colombia) », *Estudios Políticos*, (52), 2018, pp 149-171.
- Martin, G, « La Colombie entre post-accord et post-conflit », *Hérodote*, 171 (4), 2018, pp 45-66.
- Maupin A, « Le bassin transfrontalier du fleuve Zambèze en Afrique australe : des eaux conflictuelles ? », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, 255, 2011 (en ligne).
- Mayaux, Pierre-Louis, et Yves Surel. « Amérique latine : les réformes de marché en question », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 17, no. 3, 2010, pp 7-22.
- Mazouz B, « Les aspects pratiques des partenariats public-privé. De la rhétorique néolibérale... aux enjeux, défis et risques de gestion des PPP », *Revue française d'administration publique*, 130/2, 2009, pp 215-232.
- Melot R, « Conflits d'usage et de voisinage. Compte rendu de journées (Paris, 11-12 octobre 2004) », *Natures Sciences Sociétés*, 14 (3), 2006, pp 308-309.
- Moine A, « Le territoire comme un système complexe : un concept opératoire pour l'aménagement et la géographie », *L'Espace Géographique*, 35(2), 2006, pp 115-132.
- Mora T M, Munoz J C, « Concentración de la propiedad de la tierra y producto agrícola en Antioquia », *Ecos de Economía*, 12(26), 2008, pp 71-107.
- Muñeton G, Vanegas JG, « Análisis espacial de la pobreza en Antioquia, Colombia », *Equidad & Desarrollo*, 21, 2014, pp 29-47.

Navarro Carrascal O, « Les enjeux socio-environnementaux du développement durable en Amérique du Sud. Considérations à partir du cas colombien », *Developpement Durable et Territoires*, 2(3), 2011, pp 1–10.

Navarro Carrascal O, « Représentations sociales de l'eau dans un contexte de conflits d'usage : le cas de la Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie », *Les cahiers internationaux de psychologie sociale*, 81 (1), 2009, pp 65-86.

Noreña S, « Divulgación, difusión y valoración del patrimonio arqueológico. El proyecto hidroeléctrico Ituango », *Boletín de Antropología*, 28 (46), 2013, pp 185-217.

Nuzzo V, Aubertin C, « L'accès aux ressources végétales et leur valorisation : un programme de multi-partenariats en Bolivie », *Afrique contemporaine*, 222 (2), 2007, pp 111-127.

Ordóñez F, « Producción capitalista del territorio y alternativas campesinas en el bajo nordeste antioqueño », *Ciencia Política*, 12, 2012, pp 80–112.

Ortega, G A, « Ley Zidres : En contra de baldíos y derechos del campesinado », in : *Estándar ambiental y derechos ambientales en posacuerdo de paz : Algunos estudios de caso*, 2019, pp 297-333.

Osejo A, Marin W, « Zonas de Reserva Campesina en el escenario del posconflicto », *Instituto Humboldt*, 2017.

Osorio Pérez F E, « Tramas entre paramilitarismo y palmicultura en Colombia », *Memoria y Sociedad*, 19(39), 2015, pp 11-28.

Oyuela Caycedo A, Boada AM, « Colombia : High Modernism and the invisibility of the past in the Urrá Dam », in : Hassan F and Brand S, *Damming the Past*, 2004.

Pagaza, I. P. (2006). « La protection de l'environnement et l'administration publique en Amérique Latine », *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 72(1), 147.

Pécaut D, « Les configurations de l'espace, du temps et de la subjectivité dans un contexte de terreur : l'exemple colombien », *Cultures & Conflits*, 37 (2), 2000, pp 2-19.

Pécaut D. « Les Farc : longévité, puissance militaire, carences politiques », *Hérodote*, 123 (4), 2006, pp 9-40.

Pérez L A, « Movimientos y resistencias sociales en el oriente antioqueño : Nuevos desafíos », *Cuadernos de Sociología Universidad de Antioquia* (en ligne), 2011.

- Picon, Antoine. « Villes et systèmes d'information : de la naissance de l'urbanisme moderne à l'émergence de la *smart city* », *Flux*, vol. 111-112, no. 1-2, 2018, pp 80-93.
- Piedrahita Arcila I, « Relaciones entre lo local y lo global en un contexto rural colombiano : el caso de Asprocafé Ingrumá », *Diálogos de derecho y política*, 7(2), 2011.
- Pilar Rodríguez D, Cepeda Cuervo E, « Concentracion de la tierra en Colombia », *Comunicaciones en Estadística*, Junio 2011, Vol. 4, No. 1 (en ligne).
- Pino Uribe, « Elecciones 2015 y posconflicto : posibilidades y retos de la implementación de los acuerdos de paz en los municipios del Programa de Consolidación Territorial », in : Fredy Barrero, *Elecciones regionales 2015 : Los retos de un país en camino hacia la paz*. 2016, pp 341-373.
- Pirela A, Ramousse D. « Etude sur la dynamique énergétique de l'Amérique du Sud : le cas de la Colombie », *Cahier du Cemotev*, (1) 2011 (en ligne).
- Pissoat O, Goueset V, « La représentation cartographique de la violence dans les sciences sociales colombiennes », *Cahiers des Amériques Latines*, 38, 2002, pp 77-116.
- Pizarro Leongómez E, « Contribución al entendimiento del conflicto armado en Colombia », *Comisión Histórica del Conflicto y sus Víctimas*, 2015.
- Portocarrero-Aya M, Díaz-Timote J, « Modelo de estado y tendencias de la biodiversidad para el área del Proyecto Hidroeléctrico Ituango : Marco conceptual, metodológico y resultados », *Instituto Von Humboldt*, 2017, 260p.
- Prost B, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, 79 (2), 2004, pp 175-182.
- Quenan C, Velut S, « Les enjeux du développement en Amérique latine, Dynamiques socio-économiques et politiques publiques », *Institut des Amériques*, 2014, 362p.
- Quiñones Torres A, « Geopolítica de los conflictos medioambientales : resistencia a la expansión minera », *Memoria y Sociedad*, 19 (39), 2015, pp 73-87.
- Quintero Hernández Ja, « Efectos de las políticas públicas del sector eléctrico en la participación de las organizaciones comunitarias del Oriente Antioqueño, estudio de caso, Asociación Campesina del Oriente Antioqueño », *Cuadernos de Desarrollo Rural*, 58, 2007, pp 101-127.
- Racine J L, « Le débat sur la Narmada : l'Inde face au dilemme des grands barrages », *Hérodote*, 102 (3), 2001, pp 19-56.
- Ramírez Chaves C, « Colombie : défis du mouvement paysan face aux inégalités », *Alternatives Sud*, 20, 2013, pp 123-128.

- Ramirez Arena O A, « La expropiación por motivos de utilidad pública e interés social en Colombia, una vulneración del derecho de propiedad ? », *Principia IURIS*, n°15, 2011, pp 61-84.
- Ramousse D, Salin E, « Aires protégées des périphéries sud – américaines : entre réserves stratégiques et valorisation patrimoniale », *Mondes en Développement*, 138(2), 2007, pp11–26.
- Raveyre M, « Restructurations, grands groupes et territoires. De l'utilité de la construction d'espaces de coordination localisés », *Géographie, économie, société*, 7 (4), 2005, pp 333-346.
- Raymond R, « La « société civile », ce « nouvel » acteur de l'aménagement des territoires », *L'Information géographique*, 73 (2), 2009, pp 10-28.
- Reclus E, « Colombia », Ediciones Sol y Luna, Bogotá, 1893, 253p.
- Restrepo Correa Z, Muñoz Rivera AM, Muñetón Santa G, « Vulnerabilidad en la Oferta de Servicios Ecosistémicos (SE) y la Conservación de la Biodiversidad en Antioquia », *Revista Ambiental Éolo*, 18 (13), 2019 (en ligne).
- Rey Sabogal C, « Análisis Espacial De La Correlación Entre Cultivo De Palma De Aceite Y Desplazamiento Forzado En Colombia », *Cuadernos de Economía*, 32 (61), 2013, (en ligne).
- Ríos Ocampo J P, Vélez Gómez L D. « Efectos Fiscales De Los Asentamientos Hidroeléctricos : El Caso De La Cuenca De Los Ríos Negro Y Nare En Colombia », *Semestre Económico*, 18(38), 2015, pp 137–160.
- Robinson, W I. « L'Amérique latine face au nouveau capitalisme mondialisé », *Mouvements*, vol. 76, no. 4, 2013, pp 14-24.
- Rocha R, Martínez H, « Pauvreté, crime et croissance en Colombie : Disparités régionales », *Revue Tiers Monde*, 4, 2003, pp 803–828.
- Rodríguez Garavito C, Orduz Salinas N, « Adiós río, La disputa por la tierra, el agua y los derechos indígenas en torno a la represa de Urrá », *Centro de Estudios de Derecho, Justicia y Sociedad, Dejusticia, Bogotá*, 2012, p 95.
- Rui S, « Conflit », in : Paugam S (dir) *Les 100 mots de la sociologie*, Paris, Presses Universitaires de France, Que sais-je ? 2010, pp 54-55.
- Safford F, Palacios M, « Colombia : Fragmented Land, Divided Society », *Oxford University Press*, 2002, p 404.

- Salas-Salazar LG, « Conflicto Armado y configuración territorial : elementos para la consolidación de la paz en Colombia », *Bitacora*, 26(2), 2016, pp 45-57.
- Sanín Naranjo P, « De la responsabilidad social estatal a la responsabilidad social empresarial : gobernanza neoliberal y condicionamiento de derechos », *Diálogos De Derecho Y Política*, (15), 2015, pp 122-142.
- Sanjuan T, Béreau, « Le barrage des Trois Gorges, entre pouvoir d'Etat, gigantisme technique et incidences régionales », *Hérodote*, 102 (3), 2001, pp 19-56.
- Sarrazin JP, « Idées globalisées et constructions locales. L'image valorisée de l'indianité dans la Colombie contemporaine », *Autrepart* 38/2, 2006, pp 155-172.
- Sberro S, « L'intégration régionale en Amérique latine : le mythe de Sysiphe », *Pouvoirs*, 98 (3), 2001, pp 49-61.
- Scott A J, Storper M, « Régions, mondialisation et développement », *Géographie, économie, société*, 8 (2), 2006, pp 169-192.
- Serfati C, Le Billon P, « Mondialisation et conflits de ressources naturelles », *Ecologie & politique* 34 (1), 2007 pp 9-14.
- Serje M, « El revés de la nación : Territorios salvajes, fronteras y tierras de nadie », *Universidad de los Andes, Colombia*, 2011, p 368.
- Serje M, « El mito de la ausencia del Estado : la incorporación económica de las "zonas de frontera" en Colombia », *Cahiers des Amériques latines*, 71, 2013 (en ligne).
- Serrano Y, « Le conflit armé en Colombie dans les journaux télévisés nationaux », *Mots, les langages du politique*, 97, 2011, pp 2-19.
- Stoll, 1965, « Quelques aspects internationaux de la réforme agraire en Colombie », *Annuaire français du droit international*, 11, 1965, pp 193-204.
- Subra P, « L'aménagement, une question géopolitique ! », *Hérodote*, 130 (3), 2008, pp 222-250
- Subra P, « La géopolitique, une ou plurielle ? Place, enjeux et outils d'une géopolitique locale », *Hérodote*, 146-147, 2012, pp 45-70.
- Taithe A, « Restaurer la dimension politique de la gestion de l'eau », *Géoéconomie*, 60 (1), 2012, pp 61-67.
- Tapia C et al, « Biodiversidad y construcción de Paz, Aportes para la Construcción de Programas de Desarrollo con Enfoque Territorial », *Instituto Humboldt*, 2017.

Tardy T, « Gestion de crise, maintien et consolidation de la paix, Acteurs, activités, défis », *De Boeck Supérieur*, 2009.

Tarrow S, Tilly C, « Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution », *Les Presses de Sciences Po*, 2015, p 402.

Tobar Tovar CA, « Sobre la instrumentalización de la identidad en el marco de las luchas por el reconocimiento político de los pueblos indígenas en Colombia », *Perifèria*, 19 (2), 2014, (en ligne).

Torres Mora, Álvaro Germán « Dinámicas de acaparamiento y concentración de la tierra en Colombia. El caso de la agroindustria de la caña de azúcar », *Revista Controversia*, 212, 2019, pp 107-141.

Torres Sánchez, M A, Caballero, J H, Awad G, « Hidroeléctricas e Impactos Socio-Ambientales, Caso de Estudio : HidroItuango », *Congreso Iberoamericano de Ingeniería de Proyectos* (<http://congreso.riipro.org/>) – Loja. Ecuador. 2014.

Calderón, Javier & Prada, Renson & Arrieta Loyo, Gabriela. « Métodos de Evaluación de Impacto Ambiental en Colombia », *Revista de Investigación Agraria y Ambiental*, vol. 4, 2013, pp 43-53.

Tuiran Sarmiento A, « La organización territorial en Colombia y las competencias de los entes territoriales, es posible una acción internacional desde el contexto local ? », *Revista de Derecho*, Barranquilla, 33, 2010.

Tulet JC, « Le café en Amérique latine, une durabilité à géométrie variable », *Géocarrefour*, 83 (3), 2008, pp 171-180.

Tulet JC, « Le café, un marqueur identitaire en Amérique Latine Tropicale », *Les Cahiers d’Outre-Mer* (en ligne), 2008.

Uribe- López M, « Estilo de desarrollo y sesgo anticampesino en Colombia », *Cuadernos de Economía*, 32(60), pp 505-535.

Uribe M A, « Geografía general y compendio histórico del estado de Antioquia en Colombia », *Biblioteca Basica de Medellín*, 1885.

Úsuga Montoya E, « Impactos Sociales Y Economicos De La Hidroeléctrica En Ituango », *Universidad de Medellín, Journal of Chemical Information and Modeling*, 53(9), 2014, p 83.

Valencia Peña I H, Silva Chica L, « Entre subsistencias y neoextractivismos locales. Dinámicas mineras en el Norte del Cauca, Colombia », *Estudios Políticos*, (52), 2018, pp 172-193.

Velásquez F C. « La planeación territorial en Colombia : contexto, trayectoria y experiencias », *Cuadernos descentralistas* (25), 2010 (en ligne).

Vélez Restrepo L A, Agudelo Patiño C, Vélez Rueda, « Los Planes De Ordenamiento Territorial Municipal De Antioquia », *Estudio Del Ideario. Universidad de Antioquia*, 2013 (en ligne).

Vergne Clémence, « Colombie, l'enjeu des réformes structurelles et du processus de paix », *Macroéconomie et développement*, AFD, n°17, 2015.

Villa Arenas O, Carmen Rosa Gómez A, de Los Angeles Osorno M, Gomez Gomez M, Giraldo Alzate M, « Transformaciones socio-geograficas del municipio del Peñol con la construccion del embalse Peñol-Guatapé », *XII encuentro de geografos de America Latina*, 2009 pp 1-14.

Villamizar Barahona, « Turismo y paz : una apuesta para el desarrollo en la region Uraba-Darién », *OPERA*, 20, 2017, pp. 107-127..

Villar Argáiz D, « La minería como “locomotora” de la economía colombiana y su costo ambiental », *Revista Colombiana de Ciencias Pecuarias*, 27 (3), 2014, (en ligne).

Villaronga Wakker B, « Possibilités et problèmes d'un développement durable dans la Sierra Nevada de Santa Marta, Colombie », *Revue de géographie alpine*, tome 88 (2), 2000, pp 85-94.

Villegas, Diana. « Le pouvoir de la mafia colombienne des années 1980 et 1990 », *Pouvoirs*, vol. 132, no. 1, 2010, pp 77-90.

Zapata Ochoa J D, « Producción y reproducción del espacio : proyectos hidroeléctricos y apropiación privada de la naturaleza, en el norte de Antioquia, Colombia », In *III Simposio Internacional de historia de la electrificación*, Mexico, 2015, pp 1–13.

Zaride N, Avila A, « Principales normas ambientales colombianas », *Cuaderno de investigacion, Universidad EAN*, 2014.

Rapports institutionnels

Acción Social, Del abandono al despojo : de cómo se han afectado los derechos patrimoniales de las víctimas del desplazamiento forzado, según sus declaraciones para el proceso de Justicia y Paz. In : Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación (CNRR), *Violencia, Víctimas y Despojo*, Informe de la investigación acerca de víctimas del conflicto armado, 2008.

Acción Social, *Desplazamiento Forzado En Colombia*, 2010.

Agencia Presidencial para la Acción Social y la Cooperación Internacional, *Campesinos, Tierra y Desarrollo Rural*, Reflexiones desde la experiencia del Tercer Laboratorio de Paz. Tercer Laboratorio

de Paz, 2011.

Alto comisionado para la Paz, Acuerdo Final par la Terminacion del Conflicto y la Construccion de una Paz Estable y Duradera, 2016.

Alto Comisionado para la Paz, La Paz Territorial, 2012

Alto Comisionado para la Paz, Acuerdo politica de desarrollo agrario integral : Reforma Rural Integral « hacia un nuevo campo colombiano », In, Alto Comisionado para la Paz, Acuerdo final para la terminacion del conflicto y la construccion de una paz estable y duradera, 2016

Comisión Nacional de Reparación y Reconciliación (CNRR), Víctimas y violencia en las regiones de Antioquia. “Mirada aproximativa a partir de la sistematización de los formatos de la Fiscalía”. In : Violencia, Victimas y Despojo, Informe de la investigación acerca de víctimas del conflicto armado, 2008

Cámara Colombiana de la Infraestructura (CCI), Seguimiento A Proyectos De Infraestructura, Corredores Prioritarios Para La Prosperidad, 2013.

Centro Memoria, Paz y Reconciliación, Detras del Espejo, los retos de las comisiones de la verdad, 2014

Centro Nacional de Memoria Historica, La tierra en disputa, Memorias de despojo y resistencia campesina en la costa Caribe (1960-2010), 2010.

Centro Nacional de Memoria Historica, Colombia, La politica de reforma agraria y tierras un Colombia, esbozo de una memoria institucional, 2013

Centro Nacional de Memoria Historica. Nuevos escenarios de conflicto armado y violencia, Panorama posacuerdos con AUC, 2014

Centro Nacional de Memoria Historica, Una nación desplazada : Informe nacional del desplazamiento forzado en Colombia, 2015.

DANE, Tercer Censo Nacional Agropecuario, 2015

Defensoria del Pueblo Colombia, La minería de hecho en Colombia, 2010

Departamento Nacional de Planeación (DNP), Bases del Plan Nacional de Desarrollo, Prosperidad Para Todos, 2010-2014, 2010

Departamento Nacional de Planeación (DNP). Plan Nacional de Desarrollo, Todos por un nuevo país, 2014-2018, 2015.

Departamento Nacional de Planeación (DNP), Los Planes de Desarrollo Territoriales como instrumentos de construcción de Paz, 2016.

Instituto Geográfico Agustín Codazzi (IGAC), Estudio General de Suelos y Zonificación de Tierras Departamento de Antioquia, 2007

Instituto Geográfico Agustín Codazzi (IGAC), Atlas Hidroenergético de Colombia, 2015.

Instituto Alexander von Humboldt, Programa de Inventario de la Biodiversidad, El Bosque seco Tropical (Bs-T) en Colombia, 1998.

Ministerio De Comercio, Industria Y Turismo (Mincomercio), Plan Sectorial De Turismo 2014 – 2018 “Turismo Para La Construcción De La Paz”, 2014

Plan de Desarrollo Ituango 2016-2019

Secretaria de Educacion de Antioquia 2011, Antioquia, Colombia, Informe de autoevaluacion, in Estudios de la OCDE, Educacion superior en el desarrollo regional y de ciudades, 2011.

UICN, Prise de décision et dialogue autour des grands barrages et des infrastructures hydrauliques, 2011.

Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, Informe Nacional De Desplazamiento Forzado En Colombia 1985 A 2012, 2013.

Unidad para la Atención y Reparación Integral a las Víctimas, Antioquia, Contexto humanitario, 2016.

Unidad de Planeación Minero Energética (Upme), Atlas Potencial Hidroenergético de Colombia, 2015.

Unidad de Planeación Minero Energética (Upme), Informe Mensual De Variables De Generación Y Del Mercado Eléctrico Colombiano – Diciembre De 2016, 2016

Unidad de Planeación Minero Energética (Upme) Proyección de Demanda de Energía Eléctrica en Colombia Revisión Abril de 2019

Unidad de Planeación Minero Energética (Upme), Plan de expansión de referencia generación 2017-2031, 2017.

Unidad de Planeación Minero Energética (Upme), Registro de Proyectos de Generación Inscripción según requisitos de las Resoluciones Upme No. 0520, No. 0638 de 2007 y No. 0143 de 2016, 2017.

Unidad de Planeación rural agropecuaria (UPRA), Plan Estratégico Institucional, Upura, 2014-2018, 2015.

Vice Presidencia de la Republica de Colombia. Panorama actual del Paramillo y su entorno, 2002

Vice Presidencia de la Republica de Colombia, Diagnóstico Departamental Antioquia, 2007.

ONG, mouvements sociaux

Acción Contre el Hambre. El desplazamiento por la violencia en el departamento de Cordoba 1999-2001. 2002.

Amnesty International Colombia, Un titulo de propiedad no basta. Por una restitucion sostenible de tierras en Colombia, 2014.

Amnesty International Colombia : Restoring the land, securing the peace : Indigenous and Afro-Descendant Territorial Rights, 2015.

Amnesty International Colombia : Las negociaciones de paz no han tenido ningun efecto en el proceso de restitucion de tierras, 2015

AIDA, Grandes represas en America Latina, peor el remedio que la enfermeda ? 2009.

Banque Mondiale, (Delmon J) Partenariats public-privé dans le secteur des infrastructures, 2010

Banco de Iniciativas Regionales para el Desarrollo de Antioquia (BIRD Antioquia), Potencial Hidroeléctrico de Antioquia. Inventario, perspectivas y estrategias, 2011.

Banco de la Republica de Colombia (Bonet J), Desequilibrios regionales en la política de descentralización en Colombia, document de travail, 2006

CINEP PPP, Paz y agenda social, 2012.

CINEP PPP (Arboleda Z, Coronado S, Cuenca T), En que va la locomotora minera ?, Cien Dias vistos por CINEP PPP (En ligne), 82, 2014.

CINEP-CCFD-FPH (González F, Zambrano F), L'État inachevé. Les racines de la violence en Colombie, Éditions Charles-Léopold Mayer, 1995, 132 p.

Consejo Regional Indígena del Cauca (CRIC), 200 años después los Nutabes vuelven a ser noticia por organización indígena de Antioquia, 2015, //www.cric-colombia.org/portal/200-anos-despues-los-nutabes-vuelven-a-ser-noticia-por-organizacion- Indígena-de-antioquia/

Comisión Economica Para America Latina Y El Caribe-CEPAL, La Gestion Del Desarrollo En Antioquia, Colombia, 2000

Comisión Económica Para América Latina Y El Caribe-CEPAL (Ibáñez A M, Velásquez A). El impacto del desplazamiento forzoso en Colombia : condiciones socioeconómicas de la población desplazada, vinculación a los mercados laborales y políticas públicas. 2008.

Commission Mondiale des Barrages (CMB), Barrages et développement : un nouveau cadre pour la prise de décision, 2000.

Consultorio por los Derechos Humanos y el Desplazamiento (CODHES), El Desplazamiento Forzado y la Imperiosa Necesidad de la Paz, 2013.

Empresas Públicas de Medellín (EPM), Etude d'impact environnementale du projet Ituango, 2009

Empresas Públicas de Medellín (EPM), Proyecto Hidroeléctrico Ituango. Presentación Yarumal. 2014

Fond Monétaire International (Hemming R) Les partenariats public-privé, séminaire de haut niveau sur la réalisation du potentiel d'investissement rentable en Afrique 2006

Fundación Ideas para la Paz, Private Sector and Forced Internal Displacement (FID) in Colombia, 2011.

Fundación Ideas para la Paz, Dinámicas del conflicto armado en el nudo del paramillo y su impacto humanitario, 2014.

Fundación Ideas para la Paz, La Estabilización en la fase de transición ¿Cómo responder a la situación de crisis y fragilidad estatal ? 2018.

Fundación Ideas para la Paz, ¿Por qué siguen aumentando los cultivos de coca en Colombia ? 2018.

Fundación Paz y Reconciliación, Procesos de paz en Colombia, 2019

Fundación Paz y Reconciliación, Lo que Hemos Ganado, 2015.

Fundación Sumapaz, Estado De Los Derechos Humanos En Antioquia, Entre El Sueno De La Paz Y La Guerra, 2013

Groupe interparlementaire d'amitié France – Pays Andins, La Colombie : un nouveau départ, Compte rendu du déplacement effectué en Colombie par une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Pays Andins, du 8 au 14 septembre 2010, 2011.

Haut Commissariat aux réfugiés (HCR), Appel global 2013 du HCR, Colombie, 2013, pp 276–280.

Institut International de Développement de la Banque Mondiale, Fragilité, Conflits et Violences,

2016.

Indepaz, Modelo Democrático De Desarrollo Humano Rural Desde La Equidad Y La Diversidad, Notas para los procesos de consulta, participación ciudadana y debate de los proyectos de ley de tierra, reforma agraria y desarrollo rural, 2012.

Naciones Unidas Colombia, Consideraciones ambientales para la construcción de una paz territorial estable, duradera y sostenible en Colombia, 2014.

Observatorio de Conflictos Ambientales, Hidroeléctrica Urrá I-II : Detalles del Proyecto, 2017

OCDE, Statistiques de base de la Colombie, 2013. Etudes Économiques de l'OCDE, 2(2), 2013, pp 7-8.

Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD), Colombia, Consideraciones ambientales para la construcción de una paz territorial, estable, duradera y sostenible en Colombia, 2014.

Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD), Colombia, Antioquia, retos y prioridades del departamento 2016-2019, 2015.

Programme des Nations Unies pour le Développement, (PNUD), Colombia, Progreso Rural : Desarrollo agropecuario debe empezar por el desarrollo social, 2016

Resistencia Colombia, Locomotora minera y plan nacional de desarrollo ; ¿hacia dónde jala la maquinita ? 2014

Thèses et mémoires

Arenas L, Cano N, Diseño Del Observatorio Para Las Potencialidades Del Norte De Antioquia, Fundación Universidad Católica del Norte, 2014. 26p.

Benassaya M, « La future centrale hydroélectrique de l'Inde » Evolution géopolitique du nord est indien à travers les grands aménagements du Brahmapoutre, Université de Paris 8, Institut Français de Géopolitique, 100 p.

Buitrago, P. J. D. L'intégration économique internationale de la Colombie Une approche en termes d'économie politique internationale, Université de Grenoble, Faculté d'Économie et finances, 2012, 365 p.

Calderon Aristizabal, Construcción de territorio campesino a partir de la economía minifundista del municipio Ituango, Universidad de Antioquia, Facultad de ciencias Sociales y Humanas, Departamento de Sociología, 2015, 106 p.

Campos Vieda CA, Propuesta de ajuste a la metodología de seguimiento y control para disminuir la incertidumbre en el proceso de licenciamiento ambiental en Colombia, Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Ciencias Económicas, Instituto de Estudios Ambientales, Bogotá D.C., Colombia 2015.

Carvajal Ossa M, Pérez V J, La expropiación en Colombia y su historia en la legislación colombiana, Université EAFIT, Escuela de Derecho, Medellín, 2011.

Dominguez Cancelado J F, Las Farc-Ep : De La Guerra De Guerrillas Al Control Territorial, Universidad Del Valle, Facultad De Ciencias Sociales Y Económicas, 2011.

Espinosa I, Duque M, Historia y Cultura de la Población Nutabe en Antioquia. Departamento de Antropología, Universidad de Antioquia, Medellín, 1995.

Hallé T, Déplacements forcés et contre réforme agraire en Colombie : Territoires, agro-industrie de la palme africaine et résistance civile afro-colombienne au Choco, Université de Montréal, Faculté des arts et sciences, Département d'anthropologie, 2007, 285 p.

Hoyos Salas M, Poblamiento y colonización campesina, el caso de la area amortiguadora en el Nudo de Paramillo, Ituango 1875-2004, Univerisdad de Antioquia, Facultad de Ciencias Sociales y Humanas, Departamento de Historia, Medellín, 2006, 114 p.

Madera Arteaga E, Deshaciendo el encanto : impactos de la Represa de Urrá I sobre tres comunidades de la Ciénaga Grande de Loricá, Universidad de los Andes, departamento de historia, 2014, 102 p.

Medoza Colorado N C, Gestion estrategica de los municipios de sexta categoria en Colombia, el caso de Agua de Dios, Cundinamarca, Universidad de Ciencias Militares Nueva Granada, Facultad de Ciencias Economicas, 2015.

Mejia D, Plan Colombia : An Analysis of Effectiveness and Cost, Center for 21st Century Security and Intelligence Latin America Initiative, Universidad de los Andes, 2016, 17p

Mesa Betancur X, Análisis de las capacidades institucionales y las competencias normativas del concejo municipal de ituango y de las percepciones y posiciones de sus concejales, para la implementación del punto dos del acuerdo de paz, Departamento De Gobierno Y Ciencias Políticas Universidad Eafit 2018, 31 p.

Nieto J, Conflictos socioambientales alrededor de la Hidroeléctrica Hidroituango, Universidad de Antioquia, Facultad de ciencias Sociales y Humanas, Departamento de Sociología, Medellín, 2015, 189p.

Rojas Sarmiento H, Las políticas de Paz en Colombia, Un análisis de contexto entre los diálogos de paz bajo el gobierno de Andrés Pastrana y de Juan Manuel Santos, Universidad Católica de Colombia, Facultad de ciencia política y económica, 2015, 85p.

Tarazona Barbosa J, Causas y consecuencias socioeconómicas en el municipio Del Peñol durante el desarrollo Hidroeléctrico Del Peñol-Guatapé entre 1960-1978, Universidad de Antioquia, Facultad de ciencias sociales y humanas, Medellín, 2016, 233 p.

Torres Sánchez M A, Análisis de nuevas dinámicas territoriales por proyectos de infraestructura y su influencia en la generación de conflictos socio ambientales. Caso de estudio : Hidroituango Universidad Nacional de Colombia, Facultad de Minas Departamento de Geociencias y Medio Ambiente, Medellín, 2013, 174 p.

Sánchez Supelano L F, Ecoturismo en la construcción de paz en Colombia : acuerdo de paz, conflictividad y justicia ambiental », Via [En ligne], 15 | 2019.

Sites internet

altocomisionadopalapaz.gov.co (Haut Commissariat à la Paix en Colombie)

conflictos-ambientales.net (Laboratoire des Conflits Environnementaux de l'Université Nationale de Colombie)

dane.gov.co (Département Administratif National de Statistiques)

defensoria.gov.co (Defenseur du Peuple)

epm.com

Farc-ep.co

hidroituango.com.co

idea.gov.co (Institut de développement d'Antioquia)

igac.gov.co (Institut de Géographie Agustin Codazzi)

parquesnacionales.gov.co (Parcs Nationaux de Colombie)

peacekeeping.un.org (Nations Unies – Maintien de la Paix)

riosvivoscolombia.org

restituciondetierras.gov.co (Unité de restitution des terres)

unidadvictimas.gov.co (Unité des victimes)

unhcr.org/colombia (Haut Commissariat aux réfugiés)

unocha.org/colombia (Office des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires)

unodc.org/colombia (Office des Nations Unies contre la drogue et le crime)

upme.gov.co (Unité de planification minéro-énergétique)

upra.gov.co (Unité de planification rurale et agraire)

siac.gov.co (Système d'information environnementale de Colombia)

simco.gov.co (Système d'information Minero Colombiano)

xm.com.co

Articles de presse

Courrier International, Medellín, la nouvelle vie de la ville la plus dangereuse du monde, 2015 (<https://www.courrierinternational.com/article/2015/01/07/Medellin-la-nouvelle-vie-de-la-ville-la-plus-dangereuse-du-monde>)

El Colombiano, Se represan las futuras grandes hidroeléctricas en el país, 2017, (<http://www.elcolombiano.com/negocios/economia/se-represan-las-futuras-grandes-hidroelectricas-en-el-pais-HG7118988>.)

El Colombiano, Hidroeléctricas en riesgo, 2017, <https://www.elcolombiano.com/opinion/editoriales/hidroelectricas-en-riesgo-JL7184795>

El espectador, En Ituango, los Excombatientes de las Farc ya tienen tierra, pero temen por su vida, 2019 (<https://www.elespectador.com/colombia2020/territorio/en-ituango-los-excombatientes-de-las-Farc-ya-tienen-tierra-pero-temen-por-su-vida-articulo-895949/>)

El Mundo, Antioquia, con nuevos potenciales agrícolas, 2016, (http://www.elmundo.com/portal/noticias/economia/antioquia_con_nuevos_potenciales_agricolas.php#.WeX534-0PYR.)

El Pais, Colombia, El camino a la paz, 2016. (<https://elpais.com/especiales/2016/proceso-de-paz-en-colombia/>)

El Tiempo, Hidroeléctricas, problema o solución, 1995, (<http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-416567>)

Las 2 Orillas, Urrá, ¿un beneficio para los Embera Katíos ? 2015 (<https://www.las2orillas.co/urra-un-beneficio-para-los-embera-katios/>)

Las Dos Orillas, Golpe a Isagen: se quedo sin la licencia de Canafisto, 2015 (<https://www.las2orillas.co/golpe-isagen-se-quedo-sin-la-licencia-de-canafisto/>)

Las 2 Orillas, Guerra, Paz y restitucion de tierras, 2018, (<https://www.las2orillas.co/guerra-paz-y-restitucion-de-tierras/>)

Mongabay, Hidroeléctricas en Colombia: entre el impacto ambiental y el desarrollo, 2018, (<https://es.mongabay.com/2018/06/impactos-ambientales-hidroelectricas-en-colombia>)

Palabras a la margen,,2016, Las regiones al margen: desafíos del post-conflicto en Colombia, (<http://palabrasalmargen.com/edicion-79/las-regiones-al-margen-desafios-del-post-conflicto-en-colombia/>)

Semana, Lo bueno, lo malo y lo feo del lado verde del Plan de Desarrollo, 2016, (<https://sostenibilidad.semana.com/medio-ambiente/articulo/plan-nacional-desarrollo-bueno-malo-feo-del-lado-verde/32575>)

Verdad Abierta, Ituango, Treinta anos de Guerra, 2013, (<https://verdadabierta.com/ituango-treinta-anos-de-guerra/>)

Verdad Abierta, Las contradicciones de Santos con la restitución, 2015, (<https://verdadabierta.com/las-contradicciones-de-santos-con-la-restitucion/>)

Verdad Abierta, El Paramillo, un nudo dificil de deshacer, 2016, (<https://verdadabierta.com/el-paramillo-un-nudo-dificil-de-deshacer/>)

Verdad Abierta, Tension por posesion de tierras se traslada a los parques naturales nacionales, 2017, (<https://verdadabierta.com/tension-por-posesion-de-tierras-se-traslada-a-los-parques-naturales-nacionales/>)

Verdad Abierta, Movimiento civico del Oriente antioqueno una persecucion sera resarcida, 2018 (<https://verdadabierta.com/movimiento-civico-del-oriente-antioqueno-una-persecucion-sera-resarcida/>)

Verdad Abierta, Contingencia en Hidroitungo atrasa implementación de Acuerdo de Paz en Valdivia, 2019 (<https://verdadabierta.com/contingencia-hidroitungo-atrasa-implementacion-acuerdo-paz-valdivia/>)

Glossaire

Baldios : Terres n'appartenant à personne et n'ayant jamais figuré dans un cadastre ou un registre de terres, donc considérées comme propriétés de la nation, sous le contrôle de l'Igac. À la différence des terres situées dans les réserves forestières, les parcs naturels et les différentes aires protégées, ces terres ont vocation à être adjugées dans le cadre de programmes de développement agricole ou de restitution des victimes.

Barequeo : voir mine artisanale.

Ciénaga : Les ciénagas sont des complexes de lacs et de cours d'eau caractéristiques de la plaine Caraïbe colombienne. Elles jouent un rôle économique, culturel et environnemental majeur pour les populations riveraines. D'une part elles servent de régulateur naturel des crues et abritent des écosystèmes riches et fragiles. D'autre part, elles constituent des zones de pêche et d'agriculture grâce à l'aménagement de systèmes d'irrigation « traditionnels » qui tendent à être remplacés pour les besoins de l'agriculture intensive.

Comuna : Division administrative des aires urbaines des principales villes colombiennes et représentée par une assemblée administrative élue au moment des élections municipales, en charge d'organiser la participation citoyenne et l'utilisation d'un budget participatif, d'exercer une vigilance sur l'action publique municipale, et de faire des propositions pour la planification municipale.

Corregimiento : Division administrative du municpe organisée autour d'un centre urbain secondaire.

Mine artisanale : La mine artisanale désigne une grande diversité de formes d'extraction de ressources minérales et métalliques à petite échelle. Elle s'oppose ainsi à la mine à grande échelle, définie comme telle à partir de 200 000 tonnes de matériel excavé par an, et faisant l'objet d'une licence environnementale. La mine artisanale peut être mécanisée. Concernant l'extraction d'or, la mine artisanale mécanisée peut être souterraine ou pratiquée sur les alluvions des cours d'eau. Elle implique généralement l'usage de produits chimiques polluants, de mercure notamment, pour séparer l'or des autres minéraux. Sa pratique requiert l'obtention d'un titre minier. Toutefois, elle est pratiquée de manière formelle, notamment en lien avec les groupes aux marges de la loi. La mine artisanale non mécanisée ne requiert pas de titre. Elle se pratique sur les berges des cours d'eau sous forme d'orpaillage, avec l'usage d'outils tels que les batées et les tamis. Elle est parfois qualifiée de traditionnelle et associée à des pratiques indigènes, comme le barequeo.

Nécessité de Base Insatisfaites : Indicateur de mesure de la pauvreté construit à partir des dimensions habitat, accès aux sanitaires, à l'éducation primaire et revenus minimums, élaboré dans les années 1980 par la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes).

Resguardos : Unité administrative pendant la colonisation désignant un territoire collectif autonome soumis à un droit coutumier pour les indigènes, en général à l'écart des terres fertiles occupées par les haciendas. Les habitants des resguardos servaient alors de main d'œuvre pour les haciendas. Le resguardo est reconnu par la constitution colombienne de 1991, suite aux mobilisations indigènes réclamant une protection contre l'expulsion de leurs territoires ancestraux sous les effets combinés du conflit armé, du narco-trafic et de l'économie extractive. Cette reconnaissance vise à permettre la préservation économique, culturelle et spirituelle des groupes indigènes. Elle se produit dans la foulée de la convention 169 de l'Organisation Internationale du Travail sur les droits indigènes et tribaux, ratifiée en 1989 par 22 États. Cette convention, considérée comme le principal instrument du droit international pour la protection des populations indigènes affirme le droit à la reconnaissance des territoires et pratiques traditionnelles indigènes et du droit à l'autodétermination, contre des pratiques assimilationnistes. Ces dispositions se traduisent par le principe de multiculturalité reconnu par la constitution colombienne.

Dans cette optique, le resguardo en Colombie représente un territoire de même niveau décentralisé que le municpe. C'est un territoire collectif, inaliénable, imprescriptible, et insaisissable (art 63 et 329 de la Constitution). Il fait l'objet d'un droit coutumier pour administrer ses ressources et sa fiscalité pour l'aménagement du territoire. Les habitants y sont exemptés de service militaire. Ils disposent de protections spécifiques contre la pénétration des projets agro-industriels et miniers sur les territoires. Ces protections se manifestent principalement à travers le système de consultation préalable, qui impose une concertation collective et un libre consentement des populations du resguardo pour entreprendre un projet d'exploitation des ressources naturelles.

Vereda : division administrative des zones rurales des municpes. Elles comprennent une population entre 50 et 1200 habitants organisées aux abords de chemins ruraux (en général, des pistes) reliés au centre urbain du municpe.

Abréviations

Accu : Autodefensas Campesinas de Cordoba y Uraba (Autodéfenses paysannes du Cordoba et de l'Uraba), organisation paramilitaire.

Anla : Agencia Nacional de Licencia Ambiental (Agence Nationale des licences environnementales).

AUC : Autodefensas Unidas de Colombia (Autodéfenses unies de Colombie), organisation paramilitaire.

BID : Banque Inter-Américaine de Développement.

BST : Bosque Seco Tropical (Forêts tropicales sèches).

CAR : Corporations Autónomas Regionales (Unités décentralisées du ministère de l'environnement).

CCC : Consortium Carargo Correa Infra – Concreto – Coninsa, Ramon H, maitre d'œuvre des infrastructures du barrage d'Ituango, sous la responsabilité d'EPM.

CMB : Commission Mondiale des Barrages.

CIDH : Court Inter-Américaine des Droits Humains.

EIA : Estudio de Impactos Ambientales (étude d'impacts environnementaux).

ELN : Ejército de Liberación Nacional.

EPL : Ejército Popular de Liberación.

EPM : Empresas Públicas de Medellín.

Farc : Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia (Forces Armées Révolutionnaires de Colombie), devenues la Fuerza Alternativa Revolucionaria del Común (Force Alternative Révolutionnaire Commune) à l'issue du processus de paix.

Esmad : Escuadron Movil Antidisturbios (police anti-émeute)

Igac : Instituto de Geografía Agustín Codazzi.

JAC : Juntas de Acción Comunal (association d'action communale).

NBI : Necesidades de Base Insatisfechas.

PDET : Programas de Desarrollo con Enfoque Territorial (Programmes de développement territoriaux).

PND : Plan National de Développement.

POT : Plan de Ordenamiento Territorial (Plan d'organisation et d'aménagement territorial).

PNN : Parcs Naturels Nationaux.

PUI : Plan d'Urbanisme Intégral.

SIMCO : Sistema de Información Minero Colombiano (système d'information minier colombien).

Sinap : Sistema Nacional de Areas Protegidas, (Système national des zones protégées), administrateur des PNN et autres zones de protection environnementale spéciale.

ZVTN : Zonas Veredales de Transición y Normalización, zones de regroupement et de dépôt des armes des ex-combattants à l'issue des accords de paix.

Annexes

Annexe 1 : Principaux contacts pendant les enquêtes de terrain (2014-2015 et 2016).

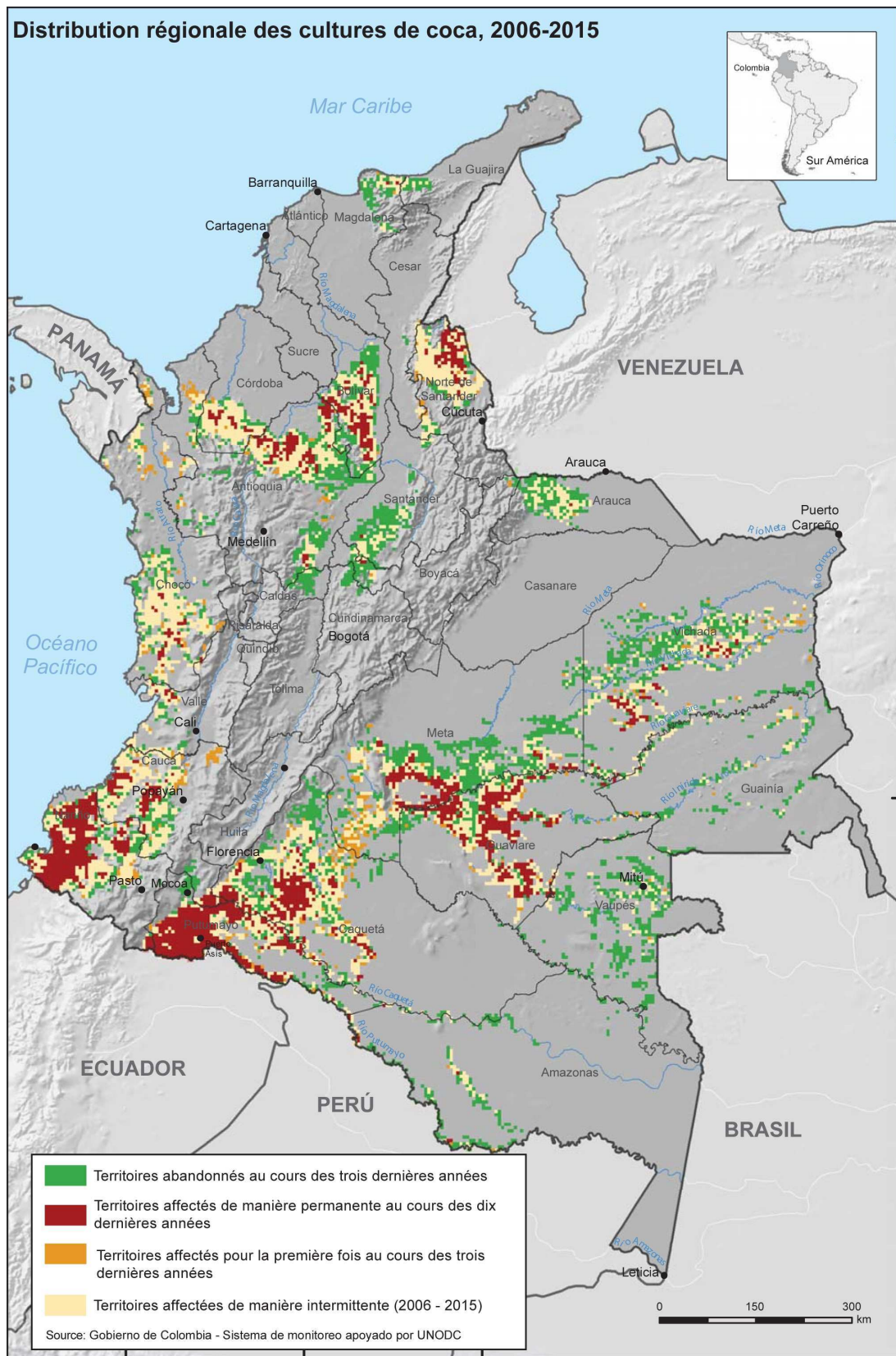
Institution	Nom de l'interlocuteur	Fonction
Rios Vivos Antioquia	Juan Pablo Soler Villamizar	Porte-Parole
	Isabel Cristina Zuleta	Coordinatrice Antioquia
Organización Indígena De Antioquia	Wilfer Sánchez Garcia	Responsable Communication
	Jorge Eliécer David Higueta	Responsable Programme Territoire Et Environnement
Cabildo Nutabe De Medellín	Víctor Manuel Rodríguez Sánchez Gobernador	Gouverneur du Cabildo
Censat Agua Viva	Tatiana Roa Avendaño	Coordinatrice générale
Corporacion Acción Humanitaria Por La Convivencia Y La Paz Del Nordeste Antioqueño, Cahucopana.	Carlos Morales	Coordinateur
Université Pontificia Bolivariana, Ecole De Sciences Sociales, Groupe Territoire.	Denisse Roca Servat	Professeure associée – chercheuse
Université De Antioquia, Département d'Anthropologie	Neyla Castillo E.	Professeure titulaire
Université d'Antioquia, Institut d'études régionales	Vladimir Montoya Arango	Professeur titulaire
Université Pontificia Bolivariana, Ecole De Sciences Sociales, Groupe Territoire.	Luz Stella Carmona Londoño	Enseignante-Chercheuse
Universidad Pontificia Bolivariana (Medellín)	Laura Betancur Alarcón	Etudiante en communication et journalisme, auteure d'un reportage sur l'occupation de l'Université de Antioquia par les orpailleurs du canyon en

		3013
Université d'Antioquia, Institut d'études régionales	Andrés Jimenez	Étudiant en géographie

Hidroeléctrica Ituango	Elba Mary Londoño Ciro	Profesional Social
Groupe HTM	Diego Franco Moreno	Coordinateur contrat Hidroeléctrica Ituango
Croix rouge Antioquia	Guillermo Torres García	Coordinateur contrat Hidroeléctrica Ituango
PNN Paramillo	Antonio José Martínez Negrete	Directeur Zone protégée PNN Paramillo
EPM	Ana Maria Monsalve Cuartas	Ingénieure forestière
EPM	Lina Ramirez	Responsable inventaire faune et flore
Codesarrollo (exSocya)	Abel Mauricio Zapata Gómez	Coordinateur régional Antioquia

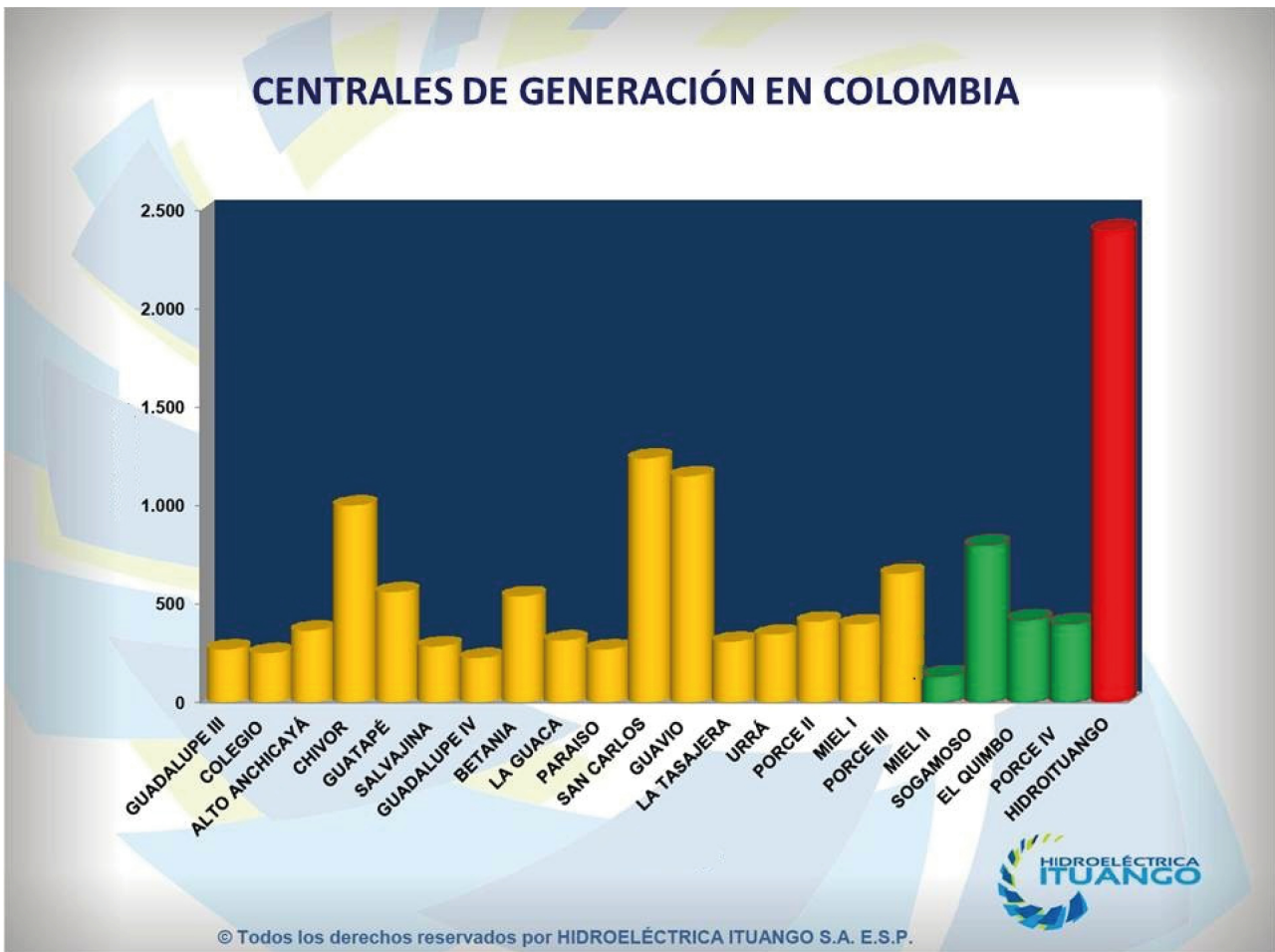
Ministère de la Culture	Juan Pablo Henao Vallejo	Asesor Dirección De Patrimonio
Instituto De Investigación De Recursos Biológicos Alexander Von Humboldt	Hernando García Martínez	Investigador Titular
ONUHCR	Juan Sebastian Diaz	Chargé de sécurité des programmes sur le déplacement Colombia
Mission de soutien au processus de paix, en Colombie de l'Organisation des Etats Américains (MAPP OEA)	Nicolas Palacios	Responsable Antioquia
Musée de la mémoire de Medellín	Victor	Animateur

Annexe 2 : Carte de l'ONUDC sur l'évolution de la surface plantée en coca entre



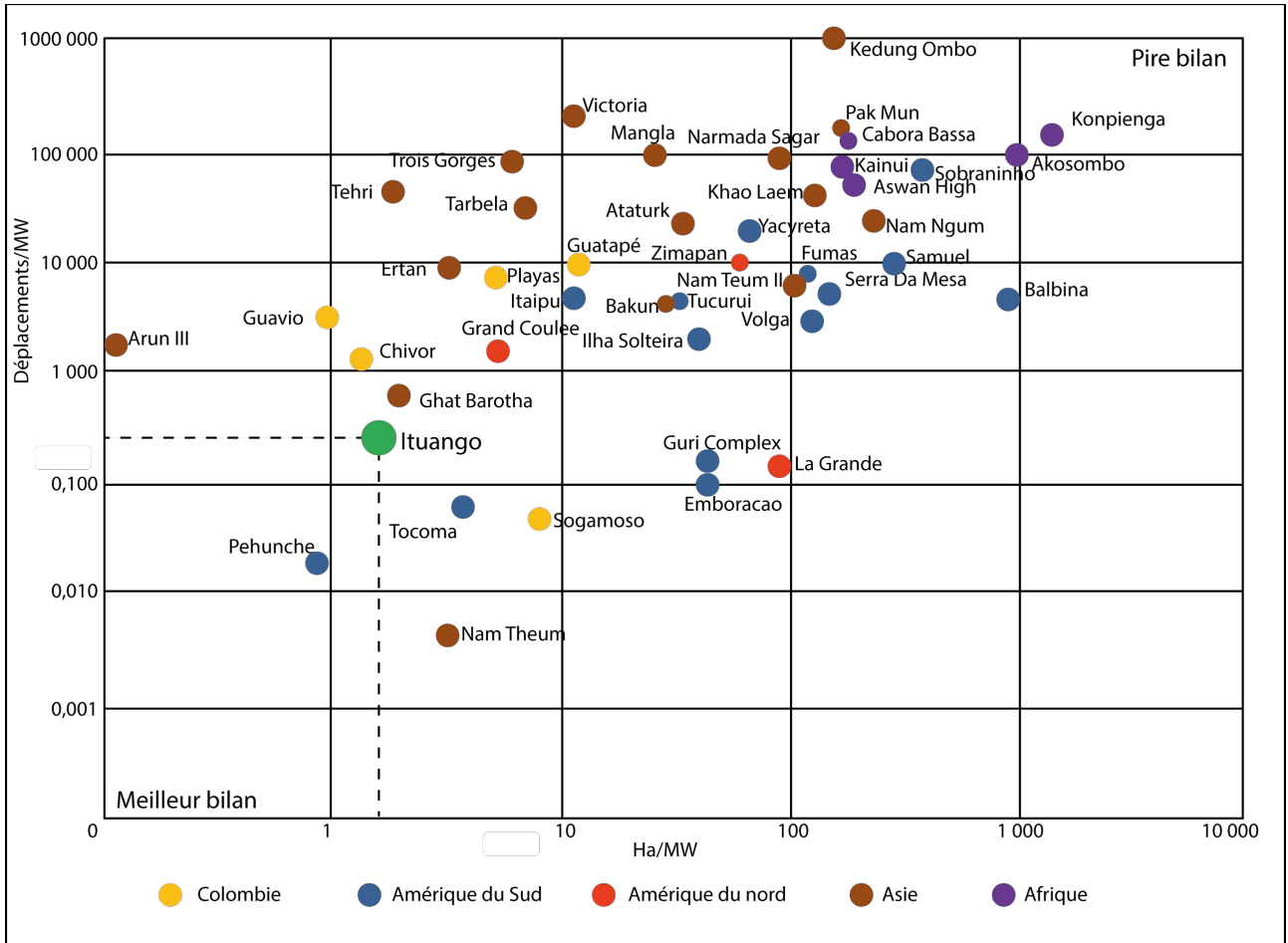
2006 et 2015.

**Annexe 3 : Capacité des centrales de génération hydroélectrique en Colombie
(en MW), document d’Hidroeléctrica Ituango S.A. ESP., présenté lors des
réunions d’information dans les municipes du canyon en 2014.**

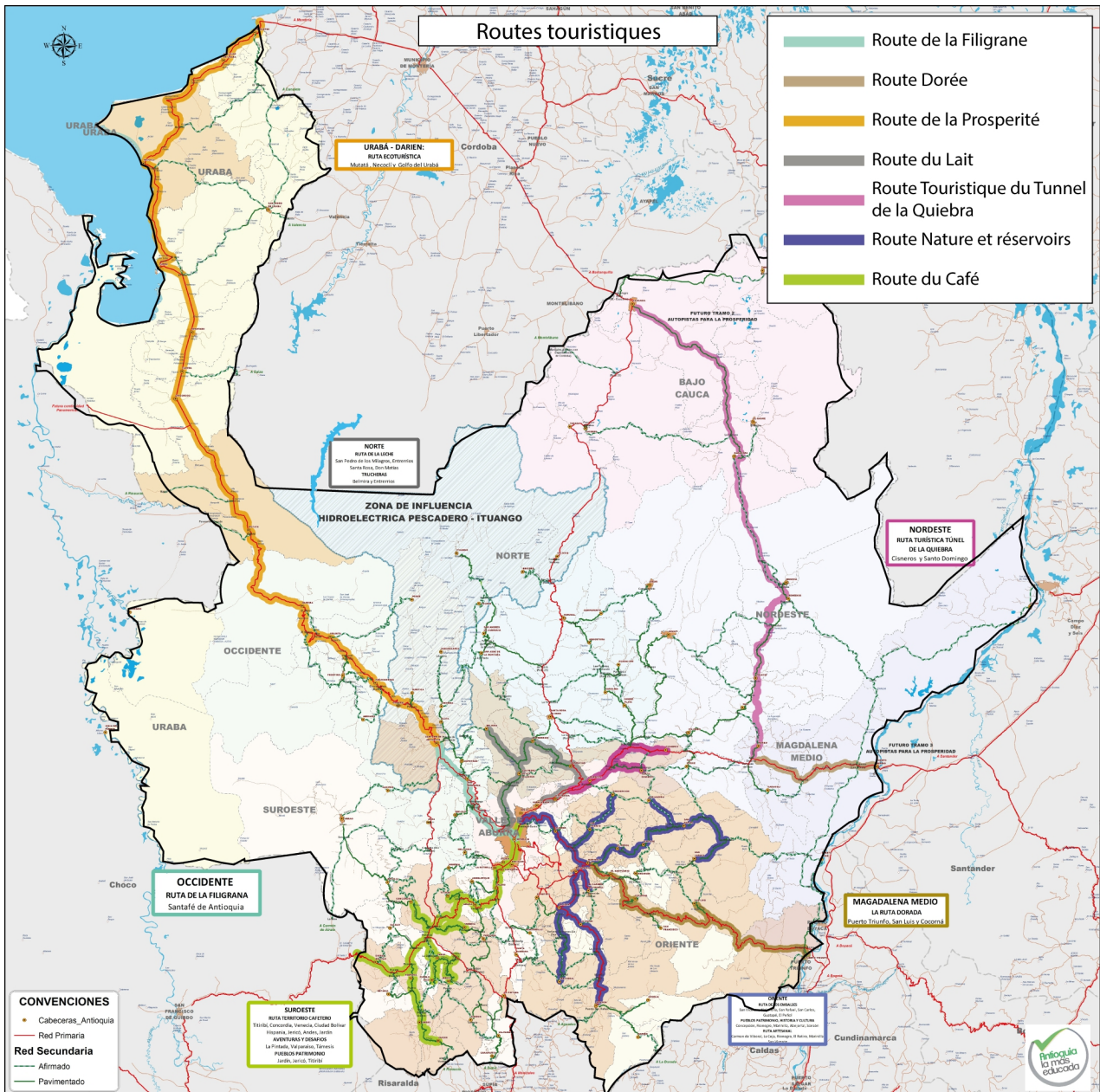


Les barres vertes correspondent aux centrales en construction ou ayant obtenu une Dupis à la date de la réunion. Les barres jaunes aux centrales en opération et la barre rouge correspond à Hidroituango.

Annexe 4 : Impact territorial et social d'une sélection de grands barrages dans le monde en nombre d'habitants déplacé par MW produit (ordonnée) et en surface submergée par le réservoir par MW produit (abscisse). Document d'Hydroeléctrica Ituango S.A. ESP., présenté lors des réunions d'informations dans les municipes du canyon en 2014

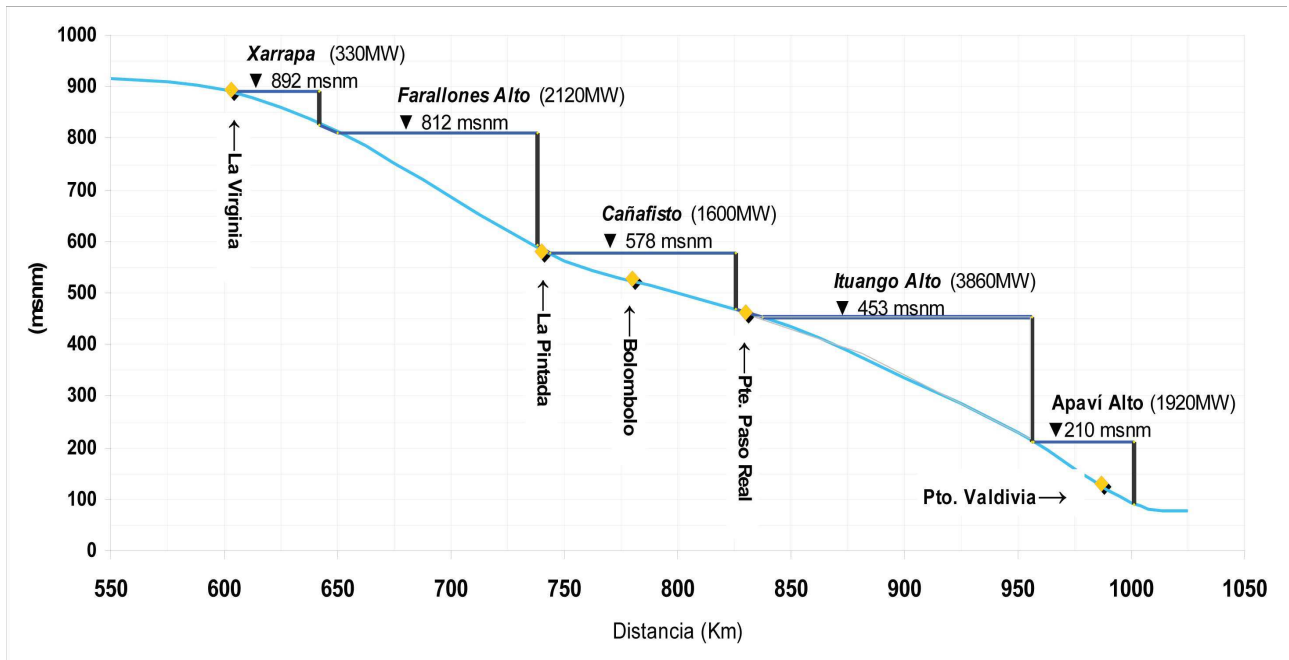


Annexe 5 : Carte des projets de développement de routes touristiques autour de la zone d'influence du barrage d'Ituango. Document extrait du plan départemental de développement, 2010-2014.

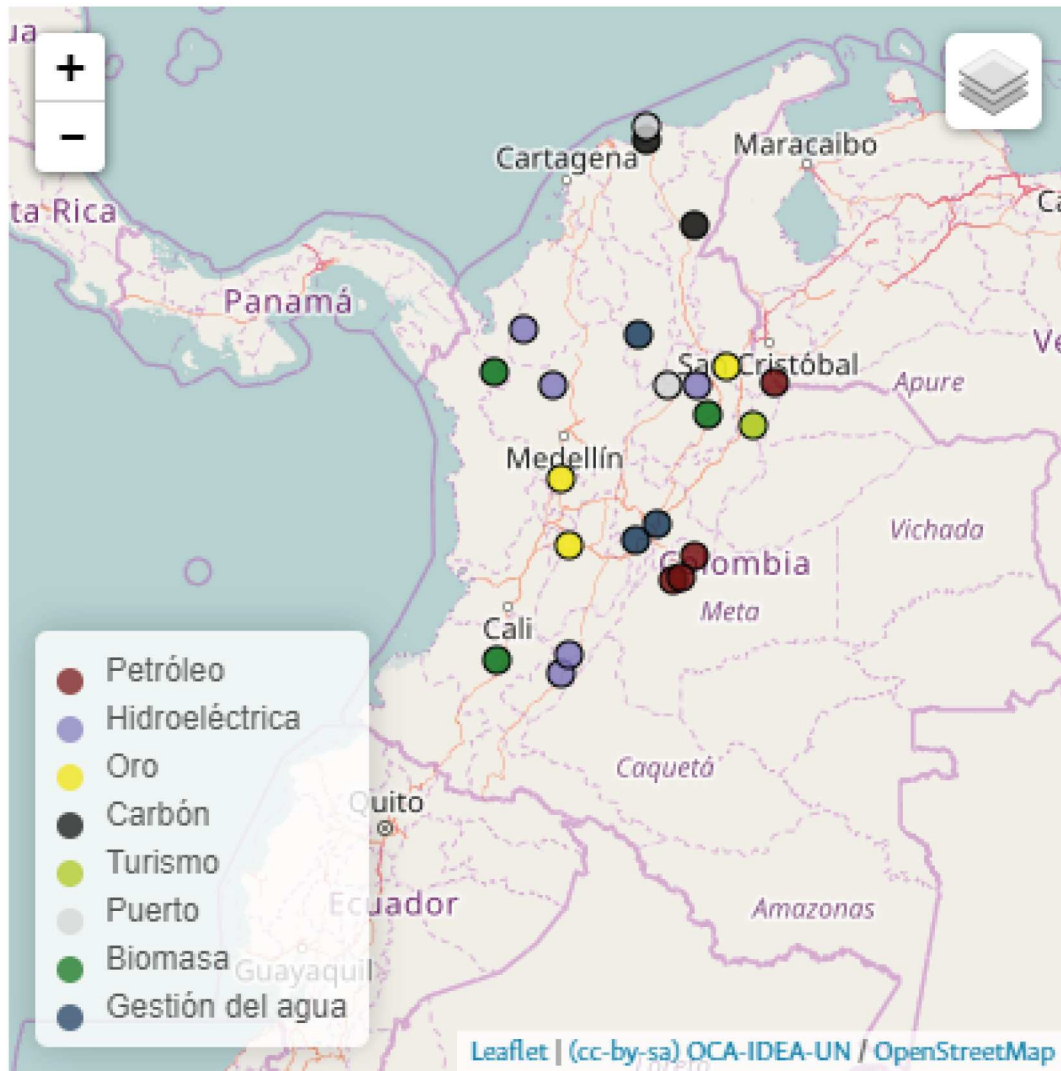


**Annexe 6 : Schéma des sites potentiels de développement de projets de
génération hydroélectrique sur le cours du Cauca Medio. Document de travail
Integral S.A., non daté (obtenu en 2014).**

Evaluación del potencial hidroeléctrico del Cauca Medio



Annexe 7 : Carte des conflits socio-environnementaux de l'Observatorio de Conflictos Ambientales (OCA) de l'Université Nacional de Colombia.
(https://conflictos-ambientales.net/oca_bd/, capture d'écran, 2020).



Annexe 8 : Schéma des organisations de relations socio-économiques autour des localités de Orobajo (Sabanalarga) et Barbacoas (Peque). Document de travail d’Hidroeléctrica Ituango S.A. ESP., non daté (obtenu en 2014).

